

2014

RAPPORT ANNUEL

ANCRÉS ICI,
OUVERTS SUR
LE MONDE



Caisse de dépôt et placement
du Québec

2	FAITS SAILLANTS 2014	57	PRÉSENCE DE LA CAISSE AU QUÉBEC
4	ACTIFS DANS LE MONDE	62	Réalisations de la Caisse au Québec
6	ANCRÉS AU QUÉBEC	77	INVESTISSEMENT RESPONSABLE
8	DERRIÈRE NOS CLIENTS, LES QUÉBÉCOIS	78	Rapport sur l'investissement responsable
10	RÉSULTATS PAR CATÉGORIE D'ACTIF	83	Rapport sur le développement durable
12	NOS RÉALISATIONS EN 2014	87	RAPPORTS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE SES COMITÉS
14	NOS PRIORITÉS 2015-2018	115	CONSEIL D'ADMINISTRATION ET COMITÉ DE DIRECTION
18	MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL	116	Structure organisationnelle
20	MESSAGE DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION	118	Conseil d'administration
23	NOS CLIENTS, LES DÉPOSANTS	119	Comité de direction
29	RAPPORT DE GESTION	121	RAPPORT FINANCIER
30	Contexte macroéconomique	129	ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
35	Analyse du rendement global		
38	Analyse du rendement par catégorie d'actif		
49	Gestion des risques		
55	Conformité		

NOUS SOMMES PLUS ACTIFS QUE JAMAIS DANS LE MONDE ET NOUS JOUONS UN RÔLE DE PREMIER PLAN AU QUÉBEC

Nous sommes un investisseur de long terme au service de 32 clients – principalement des régimes de retraite et d'assurance publics et parapublics québécois.

Avec des investissements répartis à travers le monde, nous sommes un acteur clé sur les marchés financiers, en placements privés, en infrastructures et en immobilier.

Faits saillants 2014

9,6%

RENDEMENT ANNUALISÉ
SUR 4 ANS

67,2 G\$

RÉSULTATS
DE PLACEMENT NETS
SUR 4 ANS

12,0%

RENDEMENT EN 2014

23,8 G\$

RÉSULTATS
DE PLACEMENT NETS
EN 2014

AAA

MAINTIEN DES COTES
DE CRÉDIT LES PLUS HAUTES

Les agences de notation DBRS, Moody's et Standard & Poor's ont maintenu les cotes de crédit de la Caisse et de CDP Financière avec une perspective stable.

16,0¢

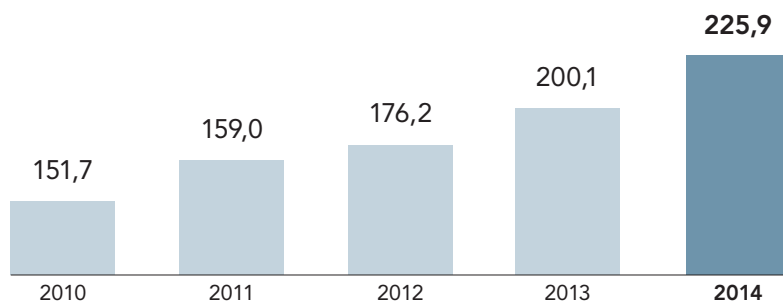
PAR 100 \$ D'ACTIF NET
MOYEN EN 2014

Un ratio de charges d'exploitation qui place la Caisse parmi les chefs de file de sa catégorie.

225,9 G\$

ACTIF NET AU 31 DÉCEMBRE 2014

ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET DE LA CAISSE
DE 2010 À 2014 (en milliards de dollars)



Actifs dans le monde

NOUS INVESTISSONS DE FAÇON STRATÉGIQUE DANS LES MARCHÉS PORTEURS

en déployant nos équipes sur le terrain et en nous associant avec des partenaires de premier plan

NOS BUREAUX DANS LE MONDE



- Siège social et bureau d'affaires
- Bureaux internationaux (Washington et Singapour ont été ouverts en 2014)
- Ouvertures prévues en 2015 et 2016

117 G\$

EXPOSITION DE LA CAISSE AUX MARCHÉS MONDIAUX,
EN HAUSSE DE 45 G\$ DEPUIS LA FIN DE 2010.

PARMI NOS INVESTISSEMENTS DE 2014

644 M£

DANS LONDON ARRAY

Situé au large des côtes du Royaume-Uni, ce parc éolien en mer compte 177 éoliennes d'une capacité de 630 MW.

2,2 G\$US

THREE BRYANT PARK, MANHATTAN

Acquisition par Ivanhoé Cambridge et son partenaire Callahan Capital Properties de l'un des immeubles de bureaux les plus prestigieux de New York.

24,7%

INVENERGY WIND,
ÉTATS-UNIS

Prise de participation de 24,7 % dans ce chef de file de l'industrie éolienne en Amérique du Nord.

244 M\$US

INDIANAPOLIS
POWER & LIGHT,
ÉTATS-UNIS

L'acquisition de 15 % de cette société de production d'énergie est la première étape d'un partenariat à long terme avec AES Corporation.

100 M\$US

MIRA, MEXIQUE

La création d'un partenariat avec Black Creek Group s'est concrétisée avec un premier investissement d'Ivanhoé Cambridge dans un projet de construction résidentielle, à Mexico.

Ancrés au Québec

NOUS JOUONS UN RÔLE CONCRET DANS LA CROISSANCE DES ENTREPRISES QUÉBÉCOISES

tant au Québec qu'à l'international

CROISSANCE À LONG TERME

Accompagner les petites, moyennes et grandes entreprises dans leurs projets de croissance, d'acquisition et d'innovation

PONT À L'INTERNATIONAL

Appuyer les entreprises qui ont la capacité de se tailler une place sur les marchés mondiaux

ENTREPRENEURIAT

Favoriser l'émergence d'une nouvelle génération d'entrepreneurs qui feront le succès des entreprises de demain



600

ENTREPRISES QUÉBÉCOISES
EN PORTEFEUILLE

350

IMMEUBLES DÉTENUS OU FINANCÉS
AU QUÉBEC

PARMI NOS INVESTISSEMENTS DE 2014

240 M\$

DANS WSP GLOBAL

Cette entreprise québécoise est un chef de file mondial de l'ingénierie. Elle a poursuivi sa croissance avec l'acquisition de deux sociétés : l'une au Canada, l'autre aux États-Unis.

150 M\$

DANS AGROPUR COOPÉRATIVE

Avec des acquisitions aux États-Unis et au Canada, Agropur s'est hissée parmi les plus importants transformateurs nord-américains de produits laitiers.

15 M\$

HÔTELS ALT

Appui au développement de cette chaîne hôtelière dans les marchés d'Ottawa, de Winnipeg et de Calgary.

10 M\$

GROUPE CREVIER

Investissement pour assurer le transfert de la direction de cette entreprise à la troisième génération de la famille.

78 M\$

KDC

Participation à un investissement de 165 M\$ permettant à cette entreprise de produits de beauté et de santé de faire une acquisition aux États-Unis.

Derrière nos clients, les Québécois

NOUS FAISONS FRUCTIFIER L'ARGENT DE NOS CLIENTS

Nous leur offrons une gamme diversifiée
de portefeuilles dans lesquels ils peuvent investir

Nous mettons notre expertise à leur service pour
les appuyer dans leurs décisions de placement

32

DÉPOSANTS CONFIENT LEURS FONDS À LA CAISSE

8,9% à 10,2%

Sur 4 ans, la Caisse a procuré des rendements
entre 8,9 % et 10,2 % aux huit principaux fonds
de ses déposants.

En 2014, les rendements de ces fonds
ont varié entre 11,0 % et 12,5 %.

Nos 32 déposants, tels la RRQ, la SAAQ, la CSST et le RREGOP, ont un lien avec la majorité des Québécois.

ENSEMBLE, ILS VERSENT
CHAQUE ANNÉE
PLUS DE

20 G\$

EN PRESTATIONS DE RETRAITE OU D'ASSURANCE

À PRÈS DE

2 millions

DE QUÉBÉCOIS

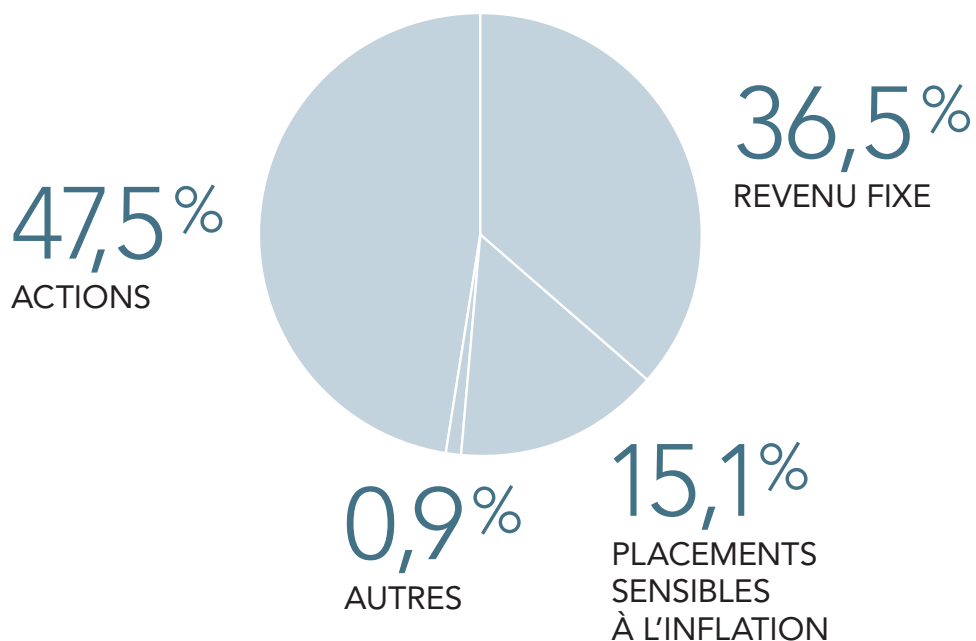
Pour la liste complète des déposants de la Caisse, voir la page 28.

Résultats par catégorie d'actif

NOUS MISONNS SUR DES ACTIFS DE QUALITÉ DANS TOUTES LES CATÉGORIES D'ACTIF

COMPOSITION DU PORTEFEUILLE GLOBAL

Au 31 décembre 2014



ACTIONS

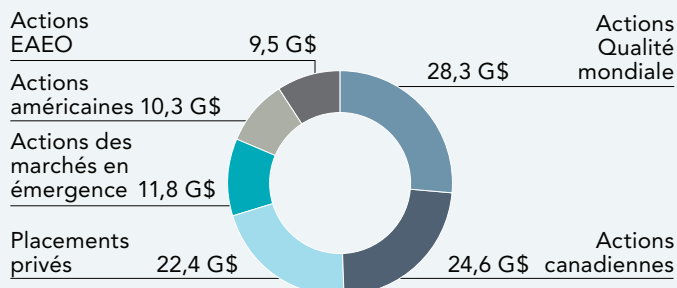
106,9 G\$

ACTIF NET

10,7%

RENDEMENT
SUR 4 ANS

13,9%

RENDEMENT
EN 2014ACTIONS – ACTIF NET PAR PORTEFEUILLE
Au 31 décembre 2014

REVENU FIXE

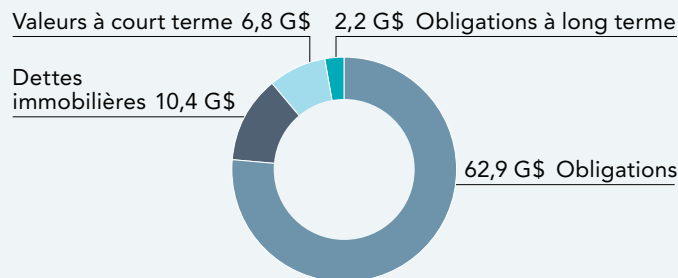
82,3 G\$

ACTIF NET

5,6%

RENDEMENT
SUR 4 ANS

8,4%

RENDEMENT
EN 2014REVENU FIXE – ACTIF NET PAR PORTEFEUILLE
Au 31 décembre 2014

PLACEMENTS SENSIBLES À L'INFLATION

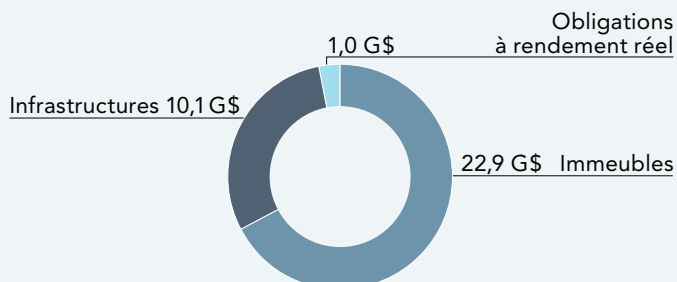
34,0 G\$

ACTIF NET

12,1%

RENDEMENT
SUR 4 ANS

11,0%

RENDEMENT
EN 2014PLACEMENTS SENSIBLES À L'INFLATION
ACTIF NET PAR PORTEFEUILLE
Au 31 décembre 2014

Nos réalisations en 2014

NOS ORIENTATIONS

GESTION EN ABSOLU

Miser sur la qualité

- > Construire des portefeuilles d'investissement en fonction de convictions fortes et non sur la base des grands indices boursiers
- > Investir dans des actifs de qualité dont la valeur est directement liée à l'économie réelle
- > Développer des relations à long terme avec des entreprises prometteuses

ACTIFS MOINS LIQUIDES

Cibler des actifs concrets

- > Augmenter les investissements dans les placements privés, les infrastructures et l'immobilier : des actifs tangibles qui génèrent des rendements courants plus stables et prévisibles
- > Investir en privilégiant des partenariats stratégiques et financiers à long terme

RÉALISATIONS 2014

- > Encadrement du risque de marché de la Caisse entièrement basé sur une mesure du risque absolu du portefeuille global
- > Croissance importante du portefeuille Actions Qualité mondiale, dont l'actif net est passé de 17,2 G\$ au 31 décembre 2013 à 28,3 G\$ à la fin de 2014
- > Repositionnement du portefeuille Actions canadiennes pour le concentrer sur des titres choisis en fonction de convictions d'investissement fortes
- > Intégration des diverses activités de rendement absolu au sein du portefeuille Stratégies actives de superposition

- > Regroupement de l'ensemble des activités d'investissement à l'extérieur du Québec dans les placements privés et les infrastructures, sous la direction d'un nouveau premier vice-président
- > Mise à jour de la stratégie d'investissement en placements privés et en infrastructures
- > Investissements totalisant 10,6 G\$ dans les portefeuilles Placements privés, Infrastructures et Immeubles
- > Volume record de transactions pour Ivanhoé Cambridge, avec 5,1 G\$ d'acquisitions, de projets de construction et d'immobilisations et 8,6 G\$ de ventes d'immeubles, dans la poursuite du repositionnement stratégique du portefeuille
- > Plus grande diversification du portefeuille Infrastructures avec l'augmentation des investissements aux États-Unis et en Australie

PRÉSENCE MONDIALE

Tirer profit de la croissance des marchés mondiaux

- > Accroître l'exposition de la Caisse à l'extérieur du Canada afin de diversifier le portefeuille et de profiter davantage de la croissance mondiale
- > Mieux comprendre les marchés en croissance en intégrant l'expertise de partenaires locaux qui les connaissent en profondeur
- > Assurer une présence locale dans les régions à haut potentiel afin de mieux saisir les meilleures occasions d'investissement

- > Augmentation de l'exposition de la Caisse aux marchés mondiaux pour atteindre 47 % au 31 décembre 2014
- > Formation de l'équipe et du comité consacrés aux marchés en croissance
- > Augmentation de la gestion active du portefeuille Actions des marchés en émergence de 6 % à 15 %
- > Mise sur pied d'une équipe multidisciplinaire responsable de coordonner les divers aspects de la mondialisation des activités de la Caisse
- > Ouverture de bureaux à Washington et à Singapour

QUÉBEC

Jouer un rôle structurant et soutenu pour l'économie du Québec

- > Chercher et saisir les meilleures occasions d'affaires et d'investissement
- > Servir de pont entre les entreprises québécoises et les marchés mondiaux
- > Stimuler l'entrepreneuriat et renforcer le dynamisme des entreprises

- > Mise en place d'une gestion intégrée de l'ensemble des activités de la Caisse au Québec sous la supervision d'un premier vice-président, Québec
- > Nouveaux engagements et investissements totalisant 2,5 G\$
- > Réalisation de plusieurs transactions liées aux projets d'acquisition et d'expansion d'entreprises québécoises, notamment à l'extérieur du Québec
- > Appui soutenu aux entrepreneurs de toutes les régions du Québec et au développement de la culture entrepreneuriale, notamment avec la mise sur pied de l'initiative *Innov. Agir.*
- > Investissements dans plusieurs PME québécoises (voir des exemples, p. 66 et 67)

PROFONDEUR D'EXPERTISE, PROCESSUS ET TALENTS

Mettre l'accent sur l'agilité et la santé organisationnelle

- > Poursuivre l'amélioration de l'intégration entre les décisions d'investissement et de gestion des risques
- > Continuer de renforcer les capacités de recherche et d'analyse des tendances économiques et financières
- > Améliorer l'efficacité opérationnelle
- > Miser sur le développement et la mobilisation des employés

- > Réalisation d'importants travaux de recherche sur des thématiques transversales telles que les taux d'intérêt, les devises, les flux de capitaux, les primes de risque et l'exposition au Canada
- > Mise en œuvre d'une planification stratégique des investissements intégrant un processus de revue transversale des diverses stratégies
- > Révision et optimisation du programme d'infrastructures technologiques
- > Amélioration de la gestion des données grâce à la normalisation du calcul de l'exposition par émetteur et par devise
- > Déploiement d'un programme de leadership d'influence pour les employés de niveau professionnel
- > Réalisation d'un sondage de mobilisation et adoption d'un plan d'action en résultant

Nos priorités 2015-2018

ÊTRE UN INVESTISSEUR DE CALIBRE MONDIAL

pour répondre encore plus adéquatement
aux besoins de nos clients

STRATÉGIE D'INVESTISSEMENT

Nous déploierons un ensemble de stratégies visant à produire des rendements plus stables et prévisibles à long terme

GESTION EN ABSOLU

Investir avec conviction pour le long terme en s'appuyant sur une analyse en profondeur

NOUVELLES SOURCES DE RENDEMENT

Diversifier nos types de placement tout en maintenant le cap sur les actifs de qualité

PRÉSENCE MONDIALE

Profiter davantage de la croissance des marchés internationaux en nous rapprochant des régions ciblées

IMPACT AU QUÉBEC

Maximiser notre impact réel sur l'économie et sur les entreprises

STRATÉGIE ORGANISATIONNELLE

Nous rehausserons notre niveau de jeu pour exécuter nos stratégies de façon optimale

COLLABORATION AVEC LES DÉPOSANTS

Renforcer notre statut de partenaire de confiance

ORGANISATION AGILE ET PERFORMANTE

Miser sur le talent et l'efficacité

PARTENAIRE DE CALIBRE MONDIAL

Être un partenaire de choix pour des investisseurs de long terme

INNOVATION

Chercher de nouvelles avenues pour se démarquer des concurrents

MESSAGES DU PRÉSIDENT DU CONSEIL ET DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

Message du président du conseil

Le conseil d'administration de la Caisse se réjouit des solides rendements obtenus durant l'année et, plus important encore puisque la Caisse est un investisseur de long terme, au cours de la période 2011-2014. Ces rendements sont les résultats probants des efforts constants déployés par la direction et l'ensemble des employés pour répondre aux besoins des déposants.

SUIVI ET ÉVOLUTION DES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES

Le conseil constate le succès de la réalisation, au cours de 2014, d'importantes initiatives découlant des orientations stratégiques mises en œuvre depuis 2011. Parmi celles-ci, il faut souligner :

- la poursuite du déploiement de la gestion en absolu pour les investissements sur les marchés boursiers; une stratégie qui vise à construire des portefeuilles d'investissement selon une base de convictions fortes, en s'éloignant des indices de référence;
- la nomination d'un premier vice-président, Placements privés et infrastructures, responsable de l'ensemble des investissements à l'extérieur du Québec dans ces catégories d'actif moins liquides;
- la nomination d'un premier vice-président, Québec, responsable de la mise en œuvre de la stratégie de la Caisse au Québec;
- le développement d'une équipe consacrée aux marchés en croissance et l'ouverture de bureaux à l'international, notamment à Washington et à Singapour, pour renforcer la présence mondiale de la Caisse.

De plus, en 2014, la direction de la Caisse a mené un exercice approfondi de planification stratégique avec l'objectif de capter les meilleures sources de rendement dans les années à venir. Le conseil est particulièrement satisfait des résultats de cette démarche qui a mené à l'établissement de priorités pour la période de 2015-2018.

Cet exercice de planification a aussi été l'occasion de réviser la gouvernance encadrant les processus de collaboration, de prise de décision et de reddition de comptes dans la mise en œuvre des stratégies d'investissement. Le conseil sera ainsi encore mieux outillé pour suivre les stratégies et les principales transactions, à chaque étape de leur déploiement.

AMÉLIORATION CONTINUE DE LA GESTION DES RISQUES

Le conseil reconnaît les progrès réalisés en 2014 dans l'amélioration de la gestion des risques. Il salue notamment les travaux menés pour raffiner la mesure de risque de marché du portefeuille global, pour augmenter l'acuité de la vision transversale des concentrations du portefeuille et pour renforcer le suivi de l'ensemble des risques stratégiques. En conclusion de cette année d'amélioration continue, le conseil a entériné un énoncé formel des douze principes directeurs de la Caisse en matière de tolérance au risque.

REMERCIEMENTS

Tout au long de l'année, le conseil a pu mener ses activités d'administration des affaires de la Caisse grâce à la disponibilité et à l'engagement de tous ses membres, en particulier dans le cadre de rencontres extraordinaires sur la planification stratégique et des séances de travail de ses comités.

Je remercie Mme Louise Charette et M. Denys Jean, qui ont quitté le conseil en 2014, pour leur excellent travail tout au long de leur mandat. J'aimerais souligner l'engagement de Mme Charette, qui a siégé au conseil pendant dix ans et a été membre des comités de vérification, de gouvernance et d'éthique, et d'investissement et de gestion des risques.

Par ailleurs, je souhaite la bienvenue à Mme Diane Lemieux, présidente de la Commission de la construction du Québec, qui a été nommée au conseil à titre de membre non indépendant en décembre 2014, et ce, pour un mandat de quatre ans. Pour leur part, Mme Ouma Sananikone et M. François R. Roy, tous deux membres indépendants du conseil, ont vu leur mandat renouvelé jusqu'en 2017.

Je remercie le gouvernement du Québec qui m'a fait l'honneur de renouveler mon mandat à la présidence du conseil pour une période de trois ans.

Également, au nom du conseil, je tiens à remercier l'équipe de direction et l'ensemble des employés pour l'excellent travail accompli au cours de l'année 2014. Enfin, l'année 2015 marque le 50^e anniversaire de la création de la Caisse et je tiens à souligner la contribution des hommes et des femmes qui ont bâti cette grande organisation au fil des décennies. Une organisation solide et porteuse d'avenir qui fait la fierté de tous les Québécois.

Le président du conseil d'administration,



ROBERT TESSIER

Message du président et chef de la direction

La Caisse de dépôt et placement du Québec célèbre en 2015 son 50^e anniversaire. J'écris célébrer, mais à mes yeux, il ne s'agit pas tant d'une fête comme d'une occasion de réfléchir sur l'extraordinaire chemin parcouru par cette institution.

La Caisse est née de la volonté de l'ancien premier ministre Jean Lesage de doter le Québec d'une nouvelle institution financière. Une société publique qui gérerait de façon prudente nos épargnes collectives. Et une institution indépendante qui servirait de levier pour que les Québécois puissent enfin prendre leur destinée économique en main. Une Caisse appelée à devenir, en somme, « l'instrument financier le plus important et le plus puissant que l'on ait eu jusqu'ici au Québec ».

En 1965, il s'agissait d'une idée novatrice et ambitieuse. Une idée qui a été portée avec détermination pendant cinq décennies par de grands bâtisseurs tels que Jacques Parizeau, Claude Prieur et Jean Campeau.

Alors qu'en 2015, la Caisse se tourne résolument vers l'avenir, il est bon de revenir aux sources pour s'imprégner, en toute humilité, de l'ambition et de l'esprit d'innovation qui ont animé les fondateurs de la Caisse.

AMBITION

Depuis 2009, la Caisse s'est reconstruite sur des bases solides. Mais autant ce premier jalon revêtait une importance cruciale, autant nos ambitions actuelles vont au-delà.

La Caisse doit pouvoir se mesurer aux investisseurs institutionnels les plus sophistiqués du monde. Il ne suffit pas de figurer parmi les grands, mais d'afficher une performance à long terme qui puisse soutenir avantageusement la comparaison.

Pour ce faire, la Caisse doit saisir les meilleures occasions d'investissement peu importe où elles se trouvent dans le monde. En Asie, aux États-Unis ou encore ici au Québec, où notre connaissance intime du marché nous confère un avantage comparatif indéniable.

Cet avantage terrain, nous l'avons accentué en 2014 avec la création d'un poste de premier vice-président, Québec. Cet avantage terrain, nous l'avons aussi développé en parallèle à l'international. Avec l'ouverture de bureaux à Washington et à Singapour et bientôt à Mexico, Sydney et Mumbai, la Caisse aura une connaissance plus fine des marchés prometteurs. Elle pourra ainsi sélectionner les meilleurs partenaires et dénicher les transactions les plus attrayantes.

INNOVATION

Cinquante ans après la création de la Caisse, notre modèle d'affaires continue d'évoluer. Il suffit de penser au rôle plus étendu que la Caisse compte jouer dans les infrastructures, à l'instar de ce qu'elle a déjà fait avec Ivanhoé Cambridge, aujourd'hui l'un des 10 premiers développeurs et opérateurs en immobilier dans le monde.

Il serait cependant réducteur d'assimiler l'innovation à de rares moments eurêka! L'innovation à la Caisse, c'est plutôt le réflexe presque quotidien de se demander s'il n'y a pas une meilleure façon de travailler et d'investir pour que nos 32 clients puissent tenir leurs promesses envers l'ensemble des Québécois.

L'innovation s'inscrit ainsi dans une quête continue de se surpasser. En ce sens, elle s'apparente plus à une évolution qu'à une révolution. Car il n'est pas question de déroger de la stratégie d'investissement de la Caisse qui a prouvé sa robustesse dans la volatilité qui est devenue la nouvelle normalité.

Nous allons maintenir notre discipline d'investissement. Et nous continuerons de miser sur des actifs de grande qualité, sans égard à la composition des indices boursiers. Le tout, avec une gestion rigoureuse de nos risques et un contrôle serré de nos coûts d'exploitation.

La barre est haute. Mais il n'y a aucun doute dans mon esprit que nos équipes ont à la fois le talent et la détermination de la dépasser. Et c'est cette volonté inébranlable de réussir qui, j'en suis convaincu, portera la Caisse au cours des 50 prochaines années.

Le président et chef de la direction,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'MS', with a stylized flourish at the end.

MICHAEL SABIA

NOS CLIENTS, LES DÉPOSANTS

Nos clients, les déposants

En 2014, l'exercice de planification stratégique mené en vue de la période 2015-2018 a donné lieu à une réflexion en profondeur sur les stratégies d'investissement et les portefeuilles offerts aux déposants. Appuyée sur les grandes orientations de la Caisse, cette réflexion a porté sur les meilleures façons de procurer aux déposants les rendements à long terme dont ils ont besoin, tout en tenant compte de leur tolérance au risque.

UNE COLLABORATION EN PROFONDEUR

Les déposants sont au cœur des actions de la Caisse depuis 2009, année de la mise en place d'un modèle de collaboration fondé sur l'écoute, la transparence et un partage clair des rôles et des responsabilités. Par la suite, ce modèle s'est concrétisé notamment par la création d'un groupe d'expertise en politique de placement et la tenue de forums de consultation; autant d'occasions pour les équipes de la Caisse et les représentants des déposants de tenir des discussions en profondeur.

Aujourd'hui, devant la complexité croissante des marchés et la rapidité avec laquelle surviennent les changements dans son environnement d'affaires, la Caisse entend continuer à faire évoluer sa façon d'interagir avec ses clients. Elle souhaite avoir l'agilité requise pour prendre des décisions d'investissement en temps opportun et, simultanément, mettre tout en œuvre pour offrir des services-conseils et des véhicules de placement encore mieux adaptés aux spécificités et aux besoins propres à chacun des déposants.

ÉVOLUTION DE L'OFFRE DE PORTEFEUILLES

En cours d'année, l'analyse de l'environnement d'investissement actuel a fait ressortir des tendances de fond avec lesquelles la Caisse et ses déposants devront composer, en particulier :

- de grandes divergences dans la croissance de diverses économies et dans l'évolution des marchés;
- des entreprises de plus en plus mondialisées;
- une concurrence accrue entre les grands investisseurs dans plusieurs segments de l'investissement, en particulier dans les actifs moins liquides;
- une baisse généralisée des espérances de rendement à long terme, particulièrement des titres à revenu fixe;
- une disparité accrue entre les perspectives des différents marchés en croissance.

Ces tendances font partie des éléments qui ont été pris en considération dans l'établissement des priorités de la Caisse pour les années 2015-2018. Annoncés en 2014, les changements aux stratégies d'investissement des portefeuilles suivants s'inscrivent dans la mise en œuvre de ces priorités.

Actions canadiennes

Lancée en 2013 avec la création du portefeuille Actions Qualité mondiale, l'approche de gestion en absolu pour les marchés boursiers a été étendue au portefeuille Actions canadiennes au cours de l'année 2014. Le choix de titres est désormais effectué à partir de critères de qualité bien définis et d'un risque absolu approprié, tandis que l'indice de référence ne sert qu'à mesurer a posteriori le rendement du portefeuille. La politique d'investissement du portefeuille a été modifiée en conséquence, avec notamment l'établissement d'une cible de rendement absolu, ainsi que d'une limite de risque absolu et de limites de concentration par émetteur et par secteur.

Obligations

Le contexte actuel du marché obligataire laisse prévoir des rendements absolus moins élevés que ceux réalisés au cours des dernières années. Ainsi, dans le but de continuer à offrir un portefeuille avec un profil rendement-risque intéressant pour les déposants, la Caisse a proposé de diversifier ses sources de valeur ajoutée, notamment :

- en misant davantage sur les titres de sociétés ainsi que sur les stratégies portant sur les écarts de taux entre les titres gouvernementaux;

- en augmentant la pondération du portefeuille dans les titres de sociétés étrangères ou encore dans les titres gouvernementaux de pays en croissance.

Infrastructures

Dans un environnement de marché très concurrentiel, la stratégie du portefeuille Infrastructures a poursuivi son évolution. Tout en continuant de prioriser les transactions de gré à gré avec des partenaires stratégiques, elle repose sur les axes suivants :

- le regroupement des activités du portefeuille en deux mandats de gestion : Qualité et Valeur ajoutée;
- des efforts accrus de développement d'affaires et de déploiement du capital aux États-Unis, au Canada et en Australie, ainsi que l'exécution de la stratégie pour les marchés en croissance.

Perspectives 2015

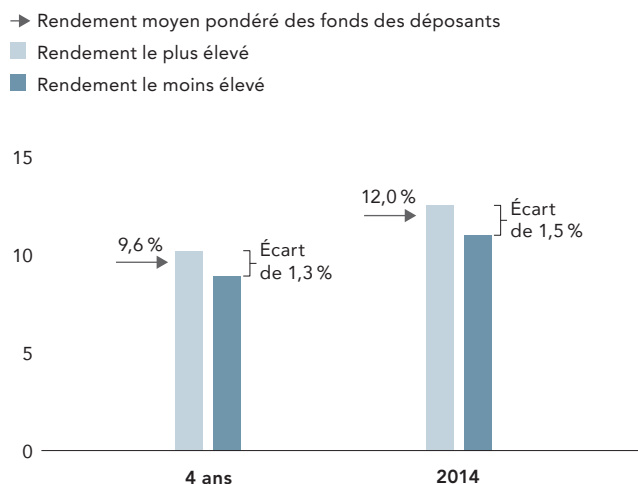
Les travaux de la Caisse sur l'évolution de son offre de portefeuilles se poursuivront en 2015. Dans la poursuite des discussions tenues à la fin de 2014, les échanges avec les déposants porteront notamment sur les façons d'optimiser le profil rendement-risque des portefeuilles de marchés boursiers.

RENDEMENTS INDIVIDUELS DES DÉPOSANTS

Les choix de répartition d'actif, particulièrement dans les catégories Revenu fixe, Placements sensibles à l'inflation et Actions, ont une incidence importante sur le rendement de chacun des déposants. Ces choix sont liés entre autres à leurs objectifs de rendement, à leur tolérance au risque et à leur horizon d'investissement. Sur quatre ans, les rendements annualisés des huit principaux fonds des déposants se situent entre 8,9 % et 10,2 %. En 2014, les rendements de ces fonds se situaient entre 11,0 % et 12,5 %.

GRAPHIQUE 1

ÉCART ENTRE LES RENDEMENTS DES HUIT PRINCIPAUX FONDS DES DÉPOSANTS



Nos clients, les déposants

L'OFFRE DE PORTEFEUILLES AUX DÉPOSANTS

La Caisse propose à ses déposants de répartir leurs fonds dans des portefeuilles spécialisés qui regroupent des titres d'une même catégorie d'actif (voir le tableau 2). La majorité de ces portefeuilles, soit plus de 85 % de l'actif net, sont gérés de façon active. La gestion de chaque portefeuille est encadrée par un ensemble de règles réunies dans une politique d'investissement. Ce document précise :

- l'approche de gestion de ses gestionnaires;
- son univers d'investissement et son indice de référence;
- ses objectifs de rendement;
- l'encadrement des risques.

En complément de ses portefeuilles spécialisés, la Caisse offre des activités personnalisées de superposition qui permettent à chaque déposant d'établir une exposition sur mesure aux devises étrangères ou encore aux taux d'intérêt.

DES SERVICES-CONSEILS PERSONNALISÉS

La Caisse offre aux déposants des services-conseils afin de les appuyer dans leurs décisions de placement. Ces services comprennent :

- des analyses des marchés financiers et des perspectives économiques;
- des prévisions de rendement et de risque des principales catégories d'actif ainsi que des portefeuilles spécialisés offerts;
- des simulations de répartition de l'actif des déposants dans les divers portefeuilles spécialisés pour déterminer la composition optimale de leur portefeuille de référence, en fonction de leurs besoins et de leur tolérance au risque.

Au cours des dernières années, la Caisse a bonifié son offre de services-conseils en rehaussant ses capacités d'analyse des engagements financiers à long terme de ses clients.

En 2014, plusieurs projets d'analyse intégrant à la fois l'actif et le passif ont été menés en collaboration avec certains déposants. Ces analyses permettent de vérifier la pertinence de la répartition de l'actif, actuelle ou envisagée, en lien avec les répercussions potentielles sur le niveau de capitalisation ou de cotisations requis à long terme pour le régime concerné.

TABLEAU 2

OFFRE DE PORTEFEUILLES SPÉCIALISÉS

(au 31 décembre 2014)

	GESTION ACTIVE	GESTION INDICIELLE	OBJECTIFS
REVENU FIXE	Obligations Dettes immobilières	Valeurs à court terme Obligations à long terme	Réduction du niveau de risque global du portefeuille Appariement entre l'actif et le passif des déposants
PLACEMENTS SENSIBLES À L'INFLATION	Immeubles Infrastructures	Obligations à rendement réel	Exposition à des marchés dont les revenus de placement sont indexés à l'inflation Couverture partielle du risque d'inflation associé au passif de plusieurs déposants
ACTIONS	Actions Qualité mondiale Actions canadiennes Actions des marchés en émergence Placements privés	Actions américaines Actions EAEO	Augmentation du rendement espéré des déposants à long terme
AUTRES PLACEMENTS	Stratégies actives de superposition Répartition de l'actif BTAA		Diversification et complémentarité du portefeuille global de la Caisse

LES HUIT PRINCIPAUX FONDS DES DÉPOSANTS

représentant 97,3 % de l'actif net au 31 décembre 2014

1 RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT ET DES ORGANISMES PUBLICS

55,7 G\$

ACTIF NET

- > 540 000 cotisants
- > 220 000 retraités et 15 000 conjoints survivants et orphelins
- > 4,5 G\$ versés en prestations annuellement

2 FONDS D'AMORTISSEMENT DES RÉGIMES DE RETRAITE

53,4 G\$

ACTIF NET

- > Fonds servant au gouvernement du Québec pour capitaliser la part de l'employeur des prestations de retraite des employés des secteurs public et parapublic

3 RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC

51,9 G\$

ACTIF NET

- > 4 millions de cotisants
- > 1,8 million de bénéficiaires
- > 12 G\$ versés en prestations annuellement

4 RÉGIME SUPPLÉMENTAIRE DE RENTES POUR LES EMPLOYÉS DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

18,0 G\$

ACTIF NET

- > 170 000 cotisants
- > 86 000 retraités ou conjoints survivants
- > 700 M\$ versés en prestations annuellement

5 COMMISSION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

13,7 G\$

ACTIF NET

- > 230 000 employeurs cotisants
- > 3,8 millions de travailleurs couverts
- > 1,9 G\$ versés en prestations annuellement

6 SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC

10,0 G\$

ACTIF NET

- > 5,2 millions de détenteurs de permis de conduire
- > 6,2 millions de véhicules immatriculés
- > 1 G\$ versés en indemnités annuellement

7 RÉGIME DE RETRAITE DU PERSONNEL D'ENCADREMENT

9,6 G\$

ACTIF NET

- > 29 000 cotisants
- > 25 500 retraités et 2 000 conjoints survivants et orphelins
- > 1 G\$ versés en prestations annuellement

8 FONDS DES GÉNÉRATIONS

7,5 G\$

ACTIF NET

- > Fonds consacré au remboursement de la dette du Québec

TABLEAU 3

LES 32 DÉPOSANTS DE LA CAISSE – Comparaison de l'actif net au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2014
 (juste valeur au 31 décembre – en millions de dollars)

	Premier dépôt	Actif net des déposants			
		2014		2013	
		\$	%	\$	%
CAISSES DE RETRAITE					
Régie des rentes du Québec	1966	51 865	22,8	45 871	22,9
Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec	1970	18 000	8,0	15 943	8,0
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	1973	55 744	24,8	50 442	25,2
Régime de retraite du personnel d'encadrement	1973	9 567	4,2	8 689	4,3
Régimes particuliers	1977	227	0,1	208	0,1
Régime de retraite des élus municipaux	1989	216	0,1	196	0,1
Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers/paramédics et des services préhospitaliers d'urgence	1990	451	0,2	389	0,2
Ministère des Finances, gouvernement du Québec ¹					
Fonds d'amortissement des régimes de retraite	1994	53 433	23,8	46 863	23,4
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec – Caisse employeurs	2009	376	0,2	338	0,2
Régime de retraite de l'Université du Québec	2004	318	0,2	297	0,2
Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées conventionnées du Québec	2005	203	0,1	182	0,1
Régime de retraite pour certains employés de la Commission scolaire de la Capitale	2006	36	–	36	–
Régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal	2007	216	0,1	216	0,1
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec – Caisse participants	2007	290	0,1	229	0,1
Régime de retraite des employés de la Ville de Laval	2007	159	0,1	143	0,1
Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte-des-Neiges	2010	78	–	72	–
Fonds commun de placement des régimes de retraite de l'Université Laval	2012	135	0,1	134	0,1
Fiducie globale Ville de Magog	2012	54	–	48	–
Régime de retraite des employées et employés de la Ville de Sherbrooke	2012	33	–	26	–
Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels	2013	303	0,2	145	0,1
Régime complémentaire de retraite des employés réguliers de la Société de transport de Sherbrooke	2013	65	–	56	–
Régime de retraite de la Corporation de l'École Polytechnique	2014	12	–	–	–
RÉGIMES D'ASSURANCE					
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	1967	9	–	8	–
La Financière agricole du Québec	1968	373	0,2	345	0,2
Autorité des marchés financiers	1969	675	0,3	631	0,3
Commission de la santé et de la sécurité du travail	1973	13 697	6,1	12 181	6,1
Société de l'assurance automobile du Québec	1978	9 987	4,3	8 948	4,5
Fédération des producteurs de bovins du Québec	1989	5	–	5	–
Régime de rentes de survivants	1997	411	0,2	387	0,2
Conseil de gestion de l'assurance parentale	2005	1	–	3	–
AUTRES DÉPOSANTS					
Office de la protection du consommateur	1992	120	–	105	0,1
Société des alcools du Québec	1994	193	0,1	87	–
Ministère des Finances, gouvernement du Québec ¹					
Fonds des générations	2007	7 462	3,3	5 908	3,0
Fonds des congés de maladie accumulés	2008	942	0,4	843	0,4
Fonds d'information sur le territoire	2011	92	–	83	–
Agence du revenu du Québec	2012	103	–	92	–
Total		225 851	100,0	200 149	100,0

1. Le ministère des Finances confie un total de cinq fonds à la Caisse.

RAPPORT DE GESTION

Contexte macroéconomique

ÉCONOMIE MONDIALE : IMPORTANTES DISPARITÉS ENTRE LES PAYS ET DES DÉFIS À RELEVÉR

Le bilan économique des quatre dernières années est mitigé. En moyenne, l'économie mondiale n'a crû qu'à un rythme modeste (voir le graphique 4). Quelques pays, les États-Unis en tête, ont su mettre en place les mesures nécessaires pour corriger leurs déséquilibres et renforcer leurs perspectives de croissance. Plusieurs pays, incluant des pays développés et des pays en croissance (comme la France, l'Italie et le Brésil), n'ont pas pris de telles mesures et font face maintenant à des défis économiques et sociaux substantiels. Les disparités prononcées entre les conditions économiques et les politiques des pays créent des tensions et un niveau d'incertitude élevé dans l'économie mondiale.

Aux États-Unis, de 2011 à 2014, les autorités ont mis en œuvre une série de mesures de stimulation monétaire sans précédent qui ont provoqué une forte baisse des taux d'intérêt à long terme (voir le graphique 5, p. 31) et une hausse marquée du prix des actifs risqués. En 2014, la croissance de l'économie américaine s'est enfin accélérée et le taux de chômage a fortement baissé. La Réserve fédérale américaine (Fed) a donc mis fin à son dernier programme d'achat d'obligations et a signalé, à la fin de 2014, la possibilité d'une hausse du taux directeur vers la mi-2015. Pendant ce temps, en Europe, les autorités ont plutôt misé sur l'austérité budgétaire, alors que la Banque centrale

européenne (BCE) s'est contentée d'injecter des liquidités dans le système financier. Manifestement, cette stratégie n'a pas fonctionné, plusieurs pays affichant toujours une faible croissance du PIB réel et une inflation peu élevée, voire négative. De surcroît, la timide progression du PIB nominal complique la réduction souhaitée du fardeau de la dette, qui ne cesse d'augmenter.

Dans les économies en croissance, l'activité économique a ralenti, mais diffère beaucoup d'un pays à l'autre. En Chine, les nouveaux dirigeants ont entrepris d'ambitieuses réformes structurelles, particulièrement dans le système financier. Ils ont en outre amorcé la nécessaire réorientation de l'économie afin de la rendre plus tributaire de la demande intérieure, tout en réussissant à contrôler la décélération de la croissance et du crédit. En revanche, plusieurs grands pays en croissance ont vu leur économie se détériorer entre 2011 et 2014 en raison de mauvaises politiques. Le manque de réformes structurelles a exacerbé leurs contraintes de capacité, minant ainsi la croissance.

Bref, même si certains progrès ont été accomplis ces dernières années, l'économie mondiale est caractérisée par de profondes disparités et les défis à relever demeurent considérables.

GRAPHIQUE 4

**CROISSANCE MONDIALE
MODESTE DE 2011 À 2014**
Ralentissement du PIB réel dans
les économies en croissance
(en pourcentage)

■ Économies en croissance
■ Monde
■ Économies développées

Source : FMI



Trois thématiques façonneront l'économie de la planète dans les prochaines années :

1. L'orientation des politiques monétaires, l'évolution des taux de change et les réformes structurelles dans les pays développés

2. Les prix du pétrole et des matières premières

3. La mise en œuvre des réformes dans les marchés en croissance

1. Orientation des politiques monétaires, évolution des taux de change et réformes structurelles dans les pays développés

Les disparités dans la conjoncture économique mondiale poussent les principales banques centrales à orienter leur politique monétaire de façon différente (voir le graphique 6, p. 32).

Aux États-Unis, après plusieurs années d'ajustements économiques difficiles, soutenus en grande partie par une détente monétaire exceptionnelle, l'économie se trouve dans une bien meilleure posture et tend vers le plein emploi. Sa dynamique sous-jacente est robuste et sera renforcée par la chute des prix du pétrole, qui laissera environ 100 milliards de dollars supplémentaires aux consommateurs américains en 2015. En

octobre dernier, la Fed a ainsi mis un terme à son programme d'assouplissement quantitatif et a signalé qu'elle pourrait commencer à augmenter son taux directeur, avec prudence, vers la mi-2015. À 5,6 % en décembre 2014, le taux de chômage s'approche de sa cible et, bien que la baisse des prix de l'énergie diminue l'inflation, cet effet est transitoire selon la Fed. Pour elle, l'élément clé est que l'inflation montre des signes d'un retour à sa cible de 2,0 % à moyen terme. À cet égard, l'indice du coût de l'emploi, qui est sans doute la meilleure mesure de la rémunération globale des employés, s'accélère progressivement depuis quelques trimestres.

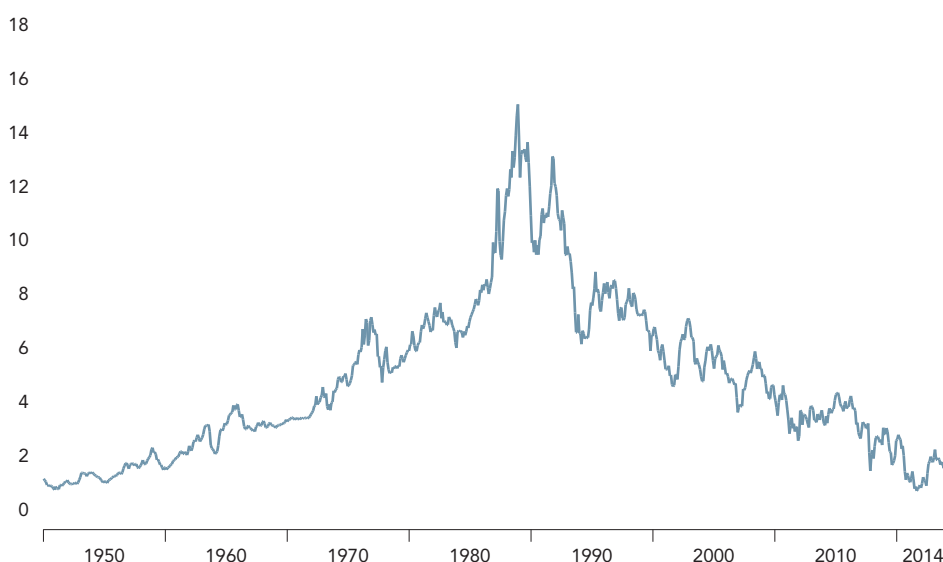
En revanche, la situation économique dans la zone euro s'est détériorée et devient de plus en plus complexe. Certes, des améliorations ont été apportées au cadre institutionnel européen, notamment avec l'instauration d'une union bancaire, et certains pays – Espagne, Irlande et Portugal – ont mis en œuvre d'importantes réformes structurelles. Toutefois, la stratégie fondée sur l'austérité budgétaire et sur l'injection de liquidités par la BCE s'est soldée par une faible croissance, d'importantes capacités inutilisées et une préoccupante faiblesse de l'inflation. En décembre 2014, l'inflation totale, qui est l'indicateur ciblé par la BCE, se situait à -0,2 %, contre 0,7 % pour l'inflation, en excluant les aliments et l'énergie. Ces développements ont convaincu la BCE à agir de façon plus musclée en annonçant, en janvier 2015, un vaste programme d'assouplissement quantitatif, possiblement à échéance flexible, comprenant l'achat d'obligations souveraines. Étant donné le rôle limité des marchés financiers et des effets de richesse dans la zone

GRAPHIQUE 5

RÉDUCTION DES TAUX D'INTÉRÊT À LONG TERME À DES NIVEAUX HISTORIQUEMENT BAS

■ Taux des obligations américaines à échéance de 10 ans

Sources : Global financial data et CDPQ



Contexte macroéconomique

euro, l'un des principaux canaux par lesquels ce programme aura un effet sur l'économie est celui de la dépréciation de l'euro. D'ailleurs, sous l'effet de l'écart anticipé entre les politiques monétaires de l'Europe et des États-Unis, l'euro a reculé de 13 % par rapport au dollar américain de mai 2014 à décembre 2014.

La Banque du Japon a adopté une approche similaire. En avril 2013, elle a annoncé un important programme d'assouplissement quantitatif qu'elle a bonifié en octobre 2014, ce qui a entraîné une dépréciation de 22 % du yen par rapport au dollar américain entre septembre 2012 (lorsque la possibilité d'un changement à la politique monétaire a été évoquée) et mai 2013, et d'un autre 16 % entre juillet et décembre 2014. Plus récemment, d'autres banques centrales, dont celles du Canada, de l'Australie et de l'Inde, ainsi que l'Autorité monétaire de Singapour, ont surpris les marchés financiers en abaissant leur taux directeur, un geste qui visait clairement à affaiblir leur monnaie.

La dépendance accrue aux politiques monétaires non conventionnelles et à la dépréciation des devises soulève maintenant des enjeux importants. Les banques centrales ont écrasé les primes de risque qui sont associées aux marchés du crédit, ce qui rend l'évaluation et la gestion des risques plus ardues pour les institutions financières et les particuliers. En même temps, la volonté répandue de favoriser une dépréciation des monnaies à des fins de compétitivité fait en sorte que les effets escomptés finissent par s'annuler, du moins en partie. Si ce phénomène devait se poursuivre et pousser les banques centrales à agir de

façon encore plus vigoureuse, l'instabilité dans l'économie mondiale pourrait s'accroître. Sans compter que la plupart des problèmes qui assaillent ces économies sont de nature structurelle et qu'ils ne pourront pas être résolus par une politique monétaire accommodante. Une stratégie plus efficace consisterait à mettre en œuvre des mesures de relance budgétaire, notamment à accroître les investissements dans les infrastructures, et à instaurer des réformes structurelles encore plus musclées. Cela permettrait d'augmenter la croissance à court et à moyen terme.

L'afflux de liquidités fourni par les assouplissements quantitatifs, présents et anticipés, de même que les préoccupations des marchés financiers quant à la déflation engendrée par la faiblesse de la zone euro et le déclin des prix des matières premières, en particulier du pétrole, ont abaissé les taux d'intérêt à long terme à leur plus bas niveau dans plusieurs pays.

2. Prix du pétrole et des matières premières

De juin 2014 à la fin décembre 2014, les cours du pétrole ont chuté d'environ 50 % (voir le graphique 7, p. 33). Cette situation s'explique par la hausse importante de l'offre mondiale, surtout en provenance des États-Unis et de l'Irak, laquelle a surpassé la demande, de même que par le refus de l'Arabie saoudite de jouer le rôle de stabilisateur du marché.

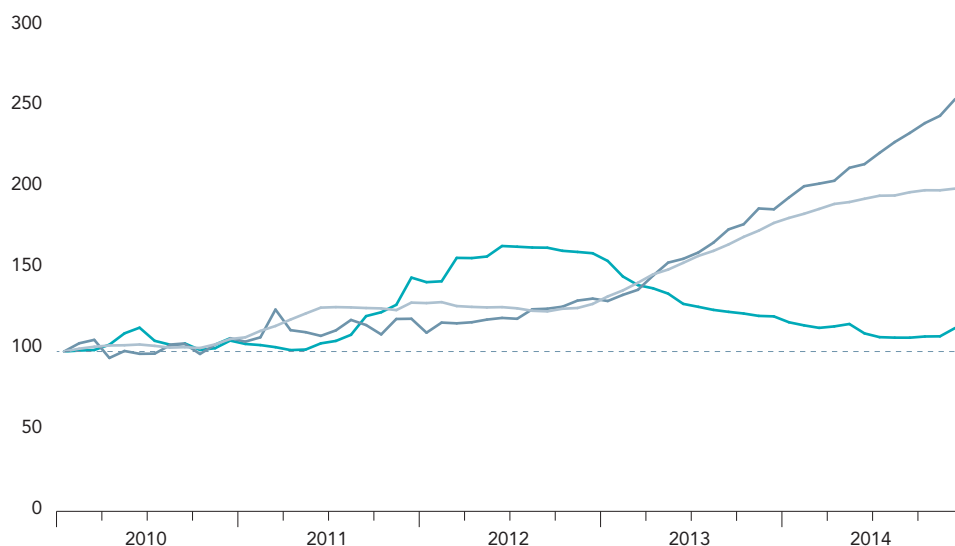
Le fait que le déclin des prix du pétrole soit surtout le résultat d'un choc d'offre positif est une bonne chose pour l'économie mondiale. En 2015, cela transférerait quelque 500 milliards de dollars américains des pays exportateurs de pétrole aux

GRAPHIQUE 6

RECOURS EXCEPTIONNEL AUX POLITIQUES MONÉTAIRES NON CONVENTIONNELLES

Des dynamiques différentes
dans le bilan des
banques centrales
2010=100

■ Japon
■ États-Unis
■ Zone euro



Sources : Réserve fédérale américaine, Banque centrale européenne, Banque du Japon et CDPQ

pays importateurs et stimulera la croissance mondiale (entre 0,3 % et 0,7 %, selon le Fonds monétaire international), puisque ces derniers ont une plus forte propension à consommer. Les États-Unis, l'Europe, la Chine et l'Inde bénéficieront particulièrement de cette situation, tandis que les pays producteurs, comme le Canada, en subiront les effets. Les secteurs liés à la consommation en sortiront donc gagnants, contrairement au secteur énergétique qui sera pénalisé.

Il est toutefois peu probable que les prix du pétrole demeurent longtemps aux niveaux actuels. Pour plusieurs producteurs pétroliers, il n'est plus économiquement viable d'investir dans de nouveaux puits à mesure que ceux en exploitation s'assèchent. Mentionnons que la productivité diminue plus rapidement dans l'extraction de pétrole de schiste que dans les méthodes d'extraction conventionnelles. D'ailleurs, certains d'entre eux ont déjà révisé à la baisse leurs plans d'investissement, ce qui finira par avoir une incidence sur l'offre de pétrole. Dans ce contexte, les incertitudes liées aux perspectives du prix du pétrole restent élevées.

De plus, les risques géopolitiques pourraient rapidement changer la donne, et les ruptures d'approvisionnement sont fréquentes dans cette industrie. Bref, un choc négatif du côté de l'offre pourrait faire grimper les prix plus fortement et plus rapidement que prévu et forcer les banques centrales à reconsidérer leur politique monétaire ultra accommodante.

Les prix des autres matières premières ont également beaucoup diminué au cours des quatre dernières années. D'une part, la croissance de la demande de métaux et de matériaux par la Chine a ralenti depuis qu'elle s'affaire à réorienter son économie. D'autre part, l'offre s'est considérablement accrue en raison du fort taux d'investissement de certains pays dans le secteur des ressources, lequel a été stimulé pendant la période prolongée de prix élevés. Dans ce contexte, les prix des produits non énergétiques devraient se maintenir bas jusqu'à ce que les investissements dans les infrastructures augmentent de façon importante.

3. Mise en œuvre des réformes dans les marchés en croissance

La plupart des économies en croissance ont connu un ralentissement notable entre 2011 et 2014, la progression du PIB réel passant de 6,2 % à 4,4 %, alors que les effets des stimulus budgétaires majeurs qu'elles ont mis en place en 2009, surtout en Chine, se sont estompés, et que la demande des pays développés est demeurée faible. Certains pays ont néanmoins mieux performé que d'autres, parce qu'ils ont fait preuve de plus de discipline sur les plans monétaire et budgétaire, et qu'ils ont su mettre en place des réformes structurelles (voir le graphique 8, p. 34). Cela montre à quel point il est essentiel de considérer chaque pays individuellement et de mettre l'accent sur la gouvernance et la qualité des institutions. En ce sens, la Chine, l'Inde et le Mexique constituent de bons exemples de pays où les institutions sont efficaces et où les autorités ont commencé à instaurer d'importantes réformes.

GRAPHIQUE 7

DIMINUTION CONSIDÉRABLE DES PRIX DU PÉTROLE ET DES MATIÈRES PREMIÈRES EXCLUANT L'ÉNERGIE

■ Indice des matières premières excluant l'énergie de la Banque du Canada
■ Prix du pétrole (WTI, \$US)

Sommet du WTI=100

Sources : Datastream, Banque du Canada et CDPQ



Contexte macroéconomique

En Chine, la croissance a ralenti ces quatre dernières années, mais le taux de 9,3 % enregistré en 2011 était insoutenable, ayant été stimulé artificiellement par des mesures de relance budgétaires extraordinaires. Depuis, la croissance moyenne a été d'environ 7,5 % par année, soit un rythme de croissance très rapide compte tenu de la taille de l'économie chinoise. En outre, celle-ci a été réalisée malgré une contribution moindre de l'investissement fixe des entreprises – lequel s'est souvent révélé inefficace par le passé – mais avec un apport plus important du secteur des services. Par ailleurs, les dirigeants qui ont pris le pouvoir au printemps 2013 ont entrepris une réforme du système du Hukou (système visant à faciliter la mobilité interne de la population), en plus de mettre en place des mesures qui permettront d'assurer une stabilité accrue du système financier et de favoriser une meilleure répartition des ressources. Ces mesures comprennent la libéralisation des taux d'emprunt, du renforcement de la réglementation et de la surveillance prudentielle, de même que l'amélioration du cadre de résolution en cas de faillite des institutions financières. En dépit de ces progrès, il ne faut pas sous-estimer l'ampleur des défis auxquels sont confrontées les autorités chinoises. La situation devra donc être surveillée de près.

En Inde, l'économie s'est considérablement améliorée depuis quatre ans. La Banque centrale a rétabli sa crédibilité, l'inflation a ralenti, le déficit du compte courant s'est atténué et la croissance a repris. Qui plus est, le gouvernement Modi, élu en mai 2014, s'est lancé dans un processus de réformes structurelles substantiel. Il a mis en œuvre un large éventail

de mesures couvrant pratiquement tous les secteurs de l'économie dans un court laps de temps. L'accent est dorénavant mis sur la promotion du rôle du secteur privé, de même que sur la croissance plutôt que sur la redistribution.

Au Mexique, l'administration Peña a également accompli des progrès notables dans l'instauration de son ambitieux programme de réformes, lequel comprend une refonte majeure et historique du secteur de l'énergie.

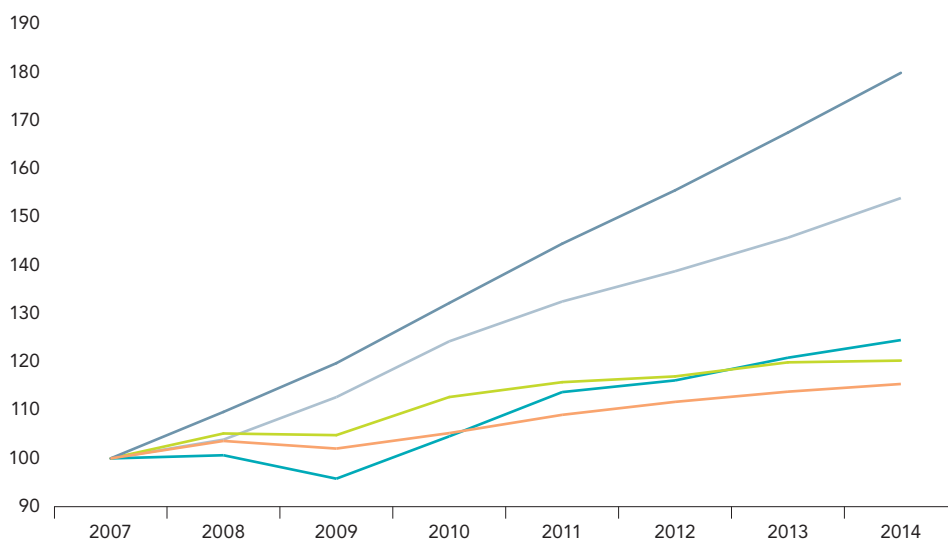
Au Brésil, en revanche, un pays au potentiel énorme, le taux de croissance a décéléré davantage, passant d'un niveau déjà faible de 2,7 % en 2011 à presque zéro en 2014. Conjointement, les déficits budgétaire et courant se sont creusés. Cela s'explique notamment par le fait que le gouvernement en place n'est pas parvenu à mettre de l'avant les réformes structurelles nécessaires, choisissant plutôt de stimuler l'économie au moyen de subventions et d'incitatifs fiscaux. Cela a eu pour effet, entre autres, de garder l'inflation à un niveau élevé, et souvent plus élevé que la cible de la banque centrale. Les consommateurs et les entreprises ont fini par perdre confiance et ont réduit considérablement leurs dépenses, ce qui a fait plonger l'économie en récession en 2014. Après sa réélection en octobre 2014, la présidente Dilma Rousseff a nommé un ministre des Finances reconnu pour sa discipline budgétaire, ce qui est de bon augure. La clé réside cependant dans la mise en œuvre de réformes dans les marchés des biens, du travail et du système financier, une tâche qui s'annonce difficile.

GRAPHIQUE 8

DIVERGENCES IMPORTANTES
ENTRE LES PAYS
EN CROISSANCE
PIB réel
2007=100

■ Chine
■ Inde
■ Turquie
■ Brésil
■ Afrique du Sud

Sources : FMI et CDPQ



Analyse du rendement global

Pour la période 2011-2014, la Caisse a produit des résultats supérieurs aux besoins à long terme de ses clients en misant sur une approche de gestion en absolu, la sélection de titres cotés et d'actifs concrets de qualité, une exposition accrue aux marchés en croissance et les meilleures occasions d'affaires et d'investissement au Québec. Marquée par un regain de la volatilité sur les marchés, l'année 2014 a permis de mesurer la solidité de cette stratégie et de démontrer la résilience du portefeuille global.

RENDEMENT SUR QUATRE ANS

Pour la période de quatre ans terminée le 31 décembre 2014, le portefeuille global de la Caisse affiche un rendement moyen pondéré des fonds des déposants de 9,6 %. Ce rendement global est supérieur au rendement de 9,3 % du portefeuille de référence (voir le tableau 9). Dans chacune des catégories d'actif, tous les portefeuilles ont contribué à ce rendement sur quatre ans.

La catégorie Revenu fixe procure un rendement de 5,6 %, lequel est supérieur à celui de son indice de référence. Tous les portefeuilles de cette catégorie ont procuré une valeur ajoutée par rapport à leur indice de référence, à l'exception du portefeuille Obligations à long terme, géré en indiciel. Avec un rendement de 5,6 %, le portefeuille Obligations génère à lui seul des résultats de placement nets de 10,4 G\$.

Dans la catégorie Placements sensibles à l'inflation, les portefeuilles Immeubles et Infrastructures affichent des rendements de 12,1 % et 13,8 % respectivement et génèrent des résultats de placement nets totalisant 12,2 G\$ (voir le tableau 20, p. 48).

Enfin, avec des résultats de placement nets de 36,5 G\$, ce sont les portefeuilles de la catégorie Actions qui contribuent le plus aux résultats sur quatre ans. Le portefeuille Placements privés affiche un rendement de 13,0 % et génère à lui seul des résultats de placement nets de 9,1 G\$ (voir le tableau 20, p. 48).

RENDEMENT EN 2014

Sur un an, le rendement moyen pondéré des fonds des déposants de 12,0 % est supérieur à celui du portefeuille de référence de la Caisse qui se situe à 11,4 % (voir le tableau 9).

En 2014, les équipes d'investissement de la Caisse ont su tirer leur épingle du jeu sur les marchés liquides, dans le contexte de la volatilité engendrée par la chute des prix du pétrole, une nouvelle baisse des taux d'intérêt et une forte appréciation du dollar américain. De plus, elles ont continué à produire des rendements élevés dans les catégories d'actif moins liquides que sont les immeubles, les infrastructures et les placements privés.

TABLEAU 9

ACTIF NET ET RENDEMENTS PAR RAPPORT AUX INDICES DE RÉFÉRENCE

(pour les périodes terminées le 31 décembre 2014)

Catégories d'investissement	Actif net G\$	4 ans			1 an		
		Résultats de placement nets M\$	Rendement %	Indice %	Résultats de placement nets M\$	Rendement %	Indice %
Revenu fixe	82,3	14 015	5,6	4,9	6 095	8,4	8,5
Placements sensibles à l'inflation	34,0	12 350	12,1	14,5	3 388	11,0	13,9
Actions	106,9	36 507	10,7	10,5	12 866	13,9	12,0
Stratégies actives de superposition	0,5	230	s.o.	s.o.	230	s.o.	s.o.
Répartition de l'actif	1,5	913	s.o.	s.o.	1 033	s.o.	s.o.
BTAA	0,0	2 644	s.o.	s.o.	137	s.o.	s.o.
Total^{1,2}	225,9	67 226	9,6	9,3	23 775	12,0	11,4

1. Le total inclut les activités personnalisées de superposition, les activités de trésorerie et les activités terminées.

2. Voir les Notes générales 3 et 6 à la fin du rapport annuel.

Analyse du rendement global

Comme en 2013, la répartition de l'actif a été modulée en cours d'année afin d'accroître l'exposition de la Caisse aux marchés boursiers et de réduire celle aux marchés obligataires. Par ailleurs, un environnement de vive concurrence et de prix élevés pour les actifs de qualité a continué de justifier un déploiement discipliné du capital dans les actifs moins liquides.

DIVERSIFICATION GÉOGRAPHIQUE

En plus d'investir au Québec et au Canada, la Caisse est active sur les marchés mondiaux avec des investissements dans une variété de catégories d'actif. Au cours des quatre dernières années, elle a déplacé 5 % de son exposition au Canada vers d'autres marchés afin de diversifier son portefeuille et de s'exposer davantage à la croissance mondiale. Ainsi, au 31 décembre 2014, plus de 47 % de son exposition était à l'extérieur du pays (voir le tableau 11). La majorité des investissements de la Caisse à l'étranger se situait dans les pays développés, principalement aux États-Unis et en Europe.

EXPOSITION AUX DEVISES ET COUVERTURE DE CHANGE

À l'exception de certains placements dans les marchés en croissance, la majorité des placements à l'étranger des portefeuilles moins liquides, tels les portefeuilles Infrastructures, Immeubles et Placements privés, sont protégés contre les fluctuations des devises. En revanche, l'ensemble des placements liquides sont exposés aux fluctuations de change. Cela résulte d'une décision prise

par la Caisse en 2010, en collaboration avec les déposants, d'accroître son exposition aux devises en cessant de couvrir les portefeuilles liquides et en créant des activités personnalisées de superposition.

Au 31 décembre 2014, l'exposition nette aux devises étrangères s'élevait à 30 % de l'actif net de la Caisse. Pour la période de quatre ans, cette exposition a eu un effet positif sur le rendement global, attribuable principalement à l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.

PORTEFEUILLE DE RÉFÉRENCE

Le portefeuille de référence de la Caisse correspond à la moyenne pondérée des décisions de répartition de l'actif prises par chacun des déposants, dans le cadre de l'établissement de leur politique de placement. En 2014, les déposants ont notamment été amenés à ajuster leurs portefeuilles de référence respectifs à la suite de la fermeture du portefeuille Fonds de couverture. Ainsi, au 31 décembre 2014, le portefeuille de référence de la Caisse présentait une augmentation de la pondération du portefeuille Obligations dans la catégorie Revenu fixe et du portefeuille Immeubles dans la catégorie Placements sensibles à l'inflation. Dans la catégorie Actions, la pondération des portefeuilles Actions Qualité mondiale et Placements privés avait augmenté de façon notable par rapport au 31 décembre 2013, tandis que celle du portefeuille Actions canadiennes avait diminué (voir le tableau 12, p. 37).

TABLEAU 10

RENDEMENTS DE LA CAISSE

(pour les périodes terminées le 31 décembre – en pourcentage)

	Rendement global de la Caisse ¹
4 ans (2011-2014)	9,6
2014	12,0
2013	13,1
2012	9,6
2011	4,0

1. Rendement moyen pondéré des fonds des déposants.

TABLEAU 11

EXPOSITION GÉOGRAPHIQUE

DU PORTEFEUILLE GLOBAL¹

(au 31 décembre – en pourcentage)

	2014	2013
Canada	52,6	53,4
États-Unis	21,8	21,1
Europe	14,1	14,0
Marchés en croissance	6,7	6,9
Autres régions	4,8	4,6
Total	100,0	100,0

1. Basé sur le pays de l'établissement principal de la société ou de l'émetteur de titres ou, pour l'immobilier, sur l'emplacement géographique des biens.

PORTEFEUILLE GLOBAL

La composition du portefeuille global est le reflet de décisions prises par les déposants relativement à leur portefeuille de référence et par la Caisse, à l'intérieur des marges de manœuvre qui lui sont octroyées pour chaque portefeuille spécialisé (voir le tableau 12). Au 31 décembre 2014, la pondération des portefeuilles de la catégorie Revenu fixe était en augmentation par rapport à la fin de 2013, principalement en raison d'une hausse du

portefeuille Valeurs à court terme. Au sein de la catégorie Placements sensibles à l'inflation, la pondération du portefeuille Infrastructures avait augmenté tandis que celle du portefeuille Immeubles avait diminué. Enfin, la pondération de la catégorie Actions était en hausse, principalement en raison de l'augmentation du poids du portefeuille Actions Qualité mondiale.

TABLEAU 12

COMPOSITION DU PORTEFEUILLE DE RÉFÉRENCE ET ÉVOLUTION DU PORTEFEUILLE GLOBAL

(pourcentage de l'actif net des déposants)

	Portefeuille de référence				Portefeuille global	
	au 31 décembre 2014 ¹			au 31 décembre 2013 ¹	au 31 décembre 2014	au 31 décembre 2013
	Limite minimale %	Portefeuille de référence %	Limite maximale %	Portefeuille de référence %	%	%
Revenu fixe						
Obligations	22,2	27,2	33,9	27,0	27,9	27,6
Dettes immobilières	2,6	5,5	8,2	5,5	4,6	4,4
Valeurs à court terme	0,2	1,1	8,9	1,1	3,0	1,8
Obligations à long terme	0,7	1,0	2,8	1,0	1,0	0,9
Total		34,8		34,6	36,5	34,7
Placements sensibles à l'inflation						
Immeubles	8,0	11,7	15,0	11,4	10,2	11,3
Infrastructures	2,0	4,9	8,0	4,9	4,5	4,0
Obligations à rendement réel	0,0	0,5	2,1	0,6	0,4	0,6
Total		17,1		16,9	15,1	15,9
Actions						
Actions Qualité mondiale	5,3	9,9	14,2	6,6	12,6	8,6
Actions canadiennes	6,6	11,1	15,6	11,4	10,9	11,6
Actions mondiales	s.o.	s.o.	s.o.	2,0	s.o.	1,8
Actions des marchés en émergence	2,0	5,2	8,3	5,0	5,3	5,1
Actions américaines	1,3	5,4	9,6	5,5	4,6	4,9
Actions EAEO	1,2	5,1	9,4	5,3	4,2	4,9
Placements privés	8,1	11,4	14,8	10,7	9,9	10,1
Total		48,1		46,5	47,5	47,0
Autres placements						
Fonds de couverture	s.o.	s.o.	s.o.	2,0	s.o.	1,8
Stratégies actives de superposition	0,0	0,0	0,5	s.o.	0,2	s.o.
Répartition de l'actif	0,0	0,0	0,9	0,0	0,7	0,7
BTAA	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	0,0	(0,1)
Total		100,0		100,0	100,0	100,0

1. Le portefeuille de référence ainsi que ses limites maximales et minimales sont le résultat d'une moyenne pondérée des portefeuilles de référence respectifs des déposants.

Analyse du rendement par catégorie d'actif

Pour la période de quatre ans, tous les portefeuilles qui composent le portefeuille global de la Caisse ont procuré des résultats positifs. Il en a été de même en 2014 alors que les trois grandes catégories d'actif – Revenu fixe, Placements sensibles à l'inflation et Actions – ont contribué de façon importante au rendement global.

REVENU FIXE

PORTEFEUILLES

Obligations
Dettes immobilières
Valeurs à court terme
Obligations à long terme

82,3 G\$

ACTIF NET

36,5%

DU PORTEFEUILLE
GLOBAL
DE LA CAISSE

5,6%

RENDEMENT
SUR 4 ANS

OBLIGATIONS

Rendement sur quatre ans

Pour la période de quatre ans terminée le 31 décembre 2014, le rendement annualisé du portefeuille s'élève à 5,6 %, soit 0,5 % de plus que celui de son indice de référence (voir le tableau 20, p. 48). Ce rendement est le résultat d'une stratégie globale visant à profiter de la reprise économique et de la normalisation graduelle des taux d'intérêt dans un horizon de long terme. Cette stratégie se décline en deux volets :

- Une surpondération des obligations provinciales, notamment celles du Québec, et des obligations de sociétés ouvertes et fermées, pour bénéficier d'un rétrécissement des écarts de taux et d'un rendement courant supérieur.
- Un positionnement en vue de réduire l'effet d'une potentielle hausse de taux sur le long terme dans les pays développés.

Rendement en 2014

Le rendement du portefeuille en 2014 s'élève à 8,2 %, lequel est inférieur à celui de l'indice de référence (voir le tableau 20, p. 48). Ce rendement a été réalisé dans un contexte de baisse importante des taux obligataires. L'écart de rendement avec l'indice est attribuable aux positions de couverture contre une hausse potentielle des taux.

Le tableau 13 présente les rendements des indices obligataires FTSE TMX Canada selon les échéances et les émetteurs. En 2014, le rendement de 8,8 % de l'indice FTSE TMX Canada obligataire universel est attribuable à la baisse généralisée des taux des obligations du gouvernement canadien. Dans cet environnement de baisse des taux, les obligations provinciales ont mieux fait que l'indice en raison de leurs échéances plus longues.

TABEAU 13

RENDEMENTS DES INDICES OBLIGATAIRES FTSE TMX CANADA (en pourcentage)

Indices obligataires FTSE TMX Canada	2014				2013				4 ans			
	Court terme	Moyen terme	Long terme	Total	Court terme	Moyen terme	Long terme	Total	Court terme	Moyen terme	Long terme	Total
Fédéral	2,5	8,7	17,5	6,9	1,3	(2,2)	(8,9)	(1,5)	2,3	5,1	7,6	3,9
Provincial	3,5	9,5	18,0	12,2	1,8	(0,4)	(6,0)	(2,7)	3,0	6,0	8,0	6,3
Québec	3,5	9,5	18,9	12,4	1,7	(0,1)	(6,2)	(2,6)	3,0	6,1	8,1	6,5
Sociétés	3,6	9,2	16,1	7,6	2,4	1,1	(3,2)	0,8	3,7	6,8	9,3	5,7
Universel	3,1	9,2	17,5	8,8	1,7	(0,6)	(6,2)	(1,2)	2,9	5,9	8,2	5,1

DETTES IMMOBILIÈRES

Rendement sur quatre ans

Sur quatre ans, le portefeuille affiche un rendement annualisé de 7,9 %, soit 2,8 % de plus que celui de son indice de référence (voir le tableau 20, p. 48). Plus de la moitié de ce rendement absolu provient du rendement courant du portefeuille. La valeur ajoutée est attribuable principalement au rendement courant supérieur à celui de l'indice et au rétrécissement plus important des écarts de taux.

Rendement en 2014

Le portefeuille a produit un rendement de 11,9 % en 2014, supérieur à celui de l'indice de référence (voir le tableau 20, p. 48). Près de la moitié de ce rendement absolu s'explique par la baisse des taux obligataires. Une partie importante de la valeur ajoutée du portefeuille est attribuable aux mêmes facteurs que pour la période de quatre ans.

Comme dans les années précédentes, les gestionnaires du portefeuille ont maintenu leur position de chef de file au Québec et poursuivi leurs activités en Ontario et dans l'Ouest canadien. Le volume de transactions a atteint l'objectif prévu et la qualité de crédit des actifs souscrits a été maintenue, en conformité avec une stratégie de protection du rendement à long terme. La performance de crédit est demeurée excellente, le portefeuille ne présentant aucun prêt en défaut de paiement d'intérêt (90 jours ou plus).

PORTEFEUILLE OBLIGATIONS

COMPOSITION

- Titres obligataires :
 - Gouvernement du Canada et d'autres pays
 - Gouvernements des provinces canadiennes
 - Sociétés ouvertes et fermées

AVANTAGES

- Source de rendement courant et de liquidité
 - Faible niveau de risque
 - Effet de diversification
 - Protection du portefeuille global
 - Appariement de l'actif et des engagements financiers à long terme des déposants
-

VALEURS À COURT TERME

Géré de façon indicielle, le portefeuille a généré un rendement annualisé de 1,1 % sur quatre ans et un rendement de 1,0 % en 2014 (voir le tableau 20, p. 48). Ces résultats s'expliquent par le faible niveau des taux d'intérêt à court terme au cours des dernières années.

OBLIGATIONS À LONG TERME

Ce portefeuille indiciel a procuré un rendement annualisé de 7,9 % sur quatre ans. Le rendement de 18,2 % dégagé en 2014 s'explique par les baisses de taux d'intérêt à long terme.

PORTEFEUILLE DETTES IMMOBILIÈRES

COMPOSITION

- Prêts hypothécaires commerciaux canadiens, essentiellement de premier rang, sur des immeubles de bureaux, des centres commerciaux et des immeubles industriels et multirésidentiels

AVANTAGES

- Rendement supérieur à celui des obligations
 - Rendement courant élevé et relativement stable
 - Faible risque de crédit en raison d'une approche de souscription prudente et de la qualité des actifs
 - Appariement de l'actif et des engagements financiers à long terme des déposants
-

Analyse du rendement par catégorie d'actif

PLACEMENTS SENSIBLES À L'INFLATION

PORTEFEUILLES

Immeubles
Infrastructures
Obligations à rendement réel

34,0 G\$

ACTIF NET

15,1%

DU PORTEFEUILLE
GLOBAL
DE LA CAISSE

12,1%

RENDEMENT
SUR 4 ANS

IMMEUBLES

Rendement sur quatre ans

Pour la période de quatre ans terminée le 31 décembre 2014, le portefeuille affiche un rendement annualisé de 12,1 % (voir le tableau 20, p. 48). Ce résultat provient des hausses de valeur importantes des centres commerciaux et des immeubles de bureaux détenus en Amérique du Nord, ainsi que des revenus de location élevés découlant du haut taux d'occupation des propriétés. L'indice de référence a réalisé un rendement de 13,8 % sur quatre ans. L'écart comparativement au rendement du portefeuille s'explique en très grande partie par le fait que l'indice ne comprend pas d'hôtels et n'a donc pas subi les effets de la performance faible du secteur hôtelier.

Rendement en 2014

Le portefeuille a procuré un rendement de 9,9 % en 2014. Tout comme le rendement sur quatre ans, ce résultat est supérieur au rendement espéré à long terme. Au cours de l'année, les gestionnaires d'Ivanhoé Cambridge, filiale immobilière de la Caisse, ont poursuivi le positionnement stratégique du portefeuille, réalisant un volume record de transactions avec 5,1 G\$ d'acquisitions, de projets de construction et d'immobilisations, et 8,6 G\$ de ventes d'immeubles. Ces transactions poursuivaient le même objectif : se départir des actifs non stratégiques pour recentrer le portefeuille vers des actifs de haute qualité et bâtir une masse critique au sein de certains secteurs et marchés clés.

Aux États-Unis, les investissements comprennent l'acquisition :

- d'immeubles de bureaux de grande qualité à New York, Seattle et Denver, pour un total de plus de 630 M\$ US;
- de 580 appartements dans des immeubles multirésidentiels de San Francisco, en partenariat avec la société Veritas.

PORTEFEUILLE IMMEUBLES

COMPOSITION

- Investissements directs dans des centres commerciaux, des immeubles de bureaux et des immeubles multirésidentiels regroupés dans des plateformes géographiques et sectorielles
- Immeubles de qualité situés principalement dans les grands marchés porteurs

AVANTAGES

- Rendement courant supérieur à celui des titres à revenu fixe
- Effet de diversification
- Protection contre l'inflation à long terme grâce à l'indexation des baux

PORTEFEUILLE INFRASTRUCTURES

COMPOSITION

- Participations dans des sociétés exploitant des ports, des aéroports, des parcs éoliens, des réseaux de transport et de distribution de pétrole, de gaz et d'électricité, des réseaux de distribution d'eau, ainsi que des systèmes de transport de passagers
- Entreprises de qualité avec un profil de risque plus faible et qui sont moins sensibles aux fluctuations économiques

AVANTAGES

- Revenus stables et prévisibles à long terme
- Protection contre l'inflation à long terme

En Europe, plusieurs transactions se sont concrétisées. Par exemple :

- Ivanhoé Cambridge est devenue, aux côtés de Blackstone, le premier actionnaire de Gecina, la troisième société immobilière cotée en France.
- Cinq acquisitions dans des marchés clés ont permis de doubler la valeur de P3 Logistic Parks, société spécialisée en immobilier logistique détenue par Ivanhoé Cambridge en partenariat avec TPG.

Au Mexique, la création d'un partenariat avec Black Creek Group a donné lieu à un premier engagement de 100 M\$ US dans un projet résidentiel à Mexico. Au Québec, Ivanhoé Cambridge a pris une participation de 250 M\$ dans Cominar, le troisième fonds de placement immobilier en importance au Canada. Elle a conclu également une entente de copropriété avec Manuvie en vue de construire, détenir et exploiter l'immeuble de bureaux du 900 de Maisonneuve Ouest, au centre-ville de Montréal.

Par ailleurs, Ivanhoé Cambridge s'est départie des immeubles qui ne correspondaient plus au profil de qualité recherché et qui ne faisaient pas partie des secteurs et des marchés ciblés.

En 2014, les ventes comprennent notamment 21 hôtels, dont 18 en Europe, ainsi que des immeubles à Munich et à Francfort. Elle a également vendu un portefeuille d'immeubles commerciaux et de bureaux au Canada totalisant 1,5 G\$.

Les graphiques 14 et 15 illustrent le résultat de la stratégie de positionnement du portefeuille Immeubles au cours des dernières années.

INFRASTRUCTURES

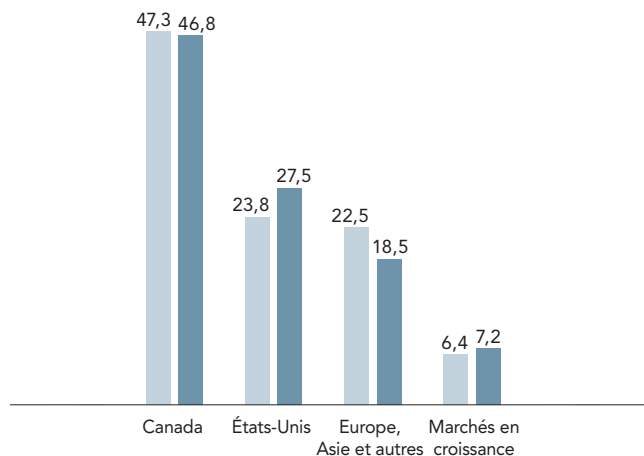
Rendement sur quatre ans

Pour la période de quatre ans terminée le 31 décembre 2014, le portefeuille a réalisé un rendement annualisé de 13,8 % (voir le tableau 20, p. 48). Plus de 60 % de ce résultat provient du rendement courant, reflet des très bons résultats des sociétés d'exploitation en portefeuille. Ce rendement élevé est également attribuable aux hausses de valeur, qui témoignent de la qualité des actifs en portefeuille ainsi que de l'appétit soutenu des investisseurs pour cette catégorie d'actif.

GRAPHIQUE 14

EXPOSITION GÉOGRAPHIQUE – IMMEUBLES (en pourcentage de la juste valeur)

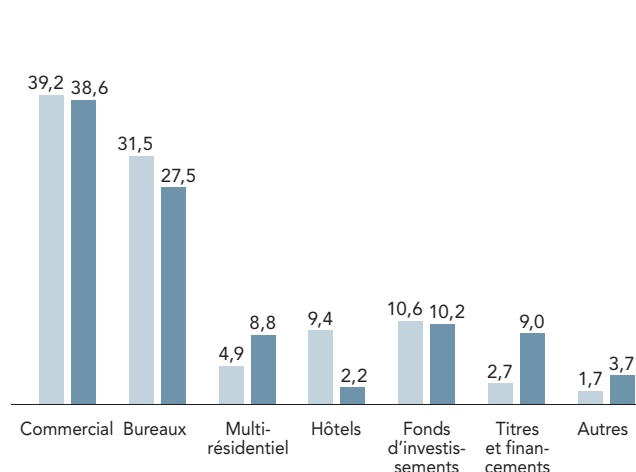
- 31 décembre 2010
- 31 décembre 2014



GRAPHIQUE 15

EXPOSITION SECTORIELLE – IMMEUBLES (en pourcentage de la juste valeur)

- 31 décembre 2010
- 31 décembre 2014



Analyse du rendement par catégorie d'actif

Au cours de la période, la taille du portefeuille Infrastructures a plus que doublé, ses actifs passant de 4,3 G\$ au 31 décembre 2010 à plus de 10 G\$ à la fin de 2014. Cette forte croissance s'est traduite par une plus grande diversification géographique et sectorielle du portefeuille (voir les graphiques 16 et 17).

Sur quatre ans, le rendement de 17,9 % de l'indice de référence, composé de 60 titres, reflète la performance exceptionnelle des marchés boursiers internationaux. En effet, seulement 25 % de ce résultat est attribuable au rendement courant des sociétés. Près de 75 % du rendement découle des cours boursiers et de la plus-value associée aux infrastructures par les investisseurs.

Rendement en 2014

Le portefeuille a produit un rendement de 13,2 % en 2014 (voir le tableau 20, p. 48). Tout comme le rendement sur quatre ans, ce résultat est supérieur au rendement espéré à long terme. En cours d'année, les gestionnaires ont réalisé des acquisitions totalisant 1,3 G\$, dont des prises de participation de :

- 15 % dans la société de production, de transfert et de distribution d'électricité Indianapolis Power & Light;

- 24,7 % dans Invernergy Wind, un chef de file nord-américain de l'industrie éolienne;
- 25 % dans London Array, le plus grand parc éolien en mer au monde, au Royaume-Uni.

Au cours des prochaines années, la Caisse continuera d'investir de façon importante dans les infrastructures, notamment au Québec, aux États-Unis, en Australie et dans les marchés en croissance.

OBLIGATIONS À RENDEMENT RÉEL

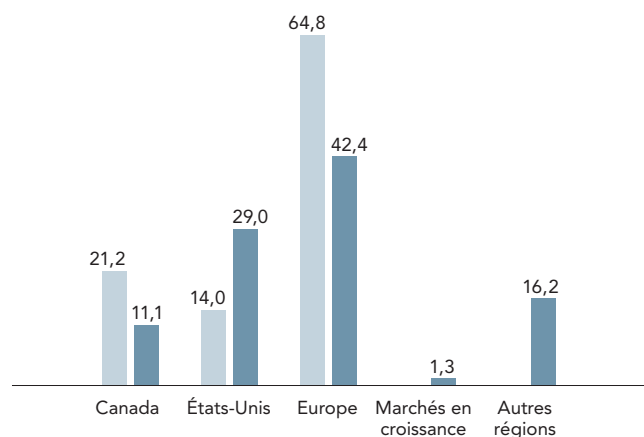
Géré de façon indicielle, le portefeuille procure un rendement annualisé de 4,6 % sur quatre ans (voir le tableau 20, p. 48). Le rendement de 13,2 % réalisé en 2014 s'explique par la baisse des taux réels qui a fait augmenter de façon importante le prix des obligations de longue échéance.

GRAPHIQUE 16

EXPOSITION GÉOGRAPHIQUE – INFRASTRUCTURES

(en pourcentage de la juste valeur)

- 31 décembre 2010
- 31 décembre 2014

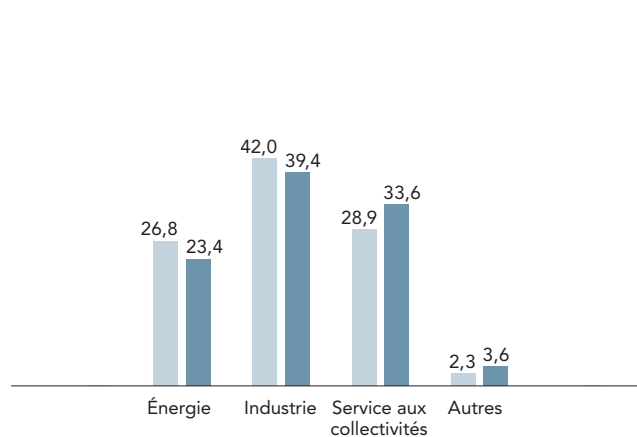


GRAPHIQUE 17

EXPOSITION SECTORIELLE – INFRASTRUCTURES

(en pourcentage de la juste valeur)

- 31 décembre 2010
- 31 décembre 2014



ACTIONS

PORTEFEUILLES

Actions Qualité mondiale
 Actions canadiennes
 Actions des marchés
 en émergence
 Actions américaines
 Actions EAEO
 Placements privés

106,9 G\$

ACTIF NET

47,5%

DU PORTEFEUILLE
 GLOBAL
 DE LA CAISSE

10,7%

RENDEMENT
 SUR 4 ANS

ACTIONS QUALITÉ MONDIALE

Rendement sur quatre ans

Créé en janvier 2013, le portefeuille Actions Qualité mondiale est géré en absolu, c'est-à-dire en faisant abstraction des indices de référence pour s'appuyer plutôt sur des convictions fortes et une analyse fondamentale et rigoureuse des investissements potentiels. Avec des actifs nets totalisant 28,3 G\$ au 31 décembre 2014, il est investi dans des entreprises établies, bien gérées et affichant des résultats stables.

Depuis sa création en janvier 2013, le portefeuille affiche un rendement annualisé de 25,2%. Bien qu'il s'agisse d'une trop brève période pour tirer des conclusions, ce résultat est supérieur aux attentes pour un portefeuille dont le niveau de risque est plus faible que celui de l'ensemble des marchés boursiers.

Rendement en 2014

En 2014, le portefeuille a profité de la bonne performance du marché boursier américain pour afficher un rendement de 18,5% (voir le tableau 20, p. 48). Ce rendement élevé s'explique en grande partie par l'exposition importante aux entreprises d'envergure internationale établies aux États-Unis, dont plusieurs sociétés des secteurs de la santé et de la consommation, ainsi que du secteur industriel.

ACTIONS CANADIENNES

Rendement sur quatre ans

Pour la période de quatre ans terminée le 31 décembre 2014, le portefeuille affiche un rendement de 5,9%, soit 0,3% de moins que celui de son indice de référence (voir le tableau 20, p. 48). Depuis son repositionnement en 2012, le rendement du portefeuille s'est considérablement amélioré. La surpondération des secteurs des technologies et de la consommation, combinée à une bonne sélection de titres dans ces mêmes secteurs, a contribué positivement au rendement relatif du portefeuille sur quatre ans. En revanche, le positionnement du portefeuille dans le secteur industriel ainsi que le choix de titres dans le secteur des matériaux ont retranché de la valeur.

Au cours de la période, la forte pondération des entreprises québécoises au sein du portefeuille a contribué positivement aux résultats. Au 31 décembre 2014, celle-ci s'élevait à 34% comparativement à 17% pour l'indice S&P/TSX. Sur quatre ans, l'indice Morningstar Québec Banque Nationale, qui compte pour 10% de l'indice du portefeuille, affiche un rendement de 14,1%, alors que celui de l'indice S&P/TSX se chiffre à 5,1%.

Analyse du rendement par catégorie d'actif

Rendement en 2014

En 2014, le rendement du portefeuille s'élève à 13,4 %, lequel est supérieur à son indice de référence. En cours d'année, les gestionnaires ont amorcé un virage vers la gestion en absolu du portefeuille. Ils ont ainsi construit un portefeuille plus concentré et ils ont privilégié les entreprises fortement exposées au marché américain. Cette approche s'est avérée rentable, tout comme la sélection de titres dans le secteur de la consommation de base, conjuguée à une surpondération de ce secteur.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, le portefeuille Actions canadiennes est entièrement géré en absolu, selon une approche similaire à celle du portefeuille Actions Qualité mondiale (voir la section Nos clients, les déposants, p. 25).

ACTIONS DES MARCHÉS EN ÉMERGENCE

Rendement sur quatre ans

Sur quatre ans, le rendement du portefeuille s'établit à 2,4 % (voir le tableau 20, p. 48). Géré de façon active depuis juillet 2013, le portefeuille surpasse de 0,2 % le rendement de son indice.

Le rendement des marchés en émergence a été inférieur à celui des marchés développés au cours de cette période (voir le graphique 19, p. 47), en raison du ralentissement du rythme de croissance des principaux marchés.

PORTEFEUILLE ACTIONS QUALITÉ MONDIALE

COMPOSITION

- Titres de grandes sociétés établies, négociés sur les places boursières des pays inclus dans l'indice MSCI ACWI (États-Unis, Canada, Europe, Australasie, Extrême-Orient et pays émergents)

AVANTAGES

- Rendement ajusté pour le risque, supérieur à celui des marchés boursiers sur un horizon à long terme
- Diversification géographique
- Protection contre l'inflation à long terme

Rendement en 2014

Sur un an, le portefeuille a généré un rendement de 9,2 %, supérieur à celui de son indice de référence (voir le tableau 20, p. 48), dans un contexte où la chute des cours du pétrole a accentué les disparités entre les pays.

Amorcé en 2013, le déploiement des activités de gestion active s'est poursuivi en 2014 avec des investissements de plus de 1,3 G\$ auprès de gestionnaires de fonds établis dans les marchés en croissance, notamment au Brésil, en Chine et en Inde. Ces gestionnaires ont été sélectionnés pour leur connaissance en profondeur des marchés ciblés, ainsi que pour leur approche de gestion en absolu, alignée sur celle de la Caisse. À ce jour, plus de 500 M\$ US ont été déployés dans les actions négociées sur les Bourses de Shanghai et de Shenzhen.

ACTIONS AMÉRICAINES

Géré de façon indicielle, le portefeuille a procuré un rendement annualisé de 20,1 % sur quatre ans et un rendement de 24,0 % en 2014 (voir le tableau 20, p. 48). La hausse du dollar américain vis-à-vis le dollar canadien durant ces années a eu un effet positif important sur le rendement du portefeuille.

ACTIONS EAEO

Ce portefeuille indiciel a procuré un rendement annualisé de 9,2 % sur quatre ans (voir le tableau 20, p. 48). Le rendement de 4,0 % produit en 2014 s'explique notamment par les rendements négatifs enregistrés par les marchés boursiers en France et en Allemagne.

PORTEFEUILLE ACTIONS CANADIENNES

COMPOSITION

- Titres de sociétés ouvertes de tous les secteurs de l'économie

AVANTAGES

- Rendement à long terme supérieur à celui des titres à revenu fixe
- Protection contre l'inflation à long terme

PLACEMENTS PRIVÉS

Rendement sur quatre ans

Pour la période de quatre ans terminée le 31 décembre 2014, le rendement du portefeuille Placements privés s'élève à 13,0 % (voir le tableau 20, p. 48). La hausse des multiples d'évaluation, les améliorations de la performance opérationnelle, la réduction de la dette et la hausse des bénéfices des entreprises détenues en portefeuille ont contribué au solide rendement absolu du portefeuille. De plus, plusieurs entreprises en portefeuille ont procédé à des refinancements et profité des taux d'intérêt plus bas.

Sur quatre ans, l'indice de référence du portefeuille a produit un rendement de 14,0 %, attribuable à sa forte exposition au marché américain qui a connu une performance exceptionnelle depuis 2011.

Au cours des dernières années, la composition du portefeuille a changé de façon importante à la suite de la décision de diminuer la proportion des fonds pour augmenter celle des investissements directs. Ainsi, le poids des fonds dans le portefeuille est passé de 68 % en 2009 à 44 % à la fin de 2014. Cette décision a été profitable alors que les placements directs ont dégagé des rendements supérieurs à ceux des fonds depuis la fin de 2010.

Le portefeuille a aussi évolué sur le plan géographique, comme le montre le graphique 18, à la page 46.

Rendement en 2014

En 2014, le portefeuille a produit un rendement de 12,1 % (voir le tableau 20, p. 48). Tout comme le rendement sur quatre ans, ce résultat est supérieur au rendement espéré à long terme.

Durant l'année, les gestionnaires ont été particulièrement actifs au Québec, avec la réalisation de transactions liées à des projets d'acquisition et d'expansion à l'extérieur du Québec, notamment ceux des entreprises WSP, KDC et Lemay. D'autres transactions ont permis d'accompagner des moyennes entreprises, telles que Groupe Germain Hôtels, dans leur projet d'acquisition ou d'expansion, ou encore dans le transfert de la propriété de l'entreprise, comme ce fut le cas pour Groupe Crevier et Tornatech.

La Caisse continue de faire évoluer la stratégie d'investissement du portefeuille en s'appuyant sur de nouvelles bases de développement :

- Se positionner comme un investisseur mondial de référence en placements privés, en termes de taille, de capacités institutionnelles et de performance.
- Investir avec une philosophie de long terme, en gardant le cap malgré la volatilité des marchés et en ajustant la construction du portefeuille en fonction de l'évolution du cycle d'investissement.
- Appuyer les sociétés québécoises en croissance, notamment avec le déploiement des équipes de la Caisse à l'international.

PORTEFEUILLE ACTIONS DES MARCHÉS EN ÉMERGENCE

COMPOSITION

- Titres négociés sur les places boursières des pays inclus dans l'indice MSCI EM
- Actions de catégorie A cotées aux Bourses de Shanghai et de Shenzhen

AVANTAGES

- Rendement supérieur à celui des actions des marchés développés dans une perspective à long terme
- Diversification géographique

PORTEFEUILLE PLACEMENTS PRIVÉS

COMPOSITION

- Participations directes dans des sociétés de tous les secteurs de l'économie, notamment dans des secteurs défensifs et des entreprises de qualité offrant des revenus stables et prévisibles
- Participations dans des fonds d'investissement performants

AVANTAGES

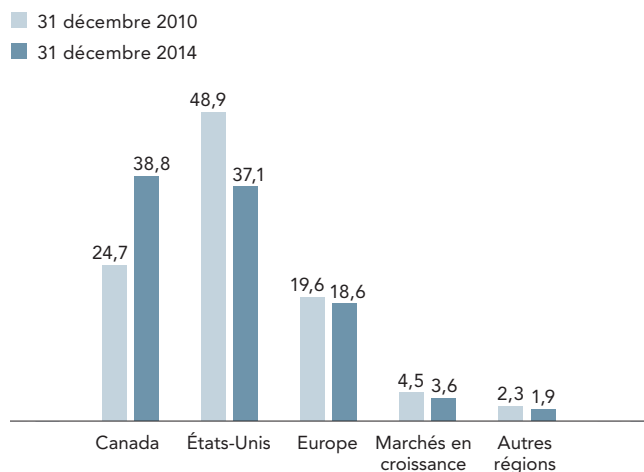
- Rendement supérieur à celui des marchés boursiers dans une perspective à long terme

Analyse du rendement par catégorie d'actif

GRAPHIQUE 18

EXPOSITION GÉOGRAPHIQUE – PLACEMENTS PRIVÉS

(en pourcentage de la juste valeur)



PORTEFEUILLE STRATÉGIES ACTIVES DE SUPERPOSITION

COMPOSITION

- Participations dans des fonds externes
- Positions sur les marchés financiers en gestion interne, principalement sous forme d'instruments financiers liquides et transparents

AVANTAGES

- Profil rendement-risque modéré
- Possibilité de générer un rendement supérieur aux obligations avec un risque inférieur à celui des marchés boursiers
- Effet de diversification
- Faible corrélation avec les marchés boursiers

AUTRES PLACEMENTS

STRATÉGIES ACTIVES DE SUPERPOSITION

Créé le 1^{er} janvier 2014, le portefeuille Stratégies actives de superposition regroupe un ensemble d'activités d'investissement non capitalisées poursuivant un objectif de rendement absolu.

En 2014, l'apport du portefeuille aux résultats de placement nets représente 230 M\$ (voir le tableau 20, p. 48). Les fonds externes en portefeuille, notamment avec la stratégie de gestion de contrats à terme, la stratégie neutre au marché sur les marchés boursiers ainsi que les activités de gestion tactique ont contribué positivement à ce résultat.

RÉPARTITION DE L'ACTIF

Résultats sur quatre ans

Sur quatre ans, les résultats de placement nets associés aux activités de répartition de l'actif représentent 913 M\$ (voir le tableau 20, p. 48). La principale contribution à ces résultats provient des positions prises sur les marchés liquides afin de réduire le coût d'opportunité découlant d'un déploiement du capital plus lent qu'anticipé dans les portefeuilles moins liquides. Globalement, les activités de répartition de l'actif reliées aux portefeuilles liquides ont été positives sur la période.

PORTEFEUILLE RÉPARTITION DE L'ACTIF

COMPOSITION

- Positions sur les marchés financiers, principalement sous forme d'instruments financiers liquides et transparents

AVANTAGES

- Calibration du profil rendement-risque du portefeuille global de la Caisse
- Protection contre les risques de fluctuation extrême
- Bonification du rendement du portefeuille global

Résultats en 2014

Les résultats de placement nets associés à ces activités s'élevèrent à 1,0 G\$ en 2014 (voir le tableau 20, p. 48). Les positions prises afin d'atténuer le coût d'opportunité relié à la sous-pondération des portefeuilles moins liquides générèrent la majorité des gains. Les positions sur les marchés boursiers ainsi que sur les devises, notamment sur le dollar américain, ont aussi contribué positivement aux résultats. En revanche, les positions visant à protéger le portefeuille contre une hausse potentielle des taux d'intérêt en cours d'année ont retranché de la valeur.

BTAA

Résultats sur quatre ans

Sur quatre ans, la contribution aux résultats de placement nets du portefeuille représente 2,6 G\$ (voir le tableau 20, p. 48), principalement attribuable à l'amélioration des valeurs marchandes des positions, due au rapprochement des échéances moyennes des titres en portefeuille et à l'amélioration des conditions de marché. Ces résultats ont permis de réduire la provision pour pertes non matérialisées liées aux BTAA de 4,1 G\$ à 1,3 G\$.

Résultats en 2014

La contribution du portefeuille aux résultats de placement nets de 2014 s'élève à 137 M\$ (voir le tableau 20, p. 48). Attribuables aux mêmes facteurs qui ont prévalu au cours des trois années précédentes, ces résultats ont permis de réduire la provision reliée aux BTAA de 1,5 G\$ à 1,3 G\$. Le portefeuille BTAA réunit des activités en décroissance. La réduction des risques constitue donc un élément important de sa stratégie de gestion. Depuis 2012, cette dernière se concentre sur la réalisation de transactions qui permettent de fermer certaines positions. La fin des activités du portefeuille est prévue pour 2016-2017.

RENDEMENTS PAR PORTEFEUILLE SPÉCIALISÉ

Le tableau 20 (p. 48) présente les rendements des portefeuilles spécialisés par rapport à leur indice de référence pour les périodes de quatre ans et d'un an se terminant le 31 décembre 2014.

GRAPHIQUE 19

ÉVOLUTION DES MARCHÉS BOURSIERS EN 2014

(au 31 décembre 2013 = 100, en dollars canadiens)

- S&P 500
- MSCI ACWI
- MSCI EAFE
- S&P/TSX
- MSCI EM

Source : Rimes

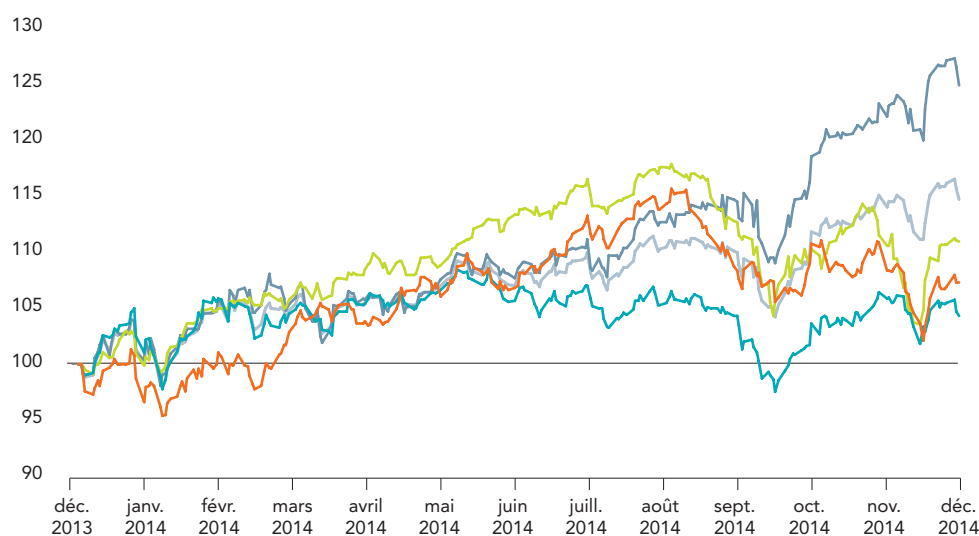


TABLEAU 20

RENDEMENTS DES PORTEFEUILLES SPÉCIALISÉS PAR RAPPORT AUX INDICES DE RÉFÉRENCE

(pour les périodes terminées le 31 décembre 2014)

Portefeuille spécialisé	Indice 2014	Actif net G\$	4 ans			1 an		
			Résultats de placement nets M\$	Rendement %	Indice %	Résultats de placement nets M\$	Rendement %	Indice %
Revenu fixe								
Obligations	FTSE TMX Canada obligataire universel ajusté afin d'augmenter la proportion des obligations du Québec au sein de l'indice	62,9	10 385	5,6	5,2	4 626	8,2	8,9
Dettes immobilières	FTSE TMX Canada obligataire universel	10,4	2 433	7,9	5,1	1 068	11,9	8,8
Valeurs à court terme	FTSE TMX Canada bons du Trésor 91 jours	6,8	259	1,1	1,0	59	1,0	0,9
Obligations à long terme	FTSE TMX Canada obligations gouvernementales à long terme ajusté afin d'augmenter la proportion des obligations provinciales au sein de l'indice	2,2	938	7,9	8,1	342	18,2	18,4
Total		82,3	14 015	5,6	4,9	6 095	8,4	8,5
Placements sensibles à l'inflation								
Immeubles	Aon Hewitt - Immobilier ajusté	22,9	8 814	12,1	13,8	2 114	9,9	11,1
Infrastructures	Indice composé d'un panier de titres publics liés à l'infrastructure, partiellement couvert	10,1	3 344	13,8	17,9	1 149	13,2	21,5
Obligations à rendement réel	FTSE TMX Canada obligations à rendement réel	1,0	192	4,6	4,6	125	13,2	13,2
Total		34,0	12 350	12,1	14,5	3 388	11,0	13,9
Actions								
Actions Qualité mondiale	Indice composé à 85 % de l'indice MSCI ACWI non couvert et à 15 % de l'indice FTSE TMX Canada bons du Trésor Canada 91 jours	28,3	6 516	s.o.	s.o.	3 929	18,5	11,6
Actions canadiennes	Indice composé à 90 % de l'indice S&P/TSX plafonné et à 10 % de l'indice Québec Morningstar Banque Nationale	24,6	5 359	5,9	6,2	2 845	13,4	11,8
Actions des marchés en émergence ¹	MSCI EM non couvert ajusté	11,8	1 317	2,4	2,2	949	9,2	9,0
Actions américaines	S&P 500 non couvert	10,3	7 265	20,1	20,1	2 232	24,0	23,9
Actions EAEO	MSCI EAFE non couvert	9,5	3 396	9,2	8,8	379	4,0	3,7
Marchés boursiers²		84,5	27 451	10,1	9,5	10 482	14,4	11,9
Placements privés	Indice couvert composé à 50 % du MSCI World et à 50 % du State Street Private Equity Index ajusté afin de refléter les métiers des investissements du portefeuille spécialisé	22,4	9 056	13,0	14,0	2 384	12,1	12,5
Total		106,9	36 507	10,7	10,5	12 866	13,9	12,0
Autres								
Stratégies actives de superposition		0,5	230	s.o.	s.o.	230	s.o.	s.o.
Répartition de l'actif ³		1,5	913	s.o.	s.o.	1 033	s.o.	s.o.
BTAA		0,0	2 644	s.o.	s.o.	137	s.o.	s.o.
Total⁴		225,9	67 226	9,6	9,3	23 775	12,0	11,4

1. Ce portefeuille a été géré de façon indiciaire jusqu'au 30 juin 2013.

2. Les contributions des portefeuilles Actions mondiales et Québec Mondial sont incluses dans cette ligne.

3. Cette ligne regroupe le portefeuille spécialisé et les activités de superposition.

4. Le total inclut les activités personnalisées de superposition, les activités de trésorerie et les activités terminées.

Gestion des risques

LA GESTION DES RISQUES À LA CAISSE

En 2014, la Caisse a poursuivi le renforcement de l'encadrement et du suivi de ses risques, en plus de raffiner ses méthodologies et outils d'analyse, afin d'appuyer son orientation de gestion en absolu et de mieux mesurer ses risques transversaux. La collaboration au quotidien des équipes de la Direction des risques avec l'ensemble des secteurs d'affaires est la pierre d'assise de la culture de risque au sein de l'organisation.

FAITS SAILLANTS

1

En 2014, la Caisse a maintenu globalement le niveau de ses risques financiers comparativement à l'année précédente.

2

Le suivi des risques financiers de la Caisse a été renforcé dans le cadre d'un vaste exercice de planification stratégique des investissements.

3

L'ensemble des méthodologies de mesure du risque a fait l'objet d'améliorations en cours d'année.

ÉVOLUTION DES MESURES DE RISQUE

Tout au long de l'année, la Caisse a mis en œuvre ses stratégies d'investissement en gérant ses risques de façon proactive, en tenant compte notamment du contexte économique mondial, de l'évolution des marchés financiers, de même que des concentrations sectorielles et géographiques de son portefeuille. Elle a ainsi maintenu globalement le niveau de ses risques financiers par rapport à 2013.

Risque de marché

Au cours des dernières années, la Caisse a déployé une approche visant à gérer une plus grande portion de son portefeuille global en absolu, tout en s'assurant de conserver un niveau de risque similaire à celui de son portefeuille de référence. C'est ce qui l'a amenée, à compter de 2013, à encadrer le risque de marché par une limite de risque absolu, se basant sur le ratio du risque absolu du portefeuille global par rapport à celui de son portefeuille de référence.

En 2014, le risque absolu du portefeuille global s'est maintenu à un niveau modéré, sans connaître de variations importantes en cours d'année. À la fin de l'année, il s'élevait à 23,9 % de l'actif net, soit une légère diminution par rapport au 31 décembre 2013, alors qu'il représentait 24,3 % de l'actif net. Quant à lui, le risque absolu du portefeuille de référence s'élevait à 24,0 % de l'actif net, comparativement à 23,6 % à la fin de 2013.

L'évolution du risque absolu du portefeuille global et du portefeuille de référence de la Caisse depuis 2010 est illustrée au graphique 21, à la page 50.

Comme l'indique le tableau 23, à la page 51, le risque absolu du portefeuille global s'est maintenu en 2014 malgré une augmentation de la pondération des actions, principalement en raison de la réduction du risque de cette catégorie et de la diversification du portefeuille Infrastructures.

Dans la catégorie Actions, la réduction du risque de marché s'explique par l'augmentation des actifs nets du portefeuille Actions Qualité mondiale, lesquels s'élevaient à 28,3 G\$ à la fin de l'année, comparativement à 17,2 G\$ à la fin de 2013 (voir le graphique 22, p. 50). Présentant moins de volatilité que les autres portefeuilles de la catégorie, ce portefeuille a produit un rendement supérieur aux attentes en 2013 et en 2014, et ce, avec un niveau de risque inférieur à sa cible.

Gestion des risques

Au cours de 2014, une attention particulière a été apportée au comportement du portefeuille Actions Qualité mondiale durant les épisodes de baisses de marché. Dans tous les cas, sa diminution de valeur s'est avérée inférieure à celle du marché. Pendant ces courtes périodes de baisse, le caractère défensif du portefeuille a été constaté.

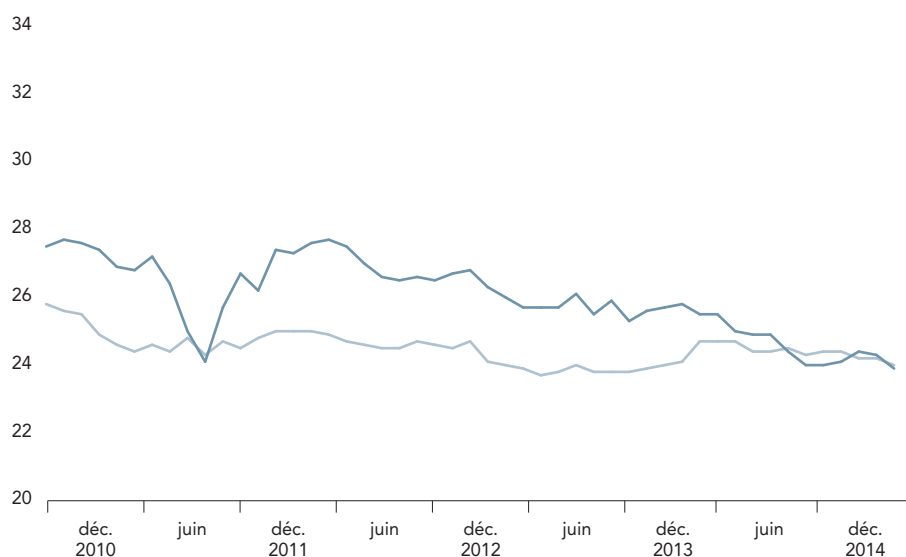
En outre, en 2014, la Caisse a poursuivi la diversification du portefeuille Infrastructures avec la réalisation de nouveaux investissements, ce qui a contribué à réduire le risque de marché de ce portefeuille.

GRAPHIQUE 21

ÉVOLUTION DU RISQUE ABSOLU DE LA CAISSE ET DU RISQUE DU PORTEFEUILLE DE RÉFÉRENCE¹

(en pourcentage)

■ Risque absolu de la Caisse
■ Risque du portefeuille de référence



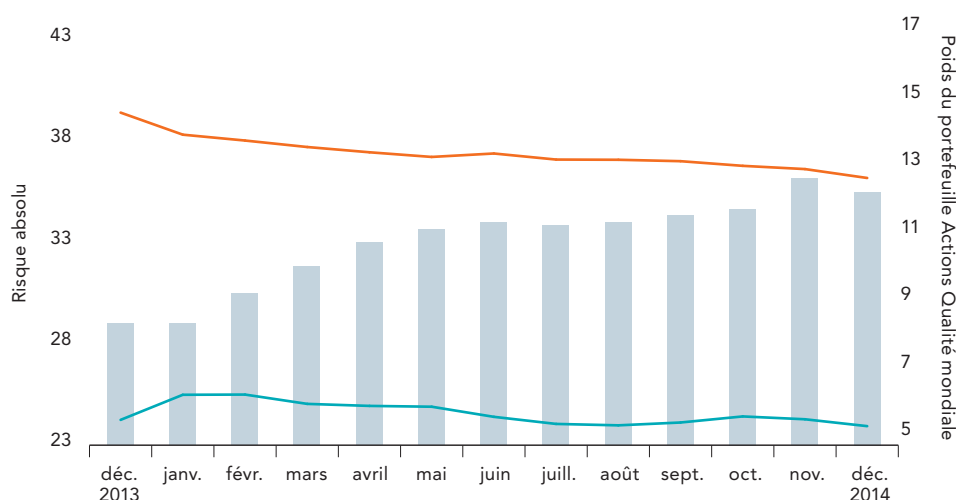
1. Les chiffres du 30 juin 2014 au 31 décembre 2014 reflètent les changements apportés à la méthodologie de calcul du risque (voir p. 53). Les chiffres précédant le 30 juin 2014 ont été estimés à partir des résultats obtenus avant les changements méthodologiques.

GRAPHIQUE 22

INCIDENCE DE LA PONDÉRATION DU PORTEFEUILLE ACTIONS QUALITÉ MONDIALE SUR L'ÉVOLUTION DU RISQUE ABSOLU¹

(en pourcentage)

■ Risque absolu – Actions
■ Poids – Actions Qualité mondiale
■ Risque absolu – Caisse



1. Les chiffres de risque historique ont été recalculés pour tenir compte des changements dans la méthodologie de calcul de risque (voir p. 53).

D'autres facteurs ont aussi contribué à la légère variation du risque absolu du portefeuille global, notamment :

- les positions prises pour protéger le portefeuille contre une éventuelle hausse des taux d'intérêt. L'année 2014 ayant été plutôt marquée par une baisse des taux, les portefeuilles spécialisés les plus sensibles à la variation de taux d'intérêt – Obligations, Infrastructures, Immobilier – ont connu une hausse appréciable de leur valeur en absolu;
- le maintien d'une importante position acheteur sur le dollar américain qui s'est avérée favorable.

Pour sa part, la légère hausse du risque absolu du portefeuille de référence en 2014 est attribuable aux modifications apportées aux pondérations de référence à la suite du transfert des activités du portefeuille Fonds de couverture vers le portefeuille Stratégies actives de superposition le 1^{er} janvier 2014. Ce portefeuille étant non capitalisé, ses activités ne sont pas incluses dans le portefeuille de référence de la Caisse.

Somme toute, le ratio de risque absolu du portefeuille global sur le risque absolu du portefeuille de référence est demeuré bas et stable tout au long de l'année 2014, oscillant autour de 1,0 (voir le graphique 24). Cela signifie que, globalement, la valeur ajoutée de la Caisse a été réalisée sans prendre plus de risque que celui du portefeuille de référence.

Risque de crédit

En 2014, le risque de crédit du portefeuille Obligations a connu une hausse à la suite de l'augmentation de la pondération des titres de sociétés au sein du portefeuille.

TABLEAU 23

RISQUE DE MARCHÉ – ABSOLU

(en pourcentage de la valeur nette totale au 31 décembre)

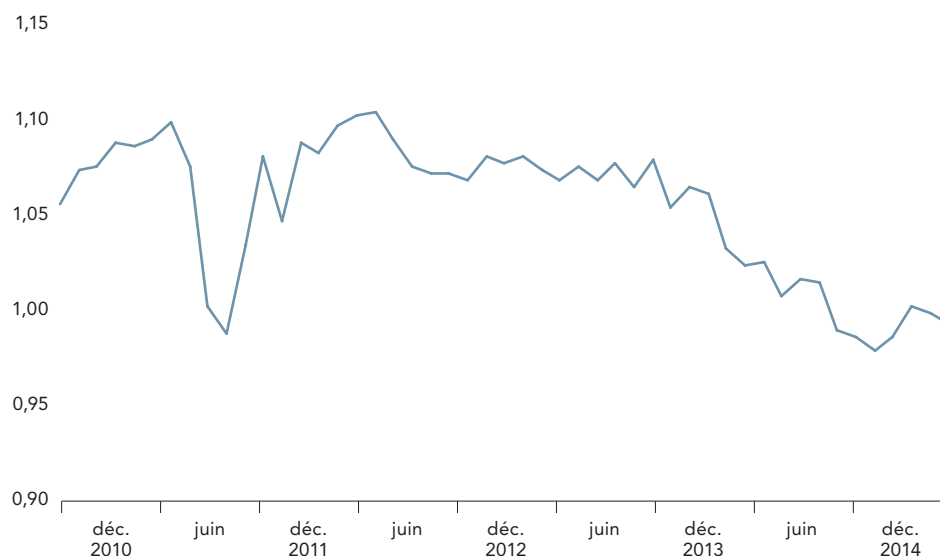
Catégories	2014	2013 ¹
Revenu fixe	8,4	8,3
Placements sensibles à l'inflation	31,7	31,9
Actions	36,2	38,2
Autres placements	1,5	1,1
Global	23,9	24,3

1. Les chiffres de risque du 31 décembre 2013 ont été recalculés pour tenir compte des changements dans la méthodologie de calcul de risque (voir p. 53).

GRAPHIQUE 24

ÉVOLUTION DU RATIO DE RISQUE ABSOLU¹

■ Ratio de risque absolu



1. Les chiffres du 30 juin 2014 au 31 décembre 2014 reflètent les changements apportés à la méthodologie de calcul du risque (voir p. 53). Les chiffres précédant le 30 juin 2014 ont été estimés à partir des résultats obtenus avant les changements méthodologiques.

Gestion des risques

Dans sa gestion du risque de crédit, la Caisse fait une analyse fondamentale de tous les dossiers de financement importants et établit une notation interne. De plus, un suivi fréquent de l'évolution des cotes de crédit des agences de notation est fait en les comparant avec les notations de crédit établies par ses équipes. Elle utilise également la VaR (valeur à risque) de crédit pour mesurer et suivre l'évolution de ce risque. Il s'agit d'une mesure statistique qui intègre l'information sur la qualité de crédit actuelle et potentielle des émetteurs en portefeuille, leurs interrelations et le niveau de perte en cas de défaut.

Risque de concentration

L'approche de gestion en absolu privilégiée par la Caisse favorise une prise de positions qui s'éloignent des indices de marché tout en préservant une saine diversification des actifs en portefeuille. Cette approche amène à prendre des positions plus importantes dans les émetteurs pour lesquels la Caisse possède une compréhension approfondie des risques. En 2014, la poursuite de la diversification géographique et sectorielle du portefeuille Infrastructures a eu pour effet de réduire le niveau du risque de concentration du portefeuille global.

Risque de contrepartie

Le risque de contrepartie de la Caisse est demeuré faible en 2014. L'augmentation observée au tableau 25 à l'exposition nette selon les ententes ISDA est principalement attribuable à l'adoption des Normes internationales d'information financière (IFRS). Comme l'an dernier, l'incertitude entourant la situation dans la zone euro a incité la Caisse à maintenir une faible exposition à ce risque et à suivre activement son évolution.

De façon générale, la Caisse effectue le suivi quotidien d'une série d'indicateurs financiers pour chacune de ses contreparties. La santé financière des contreparties est également révisée périodiquement par ses experts du secteur financier et de la gestion des risques. Tout au long de l'année, la Caisse a géré activement les changements dans la qualité de crédit de ses contreparties, tout en maintenant ce risque à un faible niveau (voir le tableau 25). Le fait de diriger un volume de transactions de plus en plus important vers des courtiers compensateurs contribue aussi à mitiger le risque de contrepartie.

Risque de liquidité

Comme dans les dernières années, la Caisse a conservé un niveau de liquidités adéquat au cours de 2014. À la fin de l'année, ses portefeuilles possédaient quelque 52 G\$ en liquidités, comparativement à 44 G\$ à la fin de 2013. Cela permettait amplement à la Caisse de respecter ses engagements potentiels, et ce, même dans le cas d'une correction majeure de marché (voir la note 12 des États financiers consolidés, à la page 174).

TABLEAU 25

ÉVOLUTION DE L'EXPOSITION AU RISQUE DE CONTREPARTIE^{1,2} (au 31 décembre – en millions de dollars)

	2014	2013	2012	2011
Exposition brute sans effet compensatoire	1 314,9	1 951,4	2 464,7	4 145,3
Exposition nette selon les ententes ISDA ³	317,0	97,5	51,5	396,3

1. Les chiffres ont été redressés pour les rendre conformes à la présentation de 2014.

2. Les instruments financiers dérivés négociés de gré à gré et compensés ne sont pas inclus.

3. L'exposition nette selon les ententes ISDA est l'exposition brute moins la compensation des montants à risque et l'échange de sûretés.

RÉVISION DES ENCADREMENTS ET PROCESSUS

En 2014, la Caisse a mené diverses initiatives visant à renforcer ses encadrements et ses processus de gestion des risques.

Planification stratégique des investissements et suivi des risques stratégiques

La Caisse a notamment entrepris une démarche de planification stratégique des investissements visant à :

- établir les orientations futures de son portefeuille;
- renforcer les processus de collaboration et de partage de l'information requis pour faire des choix stratégiques en matière d'investissement;
- assurer un meilleur arrimage entre les orientations et les stratégies, de même qu'une plus grande cohésion des positions au sein du portefeuille global.

Les équipes de la Direction des risques ont pris part à cet exercice en réalisant de nombreuses analyses pour cerner les enjeux et évaluer les risques des orientations et des stratégies discutées. Par la suite, la démarche de planification stratégique a donné lieu à une harmonisation de la gouvernance de la gestion des risques, en vue d'accorder encore plus d'importance à la gestion transversale des expositions du portefeuille global de la Caisse.

Énoncé des principes de tolérance au risque

Les principes directeurs de la Caisse en matière de tolérance au risque ont aussi été résumés et formalisés dans le cadre de l'exercice de planification stratégique mené en 2014 (voir l'encadré de la page 54). Ces principes encadrent notamment les rôles du conseil d'administration et de la haute direction, l'approche client, l'indépendance des fonctions et la responsabilisation, la collaboration pour une gestion globale et l'investissement responsable.

Nouveaux encadrements et suivis pour quatre portefeuilles

Actions canadiennes : L'encadrement et le suivi du risque de ce portefeuille ont été modifiés à l'occasion de sa transition de la gestion active relative à la gestion en absolu. Depuis janvier 2015, la gestion du portefeuille est encadrée par un ratio de risque absolu.

Stratégies actives de superposition : Au cours de la première année d'existence de ce portefeuille, des travaux ont été menés pour améliorer le suivi du risque de l'ensemble de ses activités gérées en absolu.

Obligations et Infrastructures : La Caisse a modifié les politiques d'investissement de ces deux portefeuilles afin de refléter les orientations adoptées dans le cadre de la planification stratégique des investissements. Les nouvelles politiques entreront en vigueur le 1^{er} avril 2015.

Nouvelles notations de crédit internes

Créé en 2013, le comité de révision des notations de crédit internes a poursuivi son mandat, entre autres, en établissant des notations pour les positions de plus de 50 M\$ en obligations de sociétés au sein du portefeuille Obligations.

Cartographie des risques opérationnels

Au cours de l'année, le comité Risques opérationnels a effectué la mise à jour de la cartographie réalisée en 2013 pour ce type de risques. L'exercice a consisté à réviser la liste des risques prioritaires et des équipes qui en ont la responsabilité, puis à élaborer des plans d'action pour mitiger ces risques.

AMÉLIORATION DES MÉTHODOLOGIES ET OUTILS DE GESTION DES RISQUES

Modifications au calcul du risque de marché

En 2014, la Caisse a apporté des modifications notables à sa méthodologie de calcul du risque de marché, basée sur la valeur à risque (VaR). Ces changements sont de deux ordres :

1. L'élargissement de l'échantillon de données historiques analysées de 1 500 à 2 500 jours, soit de 6 ans à 10 ans, afin d'obtenir une mesure plus stable dans le temps. Le nouvel échantillon permet de capter un plus grand nombre d'événements distincts et d'échapper ainsi au caractère procyclique d'une mesure basée sur une courte période.
2. L'allongement de l'horizon de mesure par la prise en compte des données sur une base hebdomadaire plutôt que quotidienne. Ce changement permet de minimiser les effets d'asynchronisme des marchés et des jours fériés, ce qui améliore notamment les corrélations entre les titres d'une même société négociés sur plus d'un marché.

Gestion des risques

En améliorant la stabilité et la qualité de la mesure du risque de marché, ces changements méthodologiques vont mener à une mesure mieux adaptée aux orientations stratégiques de la Caisse.

Vision transversale des concentrations

La vision transversale des concentrations du portefeuille global a été améliorée avec l'uniformisation des critères utilisés pour catégoriser les concentrations de chacun des portefeuilles spécialisés.

Modélisation du risque de marché du portefeuille Immeubles

La Caisse a poursuivi ses travaux visant à obtenir une estimation plus fidèle du risque de marché des portefeuilles d'actifs moins liquides. Une modélisation par facteurs de risque, similaire à celle mise en place en 2013 pour le portefeuille Infrastructures, a été élaborée pour le portefeuille Immeubles, en collaboration avec Ivanhoé Cambridge. Cette approche permet d'analyser le risque de marché en fonction de facteurs communs à l'ensemble des investissements du portefeuille. Elle sera mise en place en 2015.

Nouveaux tests de tension

Les équipes de risque ont réalisé divers tests de tension afin de quantifier les répercussions potentielles sur le portefeuille global de certains événements de marché. Ces tests ont permis d'enrichir la gamme de scénarios élaborés pour appuyer la prise des décisions d'investissement.

Capacités d'analyse quantitative renforcées

De nouveaux outils d'analyse quantitative ont été mis au point pour offrir un meilleur suivi du risque et des analyses plus approfondies :

Marchés boursiers : De nouvelles analyses de regroupements permettent d'étudier les réactions des titres dans différents marchés et de déterminer s'ils réagissent aux mêmes facteurs de risque.

Instruments financiers dérivés : La simulation des comportements extrêmes de ces instruments sur les marchés a mené à la mise en place d'encadrements de risque pour chaque type de produits, au sein de divers portefeuilles.

FONDEMENTS DE LA GESTION DES RISQUES

LA GOUVERNANCE ET LA GESTION DES RISQUES À LA CAISSE SONT FONDÉES SUR LES ÉLÉMENTS SUIVANTS :

- > Cadre de tolérance au risque
- > Rôles du conseil d'administration et de la haute direction
- > Approche client
- > Stratégie d'investissement à long terme
- > Gestion des liquidités et du financement
- > Connaissance approfondie
- > Indépendance des fonctions et responsabilisation
- > Collaboration pour une gestion globale
- > Excellence opérationnelle
- > Instruments financiers dérivés et risque de contrepartie
- > Nouvelles activités d'investissement et nouveaux instruments financiers
- > Investissement responsable

Conformité

Les activités de conformité de la Caisse comprennent notamment la surveillance pour assurer le respect des politiques de placement des déposants et des politiques d'investissement des portefeuilles, le Code d'éthique et de déontologie, la Politique linguistique et la Politique sur la divulgation de l'information.

FAITS SAILLANTS

1

La Caisse a adopté une nouvelle approche en matière de divulgation de l'information.

2

La sensibilisation des employés au Code d'éthique et de déontologie s'est poursuivie au moyen de diverses activités.

POLITIQUES DE PLACEMENT ET POLITIQUES D'INVESTISSEMENT

Des programmes de conformité sont en place pour attester du respect des politiques de placement des déposants et des politiques d'investissement des portefeuilles de la Caisse. En 2014, des certificats de conformité à ces politiques ont été transmis aux déposants à deux reprises, soit en date du 30 juin et du 31 décembre.

CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE

Le respect du Code d'éthique et de déontologie à l'intention des dirigeants et des employés est primordial. Le Code souligne l'importance pour chacun d'adopter un comportement approprié en tenant compte des pratiques de l'organisation, du respect des individus et des groupes, ainsi que des lois, des politiques et des règlements applicables à la Caisse. Il prévoit notamment un processus de préautorisation des transactions personnelles des employés.

Au début de chaque année, tous les employés doivent remplir des déclarations relatives au respect du Code et à la situation de leur portefeuille personnel. Ils sont par ailleurs tenus de signaler toute situation où il est raisonnable de croire à un manquement au Code ou à toute politique de la Caisse. Au cours de 2014, la Caisse a mis en place des activités pour sensibiliser ses employés aux différents aspects du Code ainsi qu'à la ligne Éthique en place, et leur demander de signer leur déclaration annuelle. De plus, des capsules « Questions d'éthique » ont été diffusées dans le journal interne des employés tout au long de l'année pour rappeler les comportements à adopter dans des situations comportant une dimension éthique et déontologique.

Il est possible de consulter le Code d'éthique et de déontologie à l'intention des dirigeants et des employés sur le site Web de la Caisse (www.lacaisse.com), sous l'onglet Gouvernance.

Conformité

ACCÈS À L'INFORMATION

La Caisse traite les demandes d'accès à des documents conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Loi sur l'accès). Au cours de l'année 2014, la Caisse a traité dix-neuf demandes d'accès à des documents. Toutes ces demandes ont été traitées dans les délais requis. De ces dix-neuf demandes, cinq ont été acceptées, dix ont été acceptées partiellement, une visait des renseignements pour lesquels la Caisse n'avait aucun document, une visait une entité non assujettie à la Loi sur l'accès et une a été référée à un autre organisme. Une demande a été refusée. Le refus de transmettre des documents a été justifié parce que ceux-ci contenaient des renseignements stratégiques et confidentiels et des renseignements concernant ou provenant de tiers dans des dossiers d'investissement. Deux demandes effectuées au cours d'années précédentes font l'objet d'une demande de révision à la Commission d'accès à l'information.

Par ailleurs, la Caisse a adopté en 2014 une nouvelle approche de divulgation en lien avec les demandes d'accès à l'information qu'elle reçoit. En effet, par souci de transparence et dans l'esprit de la réglementation québécoise qui entrera en vigueur en 2015 (Règlement sur la diffusion de l'information), la Caisse diffuse publiquement sur son site Web les informations qu'elle communique en réponse aux demandes d'accès à l'information depuis le 18 décembre 2014.

POLITIQUE LINGUISTIQUE

La Caisse se conforme aux exigences de la Charte de la langue française et à sa Politique linguistique qui établit le français comme langue de travail au quotidien pour tous ses employés. Elle accorde une importance fondamentale à la qualité et à l'utilisation du français dans ses communications orales et écrites.

À cet effet, elle met à la disposition de ses employés divers outils utiles à la bonne utilisation du français ainsi que plusieurs ouvrages de référence, dont un lexique qu'elle a développé sur la terminologie propre à ses activités.

Au cours de 2014, des capsules linguistiques ont été publiées régulièrement dans le journal interne des employés concernant des expressions et locutions à privilégier. Par ces capsules, la Caisse invite également les employés à utiliser les outils et ouvrages de référence disponibles sur le site de l'Office québécois de la langue française ainsi que les autres outils linguistiques mis à leur disposition.

En 2014, la Caisse a de nouveau participé à la Francofête organisée par l'Office québécois de la langue française, du 10 au 23 mars. Au cours de cette période, diverses initiatives ont été mises en place, dont un jeu-questionnaire et des capsules linguistiques sur la qualité et l'utilisation du français. La Caisse a également poursuivi la diffusion d'un bulletin trimestriel électronique, « La pause linguistique », auprès de l'ensemble du personnel de soutien administratif. Par ailleurs, la première édition de la Dictée de la Caisse a eu lieu en 2014. Cette activité a été réalisée dans le cadre des initiatives de sensibilisation à la qualité du français au travail. Finalement, à la suite de la mise à jour de la Politique linguistique, plusieurs présentations ont été faites devant divers comités pour rappeler les obligations de la Caisse en cette matière.

Le comité linguistique de la Caisse est composé de personnes clés de divers secteurs de l'organisation.

GESTION DES PLAINTES

La Caisse a désigné la vice-présidente principale, Conformité et investissement responsable, M^e Ginette Depelteau, pour recevoir et analyser les plaintes et y accorder toute l'attention requise. Toute plainte peut être transmise à son attention par téléphone (514 847-5901), par télécopieur (514 281-9334) ou par courriel à l'adresse suivante : gestiondesplaintes@lacaisse.com.

PRÉSENCE DE LA CAISSE AU QUÉBEC

UN RÔLE STRUCTURANT POUR LES ENTREPRISES ET L'ÉCONOMIE DU QUÉBEC

60,0 G\$

ACTIF TOTAL DE LA CAISSE AU QUÉBEC AU 31 DÉCEMBRE 2014

11,1 G\$

NOUVEAUX INVESTISSEMENTS ET ENGAGEMENTS DEPUIS 4 ANS

600

ENTREPRISES
QUÉBÉCOISES
EN PORTEFEUILLE

500

PME QUÉBÉCOISES
ACCOMPAGNÉES
DEPUIS 4 ANS

350

IMMEUBLES DÉTENUS
OU FINANCÉS
AU QUÉBEC

UNE PRÉSENCE DANS TOUTES LES RÉGIONS

Bécancour
Boucherville
Brossard
Châteauguay
Drummondville
Gaspé
Gatineau
Granby
Joliette
Kingsey Falls
L'Assomption
Laval
Les Cèdres
Lévis
Longueuil
Matane
Montmagny
Montréal
Mont-Tremblant
Québec
Repentigny
Rimouski
Rivière-du-Loup
Rouyn-Noranda
Saguenay
Sainte-Adèle
Sainte-Julie
Saint-Georges
Saint-Jean-sur-Richelieu
Shawinigan
Sherbrooke
Sorel
Thetford Mines
Trois-Rivières
Valcourt
Val-d'Or
Vaudreuil-Dorion
Victoriaville

INVESTISSEMENTS

.....

PARTENARIATS

.....

FORUMS D'ÉCHANGES

.....

PARTAGE D'EXPERTISE

.....

RÉSEAUX D'AFFAIRES

.....

MAILLAGE

.....

Exemples de villes où la Caisse a des investissements.

LA CAISSE AU QUÉBEC

UN ENGAGEMENT FERME ET UN IMPACT QUI VA AU-DELÀ DES INVESTISSEMENTS

La Caisse joue un rôle de premier plan au Québec, le marché qu'elle connaît le mieux. Ce rôle est étroitement lié à son mandat dont les deux volets vont de pair : procurer du rendement à ses clients, les déposants, tout en contribuant au développement économique du Québec.

Au cours des quatre dernières années, la Caisse a continué de bonifier son offre de financement et d'accompagnement aux entreprises québécoises, et ce, à toutes les étapes de leur croissance. En 2014, elle a mis l'accent sur les projets d'expansion d'entreprises québécoises au Canada et à l'international. Cela s'est traduit par des nouveaux investissements et engagements de 2,5 G\$ en 2014, pour un total de 11,1 G\$ sur quatre ans.

De plus, la Caisse a adopté une stratégie de mondialisation qui l'amènera, au cours des prochaines années, à déployer des équipes dans plusieurs régions du monde. Dans une première étape, elle a ouvert des bureaux à l'extérieur du Canada. Cela lui permettra d'approfondir sa présence mondiale et, par le fait même, de faciliter l'accès à ces marchés aux entreprises du Québec qui souhaitent se tailler une place sur les marchés mondiaux.

Les retombées des actions de la Caisse au Québec vont bien au-delà des chiffres puisqu'elle veut d'abord et avant tout jouer un rôle structurant et soutenu pour l'économie. Ainsi, par différentes initiatives, la Caisse favorise le développement des petites et moyennes entreprises, renforce la culture entrepreneuriale québécoise et permet la mise en œuvre de projets ayant un impact réel au Québec. Le programme *Innovover. Agir.*, le projet d'entente pour la mise en place d'un modèle visant la réalisation d'infrastructures publiques (sujet à l'approbation de l'Assemblée nationale du Québec) et l'investissement pour permettre à Manuvie de développer sa présence au Québec en sont des exemples.

UNE NOUVELLE PREMIÈRE VICE-PRÉSIDENTE POUR LE QUÉBEC

En 2014, la Caisse a franchi une nouvelle étape dans le déploiement de sa stratégie au Québec en créant une équipe dédiée, sous la direction d'un premier vice-président, Québec.

Cette équipe a le double mandat de gérer le portefeuille d'investissements privés au Québec, et plus largement, d'assurer un rôle de leadership pour coordonner et planifier de façon intégrée et transversale l'ensemble des activités de la Caisse au Québec.

Ainsi, la Caisse compte renforcer son action auprès des entreprises afin d'accroître son impact réel au Québec. Pour réaliser cet objectif, l'équipe déploiera une offre de services à valeur ajoutée qui mettra à profit l'expertise et l'agilité de la Caisse, ainsi que ses avantages comparatifs :

- > connaissance approfondie du Québec;
- > masse critique;
- > rôle d'investisseur de long terme;
- > envergure internationale.

ACTIF TOTAL DE LA CAISSE AU QUÉBEC

Au 31 décembre 2014, l'actif total de la Caisse au Québec a atteint 60,0 G\$, en hausse de 23,5 G\$ depuis la fin de 2010. Près de 60 % de cet actif, soit 35,0 G\$, est investi dans le secteur privé.

TABLEAU 26

ACTIF TOTAL DE LA CAISSE AU QUÉBEC PAR TYPE DE PLACEMENT

(au 31 décembre – en milliards de dollars)

	2014	2013
Obligations	34,0	30,1
Immobilier	10,1	10,4
Marchés boursiers	8,3	7,0
Groupe Placements privés	7,6	6,3
Total	60,0	53,8
Secteur privé	35,0	32,5
Secteur public	25,0	21,3
Total	60,0	53,8

Réalisations de la Caisse au Québec

PARTENAIRE DE LONG TERME DES ENTREPRISES QUÉBÉCOISES

La Caisse accompagne les entreprises québécoises de plusieurs façons. Quel que soit leur taille ou leur stade de développement, elle leur offre non seulement du financement, mais aussi des services à valeur ajoutée, dont un accès à ses réseaux d'affaires au Québec et à l'international, ainsi qu'à de l'expertise financière et opérationnelle de haut niveau.

APPUYER LES MOYENNES ET LES GRANDES ENTREPRISES

La Caisse possède toutes les ressources et l'expertise nécessaires pour appuyer les moyennes et les grandes entreprises dans leurs projets de croissance. Son appui se traduit par des placements privés, des investissements sur les marchés boursiers et du financement. Son approche consiste à développer avec elles des partenariats à long terme afin d'avoir un impact concret sur leur croissance.

Au fil des ans, elle a participé à la réalisation de nombreux projets d'acquisition, de modernisation, de transfert de propriété et de recherche et développement. En 2014, par exemple, les entreprises WSP, KDC, Agropur coopérative et Hôtels Alt ont réalisé leurs projets d'affaires avec l'appui de la Caisse.

TABLEAU 27

ACTIF ET ENGAGEMENTS DU GROUPE PLACEMENTS PRIVÉS AU QUÉBEC (au 31 décembre – en millions de dollars)

	2014			2013		
	Actif	Engagements non déboursés	Actif et engagements non déboursés	Actif	Engagements non déboursés	Actif et engagements non déboursés
Capital de risque	97	322	419	89	306	395
Petites et moyennes entreprises	780	595	1 375	729	387	1 116
Grandes entreprises	6 736	303	7 039	5 506	370	5 876
Total	7 613	1 220	8 833	6 324	1 063	7 387

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN 2014

En placements privés, les nouveaux investissements et engagements de la Caisse au Québec ont totalisé 985 M\$ en 2014. L'actif total se chiffre à 7,6 G\$ (voir le tableau 27, p. 62). Les 10 principaux placements privés au Québec sont répertoriés au tableau 28. Quelques transactions conclues au cours de l'année sont présentées à la page 66.

Au 31 décembre 2014, l'actif total investi en titres boursiers québécois s'élevait à 8,3 G\$, en hausse de 1,3 G\$ par rapport à l'exercice précédent. Le tableau 29 présente les 10 principales positions dans cette catégorie.

Par ailleurs, le poids des titres québécois a continué d'augmenter et a atteint 34 % du portefeuille d'actions canadiennes de la Caisse. Cette pondération, largement supérieure à celle de l'indice S&P/TSX – qui ne comprenait

que 17 % de titres d'entreprises québécoises, a eu une incidence positive sur le rendement. L'indice Morningstar Québec Banque Nationale, qui mesure la performance boursière des sociétés québécoises, a terminé l'année 2014 avec un rendement de 22,6 %, alors que celui de l'indice S&P/TSX s'est établi à 10,6 % sur la même période.

L'offre de la Caisse comprend également l'octroi de prêts – en plus des activités de financement d'Otéra Capital – et l'achat d'obligations de sociétés québécoises. En 2014, les nouveaux investissements et engagements conclus à ce chapitre se sont chiffrés à 470 M\$. Quelques exemples sont présentés à la page 66.

TABLEAU 28

DIX PRINCIPAUX PLACEMENTS AU QUÉBEC – GROUPE PLACEMENTS PRIVÉS (au 31 décembre 2014)

BRP (Bombardier produits récréatifs)
Camoplast Solideal
Groupe CGI
Groupe SNC-Lavalin
Groupe WSP Global
Industrielle Alliance, Assurance et services financiers Québecor
Québecor Média
TAD Canco (Kruger)
Trencap (Gaz Métro)

TABLEAU 29

DIX PRINCIPALES POSITIONS AU QUÉBEC – MARCHÉS BOURSIERS (au 31 décembre 2014)

Alimentation Couche-Tard
Banque Nationale du Canada
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada
Dollarama
Groupe CGI
Groupe SNC-Lavalin
Industrielle Alliance, Assurance et services financiers
Les Vêtements de Sport Gildan
Power Corporation du Canada
Valeant Pharmaceuticals International

Réalisations de la Caisse au Québec

DYNAMISER LA CROISSANCE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Les PME québécoises contribuent à la santé de l'économie, et ce, dans toutes les régions du Québec. Chaque année, la Caisse pose des gestes concrets, seule ou en partenariat avec d'autres acteurs clés, pour participer à leur développement et à leur croissance. Depuis quatre ans, plus de 500 PME ont ainsi pu compter sur son appui pour mener à bien leurs projets.

ENTREPRISES DE PETITE CAPITALISATION

La Caisse investit dans des sociétés québécoises cotées en Bourse dont la capitalisation boursière est inférieure à 400 M\$. Cette initiative, à hauteur de 200 M\$, permet de stimuler le marché des actions au Québec et de favoriser l'essor de ces entreprises. Quelques exemples de transactions conclues en 2014 sont présentés à la page 67.

FONDS CAPITAL CROISSANCE PME

Le fonds Capital croissance PME est né en 2010, grâce à un partenariat avec le Mouvement Desjardins. Il offre des capitaux et de l'accompagnement stratégique à des PME québécoises pour la réalisation de projets d'expansion, de recherche et développement, d'acquisition d'entreprises et d'optimisation de la productivité. La participation de la Caisse dans ce fonds lui permet de rejoindre des entreprises de toutes les régions du Québec.

Depuis sa création, Capital Croissance PME a autorisé des investissements totalisant 260 M\$ dans 250 entreprises. En 2014, les engagements se sont élevés à 74 M\$ et ont visé 65 PME. Quelques exemples sont présentés à la page 67.

CAPITAL DE RISQUE

La Caisse participe au dynamisme du secteur du capital de risque par l'entremise de fonds bien établis. Elle vise à permettre à de nouvelles entreprises de traverser avec succès les premiers stades de leur développement. En 2014, elle a ainsi conclu de nouveaux engagements :

- 25 M\$ dans la recapitalisation du fonds Anges Québec Capital, qui finance le démarrage d'entreprises d'innovation sur l'ensemble du territoire québécois;
- 80 M\$ dans Nocavap Industries IV, un nouveau fonds qui vise à investir dans des sociétés des secteurs industriel et manufacturier, ainsi que dans celles reliées aux services, à la distribution et aux plateformes de vente au détail.

La Caisse joue également un rôle de catalyseur dans le secteur du capital de risque. En 2014, elle a continué d'attirer de nouveaux capitaux de risque au Québec en s'engageant à investir 75 M\$ dans Callisto Capital Fund IV, un fonds de placements privés ontarien qui souhaite réaliser des investissements au Québec. Callisto Capital investit dans des entreprises de secteurs divers, dont les soins de santé, le commerce de détail et les services d'affaires.

La Caisse appuie aussi de façon continue Teralys Capital depuis sa création en 2009. Teralys développe et soutient des fonds de capital de risque spécialisés dans les secteurs des technologies de l'information, des sciences de la vie et des technologies vertes. Au cours de 2014, Teralys a lancé un nouveau fonds, Teralys Capital Fonds d'Innovation, en plus d'avoir conclu, par l'entremise de ses divers fonds, des investissements totalisant 44 M\$ dans 27 entreprises québécoises.

DES CAPITAUX ET DE L'EXPERTISE POUR DES SECTEURS PORTEURS

Certains secteurs de l'activité économique présentent des occasions de croissance et jouent un rôle particulier dans l'économie du Québec. C'est le cas, par exemple, des secteurs manufacturier et des ressources naturelles. Pour répondre aux besoins des entreprises de ces secteurs, la Caisse a mis en place une offre à valeur ajoutée, en créant des fonds qui proposent à la fois des capitaux et de l'expertise.

Fonds Manufacturier Québécois

La Caisse est engagée à hauteur de 200 M\$ dans le Fonds Manufacturier Québécois (FMQ) qui, depuis 2006, appuie l'expansion des entreprises manufacturières du Québec. Le soutien du FMQ va au-delà d'une contribution financière puisque ses gestionnaires travaillent de concert avec les dirigeants des entreprises dans lesquelles le fonds investit.

En 2014, par exemple, cette collaboration étroite a mené à l'ouverture d'une deuxième usine au Mexique pour Ressorts Liberté, une entreprise de Montmagny qui fabrique des ressorts de précision pour l'industrie de l'automobile et des produits récréatifs. Né en 2012, ce partenariat visait d'abord à accompagner l'entreprise tandis qu'elle agrandissait son usine et mettait en place une relève à la direction. Au fil des ans, l'expertise du FMQ a été mise à contribution pour appuyer Ressorts Liberté dans l'analyse de plusieurs autres projets visant notamment son expansion. Aujourd'hui, cette entreprise québécoise est en excellente position pour tirer profit de la croissance de certains marchés et du regain de l'industrie automobile.

Sodémex

Les fonds Sodémex Exploration et Sodémex Développement, dotés respectivement de 75 M\$ et 250 M\$, aident à couvrir les besoins des sociétés québécoises du secteur des ressources naturelles à toutes les étapes de leur croissance. La Caisse détient la totalité du fonds Sodémex Exploration depuis 1997 et a lancé Sodémex Développement en 2013.

Au 31 décembre 2014, les deux fonds Sodémex détenaient des participations dans une soixantaine d'entreprises québécoises du secteur des ressources naturelles.

Réalisations de la Caisse au Québec

QUELQUES INVESTISSEMENTS DE 2014

De nombreux investissements ont été réalisés au cours de l'année, dans des entreprises de toutes tailles, à différentes étapes de leur croissance. En voici quelques-uns.

MOYENNES ET GRANDES ENTREPRISES

GROUPE CREVIER

Distribution de carburant

Montréal

- > Investissement de 10 M\$
- > Pour le transfert de la propriété aux nouveaux dirigeants

TORNATECH

Conception et fabrication de contrôleurs de pompes à incendie

Montréal

- > Investissement de 12 M\$
- > Pour le transfert partiel de la propriété à la relève

ENGLLOBE

Services environnementaux intégrés

Québec

- > Investissement de 40 M\$
- > Pour un projet de consolidation

AGROPUR COOPÉRATIVE

Agroalimentaire

Longueuil

- > Financement de 150 M\$
- > Contribution au financement d'acquisitions aux États-Unis et au Canada

KDC

Fabrication de produits de santé et de beauté

Knowlton

- > Engagement de 78 M\$
- > Pour des acquisitions en Amérique du Nord

BFL CANADA (FIRST LION)

Assurances

Montréal

- > Entente de financement de 8 M\$
- > Pour un projet de croissance au Canada

FINLOC 2000

Financement d'équipements roulants

Saint-Georges

- > Engagement de 8 M\$
- > Poursuite de l'expansion

TAFISA CANADA

Fabrication de panneaux de particules bruts et de panneaux décoratifs destinés au mobilier et à la décoration intérieure

Lac-Mégantic

- > Investissement de 19,5 M\$
- > Pour appuyer la croissance

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

OPSENS

Fabrication et commercialisation de produits médicaux et industriels à base optique

Québec

- > Achat d'actions d'une valeur de 1,6 M\$
- > Pour contribuer à l'essor de l'entreprise

LUMENPULSE

Conception et fabrication d'éclairage DEL

Montréal

- > Achat d'actions d'une valeur de 5 M\$
- > Premier appel public à l'épargne

TECHNOFLEX

Fabrication de produits à partir de pneus recyclés

Bois-des-Filion

- > Investissement de 2 M\$
- > Pour un refinancement et des immobilisations

SIPROMAC

Fabrication d'emballage alimentaire

Saint-Germain-de-Grantham

- > Investissement de 900 000 \$
- > Pour une acquisition et un refinancement

SHERLIC

Fabrication de douches et de baignoires à remous et thérapeutiques en acrylique

Sherbrooke

- > Investissement de 700 000 \$
- > Pour le transfert de propriété

AUTOBUS MAHEUX

Transport scolaire, urbain et interurbain par autobus

Rouyn-Noranda

- > Investissement de 2,7 M\$
- > Pour un refinancement et une croissance par acquisition

NAUTIC & ART

Fabrication d'embarcations professionnelles et de sauvetage

Windsor

- > Investissement de 850 000 \$
- > Pour la croissance et un refinancement

ATTRACTION MÉDIA

Production dans les secteurs du cinéma, de la télévision, de la publicité et de l'événementiel

Montréal

- > Investissement de 3 M\$
- > Pour une croissance par acquisition et un refinancement

INNOTEX

Conception et fabrication de vêtements de protection pour les pompiers

Richmond

- > Investissement de 750 000 \$
- > Pour la croissance

DISTRIBUTION FROMAGERIE BOIVIN

Distribution de fromage cheddar

Saguenay

- > Investissement de 1 M\$
- > Pour la croissance

Exemples d'investissements réalisés par l'entremise du fonds CCPME (sauf Opsens et Lumenpulse).

Réalisations de la Caisse
au Québec

FAVORISER L'EXPANSION DANS DE NOUVEAUX MARCHÉS

En tant qu'investisseur d'envergure internationale, la Caisse joue un rôle de premier plan pour accompagner les entreprises québécoises qui souhaitent se tailler une place dans de nouveaux marchés. En 2014, la Caisse a mené plusieurs transactions pour que des sociétés québécoises puissent prendre de l'expansion à l'extérieur du Québec.

● WSP GLOBAL

WSP Global, un chef de file mondial de l'ingénierie, est née à la suite de l'acquisition de WSP par GENIVAR, une entreprise québécoise dont l'origine remonte à 1959, à Québec. Elle a conclu son premier partenariat avec la Caisse en 2011.

INVESTISSEMENTS DE LA CAISSE

2011 : 80 M\$

Pour l'expansion des activités au Canada et mise en place d'un plan de croissance à l'international

2012 : 98 M\$

Pour l'acquisition de WSP Group (société londonienne active dans plus de 30 pays)

2014 : 40 M\$ ET 200 M\$

Pour les acquisitions de Focus (société albertaine) et de Parsons Brinckerhoff Group (société new-yorkaise qui compte 170 bureaux dans le monde)

EXPANSION DEPUIS 2011

DE 5 000 À 32 000 EMPLOYÉS

Acquisition de sociétés mondiales établies à **Londres** et **New York**

Acquisition d'une société canadienne établie à **Calgary**

Autres acquisitions de plus petites tailles dans le monde

● HÔTELS ALT

Les Hôtels Alt sont détenus et exploités par le Groupe Germain, une entreprise familiale de Québec qui a ouvert son premier hôtel en 1988. La Caisse est partenaire de l'entreprise depuis 1998.

INVESTISSEMENTS DE LA CAISSE

2011 : 10 M\$

Pour l'expansion dans de nouveaux marchés au Canada

2014 : 15 M\$

Pour la poursuite de l'expansion canadienne

EXPANSION DEPUIS 2011

DE 110 À 250 EMPLOYÉS

Nouveaux hôtels Alt :

Toronto (2012), **Halifax** (2013), **Montréal** (2014)

Constructions en cours :

Winnipeg (2015), **Ottawa** (2016), **Calgary** (2017)

● LEMAY

Cabinet d'architectes fondé en 1957, Lemay est un chef de file canadien des services intégrés de conception de l'environnement bâti, maintes fois primé. La Caisse est partenaire de l'entreprise depuis 2014.

FINANCEMENT DE LA CAISSE

2014 : 6 M\$

Pour l'acquisition de trois cabinets d'architectes québécois et d'une participation dans un cabinet en Chine

EXPANSION EN 2014

DE 160 À 500 EMPLOYÉS

Bureaux à **Shanghai** et à **Beijing**

Réalisations de la Caisse
au Québec

INNOVER. AGIR. **PASSER À L'ACTION POUR STIMULER L'ENTREPRENEURIAT AU QUÉBEC**

Le dynamisme de l'écosystème entrepreneurial est au cœur des priorités de la Caisse. Son objectif est de valoriser le rôle des entrepreneurs au sein de la société et de favoriser l'émergence d'une nouvelle génération d'entrepreneurs qui feront le succès des entreprises de demain. Elle vise aussi à stimuler la croissance et l'expansion internationale des petites et moyennes entreprises d'ici. En 2014, la Caisse a ainsi lancé *Innovover. Agir.*, une initiative unique qui se déploiera en trois volets au cours des prochaines années.

2014 : STIMULER LA CULTURE ENTREPRENEURIALE

Pour ce premier volet d'*Innovover. Agir.*, la Caisse a réuni une quarantaine d'acteurs clés du milieu des affaires de différentes régions, dont une trentaine d'entrepreneurs. L'objectif de ces rencontres consistait à déterminer et à prioriser des actions concrètes pour stimuler et renforcer la culture entrepreneuriale au Québec. Ces exercices de réflexion et d'analyse ont mené à la définition d'une dizaine de projets articulés autour de trois grands axes, soit sensibiliser, valoriser et accélérer. Certaines actions ont été ciblées et seront déployées en priorité, dont :

- > une campagne de valorisation et de sensibilisation à l'entrepreneuriat auprès des jeunes, notamment au sein des milieux scolaires;
- > la création du Cercle des grands entrepreneurs du Québec pour mieux valoriser le métier;
- > un programme pour favoriser la participation de nouveaux entrepreneurs aux conseils d'administration de moyennes et grandes entreprises.

2015 ET 2016 : DEUX VOLETS AXÉS SUR LA CROISSANCE INTERNATIONALE ET LE TRANSFERT D'ENTREPRISE

À compter de 2015, deux autres volets d'*Innovover. Agir.* seront lancés :

- > la croissance des petites et moyennes entreprises tant au Québec qu'à l'international;
- > le transfert de la propriété et la relève d'entreprises.

UNE MISE EN ŒUVRE STRUCTURANTE

La mise en œuvre des actions d'*Innovover. Agir.* prendra forme de manière structurée et cohérente, de concert avec les acteurs clés de l'entrepreneuriat. Différents partenaires seront d'ailleurs mobilisés afin d'en optimiser le déploiement.

La Caisse a aussi continué d'appuyer des initiatives et des organismes qui font la promotion de l'entrepreneuriat ou qui facilitent l'émergence de nouveaux entrepreneurs.

PRÊT À ENTREPRENDRE

La Caisse est un partenaire fondateur de Prêt à entreprendre, avec le ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations, le Mouvement Desjardins et Capital régional et coopératif Desjardins, la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ), la Fondation de l'entrepreneurship et Québecor. Ce programme vise à stimuler la relève entrepreneuriale. En 2014, 57 entrepreneurs ont reçu l'appui de Prêt à entreprendre. Ils ont ainsi bénéficié de mentorat, de conseils techniques d'experts et de financement. Depuis sa création en 2012, le programme a appuyé 109 entrepreneurs qui exploitent 72 entreprises. Le montant total des prêts octroyés a atteint 2,1 M\$.

FEMMES ENTREPRENEURES

Par l'entremise du fonds Capital croissance PME, un appui a été offert à Femmessor, un regroupement d'organismes régionaux créé en 2012 qui appuie les projets de démarrage et de croissance de femmes entrepreneures. Ainsi, pour chaque dollar investi par Femmessor, Capital croissance PME quintuplera le montant, jusqu'à un investissement maximal de 5 M\$.

La Caisse est également partenaire du Réseau des femmes d'affaires du Québec, notamment dans le cadre du programme Développement économique féminin. Cet organisme identifie, accompagne et fait la promotion du leadership des femmes au sein des milieux d'affaires, social, politique et économique depuis plus de 30 ans.

Enfin, la Caisse appuie l'Association des femmes entrepreneures de Québec, dont la mission consiste à promouvoir, développer et soutenir l'entrepreneuriat féminin comme levier de développement économique durable de la grande région de Québec.

PARTENARIATS AVEC DES ACTEURS CLÉS

La Caisse s'associe à plusieurs organismes et regroupements qui ont pour mission d'accompagner et d'outiller les entreprises québécoises afin qu'elles deviennent des chefs de file dans leur domaine. Parmi ceux-ci, on retrouve :

- **l'École d'Entrepreneurship de Beauce**, une école pour renforcer le leadership des chefs d'entreprises;
- **le Groupement des chefs d'entreprise du Québec**, qui accompagne les chefs de PME québécoises dans leur progression;
- **Réseau Capital**, qui a pour mission de contribuer au développement et au bon fonctionnement de l'industrie du capital d'investissement.

La Caisse s'implique aussi dans des organismes qui favorisent l'expansion internationale des entreprises québécoises, dont :

- **le Réseau QG100**, un regroupement de chefs d'entreprises qui appuie l'émergence de chefs de file mondiaux dans leurs domaines et contribue à la pérennité de leurs positions face à la compétition internationale;
- **Passeport PME**, un programme de formation et d'accompagnement pour les PME avec un fort potentiel pour l'expansion à l'international. Il est le fruit d'un partenariat entre la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, Québec International, la Caisse, la Banque Nationale, le ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations et son unité Export Québec.

Réalisations de la Caisse au Québec

UN CHEF DE FILE DE L'IMMOBILIER AU QUÉBEC

Les investissements en immobilier génèrent des retombées importantes pour l'économie des villes et du Québec dans son ensemble. Par l'entremise de ses deux filiales, Ivanhoé Cambridge et Otéra Capital, la Caisse est un chef de file de ce secteur névralgique.

Au 31 décembre 2014, l'actif total de la Caisse au Québec en immobilier s'élevait à 10,1 G\$, tel que détaillé au tableau 30. Les nouveaux investissements et financements sur quatre ans se sont chiffrés à 3,7 G\$. Les 10 principaux placements en immobilier au Québec sont présentés au tableau 31, à la page 73.

IVANHOÉ CAMBRIDGE

Société immobilière de calibre mondial, Ivanhoé Cambridge est un propriétaire et gestionnaire immobilier d'importance au Québec. Au 31 décembre 2014, elle détenait 23 propriétés au Québec, pour une valeur de 6,1 G\$. Parmi celles-ci figurent neuf centres commerciaux et neuf immeubles de bureaux, dont plusieurs édifices phares du centre-ville de Montréal et des centres commerciaux de grande qualité à Montréal, à Québec et à Sherbrooke.

Au cours de l'année, Ivanhoé Cambridge a réalisé des transactions totalisant plus de 1,7 G\$ au Québec. Elle a notamment pris une participation de 250 M\$ dans Cominar, devenant ainsi le plus important détenteur de parts de ce fonds de placement immobilier qui occupe le troisième rang au Canada. Cet investissement de 1,2 G\$ s'est inscrit dans une transaction de vente de 13 immeubles au Québec visant notamment à recentrer le portefeuille commercial vers des centres commerciaux super-régionaux.

Ivanhoé Cambridge a aussi annoncé un nouveau projet dans le cadre de son plan pour le centre-ville de Montréal. Grâce à une entente de développement conjoint avec Manuvie, elle a entrepris la construction de la Maison Manuvie, un immeuble de 27 étages au cœur de la ville. Une fois l'immeuble construit, Manuvie occupera plus de la moitié du prestigieux gratte-ciel, en vertu d'un bail signé en 2014.

Ivanhoé Cambridge a également annoncé un investissement initial de plus de 50 M\$ dans le Quartier QB à Québec, un projet d'ensemble résidentiel qui comprendra aussi une portion commerciale. La construction de la phase 1 a débuté à l'été 2014. À terme, le projet comprendra plus de 400 appartements en location et près de 200 appartements en copropriété.

OTÉRA CAPITAL

Prêteur hypothécaire de premier plan au Canada, Otéra Capital est très active au Québec où elle gère un actif totalisant 4,0 G\$ au 31 décembre 2014. Les quelque 300 financements de son portefeuille québécois visent des immeubles commerciaux répartis à travers le Québec. Au cours de l'année 2014, la société a consenti une quarantaine de nouveaux prêts, pour un total de plus de 550 M\$.

TABLEAU 30

ACTIF ET ENGAGEMENTS EN IMMOBILIER AU QUÉBEC (au 31 décembre – en millions de dollars)

	2014			2013		
	Actif	Engagements non déboursés	Actif et engagements non déboursés	Actif	Engagements non déboursés	Actif et engagements non déboursés
Centres commerciaux	3 499	53	3 552	4 438	19	4 457
Bureaux	4 276	185	4 461	4 216	456	4 672
Autres	2 275	164	2 439	1 731	263	1 994
Total	10 050	402	10 452	10 385	738	11 123

UN RÔLE CLÉ DANS LE FINANCEMENT PUBLIC ET PRIVÉ

La Caisse est l'un des plus grands acheteurs de titres obligataires québécois, qu'il s'agisse d'obligations du gouvernement du Québec, de sociétés d'État, de municipalités, de sociétés paragonnementales ou d'entreprises privées. Elle offre également des prêts pour financer la croissance de nombreuses entreprises québécoises.

Par ses activités soutenues sur le marché obligataire québécois, la Caisse contribue à accroître les ressources disponibles pour les organismes publics et les entreprises privées du Québec, ainsi qu'à stimuler la liquidité de leurs titres. Ce faisant, ceux-ci ont un meilleur accès au financement et peuvent générer de l'activité économique.

Partenaire de longue date de nombreuses entreprises privées québécoises, la Caisse est également un acteur important du marché du financement. Au fil des ans, elle a ainsi appuyé de nombreux projets qui ont permis à des sociétés québécoises de croître sur les marchés locaux et internationaux.

Au 31 décembre 2014, l'actif total de la Caisse en titres obligataires des secteurs public et privé québécois a atteint 34,0 G\$. Cela représente une hausse de 3,9 G\$ par rapport à la fin de 2013. Le tableau 32 présente le détail de l'actif de la Caisse au Québec dans ce domaine.

TABLEAU 31

DIX PRINCIPAUX PLACEMENTS AU QUÉBEC – IMMOBILIER (au 31 décembre 2014)

Carrefour de l'Estrie, Sherbrooke
Centre CDP Capital, Montréal
Centre Eaton de Montréal, Montréal
Fairview Pointe-Claire, Pointe-Claire
Fonds de placement immobilier Cominar, Québec
Galleries d'Anjou, Montréal
Laurier Québec, Québec
Le 1000 De La Gauchetière, Montréal
Place Ste-Foy, Québec
Place Ville Marie, Montréal

TABLEAU 32

ACTIF AU QUÉBEC – OBLIGATIONS (au 31 décembre – en milliards de dollars)

	2014	2013
Secteur public québécois		
Gouvernement du Québec	17,8	14,1
Hydro-Québec	4,4	4,0
Autres sociétés d'État	1,8	2,1
Municipalités et sociétés paragonnementales	1,0	1,1
Sous-total	25,0	21,3
Secteur privé : titres de sociétés	9,0	8,8
Total	34,0	30,1

Réalisations de la Caisse au Québec

UN ACTEUR CLÉ DE L'INDUSTRIE FINANCIÈRE QUÉBÉCOISE

Par la nature même de ses activités, la Caisse joue un rôle d'importance dans l'industrie financière québécoise. Elle accorde d'ailleurs une attention particulière à la relève dans ce secteur en misant sur le développement d'un bassin d'experts qualifiés.

Au fil des ans, la Caisse a noué des partenariats avec les plus grandes universités québécoises afin de répondre aux besoins particuliers du secteur financier. Ces collaborations se traduisent par le soutien de chaires de recherche ou par la création de programmes de formation. En voici quelques exemples :

- Chaire Caisse de dépôt et placement du Québec de gestion de portefeuille – Université du Québec à Montréal (UQAM);
- Chaire de leadership en enseignement en gestion actuarielle des risques d'actifs – Caisse de dépôt et placement du Québec de l'Université Laval;
- Chaire en entrepreneuriat et innovation de l'Université Laval;
- Programme intensif de formation pour les dirigeants de PME en forte croissance qui visent l'internationalisation – HEC Montréal;
- Programme court de 2^e cycle en ingénierie financière de l'ÉTS (École de technologie supérieure) pour les détenteurs d'une formation technique;
- Recherche sur l'investissement responsable à l'Université de Sherbrooke;
- Recherche sur l'investissement responsable à l'Université Concordia;
- Contribution au Fonds Guynemer Giguère de la Fondation HEC Montréal;
- Programme d'agrément professionnel en placements durables de l'Université Concordia.

FINANCE MONTRÉAL

La Caisse joue un rôle très actif au sein de Finance Montréal, un organisme qui vise à renforcer le secteur financier québécois. Par exemple, elle a contribué à la mise sur pied de la Conférence internationale de Montréal sur la retraite, dont la deuxième édition s'est tenue en 2014. La Caisse a participé également à la mise en place d'un programme de stages structurés et encadrés pour les étudiants en finance. En 2014, la Caisse a embauché 16 stagiaires dans le cadre de ce programme visant à offrir une formation pratique qui répond aux besoins du marché.

CONTRIBUER AU DYNAMISME DE NOMBREUX SECTEURS

En tant qu'investisseur de calibre mondial, la Caisse utilise les services de nombreuses entreprises québécoises du secteur financier et de divers autres domaines. La majorité des opérations bancaires qu'elle effectue quotidiennement sont réalisées par des banques et des courtiers établis au Québec. Ses activités, ainsi que celles de ses filiales immobilières, nécessitent l'apport de près de 2 000 fournisseurs québécois. Au total, la Caisse a déboursé quelque 775 M\$ en 2014 au Québec. Au cours de l'année, le renouvellement de l'entente avec State Street et Desjardins a aussi mené à des économies appréciables pour la Caisse et à la création d'une centaine d'emplois.

Dans sa Politique en matière de contrats d'acquisition ou de location de biens et services, la Caisse vise à favoriser les fournisseurs québécois, pourvu qu'ils répondent aux critères de coût et de qualité recherchés.

ÉNONCÉ SUR LA CONTRIBUTION DE LA CAISSE AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC

La Caisse de dépôt et placement du Québec a pour mission de recevoir des sommes en dépôt, conformément à sa loi, et de les gérer en recherchant le rendement optimal du capital de ses déposants dans le respect de leur politique de placement tout en contribuant au développement économique du Québec.

Les questions de rendement et de développement économique vont de pair. La Caisse entend mettre toutes ses capacités au service du développement économique du Québec. Elle veut jouer un rôle de chef de file en investissant dans des entreprises performantes, susceptibles de générer des rendements avantageux pour ses déposants. Elle veut également soutenir la croissance d'entreprises prometteuses, au Québec comme à l'international. Elle veut jouer un rôle actif dans l'essor de l'entrepreneuriat et soutenir la relève en entreprise. De plus, elle veut contribuer au renforcement du Québec comme place financière.

Sa proximité avec l'environnement d'affaires et le marché québécois, sa connaissance approfondie de ceux-ci, sa perspective d'investisseur de long terme, sa masse critique, son envergure internationale et ses services à valeur ajoutée sont des avantages comparatifs qui permettent à la Caisse de renouveler son engagement envers l'économie québécoise et d'agir en ciblant trois grandes priorités.

CHERCHER ET SAISIR LES MEILLEURES OCCASIONS D'AFFAIRES ET D'INVESTISSEMENT

Investir des fonds dans une perspective de développement économique à long terme, tout en produisant un rendement qui permet à nos déposants de s'acquitter de leurs obligations.

- > Investir dans les PME québécoises afin de leur permettre d'augmenter leur capacité d'innover, de se démarquer et d'atteindre un haut niveau de productivité.
- > Réaliser des investissements rentables à long terme dans les domaines que nous connaissons bien.
- > Investir dans des projets qui sont rentables commercialement et qui sont structurants pour l'économie du Québec, tels que les grands projets d'infrastructures.

SERVIR DE PONT ENTRE LES ENTREPRISES QUÉBÉCOISES ET LES MARCHÉS MONDIAUX

Offrir notre expertise diversifiée, nos réseaux et nos investissements aux entreprises québécoises capables de saisir les occasions d'affaires au sein des marchés internationaux afin d'accroître leur présence et d'accélérer leur croissance.

- > Maximiser notre présence, nos réseaux et notre expertise dans tous les grands marchés.
- > Investir dans les entreprises québécoises et les accompagner afin qu'elles puissent mettre au point de nouveaux produits, accélérer leur croissance et renforcer leur expansion internationale.
- > Renforcer les partenariats stratégiques avec des investisseurs institutionnels actifs à l'échelle mondiale, tout en intégrant leur expertise financière à la nôtre.

STIMULER L'ENTREPRENEURIAT ET RENFORCER LE DYNAMISME DES ENTREPRISES

Favoriser la création, l'expansion et la relève des entreprises québécoises en renforçant le dynamisme des entreprises, et développer l'expertise financière au Québec.

- > Encourager l'émergence et la croissance d'entrepreneurs dans toutes les régions du Québec.
- > Favoriser la croissance des petites et moyennes entreprises québécoises pour augmenter leur masse critique.
- > Faciliter le transfert de la propriété des entreprises à la relève.

INVESTISSEMENT RESPONSABLE

Rapport sur l'investissement responsable

FAITS SAILLANTS

1

Au cours de 2014, la Caisse a voté sur 47 859 propositions dans le cadre de 4 679 assemblées d'actionnaires.

2

L'engagement actionnarial de la Caisse auprès des entreprises canadiennes s'est articulé autour de thèmes tels les programmes de rémunération, les enjeux environnementaux et sociaux, et la gouvernance.

3

La Caisse a organisé une conférence sur le thème de la recherche universitaire en investissement responsable au Québec, dans le cadre de la Conférence internationale des PRI (Principles for Responsible Investment) tenue à Montréal.

APPROCHE EN INVESTISSEMENT RESPONSABLE

Dans l'exercice de ses activités d'investissement, la Caisse est guidée par sa mission, par les politiques de placement de ses déposants, les politiques d'investissement de ses portefeuilles spécialisés, ainsi que par les défis de ses clients, notamment face aux éléments de risque et à l'investissement responsable.

La Caisse gère ses investissements de façon active ou encore de façon indicielle. Comme elle est un investisseur de long terme, ses investissements en gestion active sont généralement réalisés dans cette perspective. Ceci lui procure la flexibilité nécessaire pour favoriser des pratiques d'investissement responsable. La Caisse croit que les entreprises qui gèrent les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (facteurs ESG) de manière proactive et efficace sont plus susceptibles d'assurer leur pérennité et de créer davantage de valeur à long terme.

La décision d'investir dans un titre ou de l'exclure du portefeuille s'appuie sur l'analyse rigoureuse d'un ensemble d'éléments. Parmi ceux-ci, outre les critères financiers, figurent les critères ESG. Par ailleurs, il arrive que la Caisse réalise des investissements dans des secteurs qui peuvent être considérés comme controversés. Dans ces cas, la Caisse met en application l'approche définie dans sa Politique sur l'investissement responsable. Cette politique est disponible sur son site Web (www.lacaisse.com), sous l'onglet Investissements, dans la section Investissement responsable.

L'approche de la Caisse s'articule autour de trois volets : l'intégration des facteurs ESG dans le processus d'analyse des investissements en gestion active, l'engagement actionnarial et, exceptionnellement, l'exclusion de titres spécifiques (voir le tableau 33).

TABLEAU 33

APPROCHE DE LA CAISSE EN INVESTISSEMENT RESPONSABLE

VISION	La Caisse est un actionnaire responsable et agit dans un esprit fiduciaire en procurant un rendement à long terme ajusté au risque.
POLITIQUES	Politique sur l'investissement responsable Politique sur les principes régissant l'exercice du droit de vote dans les sociétés cotées en Bourse
APPROCHE	Intégration des facteurs ESG Engagement actionnarial Exclusion
ACTIVITÉS	<ul style="list-style-type: none"> • Exercice du droit de vote • Dialogue direct • Initiatives de collaboration • Dialogue avec les parties prenantes et l'industrie • Analyse du risque • Recherche • Examen de cas particuliers

RAPPORT 2014 SUR L'INVESTISSEMENT RESPONSABLE

Au cours de l'année 2014, plusieurs activités ont été menées dans les trois volets de la Politique sur l'investissement responsable de la Caisse. Voici un survol de ces activités.

1. INTÉGRATION DES FACTEURS ESG

L'intégration des facteurs ESG dans les différentes catégories d'actif a son importance puisque la Caisse est un investisseur de long terme qui privilégie la gestion active. Lorsqu'une décision de placement en gestion active est prise, ces facteurs sont examinés dans l'analyse globale de l'investissement. Le tableau 34 présente l'explication des facteurs ESG.

Actions concrètes prises par la Caisse en 2014 :

- Poursuite du projet de base de données pour l'analyse des programmes de rémunération des 100 plus grandes entreprises en termes de capitalisation boursière de l'indice S&P/TSX, permettant une comparaison entre eux.
- Élaboration de profil ESG pour chaque nouvel investissement projeté dans les sociétés cotées, tant en capital-actions qu'en titres de créance.
- Organisation d'une conférence axée sur la recherche universitaire, dans le cadre de la Conférence internationale des PRI (Principles for Responsible Investment) tenue à Montréal, du 22 au 24 septembre 2014. Cette conférence réunissait des professeurs de différentes universités qui ont partagé leur recherche ou leur projet de recherche.
- Participation, à titre de commanditaire, au concours organisé par l'IFD (Initiative pour la finance durable) sur les meilleurs rapports de développement durable produits par les sociétés.

TABLEAU 34

QU'EST-CE QUE LES FACTEURS ESG ?

Les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance sont pris en compte par la Caisse à des degrés qui peuvent varier en fonction de l'entreprise, du type d'industrie et du véhicule d'investissement choisi. L'examen de ces facteurs se fait lors de l'analyse préalable à une décision d'investissement et lors des rencontres avec les dirigeants d'entreprise lorsque des enjeux surviennent.



Facteurs Environnementaux

Il s'agit, par exemple, de l'impact des activités de l'entreprise sur le climat et les émissions de gaz à effet de serre, la pollution, la rareté des ressources et la remise en état des sites.



Facteurs Sociaux

Il s'agit, entre autres, des droits de la personne, du consentement des communautés locales, des conditions de travail et de la santé et sécurité.



Facteurs de Gouvernance

Il s'agit notamment de la rémunération des dirigeants, de l'élection et du mandat des administrateurs.

Rapport sur l'investissement responsable

2. ENGAGEMENT ACTIONNARIAL

L'engagement actionnarial de la Caisse prend différentes formes : intervention auprès des entreprises, seule ou en collaboration avec d'autres investisseurs, et exercice des votes aux assemblées d'actionnaires. Par ailleurs, la Caisse commente régulièrement les consultations faites par les autorités canadiennes de marché et les mesures législatives, tant sur des questions de gouvernance que sur les activités de placement.

Dans sa démarche d'investissement responsable, la Caisse intervient auprès des entreprises pour obtenir davantage d'information pour l'ensemble des actionnaires ou pour discuter d'enjeux particuliers et améliorer les façons de faire. Ces communications avec les entreprises se font généralement de façon privée. Par conséquent, à moins de circonstances exceptionnelles, la Caisse ne dévoile pas le nom des entreprises avec lesquelles elle a eu des communications.

Au cours de 2014, 76 actions d'engagement actionnarial ont été menées par la Caisse, dont la moitié avec des sociétés canadiennes. Dans la majorité des cas, les discussions ont porté sur les programmes de rémunération des dirigeants et la composition du conseil d'administration.

Thèmes d'engagement actionnarial auprès des entreprises canadiennes

Engagement actionnarial – Programmes de rémunération

Objectifs visés par ce thème :

La Caisse souhaite que la rémunération des dirigeants soit liée aux résultats des entreprises. En conséquence, elle examine les programmes de rémunération en fonction notamment du lien entre la rémunération et le rendement de l'entreprise.

Actions concrètes prises par la Caisse en 2014 :

- Participation à des rencontres organisées par la Coalition canadienne pour une bonne gouvernance avec des membres de conseils d'administration de certaines entreprises canadiennes.
- Rencontres avec des dirigeants et des membres de conseils d'administration concernant les programmes de rémunération, la comparaison de ces programmes avec ceux des pairs du même secteur, le vote consultatif et l'octroi de primes spéciales.
- Participation à des consultations menées par des experts en rémunération au sujet des bonnes pratiques.

Engagement actionnarial – Enjeux environnementaux et sociaux

Objectifs visés par ce thème :

Les enjeux environnementaux et sociaux sont importants puisqu'ils peuvent avoir des conséquences financières pour l'entreprise et ses actionnaires, ainsi que des répercussions sur la réputation de l'entreprise. Par ailleurs, ces enjeux soulèvent régulièrement des risques d'acceptabilité sociale de la part des parties prenantes, que ce soit les employés, les actionnaires, la population locale ou les organisations non gouvernementales (ONG).

Actions concrètes prises par la Caisse en 2014 :

- Plusieurs visites « de terrain » pour rencontrer différentes parties prenantes, constater et vérifier la situation de certains projets, faire le point sur les différentes activités d'exploitation et discuter d'enjeux précis. Des visites d'usines de textile ont notamment été effectuées au Myanmar et au Bangladesh afin de vérifier si des progrès avaient été apportés aux conditions de travail et de sécurité, à la suite d'événements tragiques survenus dans les récentes années. Une visite des installations d'une compagnie pétrolière multinationale, en Chine, a également été menée pour mieux comprendre la gestion de la fracture hydraulique.

- Rencontres et discussions avec des dirigeants de compagnies sur les risques environnementaux, les risques liés aux chaînes d’approvisionnement et ceux liés à l’utilisation et à la gestion de l’eau.
- Appui au *Carbon Disclosure Project* (CDP) qui envoie un questionnaire aux entreprises afin qu’elles divulguent des renseignements sur la gestion des changements climatiques et les émissions de gaz à effet de serre.
- Participation au *CDP Water Disclosure Project*. Cette initiative permet de constater l’importance de l’enjeu de l’eau et de l’aborder dans le cadre du dialogue avec les entreprises.
- Appui à plusieurs propositions d’actionnaires visant à obtenir davantage d’information sur les risques et les mesures prises par les entreprises relativement aux enjeux environnementaux.
- Appui à l’Initiative de transparence de l’industrie extractive (ITIE). Cet organisme lutte contre la corruption en invitant les pays plus à risque à se doter de mesures visant à renforcer la transparence de la divulgation liée aux revenus tirés des ressources naturelles.

Engagement actionnarial – Gouvernance

Objectifs visés par ce thème :

La Caisse examine attentivement les questions de gouvernance pour intervenir auprès des entreprises lorsque celles-ci n’ont pas adopté les meilleures pratiques, qu’il s’agisse de la composition du conseil d’administration et de ses comités, de sa diversité, de l’élection annuelle des administrateurs ou de la structure du capital-actions. Par ailleurs, elle vise à améliorer le système de vote par procuration au Canada.

Actions concrètes prises par la Caisse en 2014 :

- Participation au comité de politiques publiques de la Coalition canadienne pour une bonne gouvernance qui développe les positionnements publics de cet organisme.
- Participation d’un représentant de la Caisse au comité de gouvernance de l’Association canadienne des gestionnaires de caisses de retraite (PIAC) qui s’assure d’examiner les enjeux de gouvernance pertinents pour ces investisseurs.
- Transmission de commentaires à des autorités réglementaires lors des consultations suivantes : agences de conseil en vote, modification à la Loi canadienne sur les sociétés par actions, réglementation sur la représentation des femmes sur les conseils d’administration et la haute direction.
- Participation aux travaux des autorités réglementaires sur l’infrastructure du vote.
- Appui à l’initiative du Conseil canadien pour la diversité administrative.

Engagement actionnarial – Marchés en croissance

L’engagement actionnarial dans les marchés en croissance comporte des défis, notamment en raison de la situation géographique et des différences culturelles. C’est pourquoi la Caisse a confié un mandat à une firme spécialisée pour l’aider à réaliser des activités d’engagement actionnarial. Au cours de 2014, un dialogue a été établi avec plus de 67 entreprises situées dans les marchés en croissance. Bien que les enjeux environnementaux et sociaux aient été régulièrement abordés avec ces entreprises, ce sont les enjeux de gouvernance qui sont ressortis comme les plus importants, étant donné l’écart constaté avec les meilleures pratiques de gouvernance reconnues internationalement.

Rapport sur l'investissement responsable

Vote par procuration

L'exercice du vote aux assemblées d'actionnaires des entreprises détenues dans le portefeuille de la Caisse est une activité importante. Ce vote est exercé tant dans les entreprises détenues en gestion active que dans celles détenues en gestion indicielle.

L'exercice du vote est effectué par une équipe interne pour les assemblées d'actionnaires d'entreprises canadiennes et américaines. Pour les entreprises situées à l'extérieur de l'Amérique du Nord, l'exercice du vote est effectué en collaboration avec une firme externe selon les politiques de la Caisse et ses directives. Dans ce cas, la Caisse révisé les recommandations de vote de cette firme et elle intervient lorsqu'elle le juge nécessaire.

Autres activités d'engagement

La Caisse mène aussi d'autres activités d'engagement qui ont une portée plus large que celles reliées aux thèmes ou au dialogue avec les entreprises. Elle collabore sur des sujets d'investissement responsable avec plusieurs parties prenantes et souhaite, par ces activités, contribuer à l'évolution et à l'éducation sur l'investissement responsable.

Actions concrètes prises par la Caisse en 2014 :

- Participation à un groupe de signataires des PRI du Québec qui se réunit régulièrement afin d'échanger de façon informelle sur des enjeux d'investissement responsable ainsi que sur l'implantation des PRI dans les différentes organisations.
- Participation à plusieurs rencontres avec différentes parties prenantes, principalement des comités de retraite et des universités, qui veulent comprendre l'approche de la Caisse en matière d'investissement responsable.
- Participation à plusieurs discussions avec des pairs canadiens sur différents enjeux avec des sociétés émettrices. Ces discussions visaient principalement la gouvernance de certaines sociétés, les régimes de rémunération, les opérations dans les pays plus à risques et les enjeux soulevés concernant les conditions de travail.

3. EXCLUSION

L'exclusion de titres en portefeuille demeure une mesure exceptionnelle prise par la Caisse en fonction de certaines circonstances. Ainsi, elle pourrait, si des circonstances le justifiaient, exclure de son portefeuille des titres pour lesquels il y aurait contravention au droit local ou international. L'examen de ces questions est assuré par un comité interne composé de gestionnaires de différents secteurs, dont les secteurs d'investissement.

La Caisse exclut de son portefeuille les entreprises qui fabriquent des armes interdites par la Convention d'Ottawa sur les mines antipersonnel et par la Convention d'Oslo sur les armes à sous-munitions. Ces titres pourraient être réintégrés dans le portefeuille si les entreprises concernées cessent de fabriquer de telles armes.

COMITÉ SUR L'INVESTISSEMENT RESPONSABLE

Le comité sur l'investissement responsable a pour rôle d'examiner les grands thèmes liés à ce sujet, notamment pour cibler les thèmes d'engagement actionnarial et pour déterminer l'exclusion ou la réintégration de titres dans le portefeuille.

Pour plus d'information sur les actions de la Caisse en matière d'investissement responsable, visitez notre site Web à www.lacaisse.com.

Au cours de l'année 2014, la Caisse a voté sur 47 859 propositions dans le cadre de 4 679 assemblées d'actionnaires :

Canada : 153 assemblées
États-Unis : 709 assemblées
International : 3 817 assemblées

Sur l'ensemble des votes, 12,3 % ont été pris contre la direction des entreprises¹ :

Canada : 5,2 %
États-Unis : 9,1 %
International : 13,2 %

1. Les votes contre la direction ont touché notamment des programmes de rémunération ne correspondant pas aux critères de la Caisse et l'élection d'administrateurs à des conseils non composés d'une majorité de membres indépendants.

Rapport sur le développement durable

Le plan d'action de développement durable présenté dans cette section démontre l'importance que la Caisse accorde à la durabilité et à la pérennité de ses activités. Il reflète aussi son engagement envers la stratégie gouvernementale déployée depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur le développement durable. Depuis son adoption, plusieurs activités ont été réalisées. Elles visent l'empreinte écologique, la sensibilisation au développement durable, la mise en valeur du patrimoine culturel québécois et le partage des connaissances en développement durable avec ses pairs ainsi qu'avec ses clients, les déposants.

PLAN D'ACTION 2012-2015

Pour les années 2012 à mars 2015, le plan comporte 11 actions. L'état d'avancement de ces actions en 2014 est présenté dans cette section, qui en constitue la reddition de comptes formelle.

OBJECTIF

MIEUX FAIRE CONNAÎTRE LE CONCEPT ET LES PRINCIPES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

ACTION 1

Informier et former les employés de la Caisse sur le développement durable

- La formation interactive en ligne sur les principes de développement durable qui avait été déployée auprès de 200 employés de la Caisse en 2013 est maintenant offerte à tous les nouveaux employés de la Caisse. En 2014, 86 % d'entre eux ont suivi cette formation.
- Près de 40 articles portant sur différents sujets et activités de développement durable ont paru dans le journal interne des employés de la Caisse. Des affiches traitant de sujets environnementaux et sociaux, notamment des initiatives prises au Centre CDP Capital, ont été diffusées.
- Pour une troisième année consécutive, la Caisse a présenté une conférence sur un thème lié à l'investissement responsable. En septembre 2014, cette conférence portait sur la recherche académique au Québec sur l'intégration des éléments environnementaux, sociaux et de gouvernance dans les décisions d'investissement. Cette conférence a été présentée dans le cadre de la Conférence internationale des PRI (Principles for Responsible Investment) qui se tenait à Montréal. La Caisse a participé activement à divers volets de cette conférence : commandite, présence de conférenciers, appui à l'organisation d'événements en marge des présentations ainsi que par la présence de l'équipe d'investissement responsable tout au long de l'événement.

- Un comité de travail formé d'employés de divers secteurs a élaboré et mis en place, au cours des trois dernières années, des activités alignées sur certains objectifs de la Stratégie de développement durable du gouvernement. En 2014, ces activités ont principalement porté sur l'amélioration de l'environnement de travail afin de favoriser la productivité et la collaboration entre les employés.
- En 2014, Ivanhoé Cambridge a organisé une semaine de responsabilité sociale pendant laquelle plusieurs activités et conférences ont été offertes pour sensibiliser et informer les employés des actions mises de l'avant par Ivanhoé Cambridge en matière de responsabilité sociale.

OBJECTIF

DÉVELOPPER UNE CULTURE DE PRÉVENTION ET DES CONDITIONS FAVORABLES À LA SANTÉ, LA SÉCURITÉ ET L'ENVIRONNEMENT

ACTION 2

Poursuivre l'amélioration des conditions de travail pour favoriser la santé et la sécurité des employés

- En 2014, la Caisse a mis en place un pilier important dans le cadre de sa Stratégie santé globale de ses employés, soit la refonte du régime d'assurance collective.
- La mise en place des mesures afin de pouvoir localiser et rejoindre rapidement les employés qui sont en déplacement d'affaires s'est poursuivie. Les employés sont prévenus de tout événement pouvant survenir au cours d'un déplacement et de toute action à prendre s'il y a lieu. Une procédure plus spécifique a été élaborée pour les situations présentant un enjeu de sécurité plus important.

Rapport sur le développement durable

ACTION 3

Mettre en place des mesures pour favoriser le transport écologique des employés

- À la suite de l'étude sur la mobilité des employés réalisée en 2013, Ivanhoé Cambridge a déployé, en 2014, un plan d'action mettant en valeur les transports actifs, comme le transport en commun, le vélo et la marche. Une campagne de communication a également été mise de l'avant pour encourager les employés à faire du covoiturage et plusieurs espaces de stationnement ont été dédiés au covoiturage au Centre CDP Capital.

OBJECTIF

FAVORISER L'APPROVISIONNEMENT RESPONSABLE ET LA SAINÉ GESTION ENVIRONNEMENTALE

ACTION 4

Renforcer les pratiques et activités mises en œuvre pour consommer de façon responsable

- À la suite d'une revue de sa politique d'approvisionnement réalisée en 2013, la Caisse a poursuivi ses évaluations relativement au développement durable. Les nouvelles exigences ont été prises en compte dans l'ensemble des nouveaux contrats octroyés à la suite d'un appel d'offres.
- Conformément à cette politique, la Caisse a également poursuivi sa stratégie visant à favoriser les fournisseurs de biens et de services ayant une place d'affaires au Québec.

ACTION 5

Poursuivre la gestion environnementale

En 2014, Ivanhoé Cambridge a poursuivi la gestion environnementale de ses propriétés :

- Place Ville Marie et le Centre de commerce mondial de Montréal ont obtenu une certification LEED à la suite d'importants travaux de modernisation, rejoignant ainsi le Centre CDP Capital et Le 1000 De La Gauchetière.
- Un inventaire des émissions de gaz à effet de serre a été effectué dans les propriétés gérées au Canada.
- Toutes les propriétés au Québec sont certifiées BOMA BEST.

OBJECTIF

CONSERVER ET METTRE EN VALEUR LE PATRIMOINE DU QUÉBEC

ACTION 6

Poursuivre la mise en valeur du patrimoine culturel

- En 2014, une nouvelle section a été créée dans l'intranet afin de mieux faire connaître aux employés la collection d'œuvres d'art de la Caisse. Cette collection réunit des œuvres représentatives des meilleures pratiques de l'art contemporain au Québec, de 1965 à aujourd'hui.
- Six visites guidées de la collection ont été tenues pour les employés ainsi que pour des groupes externes, dont des étudiants.
- Une rencontre avec un collectionneur d'art a été organisée pour les employés dans les locaux de la Caisse.

ACTION 7

Poursuivre la mise en valeur du patrimoine architectural

- Ivanhoé Cambridge a établi un partenariat avec le Musée McCord pour l'implantation d'une application mobile mettant en valeur les immeubles en milieu urbain.
- Le partenariat établi entre Ivanhoé Cambridge et Héritage Montréal pour la sensibilisation et la mise en place d'activités pour appuyer la promotion du patrimoine architectural s'est poursuivi en 2014.

OBJECTIF

LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS SOCIALES

ACTION 8

Encourager les employés à soutenir des causes philanthropiques

- En 2014, le programme de promotion de l'action communautaire s'est poursuivi avec succès auprès des employés. Il comporte trois axes : valoriser l'engagement au sein d'organismes communautaires, s'engager avec Bénévoles d'affaires pour partager des expertises et compétences professionnelles, et soutenir des causes d'entreprise.
- Diverses activités de bénévolat ont eu lieu au cours de l'année, dont une collecte de vêtements d'hiver et de denrées alimentaires au profit de six organismes du quartier Ville-Marie. Une équipe de neuf employés de la

Caisse a donné de son temps à l'organisme La rue des Femmes en lui prêtant main forte pour le grand ménage du printemps.

- Treize jumelages pour siéger à des conseils d'administration ou à des comités de travail au sein d'un organisme communautaire ont été effectués en collaboration avec Bénévoles d'affaires. Vingt-deux employés sont inscrits au programme.
- À l'automne, environ 250 employés ont participé à l'activité Roulons pour la recherche sur le diabète juvénile, qui a permis d'amasser une somme de 130 000 \$ au profit de la Fondation pour la recherche sur le diabète juvénile.
- Ivanhoé Cambridge a réalisé une campagne de sensibilisation pour ses employés au sujet des quatre programmes mis en place pour les encourager à s'impliquer dans leur communauté, que ce soit par des dons ou par du bénévolat. Tous les programmes d'engagement des employés au sein de la communauté ont connu une augmentation du taux de participation par rapport à l'année précédente.
- La Caisse et Ivanhoé Cambridge ont également participé à la campagne annuelle de Centraide.

OBJECTIF

RÉPONDRE AUX CHANGEMENTS DÉMOGRAPHIQUES ET FAVORISER LA CONCILIATION ENTRE LE TRAVAIL ET LA VIE PERSONNELLE

ACTION 9

Optimiser l'environnement de travail

- En 2014, à la suite d'un projet pilote tenu en 2013, un cadre de gestion du télétravail a été déployé à l'ensemble des secteurs de la Caisse. Cette initiative vise à augmenter l'efficacité et la flexibilité au travail des employés et bénéficiera autant à la Caisse qu'à ses employés.

OBJECTIF

PARTICIPER AU DÉVELOPPEMENT DE LA RELÈVE FINANCIÈRE

ACTION 10

Développer la relève financière

- La collaboration entre la Caisse et Finance Montréal dans le développement de la relève financière au Québec s'est poursuivie.
- En 2014, seize stagiaires ont été embauchés à la Caisse dans le cadre du programme de stages.
- La Caisse participe à différents comités de l'Association des femmes en finance du Québec (AFFQ) qui souligne, entre autres, les prix « Relève » remis à trois étudiantes en finance.
- En septembre 2014 a eu lieu le lancement d'un concours pour une nouvelle bourse de recherche en investissement responsable, la Bourse IFD – PRI Québec, s'adressant aux étudiants à la maîtrise et au doctorat. La Caisse est l'un des partenaires principaux de cette nouvelle initiative.

ACTION 11

Promouvoir la visibilité et la représentativité des femmes dans le secteur de la finance

- La Caisse poursuit son partenariat avec l'Association des femmes en finance du Québec (AFFQ) pour le programme mentorat : 11 employé(e)s de la Caisse participent à titre de mentors ou mentorées aux cohortes 2014-2015.
- L'utilisation ciblée des réseaux professionnels des femmes à la Caisse est mise de l'avant lors de l'affichage des postes en finance.
- En 2014, une clause a été ajoutée dans les contrats de la Caisse avec les firmes de recrutement exigeant la présentation de candidatures féminines qualifiées.
- Un partenariat a été instauré avec l'Association des femmes entrepreneures de Québec (AFEQ) pour le soutien à l'entrepreneuriat féminin.
- Plusieurs activités de réseautage et de conférences ont été appuyées par la Caisse pour favoriser le développement des femmes en finance et en affaires.

RAPPORTS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE SES COMITÉS

Rapport du conseil d'administration

FAITS SAILLANTS

1

Accompagnement de la direction dans la démarche de planification stratégique des investissements et approbation des priorités de chaque groupe d'investissement pour la période 2015-2018.

2

Révision et approbation des changements dans la stratégie de gouvernance de la Caisse par l'adoption d'un processus décisionnel et de niveaux de responsabilité favorisant une plus grande efficacité dans l'exécution des stratégies.

3

Approbation du projet d'entente pour la mise en place d'un modèle visant la réalisation d'infrastructures publiques, sujet à l'approbation de l'Assemblée nationale du Québec.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

MANDAT

Le conseil d'administration a notamment pour mandat de s'assurer que la gestion de la Caisse est conforme aux dispositions de sa loi constitutive et de ses règlements, et que l'organisation prend les mesures nécessaires pour atteindre les objectifs fixés dans sa mission.

Pour une description complète du mandat du conseil d'administration, nous vous invitons à consulter la section Gouvernance du site Web de la Caisse (www.lacaisse.com).

COMPOSITION

Au 31 décembre 2014, le conseil comptait 12 membres sur un nombre maximal de 15. Au cours de l'année 2014, le gouvernement du Québec, après avoir consulté le conseil, a renouvelé le mandat de Mme Ouma Sananikone et de M. François R. Roy au poste d'administrateurs indépendants du conseil, et a nommé Mme Diane Lemieux, présidente-directrice générale de la Commission de la construction du Québec, comme membre non indépendant. Mme Louise Charette et M. Denys Jean ont quitté le conseil durant l'année.

RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS

La rémunération des administrateurs de la Caisse, autres que le président du conseil et le président et chef de la direction, est prévue par décret du gouvernement du Québec. Leur rémunération pour 2014 est présentée au tableau 36, à la page 89. Les administrateurs ont aussi droit au remboursement de leurs frais de voyage et de séjour.

RÉMUNÉRATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL

La rémunération annuelle du président du conseil d'administration est fixée par décret du gouvernement du Québec à 195 000 \$. Par ailleurs, le président du conseil a droit au remboursement des frais de représentation occasionnés par l'exercice de ses fonctions, jusqu'à concurrence de 15 000 \$ par année.

TABLEAU 35

**RELEVÉ DES PRÉSENCES DES ADMINISTRATEURS AUX RÉUNIONS
DU CONSEIL ET DES COMITÉS POUR L'EXERCICE 2014¹**

Membres	Conseil d'administration		Comité de vérification	Comité d'investissement et de gestion des risques		Comité des ressources humaines		Comité de gouvernance et d'éthique
	7 ord.	6 extra.		6 ord.	6 ord.	3 extra.	7 ord.	
Elisabetta Bigsby	7	1	–	6	1	7	1	–
Louise Charette	3/3	2/2	4/4	–	–	–	–	2/2
Patricia Curadeau-Grou	7	6	–	5	3	–	–	–
Michèle Desjardins	6	6	–	–	–	6	2	4
Rita Dionne-Marsolais	7	6	6	–	–	–	–	5
Gilles Godbout	7	6	6	6	3	–	–	–
Denys Jean	3	4	–	–	–	–	–	–
François Joly	7	6	6	6	3	7	2	–
Jean La Couture	7	6	–	6	3	–	–	–
François R. Roy	7	6	6	6	3	–	–	–
Michael Sabia	7	6	–	–	–	–	–	–
Ouma Sananikone	7	5	–	–	–	7	2	4
Robert Tessier	7	6	–	–	–	7	2	5

1. Les administrateurs justifient leurs absences aux réunions ordinaires d'un comité ou du conseil auprès du Secrétariat de la Caisse. Au cours de l'année 2014, des administrateurs n'ont pu assister à certaines réunions pour des raisons de santé ou encore en raison d'obligations liées à des engagements familiaux ou professionnels.

TABLEAU 36

**RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS INDÉPENDANTS
AU SENS DU DÉCRET¹**

(en dollars)

Administrateurs	Rémunération annuelle	Rémunération à titre de président d'un comité	Jetons de présence	Rémunération totale
Elisabetta Bigsby	18 021	5 631	18 177	41 829
Louise Charette	10 777	–	8 422	19 199
Patricia Curadeau-Grou	18 021	–	13 975	31 996
Michèle Desjardins	18 021	–	16 904	34 925
Rita Dionne-Marsolais	18 021	–	15 028	33 049
Gilles Godbout	18 021	–	12 969	30 990
François Joly ²	18 021	5 631	31 660	55 312
Jean La Couture	18 021	5 631	14 824	38 476
François R. Roy	18 021	–	19 884	37 905
Ouma Sananikone	18 021	5 631	17 328	40 980
Total				364 661

1. Conformément aux termes du Décret :

- La rémunération annuelle, la rémunération des présidents de comités et les jetons de présence ont été majorés de 2 % au 1^{er} avril 2014.
- Le jeton de présence pour une réunion extraordinaire de courte durée du conseil ou d'un comité, tenue par conférence téléphonique, est de la moitié du jeton de présence accordé pour une réunion ordinaire.
- Une réduction est appliquée à la rémunération des membres qui sont des retraités du secteur public.

2. Cet administrateur a reçu un jeton de présence pour sa participation à une réunion du comité d'audit des filiales immobilières de la Caisse.

Rapport du conseil d'administration

RAPPORT D'ACTIVITÉ

Orientations stratégiques

L'année 2014 a été l'occasion de pousser plus loin chacune des orientations stratégiques de la Caisse adoptées précédemment par le conseil. Ces orientations, qui visent notamment à obtenir moins de volatilité dans les rendements, sont axées entre autres sur l'augmentation de l'importance de la gestion en absolu, l'investissement dans des actifs dont la valeur est directement liée à l'économie réelle, l'investissement au Québec et l'augmentation de la présence de la Caisse dans les marchés en croissance. Ainsi, le conseil a :

- accompagné la direction tout au long de la démarche de planification stratégique des investissements et approuvé les priorités de chaque groupe d'investissement pour la période 2015-2018;
- revu et approuvé des changements dans la stratégie de gouvernance de la Caisse par l'adoption d'un processus décisionnel et de niveaux de responsabilité favorisant une plus grande efficacité dans l'exécution des stratégies;
- approuvé une nouvelle procédure de reddition de comptes permettant un suivi encore plus méthodique des résultats et des risques des stratégies d'investissement, à chacune des étapes de leur déploiement;
- accompagné la direction et approuvé le projet d'entente pour la mise en place d'un modèle visant la réalisation d'infrastructures publiques, sujet à l'approbation de l'Assemblée nationale du Québec;
- approuvé la nomination d'un premier vice-président, Placements privés et infrastructures, responsable de l'ensemble des investissements à l'extérieur du Québec dans ces catégories d'actif moins liquides;
- approuvé la nomination d'un premier vice-président, Québec, responsable de coordonner et de planifier de façon intégrée l'ensemble des activités de la Caisse au Québec;

- approuvé le développement d'une équipe consacrée aux marchés en croissance et l'ouverture de bureaux à l'international pour renforcer la présence mondiale de la Caisse;
- suivi le déploiement de la gestion en absolu pour les investissements sur les marchés boursiers.

Plan d'affaires

Le conseil a adopté le plan d'affaires de la Caisse et le budget annuel et a reçu régulièrement les rapports de la direction touchant leur évolution.

Résultats financiers, contrôle interne et systèmes de gestion

Avec le concours du comité de vérification, le conseil s'est acquitté de ses responsabilités à l'égard des résultats financiers et des contrôles internes. Il a notamment :

- examiné les états financiers trimestriels et approuvé les états financiers consolidés au 30 juin et au 31 décembre;
- évalué l'intégrité de l'ensemble des contrôles appliqués aux différentes données servant à l'établissement de ces états financiers et des notes afférentes;
- examiné les rendements des secteurs d'investissement et approuvé le communiqué portant sur les résultats financiers annuels et mi-annuels, ainsi que le rapport annuel;
- suivi les activités relatives à l'optimisation des ressources de la Caisse;
- approuvé la politique de trésorerie de la Caisse.

Voir le Rapport du comité de vérification, à la page 92, pour plus d'information sur les responsabilités dont se sont acquittés le comité et le conseil.

Investissement et gestion des risques

Le conseil, avec le concours du comité d'investissement et de gestion des risques, s'est assuré tout au long de 2014 de l'application d'un encadrement et d'un processus de gestion des risques efficaces et rigoureux. Ainsi, le conseil :

- s'est assuré de suivre et d'évaluer les travaux visant à adapter cet encadrement et ces processus de gestion des risques aux changements découlant des priorités stratégiques et a approuvé douze principes directeurs de la Caisse en matière de tolérance au risque;
- a approuvé les dossiers d'investissement qui relèvent de son autorité et recommandés par le comité, en tenant compte notamment de l'incidence de chacun sur le degré et la concentration du risque du portefeuille spécialisé concerné et du portefeuille global de la Caisse;
- a approuvé les modifications nécessaires aux politiques d'investissement de certains portefeuilles spécialisés ainsi qu'à la politique de gestion intégrée des risques recommandées par le comité.

Pour l'ensemble des activités conduites par le conseil et le comité d'investissement et de gestion des risques, voir le Rapport du comité d'investissement et de gestion des risques, à la page 113.

Gouvernance d'entreprise

Au cours de chaque réunion, chacun des comités a fait rapport de ses activités au conseil d'administration qui a pu examiner et se prononcer sur les recommandations qui lui ont été faites. Les membres des comités, tout comme les membres du conseil, se sont par ailleurs réunis régulièrement en l'absence des membres de la direction. Le conseil a, en outre, tenu des séances de discussions avec le président et chef de la direction en l'absence des autres membres de la direction.

Voir le Rapport du comité de gouvernance et d'éthique, à la page 95, pour plus d'information sur les responsabilités dont se sont acquittés le comité et le conseil en matière de gouvernance et d'éthique.

Supervision de la direction et gestion des ressources humaines

Le conseil, assisté du comité des ressources humaines, a adopté les objectifs détaillés du président et chef de la direction pour l'année 2014. Le conseil a aussi examiné la performance du président et chef de la direction en fonction des objectifs établis en début d'année.

De plus, le conseil a examiné l'évaluation faite par le président et chef de la direction de la performance des hauts dirigeants et examiné leurs plans de relève, ainsi que celui du président et chef de la direction. Il a approuvé les conditions salariales et le niveau de rémunération incitative à être versé aux membres de la haute direction. Il a également approuvé la nomination et la rémunération de MM. Beroutsos et Dubé à titre de premier vice-président.

Voir le Rapport du comité des ressources humaines, à la page 97, pour plus d'information sur les responsabilités dont se sont acquittés le comité et le conseil.

Rapport du comité de vérification

FAITS SAILLANTS

1

Examen et suivi de la préparation des états financiers.

2

Revue de l'implantation des Normes internationales d'information financière (IFRS).

3

Recommandation au conseil relative à l'adoption de la politique de trésorerie de la Caisse.

LE COMITÉ DE VÉRIFICATION

MANDAT

Le comité de vérification supervise la conformité des états financiers par rapport à la situation financière de la Caisse. De plus, il s'assure, entre autres, de la mise en place de mécanismes de contrôle interne adéquats et efficaces et d'un processus de gestion des risques.

Pour une description complète du mandat du comité de vérification, nous vous invitons à consulter la section Gouvernance du site Web de la Caisse (www.lacaisse.com).

COMPOSITION (au 31 décembre 2014)

Quatre membres indépendants, dont des professionnels avec une expertise en comptabilité ou en finance, ayant l'expérience et les connaissances pour lire et comprendre les états financiers et bien remplir leur rôle.

- Président : François Joly (membre invité aux réunions du comité d'investissement et de gestion des risques)
- Membres : Rita Dionne-Marsolais, Gilles Godbout et François R. Roy

Le président du conseil assiste aux réunions du comité.

RAPPORT D'ACTIVITÉ

Nombre de réunions en 2014 : 6

Le rapport qui suit a été approuvé par les membres du comité.

Information financière

En 2014, le comité s'est acquitté de ses responsabilités à l'égard de l'information financière, notamment de la façon suivante :

- Examen des états financiers avec la Direction financière ainsi qu'avec les co-auditeurs, soit le Vérificateur général du Québec et la firme Ernst & Young, et revue de plusieurs éléments, dont :
 - le processus de préparation des états financiers;
 - l'évaluation des placements dans les marchés liquides négociés de gré à gré ainsi que des placements moins liquides et en BTAA;
 - la validation, par une firme externe, du montant nominal de référence des instruments financiers dérivés;

- l'audit par une firme externe des rendements pour assurer la conformité du calcul et de la présentation des rendements aux normes de l'industrie.
 - Examen du rapport sur le déroulement du processus d'attestation financière permettant au président et chef de la direction et à la chef de la Direction financière d'attester publiquement que les contrôles et procédures de communication de l'information et les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont conçus adéquatement et sont efficaces.
 - Recommandation des états financiers annuels au conseil pour adoption.
 - Examen des travaux de préparation du rapport annuel et des communiqués de presse traitant des résultats financiers de la Caisse.
 - Participation du président du comité de vérification de la Caisse à des réunions du comité de vérification des filiales immobilières et examen du bilan annuel des activités de ces comités.
 - Réception du rapport des co-auditeurs soumis à la direction de la Caisse à la suite de leur audit de fin d'année.
 - Examen des états financiers trimestriels, des suivis budgétaires, des charges d'exploitation et des prévisions budgétaires de fin d'année.
 - Discussions avec les co-auditeurs concernant leur plan d'audit des états financiers de la Caisse.
 - Discussions avec Ernst & Young concernant ses procédés internes de contrôle de la qualité.
 - Révision et suivi de la politique relative à l'indépendance des co-auditeurs externes et recommandation au conseil des honoraires d'audit d'Ernst & Young.
 - Examen des principales positions comptables ainsi que des choix recommandés par la Direction financière ayant une incidence sur les états financiers de la Caisse en vue de l'implantation des Normes internationales d'information financière (IFRS) et suivi des travaux de préparation pour cette implantation.
 - Discussions régulières avec la première vice-présidente et chef de la Direction financière, en l'absence des autres membres de la direction.
 - Rencontres régulières avec les co-auditeurs en l'absence des membres de la direction pour discuter de divers aspects de leur mandat.
- Audit interne**
- Au cours de 2014, le comité a participé à l'embauche d'un vice-président responsable de l'ensemble des activités d'audit interne. Par ailleurs, le comité a mené les activités suivantes avec cette vice-présidence :
- Révision et approbation du plan d'audit interne 2014-2015.
 - Examen des rapports d'activité de l'Audit interne découlant du plan d'audit interne et portant notamment sur les mécanismes de contrôle interne, les processus de gestion des risques et l'utilisation optimale des ressources.
 - Suivi de la mise en application par la direction de la Caisse des recommandations de l'Audit interne.
 - Examen des rapports de suivi relatifs à l'audit interne des filiales immobilières.
 - Examen des rapports découlant du programme d'audit continu à la Caisse.
 - Validation que l'équipe de l'Audit interne est en mesure d'agir de manière indépendante de la direction de la Caisse.
 - Discussions périodiques avec le vice-président de l'Audit interne, en l'absence des membres de la direction.

Rapport du comité de vérification

Contrôles internes et plan d'utilisation optimale des ressources

Le comité a examiné plusieurs aspects des contrôles internes et de l'utilisation optimale des ressources en 2014. Pour ce faire, il a notamment procédé aux travaux suivants :

- Examen des conclusions de la direction et de l'Audit interne sur les processus et les contrôles liés à l'environnement général de contrôle, ainsi que ceux portant sur les technologies de l'information (TI), et suivis réguliers de la mise en œuvre de ces contrôles chez le fournisseur de services TI.
- Révision de l'utilisation par la Caisse de la technologie infonuagique.
- Examen et recommandation au conseil de l'approbation de la politique de trésorerie de la Caisse.
- Revue des aspects fiscaux afférents au statut de la Caisse à l'égard de ses investissements à l'étranger.
- Révision du règlement relatif aux conditions et modalités des dépôts, des fonds et des portefeuilles.
- Suivi et analyse des effets de toutes les activités mises en œuvre visant une utilisation optimale des ressources.

Gestion des risques

Le conseil d'administration a créé le comité d'investissement et de gestion des risques afin d'appuyer le comité de vérification dans l'exercice de sa responsabilité à l'égard de la mise en place d'un processus de gestion des risques. Le comité a donc conduit les activités suivantes pour assurer un suivi des travaux en matière d'investissement et de gestion des risques :

- Réception de la copie des certificats de conformité aux politiques de placement des déposants et aux politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés de la Caisse.

- Réception des rapports de conformité relatifs au respect de la loi sur la Caisse, notamment au suivi des placements effectués en vertu du dernier alinéa de l'article 37.1.
- Réception de rapports sur les dossiers litigieux impliquant la Caisse ou ses filiales immobilières.
- Réception des mémoires de délibérations des réunions du comité d'investissement et de gestion des risques.
- Participation du président du comité aux réunions du comité d'investissement et de gestion des risques.

RECOURS À DES EXPERTS EXTERNES

Le comité de vérification n'a pas fait appel à de tels services en 2014. Il a toutefois appuyé la direction lorsqu'elle a eu recours à des firmes externes pour des travaux d'audit interne et pour une révision indépendante des justes valeurs de placements privés, de certains titres liquides, de biens immobiliers, de créances immobilières et de BTAA.

AUDITEUR EXTERNE

En février 2014, le gouvernement du Québec a adopté un décret désignant la firme Ernst & Young pour agir conjointement avec le Vérificateur général en tant qu'auditeur externe des livres et comptes de la Caisse pour les exercices financiers se terminant le 31 décembre de 2015 et de 2016.

Rapport du comité de gouvernance et d'éthique

FAITS SAILLANTS

1

Révision, en collaboration avec le comité des ressources humaines, du profil de compétences et d'expérience des administrateurs indépendants et recommandation au conseil relativement à sa composition.

2

Révision du processus d'évaluation de la performance du conseil, de son président, des comités et de leur président.

3

Revue des règles de gestion de l'information privilégiée et d'établissement de murs éthiques.

LE COMITÉ DE GOUVERNANCE ET D'ÉTHIQUE

MANDAT

Le comité s'assure que la Caisse maintient les plus hautes normes de gouvernance et d'éthique. Pour une description complète du mandat du comité de gouvernance et d'éthique, nous vous invitons à consulter la section Gouvernance du site Web de la Caisse (www.lacaisse.com).

COMPOSITION (au 31 décembre 2014)

Quatre membres indépendants :

- Présidente : Ouma Sananikone
- Membres : Michèle Desjardins, Rita Dionne-Marsolais et Robert Tessier

RAPPORT D'ACTIVITÉ

Nombre de réunions en 2014 : 5

Le rapport qui suit a été approuvé par les membres du comité.

Composition du conseil et des comités

Le comité a revu la composition du conseil et des comités afin de s'assurer qu'elle soit optimale. Pour ce faire, le comité a notamment conduit les activités suivantes :

- Révision, en collaboration avec le comité des ressources humaines, du profil de compétences et d'expérience des administrateurs indépendants.
- Analyse de la composition du conseil, de la durée du mandat des administrateurs, ainsi que des compétences et de l'expertise du conseil dans son ensemble.
- Recommandation du renouvellement des mandats au conseil de membres indépendants et de la nomination d'un membre non indépendant.
- Revue du programme d'accueil des nouveaux membres du conseil.

Rapport du comité de gouvernance et d'éthique

Activités du conseil et de ses comités

- Révision du processus d'évaluation de la performance du conseil, de son président, des comités et de leur président, y compris l'auto-évaluation par les administrateurs; analyse des résultats et recommandations d'amélioration de certains processus, lorsque nécessaire.
- Discussion de l'efficacité du processus d'évaluation du conseil et de ses comités et des pratiques de gouvernance touchant ce sujet.
- Vérification que les personnes clés au sein de la direction de la Caisse ou à l'externe sont disponibles pour exposer les différents sujets à l'ordre du jour des réunions du conseil, et que le temps accordé est suffisant pour permettre une discussion pleine et entière.
- Obtention de l'assurance que le conseil dispose de toute l'information pertinente et de tout le temps nécessaire à l'analyse des enjeux de la Caisse.

Règles d'éthique et de déontologie

À l'égard des règles d'éthique et de déontologie en vigueur, le comité a, entre autres, mené les activités suivantes :

- Revue des règles de déclaration d'intérêts, vérification de la conformité de ces déclarations aux dispositions en vigueur et transmission de ces déclarations aux autorités désignées par la loi sur la Caisse.
- Revue des pratiques de gestion et de détermination de conflit d'intérêts potentiel lors de la présentation au conseil d'un dossier d'investissement.
- Examen du rapport d'application des règles d'éthique et de déontologie au sein de la Caisse.
- Révision des transactions sur les titres de sociétés ayant des liens avec un administrateur de la Caisse.

Caisse

- Examen du rapport sur l'exercice du droit de vote de la Caisse auprès des sociétés dont elle est actionnaire.
- Examen du rapport sur les dons et commandites accordés par la Caisse durant l'année et revue du budget annuel consacré à ces activités.
- Révision de l'ensemble des dispositions de la loi sur la Caisse, notamment les dispositions relatives à la gouvernance et aux conflits d'intérêts, dans le cadre de l'exercice de révision de cette loi fait tous les dix ans.
- Revue des règles de gestion de l'information privilégiée et d'établissement de murs éthiques.
- Examen du processus de désignation de membres au conseil d'administration de certaines sociétés fermées dans lesquelles la Caisse investit.

RECOURS À DES EXPERTS EXTERNES

Le comité de gouvernance et d'éthique n'a pas eu recours à de tels services en 2014.

Rapport du comité des ressources humaines

FAITS SAILLANTS

1

Approbation de la nomination d'un premier vice-président, Québec, responsable de coordonner et de planifier de façon intégrée et transversale l'ensemble des activités de la Caisse au Québec.

2

Approbation de la nomination d'un premier vice-président, Placements privés et infrastructures, responsable de l'ensemble des investissements à l'extérieur du Québec dans ces catégories d'actif moins liquides.

3

Examen et discussion des résultats du sondage de mobilisation, du plan d'action qui en découle et de l'évolution de la mobilisation des employés.

LE COMITÉ DES RESSOURCES HUMAINES

MANDAT

Le comité a pour mandat d'examiner les orientations et stratégies en matière de gestion des ressources humaines, notamment l'évaluation de la performance, la planification de la relève, la rémunération de la haute direction et les pratiques générales de la Caisse en matière de ressources humaines.

Pour une description complète du mandat du comité des ressources humaines, nous vous invitons à consulter la section Gouvernance du site Web de la Caisse (www.lacaisse.com).

COMPOSITION (au 31 décembre 2014)

Le comité est composé de cinq membres indépendants :

- Présidente : Elisabetta Bigsby
- Membres : Michèle Desjardins, François Joly, Ouma Sananikone et Robert Tessier

RAPPORT D'ACTIVITÉ

Nombre de réunions en 2014 : 9

Le rapport qui suit a été approuvé par les membres du comité.

Président et chef de la direction

Le comité a examiné et recommandé au conseil d'administration l'approbation des objectifs de M. Sabia en sa qualité de président et chef de la direction pour l'exercice 2014. En outre, le comité a examiné et recommandé au conseil l'évaluation de la performance et les conditions de rémunération globale du président et chef de la direction.

Rapport du comité des ressources humaines

Haute direction

Le comité a examiné et recommandé au conseil d'administration, pour approbation, les éléments suivants :

- L'évaluation de la performance et la détermination de la rémunération globale des membres de la haute direction.
- Le plan de relève des postes de haute direction et de celui de président et chef de la direction.
- La nomination des premiers vice-présidents, Québec et Placements privés et infrastructures, relevant directement du président et chef de la direction.

Stratégies et politiques clés de gestion intégrée des talents

Le comité s'est penché sur plusieurs stratégies et politiques clés de gestion intégrée des talents au cours de l'année 2014. Pour ce faire, le comité a notamment :

- examiné et recommandé au conseil d'administration, pour approbation, la structure de rémunération des employés, incluant le salaire de base et la rémunération incitative;
- examiné les différents indicateurs de gestion, y compris les indicateurs relatifs à la productivité des employés, à la gestion des risques opérationnels liés à la gestion des ressources humaines ainsi que ceux touchant les plans de relève;
- examiné et discuté des démarches concernant la mobilisation des employés;
- discuté du positionnement de la rémunération globale par rapport à la culture de performance, à la stratégie d'affaires et à la stratégie de gestion des talents de la Caisse ainsi que par rapport au marché de référence.

Membres indépendants du conseil d'administration

Le comité a révisé le profil de compétences et d'expérience des membres indépendants du conseil d'administration, en collaboration avec le comité de gouvernance et d'éthique.

Recours à des experts externes

Le conseil d'administration et ses comités peuvent, dans l'exercice de leurs fonctions, faire appel à des experts externes. Dans le cadre de la mise en œuvre du programme de rémunération incitative, le comité et le conseil d'administration ont eu recours aux services d'une firme indépendante d'experts-conseils, reconnue en matière de rémunération du personnel, qui œuvre dans le secteur des caisses de retraite, Hugessen Consulting. Le comité tient compte de l'avis et des recommandations de Hugessen Consulting, mais prend ses propres décisions, qui peuvent être basées sur des renseignements autres que les recommandations de cet expert.

POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION

Travaux du comité relatifs à la rémunération

Durant l'année 2014, le comité, avec l'appui de son conseiller Hugessen Consulting, s'est assuré que la politique de rémunération adoptée en 2010 atteignait ses objectifs stratégiques de payer pour la performance à long terme, d'offrir une rémunération compétitive et de lier les intérêts des dirigeants à ceux des déposants. Le comité a examiné la façon dont la politique de rémunération de la Caisse a été appliquée; il a analysé les propositions de primes de performance, ainsi que les propositions relatives à l'application du coinvestissement, et s'est assuré de l'adéquation de ces propositions avec la politique de rémunération et les pratiques du marché.

Ainsi, le comité a notamment analysé et recommandé au conseil d'administration, pour approbation, le montant des primes de performance à être versées en fonction du programme de rémunération incitative.

Par ailleurs, le comité a reçu une mise à jour sur les tendances du marché en matière de révision salariale. Il s'est penché sur les conditions salariales des employés de la Caisse pour 2014 et les a recommandées au conseil d'administration pour approbation.

Encadrement

La politique de rémunération de la Caisse a été adoptée conformément à l'annexe A du règlement encadrant la régie interne de la Caisse (le Règlement intérieur). Cette annexe a été révisée par décret gouvernemental en 1996 et :

- définit les niveaux maximums de rémunération globale des employés et les marchés de référence;
- indique que les données reflétant le portrait des marchés de référence doivent être compilées au moyen d'un sondage annuel fait par une firme indépendante reconnue, et que celui-ci doit être administré et analysé selon une méthodologie et des règles généralement reconnues en cette matière;
- prévoit que la masse salariale de la Caisse ne doit pas excéder 100 % du point milieu des échelles salariales.

Les marchés de référence et le positionnement des niveaux de rémunération¹

Pour le poste de président et chef de la direction, le marché de référence est composé d'un échantillon constitué des huit grandes caisses de retraite canadiennes, dont la liste se trouve au tableau 43, à la page 108. Pour ce poste, la rémunération globale doit se situer entre la médiane et le troisième quartile (75^e rang centile) du marché de référence, selon que la performance de la Caisse est moyenne ou supérieure.

Pour les postes liés à l'investissement, le marché de référence est celui de l'investissement institutionnel canadien. Celui-ci doit comprendre un échantillon représentatif, notamment d'institutions, de compagnies d'assurance, de sociétés de fiducie, de caisses de retraite, de firmes de conseillers en placement, de firmes de courtage et de gestionnaires de fonds ou d'industries de même nature. L'échantillon actuel comprend 34 organisations, dont la liste se trouve au tableau 41, à la page 107. Pour ces postes, la rémunération globale doit se situer en deçà du décile supérieur (90^e rang centile) du marché de référence.

Pour les postes non liés à l'investissement, le marché de référence est celui du Québec et doit comprendre notamment les emplois du secteur public. Ainsi, le marché de référence comprend un échantillon représentatif de grandes entreprises québécoises des secteurs public et privé ainsi que d'entreprises du secteur financier. L'échantillon actuel comprend 53 organisations, dont la liste se trouve au tableau 42, à la page 108. Pour ces postes, la rémunération globale doit se situer au troisième quartile (75^e rang centile) du marché de référence.

En 2014, la Caisse a retenu les services de Towers Watson pour l'étalonnage de ses marchés de référence. Les critères de sélection utilisés pour établir les entreprises faisant partie des marchés de référence sont notamment : la taille, le secteur d'activité, ainsi que les entreprises qui recrutent des talents similaires aux profils recherchés par la Caisse, qui offrent des produits et types d'investissement innovateurs et diversifiés, qui sont reconnues pour avoir les meilleures pratiques en ressources humaines, dont la culture est alignée sur la performance et qui participent à la banque de données de Towers Watson.

Objectifs stratégiques liés à la politique de rémunération

La Caisse doit pouvoir compter sur des employés hautement compétents, qui lui permettent d'atteindre sa mission : recevoir des sommes en dépôt conformément à la loi et les gérer en recherchant le rendement optimal du capital des déposants dans le respect de leur politique de placement tout en contribuant au développement économique du Québec.

1. Aux fins de la rémunération, le premier quartile s'étend du 1^{er} au 25^e rang centile, le deuxième quartile du 26^e au 50^e rang centile, le troisième quartile du 51^e au 75^e rang centile et le quatrième du 76^e au 100^e rang centile.

Rapport du comité des ressources humaines

Par conséquent, la politique de rémunération poursuit les trois objectifs suivants :

1. Payer pour la performance : une rémunération incitative proportionnelle au rendement procuré aux déposants. Cet objectif s'articule autour des quatre thèmes suivants :

- **Une orientation à long terme :** pour récompenser la performance soutenue sur plusieurs années.
- **Un juste équilibre rendement-risque :** afin d'encourager une prise de risque mesurée, qui facilite la production d'un rendement à long terme soutenu pour les déposants, tout en tenant compte de leur tolérance au risque.
- **Une évaluation globale :** afin de favoriser un équilibre entre la contribution individuelle, le rendement des portefeuilles et le rendement de la Caisse.
- **Un accent sur la perspective globale Caisse :** une importance accrue de la contribution des employés aux priorités stratégiques et au rendement global de la Caisse, incluant une pondération accordée au leadership et aux comportements souhaités.

2. Offrir une rémunération compétitive : afin d'attirer, de mobiliser et de retenir des employés qui possèdent une expérience et des compétences qui permettent à la Caisse d'atteindre ses objectifs stratégiques, tout en respectant les balises énoncées par le Règlement intérieur et décrites précédemment.

3. Lier les intérêts des dirigeants à ceux des déposants : afin qu'ils orientent leur contribution individuelle et d'équipe vers le succès soutenu à long terme de la Caisse.

La politique de rémunération de la Caisse respecte les principes de saine gestion de la rémunération émis par le Forum de stabilité financière (FSF) et entérinés par les pays du G20, soit une gouvernance efficace en matière de rémunération et un alignement entre la rémunération et la prise de risque mesurée à long terme, et la revue régulière des pratiques de rémunération.

Composantes de la rémunération globale

La rémunération globale des employés de la Caisse repose sur quatre composantes :

1. Le salaire de base
2. La rémunération incitative
3. Le régime de retraite
4. Les avantages sociaux

Salaire de base

Le Règlement intérieur établit que la moyenne des salaires de base ne doit pas excéder le point milieu des échelles salariales. À l'intérieur de ces paramètres, les salaires de base annuels sont fixés en fonction des conditions de salaire qui ont cours dans les marchés de référence.

Chaque année, le comité des ressources humaines soumet au conseil d'administration, pour approbation, l'enveloppe de masse salariale.

GRAPHIQUE 37

COMPOSANTES DE LA PRIME DE PERFORMANCE

RÉSULTE DU NIVEAU D'ATTEINTE DES OBJECTIFS INDIVIDUELS	→	Contribution individuelle
EST ÉVALUÉE SUR LE NIVEAU D'ATTEINTE DES OBJECTIFS D'AFFAIRES OU DU RENDEMENT DES PORTEFEUILLES SPÉCIALISÉS DE CHAQUE SECTEUR	→	Rendement des portefeuilles ou réalisation des plans d'affaires
EST FONCTION DU NIVEAU D'ATTEINTE DES OBJECTIFS DE RENDEMENT DE LA CAISSE	→	Rendement global de la Caisse

Pour l'année 2014, le conseil d'administration a approuvé les recommandations formulées par la direction de la Caisse visant à :

- maintenir les échelles de salaire près de la médiane des marchés de référence, telle que mesurée par des firmes externes reconnues;
- verser une enveloppe d'augmentation au mérite se situant sous la médiane des prévisions d'augmentation du marché.

Rémunération incitative

Dans le milieu de l'investissement, la rémunération incitative est une composante essentielle de la rémunération globale offerte aux employés de ce secteur, puisqu'elle permet d'aligner les incitatifs financiers sur les objectifs de rendement attendus par les clients.

La rémunération incitative à la Caisse sert à reconnaître la performance, l'atteinte d'objectifs et la contribution à la réalisation des orientations stratégiques. La rémunération incitative représente une partie importante de la rémunération globale. Elle a ainsi une influence directe sur le niveau de rémunération globale offert et sur son positionnement par rapport au marché de référence.

Le programme de rémunération incitative, introduit en 2010, reconnaît par l'octroi d'une prime, la performance soutenue sur quatre années et permet de différer une partie de cette prime de performance dans un compte de coinvestissement sur une période de trois ans (voir page 104). Ce mécanisme permet de lier les intérêts des dirigeants à ceux des déposants, en faisant fluctuer ces montants en fonction du rendement absolu généré pour les déposants.

Composantes de la prime de performance

L'attribution d'une prime de performance n'est jamais garantie : elle dépend toujours de l'évaluation des critères de performance tels qu'ils sont établis par le programme de rémunération incitative. Ainsi, l'attribution d'une prime de performance aux employés est évaluée à l'aide des trois composantes présentées au graphique 37 (voir page 100).

Pour ce qui est de la seconde composante, soit le rendement des portefeuilles spécialisés, tous les portefeuilles ont comme objectif de battre leur indice de référence.

Les trois portefeuilles moins liquides, Immeubles, Infrastructures et Placements privés, ainsi que le portefeuille Actions Qualité mondiale, ont également une cible de rendement absolu.

Réalisations depuis 2011

Sur la période de quatre ans s'échelonnant de 2011 à 2014, la Caisse a procuré un rendement annualisé de 9,6 %, générant 67,2 G\$ de résultats de placement nets, et ce, en dépit d'un contexte économique incertain et volatil.

- Ce rendement dépasse celui de son portefeuille de référence qui se situe à 9,3 %. Cet écart positif représente 2,2 G\$ de valeur ajoutée.
- Chacune des trois grandes catégories d'actif a contribué de façon importante au rendement global de la Caisse sur quatre ans.
- Les portefeuilles Immeubles, Infrastructures, Placements privés et Actions Qualité mondiale ont tous dépassé leurs objectifs de rendement absolu.
- Sur cette période, la Caisse surpasse les objectifs à long terme des déposants.

Au Québec, depuis quatre ans, la Caisse a assuré la croissance de ses actifs par de nouveaux investissements et engagements, et a mis en œuvre plusieurs initiatives pour renforcer sa présence auprès des entrepreneurs.

- Les actifs de la Caisse au Québec ont atteint 60 G\$ au 31 décembre 2014, dont 35 G\$ dans le secteur privé.
- Les nouveaux investissements et engagements auprès d'entreprises québécoises se sont élevés à 11,1 G\$.
- Près de 500 PME ont été appuyées dans toutes les régions du Québec.

En 2014, la Caisse a procuré un rendement de 12,0 %, générant 23,8 G\$ de résultats de placement nets. Ce rendement surpasse celui de son portefeuille de référence, qui se situe à 11,4 %. Cela représente 1,2 G\$ de valeur ajoutée.

- L'actif net des déposants a atteint 225,9 G\$ à la fin de l'année.
- Les 16 portefeuilles spécialisés affichent des résultats positifs.

Rapport du comité des ressources humaines

La Caisse a poursuivi en 2014 la mise en œuvre des objectifs stratégiques clés de son plan d'affaires :

Présence de la Caisse au Québec

La stratégie de la Caisse au Québec se déploie sur les axes suivants :

1. Chercher et saisir les meilleures occasions d'affaires et d'investissement
2. Servir de pont entre les entreprises québécoises et les marchés mondiaux
3. Stimuler l'entrepreneuriat et renforcer le dynamisme des entreprises

En 2014, pour mettre en œuvre cette stratégie, la Caisse a notamment :

- mis en place une gestion intégrée de l'ensemble de ses activités au Québec;
- réalisé de nouveaux investissements et engagements totalisant 2,5 G\$;
- soutenu par ses investissements l'expansion de plusieurs entreprises québécoises, dont WSP, KDC, Agropur coopérative, Lemay et Hôtels Alt;
- accordé, par l'intermédiaire de la filiale Otéra Capital, des prêts hypothécaires commerciaux totalisant plus de 550 M\$;
- acquis, par l'intermédiaire de sa filiale Ivanhoé Cambridge, une participation de 250 M\$ dans Cominar, le troisième fonds de placement immobilier en importance au Canada, et conclu une entente de copropriété avec Manuvie pour le projet d'immeuble de bureaux du 900 de Maisonneuve Ouest, au centre-ville de Montréal;
- mené plusieurs activités afin de tisser des liens avec la communauté d'affaires et les entreprises, dont l'initiative *Innover.Agir* visant à stimuler la culture entrepreneuriale au Québec.

Mise en œuvre de sa stratégie d'investissement

Gestion en absolu

La stratégie d'investissement de la Caisse repose notamment sur une approche de gestion en absolu qui vise à construire des portefeuilles selon des convictions fortes, sans tenir compte des indices de référence. Des actions importantes ont été menées à cet égard en 2014 :

- La croissance du portefeuille Actions Qualité mondiale s'est poursuivie, son actif net atteignant 28,3 G\$ au 31 décembre 2014. Ce portefeuille a produit un rendement de 18,5 % en 2014 et de 25,2 % depuis sa création, en janvier 2013.
- Le portefeuille Actions canadiennes a fait l'objet d'un repositionnement pour le concentrer sur des titres choisis en fonction de convictions d'investissement fortes. Il a dégagé un rendement de 13,4 % en 2014, supérieur aux marchés.

Actifs moins liquides

La Caisse a poursuivi sa stratégie d'investissement dans les actifs tangibles qui génèrent des rendements courants plus stables et prévisibles. Les investissements en placements privés, en infrastructures et en immobilier ont totalisé 10,6 G\$ en 2014 :

- Ivanhoé Cambridge a poursuivi le repositionnement stratégique de son portefeuille, avec 5,1 G\$ d'acquisitions, de projets de construction et d'immobilisations, et 8,6 G\$ de ventes d'immeubles : une année record en termes de transactions.
- La Caisse a mis à jour sa stratégie d'investissement en placements privés et en infrastructures.
- Des acquisitions totalisant 1,3 G\$ ont été réalisées en infrastructures, dont deux transactions aux États-Unis (Invenergy et Indianapolis Power & Light) et une au Royaume-Uni (London Array).

Présence mondiale

Conformément à ses stratégies d'investissement, la Caisse a augmenté son exposition à l'extérieur du Canada afin de diversifier son portefeuille et de profiter davantage de la croissance mondiale :

- L'exposition hors Canada représentait plus de 47 % de l'exposition totale à la fin de 2014.
- La gestion active dans le portefeuille Actions des marchés en émergence a continué de progresser avec des transferts provenant de la gestion indicielle interne et l'ajout de nouveaux gestionnaires externes. La gestion active externe représentait 15 % de ce portefeuille au 31 décembre 2014, comparativement à 6 % à la fin de 2013.
- Une équipe multidisciplinaire a été mise sur pied afin de coordonner les divers aspects de la mondialisation des activités de la Caisse.
- Des bureaux ont été ouverts à Washington et à Singapour au cours de l'année.

Profondeur d'expertise, processus et talents

En 2014, l'accent a été mis sur l'agilité et la santé organisationnelle. La Caisse a notamment :

- continué de renforcer ses capacités de recherche et d'analyse des tendances économiques et financières, et d'adapter sa gestion des risques à l'évolution de ses stratégies d'investissement :
 - o réalisation de divers travaux sur des thématiques transversales, notamment les taux d'intérêt, les devises, les flux de capitaux et les primes de risques;
 - o adaptation des méthodes de gouvernance à la gestion du risque en absolu;
 - o maintien d'un niveau robuste de liquidités.

- déployé des initiatives structurantes pour améliorer l'agilité stratégique et opérationnelle :
 - o mise en œuvre d'une planification stratégique des investissements intégrant un processus de revue transversale des diverses stratégies;
 - o simplification des activités, des processus et des systèmes, notamment avec l'optimisation du programme d'infrastructures technologiques;
 - o amélioration de la gestion des données grâce à la normalisation du calcul de l'exposition par émetteur et par devise;
 - o contrôle serré des charges d'exploitation avec un ratio de dépenses qui s'est établi à 16 cents par 100 \$ d'actif net moyen, comparativement à 17 cents en 2013. Ce ratio continue de placer la Caisse parmi les chefs de file de sa catégorie de gestionnaires.
- lancé ou complété plusieurs projets visant la santé organisationnelle :
 - o déploiement d'un programme de leadership d'influence pour les employés de niveau professionnel;
 - o réalisation d'un sondage de mobilisation et du plan d'action en résultant.

Prime de performance 2014

En tenant compte des primes de performance versées et différées, la rémunération globale des employés de la Caisse en 2014 se situe en deçà de la médiane des marchés de référence pour un rendement annualisé de 9,6 % sur la période de quatre ans s'échelonnant de 2011 à 2014, correspondant à 2,2 G\$ de valeur ajoutée au-dessus du portefeuille de référence, et équivalant à une performance supérieure sur quatre ans.

TABLEAU 38

POSITIONNEMENT DE LA RÉMUNÉRATION GLOBALE SELON LE POSTE OCCUPÉ

Postes	Rémunération globale maximale selon le Règlement ¹	Positionnement moyen de la rémunération globale versée en 2014 par rapport aux marchés de référence selon le Règlement
Postes liés à l'investissement	90 ^e rang centile	Du 18 ^e au 66 ^e rang centile
Postes non liés à l'investissement	75 ^e rang centile	En moyenne, au 33 ^e rang centile

1. Les positionnements en rang centile auxquels réfère la rémunération globale maximale se retrouvent à l'annexe A du Règlement intérieur, révisée par décret gouvernemental en 1996.

Rapport du comité des ressources humaines

Plus spécifiquement et selon une analyse produite par Towers Watson, la rémunération globale des employés se positionne dans un intervalle se situant entre les 18^e et 66^e rangs centiles (où le 100^e rang centile représente la rémunération la plus élevée du marché) des marchés de référence selon le poste occupé, la performance spécifique des portefeuilles et la rémunération versée pour ces postes (voir le tableau 38, p. 103).

L'opinion de Hugessen Consulting présentée au conseil d'administration de la Caisse souligne :

« Nous avons revu les rendements de la Caisse et des indices de référence pour 2014, ainsi que les facteurs ayant contribué au rendement de la Caisse et nous en sommes satisfaits. Nous pouvons confirmer, entre autres, que les calculs de la valeur ajoutée, les multiples de rendement 2014, les multiples de rendement moyen 2011-2014 et les multiples de prime 2014 sont conformes au programme de rémunération incitative de la Caisse. À notre avis, le montant total des primes déterminées par le programme en 2014 est raisonnable dans le contexte du marché, considérant la performance de la Caisse en 2011, 2012, 2013 et 2014. »

Coinvestissement : primes de performance différées

Le coinvestissement vise à renforcer l'alignement des intérêts des employés ayant le plus d'influence sur la performance organisationnelle et financière de la Caisse sur ceux des déposants sur un horizon à long terme. La valeur des montants de primes de performance différées et coinvesties variera avec le rendement global absolu moyen de la Caisse durant la période pendant laquelle les primes sont différées, à la hausse comme à la baisse.

À la fin de chaque période de trois ans, le montant différé, diminué ou augmenté du rendement moyen crédité pour cette période, sera versé à chaque participant sous forme de prime différée avec restrictions. Le graphique 39 illustre cette mécanique.

Les membres de la haute direction disposent de trois ans pour contribuer au minimum l'équivalent de leur salaire de base dans le compte de coinvestissement.

Pour le président et chef de la direction et les membres de la haute direction, le seuil minimum de la rémunération incitative totale devant être différée dans un compte de coinvestissement est de 55 %. Pour tous les vice-présidents et vice-présidents principaux ainsi que les employés en investissement des niveaux intermédiaire et senior, le seuil minimum est de 35 %. Enfin, pour les cadres et les professionnels de haut niveau, le seuil minimum est de 25 %.

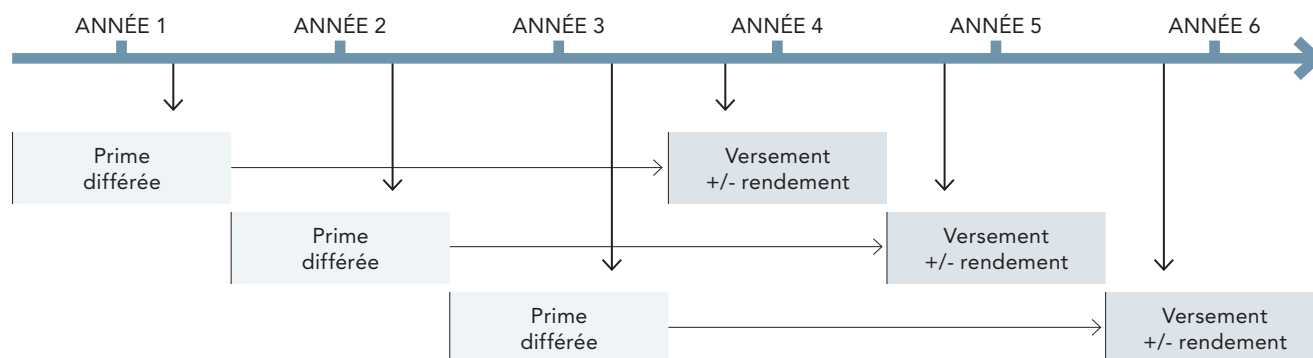
Depuis 2011, la Caisse offre aux employés visés l'option de différer et coinvestir une portion additionnelle de leur prime dans le compte de coinvestissement. Cette participation volontaire a accru de plus de 10 % les montants différés et coinvestis en 2014.

Régime de retraite

Tous les employés participent et contribuent à l'un des deux régimes de retraite à prestations déterminées, soit au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE), selon le poste qu'ils occupent. De plus, les cadres et professionnels occupant une fonction stratégique participent au Régime additionnel de retraite (RAR) et les membres de la haute direction

GRAPHIQUE 39

PRIMES DE PERFORMANCE DIFFÉRÉES ET COÏNVESTIES



participent au Régime supplémentaire de retraite pour les cadres désignés (RSRCD). En vertu de ces deux régimes, ceux-ci ont droit de recevoir, à compter de l'âge normal de la retraite, une rente annuelle totale correspondant à 2 % de leurs gains admissibles pour chacune des années ou fraction d'année de participation aux régimes, tout en tenant compte des limites fiscales annuelles imposées par l'Agence du revenu du Canada pour chacune des années où ils ne participaient pas au RAR ou au RSRCD.

Certains membres de la haute direction se voient reconnaître des années de service additionnelles au RSRCD en fonction des circonstances particulières de leur promotion ou de leur embauche.

Avantages sociaux

Les employés bénéficient d'une gamme d'avantages sociaux de valeur concurrentielle, notamment une assurance collective (par exemple, les soins médicaux et dentaires, l'assurance vie, etc.). Par ailleurs, les membres de la haute direction bénéficient d'avantages particuliers pour assumer, principalement, des dépenses associées à l'allocation de voiture. La Caisse exige également de ses cadres qu'ils procèdent à une évaluation annuelle de leur état de santé.

Revue de performance et de rémunération globale du président et chef de la direction

Revue de performance

Au début de l'année 2014, le comité a recommandé au conseil d'administration, à des fins d'examen et d'approbation, une série d'objectifs individuels autres que financiers proposés par le président et chef de la direction. Une série de grands

objectifs d'entreprise visaient à atteindre des cibles en lien avec la stratégie et le plan d'affaires de la Caisse.

La stratégie de mondialisation, l'amélioration des processus décisionnels d'investissement, la simplification de la structure des portefeuilles Marchés boursiers, la réévaluation du rôle des Revenus fixes dans l'avenir de la Caisse et la migration de la stratégie de gestion du portefeuille Actions canadiennes vers une stratégie fondée sur les rendements absolus sont autant de réalisations qui ont fait l'objet d'une évaluation par le comité des ressources humaines.

En complément, le comité a aussi reçu un sommaire de la rétroaction donnée par les membres de la haute direction au président du conseil.

Au terme du processus, un rapport a été soumis au conseil d'administration qui s'est déclaré entièrement satisfait de la performance du président et chef de la direction qui a non seulement atteint mais aussi largement dépassé les objectifs qui lui avaient été fixés. Il s'agit aux yeux du conseil d'une performance encore une fois remarquable.

Revue de rémunération globale

La rémunération et les autres conditions d'emploi du président et chef de la direction sont établies en fonction des paramètres déterminés par le gouvernement, après consultation du conseil d'administration.

Conformément à sa demande, M. Sabia n'a reçu aucune augmentation salariale depuis sa nomination en 2009. En 2014, le salaire de base de M. Sabia est demeuré inchangé à 500 000 \$.

GRAPHIQUE 40

COMPOSANTES DE LA PRIME DE PERFORMANCE DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

RENDEMENT GLOBAL DE LA CAISSE	→	Est fonction du niveau d'atteinte des objectifs de rendement de la Caisse
RÉALISATION DES OBJECTIFS D'ENTREPRISE	→	Est évaluée sur le niveau d'atteinte des objectifs d'entreprise
CONTRIBUTION INDIVIDUELLE	→	Résulte du niveau d'atteinte des objectifs individuels

Rapport du comité des ressources humaines

En 2014, le paiement d'une première prime différée à l'égard de 2011 a été versée à M. Sabia. Le montant de cette prime différée s'élève à 1 058 102 \$ et inclut le rendement crédité depuis 2011. Aucune prime différée n'a été versée en 2013 puisque M. Sabia avait renoncé volontairement à toute rémunération incitative pour 2010, année de la mise en place du coinvestissement obligatoire d'une partie des primes de performance.

Le comité des ressources humaines a recommandé au conseil d'administration une révision de certains paramètres de calcul de la rémunération incitative de M. Sabia afin de mieux arrimer celle-ci avec le marché de référence. Ces recommandations ont été approuvées par le conseil et font en sorte de hausser la rémunération incitative cible et maximum de M. Sabia.

En ce qui concerne la détermination de la prime de performance annuelle du président et chef de la direction, les trois composantes sont demeurées identiques à 2013 et sont présentées au graphique 40 (voir page 105).

La composante liée au rendement global de la Caisse correspond, cette année, au rendement sur une période de quatre ans s'échelonnant de 2011 à 2014. Le rendement annualisé sur cette période correspond à 9,6 %, soit 2,2 G\$ de valeur ajoutée au-dessus du portefeuille de référence. Ce rendement représente une performance supérieure sur quatre années.

Quant à la composante liée aux objectifs d'entreprise, au cours des quatre dernières années, sous la direction de M. Sabia, la Caisse a :

- complètement repositionné la stratégie d'investissement afin de générer des rendements solides, davantage basés sur la gestion en absolu, qui répondent aux besoins des déposants;
- renforcé la présence de la Caisse au Québec, par l'entremise d'une gestion intégrée de l'ensemble de ses activités et la réalisation (11,1 G\$) de nouveaux investissements et engagements sur quatre ans;
- soutenu le déploiement d'entreprises québécoises à l'international;
- poursuivi et renforcé la relation de collaboration et de confiance avec les déposants;
- renforcé de façon importante la gestion des risques à la Caisse, tant sur les plans de l'expertise et des méthodologies que des outils;
- accru la présence de la Caisse à l'international avec la création de nouvelles entités à Singapour et Washington;
- simplifié et grandement amélioré l'efficacité de ses opérations.

En ce qui a trait à la contribution individuelle, M. Sabia a exercé un leadership fort pour rallier et mobiliser les équipes de la Caisse autour d'une vision, d'objectifs communs et d'une exécution remarquable.

Le comité et le conseil d'administration considèrent que M. Sabia a livré une performance exceptionnelle et a largement dépassé les objectifs des quatre dernières années.

Le président et chef de la direction, tout comme les autres membres de la haute direction visés par le programme de rémunération incitative, a l'obligation de différer au minimum 55 % de la rémunération incitative qui lui est accordée dans un compte de coinvestissement. Pour l'atteinte des objectifs annuels, le conseil d'administration a versé à M. Sabia une rémunération incitative de 600 000 \$ et M. Sabia a choisi de différer un montant de 1 360 000 \$ au titre du compte de coinvestissement. En 2017, M. Sabia sera admissible à recevoir une prime différée liée à ce montant, augmentée ou diminuée du rendement absolu moyen de la Caisse sur la période de trois ans, entre 2015 et 2017.

Les autres conditions d'emploi auxquelles M. Sabia a droit sont alignées sur les politiques de la Caisse et respectent les paramètres fixés par le Règlement intérieur. Il reçoit des avantages particuliers d'une valeur annuelle de 40 000 \$ et participe au régime d'assurance collective des employés de la Caisse.

Au moment de sa nomination en 2009, M. Sabia a renoncé à participer à tout régime de retraite, comme il a renoncé à toute indemnité de fin d'emploi, quelle qu'en soit la cause. Toutefois, compte tenu du caractère obligatoire de la participation au régime de retraite de base en vertu des dispositions du régime de retraite du personnel d'encadrement (selon les règles de la CARRA), M. Sabia a dû y être inscrit malgré son intention d'y renoncer. Les cotisations au régime de base obligatoire ont représenté un coût annuel de 19 916 \$ pour la Caisse en 2014.

En 2014, la rémunération directe versée au président et chef de la direction est inférieure de 33 % du potentiel de rémunération directe versée, pour une performance supérieure, par le marché de référence, qui est constitué des pairs provenant des huit grandes caisses de retraite canadiennes.

Pour une performance supérieure, un écart d'environ 1,1 M\$ est constaté entre la rémunération directe versée au président et chef de la direction et le marché de référence (voir le tableau 47, p. 112). En 2013, la rémunération directe versée au président et chef de la direction était inférieure de 69 % du potentiel de rémunération directe versée, pour une performance supérieure, par le même marché de référence.

Cet écart s'explique principalement par le fait que, sur la recommandation du comité des ressources humaines, le conseil d'administration a approuvé la hausse des potentiels de rémunération incitative pour le deuxième mandat du président et chef de la direction afin de l'arrimer avec le marché de référence prévu par le Règlement intérieur. Pour son premier mandat, M. Sabia a proposé une réduction de ses potentiels de rémunération incitative. Ensuite, le programme de rémunération incitative prévoyait l'application de limites sur le rendement de la Caisse reconnu aux fins de la détermination des primes de performance. Finalement, en 2013, aucune prime différée n'a été versée à M. Sabia à l'égard de 2010, puisque M. Sabia a renoncé volontairement à toute rémunération incitative pour les années 2009 et 2010.

Rémunération du président et chef de la direction et des cinq dirigeants les mieux rémunérés pour les années 2012 à 2014

Le conseil d'administration de la Caisse reconnaît l'importance d'un leadership de qualité et croit fermement que les politiques et programmes qu'il a entérinés permettent :

- d'offrir une rémunération concurrentielle dans un marché où la compétition pour le talent est vive et où, pour produire le rendement attendu, la Caisse est en concurrence à l'échelle mondiale;
- d'atteindre les objectifs stratégiques qui soutiennent la réalisation de la mission de la Caisse.

Conformément à la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec, la Caisse divulgue ci-après, pour elle-même et ses filiales en propriété exclusive, la rémunération du président et chef de la direction et celle des cinq dirigeants les mieux rémunérés agissant sous son autorité immédiate (voir le tableau 44, p. 109).

TABLEAU 41

MARCHÉ DE RÉFÉRENCE – POSTES LIÉS À L'INVESTISSEMENT

- | | | |
|---|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> • Addenda Capital • Air Canada • Alberta Investment Management Corporation • Association de bienfaisance et de retraite des policiers et policières de la Ville de Montréal • ATB Financial • BIMCOR • British Columbia Investment Management Corporation • Connor, Clark & Lunn Financial Group • Division des investissements du CN • Financière des professionnels • Financière Sun Life • Fondation Lucie et André Chagnon | <ul style="list-style-type: none"> • Hydro-Québec • Insurance Corporation of British Columbia • Intact Gestion de placements • L'Association canadienne de protection médicale • L'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public (Investissements PSP) • L'Office d'investissement du RPC • La Great-West, compagnie d'assurance-vie • Leith Wheeler Investment Counsel • Mouvement Desjardins • OPSEU Pension Trust • Placements Montrusco Bolton • Postes Canada | <ul style="list-style-type: none"> • Régime de retraite de la Municipalité régionale d'Halifax • Régime de retraite des employés des services de la santé de l'Ontario (HOOPP) • Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario (OMERS) • Services aux médecins MD • Société de gestion des placements du Nouveau-Brunswick • Société Radio-Canada • Telus Communications • The Civil Service Superannuation Board • Transamerica Vie Canada • Workers' Compensation Board of Alberta |
|---|--|--|

Rapport du comité des ressources humaines

TABLEAU 42

MARCHÉ DE RÉFÉRENCE – POSTES NON LIÉS À L'INVESTISSEMENT

<ul style="list-style-type: none"> • Addenda Capital • Agropur coopérative • Aimia • Air Canada • Alcoa Canada • AstraZeneca Canada • Banque de Montréal • BCE • Bell Aliant Communications régionales • BIMCOR • Bombardier • Cirque du Soleil • COGECO • Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada • Division des investissements du CN • Domtar • Ericsson Canada • Gaz Métro 	<ul style="list-style-type: none"> • Générale Électrique du Canada • Gesca • Groupe SNC-Lavalin • Groupe TMX • Holt Renfrew • Hydro-Québec • IBM Canada • Industries Lassonde • Intact Corporation financière • Intact Gestion de placements • Kruger • L'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public (Investissements PSP) • La Corporation Cadillac Fairview • La Corporation financière Northbridge • La Great-West, compagnie d'assurance-vie • Loto-Québec • McKesson Canada 	<ul style="list-style-type: none"> • Metro • Microsoft Canada • Molson Coors Canada • Mouvement Desjardins • Placements Montrusco Bolton • Power Corporation du Canada • Produits forestiers Résolu • Québecor • RGA Compagnie de réassurance-vie du Canada • Rio Tinto Alcan • Saputo • Société Radio-Canada • Telus Communications • Tembec • Transat A.T. • Via Rail Canada • Vidéotron • Yellow Média
---	--	---

TABLEAU 43

MARCHÉ DE RÉFÉRENCE – POSTE DE PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

<ul style="list-style-type: none"> • Alberta Investment Management Corporation • BIMCOR • British Columbia Investment Management Corporation 	<ul style="list-style-type: none"> • L'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public (Investissements PSP) • L'Office d'investissement du RPC • Régime de retraite des employés des services de la santé de l'Ontario (HOOPP) 	<ul style="list-style-type: none"> • Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario (OMERS) • Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (OTPP)
---	--	---

TABLEAU 44

SOMMAIRE DE LA RÉMUNÉRATION DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION ET DES CINQ HAUTS DIRIGEANTS LES MIEUX RÉMUNÉRÉS POUR LES ANNÉES 2012 À 2014

Nom et poste principal	Exercice (année)	Salaire de base (\$)	Rémunération incitative ¹ (\$)	Autre rémunération (\$)	Rémunération directe ² (\$)	Rémunération incitative différée ³ (\$)
Michael Sabia Président et chef de la direction ⁴	2014	500 000	600 000	40 000	1 140 000	1 058 102
	2013	500 000	600 000	40 000	1 140 000	s.o.
	2012	500 000	500 000	40 000	1 040 000	s.o.
Roland Lescure Premier vice-président et chef des Placements ⁵	2014	500 000	619 740	40 000	1 159 740	581 956
	2013	475 000	607 500	30 000	1 112 500	619 389
	2012	450 000	690 000	30 000	1 170 000	s.o.
Andreas Beroutsos Premier vice-président, Placements privés et infrastructures ⁶	2014	361 100	382 500	752 270	1 495 870	s.o.
Bernard Morency Premier vice-président, Déposants, stratégie et chef des Opérations ⁷	2014	415 000	115 000	30 000	560 000	515 825
	2013	415 000	157 500	30 000	602 500	446 675
	2012	405 000	252 000	280 000	937 000	s.o.
Claude Bergeron Premier vice-président et chef de la Direction des risques	2014	375 000	210 000	30 000	615 000	363 723
	2013	375 000	254 250	30 000	659 250	387 118
	2012	375 000	267 500	346 667	989 167	s.o.
Maarika Paul Première vice-présidente et chef de la Direction financière ⁸	2014	375 000	200 000	30 000	605 000	150 780
	2013	375 000	141 000	30 000	546 000	s.o.
	2012	375 000	321 000	90 000	786 000	s.o.

1. Tel que mentionné à la page 104 du présent rapport, comme le prévoit le programme de rémunération incitative, les hauts dirigeants ont l'obligation de différer au minimum 55 % de leur rémunération incitative calculée dans un compte de coinvestissement ; ce seuil était de 40 % en 2012, et de 55 % en 2013. En 2014, les hauts dirigeants étaient admissibles à recevoir une prime différée, majorée du rendement annuel moyen généré par la Caisse pour ses déposants sur la période de trois ans. Les montants différés et coinvestis jusqu'en 2015 à l'égard de 2012 sont présentés dans le Rapport annuel 2012, à la page 110. Les montants différés et coinvestis jusqu'en 2016 à l'égard de 2013 sont présentés dans le Rapport annuel 2013, à la page 101. Les montants différés et coinvestis jusqu'en 2017 à l'égard de 2014 correspondent respectivement à : 1 360 000 \$ pour M. Sabia, 880 260 \$ pour M. Lescure, 467 500 \$ pour M. Beroutsos, 460 000 \$ pour M. Morency, 315 000 \$ pour M. Bergeron et 325 000 \$ pour Mme Paul.
2. La valeur de la rémunération directe inclut le salaire, la rémunération incitative annuelle versée à l'égard de 2014 et l'autre rémunération. Elle exclut le montant de rémunération incitative différé et coinvesti au cours de l'année visée par la divulgation, le montant de rémunération incitative différé dans le passé et versé au cours de l'année visée par la divulgation, incluant l'intérêt crédité, et la valeur du plan de retraite. La valeur du plan de retraite est présentée au tableau 45 du présent rapport annuel.
3. Les montants de rémunération incitative différés et coinvestis jusqu'en 2014 à l'égard de 2011, sont présentés à la page 122 du Rapport annuel 2011. Les montants de rémunération incitative différés et coinvestis jusqu'en 2013 à l'égard de 2010, sont présentés à la page 112 du Rapport annuel 2010. Comme le prévoit le programme de rémunération incitative, les primes différées et coinvesties à l'égard de 2011, majorées du rendement annuel moyen généré par la Caisse pour ses déposants sur la période de trois ans, ont été versées aux dirigeants.
4. Un montant a été déposé dans le compte de coinvestissement de M. Sabia en reconnaissance de son engagement dans la poursuite des objectifs d'affaires clés en 2014. Ce montant s'élève à 100 000 \$. Il a reçu un premier montant de rémunération incitative différée en 2014 à l'égard de la prime différée et coinvestie de 2011.
5. Un montant a été déposé dans le compte de coinvestissement de M. Lescure en reconnaissance de son engagement dans la poursuite des objectifs d'affaires clés en 2014. Ce montant s'élève à 50 000 \$.
6. M. Beroutsos a été nommé premier vice-président, Placements privés et infrastructures en mai 2014. M. Beroutsos a commencé sa participation au coinvestissement en 2014. Par conséquent, il n'a coinvesti aucun montant en 2011 et rien ne lui a été versé à cet égard en 2014. M. Beroutsos reçoit une compensation monétaire en lieu et place d'une participation au régime supplémentaire de retraite pour les hauts dirigeants dont le montant s'élève à 180 550 \$. Sa participation au régime de base demeure obligatoire. Il a également reçu un montant forfaitaire échelonné jusqu'en 2017 en compensation notamment des montants auxquels il a dû renoncer au moment de son embauche. Ce montant s'élève à 550 000 \$ pour 2014. Bien qu'elle soit présentée en dollars canadiens, la rémunération directe de M. Beroutsos est versée en dollars américains, selon un taux de conversion prévu à son contrat.
7. Un montant a été déposé dans le compte de coinvestissement de M. Morency en reconnaissance de son engagement dans la poursuite des objectifs d'affaires clés en 2014. Ce montant s'élève à 95 000 \$.
8. Mme Paul a été nommée première vice-présidente et chef de la Direction financière en juin 2011. Mme Paul a commencé sa participation au coinvestissement en 2011. Elle a reçu un premier montant de rémunération incitative différée en 2014 à l'égard de la prime différée et coinvestie de 2011.

Rapport du comité des ressources humaines

TABLEAU 45

SOMMAIRE DE LA RETRAITE DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION ET DES CINQ DIRIGEANTS LES MIEUX RÉMUNÉRÉS

Nom et poste principal	Années décomptées ¹ (nombre)	Prestations annuelles payables ² (\$)		Obligation au titre des prestations constituées au début de l'exercice ³ (\$)	Variation attribuable à des éléments rémunérateurs ⁴ (\$)	Variation attribuable à des éléments non rémunérateurs ⁵ (\$)	Obligation au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice ³ (\$)
		À la fin de l'exercice	À 65 ans				
Michael Sabia Président et chef de la direction ⁶	5,8	16 100	26 500	0	0	0	0
Roland Lescure Premier vice-président et chef des Placements	5,2	204 700	500 000	1 454 200	379 300	703 000	2 536 500
Andreas Beroutsos Premier vice-président, Placements privés et infrastructures ⁷	0,7	1 800	44 800	0	0	0	0
Bernard Morency Premier vice-président, Déposants, stratégie et chef des Opérations	5,4	111 600	161 500	1 367 200	266 000	248 400	1 881 600
Claude Bergeron Premier vice-président et chef de la Direction des risques	34,2	235 900	320 400	1 616 000	58 100	407 600	2 081 700
Maarika Paul Première vice-présidente et chef de la Direction financière	3,6	78 600	211 000	544 400	179 400	239 200	963 000

1. Il s'agit du nombre d'années décomptées au sein du régime de base.

2. Les prestations annuelles sont équivalentes à la somme de la rente payable par le régime de base et par le régime supplémentaire à la fin de l'exercice ou à 65 ans.

3. Les obligations n'incluent pas celles du régime de base puisqu'une cotisation de l'employeur et une de l'employé sont versées à la CARRA qui en assume l'obligation liée aux prestations. La cotisation de la Caisse était de 19 916 \$ par dirigeant en 2014.

4. La variation attribuable à des éléments rémunérateurs comprend le coût annuel des prestations de retraite, les changements au salaire de base par rapport à l'hypothèse d'augmentation de salaire utilisée, des modifications au régime ou l'attribution d'années de service additionnelles.

5. La variation attribuable à des éléments non rémunérateurs comprend les montants attribuables à l'intérêt s'accumulant sur l'obligation en début d'année, aux gains et pertes actuariels associés aux éléments autres que la rémunération et aux modifications d'hypothèses actuarielles.

6. Au moment de sa nomination en 2009, M. Sabia a renoncé à participer à tout régime de retraite. Cependant, la participation au Régime de retraite du personnel d'encadrement est obligatoire en vertu des règles de la CARRA, tel que détaillé sur son site Internet à l'adresse électronique suivante : http://www.carra.gouv.qc.ca/fra/regime/rrpe/rrpe_s03.htm.

7. M. Beroutsos reçoit une compensation monétaire en lieu et place d'une participation au régime supplémentaire de retraite réservé aux hauts dirigeants. Sa participation au régime de base demeure obligatoire. Les rentes du régime de base sont payables en dollars canadiens.

TABLEAU 46

**SOMMAIRE DES INDEMNITÉS ADVENANT LE DÉPART DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION
ET DES CINQ HAUTS DIRIGEANTS LES MIEUX RÉMUNÉRÉS**

Nom et poste principal	Événement déclencheur	Montant théorique payable (\$)
Michael Sabia Président et chef de la direction ¹	Terminaison du contrat	0
Roland Lescure Premier vice-président et chef des Placements ²	Terminaison non volontaire	1 000 000
Andreas Beroutsos Premier vice-président, Placements privés et infrastructures ³	Terminaison non volontaire	1 051 300
Bernard Morency Premier vice-président, Déposants, stratégie et chef des Opérations ⁴	Terminaison non volontaire	830 000
Claude Bergeron Premier vice-président et chef de la Direction des risques ⁵	Terminaison non volontaire	780 000
Maarika Paul Première vice-présidente et chef de la Direction financière ⁶	Terminaison non volontaire	937 500

1. Au moment de sa nomination en 2009, M. Sabia a renoncé à toute indemnité de fin d'emploi, quelle qu'en soit la cause.
2. Le contrat de travail de ce dirigeant prévoit une indemnité en cas de congédiement sans cause juste et suffisante qui équivaut à 24 mois de son salaire de base annuel.
3. Le contrat de travail de ce dirigeant prévoit une indemnité en cas de congédiement sans cause juste et suffisante qui équivaut à 23 mois de son salaire de base annuel. Bien qu'elle soit présentée en dollars canadiens, l'indemnité de M. Beroutsos est payable en dollars américains, selon un taux de conversion prévu à son contrat.
4. Le contrat de travail de ce dirigeant prévoit une indemnité en cas de congédiement sans cause juste et suffisante qui équivaut à une fois son salaire de base annuel, additionné du montant équivalent à une fois sa prime cible annuelle.
5. Le contrat de travail de ce dirigeant prévoit une indemnité en cas de congédiement sans cause juste et suffisante qui équivaut à une fois son salaire de base annuel, majoré du montant équivalent à une fois sa prime cible annuelle et du montant annuel lié aux avantages particuliers.
6. Le contrat de travail de cette dirigeante prévoit une indemnité en cas de congédiement sans cause juste et suffisante qui équivaut à quinze mois de son salaire de base annuel, majoré du montant équivalent à quinze mois de sa prime cible annuelle, jusqu'à un maximum de 995 000 \$. Des dispositions particulières liées à la retraite sont prévues advenant un départ non volontaire avant 29 janvier 2017.

Rapport du comité des ressources humaines

TABLEAU 47

COMPARAISON AU MARCHÉ DU POTENTIEL DE RÉMUNÉRATION DIRECTE MAXIMUM ET DE LA RÉMUNÉRATION DIRECTE EN 2014 À LA CAISSE POUR LES POSTES DE PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION ET CEUX DES CINQ HAUTS DIRIGEANTS LES MIEUX RÉMUNÉRÉS^{1,6}

Poste	Marchés de référence Rémunération directe versée		Caisse
	Rémunération maximale prévue par le Règlement ² (\$)	Pour une performance supérieure ³ (\$)	Rémunération directe versée en 2014 ⁴ (\$)
Président et chef de la direction	4 350 300	3 262 725	2 198 102
Premier vice-président et chef des Placements	4 090 800	3 068 100	1 741 696
Premier vice-président, Placements privés et infrastructures ⁵	3 131 500	2 348 625	1 495 870
Premier vice-président, Déposants, stratégie et chef des Opérations	n.d.	n.d.	1 075 825
Premier vice-président et chef de la Direction des risques	1 396 700	1 047 525	978 723
Première vice-présidente et chef de la Direction financière	1 294 500	970 875	755 780

1. La rémunération directe versée présentée en 2014 est alignée sur le principe de la rémunération « gagnée », qui est défini conformément à la Loi de l'impôt sur le revenu comme la rémunération « versée en espèces et imposable ».
2. Comme le stipule le Règlement intérieur, le potentiel de rémunération directe observé au 75^e rang centile de leur marché de référence respectif a été utilisé pour le poste de président et chef de la direction et les postes non liés à l'investissement, et celui du 90^e rang centile du marché de référence a été utilisé pour les postes liés à l'investissement. Ces montants théoriques excluent la valeur des plans de retraite, mais incluent la valeur des avantages particuliers et de la rémunération à long terme octroyée par le passé et payable au cours de l'exercice.
3. La rémunération directe versée par les marchés de référence pour une performance supérieure correspond à environ 75 % de la rémunération directe maximale prévue par le Règlement intérieur.
4. Ces montants reflètent la rémunération directe versée en 2014, qui exclut la rémunération incitative différée et coinvestie (voir la note 1 présentée au tableau 44) et la valeur du plan de retraite, mais qui inclut la valeur des montants de rémunération incitative différés en 2011 et versés en 2014 et la valeur des avantages particuliers. Cette rémunération a été versée pour un rendement annualisé sur quatre ans (2011, 2012, 2013 et 2014) de 9,6 %, équivalant à une performance supérieure.
5. M. Beroutsos été nommé premier vice-président, Placements privés et infrastructures en mai 2014. M. Beroutsos a commencé sa participation au coinvestissement en 2014. Par conséquent, il n'a coinvesti aucun montant en 2011 et rien ne lui a été versé à cet égard en 2014. Bien qu'elle soit présentée en dollars canadiens, la rémunération directe de M. Beroutsos est versée en dollars américains, selon un taux de conversion prévu à son contrat.
6. Towers Watson, Étude de la rémunération du président et chef de la direction et étude de la rémunération des membres du comité de direction, Caisse de dépôt et placement du Québec, 2014.

Rapport du comité d'investissement et de gestion des risques

FAITS SAILLANTS

1

Recommandations relatives au processus de planification stratégique des investissements.

2

Examen et discussion de l'inventaire des outils de mesure de risques et, plus particulièrement, de l'utilisation et du processus de production des tests de tension.

3

Examen des rapports rendement-risques de chaque portefeuille spécialisé et de la Caisse globalement.

LE COMITÉ D'INVESTISSEMENT ET DE GESTION DES RISQUES

Le conseil d'administration a créé le comité d'investissement et de gestion des risques afin d'appuyer le comité de vérification dans l'exercice de sa responsabilité à l'égard de la mise en place d'un processus de gestion des risques.

MANDAT

Le comité a pour mandat de s'assurer que des politiques d'encadrement relatives à la gestion des risques soient mises en place afin d'atteindre une relation rendement-risque optimale. Pour une description complète du mandat du comité, nous vous invitons à consulter la section Gouvernance du site Web de la Caisse (www.lacaisse.com).

COMPOSITION (au 31 décembre 2014)

Cinq membres indépendants :

- Président : Jean La Couture
- Membres : Elisabetta Bigsby, Patricia Curadeau-Grou, Gilles Godbout et François R. Roy
- Membre invité : François Joly, président du comité de vérification

Le président du conseil assiste aux réunions du comité.

RAPPORT D'ACTIVITÉ

Nombre de réunions en 2014 : 9

Le comité a implanté différents mécanismes pour fournir au comité de vérification et au conseil l'assurance dont ils ont besoin à l'égard de la mise en place d'un processus de gestion des risques. Il a :

- fait rapport de ses activités après chaque réunion au conseil;
- rendu disponibles ses mémoires de délibérations au comité de vérification et au conseil;
- invité le président du comité de vérification à chaque réunion.

Le rapport qui suit a été approuvé par les membres du comité.

Rapport du comité d'investissement et de gestion des risques

Orientation et politiques d'encadrement de la gestion des risques

En 2014, le comité s'est acquitté de ses responsabilités, notamment de la façon suivante :

- Examen du processus proposé de planification stratégique des investissements et recommandation au conseil, pour approbation, de changements au processus d'approbation et de suivi des investissements et de modifications à la politique de gestion intégrée des risques.
- Examen et recommandation au conseil, pour approbation, des principes directeurs de la Caisse en matière de tolérance au risque.
- Examen, à chaque réunion du comité, de rapports rendement-risques relatifs aux portefeuilles spécialisés d'un secteur d'investissement ou à la Caisse globalement.
- Révision des politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés pour une gestion optimale des activités d'investissement et de risques, par exemple en ce qui a trait à la gestion en absolu dans les portefeuilles de marchés boursiers, et recommandations de ces modifications au conseil d'administration.
- Révision et recommandation au conseil, pour approbation, des cibles de rendement et des limites de risques de marché des portefeuilles spécialisés et de la Caisse globalement.
- Examen et suivi de la stratégie globale de la Caisse concernant la gestion du risque de change.
- Discussion de la méthodologie de calcul du risque de marché permettant une mesure du risque adaptée aux orientations stratégiques de la Caisse.
- Examen et discussion de l'inventaire des outils de mesure de risques et, plus particulièrement, de l'utilisation et du processus de production des tests de tension.
- Examen de l'utilisation et du processus de gestion des instruments financiers dérivés.
- Révision du règlement d'encadrement de ces instruments et de la limite sur leur utilisation; recommandation au conseil, pour approbation, du règlement révisé et de la limite d'utilisation.

- Discussion du processus d'analyse du risque fondamental lié à des concentrations sectorielles, géographiques, transactionnelles ou relativement au crédit des émetteurs.
- Examen et discussion du rapport du comité interne Risques opérationnels.
- Examen du plan d'affaires de la Direction des risques.

Dossiers d'investissement

- Étude et recommandation de dossiers d'investissement relevant de l'autorité du conseil, et ce, en tenant compte de l'analyse présentée par l'équipe responsable de la transaction, de l'analyse des risques du projet et, plus particulièrement, de son incidence sur le degré et la concentration du risque du portefeuille spécialisé concerné et du portefeuille global de la Caisse, ainsi que de la conformité de l'investissement aux politiques et directives d'encadrement des risques.
- Discussions sur la relation rendement-risques pour chacun des dossiers d'investissement qui lui ont été soumis.
- Réception de rapports sur le suivi des dossiers d'investissement autorisés par le conseil, ainsi que des dossiers autorisés par la direction de la Caisse et ne relevant pas de l'autorité du conseil.

Déposants

- Discussion de l'adhésion des déposants aux priorités de la Caisse et aux stratégies d'implantation de ces priorités.
- Analyse des certificats de conformité aux politiques de placement des déposants et aux politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés.

RECOURS AUX SERVICES D'EXPERTS EXTERNES

Le comité d'investissement et de gestion des risques n'a pas fait appel à de tels services en 2014.

CONSEIL D'ADMINISTRATION ET COMITÉ DE DIRECTION

Structure organisationnelle

Le conseil d'administration de la Caisse est composé de son président, du président et chef de la direction, de représentants des déposants et de membres indépendants. La loi sur la Caisse prévoit qu'au moins les deux tiers des administrateurs, dont le président du conseil, doivent être indépendants.

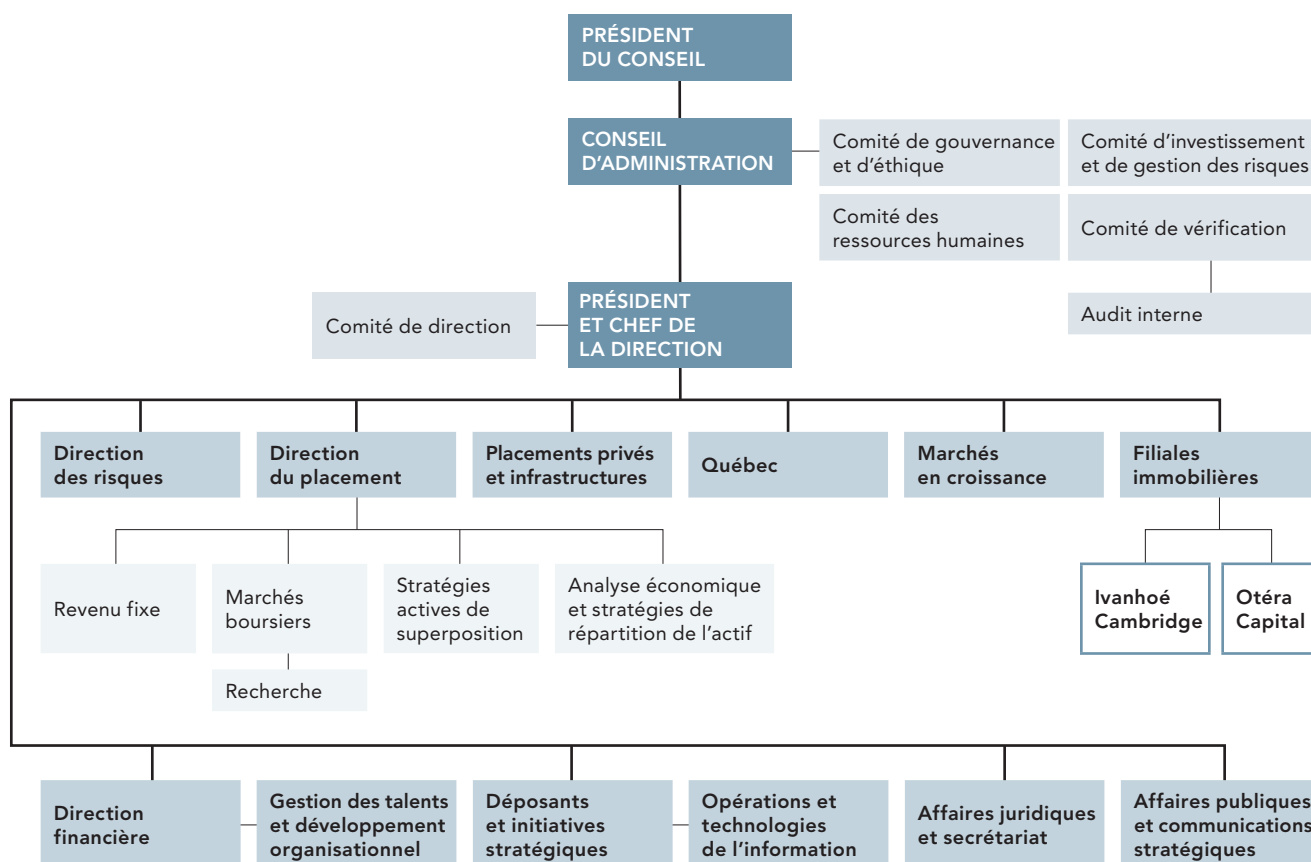
Le comité de direction est composé du président et chef de la direction et des premiers dirigeants des divers secteurs

de la Caisse. Au 31 décembre 2014, la Caisse employait un total de 864 personnes. Quant à elles, à la même date, les filiales immobilières Ivanhoé Cambridge et Otéra Capital comptaient un total de 1 770 employés.

Ces filiales opèrent de façon indépendante de la Caisse, c'est-à-dire qu'elles sont chapeautées par leur propre conseil d'administration et dirigées par des présidents distincts (voir le graphique 49, p. 117).

GRAPHIQUE 48

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE – CAISSE (au 31 décembre 2014)



IMMOBILIER

Les investissements en immobilier sont effectués en fonds propres et en produits de financement principalement dans les secteurs des centres commerciaux, des immeubles de bureaux, des propriétés multirésidentielles et de l'immobilier logistique au Canada, aux États-Unis, en Europe, au Brésil et en Asie. Les activités immobilières sont distribuées dans deux portefeuilles spécialisés : Immeubles et Dettes immobilières.

Le portefeuille Immeubles est constitué des activités d'Ivanhoé Cambridge, une société immobilière de classe mondiale qui met à profit une expertise de haut niveau dans toutes les disciplines de l'immobilier : investissement, construction, location, gestion d'actifs et exploitation. Le portefeuille d'immeubles d'Ivanhoé Cambridge comprend principalement des centres commerciaux, des immeubles de bureaux et des immeubles multirésidentiels.

Le portefeuille Dettes immobilières est constitué des activités d'Otéra Capital, une des plus importantes sociétés de financement immobilier commercial au Canada. Le portefeuille d'Otéra Capital comprend essentiellement des prêts hypothécaires commerciaux canadiens de premier rang.

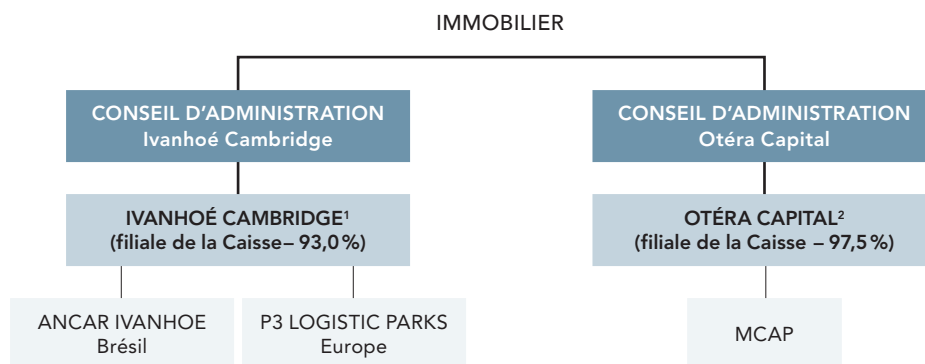
Le graphique 49 présente la structure organisationnelle de l'immobilier ainsi que le pourcentage de détention de la Caisse dans les filiales Ivanhoé Cambridge et Otéra Capital.

Pour plus de détails sur les filiales immobilières, visitez les sites Web www.ivanhoecambridge.com et www.oteracapital.com.

GRAPHIQUE 49

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE – FILIALES IMMOBILIÈRES

(au 31 décembre 2014)



1. Daniel Fournier, président du conseil et chef de la direction, Ivanhoé Cambridge

2. Alfonso Graceffa, président et chef de la direction, Otéra Capital

Raymond McManus, président du conseil, Otéra Capital

Conseil d'administration

ROBERT TESSIER

Président du conseil d'administration

Comités : Gouvernance et éthique / Ressources humaines

Membre depuis mars 2009

ELISABETTA BIGSBY

Administratrice de sociétés

Comités : Ressources humaines /
Investissement et gestion des risques

Membre depuis novembre 2009

PATRICIA CURADEAU-GROU

Conseillère stratégique au président
et chef de la direction

Banque Nationale du Canada

Comité : Investissement et gestion des risques

Membre depuis octobre 2013

MICHÈLE DESJARDINS

Présidente, Consultants Koby
et Associée principale

Lansberg Gersick & Associates LLC

Comités : Gouvernance et éthique / Ressources humaines

Membre depuis décembre 2009

RITA DIONNE-MARSOLAIS

Économiste et administratrice de sociétés

Comités : Gouvernance et éthique / Vérification

Membre depuis janvier 2013

GILLES GODBOUT

Administrateur de sociétés

Comités : Investissement et gestion des risques /
Vérification

Membre depuis janvier 2013

FRANÇOIS JOLY

Administrateur de sociétés

Comités : Vérification / Ressources humaines

Membre depuis mars 2013

JEAN LA COUTURE

Administrateur de sociétés

Président, Huis Clos Ltée, Gestion et médiation

Comité : Investissement et gestion des risques

Membre depuis janvier 2013

DIANE LEMIEUX

Présidente-directrice générale

Commission de la construction du Québec

Membre depuis décembre 2014

FRANÇOIS R. ROY

Administrateur de sociétés

Comités : Investissement et gestion des risques /
Vérification

Membre depuis décembre 2009

MICHAEL SABIA

Président et chef de la direction

Caisse de dépôt et placement du Québec

Membre depuis mars 2009

OUMA SANANIKONE

Administratrice de sociétés

Comités : Gouvernance et éthique / Ressources humaines

Membre depuis août 2007

Pour consulter les biographies des membres du conseil d'administration, nous vous invitons à visiter la section Gouvernance du site Web de la Caisse (www.lacaisse.com).

Comité de direction

CLAUDE BERGERON

Premier vice-président
et chef de la Direction des risques

MYRIAM BLOUIN

Vice-présidente principale
Gestion des talents et développement organisationnel

MICHÈLE BOISVERT

Première vice-présidente
Affaires publiques et communications stratégiques

ANDREAS BEROUTSOS

Premier vice-président
Placements privés et infrastructures

MARC CORMIER

Premier vice-président
Revenu fixe et stratégies actives de superposition
Direction du placement

CHRISTIAN DUBÉ

Premier vice-président
Québec

MARIE GIGUÈRE

Première vice-présidente
Affaires juridiques et secrétariat

JEAN-LUC GRAVEL

Premier vice-président
Marchés boursiers
Direction du placement

ROLAND LESCURE

Premier vice-président
et chef des Placements

PIERRE MIRON

Premier vice-président
Opérations et technologies de l'information

BERNARD MORENCY

Premier vice-président
Déposants, stratégie
et chef des Opérations

MAARIKA PAUL

Première vice-présidente
et chef de la Direction financière

MICHAEL SABIA

Président et chef de la direction

Pour consulter les biographies des membres du comité de direction, nous vous invitons à visiter la section Gouvernance du site Web de la Caisse (www.lacaisse.com).

RAPPORT FINANCIER

Évolution de l'actif

ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉPOSANTS

L'actif net attribuable aux déposants est passé de 151,7 G\$ au 31 décembre 2010 à 225,9 G\$ au 31 décembre 2014, soit une hausse de 74,2 G\$ sur quatre ans. Cette croissance provient essentiellement des résultats de placement nets de 67,2 G\$, auxquels s'ajoutent des contributions nettes des déposants de 7,0 G\$ (voir le tableau 53, p. 123).

Durant l'année 2014, l'actif net attribuable aux déposants a augmenté de 25,8 G\$ pour s'établir à 225,9 G\$, comparativement à 200,1 G\$ au 31 décembre 2013. Cette hausse s'explique par des résultats de placement nets de 23,8 G\$, provenant principalement de la catégorie Actions, pour 12,9 G\$, et de la catégorie Revenu fixe, pour 6,1 G\$.

ACTIF TOTAL

L'actif total s'élevait à 272,7 G\$ au 31 décembre 2014, comparativement à 240,2 G\$ à la fin de 2013 (voir le tableau 50). Cette hausse de 32,5 G\$ s'explique par les réinvestissements de revenus de placement, les gains nets non réalisés et les dépôts des déposants. La Caisse, qui bénéficie d'une situation financière solide, a maintenu une gestion soutenue de son passif en le conservant stable par rapport à l'actif total, soit à 17 %. Le passif de la Caisse est composé principalement de titres vendus à découvert, de

titres vendus en vertu de conventions de rachat, des produits dérivés, ainsi que des programmes de financement émis par la filiale CDP Financière, qui servent notamment à financer l'achat de placements immobiliers.

BIENS SOUS GESTION ET BIENS ADMINISTRÉS

La Caisse et ses filiales administrent et gèrent des biens confiés par des clients et en leur nom. Ces biens ne sont pas inscrits à l'état consolidé de la situation financière de la Caisse. La Caisse et ses filiales perçoivent des honoraires en contrepartie des services de gestion de portefeuille et des services administratifs rendus, qui comprennent notamment l'administration de propriétés immobilières et de financements hypothécaires cédés.

Au 31 décembre 2014, les biens sous gestion et biens administrés par la Caisse se situaient à 60,0 G\$, en hausse de 5,2 G\$ par rapport à l'année dernière (voir le tableau 51).

Cette croissance provient principalement du portefeuille administré par la société MCAP Commercial LP, filiale d'Otéra Capital. Cette société administre plus de 44,9 G\$ de prêts hypothécaires résidentiels, commerciaux et de construction au Canada.

TABLEAU 50

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS – SITUATION FINANCIÈRE (au 31 décembre – en millions de dollars)

	2014	2013
ACTIF		
Placements et équivalents de trésorerie	268 804	236 408
Autres actifs	3 919	3 831
Total de l'actif	272 723	240 239
PASSIF		
Passifs relatifs aux placements	44 924	37 161
Autres passifs	1 948	2 929
Total du passif excluant l'actif net attribuable aux déposants	46 872	40 090
Actif net attribuable aux déposants	225 851	200 149

TABLEAU 51

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS – ACTIF TOTAL SOUS GESTION (au 31 décembre – en millions de dollars)

	2014	2013
Actif total	272 723	240 239
Biens sous gestion	12 699	13 080
Biens administrés	47 264	41 635
Biens sous gestion et biens administrés	59 963	54 715
Actif total sous gestion	332 686	294 954

RÉSULTATS DE PLACEMENT NETS

Sur quatre ans, les résultats de placement nets se sont élevés à 67,2 G\$ et la catégorie Actions est celle qui y a contribué le plus avec des résultats de 36,5 G\$, dont près de 9,1 G\$ proviennent du portefeuille Placements privés.

En 2014, la Caisse a enregistré des résultats de placement nets de 23,8 G\$, comparativement à des résultats de 22,8 G\$ pour l'exercice précédent (voir le tableau 52). Cette hausse est directement attribuable aux rendements élevés des marchés boursiers et des placements privés qui ont produit des résultats totaux de 12,9 G\$ dans la catégorie Actions.

Les résultats favorables de 2014 sont également attribuables à la catégorie Revenu fixe, dont la plus forte contribution provient du portefeuille Obligations avec des résultats de 4,6 G\$.

DÉPÔTS NETS DES DÉPOSANTS

Au 31 décembre 2014, le total des dépôts nets des déposants de 2,0 G\$ s'explique principalement par des contributions du Fonds d'amortissement des régimes de retraite et du Fonds des générations.

TABLEAU 52

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS – RÉSULTATS AVANT DISTRIBUTION AUX DÉPOSANTS

(au 31 décembre – en millions de dollars)

	2014	2013
Revenu net de placement	6 704	6 088
Charges d'exploitation	(315)	(298)
Revenu net	6 389	5 790
Gains nets réalisés	5 847	5 496
Gains nets non réalisés	11 539	11 482
Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur	17 386	16 978
Résultats de placement nets avant distributions aux déposants	23 775	22 768

TABLEAU 53

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS – SOMMAIRE DE LA VARIATION DE L'ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉPOSANTS

(pour la période de 2011 à 2014 – en milliards de dollars)

	2014	2013	2012	2011	4 ans
Actif net attribuable aux déposants au début	200,1	176,2	159,0	151,7	151,7
Résultats de placement nets avant distributions aux déposants	23,8	22,8	14,9	5,7	67,2
Contributions nettes des déposants	2,0	1,2	2,3	1,5	7,0
Actif net attribuable aux déposants à la fin	225,9	200,1	176,2	159,0	225,9

Analyse des charges d'exploitation et des frais de gestion externe

Les charges d'exploitation représentent l'ensemble des frais engagés pour la gestion et l'administration des portefeuilles. Quant aux frais de gestion externe, il s'agit des sommes versées à des institutions financières externes pour gérer des fonds au nom de la Caisse. Les charges liées à la gestion des portefeuilles spécialisés Immeubles et Dettes immobilières sont incluses dans les charges d'exploitation.

Pour l'exercice 2014, les charges d'exploitation s'élèvent à 315 M\$, comparativement à 298 M\$ en 2013. Pour leur part, les frais de gestion externe ont totalisé 13 M\$, soit 2 M\$ de plus qu'en 2013, découlant essentiellement d'une augmentation de la valeur des placements confiés aux gestionnaires externes. Aux états financiers consolidés, les frais relatifs à la gestion externe sont présentés à l'encontre des revenus de placement.

La somme des charges d'exploitation et des frais de gestion externe s'établit à 328 M\$ en 2014, contre 309 M\$ en 2013. Cette somme représente 16,0 cents par 100 \$ d'actif net moyen, soit un niveau qui situe la Caisse parmi les chefs de file de sa catégorie de gestionnaires (voir le graphique 54).

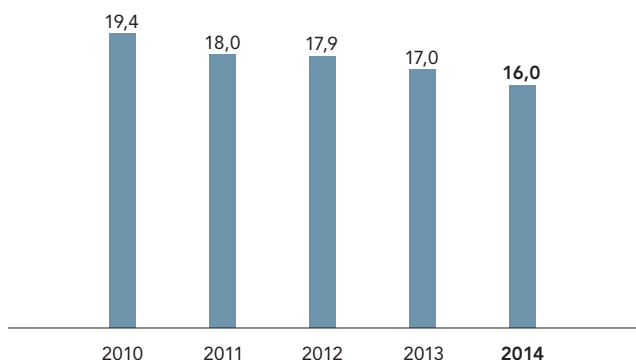
Sur quatre ans, les charges d'exploitation et les frais de gestion externe sont passés de 19,4 cents à 16,0 cents par 100 \$ d'actif net moyen, soit une réduction d'un peu plus de trois points centésimaux.

EFFICIENCE OPÉRATIONNELLE

La Caisse révisé périodiquement ses façons de faire et maintient un contrôle serré de ses charges d'exploitation. Elle a pour objectif de maintenir ses charges d'exploitation à un niveau qui, toutes proportions gardées relativement à la composition des placements, se compare avantageusement à celui d'autres gestionnaires de fonds institutionnels de sa taille menant des activités similaires. La Caisse participe depuis plusieurs années à des travaux d'étalonnage des coûts par catégorie d'actif.

GRAPHIQUE 54

CHARGES D'EXPLOITATION ET FRAIS DE GESTION EXTERNE EXPRIMÉS EN CENTS PAR 100 \$ D'ACTIF NET MOYEN DES DÉPOSANTS
(pour les périodes terminées le 31 décembre)



CDP Financière

CDP Financière est une filiale en propriété exclusive de la Caisse. Ses opérations visent à optimiser les coûts de financement des activités de la Caisse et de ses filiales, à permettre une diversification des sources de financement et à assurer l'appariement des actifs financés en termes de devises et de taux d'intérêt. Pour réaliser ses objectifs, elle a recours à deux programmes de financement sur les marchés institutionnels locaux et internationaux : des emprunts à court et à long terme.

EMPRUNTS À COURT TERME

Au 31 décembre 2014, l'encours du financement à court terme s'élevait à 3,3 G\$, soit 1 G\$ sur le marché canadien et 2 G\$ US sur le marché américain. L'échéance moyenne des emprunts sur le marché canadien a été de 91 jours, pour un montant total des transactions de 3,9 G\$ durant l'année, alors que l'échéance moyenne des emprunts sur le marché américain a été de 108 jours, pour un montant total des transactions de 6,6 G\$ US en 2014.

EMPRUNTS À TERME

Le 24 juillet 2014, CDP Financière a émis sur le marché américain un billet à terme d'une valeur nominale de 2 G\$ US, avec une échéance de 10 ans. Cette émission a été réalisée dans le but de substituer le billet venant à échéance en novembre 2014, racheté par anticipation le 2 septembre 2014.

Au 31 décembre 2014, la juste valeur des billets à terme en circulation de CDP Financière totalisait 9,8 G\$, comparativement à 9,0 G\$ à la fin de 2013 (voir le graphique 55).

La variation par rapport à 2013 est attribuable à la fluctuation des taux d'intérêt et à l'effet de la dépréciation du dollar canadien.

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE

La répartition géographique du financement s'établit comme suit : 67 % des titres de créance sont en circulation sur le marché américain, 24 % sur le marché canadien et 9 % sur le marché européen.

LES AGENCES DE NOTATION CONFIRMENT LA SOLIDITÉ FINANCIÈRE DE LA CAISSE

Les agences de notation Dominion Bond Rating Services (DBRS), Moody's Investors Service (Moody's) et Standard & Poor's (S&P) ont maintenu leurs cotes de crédit de première qualité, avec une perspective stable (voir le tableau 56). Les mises à jour confirmant les cotes de crédit de CDP Financière et de la Caisse ont été publiées en novembre et en décembre 2014.

GRAPHIQUE 55

RÉPARTITION DU PASSIF – CDP FINANCIÈRE (juste valeur marchande au 31 décembre – en milliards de dollars)

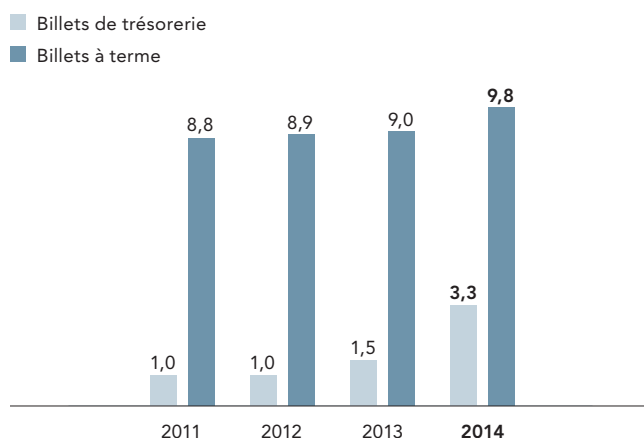


TABLEAU 56

COTES DE CRÉDIT

	Court terme	Long terme
DBRS	R-1 (élevé)	AAA
Moody's	Prime-1 (Aaa)	Aaa
S&P	A-1 + A-1 (ÉLEVÉ)	AAA

Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés de la Caisse de dépôt et placement du Québec comprennent les comptes du fonds général, des fonds particuliers, des portefeuilles spécialisés ainsi que les comptes des filiales offrant exclusivement des services liés aux activités de financement et de gestion. L'actif net attribuable aux déposants présenté à l'état consolidé de la situation financière reflète le regroupement de la valeur nette des comptes de chacun des déposants de la Caisse. La note 2 des états financiers consolidés audités au 31 décembre 2014 décrit les principales méthodes comptables utilisées par la Caisse.

AUDIT EXTERNE

Les états financiers consolidés de la Caisse sont préparés selon les normes comptables en vigueur, soit les Normes internationales d'information financière (IFRS), comme stipulé dans la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Conformément à cette loi, les co-auditeurs ont émis un rapport des auditeurs non modifié pour chacun des 65 états financiers.

MODE DE PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Depuis le 1^{er} janvier 2014, les entités d'investissement doivent préparer des états financiers selon les IFRS. Ainsi, les états financiers consolidés du 31 décembre 2014 de la Caisse, qui se qualifie à titre d'entité d'investissement, sont les premiers états financiers préparés selon les IFRS appliquées rétrospectivement au 1^{er} janvier 2013. Auparavant, la Caisse appliquait la *Note d'orientation concernant la comptabilité des Sociétés de placement* (NOC-18) des principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada.

Principales normes comptables IFRS s'appliquant aux états financiers consolidés de la Caisse

L'adoption des IFRS a entraîné des changements en matière de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et de divulgation aux états financiers consolidés. Les principales normes ayant eu une incidence sur les états financiers consolidés de la Caisse sont les suivantes :

Entités d'investissement

En vertu des PCGR du Canada, la Caisse consolidait les filiales qu'elle gérait activement alors que selon les IFRS, les filiales qui constituent un placement pour une entité d'investissement doivent être présentées et évaluées à la juste valeur. Ainsi, avec l'adoption des IFRS, la Caisse ne consolide plus ses filiales immobilières, de dettes immobilières, de placements privés et d'infrastructures. L'évaluation des actifs et des passifs de ces filiales, autrefois consolidées selon les PCGR du Canada, est différente de l'évaluation d'un placement qui repose sur une technique d'évaluation d'entreprise selon les IFRS.

Évaluation de la juste valeur

L'IFRS 13 *Évaluation de la juste valeur* fournit une source unique de directives pour toutes les évaluations de la juste valeur. La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. L'adoption de l'IFRS 13 n'a eu aucune incidence importante sur la juste valeur des placements de la Caisse lors de la transition aux IFRS. Les principales techniques d'évaluation des placements liquides et moins liquides de la Caisse sont décrites à la note 7 des États financiers consolidés, à la page 152.

Présentation et divulgation

Des informations supplémentaires en vertu des IFRS doivent être présentées dans les notes aux états financiers consolidés. Premièrement, en ce qui concerne la hiérarchie de la juste valeur, des informations qualitatives et quantitatives supplémentaires, plus particulièrement pour les instruments financiers classés au niveau 3, sont exigées. En matière de divulgation de la gestion des risques liés aux activités d'investissement, de nouvelles données concernant les expositions aux devises ainsi que les concentrations géographiques et sectorielles sont fournies. De plus, des renseignements additionnels à l'égard du risque de liquidité sont présentés dans les états financiers consolidés.

La Caisse est également tenue de divulguer le nom, le pays d'établissement principal et le pourcentage de détention de ses participations détenues dans d'autres entités, telles que les filiales consolidées, les filiales non consolidées, les coentreprises, les entreprises associées ainsi que des informations pour les entités structurées. De nouvelles informations concernant la compensation d'actifs et de passifs financiers et les parties liées sont incluses dans les états financiers consolidés.

Également, les IFRS exigent la présentation d'un état consolidé des flux de trésorerie ainsi que d'un état consolidé des variations de l'actif net attribuable aux déposants.

Incidence de la transition aux IFRS

La principale incidence de la transition aux IFRS pour la Caisse est la non-consolidation des filiales qui modifie la nature des placements et des revenus de placement. D'ailleurs, l'évaluation des participations dans des filiales non consolidées selon une technique d'évaluation d'entreprise a eu comme incidence d'augmenter les placements et l'actif net attribuable aux déposants de 637 M\$ et de 702 M\$ respectivement, au 1^{er} janvier 2013 et au 31 décembre 2013. Cependant, ces montants ont déjà été divulgués à titre d'information supplémentaire dans les états financiers des 31 décembre 2012 et 2013. De plus, la non-consolidation a eu comme incidence de diminuer l'actif total de 5 G\$, le passif total de 3 G\$ et les participations ne donnant pas le contrôle de 2 G\$, au 1^{er} janvier 2013 et au 31 décembre 2013.

Également, à la suite de l'adoption des IFRS, certains reclassements de présentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des opérations en voie de règlement ont été effectués aux états consolidés de la situation financière, pour un montant de 3 G\$ et de 6 G\$ respectivement, au 1^{er} janvier 2013 et au 31 décembre 2013. Certains reclassements pour les revenus et les dépenses de placement, les gains nets réalisés et non réalisés ainsi que les distributions aux déposants ont été effectués à l'état consolidé du résultat global pour l'exercice comparatif clos le 31 décembre 2013 afin de se conformer à la présentation exigée selon les IFRS. Ces reclassements n'ont eu aucune incidence sur l'actif net attribuable aux déposants. Pour plus de détails, voir la note 19 des États financiers consolidés, à la page 184.

Mesures financières

Dans le cadre de la publication de certaines informations incluses dans le rapport annuel, la Caisse utilise et présente à la fois des mesures conformes aux IFRS et d'autres mesures financières. La Caisse est d'avis que ces autres mesures financières fournissent des renseignements utiles et complémentaires à l'analyse de l'information financière (voir les Notes générales 3 et 6 à la fin du rapport annuel).

Évaluation des placements à la juste valeur

POLITIQUE D'ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

L'évaluation des placements est un processus par lequel une juste valeur est attribuée à chaque investissement de la Caisse en vue de la préparation des états financiers consolidés. L'évaluation des placements à la juste valeur est effectuée périodiquement conformément à la Politique d'évaluation des investissements qui est approuvée par le conseil d'administration. Cette politique globale est ensuite appuyée par des directives d'évaluation qui prévoient la méthodologie d'évaluation pour chaque type d'investissement. La politique et les directives dictent également la gouvernance encadrant le processus d'évaluation et de reddition de comptes. La mise en application de cette politique est la responsabilité du comité d'évaluation, appuyé par une équipe d'évaluation, qui rend compte de ses travaux semestriellement au comité de vérification. Cette politique est conforme aux normes et pratiques d'organismes canadiens et internationaux en matière d'évaluation. La juste valeur de l'ensemble des placements de la Caisse est assujettie à l'approbation du comité d'évaluation qui se réunit périodiquement.

En vertu de la politique, lorsque la juste valeur est établie par des évaluateurs externes ou par des tiers, le comité d'évaluation s'assure des compétences, de l'expérience et de l'indépendance de ces derniers. Par ailleurs, il revoit les techniques d'évaluation, les données d'entrée importantes utilisées aux fins du calcul de la juste valeur ainsi que les résultats et les conclusions afin de s'assurer de la conformité aux normes d'évaluation reconnues. De plus, afin de s'assurer du caractère raisonnable de la juste valeur établie, la Caisse peut procéder à des tests de contrôle a posteriori, à une comparaison entre la juste valeur établie et les valeurs de transactions comparables ainsi qu'au recours à des évaluateurs externes. Les co-auditeurs ont accès à l'ensemble des dossiers d'évaluation dans le cadre de l'audit des états financiers consolidés de fin d'année.

CADRE CONCEPTUEL

Les normes IFRS définissent la juste valeur et fournissent des directives sur l'évaluation ainsi que les informations à fournir relativement à la juste valeur. Les entités sont tenues de maximiser l'utilisation de données d'entrée observables pertinentes et de minimiser l'utilisation de données d'entrée non observables lors de l'évaluation de la juste valeur. La juste valeur doit être établie en faisant l'hypothèse que les placements sont disponibles à la vente, c'est-à-dire que la juste valeur des placements correspond à une valeur de sortie à la date des états financiers. L'objectif des normes comptables est de définir un cadre conceptuel unique susceptible d'être utilisé dans toutes les situations nécessitant l'évaluation de la juste valeur.

La Caisse considère que les normes IFRS en matière d'évaluation de la juste valeur constituent un cadre cohérent. Toutefois, ces normes restrictives ne tiennent pas compte du fait que, conformément à l'horizon d'investissement à très long terme adopté par ses principaux déposants, la Caisse a les moyens et l'intention de détenir certains placements qu'elle possède jusqu'à ce que leur valeur optimale soit atteinte.

Ainsi, la juste valeur établie au 31 décembre 2014 pour les placements dans des marchés moins liquides tels que les biens immobiliers, les dettes immobilières, les placements privés et les infrastructures reflète la volatilité générale des marchés financiers, ce qui peut présenter des écarts par rapport à la valeur économique des placements détenus à long terme.

La note 7 des états financiers consolidés, à la page 152, décrit les techniques d'évaluation des placements à la juste valeur.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Déclaration de la responsabilité de la direction à l'égard des états financiers consolidés

La préparation et la présentation des états financiers consolidés de la Caisse de dépôt et placement du Québec (« la Caisse ») relèvent de la direction, qui en assume la responsabilité. Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), telles que publiées par l'*International Accounting Standards Board* (IASB) et énoncées dans le *Manuel de CPA Canada*. Nous nous assurons que les données financières figurant dans le rapport annuel concordent avec celles des états financiers consolidés.

Les états financiers consolidés comprennent des montants qui sont établis selon les meilleures estimations et au meilleur du jugement de la direction, en accordant toute l'attention nécessaire à leur importance relative. En outre, lors de la préparation des données financières, la direction a fait des choix relatifs à l'information à présenter, fait des estimations et posé des hypothèses ayant un effet sur l'information présentée. Les résultats futurs peuvent être sensiblement différents de nos estimations actuelles, notamment en raison de l'évolution des marchés financiers ou d'autres événements pouvant avoir une incidence sur la juste valeur des placements.

Comme responsables de la fiabilité de l'information financière, nous nous appuyons sur un dispositif de contrôle interne élaboré, appliqué systématiquement à tous les niveaux de l'organisation. Ce dispositif est constitué de contrôles organisationnels et opérationnels, de contrôles et procédures de communication de l'information financière et du contrôle interne à l'égard de l'information financière. Le dispositif de contrôle interne de la Caisse est fondé notamment sur : une définition claire des responsabilités, la répartition efficace des tâches et la délégation de pouvoirs; des ressources compétentes; des procédures et des systèmes d'information, des outils et des pratiques appropriés, de l'information pertinente et fiable dont la suffisance permet à chaque employé d'exercer ses responsabilités; des mesures de contrôle, de conformité et de gestion intégrée des risques proportionnées aux enjeux propres à chaque processus et conçues pour réduire les risques susceptibles de compromettre la réalisation des objectifs de la Caisse; et l'existence et la surveillance au respect d'un ensemble élaboré de politiques internes.

Ce dispositif de contrôle permet d'assurer que les contrôles internes appropriés sont en place à l'égard des opérations, de l'actif et des registres. De plus, le groupe de vérification interne de la Caisse procède régulièrement à une vérification des contrôles internes. Ces contrôles et vérifications visent à nous donner un degré raisonnable de certitude quant à la fiabilité des registres comptables utilisés en vue de la préparation des états financiers consolidés et à assurer que l'actif est préservé de toute utilisation ou aliénation non autorisée, que le passif est constaté et que nous satisfaisons à toutes les exigences légales auxquelles la Caisse est assujettie, notamment la *Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec*.

Annuellement, nous attestons que la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière est adéquate et que la conception et le fonctionnement des contrôles et procédures de communication de l'information financière sont efficaces. Nous rapportons toute situation irrégulière d'importance au comité de vérification du conseil d'administration de la Caisse, le cas échéant.

Le Vérificateur général du Québec et Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L. (« les co-auditeurs ») ont procédé aux audits des états financiers consolidés de la Caisse au 31 décembre 2014, au 31 décembre 2013 et au 1^{er} janvier 2013 et pour les exercices clos le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2013 et leur rapport expose la nature et l'étendue de ces audits et comporte l'expression de leur opinion. Les co-auditeurs peuvent, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne leurs audits.

Le conseil d'administration et ses comités exercent un rôle de surveillance quant à la façon dont la direction s'acquitte de ses responsabilités à l'égard de l'établissement et de la présentation de l'information financière, du maintien de contrôles internes appropriés, de la conformité aux exigences des lois et règlements, de la gestion et du contrôle des principaux risques et de l'évaluation d'opérations importantes. En outre, le conseil d'administration approuve les états financiers consolidés et le rapport annuel.

Le conseil d'administration a approuvé les états financiers consolidés au 31 décembre 2014, au 31 décembre 2013 et au 1^{er} janvier 2013 et pour les exercices clos le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2013. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification qui est composé uniquement d'administrateurs externes. Ce comité rencontre la direction et les co-auditeurs, examine les états financiers consolidés et en recommande l'approbation au conseil d'administration.



MICHAEL SABIA

Président et chef de la direction

Montréal, le 24 février 2015



MAARIKA PAUL, FCPA, FCA, EEE

Première vice-présidente et
chef de la Direction financière

Rapport des auditeurs indépendants

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers consolidés

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Caisse de dépôt et placement du Québec, qui comprennent les états consolidés de la situation financière au 31 décembre 2014, au 31 décembre 2013 et au 1^{er} janvier 2013 et les états consolidés du résultat global, des variations de l'actif net attribuable aux déposants et des flux de trésorerie pour les exercices clos le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2013, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

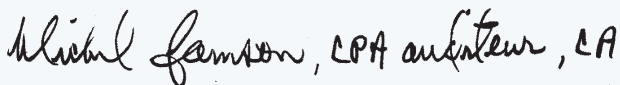
Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Caisse de dépôt et placement du Québec au 31 décembre 2014, au 31 décembre 2013 et au 1^{er} janvier 2013 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2013, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Rapport relatif à d'autres obligations légales ou réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), nous déclarons qu'à notre avis, compte tenu de l'application rétroactive du changement de référentiel comptable décrit à la note 19 des états financiers consolidés, ces normes ont été appliquées pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent, ainsi que pour la situation financière d'ouverture au 1^{er} janvier 2013.

Le vérificateur général du Québec par intérim,

 Michel Samson, CPA auditeur, CA

Michel Samson, CPA auditeur, CA

Montréal, le 24 février 2015

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.

 Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.

CPA auditeur, CA, permis n° A112431

Montréal, le 24 février 2015

États consolidés de la situation financière

(en millions de dollars canadiens)	31 décembre 2014	31 décembre 2013	1 ^{er} janvier 2013
Actif			
Trésorerie	211	103	54
Équivalents de trésorerie (note 4)	3 829	5 902	3 360
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	1 346	1 697	323
Avances à des déposants	1 090	996	797
Revenus de placement courus et à recevoir	1 149	898	773
Autres actifs	123	137	195
Placements (note 4)	264 975	230 506	202 782
Total de l'actif	272 723	240 239	208 284
Passif			
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	1 300	2 380	325
Autres passifs financiers	648	549	512
Passifs relatifs aux placements (note 4)	44 924	37 161	31 237
Total du passif excluant l'actif net attribuable aux déposants	46 872	40 090	32 074
Actif net attribuable aux déposants	225 851	200 149	176 210

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour le conseil d'administration,



MICHAEL SABIA



FRANÇOIS JOLY

États consolidés du résultat global

Pour les exercices clos les 31 décembre

(en millions de dollars canadiens)	2014	2013
Revenus de placement (note 9)	7 520	6 843
Dépenses de placement (note 9)	(816)	(755)
Revenu net de placement (note 9)	6 704	6 088
Charges d'exploitation (note 11)	(315)	(298)
Revenu net	6 389	5 790
Gains nets réalisés (note 10)	5 847	5 496
Gains nets non réalisés (note 10)	11 539	11 482
Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur	17 386	16 978
Résultat de placement net avant distributions aux déposants (note 10)	23 775	22 768
Distributions aux déposants	(12 445)	(11 098)
Résultat global attribuable aux déposants	11 330	11 670

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

États consolidés des variations de l'actif net attribuable aux déposants

Pour les exercices clos les 31 décembre

(en millions de dollars canadiens)	Dépôts à vue	Dépôts à terme	Distributions à verser aux déposants	Dépôts à participation	Actif net attribuable aux déposants
Solde au 1 ^{er} janvier 2013	887	134	1 612	173 577	176 210
Attributions et distributions					
Résultat global attribuable aux déposants	–	–	–	11 670	11 670
Distributions aux déposants	11 382	–	(284)	–	11 098
Dépôts à participation					
Émission d'unités de dépôts à participation	(13 647)	–	–	13 647	–
Annulation d'unités de dépôts à participation	536	–	–	(536)	–
Dépôts nets					
Variation nette des dépôts à terme	42	(42)	–	–	–
Contributions nettes des déposants	1 171	–	–	–	1 171
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2013	371	92	1 328	198 358	200 149
Attributions et distributions					
Résultat global attribuable aux déposants	–	–	–	11 330	11 330
Distributions aux déposants	12 152	–	293	–	12 445
Dépôts à participation					
Émission d'unités de dépôts à participation	(14 771)	–	–	14 771	–
Annulation d'unités de dépôts à participation	652	–	–	(652)	–
Dépôts nets					
Variation nette des dépôts à terme	(106)	106	–	–	–
Contributions nettes des déposants	1 927	–	–	–	1 927
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2014	225	198	1 621	223 807	225 851

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

États consolidés des flux de trésorerie

Pour les exercices clos les 31 décembre

(en millions de dollars canadiens)	2014	2013
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Résultat global attribuable aux déposants	11 330	11 670
Ajustements pour :		
Pertes non réalisées et amortissement sur les billets et les emprunts à payer	870	162
Distributions aux déposants	12 445	11 098
Variations nettes des actifs et des passifs liés aux activités d'exploitation		
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	351	(1 374)
Avances à des déposants	(94)	(199)
Revenus de placement courus et à recevoir	(251)	(125)
Autres actifs	14	58
Placements	(34 469)	(27 724)
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	(1 080)	2 055
Autres passifs financiers	99	37
Passifs relatifs aux placements	5 449	6 687
	(5 336)	2 345
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Variation nette des billets de trésorerie à payer	612	186
Émission de billets de trésorerie à payer	1 659	545
Remboursement de billets de trésorerie à payer	(545)	(222)
Variation nette des emprunts à payer	(86)	(861)
Émission d'emprunts à payer	8	–
Remboursement des emprunts à payer	(206)	(573)
Émission de billets à terme à payer	2 142	–
Remboursement de billets à terme à payer	(2 140)	–
Contributions nettes des déposants	1 927	1 171
	3 371	246
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(1 965)	2 591
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	6 005	3 414
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	4 040	6 005
Trésorerie et équivalents de trésorerie se détaillent comme suit :		
Trésorerie	211	103
Valeurs à court terme	520	76
Titres achetés en vertu de conventions de revente	3 309	5 826
	4 040	6 005
Autres renseignements sur les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Intérêts reçus	3 638	3 166
Dividendes reçus nets des impôts retenus à la source	3 834	3 802
Intérêts payés	(620)	(590)
Dividendes payés sur des titres vendus à découvert	(45)	(83)
Distributions versées aux déposants	(12 152)	(11 382)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

(Les chiffres présentés dans les tableaux sont exprimés en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

01

CONSTITUTION ET NATURE DES ACTIVITÉS

La Caisse de dépôt et placement du Québec (Caisse), personne morale de droit public au sens du Code civil du Québec, est régie par la *Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec* (RLRQ, chapitre C-2) (Loi).

La Caisse a élu domicile au Québec, Canada. L'adresse du siège social est le 65, rue Sainte-Anne, Québec, Canada. Le bureau principal de la Caisse est situé au 1000, place Jean-Paul-Riopelle, Montréal, Québec, Canada.

La Caisse a pour mission de recevoir des sommes en dépôt conformément à la Loi et de les gérer en recherchant le rendement optimal du capital des déposants dans le respect de leur politique de placement tout en contribuant au développement économique du Québec.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Ces états financiers consolidés ont été établis dans le but de présenter la situation financière, la performance financière ainsi que les flux de trésorerie de la Caisse. Les états financiers consolidés de la Caisse comprennent les comptes du fonds général, des fonds particuliers et des portefeuilles spécialisés ainsi que les comptes de ses filiales qui offrent exclusivement des services liés aux activités de financement et de gestion. Les opérations et les soldes intersociétés ont été éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés.

Les activités d'investissement des déposants dans les différents portefeuilles spécialisés de la Caisse s'effectuent par l'intermédiaire d'unités de dépôts à participation de fonds particuliers.

FONDS GÉNÉRAL

Le fonds général regroupe les activités de trésorerie et d'équivalents de trésorerie qui incluent la gestion des dépôts à vue, des dépôts à terme et des activités de financement de la Caisse.

FONDS PARTICULIERS

Les fonds particuliers regroupent principalement des placements diversifiés dans des portefeuilles spécialisés. Chacun des fonds particuliers est dédié à un seul déposant qui investit dans des dépôts à participation de fonds particuliers.

Les fonds particuliers des déposants sont les suivants :

Fonds 300 : Fonds du Régime de rentes du Québec administré par la Régie des rentes du Québec;

Fonds 301 : Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances;

Fonds 302 : Régime de retraite du personnel d'encadrement administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances;

Fonds 303 : Régimes particuliers administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances;

Fonds 305 : Régime de retraite des élus municipaux administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances;

Fonds 306 : Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers/paramédics et des services préhospitaliers d'urgence – Volet à prestations déterminées administré par le Comité de retraite et par l'administrateur délégué Aon Hewitt;

Fonds 307 : Fonds d'assurance automobile du Québec administré par la Société de l'assurance automobile du Québec;

Fonds 311 : Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec – compte général administré par la Commission de la construction du Québec;

Fonds 312 : Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec – compte des retraités administré par la Commission de la construction du Québec;

Fonds 313 : Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec – compte complémentaire administré par la Commission de la construction du Québec;

Fonds 314 : Fonds d'assurance-dépôts administré par l'Autorité des marchés financiers;

Fonds 315 : Compte dédié administré par La Financière agricole du Québec;

Fonds 316 : Fonds d'amortissement du régime de retraite – RREGOP administré par le ministère des Finances, gouvernement du Québec;

CONSTITUTION ET NATURE DES ACTIVITÉS (suite)

- Fonds 317 :** Fonds d'amortissement du régime de retraite – RRPE administré par le ministère des Finances, gouvernement du Québec;
- Fonds 318 :** Fonds d'amortissement des autres régimes de retraite administré par le ministère des Finances, gouvernement du Québec;
- Fonds 326 :** Fonds d'assurance-récolte administré par La Financière agricole du Québec;
- Fonds 328 :** Régime de rentes de survivants administré par le Secrétariat du Conseil du trésor, gouvernement du Québec;
- Fonds 329 :** Fonds d'assurance-garantie administré par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec;
- Fonds 330 :** Fonds de la santé et de la sécurité du travail administré par la Commission de la santé et de la sécurité du travail;
- Fonds 332 :** Fonds des cautionnements des agents de voyages – cautionnements individuels administré par l'Office de la protection du consommateur;
- Fonds 333 :** Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages administré par l'Office de la protection du consommateur;
- Fonds 335 :** Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers/paramédics et des services préhospitaliers d'urgence – Fonds 2020 administré par le Comité de retraite et par l'administrateur délégué Aon Hewitt (constitué le 1^{er} octobre 2014);
- Fonds 336 :** Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers/paramédics et des services préhospitaliers d'urgence – Fonds 2030 administré par le Comité de retraite et par l'administrateur délégué Aon Hewitt (constitué le 1^{er} octobre 2014);
- Fonds 337 :** Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers/paramédics et des services préhospitaliers d'urgence – Fonds 2040 administré par le Comité de retraite et par l'administrateur délégué Aon Hewitt (constitué le 1^{er} octobre 2014);
- Fonds 338 :** Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers/paramédics et des services préhospitaliers d'urgence – Fonds 2050 administré par le Comité de retraite et par l'administrateur délégué Aon Hewitt (constitué le 1^{er} octobre 2014);
- Fonds 341 :** Fonds pour l'éducation et la saine gouvernance – Fonds de trésorerie administré par l'Autorité des marchés financiers;
- Fonds 342 :** Régime de retraite de l'Université du Québec administré par le Comité de retraite du Régime de retraite de l'Université du Québec;
- Fonds 343 :** Fonds d'assurance parentale administré par le Conseil de gestion de l'assurance parentale;
- Fonds 347 :** Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées conventionnées du Québec administré par Aon Hewitt;
- Fonds 351 :** Fonds des générations administré par le ministère des Finances, gouvernement du Québec;
- Fonds 353 :** Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec – caisse participants administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances;
- Fonds 354 :** Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec – caisse employeurs administré par le ministère des Finances, gouvernement du Québec;
- Fonds 361 :** Régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances;
- Fonds 362 :** Régime de retraite pour certains employés de la Commission scolaire de la Capitale administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances;
- Fonds 363 :** Régime de retraite des employés de la Ville de Laval administré par le Comité du Régime de retraite des employés de la Ville de Laval;
- Fonds 367 :** Fonds d'information sur le territoire administré par le ministère des Finances, gouvernement du Québec;
- Fonds 368 :** Fonds pour l'éducation et la saine gouvernance – Fonds capitalisé administré par l'Autorité des marchés financiers;
- Fonds 369 :** Fonds des congés de maladie accumulés administré par le ministère des Finances, gouvernement du Québec;
- Fonds 371 :** Fonds des congés de maladie accumulés – ARQ administré par l'Agence du revenu du Québec;
- Fonds 372 :** Fonds commun de placement des régimes de retraite de l'Université Laval administré par les Comités de retraite;
- Fonds 373 :** Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte-des-Neiges administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances;
- Fonds 374 :** Fiducie globale Ville de Magog administrée par le Comité de retraite mixte;
- Fonds 376 :** Régime de retraite des employées et employés de la Ville de Sherbrooke administré par le Comité de retraite des employées et employés de la Ville de Sherbrooke (constitué le 1^{er} janvier 2013);
- Fonds 378 :** Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels – Fonds des cotisations des employés administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (constitué le 1^{er} juillet 2013);
- Fonds 383 :** Régime complémentaire de retraite des employés réguliers de la Société de transport de Sherbrooke administré par le Comité de retraite et par l'administrateur délégué Aon Hewitt (constitué le 1^{er} janvier 2014);
- Fonds 393 :** Régime de retraite de la Corporation de l'École Polytechnique administré par le Comité de retraite (constitué le 1^{er} juillet 2014).

CONSTITUTION ET NATURE DES ACTIVITÉS (suite)

PORTEFEUILLES SPÉCIALISÉS

Les portefeuilles spécialisés constituent des caisses communes dans lesquelles les fonds particuliers peuvent investir sous forme de dépôts à participation. Les différents portefeuilles spécialisés de la Caisse sont :

- Immeubles (710);
- Actions canadiennes (720);
- Actions EAEO (Europe, Australasie et Extrême-Orient) (730);
- Actions américaines (731);
- Actions des marchés en émergence (732);
- Actions mondiales (735) (dissous le 1^{er} avril 2014);
- Actions Qualité mondiale (736) (créé le 1^{er} janvier 2013);
- Valeurs à court terme (740);
- Dettes immobilières (750);
- Obligations (760);
- Obligations à rendement réel (762);
- Obligations à long terme (764);
- Fonds de couverture (770) (dissous le 1^{er} janvier 2014);
- Répartition de l'actif (771);
- BTAA (772);
- Stratégies actives de superposition (773) (créé le 1^{er} janvier 2014);
- Placements privés (780);
- Infrastructures (782).

02

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

ADOPTION DES NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE

Depuis le 1^{er} janvier 2011, conformément à la décision du Conseil des normes comptables du Canada (CNC), les entités ayant une obligation d'information du public sont tenues de publier des états financiers selon les Normes internationales d'information financière (IFRS). Pour les sociétés appliquant la *Note d'orientation concernant la comptabilité des Sociétés de placement* (NOC-18) de la Partie V du *Manuel de CPA Canada – Comptabilité*, le CNC avait autorisé un report de l'adoption des IFRS aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014.

En 2012, l'International Accounting Standards Board (IASB) a publié le document *Entités d'investissement* (modifications d'IFRS 10 – *États financiers consolidés*, d'IFRS 12 – *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités* et d'IAS 27 – *États financiers individuels*) exigeant qu'une société se qualifiant à titre d'entité d'investissement évalue chacune de ses entités contrôlées à la juste valeur. Le CNC a intégré ces modifications dans la Partie I du *Manuel de CPA Canada – Comptabilité* et celles-ci sont en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014.

Les présents états financiers consolidés de la Caisse sont les premiers états financiers préparés selon les IFRS appliquées rétrospectivement au 1^{er} janvier 2013, sauf pour les exceptions obligatoires prévues à l'IFRS 1 – *Première application des Normes internationales d'information financière*. Auparavant, la Caisse appliquait les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada conformément à la Partie V du *Manuel de CPA Canada – Comptabilité*. Les effets du changement de référentiel comptable sur les états financiers consolidés sont présentés à la note 19.

DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément aux IFRS telles qu'elles ont été publiées par l'IASB. Les méthodes comptables décrites ci-dessous ont été appliquées de manière uniforme pour tous les exercices présentés.

PRÉSENTATION ET BASE D'ÉVALUATION

La Caisse évalue à la juste valeur par le biais du résultat net les instruments financiers, incluant les participations dans des filiales non consolidées, les coentreprises, les entreprises associées ainsi que les entités structurées. Les filiales offrant exclusivement des services liés aux activités de financement et des services administratifs sont consolidées conformément aux modalités prévues à l'IFRS 10.

Les états consolidés de la situation financière sont présentés selon le critère de liquidité.

APPROBATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les présents états financiers consolidés de la Caisse ont été approuvés par le conseil d'administration le 24 février 2015.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

MONNAIE FONCTIONNELLE ET DE PRÉSENTATION

Les états financiers consolidés de la Caisse sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle.

CONVERSION DE DEVISES

Les actifs et les passifs financiers libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice. Les transactions en devises sont converties en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date des transactions.

Les écarts de conversion sur les placements et les passifs relatifs aux placements sont présentés aux états consolidés du résultat global à la rubrique « Gains nets non réalisés ». À la vente d'un placement ou au règlement d'un passif relatif aux placements, le gain ou la perte sur la conversion de devises est présenté à la rubrique « Gains nets réalisés » aux états consolidés du résultat global. Les écarts de conversion des éléments monétaires sont inclus à la rubrique « Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur » aux états consolidés du résultat global.

RECOURS AU JUGEMENT ET À DES ESTIMATIONS

La préparation des états financiers consolidés de la Caisse selon les IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, effectue des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur l'application des principales méthodes comptables décrites dans les sections suivantes et sur les montants présentés aux états consolidés de la situation financière et aux états consolidés du résultat global.

JUGEMENT

Qualification à titre d'entité d'investissement

Le recours au jugement s'effectue principalement au niveau de la qualification de la Caisse à titre d'entité d'investissement. La Caisse satisfait aux trois critères obligatoires de la définition d'IFRS 10, soit : 1) Obtenir des fonds d'un ou de plusieurs déposants; 2) Déclarer à ses déposants que sa mission est d'investir des fonds dans le seul but de réaliser des rendements sous forme de plus-values en capital et/ou de revenus d'investissement et 3) Évaluer et mesurer la performance de ses investissements sur la base de la juste valeur.

De plus, selon l'IFRS 10, quatre caractéristiques typiques sont suggérées dans le cadre de l'analyse de la qualification d'une entité à titre d'entité d'investissement, soit : 1) Détenir plus d'un investissement; 2) Avoir plusieurs déposants; 3) Avoir des investisseurs qui ne sont pas des parties liées et 4) Détenir des droits de propriété sous forme de titres de capitaux propres ou d'intérêts similaires. Malgré que la Caisse ne rencontre pas la troisième caractéristique typique d'une entité d'investissement en raison du fait que la Caisse et les déposants sont liés, la Caisse se qualifie tout de même à titre d'entité d'investissement. En effet, la direction est d'avis que le fait d'avoir des déposants qui sont liés à l'entité d'investissement ne compromet pas la mission de la Caisse de réaliser des rendements sous forme de plus-values en capital et/ou de revenus d'investissement pour ses déposants.

Présentation de la hiérarchie de la juste valeur des instruments financiers

La direction doit porter un jugement quant à l'importance de chaque donnée d'entrée dans l'établissement de la classification du niveau hiérarchique, tel que décrit à la note 7.

Intérêts détenus dans des entités

La direction doit porter un jugement afin de déterminer si la Caisse exerce un contrôle, un contrôle conjoint ou une influence notable sur certaines entités, tel que décrit à la note 17. Le jugement sur la relation entre la Caisse et toute entité dans laquelle la Caisse investit est effectué au moment de l'investissement initial et doit être réévalué lorsque les faits et circonstances indiquent qu'un ou plusieurs éléments ont changé.

La Caisse contrôle une entité seulement si les trois éléments suivants sont réunis, soit : 1) Elle détient le pouvoir décisionnel en ce qui a trait aux activités pertinentes de l'entité; 2) Elle est exposée ou a le droit à des rendements variables en raison des liens avec l'entité et 3) Elle a la capacité d'exercer le pouvoir de manière à influencer sur le montant des rendements. Lorsque la direction évalue le pouvoir décisionnel, plusieurs facteurs sont pris en compte, dont l'existence et l'effet de droits de vote actuels et potentiels détenus par la Caisse qui sont exerçables, la détention d'instruments convertibles en actions donnant des droits de vote ainsi que d'autres circonstances ayant une incidence sur la prise de décision.

La Caisse exerce une influence notable sur une entité lorsqu'elle participe aux décisions relatives aux politiques financières et opérationnelles de l'entité émettrice, alors qu'elle exerce un contrôle conjoint sur une entité lorsqu'il y a une entente contractuelle ou implicite nécessitant le consentement unanime des parties partageant le contrôle concernant les activités pertinentes.

ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES

Les principales estimations et hypothèses, présentées à la note 7, ont trait à l'évaluation de la juste valeur des placements et des passifs relatifs aux placements classés de niveau 3 selon la hiérarchie de la juste valeur. Les valeurs réelles peuvent différer des valeurs estimées.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers de la Caisse comprennent la trésorerie, les équivalents de trésorerie, les montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement, les avances à des déposants, les revenus de placement courus et à recevoir, les placements, les montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement, les autres passifs financiers, les passifs relatifs aux placements et l'actif net attribuable aux déposants.

CLASSIFICATION ET MESURE

Les instruments financiers sont classés par catégorie selon leur nature et leurs caractéristiques. La direction détermine le classement au moment de la comptabilisation initiale qui correspond à la date d'acquisition. Tous les instruments financiers de la Caisse sont désignés à la juste valeur par le biais du résultat net et sont mesurés à la juste valeur, à l'exception des instruments financiers dérivés et des titres vendus à découvert qui sont obligatoirement classés comme détenus à des fins de transaction et qui sont mesurés à la juste valeur. La direction a fait le choix de désigner tous les autres instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net, étant donné que la gestion ainsi que la performance de ceux-ci sont effectuées sur la base d'un modèle à la juste valeur.

Les instruments financiers sont comptabilisés initialement et subséquemment à la juste valeur. Les variations de la juste valeur des instruments financiers sont présentées à la rubrique « Gains nets non réalisés » aux états consolidés du résultat global. Les revenus et les dépenses de placement sont présentés à la rubrique « Revenu net de placement » aux états consolidés du résultat global.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

La juste valeur se définit comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Lors de sa comptabilisation initiale, la meilleure indication de la juste valeur d'un instrument financier est le prix de la transaction, soit la juste valeur de la contrepartie reçue ou donnée. Subséquemment, la juste valeur des instruments financiers est établie à l'aide de prix cotés sur des marchés actifs. Lorsqu'il n'existe pas de prix cotés, la juste valeur est établie au moyen de techniques d'évaluation faisant appel à des données d'entrée observables ainsi que des données d'entrée non observables. La Caisse utilise des techniques d'évaluation appropriées selon les caractéristiques de l'instrument financier, la disponibilité des données d'entrée et les hypothèses que prendraient en compte les intervenants du marché, tout en maximisant l'utilisation de données d'entrée observables pertinentes et en minimisant l'utilisation de données d'entrée non observables. Les techniques d'évaluation sont appliquées de façon constante. Les informations relatives à la juste valeur sont présentées à la note 7.

Trésorerie

La trésorerie représente les liquidités déposées auprès d'institutions financières reconnues et porte intérêt aux taux du marché.

Placements et équivalents de trésorerie

Les équivalents de trésorerie comprennent certaines valeurs à court terme ainsi que certains titres achetés en vertu de conventions de revente. Ces titres répondent à la définition d'équivalents de trésorerie puisqu'ils sont utilisés à des fins de gestion de la trésorerie, sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, sont soumis à un risque négligeable de variations de la juste valeur et leur échéance initiale est de trois mois et moins. Ces instruments financiers portent intérêt aux taux du marché.

Les placements comprennent les titres à revenu fixe, les titres à revenu variable, les participations dans des filiales non consolidées ainsi que les instruments financiers dérivés.

Les titres à revenu fixe comprennent les valeurs à court terme, les titres achetés en vertu de conventions de revente, les obligations et les billets à terme adossés à des actifs (BTAA). Les achats et les ventes de titres à revenu fixe sont constatés à la date de transaction.

Les titres à revenu variable comprennent les actions et valeurs convertibles de sociétés cotées, de sociétés fermées, incluant des fonds de placement privés et d'infrastructures, ainsi que des fonds de couverture. Les achats et les ventes d'actions et valeurs convertibles sont constatés à la date de transaction alors que les achats et les ventes de fonds de placement privés, de fonds d'infrastructures ainsi que de fonds de couverture sont constatés à la date de règlement.

Les participations dans des filiales non consolidées représentent l'investissement de la Caisse dans des entités contrôlées qui ne sont pas consolidées conformément à l'IFRS 10. L'investissement de la Caisse dans ces entités émettrices peut être fait sous forme d'actions ou sous forme d'instruments d'emprunts.

Passifs relatifs aux placements

Les passifs relatifs aux placements comprennent les titres vendus en vertu de conventions de rachat, les titres vendus à découvert, les billets de trésorerie à payer, les emprunts à payer, les billets à terme à payer ainsi que les instruments financiers dérivés.

Les titres vendus à découvert représentent les engagements de la Caisse d'acheter des titres auprès de tiers pour couvrir ses positions. La Caisse peut vendre à découvert des actions, des valeurs à court terme ainsi que des obligations.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Instruments financiers dérivés

Dans le cadre de la gestion de ses placements, la Caisse effectue des opérations sur divers instruments financiers dérivés à des fins de gestion des risques liés aux fluctuations de change, de taux d'intérêt et de marché. Les instruments financiers dérivés dont la juste valeur est favorable sont présentés à la rubrique « Placements » aux états consolidés de la situation financière, alors que ceux dont la juste valeur est défavorable sont présentés à la rubrique « Passifs relatifs aux placements » aux états consolidés de la situation financière.

La Caisse n'effectue pas de comptabilité de couverture. Toutefois, elle peut utiliser des instruments financiers dérivés pour couvrir économiquement certains risques financiers. Lorsque la Caisse a identifié une relation de couverture économique, les gains ou les pertes réalisés sur l'instrument financier dérivé correspondant à la relation de couverture sont reclassés à titre de revenus ou de dépenses de placement provenant de l'instrument couvert économiquement.

Opérations en voie de règlement

Les transactions effectuées avec des courtiers pour la vente ou l'achat de titres qui n'ont pas encore été réglées à la date de clôture sont comptabilisées respectivement aux rubriques « Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement » et « Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement » aux états consolidés de la situation financière.

DÉCOMPTABILISATION D'ACTIFS ET DE PASSIFS FINANCIERS

La Caisse décomptabilise des actifs financiers lorsque tous les droits contractuels de ces actifs arrivent à échéance ou lorsque les droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie liés à l'actif financier ont été transférés et lorsqu'elle a transféré la quasi-totalité des risques et avantages liés à l'actif financier de sorte qu'elle ne conserve pas le contrôle de cet actif. Lorsque la Caisse considère qu'elle conserve la quasi-totalité des risques et avantages lors du transfert d'un actif financier, celui-ci n'est pas décomptabilisé des états consolidés de la situation financière et, s'il y a lieu, un passif financier correspondant est comptabilisé. Les actifs financiers transférés, mais non décomptabilisés sont présentés à la note 14. Les passifs financiers sont décomptabilisés lorsque l'obligation s'y rattachant est éteinte, annulée ou échue.

Titres achetés en vertu de conventions de revente

La Caisse conclut des opérations d'achat de titres, soit de valeurs à court terme et d'obligations, qu'elle s'engage à revendre à la contrepartie à une date ultérieure. Les titres achetés ne sont pas comptabilisés aux états consolidés de la situation financière puisque la contrepartie conserve les risques et avantages liés à ces titres. Les montants déboursés sous forme de trésorerie sont décomptabilisés et un actif correspondant est comptabilisé dans les placements sous la catégorie « Titres achetés en vertu de conventions de revente ». La différence entre le prix d'achat et le prix de revente est comptabilisée à titre de revenus d'intérêts calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif à la rubrique « Revenus de placement » aux états consolidés du résultat global.

Titres vendus en vertu de conventions de rachat

La Caisse conclut des opérations de vente de titres, soit de valeurs à court terme et d'obligations, qu'elle s'engage à racheter de la contrepartie à une date ultérieure. Les titres vendus ne sont pas décomptabilisés des états consolidés de la situation financière puisque la Caisse conserve les risques et avantages liés à ces titres. Les montants reçus sous forme de trésorerie sont comptabilisés et un passif correspondant est comptabilisé dans les passifs relatifs aux placements sous la catégorie « Titres vendus en vertu de conventions de rachat ». La différence entre le prix de vente et le prix de rachat est comptabilisée à titre de dépenses d'intérêts calculées selon la méthode du taux d'intérêt effectif à la rubrique « Dépenses de placement » aux états consolidés du résultat global.

Prêts et emprunts de titres

La Caisse conclut des opérations de prêts et d'emprunts de titres sur les placements en actions. Ces opérations sont généralement garanties par des titres reçus des contreparties ou donnés par la Caisse, respectivement. Les titres prêtés ne sont pas décomptabilisés des états consolidés de la situation financière puisque la Caisse conserve les risques et avantages liés à ces titres. Les titres empruntés ne sont pas comptabilisés aux états consolidés de la situation financière puisque la contrepartie conserve les risques et avantages liés à ces titres. Les revenus et les dépenses résultant des opérations de prêts et d'emprunts de titres sont présentés respectivement aux rubriques « Revenus de placement » et « Dépenses de placement » aux états consolidés du résultat global.

COMPENSATION D'ACTIFS ET DE PASSIFS FINANCIERS

Les actifs et les passifs financiers sont présentés au net lorsqu'ils font l'objet d'un droit juridiquement exécutoire d'effectuer une compensation et que la Caisse a l'intention de procéder à un règlement d'après le solde net ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément. L'information relative à la compensation d'actifs et de passifs financiers est présentée à la note 8.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉPOSANTS

L'actif net attribuable aux déposants se compose des dépôts à vue, des dépôts à terme, des distributions à verser aux déposants ainsi que des dépôts à participation.

Dépôts à vue et dépôts à terme

Les dépôts à vue portent intérêt à taux variable et sont remboursables à vue. Les dépôts à terme portent intérêt à taux fixe ou à taux variable et sont remboursables à l'échéance. Les dépôts à vue et les dépôts à terme représentent des créances de la Caisse à l'égard des déposants conformément au *Règlement sur les conditions et modalités des dépôts, fonds et portefeuilles de la Caisse* (Règlement).

Distributions à verser aux déposants

Conformément au Règlement, les distributions à verser aux déposants correspondent au revenu net ou à la perte nette provenant des portefeuilles spécialisés ainsi qu'aux gains nets ou aux pertes nettes réalisés à l'annulation d'unités de participation de portefeuilles spécialisés détenues par les fonds particuliers qui sont comptabilisés à la clôture de chaque mois et qui sont versés au compte de dépôts à vue des déposants au début du mois suivant. Les distributions peuvent également s'effectuer par l'émission d'unités de dépôts à participation de fonds particuliers.

Dépôts à participation

Les dépôts à participation sont exprimés en unités de participation pour chacun des fonds particuliers. Chaque unité de participation confère à son détenteur une participation dans l'actif net du fonds. La valeur de l'actif net par unité est établie en divisant l'actif net du fonds particulier par le nombre d'unités en circulation. Les déposants peuvent acheter ou annuler des unités de dépôts à participation à cette valeur au début de chaque mois. L'écart entre le produit d'annulation et la valeur comptable à l'émission est récupéré au compte de dépôts à vue du déposant. De plus, les unités de dépôts à participation confèrent à leur détenteur le droit de recevoir des distributions. Les unités de dépôts à participation sont des instruments financiers et sont définies comme étant l'avoir des déposants conformément au Règlement. Les unités de dépôts à participation sont subordonnées à toutes les autres catégories de passifs financiers.

REVENU NET

REVENUS ET DÉPENSES DE DIVIDENDES

Les revenus de dividendes sont comptabilisés lorsque la Caisse obtient le droit au dividende, généralement à compter de la date ex-dividende. Les dépenses de dividendes provenant des actions vendues à découvert sont comptabilisées lorsque les actionnaires obtiennent le droit au dividende. Les revenus et les dépenses de dividendes sont présentés respectivement aux rubriques « Revenus de placement » et « Dépenses de placement » aux états consolidés du résultat global.

REVENUS ET DÉPENSES D'INTÉRÊTS

Les revenus et les dépenses d'intérêts sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les revenus et les dépenses d'intérêts incluent l'amortissement de la prime ou de l'escompte, ce qui permet de maintenir un taux d'intérêt effectif constant jusqu'à l'échéance. Les revenus et les dépenses d'intérêts sont présentés respectivement aux rubriques « Revenus de placement » et « Dépenses de placement » aux états consolidés du résultat global.

FRAIS DE GESTION EXTERNE

Les frais de gestion externe représentent les sommes versées à des institutions financières externes, principalement des gestionnaires de fonds institutionnels de marchés boursiers internationaux, pour gérer les fonds appartenant à la Caisse. Les frais de gestion externe de base et les frais de gestion liés à la performance des gestionnaires externes sont comptabilisés respectivement aux rubriques « Dépenses de placement » et « Gains nets réalisés » aux états consolidés du résultat global.

IMPÔT SUR LE REVENU

En vertu de la loi fédérale et des lois provinciales de l'impôt sur le revenu, la Caisse est exonérée d'impôt au Canada. Les revenus de sociétés étrangères sont sujets à des retenues d'impôt dans certains pays. Les retenues d'impôt sont présentées à la rubrique « Dépenses de placement » aux états consolidés du résultat global.

CHARGES D'EXPLOITATION

Les charges d'exploitation représentent l'ensemble des frais engagés pour la gestion et l'administration des placements de la Caisse et sont présentées distinctement aux états consolidés du résultat global.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

GAINS NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR

Lors de la vente de placements, les gains et les pertes réalisés sont calculés selon la méthode du premier entré, premier sorti. Les gains et les pertes réalisés sur les placements représentent la différence entre la valeur nette de réalisation et le coût d'acquisition des placements. Les gains et les pertes réalisés sur les passifs relatifs aux placements représentent la différence entre la valeur du règlement et la valeur à la comptabilisation initiale des passifs. Les gains et les pertes réalisés sur les instruments financiers dérivés représentent les paiements et les encaissements relatifs à ces instruments financiers. Les gains et les pertes réalisés sont présentés à la rubrique « Gains nets réalisés » aux états consolidés du résultat global. Les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition, à la vente ainsi qu'à l'émission d'un instrument financier sont présentés à la rubrique « Gains nets réalisés » aux états consolidés du résultat global. Ces coûts sont composés de frais de commissions, de frais boursiers ainsi que d'honoraires professionnels et juridiques liés aux activités d'investissement et de financement.

Les gains et les pertes non réalisés incluent les variations nettes des justes valeurs des placements et des passifs relatifs aux placements de l'exercice ainsi que le renversement des gains et des pertes non réalisés des exercices précédents qui ont été réalisés au cours de l'exercice. Les gains et les pertes non réalisés sont présentés à la rubrique « Gains nets non réalisés » aux états consolidés du résultat global.

DISTRIBUTIONS AUX DÉPOSANTS

Conformément au Règlement, les distributions aux déposants correspondent au revenu net ou à la perte nette de l'exercice provenant des portefeuilles spécialisés ainsi qu'aux gains nets ou aux pertes nettes réalisés à l'annulation d'unités de participation de portefeuilles spécialisés détenues par les fonds particuliers. Les distributions aux déposants sont comptabilisées à titre de charges financières et sont présentées distinctement aux états consolidés du résultat global.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Les activités d'exploitation aux états consolidés des flux de trésorerie représentent les activités opérationnelles issues des principales activités d'investissement de la Caisse qui entrent dans la détermination du résultat global attribuable aux déposants.

Les activités de financement aux états consolidés des flux de trésorerie représentent les activités qui entraînent des changements dans le montant et la composition de l'actif net attribuable aux déposants ainsi que celles liées aux emprunts externes de la Caisse. La variation des billets de trésorerie à payer et des emprunts à payer dont l'échéance initiale est de trois mois et moins est présentée sur la base d'un montant net alors que l'émission et le remboursement de billets de trésorerie à payer, d'emprunts à payer et de billets à terme dont l'échéance initiale est de plus de trois mois sont présentés sur la base d'un montant brut.

03

NOUVELLES NORMES IFRS PUBLIÉES AU 31 DÉCEMBRE 2014, MAIS NON ENCORE ADOPTÉES

IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients: Date d'entrée en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2017

L'IASB a publié en mai 2014 une nouvelle norme, l'IFRS 15 – *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*, qui remplacera les normes et les interprétations actuelles sur la comptabilisation des revenus. L'IFRS 15 établit un modèle global unique pour la comptabilisation des revenus tirés de contrats avec des clients. Le nouveau modèle vise tous les contrats conclus avec des clients à l'exception de ceux entrant dans le champ d'application d'autres IFRS tels que les contrats de location, les contrats d'assurance et les instruments financiers. Cette nouvelle norme doit être appliquée de façon rétrospective à compter de sa date d'entrée en vigueur. L'incidence de l'adoption de cette norme est actuellement en cours d'analyse.

IFRS 9 – Instruments financiers: Date d'entrée en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2018

L'IASB a publié en juillet 2014 la version finale de l'IFRS 9 – *Instruments financiers* qui remplacera la norme IAS 39 – *Instruments financiers: Comptabilisation et évaluation*. L'IFRS 9 couvre le classement et l'évaluation des actifs et des passifs financiers ainsi que la dépréciation des actifs financiers et la comptabilité de couverture.

L'IFRS 9 établit un modèle unique de classement et d'évaluation des actifs financiers qui est fondé sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels ainsi que sur le modèle économique relatif à la détention d'actifs financiers. Concernant l'évaluation des passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net, la norme prescrit la comptabilisation des variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit propre à l'entité dans les autres éléments du résultat global, sauf si ce traitement contribuerait à créer ou accroître une non-concordance comptable dans le résultat net. L'IASB autorise l'adoption anticipée de ces nouvelles exigences relatives à la comptabilisation des variations du risque de crédit propre à l'entité.

L'IFRS 9 introduit également un nouveau modèle de dépréciation pour les actifs financiers n'étant pas évalués à la juste valeur par le biais du résultat net qui nécessite la comptabilisation de pertes de crédit attendues plutôt que les pertes subies tel qu'exigé par la norme actuelle. Quant au nouveau modèle de comptabilité de couverture, il permet de mieux aligner la comptabilité de couverture avec les activités de gestion des risques.

De façon générale, cette nouvelle norme doit être appliquée de façon rétrospective à compter de sa date d'entrée en vigueur. L'incidence de l'adoption de cette norme est actuellement en cours d'analyse.

04

PLACEMENTS, ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET PASSIFS RELATIFS AUX PLACEMENTS

A) PLACEMENTS ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Les tableaux suivants présentent la juste valeur ainsi que le coût des placements et des équivalents de trésorerie. La répartition géographique des placements et des équivalents de trésorerie est établie selon le pays de l'établissement principal de l'émetteur. Dans le cas des participations dans des filiales non consolidées, cette répartition est établie selon le pays des investissements sous-jacents. La répartition géographique des instruments financiers dérivés est établie selon la devise de règlement de l'instrument.

	31 décembre 2014			
	Canada	Étrangers	Juste valeur	Coût
Équivalents de trésorerie				
Valeurs à court terme	520	–	520	520
Titres achetés en vertu de conventions de revente	3 309	–	3 309	3 309
Total des équivalents de trésorerie	3 829	–	3 829	3 829
Placements				
Titres à revenu fixe				
Valeurs à court terme	1 479	956	2 435	2 434
Titres achetés en vertu de conventions de revente	10 998	5 064	16 062	16 091
Obligations				
Gouvernements	48 509	2 283	50 792	49 309
Sociétés d'État et autres administrations publiques	6 854	736	7 590	7 278
Secteur corporatif	12 743	4 948	17 691	16 804
BTAA (note 4c)	9 236	–	9 236	9 416
Total des titres à revenu fixe	89 819	13 987	103 806	101 332
Titres à revenu variable				
Actions et valeurs convertibles				
Sociétés cotées	23 518	60 804	84 322	65 596
Sociétés fermées	1 805	9 859	11 664	10 729
Fonds de couverture	103	2 951	3 054	2 545
Total des titres à revenu variable	25 426	73 614	99 040	78 870
Participations dans des filiales non consolidées				
Placements de biens immobiliers	17 441	15 191	32 632	19 796
Placements de dettes immobilières	10 249	–	10 249	10 166
Placements privés	2 335	5 913	8 248	5 785
Placements d'infrastructures	931	6 438	7 369	6 389
Autres placements	18	2 319	2 337	2 152
Total des participations dans des filiales non consolidées	30 974	29 861	60 835	44 288
Instruments financiers dérivés				
Marchés réglementés (note 6)	2	24	26	31
Marchés hors cote (note 6)	351	917	1 268	1 321
Total des instruments financiers dérivés	353	941	1 294	1 352
Total des placements	146 572	118 403	264 975	225 842
Total des placements et des équivalents de trésorerie	150 401	118 403	268 804	229 671

PLACEMENTS DONNÉS EN GARANTIE

Au 31 décembre 2014, le total des placements et des équivalents de trésorerie inclut des placements d'une juste valeur de 22 534 M\$ qui sont donnés en garantie. Les contreparties sont autorisées à vendre ou à redonner ces titres en garantie. L'information relative aux placements donnés en garantie est présentée à la note 15.

PLACEMENTS, ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET PASSIFS RELATIFS AUX PLACEMENTS (suite)

	31 décembre 2013			
	Canada	Étrangers	Juste valeur	Coût
Équivalents de trésorerie				
Valeurs à court terme	16	60	76	76
Titres achetés en vertu de conventions de revente	5 826	–	5 826	5 826
Total des équivalents de trésorerie	5 842	60	5 902	5 902
Placements				
Titres à revenu fixe				
Valeurs à court terme	1 056	588	1 644	1 757
Titres achetés en vertu de conventions de revente	5 132	4 582	9 714	9 707
Obligations				
Gouvernements	33 141	3 223	36 364	37 007
Sociétés d'État et autres administrations publiques	13 271	907	14 178	14 163
Secteur corporatif	12 340	3 958	16 298	16 264
BTAA (note 4c)	9 752	–	9 752	10 093
Total des titres à revenu fixe	74 692	13 258	87 950	88 991
Titres à revenu variable				
Actions et valeurs convertibles				
Sociétés cotées	19 532	52 656	72 188	57 520
Sociétés fermées	1 826	9 277	11 103	10 623
Fonds de couverture	101	2 887	2 988	2 798
Total des titres à revenu variable	21 459	64 820	86 279	70 941
Participations dans des filiales non consolidées				
Placements de biens immobiliers	17 170	14 625	31 795	21 815
Placements de dettes immobilières	8 797	–	8 797	9 092
Placements privés	2 142	5 153	7 295	6 107
Placements d'infrastructures	666	4 771	5 437	5 028
Autres placements	127	853	980	952
Total des participations dans des filiales non consolidées	28 902	25 402	54 304	42 994
Instruments financiers dérivés				
Marchés réglementés (note 6)	2	29	31	22
Marchés hors cote (note 6)	1 327	615	1 942	1 297
Total des instruments financiers dérivés	1 329	644	1 973	1 319
Total des placements	126 382	104 124	230 506	204 245
Total des placements et des équivalents de trésorerie	132 224	104 184	236 408	210 147

PLACEMENTS DONNÉS EN GARANTIE

Au 31 décembre 2013, le total des placements et des équivalents de trésorerie inclut des placements d'une juste valeur de 17 230 M\$ qui sont donnés en garantie. Les contreparties sont autorisées à vendre ou à redonner ces titres en garantie. L'information relative aux placements donnés en garantie est présentée à la note 15.

PLACEMENTS, ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET PASSIFS RELATIFS AUX PLACEMENTS (suite)

	1 ^{er} janvier 2013			
	Canada	Étrangers	Juste valeur	Coût
Équivalents de trésorerie				
Valeurs à court terme	7	98	105	105
Titres achetés en vertu de conventions de revente	3 255	–	3 255	3 255
Total des équivalents de trésorerie	3 262	98	3 360	3 360
Placements				
Titres à revenu fixe				
Valeurs à court terme	517	600	1 117	1 367
Titres achetés en vertu de conventions de revente	5 374	2 754	8 128	8 111
Obligations				
Gouvernements	28 972	989	29 961	28 763
Sociétés d'État et autres administrations publiques	14 595	777	15 372	14 879
Secteur corporatif	7 913	3 560	11 473	10 902
BTAA (note 4c)	9 894	–	9 894	11 203
Total des titres à revenu fixe	67 265	8 680	75 945	75 225
Titres à revenu variable				
Actions et valeurs convertibles				
Sociétés cotées	17 816	47 051	64 867	60 893
Sociétés fermées	1 884	8 652	10 536	11 135
Fonds de couverture	102	2 903	3 005	2 981
Total des titres à revenu variable	19 802	58 606	78 408	75 009
Participations dans des filiales non consolidées				
Placements de biens immobiliers	15 067	12 231	27 298	18 452
Placements de dettes immobilières	7 559	–	7 559	7 846
Placements privés	2 243	4 955	7 198	7 038
Placements d'infrastructures	831	2 583	3 414	3 136
Autres placements	–	470	470	501
Total des participations dans des filiales non consolidées	25 700	20 239	45 939	36 973
Instruments financiers dérivés				
Marchés réglementés (note 6)	7	19	26	17
Marchés hors cote (note 6)	1 899	565	2 464	1 227
Total des instruments financiers dérivés	1 906	584	2 490	1 244
Total des placements	114 673	88 109	202 782	188 451
Total des placements et des équivalents de trésorerie	117 935	88 207	206 142	191 811

PLACEMENTS DONNÉS EN GARANTIE

Au 1^{er} janvier 2013, le total des placements et des équivalents de trésorerie inclut des placements d'une juste valeur de 11 894 M\$ qui sont donnés en garantie. Les contreparties sont autorisées à vendre ou à redonner ces titres en garantie. L'information relative aux placements donnés en garantie est présentée à la note 15.

ACTIONS DES MARCHÉS EN CROISSANCE

La Caisse a reçu la qualification d'Investisseur Institutionnel Étranger Qualifié et a obtenu un quota d'investissement afin d'accéder aux marchés de capitaux chinois. Bien que la Caisse ait une stratégie d'investissement à long terme, des conditions doivent être satisfaites auprès des autorités réglementaires dans l'éventualité d'un rapatriement du capital investi. Au 31 décembre 2014, la juste valeur des titres investis s'élève à 983 M\$ (657 M\$ au 31 décembre 2013 et 291 M\$ au 1^{er} janvier 2013).

PLACEMENTS, ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET PASSIFS RELATIFS AUX PLACEMENTS (suite)

B) PASSIFS RELATIFS AUX PLACEMENTS

Les tableaux suivants présentent la juste valeur ainsi que le coût des passifs relatifs aux placements. La répartition géographique des passifs relatifs aux placements est établie selon le pays de l'établissement principal de l'émetteur sauf en ce qui concerne la répartition géographique des instruments financiers dérivés qui est établie selon la devise de règlement de l'instrument.

	31 décembre 2014			
	Canada	Étrangers	Juste valeur	Coût
Passifs financiers non dérivés				
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	14 345	2 206	16 551	16 560
Titres vendus à découvert				
Actions	5 835	1 757	7 592	5 711
Obligations et valeurs à court terme	1 069	4 160	5 229	4 924
Billets de trésorerie à payer	3 314	–	3 314	3 253
Emprunts à payer	637	363	1 000	989
Billets à terme à payer	9 814	–	9 814	8 291
Total des passifs financiers non dérivés	35 014	8 486	43 500	39 728
Instruments financiers dérivés				
Marchés réglementés (note 6)	–	4	4	8
Marchés hors cote (note 6)	322	1 098	1 420	162
Total des instruments financiers dérivés	322	1 102	1 424	170
Total des passifs relatifs aux placements	35 336	9 588	44 924	39 898

	31 décembre 2013			
	Canada	Étrangers	Juste valeur	Coût
Passifs financiers non dérivés				
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	8 571	3 679	12 250	12 245
Titres vendus à découvert				
Actions	6 112	1 414	7 526	5 938
Obligations et valeurs à court terme	493	3 673	4 166	4 057
Billets de trésorerie à payer	1 529	–	1 529	1 527
Emprunts à payer	824	441	1 265	1 273
Billets à terme à payer	9 020	–	9 020	8 289
Total des passifs financiers non dérivés	26 549	9 207	35 756	33 329
Instruments financiers dérivés				
Marchés réglementés (note 6)	–	11	11	10
Marchés hors cote (note 6)	375	1 019	1 394	129
Total des instruments financiers dérivés	375	1 030	1 405	139
Total des passifs relatifs aux placements	26 924	10 237	37 161	33 468

PLACEMENTS, ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET PASSIFS RELATIFS AUX PLACEMENTS (suite)

	1 ^{er} janvier 2013			
	Canada	Étrangers	Juste valeur	Coût
Passifs financiers non dérivés				
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	3 762	862	4 624	4 623
Titres vendus à découvert				
Actions	6 607	1 674	8 281	7 512
Obligations et valeurs à court terme	1 185	2 753	3 938	3 778
Billets de trésorerie à payer	1 017	–	1 017	1 018
Emprunts à payer	2 283	398	2 681	2 707
Billets à terme à payer	8 879	–	8 879	8 287
Total des passifs financiers non dérivés	23 733	5 687	29 420	27 925
Instruments financiers dérivés				
Marchés réglementés (note 6)	–	15	15	6
Marchés hors cote (note 6)	827	975	1 802	61
Total des instruments financiers dérivés	827	990	1 817	67
Total des passifs relatifs aux placements	24 560	6 677	31 237	27 992

C) BTAA ET INSTRUMENTS FINANCIERS LIÉS AUX BTAA

Les BTAA constituent des créances adossées à une variété d'instruments financiers majoritairement structurés dans des véhicules d'actifs-cadres (VAC). Dans le cas de VAC 1 et VAC 2, les actifs sous-jacents sont essentiellement des trocs de défaillance de crédit ainsi que des actifs donnés en garantie, tandis que VAC 3 contient des actifs traditionnels tels que des créances hypothécaires résidentielles et commerciales. Les BTAA exclus de l'entente de restructuration sont composés essentiellement de trocs de défaillance de crédit.

La Caisse a un engagement relatif à une facilité de financement à l'égard de VAC 1 s'élevant à 6 167 M\$ au 31 décembre 2014 (6 167 M\$ au 31 décembre 2013 et au 1^{er} janvier 2013) et venant à échéance en juillet 2017. Cette facilité de financement représente des conventions d'indemnisation qui peuvent éventuellement obliger la Caisse à faire des paiements aux bénéficiaires de la garantie. Au 31 décembre 2014, aucun prélèvement n'a été effectué sur cette facilité de financement depuis sa mise en place.

Par ailleurs, la Caisse a recours à des instruments financiers dérivés tels que des trocs de taux d'intérêt et de défaillance de crédit dans le but de réduire le risque de perte inhérent à une fluctuation de la juste valeur des BTAA ainsi que d'éventuels appels de garantie. Ces couvertures ont des échéances similaires à celles des BTAA et la Caisse entend les maintenir en place jusqu'à leur échéance.

Les BTAA, les instruments financiers dérivés et les passifs relatifs aux BTAA sont présentés dans le tableau suivant :

	31 décembre 2014			31 décembre 2013			1 ^{er} janvier 2013		
	Juste valeur	Pertes non réalisées cumulatives	Coût	Juste valeur	Pertes non réalisées cumulatives	Coût	Juste valeur	Pertes non réalisées cumulatives	Coût
VAC 1, 2, 3	8 346	(144)	8 490	8 501	(278)	8 779	8 751	(1 035)	9 786
BTAA exclus de l'entente de restructuration	890	(36)	926	1 251	(63)	1 314	1 143	(274)	1 417
Total des BTAA	9 236	(180)	9 416	9 752	(341)	10 093	9 894	(1 309)	11 203
Instruments financiers dérivés ¹	–	(1 140)	1 140	24	(1 116)	1 140	259	(881)	1 140
Passifs relatifs aux BTAA ¹	(647)	(6)	(641)	(842)	(3)	(839)	(1 411)	–	(1 411)
Total des instruments financiers liés aux BTAA	8 589	(1 326)	9 915	8 934	(1 460)	10 394	8 742	(2 190)	10 932

1. Ces éléments sont inclus à la note 4a des placements et à la note 4b des passifs relatifs aux placements.

05

RÉPARTITION DE L'ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉPOSANTS

Le tableau suivant présente la répartition de l'actif net attribuable aux déposants selon l'offre globale des portefeuilles spécialisés de la Caisse :

	31 décembre 2014	31 décembre 2013	1 ^{er} janvier 2013
Revenu fixe			
Valeurs à court terme	6 830	3 512	8 916
Obligations	62 870	55 016	43 790
Obligations à long terme	2 208	1 896	3 679
Dettes immobilières	10 441	8 818	7 574
	82 349	69 242	63 959
Placements sensibles à l'inflation			
Obligations à rendement réel	980	1 188	1 228
Infrastructures	10 133	8 048	6 307
Immeubles	22 878	22 570	17 974
	33 991	31 806	25 509
Actions			
Actions canadiennes	24 564	23 069	22 024
Actions mondiales	–	3 485	13 753
Actions américaines	10 263	9 730	10 175
Actions EAEO	9 510	9 832	9 828
Actions des marchés en émergence	11 805	10 256	8 718
Actions Qualité mondiale	28 354	17 225	–
Placements privés	22 396	20 182	17 796
	106 892	93 779	82 294
Autres placements			
Fonds de couverture	–	3 667	3 185
Répartition de l'actif	1 603	1 156	1 103
BTAA	30	(107)	(834)
Stratégies actives de superposition	533	–	–
	2 166	4 716	3 454
Activités personnalisées des fonds particuliers ¹ et activités de trésorerie	453	606	994
Actif net attribuable aux déposants	225 851	200 149	176 210

1. Les activités personnalisées constituent la détention directe d'instruments financiers dérivés par les fonds particuliers destinés à la gestion personnalisée de l'exposition désirée par chacun des déposants.

06

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur fluctue en fonction d'un sous-jacent, qui ne requièrent aucun ou très peu d'investissement initial et qui sont réglés à une date future. Cet élément sous-jacent peut être de nature financière (taux d'intérêt, devise, titre ou indice boursier) ou une marchandise (métal précieux, denrée ou pétrole). Certains instruments financiers dérivés sont réglés par l'intermédiaire de chambres de compensation. La Caisse a recours, entre autres, aux instruments financiers dérivés décrits ci-après.

Les contrats à terme sont des engagements qui permettent d'acheter ou de vendre l'élément sous-jacent, à une quantité et à un prix établis par le contrat et selon l'échéance indiquée dans l'entente. Les contrats à terme de gré à gré sont assortis de conditions sur mesure négociées directement entre les parties sur un marché hors cote. Les contrats à terme normalisés ont des modalités fixées par un marché réglementé.

Les trocs sont des dérivés négociés sur des marchés hors cote par lesquels deux parties conviennent d'échanger une série de flux de trésorerie selon des modalités prédéterminées prévoyant notamment un montant nominal de référence, des dates de versement et une durée.

Les options sont des contrats négociés sur des marchés hors cote ou des marchés réglementés, conférant à l'acheteur le droit, mais non l'obligation, d'acheter ou de vendre un nombre déterminé d'un sous-jacent, d'un indice ou d'une marchandise, à un prix de levée stipulé d'avance, soit à une date ultérieure déterminée, soit à n'importe quel moment avant une échéance préétablie.

Les bons de souscription sont des contrats négociés sur des marchés hors cote ou des marchés réglementés, permettant l'achat d'un élément sous-jacent à un prix établi par le contrat et selon l'échéance indiquée dans l'entente.

Le montant nominal de référence est le montant auquel le taux ou le prix est appliqué pour déterminer les montants de flux monétaires à échanger périodiquement.

Le tableau suivant présente la juste valeur ainsi que le montant nominal de référence des instruments financiers dérivés détenus par la Caisse :

	31 décembre 2014			31 décembre 2013			1 ^{er} janvier 2013		
	Juste valeur		Montant nominal de référence	Juste valeur		Montant nominal de référence	Juste valeur		Montant nominal de référence
	Actif	Passif		Actif	Passif		Actif	Passif	
Marchés réglementés									
Dérivés de taux d'intérêt									
Contrats à terme normalisés	-	-	11 063	-	-	7 358	-	-	4 909
Options	6	(1)	8 591	6	(3)	2 921	1	(1)	2 225
Dérivés sur actions									
Contrats à terme normalisés	-	-	6 678	-	-	3 668	-	-	1 812
Options	14	(3)	461	19	(8)	452	11	(2)	769
Bons de souscription	5	-	32	5	-	72	1	-	35
Dérivés de produits de base									
Contrats à terme normalisés	-	-	-	-	-	-	13	(12)	16
Options	1	-	47	1	-	25	-	-	122
Total des marchés réglementés	26	(4)	26 872	31	(11)	14 496	26	(15)	9 888

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS (suite)

	31 décembre 2014			31 décembre 2013			1 ^{er} janvier 2013		
	Juste valeur		Montant nominal de référence	Juste valeur		Montant nominal de référence	Juste valeur		Montant nominal de référence
	Actif	Passif		Actif	Passif		Actif	Passif	
Marchés hors cote									
Dérivés de taux d'intérêt									
Trocs	442	(314)	18 034	1 030	(634)	30 054	1 507	(1 188)	43 088
Trocs réglés sur une chambre de compensation	–	–	41 723	–	–	17 041	–	–	–
Options	78	(70)	59 488	154	(118)	18 149	39	(31)	3 784
Dérivés de change									
Trocs	36	(98)	12 039	161	(101)	14 332	146	(141)	6 454
Contrats à terme de gré à gré ¹	371	(830)	44 692	65	(470)	39 318	54	(288)	33 350
Options	42	(25)	1 672	31	(23)	1 115	22	(19)	1 303
Dérivés de défaillance de crédit									
Trocs	–	–	31 506	27	(2)	32 063	267	(11)	32 829
Trocs réglés sur une chambre de compensation	–	–	2 340	–	–	–	–	–	–
Dérivés sur actions									
Trocs	290	(83)	17 136	467	(46)	16 670	415	(122)	21 399
Options	–	–	–	–	–	–	2	(2)	44
Bons de souscription	9	–	10	7	–	10	12	–	45
Dérivés de produits de base									
Trocs	–	–	–	–	–	–	–	–	20
Options	–	–	–	–	–	–	–	–	50
Total des marchés hors cote	1 268	(1 420)	228 640	1 942	(1 394)	168 752	2 464	(1 802)	142 366
Total des instruments financiers dérivés	1 294	(1 424)	255 512	1 973	(1 405)	183 248	2 490	(1 817)	152 254

1. Lorsque les opérations de gestion du risque de change impliquent le recours simultané à la devise américaine et à d'autres devises, le montant nominal de référence est présenté sur la base d'un montant brut. Au 31 décembre 2014, les contrats faisant l'objet du recours simultané à la devise américaine et à d'autres devises s'élevaient à 16 698 M\$ (12 324 M\$ au 31 décembre 2013 et 7 987 M\$ au 1^{er} janvier 2013).

07

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

A) TECHNIQUES D'ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

Les descriptions suivantes présentent les principales techniques d'évaluation des instruments financiers de la Caisse :

VALEURS À COURT TERME ET TITRES ACHETÉS EN VERTU DE CONVENTIONS DE REVENTE

La juste valeur des valeurs à court terme et des titres achetés en vertu de conventions de revente est établie à l'aide d'une technique d'actualisation des flux de trésorerie futurs. L'évaluation selon l'actualisation des flux de trésorerie s'appuie principalement sur des données d'entrée observables telles que les courbes de taux d'intérêt et les écarts de crédit liés à la qualité du crédit de l'émetteur qui constituent les taux d'actualisation.

OBLIGATIONS

La juste valeur des obligations est établie selon les prix publiés par des courtiers sur des marchés actifs pour des instruments identiques ou similaires. La juste valeur des obligations pour lesquelles il n'existe pas de prix publiés est établie soit à l'aide d'une technique d'actualisation des flux de trésorerie futurs ou selon des cotes de courtiers. L'évaluation selon l'actualisation des flux de trésorerie s'appuie sur des données d'entrée observables et non observables telles que les courbes de taux d'intérêt et les écarts de crédit liés à la qualité du crédit de l'émetteur qui constituent les taux d'actualisation. Lorsque la juste valeur est établie selon des cotes de courtiers, cette valeur représente la seule indication raisonnable de la juste valeur. Par conséquent, la Caisse n'est pas en mesure de procéder à une analyse de sensibilité.

La Caisse peut aussi avoir recours aux informations relatives aux transactions récentes effectuées sur le marché pour l'évaluation d'obligations de sociétés fermées. Lorsque la juste valeur est établie selon les données observées lors de transactions récentes, cette valeur représente l'indication la plus représentative de la juste valeur. Par conséquent, la Caisse n'a pas procédé à une analyse de sensibilité.

Certaines évaluations d'obligations sont revues semi-annuellement par une firme externe indépendante.

BTAA

La juste valeur des BTAA de VAC 1 et de certains BTAA exclus de l'entente de restructuration est établie selon un modèle financier reconnu. La juste valeur des instruments financiers dérivés servant de couverture économique aux BTAA est établie selon ce même modèle financier. Cette technique s'appuie sur des données d'entrée observables et non observables telles que les écarts de crédit liés à la qualité du crédit de l'émetteur, les facteurs de corrélation et les primes d'illiquidité. Ces dernières sont fondées sur des données d'entrée observables pour des instruments financiers similaires, mais sont ajustées de manière importante pour refléter les caractéristiques propres à l'instrument.

La juste valeur des autres BTAA est établie principalement selon des évaluations externes provenant de l'administrateur des fiducies VAC et selon des cotes de courtiers qui découlent de modèles financiers reconnus. Cette valeur représente la seule indication raisonnable de la juste valeur. Par conséquent, la Caisse n'est pas en mesure de procéder à une analyse de sensibilité.

Les évaluations des BTAA sont revues semi-annuellement par une firme externe indépendante.

ACTIONS ET VALEURS CONVERTIBLES

Sociétés cotées

La juste valeur des actions et des valeurs convertibles de sociétés cotées est établie en fonction des prix de fermeture observés sur les principales Bourses, lesquelles représentent le marché actif.

Sociétés fermées

La juste valeur des actions de sociétés fermées de placements privés est établie principalement selon la technique des multiples de sociétés comparables. La Caisse détermine les sociétés comparables selon l'industrie, la taille, la situation financière et les stratégies et calcule un multiple approprié pour chacune des sociétés comparables identifiées. Cette technique s'appuie sur des données d'entrée observables et non observables telles que les multiples du bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) et les multiples du cours-valeur aux livres.

La juste valeur des actions de sociétés fermées de placements d'infrastructures est établie principalement selon une actualisation des flux de trésorerie futurs. Cette technique d'évaluation s'appuie sur des données d'entrée observables et non observables telles que les taux d'actualisation qui tiennent compte du risque associé à l'investissement ainsi que les flux monétaires futurs.

La Caisse peut aussi avoir recours aux informations relatives aux transactions récentes effectuées sur le marché pour l'évaluation de placements privés et de placements d'infrastructures. Lorsque la juste valeur est établie selon les données observées lors de transactions récentes, cette valeur représente l'indication la plus représentative de la juste valeur. Par conséquent, la Caisse n'a pas procédé à une analyse de sensibilité.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

La juste valeur des fonds de placement privés et des fonds d'infrastructures est établie selon la juste valeur de l'actif net selon les états financiers les plus récents fournis par le commandité. La Caisse s'assure que les techniques d'évaluation utilisées par le commandité du fonds pour établir la juste valeur de l'actif net sont conformes aux IFRS. De plus, la juste valeur de l'actif net est ajustée pour tenir compte des acquisitions et des dispositions d'unités de fonds effectuées entre la date des états financiers du fonds et la date d'évaluation ou lorsqu'il existe des indications autres faisant appel au jugement à l'effet que cette valeur est différente de la juste valeur fournie par le commandité. L'actif net des fonds de placement privés et des fonds d'infrastructures représente la seule indication raisonnable de la juste valeur. Par conséquent, la Caisse n'est pas en mesure de procéder à une analyse de sensibilité.

Certaines évaluations de sociétés fermées sont revues semi-annuellement par une firme externe indépendante.

Fonds de couverture

La juste valeur des fonds de couverture est établie selon l'actif net fourni par l'administrateur, à moins qu'il existe une indication qu'elle soit différente de la valeur de l'actif net fournie. La Caisse s'assure que les techniques d'évaluation utilisées par l'administrateur du fonds pour établir la juste valeur de l'actif net sont conformes aux IFRS. L'actif net représente la seule indication raisonnable de la juste valeur. Par conséquent, la Caisse n'est pas en mesure de procéder à une analyse de sensibilité.

PARTICIPATIONS DANS DES FILIALES NON CONSOLIDÉES

La juste valeur des participations dans les différentes filiales non consolidées de la Caisse est établie à l'aide de techniques d'évaluation décrites ci-dessous.

Placements de biens immobiliers

La juste valeur des participations en actions dans des filiales immobilières est établie selon une technique d'évaluation d'entreprise. La juste valeur résultant de l'évaluation d'une entreprise est établie selon une méthode couramment utilisée, la méthode de multiples de sociétés comparables. Cette méthode s'appuie sur des données d'entrée observables et non observables telles que le multiple du cours-valeur aux livres. L'évaluation de la juste valeur est établie annuellement par une firme externe indépendante. La valeur d'entreprise reflète, entre autres, la juste valeur des actifs et des passifs détenus directement par ces filiales, qui incluent les immeubles de placement, les autres placements immobiliers et les passifs associés aux immeubles de placement ainsi que la juste valeur découlant de la qualité du portefeuille et de la gestion intégrée de la plateforme de ces filiales.

La juste valeur des participations sous forme d'instruments d'emprunts dans des filiales immobilières est établie selon une actualisation des flux de trésorerie futurs, qui s'appuie principalement sur des données d'entrée observables telles que les taux d'intérêt et les écarts de crédit liés à la qualité du crédit de l'émetteur.

La juste valeur des immeubles de placement est établie et certifiée semi-annuellement par des évaluateurs immobiliers agréés externes, reconnus et indépendants. Les évaluations sont réalisées en conformité avec les normes d'évaluation en vigueur dans chaque marché. Les techniques d'évaluation utilisées reposent principalement sur deux méthodologies reconnues, soit l'actualisation et la capitalisation des flux de trésorerie futurs. Ces techniques s'appuient sur des données d'entrée observables et non observables telles que les baux, les frais d'exploitation, la valeur résiduelle ainsi que les taux de rendement, les taux d'actualisation et les taux de capitalisation. Les valeurs observées lors de transactions comparables servent à déterminer l'intervalle de juste valeur représentatif et permettent de supporter la juste valeur établie. Les immeubles de placement à la juste valeur sont évalués selon leur utilisation optimale. La juste valeur des fonds d'investissement immobiliers, inclus dans les autres placements immobiliers, est établie selon la juste valeur fournie par le commandité ou l'administrateur. La juste valeur des passifs financiers associés aux immeubles de placement est établie selon l'actualisation des flux de trésorerie futurs. Cette technique s'appuie sur des données d'entrée observables et non observables telles que les taux d'intérêt et les écarts de crédit liés à la qualité du crédit de l'émetteur.

Placements de dettes immobilières

La juste valeur des participations en actions dans des filiales de dettes immobilières est établie selon une technique d'évaluation d'entreprise. La valeur d'entreprise reflète la juste valeur des actifs détenus directement par ces filiales qui comprennent principalement les prêts hypothécaires commerciaux. La juste valeur des participations en actions dans des filiales de dettes immobilières correspond à l'actif net des états financiers audités des filiales. L'actif net représente la seule indication raisonnable de la juste valeur. Par conséquent, la Caisse n'est pas en mesure de procéder à une analyse de sensibilité.

La juste valeur des participations sous forme d'instruments d'emprunts dans des filiales de dettes immobilières est établie selon une actualisation des flux de trésorerie futurs. Cette évaluation s'appuie principalement sur des données d'entrée observables telles que les taux d'intérêt et les écarts de crédit liés à la qualité du crédit de l'émetteur.

La juste valeur des prêts hypothécaires commerciaux est établie selon une actualisation des flux de trésorerie futurs qui sont divisés en catégories de risques, selon le ratio prêt-valeur, pour lesquelles un taux d'actualisation approprié est déterminé. Les évaluations des prêts hypothécaires commerciaux sont revues semi-annuellement par une firme externe indépendante.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

Placements privés et placements d'infrastructures

La juste valeur des participations dans des filiales de placements privés et d'infrastructures est établie selon une technique d'évaluation d'entreprise. La valeur d'entreprise reflète la juste valeur des actifs détenus directement par ces filiales, qui incluent des actions, des obligations ainsi que des fonds de placement privés et d'infrastructures dont les techniques d'évaluation ont été décrites précédemment. Lorsque la juste valeur des actifs détenus directement par ces filiales est établie selon l'actif net des fonds, la Caisse n'est pas en mesure de procéder à une analyse de sensibilité. Lorsque cette valeur est établie selon les données observées lors de transactions récentes, la Caisse n'a pas procédé à une analyse de sensibilité.

Autres placements

Les autres placements comprennent les participations dans des filiales détenant des titres à revenu fixe et des fonds de couverture. La juste valeur des participations dans ces filiales est établie selon une technique d'évaluation d'entreprise. La valeur d'entreprise reflète la juste valeur des actifs détenus directement par ces filiales, qui incluent des titres à revenu fixe et des fonds de couverture dont les techniques d'évaluation ont été décrites précédemment.

TITRES VENDUS À DÉCOUVERT

La juste valeur des valeurs à court terme, des obligations et des actions vendues à découvert est établie à l'aide de la juste valeur du titre qui est vendu à découvert. Les techniques d'évaluation de ces titres ont été décrites précédemment.

TITRES VENDUS EN VERTU DE CONVENTIONS DE RACHAT, BILLETS DE TRÉSORERIE À PAYER, EMPRUNTS À PAYER ET BILLETS À TERME À PAYER

La juste valeur de ces passifs financiers est établie à l'aide d'une technique d'actualisation des flux de trésorerie futurs. Cette technique s'appuie principalement sur des données d'entrée observables, incluant les taux d'intérêt du marché pour de nouvelles dettes dont les modalités sont sensiblement les mêmes en tenant compte des écarts de crédit liés à la qualité du crédit de l'émetteur.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

La juste valeur des instruments financiers dérivés est établie selon le type d'instrument financier dérivé. La juste valeur des instruments financiers dérivés négociés sur les marchés réglementés et réglés sur une chambre de compensation est établie respectivement selon les prix des principales Bourses représentant le marché actif et selon les prix des chambres de compensation. Pour les instruments financiers dérivés négociés sur les marchés hors cote, la juste valeur de ces instruments est obtenue par des techniques d'évaluation reconnues et couramment employées telles que l'actualisation des flux de trésorerie futurs ou d'autres modèles financiers. Ces techniques nécessitent l'utilisation et l'élaboration d'hypothèses tenant compte de données d'entrées observables et non observables telles que les courbes de taux d'intérêt et les écarts de crédit liés à la qualité du crédit de l'émetteur qui constituent les taux d'actualisation ainsi que les courbes de taux de change, les prix des titres sous-jacents et la volatilité.

AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les autres instruments financiers incluent les montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement, les avances à des déposants, les revenus de placement courus et à recevoir, les montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement et les autres passifs financiers. La juste valeur de ces autres instruments financiers est établie à l'aide d'une actualisation des flux de trésorerie futurs. Cette technique s'appuie principalement sur des données d'entrée observables telles que les courbes de taux d'intérêt et les écarts de crédit liés à la qualité du crédit de l'émetteur qui constituent les taux d'actualisation.

ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉPOSANTS

Dépôts à vue

La juste valeur des dépôts à vue est établie selon leur valeur nominale étant donné qu'ils sont remboursables en tout temps au gré de l'émetteur sans pénalité.

Dépôts à terme et distributions à verser aux déposants

La juste valeur des dépôts à terme et des distributions à verser aux déposants est établie à l'aide d'une actualisation des flux de trésorerie futurs. Cette technique d'évaluation s'appuie principalement sur des données d'entrée observables telles que les courbes de taux d'intérêt et les écarts de crédit liés à la qualité du crédit de l'émetteur qui constituent les taux d'actualisation.

Dépôts à participation

La juste valeur des dépôts à participation des déposants découle de l'évaluation de tous les actifs et les passifs financiers détenus par la Caisse.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

B) POLITIQUES, DIRECTIVES ET PROCÉDURES ENTOURANT L'ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

Les procédures d'évaluation de la Caisse sont encadrées par la *Politique d'évaluation des investissements de la Caisse* qui est approuvée par le conseil d'administration. Cette politique globale est ensuite appuyée par les directives d'évaluation qui prévoient la méthodologie d'évaluation pour chaque type d'investissement à la Caisse. La politique et les directives dictent également la gouvernance encadrant le processus d'évaluation et de reddition de compte. La mise en application de la politique est la responsabilité du comité d'évaluation qui relève du comité de direction, appuyé par une équipe d'évaluation. Le comité d'évaluation approuve les directives, la conformité avec la politique et les justes valeurs chaque semestre. Par la suite, le comité d'évaluation recommande ces justes valeurs au comité de vérification. Pour les évaluations de placements privés et d'infrastructures, la politique prévoit, sur une période de quatre ans, une revue externe de la quasi-totalité de la juste valeur de ces investissements. Une revue externe inclut une évaluation par des évaluateurs indépendants ou une observation de transactions comparables sur le marché.

La politique comprend également les directives à suivre en matière d'utilisation des prix de sources externes tels que les cotes de courtiers et les valeurs de l'actif net fournies par les commandités ou les administrateurs externes des fonds.

Lorsque la juste valeur est établie par des évaluateurs externes ou par des tiers, le comité d'évaluation s'assure des compétences, de l'expérience et de l'indépendance de ces derniers. Par ailleurs, il revoit les techniques d'évaluation, les données d'entrée importantes utilisées aux fins du calcul de la juste valeur ainsi que les résultats et les conclusions afin de s'assurer de la conformité aux normes d'évaluation reconnues.

De plus, afin de s'assurer du caractère raisonnable de la juste valeur établie, la Caisse peut procéder à des tests de contrôle *a posteriori*, à une comparaison entre la juste valeur établie et les valeurs de transactions comparables incluant les valeurs de sociétés cotées comparables, ainsi qu'au recours à des évaluateurs externes.

C) HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR

Les instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net de la Caisse sont classés selon la hiérarchie de la juste valeur décrite ci-dessous, en fonction du plus bas niveau de données d'entrée importantes utilisées pour l'évaluation de la juste valeur.

Niveau 1 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier repose sur les prix observables (non ajustés) sur des marchés actifs auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont observables, soit directement ou indirectement.

Niveau 3 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont non observables. Ce niveau inclut les instruments financiers dont l'évaluation est fondée sur le prix observé pour des instruments financiers similaires, ajusté de manière importante pour refléter les caractéristiques propres à l'instrument financier évalué et les données de marché disponibles.

Le classement entre les niveaux de la hiérarchie est établi au moment de l'évaluation initiale de l'instrument financier et revu à chaque date d'évaluation subséquente. Les transferts entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur sont mesurés à la juste valeur au début de chaque exercice.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

Les tableaux suivants présentent la répartition de la juste valeur des instruments financiers entre les trois niveaux de la hiérarchie de la juste valeur :

	31 décembre 2014			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers				
Équivalents de trésorerie	–	3 829	–	3 829
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	–	1 346	–	1 346
Avances à des déposants	–	1 090	–	1 090
Revenus de placement courus et à recevoir	–	1 149	–	1 149
Placements				
Valeurs à court terme	–	2 428	7	2 435
Titres achetés en vertu de conventions de revente	–	16 062	–	16 062
Obligations	–	75 033	1 040	76 073
BTAA	–	–	9 236	9 236
Actions et valeurs convertibles				
Sociétés cotées	84 193	129	–	84 322
Sociétés fermées	–	379	11 285	11 664
Fonds de couverture	–	2 555	499	3 054
Participations dans des filiales non consolidées				
Placements de biens immobiliers	–	9 776	22 856	32 632
Placements de dettes immobilières	–	8 072	2 177	10 249
Placements privés	–	451	7 797	8 248
Placements d'infrastructures	–	–	7 369	7 369
Autres placements	–	2 337	–	2 337
Instruments financiers dérivés	20	1 265	9	1 294
	84 213	125 901	62 275	272 389
Passifs financiers excluant l'actif net attribuable aux déposants				
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	–	1 300	–	1 300
Autres passifs financiers	–	648	–	648
Passifs relatifs aux placements				
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	–	16 551	–	16 551
Titres vendus à découvert	7 562	5 229	30	12 821
Billets de trésorerie à payer	–	3 314	–	3 314
Emprunts à payer	–	1 000	–	1 000
Billets à terme à payer	–	9 814	–	9 814
Instruments financiers dérivés	4	1 409	11	1 424
	7 566	39 265	41	46 872
Actif net attribuable aux déposants				
Dépôts à vue	–	225	–	225
Dépôts à terme	–	198	–	198
Distributions à verser aux déposants	–	1 621	–	1 621
Dépôts à participation	–	223 807	–	223 807
	–	225 851	–	225 851

TRANSFERTS ENTRE LES NIVEAUX DE LA HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014, en raison de changements dans la disponibilité de données d'entrée observables à la suite de l'évolution des conditions de marché, des instruments financiers d'une valeur de 235 M\$ ont été transférés depuis le niveau 3 vers le niveau 2 ainsi que 109 M\$ depuis le niveau 1 vers le niveau 2.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

31 décembre 2013

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers				
Équivalents de trésorerie	–	5 902	–	5 902
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	–	1 697	–	1 697
Avances à des déposants	–	996	–	996
Revenus de placement courus et à recevoir	–	898	–	898
Placements				
Valeurs à court terme	–	1 612	32	1 644
Titres achetés en vertu de conventions de revente	–	9 714	–	9 714
Obligations	–	65 030	1 810	66 840
BTAA	–	–	9 752	9 752
Actions et valeurs convertibles				
Sociétés cotées	72 173	15	–	72 188
Sociétés fermées	–	801	10 302	11 103
Fonds de couverture	–	2 330	658	2 988
Participations dans des filiales non consolidées				
Placements de biens immobiliers	–	9 205	22 590	31 795
Placements de dettes immobilières	–	6 962	1 835	8 797
Placements privés	–	281	7 014	7 295
Placements d'infrastructures	–	–	5 437	5 437
Autres placements	–	980	–	980
Instruments financiers dérivés	25	1 913	35	1 973
	72 198	108 336	59 465	239 999
Passifs financiers excluant l'actif net attribuable aux déposants				
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	–	2 380	–	2 380
Autres passifs financiers	–	549	–	549
Passifs relatifs aux placements				
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	–	12 250	–	12 250
Titres vendus à découvert	7 483	4 166	43	11 692
Billets de trésorerie à payer	–	1 529	–	1 529
Emprunts à payer	–	1 265	–	1 265
Billets à terme à payer	–	9 020	–	9 020
Instruments financiers dérivés	11	1 347	47	1 405
	7 494	32 506	90	40 090
Actif net attribuable aux déposants				
Dépôts à vue	–	371	–	371
Dépôts à terme	–	92	–	92
Distributions à verser aux déposants	–	1 328	–	1 328
Dépôts à participation	–	198 358	–	198 358
	–	200 149	–	200 149

TRANSFERTS ENTRE LES NIVEAUX DE LA HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013, en raison de changements dans la disponibilité de données d'entrée observables à la suite de l'évolution des conditions de marché, des instruments financiers d'une valeur de 83 M\$ ont été transférés depuis le niveau 3 vers le niveau 1 et 76 M\$ depuis le niveau 3 vers le niveau 2 ainsi que 31 M\$ depuis le niveau 2 vers le niveau 3.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

	1 ^{er} janvier 2013			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers				
Équivalents de trésorerie	–	3 360	–	3 360
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	–	323	–	323
Avances à des déposants	–	797	–	797
Revenus de placement courus et à recevoir	–	773	–	773
Placements				
Valeurs à court terme	–	967	150	1 117
Titres achetés en vertu de conventions de revente	–	8 128	–	8 128
Obligations	–	54 826	1 980	56 806
BTAA	–	–	9 894	9 894
Actions et valeurs convertibles				
Sociétés cotées	62 821	2 046	–	64 867
Sociétés fermées	–	514	10 022	10 536
Fonds de couverture	–	1 767	1 238	3 005
Participations dans des filiales non consolidées				
Placements de biens immobiliers	–	9 316	17 982	27 298
Placements de dettes immobilières	–	6 178	1 381	7 559
Placements privés	–	196	7 002	7 198
Placements d'infrastructures	–	–	3 414	3 414
Autres placements	–	470	–	470
Instruments financiers dérivés	23	2 187	280	2 490
	62 844	91 848	53 343	208 035
Passifs financiers excluant l'actif net attribuable aux déposants				
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	–	325	–	325
Autres passifs financiers	–	512	–	512
Passifs relatifs aux placements				
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	–	4 624	–	4 624
Titres vendus à découvert	8 231	3 938	50	12 219
Billets de trésorerie à payer	–	1 017	–	1 017
Emprunts à payer	–	2 681	–	2 681
Billets à terme à payer	–	8 879	–	8 879
Instruments financiers dérivés	14	1 705	98	1 817
	8 245	23 681	148	32 074
Actif net attribuable aux déposants				
Dépôts à vue	–	887	–	887
Dépôts à terme	–	134	–	134
Distributions à verser aux déposants	–	1 612	–	1 612
Dépôts à participation	–	173 577	–	173 577
	–	176 210	–	176 210

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

D) NIVEAU 3 : RAPPROCHEMENT ENTRE LES SOLDES D'OUVERTURE ET DE CLÔTURE

Pour les instruments financiers classés au niveau 3 de la hiérarchie, les rapprochements entre les soldes d'ouverture et de clôture au 31 décembre 2014 et au 31 décembre 2013 se détaillent comme suit :

								2014	
	Solde d'ouverture (actifs / (passifs))	Gains (pertes) comptabilisés au résultat global ²	Achats	Ventes	Émissions	Règlements	Transferts	Solde de clôture (actifs / (passifs))	Gains (pertes) non réalisés relatifs aux instruments financiers détenus à la fin de l'exercice ³
Valeurs à court terme	32	5	18	(28)	–	(20)	–	7	(11)
Obligations	1 810	67	134	(30)	–	(941)	–	1 040	25
BTAA	9 752	159	–	–	–	(675)	–	9 236	161
Actions									
Sociétés fermées	10 302	526	1 952	(1 423)	–	–	(72)	11 285	391
Fonds de couverture	658	20	306	(322)	–	–	(163)	499	25
Participation dans des filiales non consolidées									
Placements de biens immobiliers	22 590	2 000	432	(2 166)	–	–	–	22 856	2 188
Placements de dettes immobilières	1 835	342	–	–	–	–	–	2 177	342
Placements privés	7 014	1 012	530	(759)	–	–	–	7 797	1 104
Placements d'infrastructures	5 437	575	1 822	(465)	–	–	–	7 369	571
Instruments financiers dérivés ¹	(12)	(35)	–	–	–	45	–	(2)	(17)
Titres vendus à découvert	(43)	(6)	–	–	–	19	–	(30)	4

1. Les actifs et les passifs relatifs aux instruments financiers dérivés sont présentés au net.

2. Présentés aux rubriques « Gains nets réalisés » et « Gains nets non réalisés » aux états consolidés du résultat global.

3. Présentés à la rubrique « Gains nets non réalisés » aux états consolidés du résultat global.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

									2013
	Solde d'ouverture (actifs / passifs)	Gains (pertes) comptabilisés au résultat global ²	Achats	Ventes	Émissions	Règlements	Transferts	Solde de clôture (actifs / passifs)	Gains (pertes) non réalisés relatifs aux instruments financiers détenus à la fin de l'exercice ³
Valeurs à court terme	150	108	756	(227)	–	(755)	–	32	(15)
Obligations	1 980	(9)	71	(135)	–	(125)	28	1 810	(23)
BTAA	9 894	961	–	–	–	(1 103)	–	9 752	968
Actions									
Sociétés fermées	10 022	1 381	415	(1 433)	–	–	(83)	10 302	932
Fonds de couverture	1 238	45	55	(604)	–	–	(76)	658	34
Participation dans des filiales non consolidées									
Placements de biens immobiliers	17 982	2 513	8 856	(6 761)	–	–	–	22 590	977
Placements de dettes immobilières	1 381	89	365	–	–	–	–	1 835	89
Placements privés	7 002	975	66	(1 029)	–	–	–	7 014	959
Placements d'infrastructures	3 414	111	2 224	(312)	–	–	–	5 437	131
Instruments financiers dérivés ¹	182	(199)	–	–	–	2	3	(12)	(190)
Titres vendus à découvert	(50)	(6)	–	–	–	13	–	(43)	6

1. Les actifs et les passifs relatifs aux instruments financiers dérivés sont présentés au net.

2. Présentés aux rubriques « Gains nets réalisés » et « Gains nets non réalisés » aux états consolidés du résultat global.

3. Présentés à la rubrique « Gains nets non réalisés » aux états consolidés du résultat global.

E) NIVEAU 3 : ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR SELON DES HYPOTHÈSES ALTERNATIVES RAISONNABLES

Dans certains cas, les hypothèses utilisées dans les techniques d'évaluation reposent sur des données d'entrée non observables ou sur des données d'entrée observables ajustées de manière importante afin de refléter les caractéristiques propres à l'instrument financier évalué. Bien que la Caisse juge que ses évaluations de la juste valeur sont appropriées, le recours à des hypothèses alternatives raisonnablement possibles pourrait se traduire par des justes valeurs différentes. Pour une date de mesure donnée, il est possible que d'autres intervenants du marché puissent évaluer un même instrument financier à une juste valeur différente. Pourtant, les techniques d'évaluation et les données d'entrée employées par ces intervenants du marché pourraient tout de même satisfaire à la définition de la juste valeur. Le fait que différentes évaluations de la juste valeur existent reflète le jugement, les estimations et les hypothèses appliquées ainsi que l'incertitude relative à la mesure de la juste valeur de ces instruments financiers.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

Les tableaux suivants présentent les informations quantitatives concernant les principales techniques d'évaluation et les données d'entrée non observables pour les principaux instruments financiers classés au niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur qui sont inclus dans l'analyse de sensibilité à la note 7f ainsi que ceux qui sont exclus de cette analyse :

				31 décembre 2014
	Juste valeur	Techniques d'évaluation	Données d'entrée non observables	Étendue (moyenne pondérée)
Inclus dans l'analyse de sensibilité				
Obligations	481	Actualisation des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	9,7 % à 18,0 % (11,6 %)
BTAA et instruments financiers dérivés servant de couverture économique	8 548	Modèle financier	Facteurs de corrélation	44,7 % à 99,0 % (71,1 %)
			Prime d'illiquidité	0,4 %
Actions de sociétés fermées				
Placements privés	1 775	Multiple de sociétés comparables	Multiples du BAIIA	5,7 à 12,2 (9,8)
Placements d'infrastructures	2 247	Actualisation des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	8,0 % à 18,0 % (9,7 %)
Participations dans des filiales non consolidées				
Placements de biens immobiliers	22 856	Multiple de sociétés comparables Actualisation des flux de trésorerie	Multiples du cours-valeur aux livres	1,07
			Taux d'actualisation	5,5 % à 14,0 % (6,8 %)
			Écarts de crédit	0,8 % à 4,8 % (1,8 %)
			Taux de capitalisation	3,5 % à 12,5 % (5,5 %)
Placements privés	2 822	Multiple de sociétés comparables	Multiples du BAIIA	6,0 à 10,1 (7,5)
Placements d'infrastructures	6 418	Actualisation des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	8,0 % à 12,3 % (9,8 %)
	45 147			
Exclus de l'analyse de sensibilité				
Instruments financiers ¹	17 087	Transactions récentes	s.o.	s.o.
		Cotes de courtiers	s.o.	s.o.
		Actif net	s.o.	s.o.
Instruments financiers nets classés au niveau 3	62 234			

s.o. : sans objet

1. La juste valeur des instruments financiers présentés à cette rubrique inclut des valeurs à court terme, des obligations, des BTAA, des actions, des participations dans des filiales non consolidées, des instruments financiers dérivés et des titres vendus à découvert.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

31 décembre 2013

	Juste valeur	Techniques d'évaluation	Données d'entrée non observables	Étendue (moyenne pondérée)
Inclus dans l'analyse de sensibilité				
Obligations	627	Actualisation des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	12,5 % à 19,0 % (13,8 %)
BTAA et instruments financiers dérivés servant de couverture économique	8 710	Modèle financier	Facteurs de corrélation	43,7 % à 99,0 % (76,1 %)
			Prime d'illiquidité	0,4 %
Actions de sociétés fermées				
Placements privés	2 315	Multiple de sociétés comparables	Multiples du BAIIA	6,5 à 11,9 (10,5)
Placements d'infrastructures	1 200	Actualisation des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	8,3 % à 19,0 % (9,1 %)
Participations dans des filiales non consolidées				
Placements de biens immobiliers	22 590	Multiple de sociétés comparables	Multiples du cours-valeur aux livres	1,05
			Actualisation des flux de trésorerie	Taux d'actualisation
		Capitalisation des flux de trésorerie	Écarts de crédit	1,2 % à 5,0 % (2,1 %)
			Taux de capitalisation	3,5 % à 11,0 % (5,7 %)
Placements privés	2 921	Multiple de sociétés comparables	Multiples du BAIIA	6,0 à 10,7 (7,6)
Placements d'infrastructures	3 864	Actualisation des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	8,3 % à 11,8 % (9,8 %)
	42 227			
Exclus de l'analyse de sensibilité				
Instruments financiers ¹	17 148	Transactions récentes	s.o.	s.o.
		Cotes de courtiers	s.o.	s.o.
		Actif net	s.o.	s.o.
Instruments financiers nets classés au niveau 3	59 375			

s.o. : sans objet

1. La juste valeur des instruments financiers présentés à cette rubrique inclut des valeurs à court terme, des obligations, des BTAA, des actions, des participations dans des filiales non consolidées, des instruments financiers dérivés et des titres vendus à découvert.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

1^{er} janvier 2013

	Juste valeur	Techniques d'évaluation	Données d'entrée non observables	Étendue (moyenne pondérée)
Inclus dans l'analyse de sensibilité				
Obligations	395	Actualisation des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	13,9 % à 19,0 % (14,8 %)
BTAA et instruments financiers dérivés servant de couverture économique	9 382	Modèle financier	Facteurs de corrélation	37,2 % à 99,0 % (69,5 %)
			Prime d'illiquidité	0,6 %
Actions de sociétés fermées				
Placements privés	1 969	Multiple de sociétés comparables	Multiples du BAIIA	6,4 à 11,6 (9,3)
Placements d'infrastructures	597	Actualisation des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	8,3 % à 19,0 % (10,5 %)
Participations dans des filiales non consolidées				
Placements de biens immobiliers	17 982	Multiple de sociétés comparables	Multiples du cours-valeur aux livres	1,05
			Actualisation des flux de trésorerie	4,7 % à 13,8 % (7,2 %)
		Capitalisation des flux de trésorerie	Écarts de crédit	1,7 % à 6,2 % (2,8 %)
			Taux de capitalisation	3,5 % à 10,5 % (5,9 %)
Placements privés	1 994	Multiple de sociétés comparables	Multiples du BAIIA	6,0 à 8,8 (6,7)
Placements d'infrastructures	2 497	Actualisation des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	8,3 % à 10,9 % (8,9 %)
	34 816			
Exclus de l'analyse de sensibilité				
Instruments financiers ¹	18 379	Transactions récentes	s.o.	s.o.
		Cotes de courtiers	s.o.	s.o.
		Actif net	s.o.	s.o.
Instruments financiers nets classés au niveau 3	53 195			

s.o. : sans objet

1. La juste valeur des instruments financiers présentés à cette rubrique inclut des valeurs à court terme, des obligations, des BTAA, des actions, des participations dans des filiales non consolidées, des instruments financiers dérivés et des titres vendus à découvert.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

F) ANALYSE DE SENSIBILITÉ DE LA JUSTE VALEUR

L'analyse qui suit illustre la sensibilité des évaluations aux hypothèses alternatives raisonnables liées aux principales données d'entrée non observables présentées aux tableaux précédents à la note 7e. La Caisse a déterminé les hypothèses alternatives raisonnables selon son jugement et sa connaissance des marchés. Ainsi, le tableau suivant présente l'augmentation et la diminution de la juste valeur découlant de ces hypothèses alternatives pour les principaux instruments financiers classés au niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur qui sont sujets à une analyse de sensibilité.

	31 décembre 2014		31 décembre 2013		1 ^{er} janvier 2013	
	Augmentation	Diminution	Augmentation	Diminution	Augmentation	Diminution
Obligations	49	(41)	45	(47)	37	(49)
BTAA et instruments financiers dérivés servant de couverture économique	17	(17)	22	(23)	54	(53)
Actions de sociétés fermées						
Placements privés	216	(187)	383	(366)	356	(416)
Placements d'infrastructures	145	(138)	67	(61)	63	(52)
Participation dans des filiales non consolidées						
Placements de biens immobiliers	1 520	(1 373)	1 592	(1 462)	1 277	(1 180)
Placements privés	195	(191)	282	(281)	241	(267)
Placements d'infrastructures	450	(407)	306	(283)	122	(98)

Il existe une corrélation entre les données d'entrée non observables et l'établissement de la juste valeur. Ainsi, une augmentation (diminution) des taux d'actualisation, des écarts de crédit, des taux de capitalisation, des facteurs de corrélation et des primes d'illiquidité entraînerait une diminution (augmentation) de la juste valeur. De plus, une augmentation (diminution) des multiples du BAIIA et des multiples du cours-valeur aux livres entraînerait une augmentation (diminution) de la juste valeur. Il n'existe pas de corrélation prévisible entre les données d'entrée non observables.

08

COMPENSATION D'ACTIFS ET DE PASSIFS FINANCIERS

Un actif financier et un passif financier doivent être compensés aux états consolidés de la situation financière lorsque la Caisse a un droit juridiquement exécutoire d'effectuer une compensation et qu'elle a l'intention de procéder à un règlement au net ou de réaliser l'actif financier et le passif financier simultanément avec la contrepartie. Le droit juridiquement exécutoire de compenser est effectif lorsque ce droit est exerçable dans le cours normal des affaires et en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite.

Les montants à recevoir et à payer relatifs à des opérations en voie de règlement, les titres achetés en vertu de conventions de revente ainsi que les titres vendus en vertu de conventions de rachat font l'objet d'accords généraux de compensation qui ne satisfont pas aux critères de compensation aux états consolidés de la situation financière, puisqu'ils confèrent un droit de compensation qui est exécutoire uniquement en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite.

Les instruments financiers dérivés qui sont négociés sur les marchés hors cote conformément à des accords généraux de compensation de l'*International Swaps and Derivatives Association* (ISDA) ne satisfont pas aux critères de compensation aux états consolidés de la situation financière, puisqu'ils confèrent un droit de compensation qui est exécutoire uniquement en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite. Les instruments financiers dérivés négociés sur les marchés réglementés ainsi que ceux réglés sur des chambres de compensation par l'intermédiaire de courtiers satisfont aux critères de compensation.

Les tableaux suivants présentent l'information sur les actifs et les passifs financiers compensés et non compensés aux états consolidés de la situation financière faisant l'objet d'accords généraux de compensation ou d'ententes similaires :

31 décembre 2014

	Montants bruts comptabilisés	Montants compensés ¹	Montants nets présentés à l'état consolidé de la situation financière ²	Montants faisant l'objet d'accords généraux de compensation ³	Montants de garanties reçues/données ⁴	Montants nets
Actifs financiers						
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	1 346	–	1 346	(987)	–	359
Titres achetés en vertu de conventions de revente	19 371	–	19 371	(12 055)	(7 316)	–
Instruments financiers dérivés ⁵	1 398	(2)	1 396	(900)	(125)	371
	22 115	(2)	22 113	(13 942)	(7 441)	730
Passifs financiers						
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	1 300	–	1 300	(304)	–	996
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	16 551	–	16 551	(12 738)	(3 806)	7
Instruments financiers dérivés ⁵	1 543	(2)	1 541	(900)	(443)	198
	19 394	(2)	19 392	(13 942)	(4 249)	1 201

1. Montants compensés aux états consolidés de la situation financière car les ententes respectent les critères de compensation.

2. Montants nets présentés aux états consolidés de la situation financière ou aux notes 4a et 4b.

3. Montants faisant l'objet d'accords généraux de compensation mais qui ne satisfont pas aux critères de compensation.

4. Les garanties financières reçues et données présentées ci-dessus ne peuvent pas inclure un montant net par contrepartie inférieur à zéro. Les montants totaux des garanties financières reçues ou données sont présentés à la note 15.

5. Les montants présentés à cette rubrique incluent la juste valeur des instruments financiers dérivés ainsi que les montants à recevoir et à payer relatifs à ces instruments présentés respectivement aux rubriques « Revenus de placement courus et à recevoir » et « Autres passifs financiers ».

COMPENSATION D'ACTIFS ET DE PASSIFS FINANCIERS (suite)

31 décembre 2013

	Montants bruts comptabilisés	Montants compensés ¹	Montants nets présentés à l'état consolidé de la situation financière ²	Montants faisant l'objet d'accords généraux de compensation ³	Montants de garanties reçues/données ⁴	Montants nets
Actifs financiers						
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	1 697	–	1 697	(1 030)	–	667
Titres achetés en vertu de conventions de revente	15 540	–	15 540	(9 325)	(6 201)	14
Instruments financiers dérivés ⁵	2 047	(4)	2 043	(1 051)	(879)	113
	19 284	(4)	19 280	(11 406)	(7 080)	794
Passifs financiers						
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	2 380	–	2 380	(1 989)	–	391
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	12 250	–	12 250	(8 366)	(3 872)	12
Instruments financiers dérivés ⁵	1 485	(4)	1 481	(1 051)	(125)	305
	16 115	(4)	16 111	(11 406)	(3 997)	708

1^{er} janvier 2013

	Montants bruts comptabilisés	Montants compensés ¹	Montants nets présentés à l'état consolidé de la situation financière ²	Montants faisant l'objet d'accords généraux de compensation ³	Montants de garanties reçues/données ⁴	Montants nets
Actifs financiers						
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	323	–	323	(170)	–	153
Titres achetés en vertu de conventions de revente	11 383	–	11 383	(2 791)	(8 461)	131
Instruments financiers dérivés ⁵	2 573	(15)	2 558	(1 356)	(1 135)	67
	14 279	(15)	14 264	(4 317)	(9 596)	351
Passifs financiers						
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	325	–	325	(170)	–	155
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	4 624	–	4 624	(2 791)	(1 833)	–
Instruments financiers dérivés ⁵	1 907	(15)	1 892	(1 356)	(281)	255
	6 856	(15)	6 841	(4 317)	(2 114)	410

1. Montants compensés aux états consolidés de la situation financière car les ententes respectent les critères de compensation.

2. Montants nets présentés aux états consolidés de la situation financière ou aux notes 4a et 4b.

3. Montants faisant l'objet d'accords généraux de compensation mais qui ne satisfont pas aux critères de compensation.

4. Les garanties financières reçues et données présentées ci-dessus ne peuvent pas inclure un montant net par contrepartie inférieur à zéro. Les montants totaux des garanties financières reçues ou données sont présentés à la note 15.

5. Les montants présentés à cette rubrique incluent la juste valeur des instruments financiers dérivés ainsi que les montants à recevoir et à payer relatifs à ces instruments présentés respectivement aux rubriques « Revenus de placement courus et à recevoir » et « Autres passifs financiers ».

09

REVENU NET DE PLACEMENT

Le tableau suivant présente les revenus et les dépenses de placement des instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net pour les exercices clos les 31 décembre :

	2014			2013		
	Revenus (dépenses) de dividendes	Revenus (dépenses) d'intérêts	Revenu net de placement	Revenus (dépenses) de dividendes	Revenus (dépenses) d'intérêts	Revenu net de placement
Activités de gestion de trésorerie	–	47	47	–	30	30
Activités provenant des placements						
Valeurs à court terme	–	87	87	–	62	62
Titres achetés en vertu de conventions de revente	–	85	85	–	59	59
Obligations	–	2 151	2 151	–	1 862	1 862
BTAA	–	152	152	–	164	164
Actions et valeurs convertibles	3 557	22	3 579	2 985	21	3 006
Participations dans des filiales non consolidées	612	773	1 385	1 031	596	1 627
	4 169	3 317	7 486	4 016	2 794	6 810
Autres revenus			34			33
Total des revenus de placement			7 520			6 843
Activités provenant des passifs relatifs aux placements						
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	–	(88)	(88)	–	(56)	(56)
Titres vendus à découvert	(48)	(200)	(248)	(69)	(177)	(246)
Activités de financement						
Billets de trésorerie à payer	–	(15)	(15)	–	(11)	(11)
Emprunts à payer	–	(8)	(8)	–	(15)	(15)
Billets à terme à payer	–	(342)	(342)	–	(320)	(320)
	(48)	(653)	(701)	(69)	(579)	(648)
Autres dépenses						
Frais de gestion externe			(12)			(8)
Impôts retenus à la source			(103)			(99)
Total des dépenses de placement			(816)			(755)
Revenu net de placement			6 704			6 088

10

RÉSULTAT DE PLACEMENT NET AVANT DISTRIBUTIONS AUX DÉPOSANTS

Le tableau suivant présente le revenu net de placement, les gains (pertes) nets réalisés ainsi que les gains (pertes) nets non réalisés des instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net pour les exercices clos les 31 décembre :

	2014				2013			
	Revenu net de placement (note 9)	Gains (pertes) nets réalisés	Gains (pertes) nets non réalisés	Total	Revenu net de placement (note 9)	Gains (pertes) nets réalisés	Gains (pertes) nets non réalisés	Total
Activités de gestion de trésorerie	47	–	–	47	30	–	–	30
Activités provenant des placements								
Valeurs à court terme	87	57	114	258	62	8	137	207
Titres achetés en vertu de conventions de revente	85	219	(36)	268	59	399	(10)	448
Obligations	2 151	1 460	3 276	6 887	1 862	(732)	(2 856)	(1 726)
BTAA	152	(2)	161	311	164	(7)	968	1 125
Actions et valeurs convertibles	3 579	4 400	4 832	12 811	3 006	4 231	11 939	19 176
Participations dans des filiales non consolidées	1 385	(37)	5 237	6 585	1 627	1 562	2 344	5 533
Instruments financiers dérivés nets	–	1 350	(700)	650	–	(113)	(108)	(221)
Autres	34	54	–	88	33	5	–	38
	7 520	7 501	12 884	27 905	6 843	5 353	12 414	24 610
Activités provenant des passifs relatifs aux placements								
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	(88)	(169)	14	(243)	(56)	(223)	(4)	(283)
Titres vendus à découvert	(248)	(1 250)	(489)	(1 987)	(246)	491	(768)	(523)
Activités de financement								
Billets de trésorerie à payer	(15)	(67)	(59)	(141)	(11)	–	(3)	(14)
Emprunts à payer	(8)	(27)	(19)	(54)	(15)	(23)	(18)	(56)
Billet à terme à payer	(342)	(52)	(792)	(1 186)	(320)	–	(139)	(459)
Autres								
Frais de gestion externe	(12)	(1)	–	(13)	(8)	(2)	–	(10)
Impôts retenus à la source	(103)	–	–	(103)	(99)	–	–	(99)
Coûts de transaction	–	(88)	–	(88)	–	(100)	–	(100)
	(816)	(1 654)	(1 345)	(3 815)	(755)	143	(932)	(1 544)
	6 704	5 847	11 539	24 090	6 088	5 496	11 482	23 066
Charges d'exploitation (note 11)				(315)				(298)
Résultat de placement net avant distributions aux déposants				23 775				22 768

11

CHARGES D'EXPLOITATION

Le tableau suivant présente les charges d'exploitation pour les exercices clos les 31 décembre :

	2014	2013
Salaires et avantages sociaux	179	153
Services informatiques et professionnels	46	47
Services de données et abonnements	14	13
Loyers	14	12
Entretien, matériel et amortissement	34	43
Autres charges	17	17
	304	285
Frais de garde de valeurs	11	13
	315	298

12

IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES**POLITIQUES, DIRECTIVES ET PROCÉDURES DE LA GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT**

La Caisse est responsable de gérer les sommes déposées en conformité avec les ententes de service et les politiques de placement des déposants, les politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés ainsi que la politique de gestion intégrée des risques. Pour ce faire, la Caisse a mis en place différentes politiques, directives et procédures pour encadrer la gestion des risques liés à l'ensemble de ses activités.

La politique de gestion intégrée des risques est adoptée par le conseil d'administration de la Caisse. Cette politique a pour objet de promouvoir une culture et des pratiques rigoureuses de gestion des risques qui favorisent la réalisation de la mission de la Caisse envers ses déposants. La politique de gestion intégrée des risques définit les risques de marché, de concentration, de crédit, de contrepartie liés aux instruments financiers dérivés et de liquidité de financement.

Plus particulièrement, cette politique vise à :

- Prévenir des pertes excessives sur les activités effectuées par les différents groupes d'investissement;
- Établir le niveau de risque jugé acceptable auquel la Caisse peut être exposée;
- Aligner les objectifs de rendement sur le niveau de risque assumé;
- Optimiser la répartition des risques entre les différents groupes d'investissement;
- Énoncer la structure organisationnelle de la gestion des risques.

Les responsables de la gouvernance financière et de la gestion des risques sont les suivants :

1. Les premiers vice-présidents des groupes d'investissement sont les principaux responsables de la gestion des risques liés à leurs activités;
2. Le comité Investissement-Risques, un sous-comité du comité de direction appuyé par l'équipe de la Direction des risques et la vice-présidence principale Politiques et conformité;
3. Le conseil d'administration, son comité de vérification et son comité d'investissement et de gestion des risques.

De plus, les méthodes d'évaluation et d'encadrement des risques sont confiées à des équipes qui sont indépendantes des gestionnaires des groupes d'investissement afin d'assurer l'objectivité et l'indépendance nécessaires à la gestion des risques.

La politique de gestion intégrée des risques prévoit des mécanismes de reddition de comptes et d'autres encadrements pour les nouvelles activités d'investissement, l'impartition de la gestion des investissements, l'utilisation des instruments financiers dérivés ainsi que la conformité aux politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés.

Dans le cadre de la gestion des risques, la Caisse élabore et révisé périodiquement les politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés qui visent l'encadrement du travail des gestionnaires des portefeuilles spécialisés. Une politique d'investissement distincte établit la stratégie, le modèle de gestion, les types de placements autorisés, l'indice de référence, l'objectif de rendement ainsi que les limites de risques et de concentration. Les gestionnaires sont tenus de respecter les exigences de la politique d'investissement propres à leurs activités.

La Caisse est exposée à divers risques financiers et l'information détaillée à l'égard de ces risques est présentée dans les sections suivantes.

IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES (suite)

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché représente le risque de perte financière découlant d'une fluctuation de la juste valeur des instruments financiers. La volatilité du prix d'un instrument financier provient de la variation des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les écarts de taux de crédit, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base. La Caisse peut utiliser des instruments financiers dérivés aux fins de la gestion des risques de marché.

La Caisse gère l'ensemble des risques de marché de manière intégrée pour l'ensemble des portefeuilles spécialisés. Les principaux éléments contribuant au risque tels que les secteurs d'activité, les régions géographiques et les émetteurs sont pris en compte. Les risques de marché de la Caisse sont gérés et calculés selon les facteurs pouvant influencer la juste valeur des placements et des passifs relatifs aux placements.

Le risque de marché de la Caisse est mesuré au moyen de la méthode de la valeur à risque (VaR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de la juste valeur de chacune des positions et des corrélations entre les facteurs de risque de marché. La VaR représente une estimation statistique de la perte financière potentielle que pourrait subir le portefeuille réel de la Caisse, selon un niveau de confiance et une période d'exposition donnés. La VaR de marché est estimée à l'aide d'un niveau de confiance de 99 % sur une période d'exposition d'une année. En somme, la VaR indique le niveau de perte que le portefeuille réel de la Caisse pourrait dépasser dans uniquement 1 % des cas. La Caisse évalue la VaR pour chaque instrument détenu dans ses portefeuilles spécialisés et agrège l'information pour le portefeuille réel de la Caisse.

La méthode de la simulation historique est utilisée pour évaluer la VaR. Cette méthode s'appuie principalement sur l'hypothèse que l'avenir sera semblable au passé. Elle requiert que les séries de données historiques de l'ensemble des facteurs de risque nécessaires à l'évaluation du rendement des instruments soient disponibles. En l'absence de ces données historiques, des méthodes de substitution sont utilisées.

Les résultats des calculs obtenus en appliquant cette méthodologie ne permettent pas d'estimer, sur la base d'un événement spécifique, le montant de la perte que le portefeuille de la Caisse subirait si cet événement se reproduisait à nouveau. Par exemple, si les conditions futures et les facteurs de risque du marché différaient de façon importante de la conjoncture passée, les pertes réelles pourraient significativement différer des pertes estimées. Par ailleurs, ces estimations effectuées à une date donnée ne tiennent pas compte de toutes les pertes possibles découlant d'événements exceptionnels sur le marché ni des pertes qui pourraient se produire au-delà du degré de confiance de 99 %. Par conséquent, compte tenu de ces limites, les pertes du portefeuille réel de la Caisse pourraient excéder les estimations présentées.

En 2014, la Caisse a révisé sa méthode du calcul de la VaR ainsi que son historique d'observation de 1 500 jours afin d'obtenir une mesure du risque plus fiable et pertinente. Un historique de 2 500 jours d'observation des facteurs de risque est maintenant utilisé pour évaluer la volatilité des rendements et la corrélation entre le rendement des instruments financiers. De plus, la nouvelle méthodologie fait en sorte de répéter plusieurs fois dans l'année les effets sur le portefeuille des pires événements défavorables observés sur un horizon d'une semaine, plutôt que sur un horizon d'un jour. La VaR comparative du 31 décembre 2013 a été recalculée afin de considérer ces changements.

Deux mesures du risque sont calculées et analysées :

- Le risque absolu du portefeuille réel représente le risque total associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille réel de la Caisse;
- Le risque absolu du portefeuille de référence visé par les déposants représente le risque total des indices de référence associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille de référence de la Caisse.

Les risques absolus du portefeuille réel et du portefeuille de référence de la Caisse sont mesurés régulièrement et sont utilisés afin de calculer le ratio du risque absolu qui est sujet à diverses limites. Le ratio du risque absolu est obtenu en divisant le risque absolu du portefeuille réel par le risque absolu du portefeuille de référence.

Le risque absolu du portefeuille réel et le risque absolu du portefeuille de référence de la Caisse, incluant le risque des investissements sous-jacents des filiales non consolidées dont le risque est géré par la Caisse, en pourcentage de l'actif net, selon un niveau de confiance de 99 % et un historique de 2 500 jours, se présentent comme suit :

	31 décembre 2014			31 décembre 2013		
	Risque absolu du portefeuille réel %	Risque absolu du portefeuille de référence %	Ratio du risque absolu	Risque absolu du portefeuille réel %	Risque absolu du portefeuille de référence %	Ratio du risque absolu
Valeur à risque	23,9	24,0	0,99	24,3	23,6	1,03

IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES (suite)

De plus, dans le cadre de la gestion du risque de marché, la Caisse utilise des tests de tension qui permettent d'évaluer les répercussions de circonstances particulières sur les rendements du portefeuille réel de la Caisse selon des scénarios historiques, hypothétiques ou de sensibilité sur un facteur de risque. À l'aide de différents types de scénarios, les tests de tension mesurent la perte de valeur d'un instrument financier à la suite d'une variation d'un ou plusieurs facteurs de risque souvent reliés, comme le cours des actions, les taux d'intérêt, les écarts de taux, les taux de change, le prix des produits de base et la volatilité des marchés.

RISQUE DE CHANGE

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises. Ce risque est intégré à la mesure de la VaR.

Dans le cadre de la gestion du risque de change, certains portefeuilles spécialisés sont couverts en tout ou en partie contre le risque de change. L'exposition de la Caisse aux devises tient compte de la couverture des portefeuilles spécialisés ainsi que des activités personnalisées de devises des fonds particuliers de chacun des déposants. Les activités personnalisées de devises de fonds particuliers sont utilisées par les déposants pour atteindre l'exposition désirée à certaines devises.

La Caisse utilise des instruments financiers dérivés afin de gérer son exposition aux devises. Les échéances de ces instruments financiers dérivés sont généralement de moins de douze mois pour les contrats de change à terme et de moins de deux ans pour les options sur devises et les trocs de devises. À l'échéance, de nouveaux instruments financiers dérivés sont négociés dans le but de maintenir à long terme une gestion efficace du risque de change. De plus, la gestion du risque de change peut également s'effectuer par des activités de couverture naturelle, incluant le financement des placements dans la même devise.

L'exposition nette aux devises tient compte de l'effet des instruments financiers dérivés de change, de la couverture naturelle et des investissements sous-jacents en devises des filiales non consolidées dont le risque de change est géré par la Caisse. L'exposition nette de la Caisse aux devises, en pourcentage de l'actif net, se détaille comme suit :

	31 décembre 2014 %	31 décembre 2013 %
Dollar canadien	70	70
Dollar américain	14	14
Livre sterling	3	3
Euro	2	2
Autres	11	11
	100	100

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le risque de taux d'intérêt correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. Ce risque est intégré à la mesure de la VaR.

RISQUE DE PRIX

Le risque de prix correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix courants (autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change), que ces variations soient causées par des facteurs propres à l'instrument financier en cause ou à son émetteur, ou par des facteurs affectant tous les instruments financiers similaires négociés sur le marché. Ce risque est intégré à la mesure de la VaR.

IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES (suite)

RISQUE DE CONCENTRATION

L'analyse du risque de concentration est effectuée globalement par la Caisse pour l'ensemble des portefeuilles spécialisés qu'elle gère. La politique de gestion intégrée des risques prévoit des limites d'exposition par catégorie d'instruments financiers, par émetteur et pour les marchés en croissance. De plus, les politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés prévoient des limites précises par émetteur, par secteur d'activités et par région géographique.

Une limite de concentration par émetteur est fixée à 3 % de l'actif total de la Caisse, à l'exception des titres émis par les gouvernements du Canada, du Québec, d'une autre province ou d'un territoire canadien, ainsi que par leurs ministères et organismes mandataires, lesquels ne font pas l'objet d'une limite de concentration. Quant aux émetteurs souverains bénéficiant d'une cote de crédit AAA, ils sont exclus de cette limite de concentration. La concentration par émetteur est observée mensuellement ou à l'initiation d'une transaction nécessitant l'approbation du comité Investissement-Risques ou du conseil d'administration, le cas échéant.

Le tableau suivant présente les principales concentrations aux régions géographiques des émetteurs en pourcentage de l'exposition nette totale, établies selon le pays de l'établissement principal après l'effet de certains instruments financiers dérivés, incluant les investissements sous-jacents dans les filiales non consolidées dont le risque de concentration est géré par la Caisse :

	31 décembre 2014 %	31 décembre 2013 %
Canada	53	53
États-Unis	22	21
Europe	14	14
Marchés en croissance	7	7
Autres	4	5
	100	100

Le tableau suivant présente les principales concentrations aux secteurs des émetteurs en pourcentage de l'exposition nette totale après l'effet de certains instruments financiers dérivés, incluant les investissements sous-jacents dans les filiales non consolidées dont le risque de concentration est géré par la Caisse :

	31 décembre 2014 %	31 décembre 2013 %
Secteur d'activité		
Immobilier	15	18
Finance	13	13
Industrie	8	7
Énergie	7	7
Technologies de l'information	6	5
Consommation discrétionnaire	6	6
Biens de consommation de base	5	4
Santé	4	4
Services aux collectivités	4	3
Dettes immobilières	4	4
Matériels	2	3
Télécommunications	2	2
Autres	3	3
Secteur gouvernemental		
Gouvernement du Canada	10	7
Gouvernement du Québec	7	6
Sociétés d'État et autres administrations publiques du Québec	3	3
Autres	1	5
	100	100

IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES (suite)

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit représente la possibilité de subir une perte de valeur dans le cas où un emprunteur, un endosseur ou un garant verrait sa situation financière se détériorer, ne respecterait pas son obligation de rembourser un prêt ou ne remplirait pas tout autre engagement financier.

L'exposition maximale au risque de crédit est mesurée selon la juste valeur des instruments financiers avant la prise en compte de garanties ou autres rehaussements de crédit. Pour les autres éléments, l'exposition maximale au risque de crédit correspond au montant total garanti ou engagé.

Le tableau suivant présente l'exposition maximale au risque de crédit :

	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Trésorerie	211	103
Équivalents de trésorerie	3 829	5 902
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	1 346	1 697
Avances à des déposants	1 090	996
Revenus de placement courus et à recevoir	1 149	898
Placements		
Titres à revenu fixe	103 806	87 950
Participations dans des filiales non consolidées sous forme d'instruments d'emprunts	20 926	17 046
Instruments financiers dérivés	1 294	1 973
	133 651	116 565
Autres éléments		
Cautionnements et garanties d'emprunts (note 18)	565	447
Facilité de financement du BTAA (note 18)	6 167	6 167
	6 732	6 614
	140 383	123 179

La Caisse conclut des accords généraux de compensation (note 8), reçoit des garanties (note 15) et peut également utiliser des instruments financiers dérivés tels que des trocs de défaillance de crédit, afin de réduire l'exposition totale au risque de crédit.

De plus, dans le but de gérer le risque de crédit, la Caisse suit de près l'évolution du cycle de crédit des émetteurs et utilise une VaR de crédit qui a pour but de calculer la perte financière potentielle liée aux changements possibles de la qualité du crédit d'un émetteur de titres à revenu fixe.

IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES (suite)

CONCENTRATION DU RISQUE DE CRÉDIT

L'analyse de la concentration du risque de crédit mesure la juste valeur de l'ensemble des instruments financiers liés à un même émetteur. La politique d'investissement des portefeuilles spécialisés prévoit des limites de concentration par cote de crédit. L'analyse du risque de crédit considère la probabilité de défaillance et le taux de récupération sur les titres de créance détenus par la Caisse ainsi que le suivi des changements de la qualité du crédit des émetteurs.

Le tableau suivant présente la concentration par cote de crédit des émetteurs de la Caisse pour les titres à revenu fixe et certains instruments financiers dérivés utilisés à des fins de gestion du risque de crédit, en pourcentage de l'exposition totale au risque de concentration de crédit :

	31 décembre 2014 %	31 décembre 2013 %
Cote de crédit		
AAA – AA	42	46
A	42	40
BBB	9	8
BB ou inférieur	4	1
Pas de cote de crédit	3	5
	100	100

Les cotes de crédit des titres émis ou garantis par les gouvernements sont obtenues auprès des agences de notation de crédit reconnues. Pour les titres du secteur corporatif, les cotes de crédit sont établies à l'aide d'un processus interne de notation qui permet de suivre annuellement l'évolution du cycle de crédit, lorsque l'information nécessaire est disponible. Dans le cas contraire, la Caisse a recours aux agences de notation de crédit reconnues.

RISQUE DE CONTREPARTIE LIÉ AUX INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Certains instruments financiers dérivés hors cote engendrent un risque de contrepartie, car ils sont négociés de gré à gré sans être échangés ou réglés par l'intermédiaire d'une chambre de compensation. Le risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés représente le risque de crédit provenant des expositions actuelles et potentielles découlant des opérations sur instruments financiers dérivés dans l'éventualité où la contrepartie serait incapable de respecter les conditions aux contrats.

Afin de limiter son exposition au risque de contrepartie découlant des opérations sur instruments financiers dérivés hors cote, la Caisse effectue des transactions auprès d'institutions financières selon des critères spécifiques fixés par la direction au niveau de la qualité de l'émetteur. De plus, la Caisse conclut des accords juridiques basés sur les normes de l'ISDA permettant de bénéficier de l'effet compensatoire entre les montants à risque et l'échange de sûretés afin de limiter son exposition nette à ce risque.

Ce risque est mesuré par contrepartie, selon l'accord juridique en vigueur, à partir duquel il est possible de calculer une exposition nette occasionnée par l'ensemble des instruments financiers dérivés négociés de gré à gré et par les garanties échangées. L'exposition actuelle au risque de contrepartie est mesurée quotidiennement, selon l'accord juridique en vigueur. L'exposition potentielle au risque de contrepartie est mesurée mensuellement.

Au 31 décembre 2014, les accords juridiques et les garanties reçues ont contribué à réduire l'exposition au risque de contrepartie des instruments financiers dérivés négociés hors cote. L'exposition maximale à ce risque est de 317 M\$ (98 M\$ en 2013) liée à 29 contreparties (30 en 2013).

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité de financement représente l'éventualité de ne pas être en mesure de respecter en permanence ses engagements liés à ses passifs financiers sans devoir se procurer des fonds à des prix anormalement élevés ou procéder à la vente forcée d'éléments d'actif. Il correspond également au risque qu'il ne soit pas possible de désinvestir rapidement sans exercer un effet marqué et défavorable sur le prix de l'investissement en question.

La gestion des liquidités s'effectue globalement pour l'ensemble des activités de trésorerie de la Caisse. L'analyse de la conformité aux règles préétablies s'effectue mensuellement et un suivi des liquidités est effectué quotidiennement. Les gestionnaires sont responsables d'évaluer la liquidité des marchés sur lesquels repose le financement des activités de la Caisse.

Afin de s'assurer de l'adéquation entre les sources et les besoins potentiels de liquidité, la Caisse bénéficie de plusieurs sources possibles de liquidité en plus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie telles que l'encaissement des revenus de placement, la vente de titres obligataires en vertu de conventions de rachat et de titres liquides du marché monétaire. De plus, la Caisse peut recourir à l'émission de billets de trésorerie et de billets à terme à payer pour faire face à ses engagements contractuels ainsi qu'à ses obligations financières. Au 31 décembre 2014, la Caisse dispose de près de 52 G\$ en liquidités (44 G\$ au 31 décembre 2013).

De plus, dans le but de gérer le risque de liquidité, la Caisse procède à des simulations de scénarios sur plusieurs horizons ainsi qu'à l'étude des événements pouvant mener à une crise de liquidité.

IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES (suite)

L'analyse des flux contractuels non actualisés des passifs financiers, présentée dans le tableau ci-après, constitue une composante de la gestion des liquidités et du financement. Cependant, cette répartition par échéance n'est pas nécessairement représentative de la façon dont la Caisse gère son risque de liquidité et ses besoins de financement.

Les tableaux suivants présentent les échéances des flux contractuels non actualisés des passifs financiers non dérivés, des instruments financiers dérivés ainsi que des autres éléments :

	31 décembre 2014				
	À vue	Moins de 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Passifs financiers non dérivés					
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	-	(1 300)	-	-	(1 300)
Autres passifs financiers	-	(254)	-	-	(254)
Passifs relatifs aux placements					
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	-	(16 554)	-	-	(16 554)
Titres vendus à découvert	-	(7 686)	(1 396)	(4 974)	(14 056)
Billets de trésorerie à payer	-	(3 319)	-	-	(3 319)
Emprunts à payer	-	(363)	(652)	-	(1 015)
Billets à terme à payer	-	(1 340)	(3 343)	(7 389)	(12 072)
Actif net attribuable aux déposants					
Dépôts à vue et à terme	(225)	(197)	-	-	(422)
Distributions à verser aux déposants	-	(1 621)	-	-	(1 621)
	(225)	(32 634)	(5 391)	(12 363)	(50 613)
Instruments financiers dérivés					
Instruments dérivés avec règlement net	-	236	31	123	390
Instruments dérivés avec règlement brut					
Flux contractuels à recevoir	-	51 198	14 366	2 215	67 779
Flux contractuels à payer	-	(51 710)	(14 344)	(2 154)	(68 208)
	-	(276)	53	184	(39)
Autres éléments					
Engagements (note 18)	-	(10 748)	(592)	(90)	(11 430)
Cautionnements et garanties d'emprunts (note 18)	-	(431)	(44)	(90)	(565)
Facilité de financement du BTAA (note 18)	-	-	(6 167)	-	(6 167)
	-	(11 179)	(6 803)	(180)	(18 162)
	(225)	(44 089)	(12 141)	(12 359)	(68 814)

IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES (suite)

31 décembre 2013

	À vue	Moins de 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Passifs financiers non dérivés					
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	–	(2 380)	–	–	(2 380)
Autres passifs financiers	–	(240)	–	–	(240)
Passifs relatifs aux placements					
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	–	(12 251)	–	–	(12 251)
Titres vendus à découvert	–	(7 582)	(2 266)	(2 632)	(12 480)
Billets de trésorerie à payer	–	(1 531)	–	–	(1 531)
Emprunts à payer	–	(441)	(882)	–	(1 323)
Billets à terme à payer	–	(2 447)	(1 976)	(7 098)	(11 521)
Actif net attribuable aux déposants					
Dépôts à vue et à terme	(371)	(92)	–	–	(463)
Distributions à verser aux déposants	–	(1 328)	–	–	(1 328)
	(371)	(28 292)	(5 124)	(9 730)	(43 517)
Instruments financiers dérivés					
Instruments dérivés avec règlement net	–	458	230	385	1 073
Instruments dérivés avec règlement brut					
Flux contractuels à recevoir	–	50 501	12 795	1 258	64 554
Flux contractuels à payer	–	(50 835)	(12 793)	(1 263)	(64 891)
	–	124	232	380	736
Autres éléments					
Engagements (note 18)	–	(9 072)	(828)	(238)	(10 138)
Cautionnements et garanties d'emprunts (note 18)	–	(400)	(47)	–	(447)
Facilité de financement du BTAA (note 18)	–	–	(6 167)	–	(6 167)
	–	(9 472)	(7 042)	(238)	(16 752)
	(371)	(37 640)	(11 934)	(9 588)	(59 533)

De plus, en ce qui concerne l'actif net attribuable au détenteur de dépôts à participation, le Règlement prévoit des limites mensuelles d'annulation pour les unités de participation, soit un remboursement maximal par déposant pour l'ensemble de ses unités de participation dans tous les portefeuilles spécialisés de la Caisse de 15 M\$ plus le produit de 2 M\$ multiplié par le nombre de mois écoulés depuis la réception de l'avis de retrait. L'annulation d'unités de participation non effectuée en raison de ce maximum est reportée au premier jour du mois suivant, au fur et à mesure que cette limite le permet. Ces limites ont pour objectif d'effectuer une gestion optimale et globale des liquidités de la Caisse. Par ailleurs, la quasi-totalité des déposants est tenue d'investir à la Caisse conformément à la Loi de la Caisse ou selon la loi respectives à laquelle ils sont assujettis.

IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES (suite)

RISQUE DE LIQUIDITÉ DE FINANCEMENT

Les tableaux suivants présentent les termes et les principales conditions ainsi que le taux d'intérêt effectif des passifs relatifs aux placements liés aux activités de financement de la Caisse :

				31 décembre 2014
	Devise	Valeur nominale	Échéance	Taux d'intérêt effectif %
Emprunts à payer	USD	363	Moins d'un an	0,12
	CAD	641	Septembre 2016	CDOR
		1 004		
Billets de trésorerie à payer	CAD	1 000	Moins d'un an	1,07
	USD	2 317	Moins d'un an	0,16
		3 317		
Billets à terme à payer	CAD	1 000	Juillet 2015	CDOR + 0,45
	USD	2 027	Novembre 2019	4,40
	EUR	1 051	Juin 2020	3,50
	CAD	1 000	Juillet 2020	4,60
	USD	2 317	Juillet 2024	3,15
	USD	1 448	Novembre 2039	5,60
		8 843		

				31 décembre 2013
	Devise	Valeur nominale	Échéance	Taux d'intérêt effectif %
Emprunts à payer	USD	441	Moins d'un an	0,10
	CAD	839	Septembre 2016	CDOR
		1 280		
Billets de trésorerie à payer	CAD	1 000	Moins d'un an	1,09
	USD	531	Moins d'un an	0,16
		1 531		
Billets à terme à payer	USD	2 125	Novembre 2014	3,00
	CAD	1 000	Juillet 2015	CDOR + 0,45
	USD	1 860	Novembre 2019	4,40
	EUR	1 098	Juin 2020	3,50
	CAD	1 000	Juillet 2020	4,60
	USD	1 328	Novembre 2039	5,60
		8 411		

Les emprunts à payer sont remboursables à l'échéance, à l'exception des emprunts liés aux placements dans les BTAA qui sont assortis d'une clause de remboursement anticipé au prorata des flux monétaires nets reçus sur les placements dans les BTAA et sont garantis par ceux-ci.

Les billets de trésorerie à payer sont émis à escompte, à des taux fixes, pour des échéances ne dépassant pas 12 mois. Le montant nominal de l'ensemble de ces billets en circulation ne peut excéder en tout temps 8 milliards de dollars en vertu de la limite prescrite dans le document d'information d'émission des billets de trésorerie.

Les billets à terme à payer sont émis à escompte ou au pair et sont remboursables à l'échéance et garantis par les actifs de la Caisse. Les billets à terme qui portent intérêt à taux fixe comportent une clause de remboursement anticipé facultatif au gré de l'émetteur.

13 GESTION DU CAPITAL

La Caisse définit son capital comme étant l'actif net attribuable aux déposants. Le capital de la Caisse peut varier en fonction de la demande des déposants pour l'annulation et l'émission d'unités de dépôts à participation et pour les dépôts et les retraits des dépôts à vue et à terme. L'objectif de la gestion du capital de la Caisse est d'investir les contributions et les dépôts dans le meilleur intérêt des déposants conformément à la Loi dans le but de réaliser un rendement optimal, tout en respectant les politiques d'investissement des déposants.

La Caisse n'est pas soumise à des exigences externes en matière de capital.

De plus, la Caisse a pour objectif de conserver sa cote de crédit AAA afin de lui assurer l'accès au marché des capitaux au meilleur coût, par l'intermédiaire de sa filiale CDP Financière Inc. Par conséquent, le montant de billets que la Caisse peut émettre sur le marché des capitaux a été limité par le conseil d'administration de la Caisse à 10 % de l'actif net attribuable aux déposants auquel est ajoutée la juste valeur des billets en circulation (actif net ajusté).

14 ACTIFS FINANCIERS TRANSFÉRÉS NON DÉCOMPTABILISÉS

La Caisse conclut des transactions de prêts et d'emprunts de titres ainsi que des conventions de rachat de titres pour lesquelles elle transfère des actifs financiers à des contreparties. Les titres transférés ne répondent pas aux critères de décomptabilisation puisque la Caisse conserve la majorité des risques tels que le risque de crédit, de taux d'intérêt, de change et de prix ainsi que la majorité des avantages relatifs tels que les flux de trésorerie.

Le tableau suivant présente la juste valeur des actifs financiers transférés mais non décomptabilisés des états consolidés de la situation financière ainsi que la juste valeur des passifs associés :

	31 décembre 2014	31 décembre 2013	1 ^{er} janvier 2013
Actifs financiers transférés non décomptabilisés			
Obligations	18 567	14 650	9 810
Actions	7 881	5 613	4 447
	26 448	20 263	14 257
Passifs associés			
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	16 551	12 250	4 624

15 GARANTIES

ACTIFS FINANCIERS DONNÉS EN GARANTIE

Dans le cours normal des affaires, la Caisse donne des actifs financiers en garantie lors de transactions d'emprunts de titres, de titres vendus en vertu de conventions de rachat et d'instruments financiers dérivés. Les contreparties sont autorisées, par un contrat légal ou par les pratiques du marché, à vendre ou à redonner en garantie ces titres. Sous certaines conditions, la Caisse peut être amenée à donner des garanties additionnelles si les titres donnés en garantie perdent de la valeur.

Le tableau suivant présente la juste valeur des garanties données par la Caisse pour les transactions suivantes :

	31 décembre 2014	31 décembre 2013	1 ^{er} janvier 2013
Emprunts de titres	5 230	4 902	6 781
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	15 914	11 697	4 648
Instruments financiers dérivés réglementés	386	109	159
Instruments financiers dérivés hors cote	1 004	522	306
	22 534	17 230	11 894

GARANTIES (suite)**ACTIFS FINANCIERS REÇUS EN GARANTIE**

La Caisse reçoit des actifs financiers en garantie lors de transactions de prêts de titres, de titres achetés en vertu de conventions de revente et d'instruments financiers dérivés. Si la juste valeur des garanties reçues diminue, la Caisse peut dans certains cas demander des garanties additionnelles. La Caisse est autorisée à vendre ou à redonner en garantie certains titres en l'absence de défaut de la contrepartie. Toutefois, aucun titre reçu en garantie n'a été vendu ou redonné en garantie pour les exercices clos les 31 décembre 2014 et 2013 ainsi qu'au 1^{er} janvier 2013.

Le tableau suivant présente la juste valeur des garanties reçues par la Caisse pour les transactions suivantes :

	31 décembre 2014	31 décembre 2013	1 ^{er} janvier 2013
Prêts de titres	3 777	2 079	2 159
Titres achetés en vertu de conventions de revente	19 440	13 920	11 408
Instruments financiers dérivés hors cote	331	1 180	1 386
	23 548	17 179	14 953

16

INFORMATION RELATIVE AUX PARTIES LIÉES**TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES**

Les principales parties liées de la Caisse comprennent les filiales non consolidées, les coentreprises, les entreprises associées ainsi que les principaux dirigeants de la Caisse.

La Caisse réalise diverses opérations avec des parties liées. Ces transactions sont conclues aux mêmes conditions que celles prévalant sur le marché avec des parties non liées et sont mesurées à la juste valeur. Par la nature même des activités de la Caisse à titre d'entité d'investissement, la Caisse peut investir dans plusieurs catégories de placements, entre autres des placements dans des filiales non consolidées, des coentreprises et des entreprises associées.

Le tableau suivant présente les montants comptabilisés aux états consolidés de la situation financière provenant de placements de la Caisse dans des parties liées :

	31 décembre 2014		31 décembre 2013	
	Placements	Revenus de placement courus et à recevoir	Placements	Revenus de placement courus et à recevoir
Filiales non consolidées	60 835	473	54 304	76
Coentreprises et entreprises associées	1 870	–	1 520	–

Le tableau suivant présente les montants comptabilisés aux états consolidés du résultat global provenant de transactions entre la Caisse et des parties liées :

	2014		2013	
	Revenus de dividendes et d'intérêts	Autres	Revenus de dividendes et d'intérêts	Autres
Filiales non consolidées	1 385	408	1 627	(108)
Coentreprises et entreprises associées	97	–	217	–

INFORMATION RELATIVE AUX PARTIES LIÉES (suite)

AUTRES PARTIES LIÉES

La Caisse est régie par la Loi et le gouvernement du Québec nomme les différents membres du conseil d'administration, dont au moins les deux tiers doivent être des membres indépendants. Il approuve également la nomination du président et chef de la direction. Ainsi, la Caisse se prévaut de l'exemption prévue selon l'IAS 24 quant à la divulgation des transactions avec une autorité publique liée et avec toutes les entités liées à cette autorité. Les transactions réalisées avec le gouvernement du Québec et ses entités liées sont des activités d'investissement en obligations émises ou garanties par celui-ci et sont effectuées aux conditions normales du marché, par l'intermédiaire de courtiers externes. Ces obligations sont incluses dans les catégories d'obligations « Gouvernements » et « Sociétés d'État et autres administrations publiques » à la note 4a. De plus, la Caisse divulgue l'information pour la catégorie du secteur gouvernemental sous « Gouvernement du Québec » et sous « Sociétés d'État et autres administrations publiques du Québec » à la note 12.

RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants de la Caisse sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de l'entité, directement ou indirectement. Ces personnes sont les membres du conseil d'administration, le président et chef de la direction ainsi que les membres clés du comité de direction.

Le tableau suivant présente la rémunération des principaux dirigeants de la Caisse pour les exercices clos les 31 décembre :

	2014	2013
Salaires et autres avantages à court terme	7	5
Avantages postérieurs à l'emploi	1	1
Autres avantages à long terme	4	4
	12	10

17

INTÉRÊTS DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTITÉS

FILIALES

FILIALE CONSOLIDÉE

CDP Financière Inc. est une filiale en propriété exclusive qui a pour but d'émettre des titres de dette afin de financer les investissements de la Caisse à un coût de financement optimal.

FILIALES NON CONSOLIDÉES

Les filiales présentées dans cette catégorie sont des entités contrôlées par la Caisse directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales selon les critères d'IFRS 10. La Caisse détient le contrôle sur une entité lorsqu'elle est exposée à des rendements variables et qu'elle a la capacité d'exercer son pouvoir de manière à influencer les rendements qu'elle obtient de l'entité. La direction doit exercer son jugement lorsqu'elle évalue ces différents éléments et tous les faits et circonstances connexes dans leur ensemble afin de déterminer s'il existe une situation de contrôle. En tant qu'entité d'investissement, la Caisse ne consolide pas ces entités, puisque celles-ci doivent être évaluées et comptabilisées à la juste valeur par le biais du résultat net.

FILIALES INTERMÉDIAIRES

Dans le cadre de certaines activités d'investissement, la Caisse peut avoir recours à des filiales intermédiaires qui ont pour but unique de détenir des investissements de la Caisse et conséquemment celles-ci ne sont pas incluses dans les informations présentées dans les tableaux suivants.

INTÉRÊTS DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTITÉS (suite)

Les intérêts détenus dans les principales filiales consolidées et non consolidées sont présentés dans le tableau suivant :

		31 décembre 2014	31 décembre 2013
	Établissement principal	Détention %	Détention %
Filiale consolidée			
CDP Financière Inc	Canada	100,0	100,0
Filiales non consolidées			
Dettes immobilières			
Otéra Capital	Canada	97,5	97,5
Filiales d'Otéra Capital			
Corporation d'investissement hypothécaire CDPQ	Canada	100,0	100,0
Hypothèques CDPQ Inc	Canada	100,0	100,0
Otéra Capital CADCAP Inc (MCAP Commercial LP) ¹	Canada	100,0	100,0
Énergie			
SW Resources Partnership	Canada	98,0	98,0
Fonds de couverture			
AIM Quantitative Global SF II Ltd	États-Unis ⁴	100,0	100,0
CDP WTN Diversified Strategy Fund Limited	Royaume-Uni ⁴	100,0	100,0
Crestline CDP Opportunity Fund LP	États-Unis ⁴	100,0	100,0
DGAM CDP Unique Strategies Fund	Canada ⁴	100,0	100,0
Fort Global Quebec LP	États-Unis	100,0	100,0
Newport Mount Royal Opportunity Fund Ltd	États-Unis ⁴	100,0	100,0
Solaise Systematic Fund Limited	Royaume-Uni ⁴	100,0	100,0
Fonds de placement privés			
AXA CDP Co-Investment Fund FCPR	France	99,9	99,9
VantagePoint CDP Partners LP	États-Unis	98,3	98,3
GSO Churchill Partners LP	États-Unis ⁴	98,0	98,0
CDP Investissements Associés II SENC	États-Unis ⁵	96,6	96,6
KKR-CDP Partners LP	États-Unis ⁴	90,1	–
Immobilier – Groupe Ivanhoé Cambridge			
Careit Fonds Gov DC Inc	Canada	100,0	100,0
Careit Fonds Gov Inc	Canada	100,0	100,0
Careit Pension Inc	Canada	100,0	100,0
Careit PF US Inc	Canada ⁶	100,0	100,0
Cadim Inc	Canada	92,8	93,0
Ivanhoé Cambridge Inc	Canada	92,8	93,0
SITQ International Inc	Canada	92,8	93,0
SITQ E.U., SEC	Canada	92,7	92,9
Careit Canada SENC	Canada	83,5	84,3
Services aux collectivités			
Fonds CDP (SEW), SEC ²	Royaume-Uni ⁵	75,0	75,0
Trencap SEC (Gaz Métro) ³	Canada	59,6	59,6
Technologies de l'information			
Blackstone Firestone Principal Transaction Partners (Cayman) LP	États-Unis ⁴	66,7	66,7

1. Otéra Capital CADCAP Inc détient 78,1 % de MCAP Commercial LP au 31 décembre 2014 (80,8 % au 31 décembre 2013).

2. Fonds CDP (SEW), SEC détient 50,0 % de HDK (UK) Holdings Limited, qui détient 100,0 % de South East Water Ltd.

3. Trencap SEC détient 61,1 % de Noverco Inc, qui détient 100,0 % de Gaz Métro Inc, qui détient 71,0 % de Société en commandite Gaz Métro.

4. Incorporée aux Îles Caïmans conformément à la structure du commanditaire.

5. Incorporée au Canada.

6. Incorporée aux États-Unis.

INTÉRÊTS DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTITÉS (suite)

COENTREPRISES

Une coentreprise est une entité dans laquelle la Caisse exerce un contrôle conjoint, soit un partage contractuel du contrôle exercé sur une entité, avec une ou plusieurs autres parties. En tant qu'entité d'investissement, la Caisse comptabilise les coentreprises à la juste valeur par le biais du résultat net.

Les intérêts détenus dans les principales coentreprises sont présentés dans le tableau suivant :

	Établissement principal	31 décembre 2014	31 décembre 2013
		Détention %	Détention %
Énergie			
HEF HoldCo II, Inc	États-Unis	33,3	33,3
Industrie			
AviAlliance Capital	Allemagne	40,0	40,0

ENTREPRISES ASSOCIÉES

Une entreprise associée est une entité dans laquelle la Caisse exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans exercer le contrôle ultime ou un contrôle conjoint sur celle-ci. La Caisse est présumée avoir une influence notable lorsqu'elle détient entre 20 % et 50 % des droits de vote d'une entité. En tant qu'entité d'investissement, la Caisse comptabilise les entreprises associées à la juste valeur par le biais du résultat net.

Les intérêts détenus dans les principales entreprises associées sont présentés dans le tableau suivant :

	Établissement principal	31 décembre 2014	31 décembre 2013
		Détention %	Détention %
Consommation discrétionnaire			
SGU Holdings LP	États-Unis ¹	46,7	–
Québecor Média Inc	Canada	24,6	24,6
Énergie			
Corex Resources Ltd	Canada	44,9	44,9
Interconnector UK Ltd	Royaume-Uni	33,5	33,5
Fluxys	Belgique	20,0	20,0
Finance			
NewStar Credit Opportunities Fund Ltd	États-Unis ²	30,0	30,0
Catalina Holdings (Bermuda) Ltd	États-Unis ³	29,3	29,3
Explorer Holdings, Inc	États-Unis	25,5	25,5
Industrie			
Intransit BC Limited Partnership	Canada	33,3	33,3
Camoplast Solideal Inc	Canada	32,5	28,3
Groupe Keolis SAS	France	30,0	30,0
QPH Hold Trust, Hold Co PTY Limited (Port de Brisbane)	Australie	26,7	26,7
Airport Holding Kft	Hongrie	20,2	18,2
Matériels			
Greenpac Holding LLC	États-Unis	20,2	20,2
Santé			
Image Networks Holdings Pty Ltd	Australie	30,0	–
Services aux collectivités			
Invenergie Vert SEC	Canada	49,0	49,0
London Array Ltd, London Array Unincorporated JV	Royaume-Uni	25,0	–

1. Incorporée au Canada.

2. Incorporée aux Îles Caïmans conformément à la structure du commanditaire.

3. Incorporée aux Bermudes conformément à la structure du commanditaire.

INTÉRÊTS DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTITÉS (suite)

ENTITÉS STRUCTURÉES NON CONTRÔLÉES

La Caisse détient des intérêts dans des entités structurées non contrôlées, dont la majorité représente des fonds de placement privés ou des sociétés en commandite. Les intérêts détenus par la Caisse ne lui confèrent pas le pouvoir sur les activités pertinentes de ces entités, le contrôle de ces entités étant établi en vertu d'ententes contractuelles en faveur, généralement, d'un commandité ou d'un administrateur. Ces intérêts sont comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net et sont présentés à la rubrique « Placements » aux états consolidés de la situation financière. L'exposition maximale au risque de perte attribuable aux divers intérêts détenus dans ces entités structurées non contrôlées se limite à la juste valeur de l'investissement détenu par la Caisse, soit 14 872 M\$ répartis en 233 sociétés au 31 décembre 2014 (12 961 M\$ répartis en 229 sociétés au 31 décembre 2013).

De plus, les fiducies VAC 1, 2, 3 du BTAA sont des entités structurées non contrôlées pour lesquelles l'exposition maximale au risque de perte attribuable se limite à la juste valeur de l'investissement détenu par la Caisse, ainsi qu'à la facilité de financement, présentée à la note 4c.

18 ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

En raison de la nature même de ses activités, la Caisse prend divers engagements d'achat de placements dont le règlement se fera au cours des prochains exercices conformément aux modalités prévues dans les conventions.

Les cautionnements et les garanties d'emprunts consistent pour la Caisse à garantir, auprès d'institutions financières et de sociétés, des revenus futurs à la suite de transactions de vente de placements et d'opérations sur instruments financiers dérivés ainsi que le remboursement d'emprunts de sociétés dans lesquelles elle détient une participation. Les échéances des engagements sont présentées à la note 12.

Les engagements se détaillent comme suit :

	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Engagements d'achat de placements	11 209	9 911
Cautionnements et garanties d'emprunts	565	447
Facilité de financement du BTAA (note 4c)	6 167	6 167
	17 941	16 525

ENGAGEMENTS EN VERTU DE CONTRATS DE LOCATION SIMPLE

La Caisse loue divers espaces de bureaux pour ses activités au terme de contrats de location simple. La durée, les révisions de prix et les droits de renouvellement varient selon les divers contrats de location. Il n'y a aucun loyer conditionnel à payer.

Les engagements futurs minimaux au titre de contrats de location simple sont les suivants :

	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Moins de 1 an	26	25
1 à 5 ans	105	97
Plus de 5 ans	90	105
	221	227

LITIGES

Dans le cours normal des affaires, la Caisse peut faire l'objet d'un certain nombre de poursuites judiciaires. Bien que la Caisse ne puisse prédire l'issue des poursuites en cours au 31 décembre 2014, la Caisse n'a aucune raison de croire que le règlement d'une de ces poursuites pourrait avoir une incidence importante sur sa situation financière.

19

TRANSITION AUX IFRS

Les IFRS ont été appliquées aux fins de l'établissement des états financiers consolidés des exercices clos les 31 décembre 2014 et 2013 ainsi que de l'état consolidé de la situation financière d'ouverture au 1^{er} janvier 2013, soit la date de transition. Les IFRS exigent qu'un premier adoptant applique rétrospectivement toutes les normes IFRS en vigueur à la fin du premier exercice annuel, sauf pour certaines exemptions facultatives et exceptions obligatoires prévues à l'IFRS 1.

EXEMPTIONS FACULTATIVES

Dans le cadre de la transition des PCGR du Canada aux IFRS, la Caisse ne s'est prévaluée d'aucune exemption facultative prévue à l'IFRS 1.

EXCEPTIONS OBLIGATOIRES

Parmi les exceptions obligatoires d'IFRS 1, voici celle appliquée par la Caisse dans le cadre de la transition des PCGR du Canada aux IFRS :

ESTIMATIONS

Les estimations établies selon les IFRS sont les mêmes que celles établies selon les PCGR du Canada et sont fondées sur l'information qui existait au 1^{er} janvier 2013 et au 31 décembre 2013.

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE

En vertu des PCGR du Canada, la Caisse était exemptée de présenter un état consolidé des flux de trésorerie. IAS 1 – *Présentation des états financiers* exige qu'un jeu complet d'états financiers comprenne un état des flux de trésorerie pour l'exercice courant et l'exercice comparatif. Par conséquent, la Caisse présente des états des flux de trésorerie selon les IFRS.

EXPLICATIONS DES AJUSTEMENTS LORS DU PASSAGE AUX IFRS

A) NON-CONSOLIDATION DES FILIALES PAR UNE ENTITÉ D'INVESTISSEMENT

Selon les PCGR du Canada, la Caisse consolidait ses filiales lorsqu'elles ne satisfaisaient pas à certaines conditions prévues à la NOC-18. Selon les IFRS, une entité d'investissement ne doit pas consolider ses filiales, mais a l'obligation de les évaluer et de les présenter comme un placement à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, ces filiales ne sont plus consolidées dans les états financiers consolidés de la Caisse mais sont présentées à titre de participations dans des filiales non consolidées à la rubrique « Placements » aux états consolidés de la situation financière et sont évaluées à la juste valeur.

Au 1^{er} janvier 2013, la non-consolidation des filiales par la Caisse a eu comme incidence une augmentation des revenus de placement courus et à recevoir de 22 M\$ ainsi qu'une diminution des autres éléments d'actif de 655 M\$, des placements de 5 053 M\$, des autres éléments de passif de 788 M\$, du passif lié aux placements de 2 892 M\$ et des participations ne donnant pas le contrôle de 2 006 M\$. Au 31 décembre 2013, la non-consolidation des filiales a eu comme incidence une augmentation des revenus de placement courus et à recevoir de 47 M\$ ainsi qu'une diminution des opérations en voie de règlement à l'actif de 82 M\$, des autres éléments d'actif de 546 M\$, des placements de 5 294 M\$, des autres éléments de passif de 837 M\$, du passif lié aux placements de 2 837 M\$ et des participations ne donnant pas le contrôle de 2 201 M\$.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, la non-consolidation des filiales par la Caisse a eu comme incidence une diminution des revenus de placement de 595 M\$, des plus-values non matérialisées de 886 M\$ et des résultats de placements nets attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle de 333 M\$ ainsi qu'une augmentation des charges d'exploitation de 11 M\$ et des gains à la vente de placements de 1 159 M\$.

B) ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR DES PARTICIPATIONS DANS DES FILIALES NON CONSOLIDÉES

L'évaluation de la juste valeur des filiales non consolidées selon les IFRS diffère de l'évaluation de la juste valeur des actifs et des passifs des filiales consolidées selon les PCGR du Canada. En effet, selon les IFRS, l'unité de comptabilisation est la participation dans une filiale non consolidée et non les actifs et les passifs de cette filiale. Ainsi, selon les IFRS, l'évaluation de la juste valeur des participations dans des filiales non consolidées est établie selon une technique d'évaluation d'entreprise. L'évaluation de la juste valeur des participations dans des filiales non consolidées selon les IFRS a eu comme incidence une augmentation des placements et de l'actif net attribuable aux déposants d'un montant de 637 M\$ et de 702 M\$ respectivement au 1^{er} janvier 2013 et au 31 décembre 2013.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, les gains nets non réalisés ont augmenté d'un montant de 65 M\$.

TRANSITION AUX IFRS (suite)

EXPLICATIONS DES RECLASSEMENTS LORS DU PASSAGE AUX IFRS

C) TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

IAS 1 exige la présentation aux états consolidés de la situation financière des montants relatifs à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie. Conséquemment, au 1^{er} janvier 2013, des montants de 152 M\$ et de 3 262 M\$ qui étaient présentés respectivement aux rubriques « Autres éléments d'actif » et « Placements » ont été reclassés sous les rubriques « Trésorerie » pour un montant de 54 M\$ et « Équivalents de trésorerie » pour un montant de 3 360 M\$. Au 31 décembre 2013, des montants de 163 M\$ et de 5 842 M\$ qui étaient présentés respectivement aux rubriques « Autres éléments d'actif » et « Placements » ont été reclassés sous les rubriques « Trésorerie » pour un montant de 103 M\$ et « Équivalents de trésorerie » pour un montant de 5 902 M\$.

D) OPÉRATIONS EN VOIE DE RÈGLEMENT

Selon les PCGR du Canada, la Caisse effectuait de la compensation d'actifs et de passifs financiers relativement aux opérations en voie de règlement conformément au chapitre 3861 – *Instruments financiers : informations à fournir et présentation* de la Partie V du *Manuel de CPA Canada – Comptabilité*. IAS 32 – *Instruments financiers : présentation* a été modifié pour une application rétrospective pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014. Ces modifications ont précisé le sens du critère de compensation à l'égard du droit juridique exécutoire de compensation. Par conséquent, au 1^{er} janvier 2013 et au 31 décembre 2013, des montants de 170 M\$ et de 411 M\$ ont été respectivement reclassés à titre de « Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement » et de « Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement » aux états consolidés de la situation financière.

E) ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉPOSANTS

Selon les PCGR du Canada, l'avoir net des déposants était classé à titre de capitaux propres en raison d'une exception prévue pour les parts de fonds communs de placement selon l'abrégié no. 149 des délibérations du Comité sur les problèmes nouveaux (CPN-149), *Comptabilisation des actions rachetables au gré du détenteur ou obligatoirement rachetables par l'émetteur*. Selon les IFRS, les distributions aux déposants sont présentées à titre de charges financières à l'état consolidé du résultat global, puisque les unités de dépôts à participation sont rachetables au gré du détenteur et confèrent aux déposants le droit de recevoir des distributions.

Ce changement de classification pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 a réduit le poste « Résultat global attribuable aux déposants » à l'état consolidé du résultat global d'un montant de 11 098 M\$ et n'a eu aucun effet sur l'actif net présenté au 1^{er} janvier et au 31 décembre 2013 aux états consolidés de la situation financière. Par ailleurs, le montant des charges présentées à l'état consolidé du résultat global à titre de distributions aux déposants pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 a été calculé et versé conformément à la *Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec et ses règlements* en vigueur durant cet exercice.

F) REVENUS DE PLACEMENT, DÉPENSES DE PLACEMENT ET GAINS NETS RÉALISÉS

Selon les PCGR du Canada, les dépenses de placement ainsi que les revenus et les dépenses provenant de certains instruments financiers dérivés étaient inclus à la rubrique « Revenus de placement » à l'état consolidé du résultat global. Selon les IFRS, les dépenses de placement doivent être présentées distinctement à l'état consolidé du résultat global. De plus, les revenus et les dépenses provenant des instruments financiers dérivés, autres que ceux utilisés à des fins de couverture économique, doivent être présentés respectivement à titre de gains nets réalisés et de pertes nettes réalisées.

Selon les PCGR du Canada, afin de conserver la nature des distributions provenant des fonds de placement privés, certaines distributions étaient présentées à titre de gains nets réalisés. Selon les IFRS, les distributions provenant de fonds de placement privés représentent des revenus de dividendes selon l'IAS 18 – *Produits des activités ordinaires* et par conséquent, ces distributions sont présentées à titre de revenus de placement.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, des dépenses de 755 M\$ qui étaient présentées sous la rubrique « Revenus de placement » ont été reclassées à la rubrique « Dépenses de placement ». De plus, des gains nets réalisés de 292 M\$ attribuables aux instruments financiers dérivés ainsi que des gains nets réalisés de 388 M\$ provenant des distributions de fonds de placement privés qui étaient présentés aux rubriques « Revenus de placement » et « Gains à la vente de placements » ont été reclassés respectivement aux rubriques « Gains nets réalisés » et « Revenus de placement ».

TRANSITION AUX IFRS (suite)

RAPPROCHEMENTS DES PCGR DU CANADA ET DES IFRS

Selon les dispositions d'IFRS 1, les tableaux suivants présentent les rapprochements entre les PCGR du Canada et les IFRS des états consolidés de la situation financière ainsi que des états consolidés du résultat global et des variations de l'actif net attribuable aux déposants pour les exercices concernés :

Rapprochement de l'état consolidé de la situation financière au 1^{er} janvier 2013 :

État de l'actif net cumulé Postes selon les PCGR du Canada	Soldes selon les PCGR du Canada	Ajustements liés aux IFRS	Reclassements	Soldes selon les IFRS	État consolidé de la situation financière Postes selon les IFRS
Actif					Actif
	–	–	54 c	54	Trésorerie
	–	–	3 360 c	3 360	Équivalents de trésorerie
Opérations en voie de règlement	153	–	170 d	323	Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement
Avances à des déposants	797	–	–	797	Avances à des déposants
Revenus de placement courus et à recevoir	751	22 a	–	773	Revenus de placement courus et à recevoir
Autres éléments d'actif	1 002	(655) a	(152) c	195	Autres actifs
Placements	210 460	(4 416) a, b	(3 262) c	202 782	Placements
	213 163	(5 049)	170	208 284	Total de l'actif
Passif					Passif
Opérations en voie de règlement	155	–	170 d	325	Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement
Autres éléments de passif	1 300	(788) a	–	512	Autres passifs financiers
Passif lié aux placements	34 129	(2 892) a	–	31 237	Passifs relatifs aux placements
	35 584	(3 680)	170	32 074	Total du passif excluant l'actif net attribuable aux déposants
Actif net cumulé	177 579	(1 369)	–	176 210	
Participations ne donnant pas le contrôle	(2 006)	2 006 a	–	–	
Avoir net des déposants	175 573	637 b	–	176 210	Actif net attribuable aux déposants

TRANSITION AUX IFRS (suite)

Rapprochement de l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2013 :

État de l'actif net cumulé Postes selon les PCGR du Canada	Soldes selon les PCGR du Canada	Ajustements liés aux IFRS	Reclassements	Soldes selon les IFRS	État consolidé de la situation financière Postes selon les IFRS
Actif					Actif
	–	–	103 c	103	Trésorerie
	–	–	5 902 c	5 902	Équivalents de trésorerie
Opérations en voie de règlement	1 368	(82) a	411 d	1 697	Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement
Avances à des déposants	996	–	–	996	Avances à des déposants
Revenus de placement courus et à recevoir	851	47 a	–	898	Revenus de placement courus et à recevoir
Autres éléments d'actif	846	(546) a	(163) c	137	Autres actifs
Placements	240 940	(4 592) a, b	(5 842) c	230 506	Placements
	245 001	(5 173)	411	240 239	Total de l'actif
Passif					Passif
Opérations en voie de règlement	1 969	–	411 d	2 380	Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement
Autres éléments de passif	1 386	(837) a	–	549	Autres passifs financiers
Passif lié aux placements	39 998	(2 837) a	–	37 161	Passifs relatifs aux placements
	43 353	(3 674)	411	40 090	Total du passif excluant l'actif net attribuable aux déposants
Actif net cumulé	201 648	(1 499)	–	200 149	
Participations ne donnant pas le contrôle	(2 201)	2 201 a	–	–	
Avoir net des déposants	199 447	702 b	–	200 149	Actif net attribuable aux déposants

TRANSITION AUX IFRS (suite)

Rapprochement des états consolidés du résultat global et des variations de l'actif net attribuable aux déposants pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 :

État des résultats et évolution de l'actif net cumulé Postes selon les PCGR du Canada	Soldes selon les PCGR du Canada	Ajustements liés aux IFRS	Reclassements	Soldes selon les IFRS	États consolidés du résultat global et des variations de l'actif net attribuable aux déposants Postes selon les IFRS
Revenus de placement	6 587	(595) a	851 f	6 843	Revenus de placement
	–	–	(755) f	(755)	Dépenses de placement
	6 587	(595)	96	6 088	Revenu net de placement
Charges d'exploitation	(287)	(11) a	–	(298)	Charges d'exploitation
Revenus de placement nets	6 300	(606)	96	5 790	Revenu net
Gains à la vente de placements	4 433	1 159 a	(96) f	5 496	Gains nets réalisés
Plus-values non matérialisées	12 303	(821) a, b	–	11 482	Gains nets non réalisés
	16 736	338	(96)	16 978	Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur
Résultats de placement nets	23 036	(268)	–	22 768	
Résultats de placement nets attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	(333)	333 a	–	–	
Résultats de placement nets attribuables aux déposants	22 703	65	–	22 768	Résultat de placement net avant distributions aux déposants
Dépôts nets des déposants	1 171	–	(1 171) e	–	
	–	–	(11 098) e	(11 098)	Distributions aux déposants
Augmentation de l'avoir net des déposants	23 874	65	(12 269)	11 670	Résultat global attribuable aux déposants
	–	–	11 098 e	11 098	Distributions aux déposants
	–	–	1 171 e	1 171	Contributions nettes des déposants
Avoir net des déposants au 1 ^{er} janvier 2013	175 573	637 b	–	176 210	Actif net attribuable aux déposants au 1 ^{er} janvier 2013
Avoir net des déposants au 31 décembre 2013	199 447	702	–	200 149	Actif net attribuable aux déposants au 31 décembre 2013

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

États financiers sommaires des portefeuilles spécialisés

(en millions de dollars canadiens)

	VALEURS À COURT TERME (740)		OBLIGATIONS (760)		OBLIGATIONS À LONG TERME (764)		DETTES IMMOBILIÈRES (750)	
États de la situation financière								
Aux 31 décembre	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013
Actif								
Placements	6 830	6 168	91 669	75 902	2 511	2 173	10 252	8 826
Autres actifs financiers	–	–	2 024	4 746	387	360	266	58
	6 830	6 168	93 693	80 648	2 898	2 533	10 518	8 884
Passif								
Passifs relatifs aux placements	–	–	28 867	23 360	344	300	7	33
Autres passifs financiers	5	2 659	2 115	2 437	352	344	184	59
Total du passif excluant l'actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation	5	2 659	30 982	25 797	696	644	191	92
Actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation	6 825	3 509	62 711	54 851	2 202	1 889	10 327	8 792
États du résultat global								
Pour les exercices clos les 31 décembre	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013
Revenus de placement	61	63	2 268	1 875	75	82	320	231
Dépenses de placement	(1)	(1)	(425)	(351)	(1)	(1)	–	–
Revenu net de placement	60	62	1 843	1 524	74	81	320	231
Charges d'exploitation	(1)	(1)	(54)	(52)	(1)	(1)	(4)	(4)
Revenu net	59	61	1 789	1 472	73	80	316	227
Gains (pertes) nets réalisés	–	–	640	491	51	33	373	(200)
Gains (pertes) nets non réalisés	–	–	2 197	(1 930)	218	(256)	379	(19)
Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur	–	–	2 837	(1 439)	269	(223)	752	(219)
Résultat de placement net avant distributions aux détenteurs d'unités de participation	59	61	4 626	33	342	(143)	1 068	8
(Distributions) récupérations	(59)	(61)	(1 789)	(1 663)	(73)	(80)	(316)	(150)
Résultat global attribuable aux détenteurs d'unités de participation	–	–	2 837	(1 630)	269	(223)	752	(142)
États des variations de l'actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation								
Pour les exercices clos les 31 décembre	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013
Solde aux 1 ^{er} janvier ¹	3 509	8 908	54 851	43 653	1 889	3 669	8 792	7 573
Unités de participation								
Unités émises	7 224	2 241	6 856	14 917	178	640	1 127	1 848
Unités annulées	(3 908)	(7 640)	(1 833)	(2 089)	(134)	(2 197)	(344)	(487)
Variation nette des unités de participation de la période	3 316	(5 399)	5 023	12 828	44	(1 557)	783	1 361
Résultat global attribuable aux détenteurs d'unités de participation	–	–	2 837	(1 630)	269	(223)	752	(142)
Solde aux 31 décembre	6 825	3 509	62 711	54 851	2 202	1 889	10 327	8 792

1. L'adoption des Normes internationales d'information financière (IFRS) a été appliquée rétrospectivement au 1^{er} janvier 2013.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

États financiers sommaires des portefeuilles spécialisés (suite)

(en millions de dollars canadiens)

	OBLIGATIONS À RENDEMENT RÉEL (762)		INFRASTRUCTURES (782)		IMMEUBLES (710)		ACTIONS CANADIENNES (720)	
	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013
États de la situation financière								
Aux 31 décembre	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013
Actif								
Placements	1 003	1 085	11 181	9 034	22 857	22 590	29 954	29 178
Autres actifs financiers	207	351	174	217	21	–	86	53
	1 210	1 436	11 355	9 251	22 878	22 590	30 040	29 231
Passif								
Passifs relatifs aux placements	105	66	1 218	1 197	–	–	5 181	5 899
Autres passifs financiers	125	181	384	58	20	55	358	333
Total du passif excluant l'actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation	230	247	1 602	1 255	20	55	5 539	6 232
Actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation	980	1 189	9 753	7 996	22 858	22 535	24 501	22 999
États du résultat global								
Pour les exercices clos les 31 décembre	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013
Revenus de placement	25	19	790	874	121	396	434	488
Dépenses de placement	–	–	(15)	(9)	–	(3)	(17)	(50)
Revenu net de placement	25	19	775	865	121	393	417	438
Charges d'exploitation	(1)	(1)	(31)	(28)	(8)	(9)	(30)	(43)
Revenu net	24	18	744	837	113	384	387	395
Gains (pertes) nets réalisés	17	(31)	(427)	(333)	(188)	1 535	1 156	1 424
Gains (pertes) nets non réalisés	84	(157)	832	137	2 189	977	1 302	1 549
Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur	101	(188)	405	(196)	2 001	2 512	2 458	2 973
Résultat de placement net avant distributions aux détenteurs d'unités de participation	125	(170)	1 149	641	2 114	2 896	2 845	3 368
(Distributions) récupérations	(24)	(18)	(744)	(791)	(113)	(384)	(387)	(666)
Résultat global attribuable aux détenteurs d'unités de participation	101	(188)	405	(150)	2 001	2 512	2 458	2 702
États des variations de l'actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation								
Pour les exercices clos les 31 décembre	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013
Solde aux 1 ^{er} janvier ¹	1 189	1 225	7 996	6 266	22 535	16 859	22 999	21 945
Unités de participation								
Unités émises	88	398	1 886	3 219	601	3 211	1 681	1 308
Unités annulées	(398)	(246)	(534)	(1 339)	(2 279)	(47)	(2 637)	(2 956)
Variation nette des unités de participation de la période	(310)	152	1 352	1 880	(1 678)	3 164	(956)	(1 648)
Résultat global attribuable aux détenteurs d'unités de participation	101	(188)	405	(150)	2 001	2 512	2 458	2 702
Solde aux 31 décembre	980	1 189	9 753	7 996	22 858	22 535	24 501	22 999

1. L'adoption des Normes internationales d'information financière (IFRS) a été appliquée rétrospectivement au 1^{er} janvier 2013.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

États financiers sommaires des portefeuilles spécialisés (suite)

(en millions de dollars canadiens)

	ACTIONS AMÉRICAINES (731)		ACTIONS EAEO (730)		ACTIONS DES MARCHÉS EN ÉMERGENCE (732)		ACTIONS QUALITÉ MONDIALE (736) (Constitué le 1 ^{er} janvier 2013)	
	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013
États de la situation financière								
Aux 31 décembre	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013
Actif								
Placements	10 278	9 724	9 516	9 832	11 709	10 306	26 825	16 455
Autres actifs financiers	14	14	42	30	277	327	1 555	773
	10 292	9 738	9 558	9 862	11 986	10 633	28 380	17 228
Passif								
Passifs relatifs aux placements	20	–	4	4	18	80	12	–
Autres passifs financiers	26	24	50	34	191	304	62	31
Total du passif excluant l'actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation	46	24	54	38	209	384	74	31
Actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation	10 246	9 714	9 504	9 824	11 777	10 249	28 306	17 197
États du résultat global								
Pour les exercices clos les 31 décembre	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013
Revenus de placement	223	231	309	337	311	252	654	261
Dépenses de placement	–	(1)	(28)	(32)	(42)	(30)	(34)	(14)
Revenu net de placement	223	230	281	305	269	222	620	247
Charges d'exploitation	(5)	(6)	(8)	(8)	(22)	(17)	(32)	(18)
Revenu net	218	224	273	297	247	205	588	229
Gains (pertes) nets réalisés	1 325	1 089	686	407	345	(74)	781	63
Gains (pertes) nets non réalisés	690	2 325	(580)	2 029	357	253	2 560	2 295
Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur	2 015	3 414	106	2 436	702	179	3 341	2 358
Résultat de placement net avant distributions aux détenteurs d'unités de participation	2 233	3 638	379	2 733	949	384	3 929	2 587
(Distributions) récupérations	(218)	(224)	(273)	(297)	(247)	(212)	(588)	(229)
Résultat global attribuable aux détenteurs d'unités de participation	2 015	3 414	106	2 436	702	172	3 341	2 358
États des variations de l'actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation								
Pour les exercices clos les 31 décembre	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013
Solde aux 1 ^{er} janvier ¹	9 714	10 150	9 824	9 819	10 249	8 711	17 197	1 780
Unités de participation								
Unités émises	1 259	817	1 342	808	1 708	2 673	9 282	13 130
Unités annulées	(2 742)	(4 667)	(1 768)	(3 239)	(882)	(1 307)	(1 514)	(71)
Variation nette des unités de participation de la période	(1 483)	(3 850)	(426)	(2 431)	826	1 366	7 768	13 059
Résultat global attribuable aux détenteurs d'unités de participation	2 015	3 414	106	2 436	702	172	3 341	2 358
Solde aux 31 décembre	10 246	9 714	9 504	9 824	11 777	10 249	28 306	17 197

1. L'adoption des Normes internationales d'information financière (IFRS) a été appliquée rétrospectivement au 1^{er} janvier 2013.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

États financiers sommaires des portefeuilles spécialisés (suite)

(en millions de dollars canadiens)

	PLACEMENTS PRIVÉS (780)		RÉPARTITION DE L'ACTIF (771)		STRATÉGIES ACTIVES DE SUPER- POSITION (773) (Constitué le 1 ^{er} janvier 2014)		BTAA (772)		ACTIONS MONDIALES (735) (Dissous le 1 ^{er} avril 2014)	
	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2014	2013	
États de la situation financière										
Aux 31 décembre	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2014	2013	
Actif										
Placements	22 469	19 940	2 623	2 329	9 236	9 776	7 534	–	5 097	
Autres actifs financiers	359	726	220	466	28	31	468	–	76	
	22 828	20 666	2 843	2 795	9 264	9 807	8 002	–	5 173	
Passif										
Passifs relatifs aux placements	432	484	1 239	1 530	9 182	9 860	7 435	–	1 499	
Autres passifs financiers	152	93	11	118	55	54	26	–	191	
Total du passif excluant l'actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation	584	577	1 250	1 648	9 237	9 914	7 461	–	1 690	
Actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation	22 244	20 089	1 593	1 147	27	(107)	541	–	3 483	
États du résultat global										
Pour les exercices clos les 31 décembre	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2014	2013	
Revenus de placement	1 635	1 272	69	42	152	164	37	14	249	
Dépenses de placement	(65)	(38)	(23)	(15)	(120)	(128)	(66)	(1)	(113)	
Revenu net de placement	1 570	1 234	46	27	32	36	(29)	13	136	
Charges d'exploitation	(52)	(42)	(8)	(16)	(3)	(4)	(52)	(1)	(35)	
Revenu net	1 518	1 192	38	11	29	32	(81)	12	101	
Gains (pertes) nets réalisés	(1 212)	(421)	354	(167)	(25)	(31)	293	559	2 244	
Gains (pertes) nets non réalisés	2 079	2 655	(70)	240	133	727	19	(424)	(321)	
Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur	867	2 234	284	73	108	696	312	135	1 923	
Résultat de placement net avant distributions aux détenteurs d'unités de participation	2 385	3 426	322	84	137	727	231	147	2 024	
(Distributions) récupérations	(1 518)	(790)	(38)	(11)	(29)	(8)	81	(12)	(171)	
Résultat global attribuable aux détenteurs d'unités de participation	867	2 636	284	73	108	719	312	135	1 853	
États des variations de l'actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation										
Pour les exercices clos les 31 décembre	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2014	2013	
Solde aux 1 ^{er} janvier ¹	20 089	17 692	1 147	1 099	(107)	(834)	–	3 483	13 733	
Unités de participation										
Unités émises	3 366	2 186	863	260	26	8	584	23	237	
Unités annulées	(2 078)	(2 425)	(701)	(285)	–	–	(355)	(3 641)	(12 340)	
Variation nette des unités de participation de la période	1 288	(239)	162	(25)	26	8	229	(3 618)	(12 103)	
Résultat global attribuable aux détenteurs d'unités de participation	867	2 636	284	73	108	719	312	135	1 853	
Solde aux 31 décembre	22 244	20 089	1 593	1 147	27	(107)	541	–	3 483	

1. L'adoption des Normes internationales d'information financière (IFRS) a été appliquée rétrospectivement au 1^{er} janvier 2013.

ATTESTATION FINANCIÈRE DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

Je, Michael Sabia, président et chef de la direction de la Caisse de dépôt et placement du Québec, atteste ce qui suit :

1. **Examen :** J'ai examiné les états financiers consolidés, les tableaux des rendements, le communiqué de presse visant les résultats annuels et le rapport annuel (ci-après désignés comme les « Documents annuels ») de la Caisse de dépôt et placement du Québec (« la Caisse ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.
2. **Aucune information fausse ou trompeuse :** À ma connaissance et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les Documents annuels ne contiennent pas d'information fausse ou trompeuse concernant un fait important ni n'omettent de fait important devant être déclaré ou nécessaire à une déclaration non trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite, pour l'exercice visé par les Documents annuels.
3. **Image fidèle :** À ma connaissance et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les états financiers consolidés et les autres éléments d'information financière présentés dans les Documents annuels donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Caisse aux dates de clôture des exercices présentés dans les Documents annuels ainsi que de son résultat global, des variations de l'actif net attribuable aux déposants et des flux de trésorerie pour ces exercices.
4. **Responsabilité :** J'ai la responsabilité d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) et le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF) pour la Caisse.
5. **Conception :** Sous réserve des limitations indiquées, le cas échéant, aux paragraphes 5.2 et 5.3, à la clôture de l'exercice, j'ai fait ce qui suit :
 - a) conçu ou fait concevoir sous ma supervision des CPCI pour fournir l'assurance raisonnable que :
 - i) l'information importante relative à la Caisse m'est communiquée par d'autres personnes, en particulier pendant la période où les Documents annuels sont établis;
 - ii) l'information qui doit être présentée par la Caisse dans ses Documents annuels qu'elle dépose ou transmet en vertu de la législation est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation;
 - b) conçu ou fait concevoir sous ma supervision le CIIF pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers consolidés ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).
- 5.1. **Cadre de contrôle :** Le cadre de contrôle que j'ai utilisé pour concevoir le CIIF est celui proposé par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO 2013).
- 5.2. **Faiblesse importante du CIIF liée à la conception :** s.o.
- 5.3. **Limitation de l'étendue de la conception :** s.o.
6. **Évaluation :** J'ai fait ce qui suit :
 - a) évalué ou fait évaluer sous ma supervision l'efficacité des CPCI de la Caisse à la clôture de l'exercice, et la Caisse a présenté dans son rapport annuel mes conclusions en fonction de cette évaluation;
 - b) évalué ou fait évaluer sous ma supervision l'efficacité du CIIF de la Caisse à la clôture de l'exercice, et la Caisse a présenté dans son rapport annuel l'information suivante :
 - i) mes conclusions au sujet de l'efficacité du CIIF à la clôture de l'exercice en fonction de cette évaluation;
 - ii) les éléments sur chaque faiblesse importante liée au fonctionnement existant à la clôture de l'exercice : s.o.
7. **Communication des modifications du CIIF :** La Caisse a présenté dans son rapport annuel toute modification apportée au CIIF au cours de la période comptable commençant le 1^{er} janvier 2014 et se terminant le 31 décembre 2014 qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur le CIIF.
8. **Communication aux co-auditeurs et au conseil d'administration ou au comité de vérification de la Caisse :** J'ai informé, en fonction de la dernière évaluation du CIIF, les co-auditeurs de la Caisse, ainsi que le conseil d'administration de la Caisse ou son comité de vérification de toute fraude impliquant la direction ou d'autres salariés jouant un rôle important dans le CIIF.

Le président et chef de la direction,



MICHAEL SABIA

Le 10 avril 2015

ATTESTATION FINANCIÈRE DE LA PREMIÈRE VICE-PRÉSIDENTE ET CHEF DE LA DIRECTION FINANCIÈRE

Je, Maarika Paul, première vice-présidente et chef de la Direction financière de la Caisse de dépôt et placement du Québec, atteste ce qui suit :

1. **Examen :** J'ai examiné les états financiers consolidés, les tableaux des rendements, le communiqué de presse visant les résultats annuels et le rapport annuel (ci-après désignés comme les « Documents annuels ») de la Caisse de dépôt et placement du Québec (« la Caisse ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.
2. **Aucune information fausse ou trompeuse :** À ma connaissance et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les Documents annuels ne contiennent pas d'information fausse ou trompeuse concernant un fait important ni n'omettent de fait important devant être déclaré ou nécessaire à une déclaration non trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite, pour l'exercice visé par les Documents annuels.
3. **Image fidèle :** À ma connaissance et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les états financiers consolidés et les autres éléments d'information financière présentés dans les Documents annuels donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Caisse aux dates de clôture des exercices présentés dans les Documents annuels ainsi que de son résultat global, des variations de l'actif net attribuable aux déposants et des flux de trésorerie pour ces exercices.
4. **Responsabilité :** J'ai la responsabilité d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) et le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF) pour la Caisse.
5. **Conception :** Sous réserve des limitations indiquées, le cas échéant, aux paragraphes 5.2 et 5.3, à la clôture de l'exercice, j'ai fait ce qui suit :
 - a) conçu ou fait concevoir sous ma supervision des CPCI pour fournir l'assurance raisonnable que :
 - i) l'information importante relative à la Caisse m'est communiquée par d'autres personnes, en particulier pendant la période où les Documents annuels sont établis;
 - ii) l'information qui doit être présentée par la Caisse dans ses Documents annuels qu'elle dépose ou transmet en vertu de la législation est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation;
 - b) conçu ou fait concevoir sous ma supervision le CIIF pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers consolidés ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).
- 5.1. **Cadre de contrôle :** Le cadre de contrôle que j'ai utilisé pour concevoir le CIIF est celui proposé par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO 2013).
- 5.2. **Faiblesse importante du CIIF liée à la conception :** s.o.
- 5.3. **Limitation de l'étendue de la conception :** s.o.
6. **Évaluation :** J'ai fait ce qui suit :
 - a) évalué ou fait évaluer sous ma supervision l'efficacité des CPCI de la Caisse à la clôture de l'exercice, et la Caisse a présenté dans son rapport annuel mes conclusions en fonction de cette évaluation;
 - b) évalué ou fait évaluer sous ma supervision l'efficacité du CIIF de la Caisse à la clôture de l'exercice, et la Caisse a présenté dans son rapport annuel l'information suivante :
 - i) mes conclusions au sujet de l'efficacité du CIIF à la clôture de l'exercice en fonction de cette évaluation;
 - ii) les éléments sur chaque faiblesse importante liée au fonctionnement existant à la clôture de l'exercice : s.o.
7. **Communication des modifications du CIIF :** La Caisse a présenté dans son rapport annuel toute modification apportée au CIIF au cours de la période comptable commençant le 1^{er} janvier 2014 et se terminant le 31 décembre 2014 qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur le CIIF.
8. **Communication aux co-auditeurs et au conseil d'administration ou au comité de vérification de la Caisse :** J'ai informé, en fonction de la dernière évaluation du CIIF, les co-auditeurs de la Caisse, ainsi que le conseil d'administration de la Caisse ou son comité de vérification de toute fraude impliquant la direction ou d'autres salariés jouant un rôle important dans le CIIF.

La première vice-présidente et chef de la Direction financière,



MAARIKA PAUL

Le 10 avril 2015

CONCLUSIONS SUR LA CONCEPTION ET L'EFFICACITÉ DU CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

En 2014, la chef de la Direction financière a supervisé les travaux de mise à jour de la documentation existante et d'évaluation de la conception et de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière, et le comité de direction a approuvé la méthodologie d'évaluation des contrôles clés. Cette évaluation du contrôle interne entourant les principaux processus financiers de la Caisse vise à assurer l'atteinte des objectifs de qualité en matière de reddition de comptes financière, à tous les égards importants.

L'évaluation de la conception et de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière a été effectuée à l'aide du modèle de contrôle habituellement adopté par les sociétés nord-américaines, soit celui du Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO 2013). Les travaux réalisés ont permis au comité de direction de conclure à la conception adéquate du contrôle interne à l'égard de l'information financière et à son efficacité, de manière à fournir une assurance raisonnable que l'information financière présentée aux Documents annuels, comme définis dans la directive d'attestation financière de la Caisse, est fiable et que les états financiers consolidés de la Caisse ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS).

CONCLUSIONS SUR LA CONCEPTION ET L'EFFICACITÉ DES CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Conformément à la directive d'attestation financière de la Caisse, la conception et l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information visant les Documents annuels, soit les états financiers consolidés, les tableaux des rendements, le communiqué de presse des résultats annuels et le rapport annuel, doivent être évalués.

À l'instar des travaux entourant le contrôle interne à l'égard de l'information financière, la chef de la Direction financière a également supervisé les travaux de mise à jour de la documentation existante et ceux concernant l'évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information, et le comité de direction a également approuvé la méthodologie d'évaluation des contrôles clés.

Au 31 décembre 2014, cette évaluation confirme la conception adéquate et l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information pour fournir une assurance raisonnable que toute l'information pertinente est recueillie et présentée en temps opportun à la haute direction, notamment au président et chef de la direction et à la chef de la Direction financière, pour que les décisions appropriées concernant la communication de l'information puissent être prises.

Le conseil d'administration a également approuvé les Documents annuels de 2014 avant leur divulgation publique.

Notes générales

1. Les activités de la Caisse sont menées selon les prescriptions de la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec¹ et respectent les pratiques de l'industrie du placement. Les états financiers sont dressés conformément aux Normes internationales d'information financière. Annuellement, les co-auditeurs de la Caisse, soit le Vérificateur général du Québec et Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l., procèdent à l'audit des états financiers ainsi qu'à l'audit de la conformité des opérations à la loi, aux règlements, aux politiques et directives, dans la mesure qu'ils jugent appropriée.
2. Les Renseignements additionnels au rapport annuel 2014 font partie intégrante du Rapport annuel 2014 et présentent, dans la première section, les tableaux des rendements au 31 décembre 2014 se rapportant aux composites des comptes des déposants de la Caisse. Ces tableaux et les calculs ont été audités au 31 décembre 2014 par le cabinet Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. quant à la conformité aux normes internationales de présentation des rendements (GIPS^{MD}).
3. Dans le présent rapport annuel, l'actif net des déposants et les résultats de placement nets se définissent comme étant l'actif net attribuable aux déposants et les résultats de placement nets avant distribution aux déposants.
4. Les rendements des portefeuilles spécialisés représentent le taux de rendement pondéré par le temps.
5. Les indices de référence des catégories d'actif et du portefeuille global sont obtenus par la moyenne pondérée des indices de référence des portefeuilles spécialisés qui les composent.
6. Sauf indication contraire, les rendements en pourcentage sont présentés avant les charges d'exploitation, distributions aux déposants et autres frais, mais après les frais de transaction, les frais de gestion externes des fonds d'investissement et les charges des filiales immobilières, et sont annualisés pour les périodes de plus d'un an. Ils incluent le rendement des liquidités et des quasi-espèces, et tiennent compte, selon le cas, de la couverture contre les risques liés aux fluctuations des devises. Les écarts de rendement liés aux charges d'exploitation de chaque portefeuille spécialisé sont présentés dans les tableaux des rendements des Renseignements additionnels au rapport annuel 2014.
7. Sauf indication contraire, les résultats de placement nets avant distributions aux déposants et l'actif net attribuable aux déposants sont présentés après les charges d'exploitation et autres frais.
8. Certains rendements sont exprimés en points centésimaux (p.c.). Ainsi, 100 points centésimaux équivalent à 1,00 %, et un point centésimal équivaut à 0,01 %.
9. Sauf indication contraire, tous les chiffres sont exprimés en dollars canadiens. Les symboles M et G désignent respectivement les millions et les milliards.
10. Les écarts possibles dans les totaux (en chiffres ou en pourcentage) s'expliquent par les arrondissements.
11. Sauf indication contraire, toutes les données présentées dans les tableaux et graphiques sont issues des études effectuées par la Caisse.
12. Les tableaux des dix principaux placements présentent, en ordre alphabétique, les positions au comptant à partir de l'information présentée aux tableaux 8, 9, 10 et 11 des Renseignements additionnels au rapport annuel 2014.
13. La Caisse utilise le lieu du siège social de la société ou de l'émetteur de titres, ou encore, pour l'immobilier, l'emplacement géographique des biens, afin de décider si un actif est québécois.

Cette classification, généralement utilisée dans l'industrie de la gestion de fonds, comporte certains biais. En effet, certaines sociétés sont considérées comme québécoises même si leurs activités principales sont à l'extérieur du Québec. De la même façon, des sociétés dont les activités sont importantes au Québec ne sont pas prises en compte si leur siège social est situé à l'extérieur du Québec.

1. La Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec est accessible sur notre site Web : www.lacaisse.com.

BUREAUX INTERNATIONAUX

NEW YORK

CDPQ US (NEW YORK)

1211 Avenue of the Americas
Bureau 3001
New York, NY 10036
États-Unis

Tél. : 212 596-6300
Télééc. : 212 730-2356

WASHINGTON

CDPQ US (WASHINGTON)

1775 Pennsylvania Avenue NW
Bureau 200
Washington, DC 20006
États-Unis

Tél. : 202 730-8010
Télééc. : 202 730-8014

PARIS

CDPQ PARIS

30 avenue Georges V
9^e étage
75008 Paris
France

Tél. : 011.33.1.56.69.25.37

SINGAPOUR

CDPQ SINGAPORE

1 Raffles Quay
21-01 North Tower
One Raffles Quay
Singapour 048583

BEIJING

CDPQ BEIJING

Bureau 903, Office Tower E1
Oriental Plaza
1, Avenue Chang'an Est
District de Dongcheng
Beijing, Chine, 100738

Tél. : 86-10 6408 8718
Télééc. : 86-10 6408 8719

- Le Rapport annuel 2014 et le document Renseignements additionnels au rapport annuel 2014 sont accessibles sur notre site Web : www.lacaisse.com.
- Renseignements : 514 842-3261, info@lacaisse.com
- *The 2014 Annual Report and the 2014 Annual Report Additional Information are also available in English on our website : www.lacaisse.com.*
- Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2015
- ISSN 1705-6446
- ISSN en ligne 1705-6454



Entièrement recyclable –
le choix responsable

BUREAU D'AFFAIRES

Centre CDP Capital
1000, place Jean-Paul-Riopelle
Montréal (Québec) H2Z 2B3
Téléphone : 514 842-3261
Télécopieur : 514 842-4833

SIÈGE SOCIAL

Édifice Price
65, rue Sainte-Anne, 14^e étage
Québec (Québec) G1R 3X5
Téléphone : 418 684-2334
Télécopieur : 418 684-2335



Malentendants
514 847-2190

www.lacaisse.com

2014

RENSEIGNEMENTS
ADDITIONNELS AU
RAPPORT ANNUEL



Caisse de dépôt et placement
du Québec

Renseignements additionnels au Rapport annuel 2014

I. Tableaux des rendements

1	Rapport des auditeurs indépendants	5
2	Notes générales	6
3	Obligations	9
4	Dettes immobilières	11
5	Valeurs à court terme	14
6	Obligations à long terme.....	16
7	Immeubles	18
8	Infrastructures	21
9	Obligations à rendement réel	23
10	Actions Qualité mondiale	25
11	Actions canadiennes	27
12	Actions des marchés en émergence	29
13	Actions américaines	31
14	Actions EAEO.....	33
15	Placements privés	35
16	Fonds équilibré	38

II. Statistiques financières et rétrospective

1.	Évolution de l'actif net attribuable aux déposants	43
2.	Variation de l'actif net attribuable aux déposants et de l'actif total sous gestion	44
3.	Évolution de l'avoir des déposants	45
4.	Ventilation de l'avoir des déposants	52
5.	Intérêt ou revenu annuel versé sur les dépôts moyens	53
6.	Sommaire des placements et équivalents de trésorerie	54
7.	Ventilation des placements et équivalents de trésorerie	55
8.	Secteur immobilier - Financements de 5 M\$ et plus	57
9.	Investissements en actions et en obligations de sociétés ouvertes	66
10.	Investissements en actions et en obligations de sociétés fermées	152
11.	Relevé des biens immobiliers	165
12.	Relevé des biens immobiliers détenus à des fins de revente	167

Le Code d'éthique et de déontologie des dirigeants et des employés est disponible sur le site Web de la Caisse (www.lacaisse.com), sous l'onglet Gouvernance.

I. Tableaux des rendements

Caisse de dépôt et placement du Québec
pour la période terminée le 31 décembre 2014

Présentation conforme GIPS^{MD}

Rapport des auditeurs indépendants

À l'attention des administrateurs de Caisse de dépôt et placement du Québec

Nous avons procédé à un audit visant à déterminer si l'ensemble de Caisse de dépôt et placement du Québec (la « Société ») se conformait aux exigences liées à l'élaboration des composites prévues par les normes Global Investment Performance Standards (les « normes GIPS ») pour l'année se terminant au 31 décembre 2014 et à la conception de ses procédés et procédures pour calculer et présenter les résultats conformément aux normes GIPS au 31 décembre 2014. La responsabilité de la conformité aux normes GIPS incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur la base de notre audit.

Notre audit a été effectué conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que la Société a respecté les critères établis par les normes GIPS. L'audit comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui de la conformité, l'appréciation de la conformité générale aux critères en cause et l'évaluation, le cas échéant, des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction.

À notre avis, la Société s'est conformée aux normes GIPS pour l'année terminée au 31 décembre 2014, notamment aux exigences liées à l'élaboration des composites dans l'ensemble de la Société, et à la conception de ses procédés et procédures pour calculer et présenter les résultats conformément aux normes GIPS au 31 décembre 2014.

Nous avons publié des rapports d'audit distincts sur certaines présentations individuelles de la Société datées du 25 février 2015 et, par conséquent, nous n'exprimons aucune opinion ni aucune autre forme d'assurance au sujet des résultats dans le présent rapport sur la conformité.

*Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.*¹

Le 25 février 2015

¹CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A110972



Notes générales

1. Présentation de la firme

La Caisse de dépôt et placement du Québec (la Caisse) est une institution financière qui gère des fonds provenant de régimes de retraite et d'assurance publics et parapublics québécois (les déposants). La Caisse investit dans les grands marchés liquides et sous forme de placements privés et d'investissements immobiliers. L'actif net attribuable aux déposants, excluant les dépôts à vue et dépôts à terme, s'établissait à 225,4 G\$ au 31 décembre 2014. Ce document présente les rendements relatifs aux fonds confiés à la Caisse par les déposants (voir la note 7, p. 7).

2. Énoncé de conformité

La Caisse est en conformité avec les Normes internationales de présentation des performances GIPS^{MD} (« Normes GIPS^{MD} ») et a préparé et présenté ce rapport conformément aux Normes GIPS^{MD}. La Caisse a été vérifiée de façon indépendante pour les exercices allant du 1^{er} janvier 2004 au 31 décembre 2014.

La vérification détermine si (1) la Caisse a été en conformité avec toutes les exigences de construction des composites des Normes GIPS^{MD} au niveau de l'ensemble de la firme comme défini ci-dessus et que (2) les processus et procédures de la Caisse sont conçus de manière à calculer et à présenter les performances conformément aux Normes GIPS^{MD}. Les composites ont fait l'objet d'un examen de performance pour les exercices allant du 1^{er} janvier 2004 au 31 décembre 2014.

3. Calculs de rendement

Les calculs de rendement sont basés sur des évaluations mensuelles. La formule Dietz modifiée est utilisée pour calculer le rendement. Tous les dépôts et retraits des déposants sont faits le premier jour de chaque mois. Ainsi, les flux monétaires n'ont pas d'incidence sur les rendements.

Chaque portefeuille discrétionnaire pour lequel la Caisse impute des charges d'exploitation est représenté dans au moins un composite. L'évaluation de ces composites est basée sur les dates de transaction et les rendements sont calculés mensuellement. Ces rendements sont ensuite liés géométriquement pour produire les rendements trimestriels et annuels.

Les rendements totaux, incluant les gains ou les pertes réalisés à la vente de placements, les gains et les pertes non réalisés, ainsi que les revenus et dépenses de placement sont utilisés pour calculer les rendements. Ces rendements incluent le rendement généré par la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Les revenus d'intérêts sont courus et sont inclus dans les justes valeurs utilisées pour calculer les rendements. Les revenus de dividendes sont inscrits généralement à la date ex-dividende.

Conformément à la décision du Conseil des normes comptables du Canada (CNC), la Caisse était autorisée à adopter les Normes internationales d'information financière (IFRS) à compter du 1^{er} janvier 2014. La Caisse se qualifie à titre d'entité d'investissement selon les IFRS. De plus, l'ensemble des instruments financiers sont évalués à la juste valeur conformément à l'IFRS 13 Évaluation de la juste valeur.

Les IFRS exigent qu'une société se qualifiant à titre d'entité d'investissement ne consolide plus ses filiales, mais les évalue à la juste valeur à titre de placement. La juste valeur de ces filiales est établie selon une technique d'évaluation d'entreprise qui reflète entre autres la juste valeur des instruments financiers détenus directement par ces filiales. Auparavant, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, les composites incluaient la consolidation des actifs et des passifs des filiales. Ce changement concerne les composites de Dettes immobilières, Immeubles, Infrastructures et Placements privés.

Tous les composites ont adopté les IFRS au cours de l'exercice. L'adoption des nouvelles normes au 1^{er} janvier 2014 n'a eu aucune incidence sur les rendements présentés. Toutefois, le composite Immeubles a adopté les IFRS par anticipation le 1^{er} janvier 2012 et l'incidence de l'adoption sur les rendements est présentée dans la section Évaluation des placements du composite Immeubles et dans la section Description du composite du Fonds équilibré.

Pour de plus amples détails sur les techniques d'évaluation ainsi que des politiques, directives et procédures entourant l'évaluation de la juste valeur, veuillez vous référer à la note 7 des états financiers consolidés.

La juste valeur des titres à revenu fixe est déterminée au moyen des cours de clôture des principaux courtiers, ainsi que ceux fournis par des institutions financières reconnues, lorsque ces valeurs sont disponibles. Lorsqu'un cours n'est pas disponible, la juste valeur est déterminée au moyen de méthodes d'évaluation utilisées dans les marchés des capitaux, telle que l'actualisation au taux d'intérêt courant des flux de trésorerie futurs. Pour de plus amples détails sur la méthodologie employée pour évaluer les BTAA (billets à terme adossés à des actifs), veuillez vous référer à la note 7 des états financiers consolidés.

La juste valeur des actions cotées est déterminée à partir des cours de clôture des principales Bourses.

Les évaluations des actions non cotées sont réalisées selon des méthodes d'évaluation couramment employées ou sur la base d'opérations similaires conclues sans lien de dépendance. Les évaluations des actions et des valeurs convertibles non cotées sont revues par le comité d'évaluation de la Caisse. La juste valeur des fonds d'investissement est déterminée selon la juste valeur de l'actif net fournie par le commandité ou l'administrateur.

Pour les composites Placements privés, Infrastructures et Immeubles, dont l'évaluation des placements n'est entièrement effectuée que semestriellement, les rendements ne sont pas présentés sur une plus courte période.

La proportion de détention des déposants dans les composites Placements privés, Infrastructures et Immeubles ne varie pas entre les périodes d'évaluation.

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur. La juste valeur des instruments financiers dérivés négociés sur les marchés réglementés est établie à partir des cours de clôture des principales Bourses. Dans le cas des instruments financiers dérivés non cotés, certaines évaluations sont obtenues par des cotes de courtiers fournies par des institutions financières reconnues ou selon des modèles reconnus et couramment employés. Ces évaluations sont revues semi-annuellement par des firmes externes indépendantes.

Les composites et les indices de référence américains de marchés boursiers sont présentés avant les taxes de non-résident. Pour les autres pays étrangers, les rendements sont présentés après ces taxes. Ceci est dû au fait que la Caisse, agissant pour le compte de ses déposants, bénéficie d'une exemption de taxes sur les revenus et les intérêts générés aux États-Unis en raison du statut non imposable de sa clientèle en vertu des dispositions du droit interne et du traité fiscal Canada-États-Unis. En ce qui a trait aux pays étrangers, la Caisse peut, pour certains pays, bénéficier d'une exemption de taxes ou d'un taux réduit de taxation à l'égard des revenus et des intérêts, en vertu du droit interne ou du traité fiscal entre le Canada et le pays visé.

Depuis le 31 juillet 2014, les indices obligataires DEX ont été renommés FTSE TMX Canada. Seul le nom des indices a changé.

4. Mesure de risque

Pour le composite Fonds équilibré, la dispersion des rendements annuels est mesurée par l'écart-type des rendements annuels des comptes des déposants présents durant toute l'année dans le composite.

Pour les autres composites, cette mesure de dispersion n'est pas utilisée car le nombre de portefeuilles dans chacun de ces composites est inférieur à 5. La dispersion des rendements est mesurée par l'écart-type annualisé des rendements mensuels du composite et de son indice sur une période mobile de trois ans.

Pour les composites Placements privés, Infrastructures et Immeubles, dont l'évaluation des placements est entièrement effectuée semestriellement, cette information n'est pas présentée.

5. Charges d'exploitation et autres frais

En raison de la nature de la Caisse, les charges d'exploitation et autres frais qui sont imputés aux composites sont les frais réels encourus pour gérer ces fonds. La somme de ces frais est répartie selon des inducteurs appropriés aux activités de placement. Tous les rendements dans cette présentation sont calculés après les frais de transaction, les frais de gestion externe des fonds d'investissement, et les charges des filiales immobilières non consolidées, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Pour chaque composite, les frais réels encourus sont présentés en points centésimaux.

6. Devise de présentation

Tous les rendements et les actifs sont présentés en dollars canadiens.

7. Actif net sous gestion

L'actif net sous gestion correspond à l'actif net attribuable aux déposants présenté aux états financiers consolidés, ajusté afin d'exclure les actifs qui ne font pas partie de la firme comme définie dans la note 1, soit les dépôts à vue et les dépôts à terme des déposants.

8. Information complémentaire

Le manuel de procédures internes concernant l'évaluation des placements, les calculs de rendements et la préparation de cette présentation de rendements est disponible sur demande pour les déposants existants ou potentiels en écrivant à servicesadministratifsdeposants@lacaisse.com.



Obligations

Rendement pour les années ou les périodes terminées le 31 décembre :

Rendement pour les périodes terminées le
31 décembre 2014 (en pourcentage) :

Période	Composite	Indice	Écart
1 mois	0,50	0,59	(0,09)
3 mois	2,33	2,74	(0,41)
6 mois	3,29	3,80	(0,51)
Année à ce jour	8,23	8,87	(0,64)

Actif net sous gestion (en milliers) pour les années terminées le 31 décembre :

Année	Composite	Actif net sous gestion	% des actifs de la firme	Écart-type rendement	Écart-type indice
2014	62 869 594 \$	225 433 142 \$	27,89	2,68	3,07
2013	55 016 405 \$	199 690 933 \$	27,55	2,86	3,19
2012	43 789 616 \$	175 192 938 \$	25,00	2,90	3,02
2011	41 600 376 \$	158 706 574 \$	26,21	3,28	3,28
2010	40 038 013 \$	151 387 764 \$	26,45	3,80	3,78
2009	37 645 302 \$	131 103 348 \$	28,71	3,59	3,60
2008	44 161 584 \$	117 950 388 \$	37,44	3,55	3,61
2007	39 445 960 \$	155 140 783 \$	25,43	3,02	3,04
2006	35 959 466 \$	142 716 112 \$	25,20	3,07	3,12
2005	36 186 629 \$	121 925 703 \$	29,68	3,60	3,62

Rendements annualisés simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	6 ANS	7 ANS	8 ANS	9 ANS	10 ANS
2014 :	COMPOSITE :	8,23	4,16	4,21	5,65	6,20	6,23	6,03	5,74	5,57	5,66
	INDICE :	8,87	3,72	3,67	5,17	5,50	5,49	5,62	5,38	5,23	5,35
	ÉCART :	(0,64)	0,44	0,54	0,48	0,70	0,74	0,41	0,37	0,34	0,31
2013 :	COMPOSITE :	0,24	2,25	4,80	5,70	5,84	5,67	5,39	5,24	5,38	
	INDICE :	(1,20)	1,16	3,97	4,68	4,82	5,09	4,89	4,78	4,97	
	ÉCART :	1,44	1,09	0,83	1,02	1,01	0,58	0,51	0,46	0,41	
2012 :	COMPOSITE :	4,30	7,16	7,58	7,28	6,78	6,27	5,97	6,04		
	INDICE :	3,58	6,65	6,71	6,39	6,39	5,93	5,66	5,76		
	ÉCART :	0,72	0,51	0,87	0,90	0,39	0,34	0,31	0,27		
2011 :	COMPOSITE :	10,10	9,27	8,30	7,42	6,67	6,25	6,29			
	INDICE :	9,81	8,31	7,34	7,11	6,41	6,02	6,08			
	ÉCART :	0,29	0,95	0,96	0,31	0,26	0,24	0,21			
2010 :	COMPOSITE :	8,45	7,41	6,54	5,84	5,50	5,67				
	INDICE :	6,84	6,12	6,22	5,58	5,27	5,47				
	ÉCART :	1,60	1,28	0,32	0,26	0,23	0,19				
2009 :	COMPOSITE :	6,38	5,60	4,98	4,78	5,12					
	INDICE :	5,41	5,91	5,16	4,88	5,20					
	ÉCART :	0,97	(0,31)	(0,18)	(0,11)	(0,08)					
2008 :	COMPOSITE :	4,82	4,29	4,25	4,80						
	INDICE :	6,41	5,04	4,71	5,14						
	ÉCART :	(1,59)	(0,75)	(0,46)	(0,34)						
2007 :	COMPOSITE :	3,76	3,96	4,80							
	INDICE :	3,68	3,87	4,73							
	ÉCART :	0,07	0,09	0,07							
2006 :	COMPOSITE :	4,17	5,33								
	INDICE :	4,06	5,25								
	ÉCART :	0,11	0,07								
2005 :	COMPOSITE :	6,50									
	INDICE :	6,46									
	ÉCART :	0,03									



Obligations

Notes relatives au composite Obligations :

1. Description du composite

Ce composite a comme objectif d'offrir une valeur ajoutée au-dessus de l'indice de référence en investissant principalement dans des titres de dette canadiens.

Depuis le 1^{er} juillet 2010, les activités de dette privée ont été transférées du composite Participations et infrastructures à ce composite. Jusqu'au 30 juin 2010, le composite regroupait uniquement les placements en obligations faits sur les marchés cotés.

Ce composite utilise des instruments financiers dérivés dans le cours normal de sa gestion. Ils sont principalement utilisés pour couvrir des positions, réduire les risques de marché et profiter d'occasions d'arbitrage.

Les activités de prêt et d'emprunt de titres ainsi que de vente à découvert sont permises dans le cadre de la gestion de ce composite selon les limites autorisées. La structure des titres de dette d'actifs titrisés non synthétiques adossés à des actifs tangibles ne doit comporter aucun levier.

Une portion non significative des actifs de ce composite est confiée à des gestionnaires externes.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} septembre 1998.

3. Indice de référence

Depuis le 1^{er} juillet 2010, l'indice de référence est l'indice FTSE TMX Canada obligataire universel ajusté^{*}. Les composantes FTSE TMX Canada obligations provinciales^{*} et FTSE TMX Canada obligations municipales^{*} ont été remplacées par la composante FTSE TMX Canada obligations du Québec^{*}. Auparavant, l'indice de référence de ce composite était l'indice FTSE TMX Canada obligataire universel^{*}. Ce changement d'indice était justifié pour mieux refléter la surpondération des obligations du Québec dans le composite.

^{*} Se référer à la note 3 des Notes générales du présent document pour de plus amples détails.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2014.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Depuis le 1^{er} janvier 2014, les charges d'exploitation et autres frais en points centésimaux correspondent au ratio des frais réels encourus sur l'actif net moyen. Pour les quatre années précédentes, le ratio correspond à la moyenne des ratios annuels. Avant le 1^{er} janvier 2014, les charges d'exploitation et autres frais présentés correspondaient à l'impact des frais sur le rendement, soit la différence entre le rendement calculé avant frais et le rendement calculé après frais. La méthodologie de calcul a été modifiée afin de mieux refléter la gestion des frais et faciliter la comparabilité entre les années, cette méthode étant moins volatile.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 9 points centésimaux pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2014. Pour les quatre années précédentes, soit du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2013, les frais représentaient en moyenne 11 points centésimaux. L'impact de l'adoption de cette méthode est de -1 p.c. pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2014 et de -1 p.c. pour les 4 années précédentes.



Dettes immobilières

Rendement pour les années ou les périodes terminées le 31 décembre :

Rendement pour les périodes terminées le
31 décembre 2014 (en pourcentage) :

Période	Composite	Indice	Écart
1 mois	0,85	0,56	0,29
3 mois	3,50	2,70	0,80
6 mois	5,27	3,79	1,48
Année à ce jour	11,91	8,79	3,12

Actif net sous gestion (en milliers) pour les années terminées le 31 décembre :

Année	Composite	Actif net sous gestion	% des actifs de la firme	Écart-type rendement	Écart-type indice
2014	10 440 656 \$	225 433 142 \$	4,63	3,31	3,10
2013	8 818 031 \$	199 690 933 \$	4,42	3,61	3,10
2012	7 574 217 \$	175 192 938 \$	4,32	3,89	3,03
2011	6 679 713 \$	158 706 574 \$	4,21	11,27	3,21
2010	8 607 291 \$	151 387 764 \$	5,69	11,11	4,40
2009	9 019 927 \$	131 103 348 \$	6,88	10,60	4,09
2008	11 331 733 \$	117 950 388 \$	9,61	4,41	4,05
2007	11 506 095 \$	155 140 783 \$	7,42	4,04	3,01
2006	9 053 201 \$	142 716 112 \$	6,34	2,85	3,12
2005	6 389 641 \$	121 925 703 \$	5,24	3,30	3,61

Rendements annualisés simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	6 ANS	7 ANS	8 ANS	9 ANS	10 ANS
2014 :	COMPOSITE :	11,91	5,83	5,60	7,86	9,65	3,96	2,22	2,06	2,54	3,35
	INDICE :	8,79	3,68	3,65	5,09	5,49	5,99	4,65	4,51	4,58	4,77
	ÉCART :	3,12	2,15	1,95	2,78	4,16	(2,03)	(2,43)	(2,45)	(2,04)	(1,42)
2013 :	COMPOSITE :	0,07	2,58	6,55	9,09	2,44	0,69	0,73	1,43	2,44	
	INDICE :	(1,19)	1,18	3,88	4,68	5,44	3,98	3,91	4,06	4,33	
	ÉCART :	1,27	1,40	2,67	4,41	(3,00)	(3,29)	(3,19)	(2,64)	(1,89)	
2012 :	COMPOSITE :	5,14	9,94	12,27	3,04	0,81	0,84	1,62	2,74		
	INDICE :	3,60	6,51	6,72	7,17	5,04	4,79	4,84	5,05		
	ÉCART :	1,54	3,43	5,55	(4,12)	(4,23)	(3,95)	(3,21)	(2,30)		
2011 :	COMPOSITE :	14,96	16,02	2,36	(0,24)	0,00	1,05	2,41			
	INDICE :	9,51	8,31	8,38	5,41	5,03	5,05	5,25			
	ÉCART :	5,45	7,70	(6,03)	(5,65)	(5,03)	(4,00)	(2,85)			
2010 :	COMPOSITE :	17,09	(3,42)	(4,84)	(3,43)	(1,52)	0,45				
	INDICE :	7,13	7,82	4,07	3,94	4,18	4,56				
	ÉCART :	9,95	(11,24)	(8,92)	(7,37)	(5,70)	(4,11)				
2009 :	COMPOSITE :	(20,33)	(14,22)	(9,44)	(5,69)	(2,58)					
	INDICE :	8,52	2,58	2,89	3,45	4,05					
	ÉCART :	(28,85)	(16,79)	(12,33)	(9,14)	(6,63)					
2008 :	COMPOSITE :	(7,64)	(3,44)	(0,24)	2,44						
	INDICE :	(3,04)	0,19	1,81	2,97						
	ÉCART :	(4,60)	(3,63)	(2,05)	(0,52)						
2007 :	COMPOSITE :	0,94	3,68	6,04							
	INDICE :	3,52	4,33	5,05							
	ÉCART :	(2,58)	(0,65)	0,99							
2006 :	COMPOSITE :	6,48	8,69								
	INDICE :	5,14	5,82								
	ÉCART :	1,35	2,87								
2005 :	COMPOSITE :	10,94									
	INDICE :	6,51									
	ÉCART :	4,43									



Dettes immobilières

Notes relatives au composite Dettes immobilières :

1. Description du composite

Ce composite regroupe essentiellement des activités de prêts et de titres hypothécaires commerciaux gérés par la filiale Otéra Capital. Il comprend des prêts hypothécaires de premier rang ou de rang inférieur, des obligations hypothécaires et des prêts transitoires (majoritairement des prêts à la construction). Ce composite pourrait détenir des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales au Canada (TACHC) souscrits à l'interne.

Ce composite inclut divers instruments financiers dérivés à des fins de gestion des risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt et de devises. Les produits dérivés de taux d'intérêt servent à ramener la durée du portefeuille, donc la sensibilité aux variations des taux, près de celle de l'indice et peuvent également servir à garantir un taux à un emprunteur.

Aucun levier n'est autorisé dans ce composite, à l'exception de celui résultant (1) des activités telles que la titrisation et les reprises immobilières, dans lesquels il existe déjà des prêts hypothécaires sur un immeuble repris, (2) de la consolidation des plateformes opérationnelles et (3) des sommes dues aux actionnaires. Toutefois, un levier peut être toléré seulement si cela résulte des effets de la gestion de la durée ou de la couverture de change.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} septembre 1998.

3. Indice de référence

Depuis le 1^{er} janvier 2012, l'indice de référence de ce composite correspond à l'indice FTSE TMX Canada obligataire universel*.

Entre le 1^{er} janvier 2010 et le 31 décembre 2011, l'indice de référence de ce composite était composé à 90 % de l'indice FTSE TMX Canada obligataire universel* et à 10 % de l'indice Giliberto-Levy couvert.

Du 1^{er} octobre 2005 au 31 décembre 2009, l'indice de référence était composé à 90 % de l'indice FTSE TMX Canada obligataire universel* et à 10 % de l'indice Barclays CMBS B couvert.

Du 1^{er} janvier 2005 au 30 septembre 2005, l'indice de référence était l'indice FTSE TMX Canada obligataire universel*.

Ces changements d'indices étaient justifiés afin de mieux refléter la composition du composite.

* Se référer à la note 3 des Notes générales du présent document pour de plus amples détails.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2014.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction et les charges de la filiale non consolidée, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Depuis le 1^{er} janvier 2014, les charges d'exploitation et autres frais en points centésimaux correspondent au ratio des frais réels encourus sur l'actif net moyen. Pour les quatre années précédentes, le ratio correspond à la moyenne des ratios annuels. Avant le 1^{er} janvier 2014, les charges d'exploitation et autres frais présentés correspondaient à l'impact des frais sur le rendement, soit la différence entre le rendement calculé avant frais et le rendement calculé après frais. La méthodologie de calcul a été modifiée afin de mieux refléter la gestion des frais et faciliter la comparabilité entre les années, cette méthode étant moins volatile.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 4 points centésimaux pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2014. Pour les quatre années précédentes, soit du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2013, les frais représentaient en moyenne 8 points centésimaux. L'impact de l'adoption de cette méthode est de 0 p.c. pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2014 et de -1 p.c. pour les 4 années précédentes.

6. Évaluation des placements

Tel que décrit dans les notes générales, la Caisse évalue sa participation dans sa filiale non consolidée, Otéra Capital, à la juste valeur à titre de placement. La juste valeur des participations en actions dans la filiale est établie selon une technique d'évaluation d'entreprise. Cette valeur d'entreprise reflète la juste valeur des actifs détenus directement par ces filiales qui comprennent principalement les prêts hypothécaires commerciaux. Cette valeur est établie selon l'actif net des états financiers vérifiés de la filiale. La juste valeur des participations sous forme d'instruments d'emprunt dans cette filiale est établie selon une actualisation des flux de trésorerie futurs. Cette évaluation s'appuie principalement sur des données d'entrée observables telles que les taux d'intérêt et l'écart de crédit lié à la qualité du crédit de la filiale.

La juste valeur des prêts hypothécaires commerciaux est établie selon une actualisation des flux de trésorerie futurs qui sont divisés en catégories de risques déterminées par le ratio prêt-valeur, pour ensuite leurs accorder un taux d'actualisation approprié au marché. Les évaluations des prêts hypothécaires commerciaux sont revues semi-annuellement par une firme externe indépendante.



Valeurs à court terme

Rendement pour les années ou les périodes terminées le 31 décembre :

Rendement pour les périodes terminées le
31 décembre 2014 (en pourcentage) :

Actif net sous gestion (en milliers) pour les années terminées le 31 décembre :

Période	Composite	Indice	Écart	Année	Composite	Actif net sous gestion	% des actifs de la firme	Écart-type rendement	Écart-type indice
1 mois	0,08	0,07	0,01	2014	6 830 301 \$	225 433 142 \$	3,03	0,04	0,05
3 mois	0,25	0,22	0,03	2013	3 511 628 \$	199 690 933 \$	1,76	0,05	0,06
6 mois	0,51	0,47	0,04	2012	8 916 169 \$	175 192 938 \$	5,09	0,12	0,10
Année à ce jour	1,01	0,91	0,10	2011	6 762 222 \$	158 706 574 \$	4,26	0,14	0,11
				2010	3 376 296 \$	151 387 764 \$	2,23	0,48	0,45
				2009	2 714 918 \$	131 103 348 \$	2,07	0,51	0,53
				2008	4 468 179 \$	117 950 388 \$	3,79	0,32	0,30
				2007	2 365 475 \$	155 140 783 \$	1,52	0,28	0,26
				2006	2 707 739 \$	142 716 112 \$	1,90	0,33	0,25
				2005	4 058 445 \$	121 925 703 \$	3,33	0,27	0,14

Rendements annualisés simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	6 ANS	7 ANS	8 ANS	9 ANS	10 ANS
2014 :	COMPOSITE :	1,01	1,04	1,05	1,06	0,98	0,99	1,37	1,76	2,05	2,14
	INDICE :	0,91	0,96	0,98	0,98	0,89	0,85	1,20	1,60	1,86	1,93
	ÉCART :	0,10	0,08	0,08	0,07	0,08	0,14	0,17	0,17	0,19	0,21
2013 :	COMPOSITE :	1,07	1,07	1,07	0,97	0,99	1,43	1,87	2,18	2,27	
	INDICE :	1,01	1,01	1,01	0,89	0,84	1,25	1,70	1,98	2,04	
	ÉCART :	0,06	0,06	0,06	0,08	0,15	0,18	0,18	0,21	0,22	
2012 :	COMPOSITE :	1,08	1,07	0,93	0,97	1,50	2,01	2,34	2,42		
	INDICE :	1,01	1,01	0,85	0,79	1,29	1,81	2,12	2,17		
	ÉCART :	0,07	0,07	0,08	0,18	0,21	0,20	0,23	0,25		
2011 :	COMPOSITE :	1,06	0,86	0,93	1,61	2,19	2,56	2,61			
	INDICE :	1,00	0,77	0,72	1,36	1,97	2,30	2,34			
	ÉCART :	0,06	0,09	0,21	0,25	0,22	0,25	0,27			
2010 :	COMPOSITE :	0,65	0,86	1,79	2,48	2,86	2,87				
	INDICE :	0,54	0,58	1,49	2,21	2,56	2,57				
	ÉCART :	0,12	0,28	0,31	0,26	0,29	0,31				
2009 :	COMPOSITE :	1,07	2,37	3,09	3,42	3,32					
	INDICE :	0,62	1,97	2,78	3,08	2,98					
	ÉCART :	0,45	0,40	0,31	0,34	0,34					
2008 :	COMPOSITE :	3,68	4,12	4,21	3,89						
	INDICE :	3,33	3,88	3,91	3,58						
	ÉCART :	0,35	0,24	0,30	0,32						
2007 :	COMPOSITE :	4,56	4,48	3,96							
	INDICE :	4,43	4,20	3,66							
	ÉCART :	0,12	0,27	0,30							
2006 :	COMPOSITE :	4,39	3,67								
	INDICE :	3,98	3,28								
	ÉCART :	0,42	0,39								
2005 :	COMPOSITE :	2,95									
	INDICE :	2,58									
	ÉCART :	0,37									



Valeurs à court terme

Notes relatives au composite Valeurs à court terme :

1. Description du composite

Ce composite a comme objectif de préserver le capital investi et de maintenir un degré de liquidité élevé tout en procurant un rendement courant comparable à celui des bons du Trésor canadiens 91 jours.

Ce composite utilise des instruments financiers dérivés dans le cours normal de sa gestion. Ils sont notamment utilisés pour la gestion du risque de taux d'intérêt ou de la durée de la dette.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} septembre 1998.

3. Indice de référence

L'indice de référence de ce composite est le FTSE TMX Canada bons du Trésor 91 jours^{*}.

^{*} Se référer à la note 3 des Notes générales du présent document pour de plus amples détails.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2014.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Depuis le 1^{er} janvier 2014, les charges d'exploitation et autres frais en points centésimaux correspondent au ratio des frais réels encourus sur l'actif net moyen. Pour les quatre années précédentes, le ratio correspond à la moyenne des ratios annuels. Avant le 1^{er} janvier 2014, les charges d'exploitation et autres frais présentés correspondaient à l'impact des frais sur le rendement, soit la différence entre le rendement calculé avant frais et le rendement calculé après frais. La méthodologie de calcul a été modifiée afin de mieux refléter la gestion des frais et faciliter la comparabilité entre les années, cette méthode étant moins volatile.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 2 points centésimaux pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2014. Pour les quatre années précédentes, soit du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2013, les frais représentaient en moyenne 2 points centésimaux. L'impact de l'adoption de cette méthode est de 0 p.c. pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2014 et de 0 p.c. pour les 4 années précédentes.



Obligations à long terme

Rendement pour les années ou les périodes terminées le 31 décembre :

Rendement pour les périodes terminées le
31 décembre 2014 (en pourcentage) :

Actif net sous gestion (en milliers) pour les années terminées le 31 décembre :

Période	Composite	Indice	Écart	Année	Composite	Actif net sous gestion	% des actifs de la firme	Écart-type rendement	Écart-type indice
1 mois	1,48	1,49	(0,01)	2014	2 208 145 \$	225 433 142 \$	0,98	6,13	6,16
3 mois	5,82	5,87	(0,05)	2013	1 895 965 \$	199 690 933 \$	0,95	6,53	6,54
6 mois	8,29	8,36	(0,07)	2012	3 678 975 \$	175 192 938 \$	2,10	5,87	5,85
Année à ce jour	18,20	18,40	(0,20)	2011	3 758 146 \$	158 706 574 \$	2,37	6,54	6,51
				2010	3 597 657 \$	151 387 764 \$	2,38	7,34	7,51
				2009	3 102 148 \$	131 103 348 \$	2,37	7,12	7,29
				2008	3 039 517 \$	117 950 388 \$	2,58	7,13	7,33
				2007	3 175 403 \$	155 140 783 \$	2,05	s.o.	s.o.
				2006	3 193 092 \$	142 716 112 \$	2,24	s.o.	s.o.
				2005	1 937 173 \$	121 925 703 \$	1,59	s.o.	s.o.

Rendements annualisés simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	6 ANS	7 ANS	8 ANS	9 ANS	10 ANS
2014 :	COMPOSITE :	18,20	5,14	4,57	7,90	8,77	7,63	7,20	6,88	6,51	s.o.
	INDICE :	18,40	5,27	4,74	8,05	8,90	7,58	7,38	7,00	6,65	s.o.
	ÉCART :	(0,20)	(0,13)	(0,18)	(0,15)	(0,13)	0,04	(0,18)	(0,12)	(0,14)	s.o.
2013 :	COMPOSITE :	(6,48)	(1,65)	4,67	6,53	5,63	5,46	5,35	5,13	s.o.	
	INDICE :	(6,40)	(1,48)	4,81	6,64	5,54	5,64	5,46	5,26	s.o.	
	ÉCART :	(0,08)	(0,17)	(0,14)	(0,11)	0,09	(0,18)	(0,11)	(0,13)	s.o.	
2012 :	COMPOSITE :	3,43	10,74	11,26	8,89	8,03	7,46	6,90	s.o.		
	INDICE :	3,70	10,91	11,38	8,76	8,23	7,58	7,04	s.o.		
	ÉCART :	(0,26)	(0,17)	(0,13)	0,14	(0,20)	(0,12)	(0,14)	s.o.		
2011 :	COMPOSITE :	18,55	15,38	10,78	9,21	8,29	7,49	s.o.			
	INDICE :	18,63	15,43	10,50	9,40	8,38	7,61	s.o.			
	ÉCART :	(0,08)	(0,05)	0,28	(0,19)	(0,09)	(0,12)	s.o.			
2010 :	COMPOSITE :	12,30	7,08	6,26	5,86	5,41	s.o.				
	INDICE :	12,32	6,64	6,48	5,95	5,53	s.o.				
	ÉCART :	(0,02)	0,44	(0,22)	(0,09)	(0,12)	s.o.				
2009 :	COMPOSITE :	2,11	3,37	3,80	3,75	s.o.					
	INDICE :	1,25	3,67	3,91	3,90	s.o.					
	ÉCART :	0,86	(0,31)	(0,12)	(0,14)	s.o.					
2008 :	COMPOSITE :	4,64	4,65	4,31	s.o.						
	INDICE :	6,16	5,27	4,80	s.o.						
	ÉCART :	(1,51)	(0,62)	(0,49)	s.o.						
2007 :	COMPOSITE :	4,66	4,14	s.o.							
	INDICE :	4,39	4,12	s.o.							
	ÉCART :	0,27	0,02	s.o.							
2006 :	COMPOSITE :	3,63	s.o.								
	INDICE :	3,86	s.o.								
	ÉCART :	(0,23)	s.o.								
2005 :	COMPOSITE :	s.o.									
	INDICE :	s.o.									
	ÉCART :	s.o.									



Obligations à long terme

Notes relatives au composite Obligations à long terme :

1. Description du composite

Ce composite regroupe essentiellement des instruments financiers du marché obligataire canadien à long terme. Depuis le 1^{er} janvier 2010, l'objectif de ce composite est de répliquer le rendement de son indice de référence.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} avril 2005.

3. Indice de référence

Depuis le 1^{er} janvier 2012, l'indice de référence se nomme FTSE TMX Canada obligations gouvernementales à long terme ajusté* et est composé à 10 % de l'indice FTSE TMX Canada obligations fédérales à long terme*, à 40 % de l'indice FTSE TMX Canada obligations provinciales à long terme* et à 50 % du FTSE TMX Canada obligations du Québec à long terme*. Ce changement d'indice est justifié afin de mieux refléter la composition du composite.

Du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2011, l'indice de référence était le FTSE TMX Canada obligations gouvernementales à long terme ajusté* et était composé à 25 % de l'indice FTSE TMX Canada obligations fédérales à long terme*, à 25 % de l'indice FTSE TMX Canada obligations provinciales à long terme* et à 50 % du FTSE TMX Canada obligations du Québec à long terme*. Ce changement d'indice était justifié afin de mieux refléter la composition du composite.

Du 1^{er} juillet 2010 au 31 décembre 2010, l'indice était le FTSE TMX Canada obligations gouvernementales à long terme ajusté*, dont la portion Provinces était remplacée par les obligations du Québec. Ce changement d'indice était justifié afin de mieux refléter la surpondération des obligations du Québec dans le composite.

Du 1^{er} septembre 2005 au 30 juin 2010, l'indice de référence de ce composite était l'indice FTSE TMX Canada obligations gouvernementales à long terme*.

Durant la mise en place du composite en avril 2005, l'indice était composé à 50 % de l'indice FTSE TMX Canada obligations gouvernementales à long terme* et à 50 % de l'indice FTSE TMX Canada obligations fédérales à long terme*. Cette proportion a été ajustée de 10 % par mois, de mai 2005 à août 2005, pour atteindre 100 % de l'indice FTSE TMX Canada obligations gouvernementales à long terme* en septembre 2005.

* Se référer à la note 3 des Notes générales du présent document pour de plus amples détails.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} avril 2005 au 31 décembre 2014.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Depuis le 1^{er} janvier 2014, les charges d'exploitation et autres frais en points centésimaux correspondent au ratio des frais réels encourus sur l'actif net moyen. Pour les quatre années précédentes, le ratio correspond à la moyenne des ratios annuels. Avant le 1^{er} janvier 2014, les charges d'exploitation et autres frais présentés correspondaient à l'impact des frais sur le rendement, soit la différence entre le rendement calculé avant frais et le rendement calculé après frais. La méthodologie de calcul a été modifiée afin de mieux refléter la gestion des frais et faciliter la comparabilité entre les années, cette méthode étant moins volatile.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 5 points centésimaux pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2014. Pour les quatre années précédentes, soit du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2013, les frais représentaient en moyenne 6 points centésimaux. L'impact de l'adoption de cette méthode est de -1 p.c. pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2014 et de 0 p.c. pour les 4 années précédentes.



Immeubles

Rendement pour les années ou les périodes terminées le 31 décembre :

Rendement pour les périodes terminées le
31 décembre 2014 (en pourcentage) :

Actif net sous gestion (en milliers) pour les années terminées le 31 décembre :

Période	Composite	Indice	Écart	Année	Composite	Actif net sous gestion	% des actifs de la firme	Écart-type rendement	Écart-type indice
1 mois	s.o.	s.o.	s.o.	2014	22 878 122 \$	225 433 142 \$	10,15	s.o.	s.o.
3 mois	s.o.	s.o.	s.o.	2013	22 570 193 \$	199 690 933 \$	11,30	s.o.	s.o.
6 mois	6,51	6,12	0,39	2012	17 973 935 \$	175 192 938 \$	10,26	s.o.	s.o.
Année à ce jour	9,93	11,09	(1,16)	2011	18 204 805 \$	158 706 574 \$	11,47	s.o.	s.o.
				2010	16 770 823 \$	151 387 764 \$	11,08	s.o.	s.o.
				2009	14 311 038 \$	131 103 348 \$	10,92	s.o.	s.o.
				2008	14 111 088 \$	117 950 388 \$	11,96	s.o.	s.o.
				2007	17 584 287 \$	155 140 783 \$	11,33	s.o.	s.o.
				2006	14 098 564 \$	142 716 112 \$	9,88	s.o.	s.o.
				2005	10 813 364 \$	121 925 703 \$	8,87	s.o.	s.o.

Rendements annualisés simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	6 ANS	7 ANS	8 ANS	9 ANS	10 ANS
2014 :	COMPOSITE :	9,93	12,47	12,45	12,08	12,35	7,73	2,89	4,92	7,49	10,26
	INDICE :	11,09	13,30	13,26	13,85	13,39	8,01	6,30	8,40	10,33	12,24
	ÉCART :	(1,16)	(0,83)	(0,81)	(1,77)	(1,04)	(0,28)	(3,41)	(3,49)	(2,84)	(1,99)
2013 :	COMPOSITE :	15,06	13,74	12,81	12,96	7,30	1,76	4,22	7,19	10,29	
	INDICE :	15,56	14,36	14,78	13,97	7,40	5,52	8,03	10,24	12,37	
	ÉCART :	(0,49)	(0,63)	(1,98)	(1,01)	(0,10)	(3,76)	(3,80)	(3,05)	(2,08)	
2012 :	COMPOSITE :	12,43	11,69	12,27	5,44	(0,71)	2,52	6,11	9,71		
	INDICE :	13,18	14,40	13,45	5,45	3,62	6,82	9,50	11,98		
	ÉCART :	(0,75)	(2,70)	(1,18)	(0,01)	(4,33)	(4,30)	(3,39)	(2,27)		
2011 :	COMPOSITE :	10,96	12,19	3,21	(3,75)	0,64	5,09	9,33			
	INDICE :	15,63	13,58	3,00	1,36	5,59	8,90	11,81			
	ÉCART :	(4,66)	(1,40)	0,21	(5,10)	(4,95)	(3,81)	(2,48)			
2010 :	COMPOSITE :	13,42	(0,47)	(8,20)	(1,79)	3,95	9,06				
	INDICE :	11,58	(2,79)	(3,00)	3,22	7,60	11,19				
	ÉCART :	1,84	2,33	(5,21)	(5,01)	(3,65)	(2,13)				
2009 :	COMPOSITE :	(12,65)	(17,42)	(6,39)	1,71	8,21					
	INDICE :	(15,31)	(9,56)	0,58	6,63	11,11					
	ÉCART :	2,66	(7,86)	(6,96)	(4,92)	(2,90)					
2008 :	COMPOSITE :	(21,92)	(3,09)	7,01	14,16						
	INDICE :	(3,41)	9,61	15,14	18,91						
	ÉCART :	(18,51)	(12,69)	(8,13)	(4,75)						
2007 :	COMPOSITE :	20,29	25,27	29,57							
	INDICE :	24,37	25,70	27,45							
	ÉCART :	(4,09)	(0,44)	2,13							
2006 :	COMPOSITE :	30,46	34,48								
	INDICE :	27,05	29,01								
	ÉCART :	3,41	5,47								
2005 :	COMPOSITE :	38,62									
	INDICE :	31,00									
	ÉCART :	7,62									



Immeubles

Autres rendements présentés au 31 décembre (en pourcentage) :

	Rendement courant	Appréciation (dépréciation) du capital	Rendement total
2014	2,33	7,42	9,93
2013	3,33	11,36	15,06
2012	3,50	8,63	12,43
2011	4,17	6,57	10,96
2010	4,61	8,42	13,42
2009	4,41	(16,34)	(12,65)
2008	3,71	(24,71)	(21,92)
2007	3,99	15,67	20,29
2006	5,72	23,40	30,46
2005	5,95	30,84	38,62

Notes relatives au composite Immeubles :

1. Description du composite

Ce composite regroupe les participations détenues dans la filiale immobilière Ivanhoé Cambridge. Plus de 80 % des actifs bruts du composite sont constitués de placements en détention directe. Les autres investissements détenus par la filiale sont sous forme de fonds d'investissement, de prêts hypothécaires, d'actions et de valeurs convertibles, principalement reliés à des actifs immobiliers.

Ce composite, par l'intermédiaire de la filiale immobilière, peut inclure des instruments financiers dérivés dans le cours normal de sa gestion. Ils sont notamment utilisés pour la couverture du risque des devises, la gestion du risque de taux d'intérêt ainsi que la gestion de la durée de la dette.

Pour les placements en détention directe de la filiale immobilière, le levier maximal est de 55 %. Aucun levier n'est autorisé pour les placements qui ne sont pas détenus en mode de détention directe. Les activités de prêts et d'emprunts de titres ainsi que de ventes à découvert sont permises dans le cadre de la gestion de ce composite selon les limites autorisées.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} septembre 1998.

3. Indice de référence

Depuis le 1^{er} janvier 2010, l'indice se nomme Aon Hewitt - Immobilier ajusté et est composé à 40 % de l'indice IPD Canada, à 30 % de l'indice NCREIF couvert, à 15 % de l'indice IPD UK couvert, à 15 % de l'indice IPD France couvert, moins un coût de levier, un coût de gestion et des charges fiscales. Depuis le 1^{er} juillet 2012, une composante FTSE TMX Canada bons du Trésor 30 jours^{*} a aussi été ajoutée au calcul de l'indice. Cette composante a un poids de 3 % dans l'indice de référence. Le coût du levier est composé à 50 % du coût réel du financement interne couvert, à 25 % du taux obligataire US 3 ans couvert, majoré d'un écart de crédit Giliberto-Levy 2-3 ans, et à 25 % du taux obligataire Canada 3 ans majoré par un écart de crédit hypothécaire canadien.

Jusqu'au 31 décembre 2009, l'indice se nommait Aon-Immobilier et était composé à 70 % de l'indice IPD Canada et à 30 % de l'indice NCREIF couvert, moins une proportion de l'indice FTSE TMX Canada obligataire à court terme de sociétés^{*} pour refléter le levier.

Les changements apportés à l'indice étaient justifiés afin de mieux refléter la composition du composite.

^{*} Se référer à la note 3 des Notes générales du présent document pour de plus amples détails.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2014.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction et les charges de la filiale, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Depuis le 1^{er} janvier 2014, les charges d'exploitation et autres frais en points centésimaux correspondent au ratio des frais réels encourus sur l'actif net moyen. Pour les quatre années précédentes, le ratio correspond à la moyenne des ratios annuels. Avant le 1^{er} janvier 2014, les charges d'exploitation et autres frais présentés correspondaient à l'impact des frais sur le rendement, soit la différence entre le rendement calculé avant frais et le rendement calculé après frais. La méthodologie de calcul a été modifiée afin de mieux refléter la gestion des frais et faciliter la comparabilité entre les années, cette méthode étant moins volatile.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 3 points centésimaux pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2014. Pour les quatre années précédentes, soit du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2013, les frais représentaient en moyenne 8 points centésimaux. L'impact de l'adoption de cette méthode est de 0 p.c. pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2014 et de -1 p.c. pour les 4 années précédentes.

6. Évaluation des placements

Tel que décrit aux notes générales, le composite Immeubles a adopté les IFRS par anticipation le 1^{er} janvier 2012. La Caisse évalue sa participation dans sa filiale immobilière non consolidée à la juste valeur à titre de placement. La juste valeur des participations en actions dans la filiale immobilière est établie selon une technique d'évaluation d'entreprise, la méthode de multiples de sociétés comparables, soit une méthode couramment utilisée. Cette méthode s'appuie sur des données d'entrée observables et non observables, telles que le multiple du cours-valeur aux livres. Cette valeur d'entreprise reflète, entre autres, la juste valeur des actifs et des passifs détenus directement par la filiale, qui incluent principalement les immeubles de placement, ainsi que la juste valeur découlant de la qualité du portefeuille et de la gestion intégrée de la plateforme de la filiale. L'évaluation est établie annuellement par une firme externe indépendante.

Le changement de référentiel comptable a eu un impact positif de 4,0 % sur le rendement du composite pour l'année 2012, de 0,3 % pour l'année 2013 et de 1,4% pour l'année 2014.

L'évaluation de la juste valeur des immeubles de placement détenus directement par la filiale est effectuée par des évaluateurs immobiliers agréés externes, reconnus et indépendants. Comme les facteurs fondamentaux affectant la juste valeur ne changent pas de façon significative sur une courte période, ces immeubles sont évalués semestriellement depuis juin 2007 et annuellement pour les périodes antérieures à cette date. Les évaluations sont réalisées en conformité avec les normes d'évaluation en vigueur dans chaque marché. Pour établir la valeur au 30 juin, l'évaluateur effectue une mise à jour des taux d'actualisation et de capitalisation et certifie la nouvelle valeur. Une réévaluation complète est effectuée au 31 décembre de chaque année.

À chaque date d'évaluation, les investissements détenus dans des fonds externes d'investissement, les actions non cotées et les financements hypothécaires sont évalués à l'interne par la filiale immobilière et représentent environ 8 % des actifs du composite. Dans le cas des fonds d'investissement, plus de 7 % des actifs du composite, l'évaluation est subséquemment comparée à la juste valeur fournie par les commandités ou l'administrateur.

Sur une base trimestrielle, lors des dispositions des immeubles, les gains ou les pertes sur dispositions sont constatés. De plus, il peut arriver qu'une situation, telle qu'une demande de financement ou un établissement de valeur fiscale, permette d'obtenir une nouvelle évaluation entre les deux semestres. Si cette évaluation affiche une variation significative par rapport à la juste valeur, celle-ci sera comptabilisée durant le trimestre.

7. Autres rendements présentés

Pour ce composite, en plus du rendement total, les rendements annuels de l'appréciation ou de la dépréciation du capital et le rendement courant d'exploitation de la filiale non consolidée sont présentés. Le rendement courant provenant des activités de la filiale immobilière est réinvesti dans cette dernière. Le rendement courant inclut les revenus de location, le rendement de la trésorerie et les équivalents de trésorerie déduit des frais d'exploitation des immeubles et des frais de financement. Depuis le 1^{er} janvier 2011, ces rendements sont calculés séparément en liant géométriquement les rendements calculés selon la formule Dietz modifiée. Avant le 1^{er} janvier 2011, ces rendements étaient calculés de sorte que la somme géométrique des deux composantes était égale au rendement total du composite.



Infrastructures

Rendement pour les années ou les périodes terminées le 31 décembre :

Rendement pour les périodes terminées le
31 décembre 2014 (en pourcentage) :

Période	Composite	Indice	Écart
1 mois	s.o.	s.o.	s.o.
3 mois	s.o.	s.o.	s.o.
6 mois	9,51	6,43	3,08
Année à ce jour	13,23	21,49	(8,27)

Actif net sous gestion (en milliers) pour les années terminées le 31 décembre :

Année	Composite	Actif net sous gestion	% des actifs de la firme	Écart-type rendement	Écart-type indice
2014	10 132 887 \$	225 433 142 \$	4,49	s.o.	s.o.
2013	8 048 236 \$	199 690 933 \$	4,03	s.o.	s.o.
2012	6 306 972 \$	175 192 938 \$	3,60	s.o.	s.o.
2011	5 751 198 \$	158 706 574 \$	3,62	s.o.	s.o.
2010	4 332 759 \$	151 387 764 \$	2,86	s.o.	s.o.

Rendements annualisés simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	6 ANS	7 ANS	8 ANS	9 ANS	10 ANS
2014 :	COMPOSITE :	13,23	11,91	10,85	13,83	s.o.					
	INDICE :	21,49	22,06	19,66	17,88	s.o.					
	ÉCART :	(8,27)	(10,14)	(8,81)	(4,04)	s.o.					
2013 :	COMPOSITE :	10,62	9,68	14,04	s.o.						
	INDICE :	22,63	18,75	16,70	s.o.						
	ÉCART :	(12,01)	(9,07)	(2,66)	s.o.						
2012 :	COMPOSITE :	8,74	15,79	s.o.							
	INDICE :	15,00	13,84	s.o.							
	ÉCART :	(6,26)	1,94	s.o.							
2011 :	COMPOSITE :	23,28	s.o.								
	INDICE :	12,70	s.o.								
	ÉCART :	10,59	s.o.								
2010 :	COMPOSITE :	s.o.									
	INDICE :	s.o.									
	ÉCART :	s.o.									



Infrastructures

Notes relatives au composite Infrastructures :

1. Description du composite

Ce composite regroupe principalement les activités de gestion dans des placements négociés pour des souscriptions de l'avoire propre en appui au maintien ou au développement d'entreprises dans les secteurs en infrastructures. Il s'agit d'investissements sous forme de titres de participation dans des sociétés cotées en Bourse ou hors cote et exploitant des actifs de type services aux collectivités. Ces investissements peuvent être effectués dans des projets de développement ou stabilisés.

Ce composite utilise des instruments financiers dérivés dans le cours normal de sa gestion. Ils sont notamment utilisés pour la couverture du risque de taux d'intérêt et de devises.

Une portion de ce composite est investie sous forme de fonds d'investissement.

À chaque date d'évaluation, la juste valeur des fonds d'investissement est fournie par le commandité. Cette évaluation est subséquemment comparée aux états financiers audités fournis par le commandité. Cette portion représente 2 % des actifs de ce composite.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} juillet 2010.

3. Indice de référence

Depuis le 1^{er} janvier 2013, l'indice de référence « Infrastructures » est formé de la façon suivante : un panier de 60 titres publics liés à l'infrastructure, couverts, à l'exception des titres de pays émergents qui restent non couverts. Ce changement d'indice était justifié afin de mieux refléter la composition du composite.

Du 1^{er} juillet 2010 au 31 décembre 2012, l'indice de référence était un composite formé d'un panier de titres publics liés à l'infrastructure, couverts, provenant de Standard & Poor's.

Sur de courtes périodes, il est possible d'observer des écarts significatifs entre le rendement du composite et celui de son indice. L'indice est composé de titres publics, alors que le composite est essentiellement composé de titres privés, d'où un écart lié aux fluctuations du marché.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} juillet 2010 au 31 décembre 2014.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction et les frais des fonds d'investissement, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Depuis le 1^{er} janvier 2014, les charges d'exploitation et autres frais en points centésimaux correspondent au ratio des frais réels encourus sur l'actif net moyen. Pour les quatre années précédentes, le ratio correspond à la moyenne des ratios annuels. Avant le 1^{er} janvier 2014, les charges d'exploitation et autres frais présentés correspondaient à l'impact des frais sur le rendement, soit la différence entre le rendement calculé avant frais et le rendement calculé après frais. La méthodologie de calcul a été modifiée afin de mieux refléter la gestion des frais et faciliter la comparabilité entre les années, cette méthode étant moins volatile.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 34 points centésimaux pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2014. Depuis le début du composite (1^{er} juillet 2010) jusqu'au 31 décembre 2013, les frais représentaient en moyenne 46 points centésimaux. L'impact de l'adoption de cette méthode est de -4 p.c. pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2014 et de -3 p.c. depuis le début du composite.



Obligations à rendement réel

Rendement pour les années ou les périodes terminées le 31 décembre :

Rendement pour les périodes terminées le
31 décembre 2014 (en pourcentage) :

Actif net sous gestion (en milliers) pour les années terminées le 31 décembre :

Période	Composite	Indice	Écart	Année	Composite	Actif net sous gestion	% des actifs de la firme	Écart-type rendement	Écart-type indice
1 mois	(0,86)	(0,78)	(0,08)	2014	980 477 \$	225 433 142 \$	0,43	8,02	8,02
3 mois	1,28	1,32	(0,04)	2013	1 188 230 \$	199 690 933 \$	0,60	8,70	8,70
6 mois	2,11	2,22	(0,11)	2012	1 227 452 \$	175 192 938 \$	0,70	6,43	6,42
Année à ce jour	13,20	13,18	0,01	2011	1 288 122 \$	158 706 574 \$	0,81	8,51	8,19
				2010	939 609 \$	151 387 764 \$	0,62	11,75	11,39
				2009	652 763 \$	131 103 348 \$	0,50	11,87	11,47
				2008	557 727 \$	117 950 388 \$	0,47	10,10	10,02
				2007	861 805 \$	155 140 783 \$	0,56	5,64	5,56
				2006	1 059 916 \$	142 716 112 \$	0,74	5,97	5,84
				2005	1 249 024 \$	121 925 703 \$	1,02	s.o.	s.o.

Rendements annualisés simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	6 ANS	7 ANS	8 ANS	9 ANS	10 ANS
2014 :	COMPOSITE :	13,20	(0,81)	0,36	4,58	5,86	7,65	6,19	5,60	4,61	5,61
	INDICE :	13,18	(0,81)	0,40	4,61	5,88	7,27	6,26	5,67	4,68	5,69
	ÉCART :	0,01	0,00	(0,04)	(0,03)	(0,02)	0,39	(0,07)	(0,07)	(0,07)	(0,08)
2013 :	COMPOSITE :	(13,08)	(5,51)	1,86	4,10	6,58	5,07	4,55	3,58	4,80	
	INDICE :	(13,07)	(5,45)	1,90	4,12	6,12	5,15	4,63	3,66	4,88	
	ÉCART :	0,00	(0,06)	(0,04)	(0,02)	0,46	(0,08)	(0,08)	(0,08)	(0,09)	
2012 :	COMPOSITE :	2,72	10,27	10,55	12,15	9,13	7,82	6,21	7,28		
	INDICE :	2,85	10,33	10,58	11,55	9,23	7,92	6,30	7,38		
	ÉCART :	(0,13)	(0,06)	(0,03)	0,60	(0,10)	(0,10)	(0,10)	(0,10)		
2011 :	COMPOSITE :	18,37	14,69	15,48	10,79	8,87	6,80	7,94			
	INDICE :	18,35	14,66	14,61	10,88	8,96	6,89	8,04			
	ÉCART :	0,02	0,03	0,88	(0,09)	(0,09)	(0,09)	(0,10)			
2010 :	COMPOSITE :	11,12	14,07	8,37	6,62	4,62	6,30				
	INDICE :	11,09	12,78	8,50	6,73	4,73	6,41				
	ÉCART :	0,03	1,29	(0,13)	(0,11)	(0,11)	(0,11)				
2009 :	COMPOSITE :	17,09	7,02	5,16	3,06	5,36					
	INDICE :	14,50	7,23	5,32	3,20	5,50					
	ÉCART :	2,59	(0,21)	(0,16)	(0,14)	(0,14)					
2008 :	COMPOSITE :	(2,18)	(0,35)	(1,24)	2,61						
	INDICE :	0,42	1,01	(0,31)	3,36						
	ÉCART :	(2,60)	(1,35)	(0,93)	(0,75)						
2007 :	COMPOSITE :	1,52	(0,76)	4,26							
	INDICE :	1,59	(0,67)	4,36							
	ÉCART :	(0,08)	(0,09)	(0,10)							
2006 :	COMPOSITE :	(2,99)	5,66								
	INDICE :	(2,89)	5,77								
	ÉCART :	(0,10)	(0,11)								
2005 :	COMPOSITE :	15,08									
	INDICE :	15,20									
	ÉCART :	(0,13)									



Obligations à rendement réel

Notes relatives au composite Obligations à rendement réel :

1. Description du composite

Ce composite regroupe les obligations canadiennes à rendement réel de la Caisse. Les obligations à rendement réel sont des obligations dont la valeur nominale est directement liée à l'indice des prix à la consommation. Depuis le 1^{er} janvier 2010, l'objectif de ce composite est de répliquer le rendement de son indice de référence.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} octobre 2004.

3. Indice de référence

L'indice de référence de ce composite est l'indice FTSE TMX Canada obligations à rendement réel*.

* Se référer à la note 3 des Notes générales du présent document pour de plus amples détails.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2014.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Depuis le 1^{er} janvier 2014, les charges d'exploitation et autres frais en points centésimaux correspondent au ratio des frais réels encourus sur l'actif net moyen. Pour les quatre années précédentes, le ratio correspond à la moyenne des ratios annuels. Avant le 1^{er} janvier 2014, les charges d'exploitation et autres frais présentés correspondaient à l'impact des frais sur le rendement, soit la différence entre le rendement calculé avant frais et le rendement calculé après frais. La méthodologie de calcul a été modifiée afin de mieux refléter la gestion des frais et faciliter la comparabilité entre les années, cette méthode étant moins volatile.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 7 points centésimaux pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2014. Pour les quatre années précédentes, soit du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2013, les frais représentaient en moyenne 9 points centésimaux. L'impact de l'adoption de cette méthode est de -1 p.c. pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2014 et de 0 p.c. pour les 4 années précédentes.



Actions Qualité mondiale

Rendement pour les années ou les périodes terminées le 31 décembre :

Rendement pour les périodes terminées le
31 décembre 2014 (en pourcentage) :

Période	Composite	Indice	Écart
1 mois	0,22	(0,31)	0,54
3 mois	5,78	3,49	2,29
6 mois	9,35	5,73	3,62
Année à ce jour	18,48	11,58	6,90

Actif net sous gestion (en milliers) pour les années terminées le 31 décembre :

Année	Composite	Actif net sous gestion	% des actifs de la firme	Écart-type rendement	Écart-type indice
2014	28 353 498 \$	225 433 142 \$	12,58	s.o.	s.o.
2013	17 224 882 \$	199 690 933 \$	8,63	s.o.	s.o.

Rendements annualisés simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	6 ANS	7 ANS	8 ANS	9 ANS	10 ANS
2014 :	COMPOSITE :	18,48	25,24								
	INDICE :	11,58	18,61								
	ÉCART :	6,90	6,63								
2013 :	COMPOSITE :	32,39									
	INDICE :	26,09									
	ÉCART :	6,29									



Actions Qualité mondiale

Notes relatives au composite Actions Qualité mondiale :

1. Description du composite

Le composite Actions Qualité mondiale a comme objectif d'offrir un rendement ajusté pour le risque supérieur à l'indice de référence tout en dépassant le seuil de rendement absolu visé de 6 %. La stratégie préconisée ne tient pas compte de l'évolution ou de la composition des indices de marché. Elle cherche plutôt à construire un portefeuille de compagnies ayant un modèle d'affaires éprouvé permettant d'exhiber des fondamentaux forts dans la durée.

Une portion des actifs de ce composite est confiée à des gestionnaires externes.

L'écart-type de ce composite n'est pas présenté, car il y a moins de 36 mois d'historique de rendements disponibles.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} janvier 2013.

3. Indice de référence

L'indice de référence est composé à 85 % de l'indice MSCI ACWI non couvert et à 15 % de l'indice FTSE TMX Canada bons du Trésor 91 jours*.

* Se référer à la note 3 des Notes générales du présent document pour de plus amples détails.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Depuis le 1^{er} janvier 2014, les charges d'exploitation et autres frais en points centésimaux correspondent au ratio des frais réels encourus sur l'actif net moyen. Avant le 1^{er} janvier 2014, les charges d'exploitation et autres frais présentés correspondaient à l'impact des frais sur le rendement, soit la différence entre le rendement calculé avant frais et le rendement calculé après frais. La méthodologie de calcul a été modifiée afin de mieux refléter la gestion des frais et faciliter la comparabilité entre les années, cette méthode étant moins volatile.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 16 points centésimaux pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2014. Depuis le début du composite (1^{er} janvier 2013) jusqu'au 31 décembre 2013, les frais représentaient 24 points centésimaux. L'impact de l'adoption de cette méthode est de -3 p.c. pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2014 et de -10 p.c. depuis le début du composite.



Actions canadiennes

Rendement pour les années ou les périodes terminées le 31 décembre :

Rendement pour les périodes terminées le
31 décembre 2014 (en pourcentage) :

Période	Composite	Indice	Écart
1 mois	(0,54)	(0,26)	(0,28)
3 mois	0,19	(0,43)	0,62
6 mois	1,04	(0,55)	1,60
Année à ce jour	13,37	11,80	1,56

Actif net sous gestion (en milliers) pour les années terminées le 31 décembre :

Année	Composite	Actif net sous gestion	% des actifs de la firme	Écart-type rendement	Écart-type indice
2014	24 564 220 \$	225 433 142 \$	10,90	7,67	7,93
2013	23 069 410 \$	199 690 933 \$	11,55	10,40	9,91
2012	22 023 752 \$	175 192 938 \$	12,57	12,14	11,39
2011	18 564 397 \$	158 706 574 \$	11,70	15,85	14,87
2010	19 312 200 \$	151 387 764 \$	12,76	21,25	20,23
2009	17 050 443 \$	131 103 348 \$	13,01	20,87	19,74
2008	12 886 364 \$	117 950 388 \$	10,93	18,55	17,27
2007	20 029 648 \$	155 140 783 \$	12,91	11,07	10,62
2006	18 885 097 \$	142 716 112 \$	13,23	10,19	10,14
2005	17 464 444 \$	121 925 703 \$	14,32	9,33	9,72

Rendements annualisés simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	6 ANS	7 ANS	8 ANS	9 ANS	10 ANS
2014 :	COMPOSITE :	13,37	14,84	12,02	5,87	7,77	12,12	4,31	5,32	7,05	8,37
	INDICE :	11,80	13,31	11,42	6,15	8,35	12,40	4,39	5,06	6,35	8,01
	ÉCART :	1,56	1,53	0,60	(0,28)	(0,58)	(0,29)	(0,08)	0,26	0,70	0,36
2013 :	COMPOSITE :	16,33	11,36	3,48	6,41	11,87	2,87	4,21	6,29	7,83	
	INDICE :	14,83	11,22	4,33	7,50	12,52	3,21	4,13	5,69	7,59	
	ÉCART :	1,50	0,13	(0,85)	(1,09)	(0,65)	(0,34)	0,08	0,60	0,24	
2012 :	COMPOSITE :	6,59	(2,40)	3,30	10,78	0,37	2,32	4,92	6,81		
	INDICE :	7,73	(0,55)	5,17	11,95	1,03	2,44	4,44	6,72		
	ÉCART :	(1,14)	(1,85)	(1,87)	(1,17)	(0,66)	(0,13)	0,48	0,09		
2011 :	COMPOSITE :	(10,63)	1,69	12,21	(1,13)	1,49	4,65	6,84			
	INDICE :	(8,20)	3,91	13,40	(0,58)	1,42	3,90	6,58			
	ÉCART :	(2,43)	(2,22)	(1,19)	(0,54)	0,07	0,75	0,26			
2010 :	COMPOSITE :	15,71	25,74	2,26	4,76	8,00	10,07				
	INDICE :	17,61	26,03	2,09	3,98	6,51	9,26				
	ÉCART :	(1,90)	(0,29)	0,17	0,79	1,50	0,81				
2009 :	COMPOSITE :	36,64	(3,86)	1,35	6,16	8,97					
	INDICE :	35,05	(4,88)	(0,21)	3,90	7,66					
	ÉCART :	1,58	1,01	1,56	2,26	1,31					
2008 :	COMPOSITE :	(32,36)	(12,71)	(2,41)	2,98						
	INDICE :	(33,00)	(14,22)	(4,80)	1,73						
	ÉCART :	0,65	1,51	2,39	1,25						
2007 :	COMPOSITE :	12,64	17,22	18,47							
	INDICE :	9,83	13,49	16,93							
	ÉCART :	2,81	3,74	1,54							
2006 :	COMPOSITE :	22,00	21,50								
	INDICE :	17,26	20,64								
	ÉCART :	4,73	0,85								
2005 :	COMPOSITE :	21,00									
	INDICE :	24,13									
	ÉCART :	(3,13)									



Actions canadiennes

Notes relatives au composite Actions canadiennes :

1. Description du composite

Le composite Actions canadiennes a comme objectif d'offrir une valeur ajoutée au-dessus de l'indice de référence. Il vise une croissance à long terme du capital. Les capitaux sous gestion sont investis selon deux approches, soit la gestion de type fondamental et la gestion de type rendement absolu.

Les investissements étrangers à l'intérieur du composite ne peuvent dépasser la limite fixée de 5 % de contenu étranger.

Une portion non significative des actifs de ce composite est confiée à des gestionnaires externes.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} septembre 1998.

3. Indice de référence

Depuis le 1^{er} mars 2011, l'indice Actions canadiennes est composé à 90 % du S&P/TSX plafonné et à 10 % de l'indice Morningstar Québec Banque Nationale. Ce changement d'indice était justifié afin de mieux refléter la composition du composite qui comporte une stratégie sur les sociétés dont le siège administratif est situé au Québec.

Avant cette date, l'indice était le S&P/TSX plafonné.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2014.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Depuis le 1^{er} janvier 2014, les charges d'exploitation et autres frais en points centésimaux correspondent au ratio des frais réels encourus sur l'actif net moyen. Pour les quatre années précédentes, le ratio correspond à la moyenne des ratios annuels. Avant le 1^{er} janvier 2014, les charges d'exploitation et autres frais présentés correspondaient à l'impact des frais sur le rendement, soit la différence entre le rendement calculé avant frais et le rendement calculé après frais. La méthodologie de calcul a été modifiée afin de mieux refléter la gestion des frais et faciliter la comparabilité entre les années, cette méthode étant moins volatile.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 13 points centésimaux pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2014. Pour les quatre années précédentes, soit du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2013, les frais représentaient en moyenne 23 points centésimaux. L'impact de l'adoption de cette méthode est de -2 p.c. pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2014 et de -1 p.c. pour les 4 années précédentes.



Actions des marchés en émergence

Rendement pour les années ou les périodes terminées le 31 décembre :

Rendement pour les périodes terminées le
31 décembre 2014 (en pourcentage) :

Actif net sous gestion (en milliers) pour les années terminées le 31 décembre :

Période	Composite	Indice	Écart	Année	Composite	Actif net sous gestion	% des actifs de la firme	Écart-type rendement	Écart-type indice
1 mois	(1,61)	(1,87)	0,26	2014	11 804 711 \$	225 433 142 \$	5,24	11,21	11,26
3 mois	0,82	0,68	0,13	2013	10 255 853 \$	199 690 933 \$	5,14	14,22	14,24
6 mois	2,85	2,83	0,02	2012	8 718 216 \$	175 192 938 \$	4,98	14,96	14,98
Année à ce jour	9,19	8,99	0,20	2011	5 886 235 \$	158 706 574 \$	3,71	17,12	17,24
				2010	5 803 254 \$	151 387 764 \$	3,83	23,86	23,27
				2009	4 942 984 \$	131 103 348 \$	3,77	23,76	23,05
				2008	3 014 620 \$	117 950 388 \$	2,56	23,50	22,52
				2007	5 000 387 \$	155 140 783 \$	3,22	16,48	16,08
				2006	4 298 359 \$	142 716 112 \$	3,01	17,01	16,79
				2005	1 281 022 \$	121 925 703 \$	1,05	16,43	16,12

Rendements annualisés simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	6 ANS	7 ANS	8 ANS	9 ANS	10 ANS
2014 :	COMPOSITE :	9,19	6,57	9,55	2,39	4,25	10,88	0,31	2,26	5,27	7,55
	INDICE :	8,99	6,32	9,33	2,23	4,24	10,95	1,23	3,21	6,04	8,28
	ÉCART :	0,20	0,25	0,22	0,16	0,01	(0,08)	(0,92)	(0,95)	(0,77)	(0,72)
2013 :	COMPOSITE :	4,02	9,73	0,22	3,05	11,22	(1,10)	1,31	4,79	7,37	
	INDICE :	3,72	9,50	0,08	3,09	11,35	(0,01)	2,41	5,68	8,20	
	ÉCART :	0,30	0,23	0,14	(0,03)	(0,14)	(1,09)	(1,10)	(0,89)	(0,82)	
2012 :	COMPOSITE :	15,76	(1,63)	2,74	13,09	(2,09)	0,86	4,90	7,80		
	INDICE :	15,61	(1,69)	2,88	13,35	(0,74)	2,19	5,96	8,77		
	ÉCART :	0,15	0,07	(0,14)	(0,25)	(1,35)	(1,33)	(1,06)	(0,97)		
2011 :	COMPOSITE :	(16,40)	(3,22)	12,22	(6,10)	(1,88)	3,19	6,71			
	INDICE :	(16,40)	(2,95)	12,61	(4,45)	(0,30)	4,43	7,83			
	ÉCART :	0,00	(0,27)	(0,39)	(1,65)	(1,58)	(1,24)	(1,12)			
2010 :	COMPOSITE :	12,05	30,02	(2,40)	2,13	7,63	11,14				
	INDICE :	12,67	30,69	(0,10)	4,19	9,19	12,50				
	ÉCART :	(0,63)	(0,67)	(2,30)	(2,06)	(1,56)	(1,36)				
2009 :	COMPOSITE :	50,87	(8,90)	(0,97)	6,55	10,96					
	INDICE :	51,59	(5,93)	1,51	8,33	12,47					
	ÉCART :	(0,72)	(2,97)	(2,49)	(1,78)	(1,51)					
2008 :	COMPOSITE :	(44,99)	(19,77)	(5,11)	2,76						
	INDICE :	(41,63)	(16,93)	(3,14)	4,38						
	ÉCART :	(3,37)	(2,84)	(1,96)	(1,62)						
2007 :	COMPOSITE :	17,02	24,64	26,55							
	INDICE :	18,21	24,76	26,69							
	ÉCART :	(1,20)	(0,13)	(0,14)							
2006 :	COMPOSITE :	32,75	31,61								
	INDICE :	31,67	31,16								
	ÉCART :	1,08	0,45								
2005 :	COMPOSITE :	30,48									
	INDICE :	30,64									
	ÉCART :	(0,16)									



Actions des marchés en émergence

Notes relatives au composite Actions des marchés en émergence :

1. Description du composite

Depuis le 1^{er} juillet 2013, l'objectif de ce composite est de procurer un rendement à long terme supérieur à l'indice de référence en adoptant une approche hybride (indicielle avec gestion active superposée). Les capitaux sous gestion du portefeuille pour la portion gestion indicielle sont investis et gérés à l'interne. Pour la portion complémentaire en gestion active, elle est entièrement gérée à l'externe.

Du 1^{er} avril 2010 au 30 juin 2013, l'objectif de ce composite était de répliquer le rendement du MSCI EM.

Une portion des actifs de ce composite est confiée à des gestionnaires externes, sauf pour la période entre le 1^{er} avril 2010 et le 30 juin 2013.

Les activités de prêts et d'emprunts de titres ainsi que de ventes à découvert sont permises dans le cadre de la gestion de ce composite selon les limites autorisées.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} octobre 2002.

3. Indice de référence

Depuis le 1^{er} juillet 2013, l'indice de référence de ce composite est composé du MSCI EM non couvert et du MSCI Chine A. Ce dernier est constitué de titres chinois disponibles uniquement pour les investisseurs domestiques et certains investisseurs institutionnels étrangers qualifiés. Une portion du MSCI EM non couvert est substituée par une partie Chine A, proportionnellement au droit d'investissement de la Caisse dans cet indice. Ce changement d'indice était justifié afin de mieux refléter la composition du composite à la suite de l'ajout d'activités de type Chine A.

Avant le 30 juin 2013, l'indice était le MSCI EM non couvert.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2014.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Depuis le 1^{er} janvier 2014, les charges d'exploitation et autres frais en points centésimaux correspondent au ratio des frais réels encourus sur l'actif net moyen. Pour les quatre années précédentes, le ratio correspond à la moyenne des ratios annuels. Avant le 1^{er} janvier 2014, les charges d'exploitation et autres frais présentés correspondaient à l'impact des frais sur le rendement, soit la différence entre le rendement calculé avant frais et le rendement calculé après frais. La méthodologie de calcul a été modifiée afin de mieux refléter la gestion des frais et faciliter la comparabilité entre les années, cette méthode étant moins volatile.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 25 points centésimaux pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2014. Pour les quatre années précédentes, soit du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2013, les frais représentaient en moyenne 22 points centésimaux. L'impact de l'adoption de cette méthode est de -2 p.c. pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2014 et de 0 p.c. pour les 4 années précédentes.



Actions américaines

Rendement pour les années ou les périodes terminées le 31 décembre :

Rendement pour les périodes terminées le
31 décembre 2014 (en pourcentage) :

Période	Composite	Indice	Écart
1 mois	1,33	1,32	0,00
3 mois	8,76	8,75	0,01
6 mois	15,47	15,39	0,08
Année à ce jour	24,03	23,93	0,10

Actif net sous gestion (en milliers) pour les années terminées le 31 décembre :

Année	Composite	Actif net sous gestion	% des actifs de la firme	Écart-type rendement	Écart-type indice
2014	10 262 974 \$	225 433 142 \$	4,55	6,91	6,91
2013	9 730 364 \$	199 690 933 \$	4,87	8,47	8,46
2012	10 175 564 \$	175 192 938 \$	5,81	s.o.	s.o.
2011	8 120 296 \$	158 706 574 \$	5,12	s.o.	s.o.
2010	5 760 820 \$	151 387 764 \$	3,81	s.o.	s.o.

Rendements annualisés simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	6 ANS	7 ANS	8 ANS	9 ANS	10 ANS
2014 :	COMPOSITE :	24,03	32,38	25,76	20,11	s.o.					
	INDICE :	23,93	32,32	25,70	20,07	s.o.					
	ÉCART :	0,10	0,06	0,06	0,04	s.o.					
2013 :	COMPOSITE :	41,29	26,64	18,83	s.o.						
	INDICE :	41,27	26,59	18,80	s.o.						
	ÉCART :	0,02	0,05	0,02	s.o.						
2012 :	COMPOSITE :	13,51	8,97	s.o.							
	INDICE :	13,43	8,95	s.o.							
	ÉCART :	0,07	0,02	s.o.							
2011 :	COMPOSITE :	4,62	s.o.								
	INDICE :	4,64	s.o.								
	ÉCART :	(0,02)	s.o.								
2010 :	COMPOSITE :	s.o.									
	INDICE :	s.o.									
	ÉCART :	s.o.									



Actions américaines

Notes relatives au composite Actions américaines :

1. Description du composite

L'objectif de ce composite est de répliquer le rendement de l'indice de référence.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} avril 2010.

3. Indice de référence

L'indice de référence est l'indice américain S&P 500 non couvert.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} avril 2010 au 31 décembre 2014.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Depuis le 1^{er} janvier 2014, les charges d'exploitation et autres frais en points centésimaux correspondent au ratio des frais réels encourus sur l'actif net moyen. Pour les quatre années précédentes, le ratio correspond à la moyenne des ratios annuels. Avant le 1^{er} janvier 2014, les charges d'exploitation et autres frais présentés correspondaient à l'impact des frais sur le rendement, soit la différence entre le rendement calculé avant frais et le rendement calculé après frais. La méthodologie de calcul a été modifiée afin de mieux refléter la gestion des frais et faciliter la comparabilité entre les années, cette méthode étant moins volatile.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 5 points centésimaux pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2014. Depuis le début du composite (1^{er} avril 2010) jusqu'au 31 décembre 2013, les frais représentaient en moyenne 8 points centésimaux. L'impact de l'adoption de cette méthode est de -1 p.c. pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2014 et de -1 p.c. depuis le début du composite.



Actions EAEO

Rendement pour les années ou les périodes terminées le 31 décembre :

Rendement pour les périodes terminées le
31 décembre 2014 (en pourcentage) :

Période	Composite	Indice	Écart
1 mois	(1,93)	(1,94)	0,01
3 mois	(0,02)	(0,06)	0,04
6 mois	(1,26)	(1,30)	0,05
Année à ce jour	4,00	3,67	0,34

Actif net sous gestion (en milliers) pour les années terminées le 31 décembre :

Année	Composite	Actif net sous gestion	% des actifs de la firme	Écart-type rendement	Écart-type indice
2014	9 510 407 \$	225 433 142 \$	4,22	9,14	9,18
2013	9 831 598 \$	199 690 933 \$	4,92	11,10	11,14
2012	9 827 940 \$	175 192 938 \$	5,61	s.o.	s.o.
2011	9 101 706 \$	158 706 574 \$	5,73	s.o.	s.o.
2010	9 733 462 \$	151 387 764 \$	6,43	s.o.	s.o.

Rendements annualisés simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	6 ANS	7 ANS	8 ANS	9 ANS	10 ANS
2014 :	COMPOSITE :	4,00	16,94	16,36	9,23	s.o.					
	INDICE :	3,67	16,54	15,93	8,83	s.o.					
	ÉCART :	0,34	0,40	0,42	0,40	s.o.					
2013 :	COMPOSITE :	31,48	23,07	11,03	s.o.						
	INDICE :	31,02	22,60	10,61	s.o.						
	ÉCART :	0,47	0,47	0,42	s.o.						
2012 :	COMPOSITE :	15,20	2,03	s.o.							
	INDICE :	14,72	1,63	s.o.							
	ÉCART :	0,48	0,40	s.o.							
2011 :	COMPOSITE :	(9,63)	s.o.								
	INDICE :	(9,97)	s.o.								
	ÉCART :	0,34	s.o.								
2010 :	COMPOSITE :	s.o.									
	INDICE :	s.o.									
	ÉCART :	s.o.									



Actions EAEO

Notes relatives au composite Actions EAEO :

1. Description du composite

L'objectif de ce composite est de répliquer le rendement de l'indice de référence.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} avril 2010.

3. Indice de référence

L'indice de référence est l'indice MSCI EAFE non couvert.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} avril 2010 au 31 décembre 2014.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Depuis le 1^{er} janvier 2014, les charges d'exploitation et autres frais en points centésimaux correspondent au ratio des frais réels encourus sur l'actif net moyen. Pour les quatre années précédentes, le ratio correspond à la moyenne des ratios annuels. Avant le 1^{er} janvier 2014, les charges d'exploitation et autres frais présentés correspondaient à l'impact des frais sur le rendement, soit la différence entre le rendement calculé avant frais et le rendement calculé après frais. La méthodologie de calcul a été modifiée afin de mieux refléter la gestion des frais et faciliter la comparabilité entre les années, cette méthode étant moins volatile.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 8 points centésimaux pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2014. Depuis le début du composite (1^{er} avril 2010) jusqu'au 31 décembre 2013, les frais représentaient en moyenne 10 points centésimaux. L'impact de l'adoption de cette méthode est de 0 p.c. pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2014 et de -1 p.c. depuis le début du composite.



Placements privés

Rendement pour les années ou les périodes terminées le 31 décembre :

Rendement pour les périodes terminées le
31 décembre 2014 (en pourcentage) :

Actif net sous gestion (en milliers) pour les années terminées le 31 décembre :

Période	Composite	Indice	Écart	Année	Composite	Actif net sous gestion	% des actifs de la firme	Écart-type rendement	Écart-type indice
1 mois	s.o.	s.o.	s.o.	2014	22 396 335 \$	225 433 142 \$	9,93	s.o.	s.o.
3 mois	s.o.	s.o.	s.o.	2013	20 181 956 \$	199 690 933 \$	10,11	s.o.	s.o.
6 mois	2,42	4,65	(2,23)	2012	17 795 997 \$	175 192 938 \$	10,16	s.o.	s.o.
Année à ce jour	12,15	12,54	(0,40)	2011	15 745 769 \$	158 706 574 \$	9,92	s.o.	s.o.
				2010	17 467 606 \$	151 387 764 \$	11,54	s.o.	s.o.
				2009	11 255 624 \$	131 103 348 \$	8,59	s.o.	s.o.
				2008	9 733 977 \$	117 950 388 \$	8,25	s.o.	s.o.
				2007	11 344 412 \$	155 140 783 \$	7,31	s.o.	s.o.
				2006	8 149 533 \$	142 716 112 \$	5,71	s.o.	s.o.
				2005	6 218 634 \$	121 925 703 \$	5,10	s.o.	s.o.

Rendements annualisés simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	6 ANS	7 ANS	8 ANS	9 ANS	10 ANS
2014 :	COMPOSITE :	12,15	15,86	15,10	13,03	15,65	14,83	6,69	7,83	10,13	11,96
	INDICE :	12,54	17,52	16,37	14,05	11,53	13,51	3,61	3,63	4,69	4,28
	ÉCART :	(0,40)	(1,67)	(1,27)	(1,01)	4,12	1,31	3,08	4,20	5,44	7,68
2013 :	COMPOSITE :	19,69	16,61	13,33	16,54	15,37	5,81	7,23	9,88	11,94	
	INDICE :	22,72	18,33	14,55	11,27	13,71	2,19	2,42	3,75	3,40	
	ÉCART :	(3,03)	(1,72)	(1,22)	5,27	1,66	3,61	4,81	6,14	8,54	
2012 :	COMPOSITE :	13,60	10,28	15,51	14,31	3,23	5,28	8,55	11,01		
	INDICE :	14,10	10,68	7,70	11,56	(1,48)	(0,62)	1,29	1,21		
	ÉCART :	(0,50)	(0,40)	7,81	2,75	4,71	5,90	7,26	9,79		
2011 :	COMPOSITE :	7,05	16,48	14,55	0,79	3,69	7,73	10,64			
	INDICE :	7,36	4,64	10,72	(5,03)	(3,33)	(0,70)	(0,51)			
	ÉCART :	(0,30)	11,84	3,83	5,82	7,02	8,43	11,15			
2010 :	COMPOSITE :	26,73	18,49	(1,22)	2,87	7,87	11,25				
	INDICE :	1,99	12,45	(8,83)	(5,83)	(2,24)	(1,76)				
	ÉCART :	24,74	6,04	7,61	8,70	10,10	13,01				
2009 :	COMPOSITE :	10,79	(12,79)	(4,04)	3,61	8,39					
	INDICE :	23,98	(13,81)	(8,30)	(3,27)	(2,49)					
	ÉCART :	(13,18)	1,02	4,26	6,87	10,88					
2008 :	COMPOSITE :	(31,35)	(10,69)	1,32	7,80						
	INDICE :	(40,07)	(21,13)	(10,95)	(8,17)						
	ÉCART :	8,72	10,44	12,26	15,97						
2007 :	COMPOSITE :	16,18	23,09	25,29							
	INDICE :	3,79	8,56	5,86							
	ÉCART :	12,40	14,53	19,43							
2006 :	COMPOSITE :	30,40	30,11								
	INDICE :	13,55	6,92								
	ÉCART :	16,85	23,19								
2005 :	COMPOSITE :	29,82									
	INDICE :	0,67									
	ÉCART :	29,15									



Placements privés

Notes relatives au composite Placements privés :

1. Description du composite

Ce composite regroupe les activités de gestion des placements privés spécialisées dans les métiers d'investissement d'acquisitions par emprunt (*buyout*), de capital de développement, de capital de risque, de dette en détresse, de dette mezzanine et de restructuration.

Certains actifs en provenance du composite Participations et infrastructures ont été transférés dans le composite en date du 1^{er} juillet 2010 en raison de la réorganisation de l'offre du composite et de la fermeture du composite Participations et infrastructures.

Ce composite utilise des instruments financiers dérivés dans le cours normal de sa gestion. Ils sont utilisés pour la couverture du risque de taux d'intérêt et de devises, ou aux fins d'une couverture d'une position détenue en portefeuille.

À chaque date d'évaluation, la juste valeur des fonds d'investissement est fournie par le commandité. Cette évaluation est subséquemment comparée aux états financiers audités fournis par le commandité. Cette portion représente 44 % des actifs de ce composite.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} octobre 2003.

3. Indice de référence

Depuis le 1^{er} janvier 2013, l'indice de référence est composé à 50 % de l'indice State Street Private Equity ajusté couvert et à 50 % de l'indice MSCI World Index couvert. Ce changement d'indice était justifié afin de mieux refléter la composition du composite.

Du 1^{er} juillet 2010 au 31 décembre 2012, l'indice de référence était composé à 70 % de l'indice State Street Private Equity ajusté couvert et à 30 % de l'indice MSCI World couvert. Ce changement d'indice était justifié par l'évolution du composite à la suite des transferts du 1^{er} juillet 2010.

Du 1^{er} octobre 2006 au 30 juin 2010, l'indice de référence était composé à 60 % du S&P 500 couvert et à 40 % du MSCI EAFE couvert. Ce changement d'indice était justifié par l'évolution sur le plan géographique et sectoriel de la politique de placement du composite et par sa liquidité plus élevée.

Avant le 1^{er} octobre 2006, l'indice de référence de ce composite était le S&P 600 ajusté pour tenir compte des types d'investissement à l'intérieur du composite. Seuls les secteurs suivants étaient inclus dans le calcul de l'indice: les biens de consommation de base, la consommation discrétionnaire, les soins de santé, les technologies de l'information, les télécommunications et le secteur industriel. La pondération de chaque secteur était fixe.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2014.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction et les frais des fonds d'investissement, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Depuis le 1^{er} janvier 2014, les charges d'exploitation et autres frais en points centésimaux correspondent au ratio des frais réels encourus sur l'actif net moyen. Pour les quatre années précédentes, le ratio correspond à la moyenne des ratios annuels. Avant le 1^{er} janvier 2014, les charges d'exploitation et autres frais présentés correspondaient à l'impact des frais sur le rendement, soit la différence entre le rendement calculé avant frais et le rendement calculé après frais. La méthodologie de calcul a été modifiée afin de mieux refléter la gestion des frais et faciliter la comparabilité entre les années, cette méthode étant moins volatile.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 25 points centésimaux pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2014. Pour les quatre années précédentes, soit du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2013, les frais représentaient en moyenne 23 points centésimaux. L'impact de l'adoption de cette méthode est de -3 p.c. pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2014 et de -3 p.c. pour les 4 années précédentes.



Fonds équilibré

Rendement pour les années ou les périodes terminées le 31 décembre :

Rendement pour les périodes terminées le
31 décembre 2014 (en pourcentage) :

Actif net sous gestion (en milliers) pour les années terminées le 31 décembre :

Période	Composite	Indice	Écart	Année	Composite	% des actifs	Nbre comptes	Écart-type comptes	Écart-type rendement	Écart-type indice
1 mois	1,13	0,16	0,97	2014	225 433 142 \$	100,00	47	2,73	2,97	3,01
3 mois	3,40	2,51	0,89	2013	199 690 933 \$	100,00	41	3,70	3,56	3,44
6 mois	4,97	4,33	0,64	2012	175 192 938 \$	100,00	39	3,25	4,34	4,49
Année à ce jour	12,02	11,41	0,61	2011	158 706 574 \$	100,00	36	2,48	5,03	6,58
				2010	151 387 764 \$	100,00	36	4,06	9,98	10,10
				2009	131 103 348 \$	100,00	34	4,84	9,44	9,57
				2008	117 950 388 \$	100,00	32	7,99	9,37	8,37
				2007	155 140 783 \$	100,00	29	2,86	4,12	4,17
				2006	142 716 112 \$	100,00	26	4,52	4,18	4,48
2005	121 925 703 \$	100,00	24	5,27	4,60	5,16				

Rendements annualisés simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	6 ANS	7 ANS	8 ANS	9 ANS	10 ANS
2014 :	COMPOSITE :	12,02	12,54	11,53	9,59	10,39	10,33	4,40	4,56	5,62	6,49
	INDICE :	11,41	11,99	11,08	9,33	9,36	10,13	5,50	5,59	6,35	6,99
	ÉCART :	0,61	0,55	0,45	0,27	1,03	0,20	(1,10)	(1,04)	(0,73)	(0,50)
2013 :	COMPOSITE :	13,06	11,29	8,80	9,98	10,00	3,18	3,53	4,85	5,89	
	INDICE :	12,56	10,92	8,64	8,85	9,88	4,55	4,78	5,74	6,51	
	ÉCART :	0,50	0,37	0,15	1,13	0,12	(1,37)	(1,25)	(0,89)	(0,61)	
2012 :	COMPOSITE :	9,55	6,73	8,98	9,24	1,31	2,02	3,72	5,03		
	INDICE :	9,30	6,73	7,64	9,22	3,02	3,54	4,80	5,78		
	ÉCART :	0,25	(0,01)	1,34	0,02	(1,70)	(1,52)	(1,07)	(0,74)		
2011 :	COMPOSITE :	3,97	8,69	9,14	(0,65)	0,58	2,78	4,40			
	INDICE :	4,23	6,82	9,19	1,50	2,43	4,07	5,28			
	ÉCART :	(0,26)	1,87	(0,05)	(2,15)	(1,85)	(1,28)	(0,88)			
2010 :	COMPOSITE :	13,62	11,82	(2,14)	(0,25)	2,55	4,47				
	INDICE :	9,48	11,76	0,61	1,98	4,03	5,46				
	ÉCART :	4,15	0,06	(2,75)	(2,23)	(1,49)	(0,99)				
2009 :	COMPOSITE :	10,04	(9,18)	(4,49)	(0,05)	2,73					
	INDICE :	14,10	(3,55)	(0,40)	2,72	4,67					
	ÉCART :	(4,05)	(5,63)	(4,09)	(2,76)	(1,94)					
2008 :	COMPOSITE :	(25,05)	(11,02)	(3,20)	0,98						
	INDICE :	(18,47)	(6,95)	(0,82)	2,44						
	ÉCART :	(6,58)	(4,07)	(2,38)	(1,46)						
2007 :	COMPOSITE :	5,63	10,00	11,53							
	INDICE :	6,20	9,39	10,54							
	ÉCART :	(0,57)	0,61	0,99							
2006 :	COMPOSITE :	14,55	14,60								
	INDICE :	12,67	12,77								
	ÉCART :	1,88	1,83								
2005 :	COMPOSITE :	14,65									
	INDICE :	12,88									
	ÉCART :	1,78									



Fonds équilibré

Composition de l'indice de référence Fonds équilibré

Indices de référence ¹	Poids de référence au 1 ^{er} décembre 2014
FTSE TMX Canada obligataire universel ajusté	27 %
FTSE TMX Canada obligataire universel	6 %
FTSE TMX Canada bons du Trésor 91 jours	1 %
FTSE TMX Canada obligations gouvernementales à long terme ajusté	1 %
Indice Aon Hewitt - Immobilier ajusté	12 %
Indice Infrastructures	5 %
FTSE TMX Canada obligations à rendement réel	0 %
Indice Actions Qualité mondiale	10 %
Indice Actions canadiennes	11 %
Indice Actions des marchés en émergence	5 %
S&P 500 non couvert	5 %
MSCI EAFE non couvert	5 %
Indice Placements privés	11 %

1. La description des indices est présentée dans les notes de chacun des composites.

Notes relatives au composite Fonds équilibré :

1. Description du composite

Ce composite regroupe l'ensemble des comptes des déposants, incluant le Fonds général, et mesure l'impact global de la répartition de l'actif effectuée par la Caisse pour l'ensemble des catégories d'actifs offertes aux déposants. Des activités de trésorerie et de superposition sont aussi incluses dans ce composite. Depuis 2007, une perte non réalisée sur des placements en BTAA est incluse dans ce composite. Se référer à la note 4c) des états financiers consolidés pour plus d'information.

Ce composite peut inclure des instruments financiers dérivés dans le cours normal de sa gestion. Ils sont utilisés principalement pour couvrir des positions, réduire les risques de marché, profiter d'occasions d'arbitrage, répliquer l'indice de référence, accélérer un investissement ou un désinvestissement, couvrir les risques de taux de change et de taux d'intérêt et appairer la durée du composite à celle de l'indice.

Des activités à levier peuvent être présentes dans le composite, incluant les ventes à découvert. Le niveau de levier dépend de la nature de l'investissement. Certaines stratégies ne contiennent pas de levier et d'autres sont 100 % à levier selon les limites autorisées.

Une portion des actifs de ce composite est confiée à des gestionnaires externes.

En 2014, à la suite de l'adoption des IFRS pour les composites Dettes immobilières, Infrastructures et Placements privés, une modification a été apportée à la méthodologie d'évaluation de ces composantes du Fonds équilibré. Veuillez vous référer à la note 3 des Notes générales pour de plus amples détails. L'adoption des IFRS n'a eu aucune incidence sur le rendement de l'année 2014 du composite Fonds équilibré.

En 2012, à la suite de l'adoption anticipée des IFRS pour le composite Immeubles, une modification a été apportée à la méthodologie d'évaluation de la composante Immeubles du Fonds équilibré. Se référer à la page 18 du présent document pour de plus amples détails. L'adoption des IFRS a eu un impact positif de 0,4 % sur le rendement de l'année 2012 du composite Fonds équilibré et un impact non significatif en 2013. L'impact pour l'année 2014 est de 0,1 %.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} octobre 2002.

3. Indice de référence

L'indice de référence de ce composite est un indice construit par la Caisse. Il est composé de la moyenne pondérée des indices de référence des déposants. Ces indices correspondent à la moyenne pondérée des indices des catégories d'actif présentes dans la politique de référence de chaque déposant. La politique de référence des déposants est établie une fois par mois selon les besoins et les préférences des déposants ainsi que les prévisions de marché. L'indice de référence comprend aussi un niveau d'exposition aux devises et un ajustement à la durée déterminée par la politique de référence de chaque déposant. Les poids de chacun des indices qui composent l'indice de référence de ce composite, en date du 1^{er} décembre 2014, sont indiqués dans le tableau de la page précédente.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2014.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction, les frais des fonds d'investissement et les charges des filiales immobilières, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Depuis le 1^{er} janvier 2014, les charges d'exploitation et autres frais en points centésimaux correspondent au ratio des frais réels encourus sur l'actif net moyen. Pour les quatre années précédentes, le ratio correspond à la moyenne des ratios annuels. Avant le 1^{er} janvier 2014, les charges d'exploitation et autres frais présentés correspondaient à l'impact des frais sur le rendement, soit la différence entre le rendement calculé avant frais et le rendement calculé après frais. La méthodologie de calcul a été modifiée afin de mieux refléter la gestion des frais et faciliter la comparabilité entre les années, cette méthode étant moins volatile.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 16 points centésimaux pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2014. Pour les quatre années précédentes, soit du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2013, les frais représentaient en moyenne 19 points centésimaux. L'impact de l'adoption de cette méthode est de -2 p.c. pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2014 et de -2 p.c. pour les 4 années précédentes.

II. Statistiques financières et rétrospective

1. Évolution de l'actif net attribuable aux déposants	43
2. Variation de l'actif net attribuable aux déposants et de l'actif total sous gestion	44
3. Évolution de l'avoir des déposants	45
4. Ventilation de l'avoir des déposants	52
5. Intérêt ou revenu annuel versé sur les dépôts moyens	53
6. Sommaire des placements et équivalents de trésorerie	54
7. Ventilation des placements et équivalents de trésorerie	55
8. Secteur immobilier - Financements de 5 M\$ et plus	57
9. Investissements en actions et en obligations de sociétés ouvertes	66
10. Investissements en actions et en obligations de sociétés fermées	152
11. Relevé des biens immobiliers	165
12. Relevé des biens immobiliers détenus à des fins de revente	167

1

ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉPOSANTS
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	2014 ¹	2013 ¹	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005
Actif										
Placements et équivalents de trésorerie	268 804	236 408	211 097	185 606	178 376	167 575	182 493	222 797	203 491	177 108
Avances à des déposants	1 090	996	797	761	789	371	754	372	1 024	941
Revenus de placement courus et à recevoir	1 149	898	751	854	933	1 042	1 394	1 209	1 097	950
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	1 346	1 697	153	774	177	70	1 241	1 567	1 277	349
Autres actifs	334	240	1 002	3 293	2 922	1 598	993	1 204	625	391
	272 723	240 239	213 800	191 288	183 197	170 656	186 875	227 149	207 514	179 739
Passif										
Passif relatifs aux placements	44 924	37 161	34 129	28 554	27 807	34 830	62 612	66 100	60 644	51 632
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	1 300	2 380	155	110	563	1 478	849	2 087	514	3 718
Autres passifs financiers	648	549	1 300	1 162	1 310	1 200	1 511	1 561	1 509	970
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-	2 006	2 497	1 775	1 560	1 815	2 051	1 368	1 260
	46 872	40 090	37 590	32 323	31 455	39 068	66 787	71 799	64 035	57 580
Actif net attribuable aux déposants	225 851	200 149	176 210	158 965	151 742	131 588	120 088	155 350	143 479	122 159

¹ Depuis 2013, les chiffres sont présentés conformément aux normes IFRS.

2 VARIATION DE L'ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉPOSANTS ET DE L'ACTIF TOTAL SOUS GESTION
des exercices clos le 31 décembre
(en millions de dollars)

	2014 ¹	2013 ¹	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005
Résultats de placement nets avant distributions aux déposants	23 775	22 768	14 937	5 746	17 731	11 752	(39 816)	7 871	17 768	15 155
Contributions nettes (retraits nets) des déposants	1 927	1 171	2 308	1 477	2 423	(252)	4 554	4 000	3 552	4 571
Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux déposants	25 702	23 939	17 245	7 223	20 154	11 500	(35 262)	11 871	21 320	19 726
Actif net attribuable aux déposants	225 851	200 149	176 210	158 965	151 742	131 588	120 088	155 350	143 479	122 159
Passif excluant l'actif net attribuable aux déposants	46 872	40 090	37 590	32 323	31 455	39 068	66 787	71 799	64 035	57 580
Actif total	272 723	240 239	213 800	191 288	183 197	170 656	186 875	227 149	207 514	179 739
Biens sous gestion et administrés										
Biens sous gestion	12 699	13 080	7 423	8 731	11 417	14 933	17 364	16 498	13 979	16 417
Biens administrés	47 264	41 635	37 913	4 159	4 516	15 676	16 185	14 098	15 460	19 997
	59 963	54 715	45 336	12 890	15 933	30 609	33 549	30 596	29 439	36 414
Actif total sous gestion	332 686	294 954	259 136	204 178	199 130	201 265	220 424	257 745	236 953	216 153

¹ Depuis 2013, les chiffres sont présentés conformément aux normes IFRS.

ÉVOLUTION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005
CAISSES DE RETRAITE										
Régie des rentes du Québec										
Revenu net attribué	2 973	2 569	2 191	1 478	905	385	(87)	2 431	2 155	1 538
Dépôts (retraits)	325	745	567	178	981	(20)	934	33	741	948
+/- valeur non matérialisée	2 696	3 487	1 435	(624)	3 249	2 118	(9 381)	(383)	2 348	2 096
Avoir net	51 865	45 871	39 070	34 877	33 845	28 710	26 227	34 761	32 680	27 436
Avances de fonds	(665)	(636)	(461)	(369)	(504)	(76)	(478)	(58)	(441)	(463)
Avoir net incluant avances de fonds	51 200	45 235	38 609	34 508	33 341	28 634	25 749	34 703	32 239	26 973
Excédent sur le coût	9 226	6 530	3 043	1 608	2 232	(1 017)	(3 135)	6 246	6 629	4 281
Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec										
Revenu net attribué	843	1 034	832	538	277	143	257	855	754	726
Dépôts (retraits)	160	198	254	159	121	78	112	93	126	122
+/- valeur non matérialisée	1 054	235	231	415	1 098	466	(2 279)	(261)	457	497
Avoir net	18 000	15 943	14 476	13 159	12 047	10 551	9 864	11 774	11 087	9 750
Avances de fonds	(11)	-	(7)	(16)	(10)	(59)	(47)	(34)	(11)	(5)
Avoir net incluant avances de fonds	17 989	15 943	14 469	13 143	12 037	10 492	9 817	11 740	11 076	9 745
Excédent sur le coût	2 680	1 626	1 391	1 160	745	(353)	(819)	1 460	1 721	1 264
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics										
Revenu net attribué	3 426	2 946	2 253	1 464	281	364	470	2 998	2 745	2 308
Dépôts (retraits)	(664)	(759)	(767)	(689)	(673)	(334)	(438)	(249)	(187)	(92)
+/- valeur non matérialisée	2 540	3 114	1 673	(94)	4 538	3 331	(12 301)	(849)	2 683	2 344
Avoir net	55 744	50 442	45 141	41 982	41 301	37 155	33 794	46 063	44 163	38 922
Avances de fonds	(87)	(57)	-	-	-	-	-	-	(51)	-
Avoir net incluant avances de fonds	55 657	50 385	45 141	41 982	41 301	37 155	33 794	46 063	44 112	38 922
Excédent sur le coût	10 322	7 782	4 668	2 995	3 089	(1 449)	(4 780)	7 521	8 370	5 687
Régime de retraite du personnel d'encadrement										
Revenu net attribué	585	479	386	312	144	49	54	535	470	374
Dépôts (retraits)	(119)	(25)	35	(39)	(388)	(165)	217	(58)	62	102
+/- valeur non matérialisée	412	437	255	6	655	519	(1 943)	(149)	420	416
Avoir net	9 567	8 689	7 798	7 122	6 843	6 432	6 029	7 701	7 373	6 421
Avances de fonds	-	-	-	-	(6)	-	-	(16)	(109)	(6)
Avoir net incluant avances de fonds	9 567	8 689	7 798	7 122	6 837	6 432	6 029	7 685	7 264	6 415
Excédent sur le coût	1 601	1 189	752	497	491	(164)	(683)	1 260	1 409	989
Régimes particuliers										
Revenu net attribué	13	13	10	7	2	-	3	19	16	13
Dépôts (retraits)	(5)	(5)	(4)	(1)	(65)	(5)	(5)	7	(5)	(4)
+/- valeur non matérialisée	11	10	6	(1)	20	19	(70)	(5)	16	16
Avoir net	227	208	190	178	173	216	202	274	253	226
Excédent sur le coût	39	28	18	12	13	(7)	(26)	44	49	33

ÉVOLUTION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS (suite)
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005
Régime de retraite des élus municipaux										
Revenu net attribué	11	12	8	6	1	-	2	13	10	8
Dépôts (retraits)	(3)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	-	(1)	-
+/- valeur non matérialisée	12	13	7	(1)	17	13	(46)	(4)	11	10
Avoir net	216	196	173	159	156	139	128	173	164	144
Excédent sur le coût	45	33	20	13	14	(3)	(16)	30	34	23
Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers/paramédics et des services préhospitaliers d'urgence										
Revenu net attribué	72	17	17	12	8	4	3	18	13	10
Dépôts (retraits)	17	11	12	15	12	9	8	3	7	6
+/- valeur non matérialisée	(27)	21	10	(3)	20	16	(57)	(7)	14	14
Avoir net	451	389	340	301	277	237	208	254	240	206
Excédent sur le coût	17	44	23	13	16	(4)	(20)	37	44	30
Fonds d'amortissement des régimes de retraite										
Revenu net attribué	2 673	2 367	1 781	1 124	264	284	(244)	1 798	1 167	810
Dépôts (retraits)	1 000	1 000	1 000	1 000	1 500	-	2 850	3 750	3 000	3 597
+/- valeur non matérialisée	2 897	2 774	1 590	25	3 603	2 450	(8 467)	(409)	1 797	1 467
Avoir net	53 433	46 863	40 722	36 351	34 202	28 835	26 101	31 962	26 823	20 859
Excédent sur le coût	7 975	5 078	2 304	714	689	(2 914)	(5 364)	3 103	3 512	1 715
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec - Caisse employeurs										
Revenu net attribué	19	17	7	7	5	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	(1)	(2)	147	(3)	(3)	128	-	-	-	-
+/- valeur non matérialisée	20	20	5	(2)	12	-	-	-	-	-
Avoir net	376	338	303	144	142	128	-	-	-	-
Excédent sur le coût	55	35	15	10	12	-	-	-	-	-
Régime de retraite de l'Université du Québec										
Revenu net attribué	17	12	21	9	6	9	6	7	7	6
Dépôts (retraits)	(11)	4	-	(10)	34	(8)	10	18	(5)	18
+/- valeur non matérialisée	15	28	6	13	23	(17)	(61)	25	28	22
Avoir net	318	297	253	226	214	151	167	212	162	132
Excédent sur le coût	92	77	49	43	30	7	24	85	60	32
Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées conventionnées du Québec										
Revenu net attribué	12	8	7	2	1	(6)	4	2	1	-
Dépôts (retraits)	-	38	15	17	34	(15)	5	29	18	2
+/- valeur non matérialisée	9	12	5	5	7	5	(15)	1	-	-
Avoir net	203	182	124	97	73	31	47	53	21	2
Excédent sur le coût	29	20	8	3	(2)	(9)	(14)	1	-	-

ÉVOLUTION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS (suite)
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005
Régime complémentaire de retraite des employés syndiqués de la Commission de la construction du Québec										
Revenu net attribué	-	-	-	(2)	(2)	-	1	1	1	-
Dépôts (retraits)	-	-	-	(16)	(5)	-	8	-	13	-
+/- value non matérialisée	-	-	-	2	5	(1)	(5)	-	-	-
Avoir net	-	-	-	-	16	18	19	15	14	-
Excédent sur le coût	-	-	-	1	(1)	(6)	(5)	-	-	-
Régime de retraite pour certains employés de la Commission scolaire de la Capitale										
Revenu net attribué	1	2	2	1	1	-	1	2	-	-
Dépôts (retraits)	(3)	(3)	(4)	(3)	(4)	(3)	(4)	(1)	48	-
+/- value non matérialisée	2	1	1	1	3	2	(7)	-	-	-
Avoir net	36	36	36	37	38	38	39	49	48	-
Excédent sur le coût	3	1	-	(1)	(2)	(5)	(7)	-	-	-
Régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal										
Revenu net attribué	10	11	10	7	3	1	4	13	-	-
Dépôts (retraits)	(21)	(22)	(22)	(23)	(23)	(24)	(25)	294	-	-
+/- value non matérialisée	11	8	9	6	21	13	(42)	(3)	-	-
Avoir net	216	216	219	222	232	231	241	304	-	-
Excédent sur le coût	23	12	4	(5)	(11)	(32)	(45)	(3)	-	-
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec - Caisse participants										
Revenu net attribué	15	12	6	4	3	-	(1)	1	-	-
Dépôts (retraits)	32	31	31	26	23	26	23	21	-	-
+/- value non matérialisée	14	13	6	(1)	7	7	(8)	(1)	-	-
Avoir net	290	229	173	130	101	68	35	21	-	-
Excédent sur le coût	37	23	10	4	5	(2)	(9)	(1)	-	-
Régime de retraite des employés de la Ville de Laval										
Revenu net attribué	10	7	7	2	1	-	1	-	-	-
Dépôts (retraits)	(1)	10	8	23	8	13	17	25	-	-
+/- value non matérialisée	7	12	4	5	9	1	(12)	2	-	-
Avoir net	159	143	114	95	65	47	33	27	-	-
Excédent sur le coût	28	21	9	5	-	(9)	(10)	2	-	-
Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte-des-Neiges										
Revenu net attribué	6	5	3	3	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	(2)	(3)	(2)	(4)	61	-	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	2	2	2	(1)	6	-	-	-	-	-
Avoir net	78	72	68	65	67	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	11	9	7	5	6	-	-	-	-	-

ÉVOLUTION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS (suite)
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005
Fonds commun de placement des régimes de retraite de l'Université Laval										
Revenu net attribué	2	2	8	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	(11)	3	106	-	-	-	-	-	-	-
+/- valeur non matérialisée	10	15	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	135	134	114	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	25	15	-	-	-	-	-	-	-	-
Fiducie globale Ville de Magog										
Revenu net attribué	2	3	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	1	1	40	-	-	-	-	-	-	-
+/- valeur non matérialisée	3	3	1	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	54	48	41	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	7	4	1	-	-	-	-	-	-	-
Régime de retraite des employées et employés de la Ville de Sherbrooke										
Revenu net attribué	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	3	12	13	-	-	-	-	-	-	-
+/- valeur non matérialisée	2	(1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	33	26	13	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	1	(1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels										
Revenu net attribué	10	3	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	135	133	-	-	-	-	-	-	-	-
+/- valeur non matérialisée	13	9	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	303	145	-	-	-	-	-	-	-	-
Avances de fonds	(1)	(1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net incluant avances de fonds	302	144	-	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	22	9	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime complémentaire de retraite des employés réguliers de la Société de transport de Sherbrooke										
Revenu net attribué	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	-	56	-	-	-	-	-	-	-	-
+/- valeur non matérialisée	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	65	56	-	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime de retraite de la Corporation de l'École Polytechnique										
Revenu net attribué	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	11	-	-	-	-	-	-	-	-	-
+/- valeur non matérialisée	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	12	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-

ÉVOLUTION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS (suite)
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005
RÉGIMES D'ASSURANCE										
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec										
Revenu net attribué	-	-	1	-	-	-	1	-	1	-
Dépôts (retraits)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
+/- valeur non matérialisée	1	-	-	-	1	-	(1)	-	-	-
Avoir net	9	8	8	7	7	6	6	6	6	5
Excédent sur le coût	2	1	1	1	1	-	-	1	1	-
La Financière agricole du Québec										
Revenu net attribué	12	10	11	7	-	3	14	21	15	12
Dépôts (retraits)	2	49	37	(8)	(36)	31	(3)	(7)	(5)	9
+/- valeur non matérialisée	14	15	5	2	20	3	(56)	(5)	13	15
Avoir net	373	345	271	218	217	233	196	241	232	209
Excédent sur le coût	42	28	13	8	6	(14)	(17)	39	44	31
Autorité des marchés financiers										
Revenu net attribué	26	15	15	14	11	14	15	20	19	14
Dépôts (retraits)	12	-	7	16	53	6	13	13	3	29
+/- valeur non matérialisée	6	(6)	8	14	15	3	(19)	(5)	(1)	2
Avoir net	675	631	622	592	548	469	446	437	409	388
Excédent sur le coût	32	26	32	24	10	(5)	(8)	11	16	17
Commission de la santé et de la sécurité du travail										
Revenu net attribué	805	710	650	410	176	(54)	(22)	822	594	555
Dépôts (retraits)	80	(76)	(2)	(27)	39	(248)	(159)	(315)	28	68
+/- valeur non matérialisée	631	665	289	(1)	1 004	797	(2 957)	(217)	851	673
Avoir net	13 697	12 181	10 882	9 945	9 563	8 344	7 849	10 987	10 697	9 224
Avances de fonds	-	-	(40)	(136)	(7)	(50)	(76)	(80)	(304)	(337)
Avoir net incluant avances de fonds	13 697	12 181	10 842	9 809	9 556	8 294	7 773	10 907	10 393	8 887
Excédent sur le coût	2 297	1 666	1 001	712	713	(291)	(1 088)	1 869	2 086	1 235
Société de l'assurance automobile du Québec										
Revenu net attribué	580	458	420	294	184	63	34	958	698	426
Dépôts (retraits)	65	(5)	67	(13)	37	(156)	(360)	(435)	(489)	(427)
+/- valeur non matérialisée	394	363	256	102	665	441	(2 185)	(447)	381	727
Avoir net	9 987	8 948	8 132	7 389	7 006	6 120	5 772	8 283	8 207	7 617
Avances de fonds	(326)	(302)	(289)	(240)	(262)	(186)	(153)	(183)	(108)	(130)
Avoir net incluant avances de fonds	9 661	8 646	7 843	7 149	6 744	5 934	5 619	8 100	8 099	7 487
Excédent sur le coût	1 531	1 137	774	518	416	(249)	(690)	1 495	1 942	1 561

ÉVOLUTION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS (suite)
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005
Fédération des producteurs de bovins du Québec										
Revenu net attribué	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1
Dépôts (retraits)	-	1	(3)	1	3	-	-	(1)	-	-
+/- value non matérialisée	-	-	-	-	-	-	(1)	-	-	-
Avoir net	5	5	4	7	6	3	3	3	4	4
Excédent sur le coût	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	-	-	-
Régime de rentes de survivants										
Revenu net attribué	24	26	23	16	5	6	(10)	31	30	20
Dépôts (retraits)	(20)	(21)	(29)	(22)	(24)	(15)	(21)	(16)	(14)	(8)
+/- value non matérialisée	20	21	11	(2)	40	25	(104)	(5)	30	32
Avoir net	411	387	361	356	364	343	327	462	452	406
Excédent sur le coût	74	54	33	22	24	(16)	(41)	63	68	38
Conseil de gestion de l'assurance parentale										
Revenu net attribué	-	-	-	-	-	-	4	19	20	4
Dépôts (retraits)	(2)	-	-	-	-	-	(202)	(224)	188	195
+/- value non matérialisée	-	-	1	-	-	-	-	(3)	2	(1)
Avoir net	1	3	3	2	2	2	2	200	408	198
Excédent sur le coût	(1)	(1)	(1)	(2)	(2)	(2)	(2)	(2)	1	(1)
AUTRES DÉPOSANTS										
Office de la protection du consommateur										
Revenu net attribué	5	5	3	3	1	1	-	2	1	-
Dépôts (retraits)	3	8	6	10	11	9	11	4	10	6
+/- value non matérialisée	7	5	3	1	4	1	(4)	(1)	1	-
Avoir net	120	105	87	75	61	45	34	27	22	10
Excédent sur le coût	17	10	5	2	1	(3)	(4)	-	1	-
Société des alcools du Québec										
Revenu net attribué	-	-	-	-	-	-	-	(1)	-	-
Dépôts (retraits)	106	(31)	(3)	(23)	144	(83)	30	40	14	-
+/- value non matérialisée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	193	87	118	121	144	-	83	53	14	-
Excédent sur le coût	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonds des générations										
Revenu net attribué	321	311	217	130	92	33	(40)	29	-	-
Dépôts (retraits)	837	117	782	602	655	794	615	976	-	-
+/- value non matérialisée	396	310	147	5	236	180	(286)	3	-	-
Avoir net	7 462	5 908	5 170	4 024	3 287	2 304	1 297	1 008	-	-
Excédent sur le coût	991	595	285	138	133	(103)	(283)	3	-	-

ÉVOLUTION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS (suite)
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005
Fonds des congés de maladie accumulés										
Revenu net attribué	53	49	47	35	44	18	2	-	-	-
Dépôts (retraits)	-	-	(79)	-	-	-	600	-	-	-
+/- value non matérialisée	46	44	13	(11)	40	41	-	-	-	-
Avoir net	942	843	750	769	745	661	602	-	-	-
Excédent sur le coût	173	127	83	70	81	41	-	-	-	-
Fonds d'information sur le territoire										
Revenu net attribué	5	28	9	1	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	-	(292)	18	313	-	-	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	4	(5)	10	1	-	-	-	-	-	-
Avoir net	92	83	352	315	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	10	6	11	1	-	-	-	-	-	-
Agence du revenu du Québec										
Revenu net attribué	5	4	2	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	-	-	79	-	-	-	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	6	6	1	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	103	92	82	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	13	7	1	-	-	-	-	-	-	-
Fonds de la réserve budgétaire du gouvernement du Québec										
Revenu net attribué	-	-	-	-	-	2	18	-	-	-
Dépôts (retraits)	-	-	-	-	(71)	(268)	319	-	-	-
+/- value non matérialisée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	-	-	-	-	-	71	337	-	-	-
Excédent sur le coût	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ensemble des déposants										
Revenu net attribué	12 541	11 137	8 947	5 884	2 413	1 319	491	10 594	8 717	6 825
Dépôts (retraits)	1 926	1 171	2 308	1 477	2 423	(252)	4 554	4 000	3 552	4 571
+/- value non matérialisée	11 235	11 631	5 990	(138)	15 318	10 433	(40 307)	(2 723)	9 051	8 330
Avoir net	225 851	200 149	176 210	158 965	151 742	131 588	120 088	155 350	143 479	122 159
Avances de fonds	(1 090)	(996)	(797)	(761)	(789)	(371)	(754)	(371)	(1 024)	(941)
Avoir net incluant avances de fonds	224 761	199 153	175 413	158 204	150 953	131 217	119 334	154 979	142 455	121 218
Excédent sur le coût	37 424	26 189	14 558	8 568	8 706	(6 612)	(17 045)	23 262	25 985	16 934

4

VENTILATION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS
au 31 décembre
(juste valeur - en pourcentage)

	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	24,8	25,2	25,6	26,4	27,2	28,2	28,2	29,7	30,8	31,9
Fonds d'amortissement des régimes de retraite	23,8	23,4	23,1	22,9	22,6	21,9	21,7	20,6	18,7	17,1
Régie des rentes du Québec	22,8	22,9	22,2	21,9	22,3	21,8	21,9	22,4	22,8	22,5
Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec	8,0	8,0	8,2	8,3	8,0	8,0	8,2	7,6	7,7	8,0
Commission de la santé et de la sécurité du travail	6,1	6,1	6,2	6,3	6,3	6,3	6,5	7,1	7,5	7,6
Société de l'assurance automobile du Québec	4,3	4,5	4,6	4,7	4,6	4,7	4,8	5,3	5,7	6,2
Régime de retraite du personnel d'encadrement	4,2	4,3	4,4	4,5	4,5	4,9	5,0	5,0	5,1	5,2
Fonds des générations	3,3	3,0	2,9	2,5	2,2	1,8	1,1	0,6	-	-
Autres déposants	2,7	2,6	2,8	2,5	2,3	2,4	2,6	1,7	1,7	1,5
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

5

INTÉRÊT OU REVENU ANNUEL VERSÉ SUR LES DÉPÔTS MOYENS
(taux en pourcentage)

CATÉGORIES DE DÉPÔTS	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005
Dépôts à vue ¹	1,00	1,00	1,00	1,00	0,61	0,61	3,11	4,35	4,01	2,71
Dépôts à terme ¹	1,81	1,54	1,47	1,69	0,78	1,39	3,55	4,38	3,78	2,79
Dépôts à participation ²	6,88	6,64	5,74	4,00	1,76	1,14	0,65	8,32	7,82	6,75

¹ Le fonds général reçoit les dépôts à vue et à terme des déposants et leur verse des intérêts sur ces dépôts. Le taux indiqué est le taux moyen versé au cours de l'année.

² Le revenu produit par les placements du fonds général et des fonds particuliers de la Caisse est versé ou attribué aux déposants détenteurs de dépôts à participation; le taux indiqué est le taux annuel moyen. Ce taux représente uniquement le revenu comptabilisé au cours de l'année sur les investissements des déposants; il ne tient pas compte des variations de la juste valeur des investissements. Aux fins de ce calcul, les dépôts à participation sont pris au coût. Ce taux se distingue du taux de rendement pondéré par le temps qui se compose à la fois du revenu et de la variation de la juste valeur des placements.

6

SOMMAIRE DES PLACEMENTS ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
au 31 décembre
(en pourcentage)

	Coût			Juste valeur							
	2014 ¹	2014 ¹	2013 ¹	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005
Équivalents de trésorerie	1,7	1,4	2,5	-	-	-	-	-	-	-	-
Valeurs à court terme	1,1	1,1	0,9	0,8	1,2	2,7	4,8	7,3	7,2	16,7	18,2
Titres achetés en vertu de conventions de revente	7,0	6,0	4,1	5,4	4,3	5,5	4,8	3,1	3,4	2,6	1,9
Obligations	32,0	28,5	28,7	28,4	32,0	34,3	36,7	38,6	37,1	36,7	40,6
BTAA	4,6	3,4	4,1	4,8	4,8	5,0	4,3	3,9	4,8	-	-
Financements hypothécaires	-	-	-	4,3	4,1	4,3	5,3	6,5	4,7	3,4	2,8
Titres à revenu fixe	46,4	40,4	40,3	43,7	46,4	51,8	55,9	59,4	57,2	59,4	63,5
Actions canadiennes	8,3	9,5	9,2	10,9	9,5	9,8	8,8	7,2	7,9	8,7	9,9
Actions étrangères	26,1	27,5	27,5	32,9	32,2	26,3	23,3	20,7	24,7	22,7	19,3
Participations dans des filiales non consolidées	19,2	22,6	23,0	-	-	-	-	-	-	-	-
Biens immobiliers	-	-	-	12,5	11,9	12,1	12,0	12,7	10,2	9,2	7,3
Titres à revenu variable	53,6	59,6	59,7	56,3	53,6	48,2	44,1	40,6	42,8	40,6	36,5
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

¹ Depuis 2013, les chiffres sont présentés conformément aux normes IFRS.

VENTILATION DES PLACEMENTS ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
au 31 décembre
(en millions de dollars)

PLACEMENTS ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	Coût		Juste valeur									
	2014 ¹	%	2014 ¹	2013 ¹	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005
Obligations												
Titres canadiens												
Gouvernement du Québec	16 878	7,3	17 718	13 977	10 419	9 507	8 801	7 859	9 265	8 592	9 521	9 651
Gouvernement du Canada	25 612	11,2	25 865	15 692	16 212	16 165	21 637	21 652	16 552	23 586	18 213	26 999
Autres gouvernements	3 680	1,6	3 892	2 490	1 090	1 499	1 658	3 158	3 047	2 304	4 002	1 852
Garantis par le gouvernement du Québec	5 376	2,3	5 739	5 696	7 886	7 777	6 074	5 495	5 102	5 524	6 121	5 261
Garantis par les autres gouvernements	106	0,1	113	6 453	5 321	5 279	5 924	4 987	5 989	7 787	4 560	4 520
Garantis par octroi	100	-	108	108	376	364	336	308	333	423	415	216
Municipaux et scolaires	865	0,4	904	1 019	998	1 117	944	971	1 278	1 305	1 120	1 032
Entreprises	11 915	5,2	12 910	13 239	10 236	12 320	9 850	10 941	14 710	16 423	14 925	9 891
Titres indexés à l'inflation	979	0,4	1 023	979	1 252	1 318	975	667	587	934	1 054	1 277
Fonds de couverture	-	-	-	-	-	-	-	-	-	131	167	447
	65 511	28,5	68 272	59 653	53 790	55 346	56 199	56 038	56 863	67 009	60 098	61 146
Titres étrangers												
Gouvernement des États-Unis	1 533	0,7	1 653	712	924	1 174	1 379	510	823	205	1 180	1 807
Entreprises	4 889	2,1	5 223	4 097	5 142	2 370	3 668	4 499	8 515	8 394	6 895	3 972
Titres indexés à l'inflation	616	0,3	629	473	65	100	-	-	1 973	3 381	3 328	1 858
Fonds de couverture	-	-	-	-	-	-	-	72	439	2 001	2 261	1 026
Autres	842	0,4	738	2 943	-	308	17	346	1 812	1 759	950	1 990
	7 880	3,5	8 243	8 225	6 131	3 952	5 064	5 427	13 562	15 740	14 614	10 653
	73 391	32,0	76 515	67 878	59 921	59 298	61 263	61 465	70 425	82 749	74 712	71 799
BTAA	10 556	4,6	9 236	9 776	10 153	8 932	8 942	7 249	7 186	10 740	-	-
Actions et valeurs convertibles												
Titres canadiens												
Énergie	4 893	2,1	4 599	4 196	4 273	3 195	3 411	3 346	2 690	3 210	2 535	2 194
Matériels	1 989	0,9	1 508	1 358	3 464	3 201	3 998	2 791	1 811	2 137	2 742	2 544
Industrie	2 868	1,3	4 093	3 280	1 895	1 617	1 325	1 166	847	1 416	1 351	1 249
Consommation discrétionnaire	1 236	0,5	2 347	2 477	3 682	3 487	3 577	2 670	2 172	3 505	2 950	3 029
Biens de consommation de base	1 172	0,5	2 220	1 159	747	549	283	257	240	445	806	886
Santé	331	0,1	748	563	272	104	123	106	101	218	319	316
Finance	4 045	1,8	5 526	4 512	4 165	2 682	2 007	2 042	2 853	3 285	3 657	4 026
Technologies de l'information	1 490	0,7	3 366	2 702	2 056	728	846	902	623	1 014	947	942
Télécommunications	318	0,1	388	472	636	250	49	232	608	802	500	506
Services aux collectivités	320	0,1	336	329	901	1 009	1 196	685	629	787	824	816
Fonds communs	431	0,2	482	714	882	652	599	491	485	681	1 155	983
Participations indicelles et autres	-	-	-	101	100	92	32	33	27	7	12	-
	19 093	8,3	25 613	21 863	23 073	17 566	17 446	14 721	13 086	17 507	17 798	17 491
Titres étrangers												
Fonds externes	9 304	4,1	10 824	9 470	16 848	16 783	15 952	19 634	20 124	24 428	26 076	15 486
Fonds internes	50 495	22,0	62 925	55 449	52 583	43 037	30 892	19 418	17 695	30 691	20 113	18 750
	59 799	26,1	73 749	64 919	69 431	59 820	46 844	39 052	37 819	55 119	46 189	34 236
	78 892	34,4	99 362	86 782	92 504	77 386	64 290	53 773	50 905	72 626	63 987	51 727

7 VENTILATION DES PLACEMENTS ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (suite)
au 31 décembre
(en millions de dollars)

PLACEMENTS ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	Coût	%	Juste valeur									
	2014 ¹		2014 ¹	2013 ¹	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005
Participations dans des filiales non consolidées												
Placements de biens immobiliers	19 796	8,6	32 632	31 795	-	-	-	-	-	-	-	-
Placements de dettes immobilières	10 166	4,4	10 249	8 797	-	-	-	-	-	-	-	-
Placements privés	5 785	2,5	8 248	7 295	-	-	-	-	-	-	-	-
Placements d'infrastructures	6 389	2,8	7 369	5 437	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres placements	2 152	0,9	2 337	980	-	-	-	-	-	-	-	-
	44 288	19,2	60 835	54 304	-	-	-	-	-	-	-	-
Financements hypothécaires												
Titres canadiens	-	-	-	-	7 411	6 754	5 886	5 944	6 451	5 979	4 877	4 402
Titres étrangers	-	-	-	-	1 682	780	1 833	2 872	5 349	4 490	2 038	580
	-	-	-	-	9 093	7 534	7 719	8 816	11 800	10 469	6 915	4 982
Biens immobiliers												
Canadiens	-	-	-	-	16 494	13 501	12 880	10 931	11 884	13 419	11 187	9 255
Étrangers	-	-	-	-	9 966	8 670	8 732	9 142	11 219	9 318	7 512	3 742
	-	-	-	-	26 460	22 171	21 612	20 073	23 103	22 737	18 699	12 997
Total des placements à long terme	207 127	90,2	245 948	218 740	198 131	175 321	163 826	151 376	163 419	199 321	164 313	141 505
Équivalents de trésorerie												
Titres canadiens	3 829	1,7	3 829	5 842	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres étrangers	-	-	-	60	-	-	-	-	-	-	-	-
	3 829	1,7	3 829	5 902	-	-	-	-	-	-	-	-
Valeurs à court terme												
Titres canadiens	1 475	0,6	1 479	1 056	391	521	2 357	4 625	5 909	9 895	28 950	29 745
Titres étrangers	1 149	0,5	1 486	996	1 192	1 789	2 425	3 458	7 485	6 131	4 969	2 488
	2 624	1,1	2 965	2 052	1 583	2 310	4 782	8 083	13 394	16 026	33 919	32 233
Titres achetés en vertu de conventions de revente												
Titres canadiens	11 940	5,2	10 998	5 132	8 629	6 056	8 761	6 171	2 900	2 457	1 332	675
Titres étrangers	4 151	1,8	5 064	4 582	2 754	1 919	1 007	1 945	2 780	4 993	3 927	2 695
	16 091	7,0	16 062	9 714	11 383	7 975	9 768	8 116	5 680	7 450	5 259	3 370
Total des placements à court terme et équivalents de trésorerie	22 544	9,8	22 856	17 668	12 966	10 285	14 550	16 199	19 074	23 476	39 178	35 603
Total	229 671	100,0	268 804	236 408	211 097	185 606	178 376	167 575	182 493	222 797	203 491	177 108
Répartition des placements à long terme												
Secteur public	56 587	27,3	58 382	50 542	44 558	44 608	47 745	45 953	46 943	55 800	50 252	56 203
Secteur privé	150 540	72,7	187 566	168 198	153 573	130 713	116 081	105 423	116 476	143 521	114 061	85 302
Total	207 127	100,0	245 948	218 740	198 131	175 321	163 826	151 376	163 419	199 321	164 313	141 505

¹ Depuis 2013, les chiffres sont présentés conformément aux normes IFRS.

SECTEUR IMMOBILIER
FINANCEMENTS DE 5 M\$ ET PLUS
au 31 décembre 2014

EMPRUNTEURS	ADRESSES	LIEU
OTÉRA CAPITAL		
0697788 B.C. Ltd., Onni Triangle Development Limited Partnership	2125, Hawkins Street	Port Coquitlam
0790792 B.C. Ltd., RPMG Holdings Ltd.	19100, Airport Way	Pitt Meadows
0810968 B.C. Ltd., RPMG Holdings Ltd.	19055, Airport Way	Pitt Meadows
0943164 B.C. Ltd.	15100, River Road	Richmond
10 Dundas Street Ltd.	10, Dundas Street East	Toronto
100 Parkway Forest Drive Limited Partnership	100, Parkway Forest Drive	Toronto
101 West Hastings Holding Ltd.	111, West Hastings Street (Floors 5&6); 351, Abbott Street (Floors 2&3)	Vancouver
1030 King Limited Partnership	1030, King Street West	Toronto
110 Parkway Forest Drive Limited Partnership	110, Parkway Forest Drive	Toronto
119-6th Avenue Inc.	119, 6th Avenue South West	Calgary
1200 McGill College Inc.	1200-1240, avenue McGill College	Montréal
1204225 Alberta Ltd.	184th Street; 107th Avenue	Edmonton
130 Bloor CREIF Inc.	130, Bloor Street West	Toronto
1306168 Alberta Ltd.	8508-8532, Jasper Avenue	Edmonton
145 Richmond Street West Limited Partnership, KWMC Toronto Inc.	145, Richmond Street West	Toronto
152523 Canada Inc., Fonds de placement immobilier Cominar	3103, boul. Royal	Shawinigan
1562903 Ontario Ltd.	2305, McPhillips Street	Winnipeg
160 Elgin Portfolio Inc.	160, Elgin Street	Ottawa
1602157 Alberta Ltd.	10004, 104th Avenue	Edmonton
171518 Canada Inc., Édifice 500 Grande-Allée Est Inc., Samuel Drazin, Shulamit S. Drazin, Tamara Drazin, Georges S. Gantcheff, Jennifer Gilgan, Simon Margel, Michael Rosenberg	500, Grande-Allée Est; 425-475, rue St-Amable	Québec
1899038 Ontario Inc.	95, 115, King Street South	Waterloo
215 Holdings Ltd.	215, Garry Street	Winnipeg
2200-41 Ane Property Ltd.	2200, 41st Avenue North East	Calgary
2249419 Ontario Inc.	7555, Montrose Road	Niagara Falls
2250584 Ontario Inc., Morguard Holdings PI Ltd.	2311, 2341, 2355, boul. Alfred-Nobel	Saint-Laurent
2426-5233 Québec Inc., 9136-3549 Québec Inc., Les Investissements Immobiliers Mirelis Inc., Société d'Investissement Kesmat Inc.	1134-1140, rue Ste-Catherine Ouest	Montréal
2848945 Canada Inc.	6335-6455, rue Jean-Talon Est; 7550, boul. Langelier	Saint-Léonard
299 Burrard Management Ltd.	1011, West Cordova Street; 1038, Canada Place Way	Vancouver
30 Adelaide Street East Limited Partnership, 30 Adelaide Street East Inc.	30, Adelaide Street East	Toronto
310 Donald Inc.	Lots located on Portage Avenue	Winnipeg
322-326 11th Avenue SW Inc.	322-326, 11th Avenue South West	Calgary
333 and 339 King Street North (ARI) Ltd., CHC Student Housing Luxe Inc.	333, 339, King Street North	Waterloo
365 Bay Street Inc., Montez Office Fund 1 Holdco Inc.	365, Bay Street	Toronto

SECTEUR IMMOBILIER
FINANCEMENTS DE 5 M\$ ET PLUS

au 31 décembre 2014

EMPRUNTEURS	ADRESSES	LIEU
4239440 Canada Inc., Mayfair Shopping Centre Limited Partnership	3147, Douglas Street; 775, Finlayson Street	Victoria
50 Willowdale Holdings Inc., Georges S. Gantcheff	50, avenue Willowdale	Outremont
5505 Boulevard Saint-Laurent Inc., Allied Properties Real Estate Investment Trust	5505, boul. St-Laurent	Montréal
555 René GP Inc., 7761007 Canada Inc., 7929579 Canada Inc., Complexe 555 RLO S.E.C.	555, boul. René-Lévesque Ouest	Montréal
6331017 Manitoba Ltd.	380, Sophia Street	Selkirk
6807992 Canada Ltd.	1760, Huron Church Road	Windsor
6828094 Canada Ltd.	10907, 82nd (Whyte) Avenue North West	Edmonton
6930221 Canada Inc.	400, avenue Kensington	Westmount
6979530 Canada Inc.	2344, boul. Alfred-Nobel	Saint-Laurent
6979611 Canada Inc.	22, Eddy Street	Gatineau
6979637 Canada Inc.	455, boul. de la Carrière	Gatineau
760 Grand Bernier Inc., Fiera Properties Core Fund LP	760, chemin du Grand Bernier Nord	Saint-Jean-sur-Richelieu
7736266 Canada Inc.	950, Paul-Kane	Laval
7791313 Canada Inc.	5555, rue Cypihot	Montréal
7838816 Canada Inc., Intergulf-Cidex Development (XII) Corp.	1112, 9th Street South West	Calgary
7943032 Canada Inc.	5600 chemin Côte-de-Liesse; 2175, 2205-2225, boul. des Entreprises	Mont-Royal, Terrebonne
8104441 Canada Inc., 8104450 Canada Inc., 8104468 Canada Inc., 8174709 Canada Inc.	100, 200, 300, 400, Consilium Place	Toronto
812924 Ontario Ltd., Savoy Residences Ltd.	130, Old Forest Hill Road; 777, Eglinton Avenue West	Toronto
8264635 Canada Inc., Carrefour Langelier S.E.N.C, Carrefour Langelier Inc., Columbia-Wertek Inc., Mazel Inc.	7225, 7265, 7275, 7325, 7335, 7373, 7445, boul. Langelier	Anjou
9045-4737 Québec Inc.	20, boul. Bouthillier Ouest	Rosemère
9069-8689 Québec Inc., GDB Entrepreneur Inc., Haleand Park Investments Ltd., Les Placements Sanpel Inc., Morris Feinstein Inc., Société en commandite Lapierre, Société en commandite Gasina	8235-8355, rue Notre-Dame Est	Montréal
9070-8058 Québec Inc.	1255-1259, rue Berri	Montréal
9089-0021 Québec Inc., 9164-3031 Québec Inc., Immeubles Régime VII Inc.	410, boul. Charest Est	Québec
9097-0286 Québec Inc., 9164-3064 Québec Inc., Immeubles Régime VIII Inc.	725, rue St-Joseph Est	Québec
9103-1013 Québec Inc., Dundal Canada 700 Montréal Limited Partnership	700, rue De La Gauchetiere Ouest	Montréal
9103-4975 Québec Inc.	800, 850, boul. De Maisonneuve Est	Montréal
9103-4983 Québec Inc.	888, boul. De Maisonneuve Est	Montréal
9145-0577 Québec Inc., 9145-0627 Québec Inc., 9145-0692 Québec Inc., 9145-0718 Québec Inc., 9145-0726 Québec Inc., 9145-0742 Québec Inc., 9145-0767 Québec Inc., Kimwood Lac Saint-Jean Holdings ULC	39, Montée Sandy Beach; 555, 655, 705, avenue du Pont Nord; 1221, boul. Marcotte; 1212, boul. Talbot; 3460, boul. Saint-François;	Gaspé, Alma, Roberval, Chicoutimi, Jonquière, Chandler
9145-9701 Québec Inc.	500, 550, rue Daigneault; 1324, boul. Talbot	
9170-4767 Québec Inc.	12655-12695, rue Sherbrooke Est	Montréal
9177-2541 Québec Inc.	380, rue Sherbrooke Ouest	Montréal
9179-8645 Québec Inc.	380, boul. René-Lévesque Ouest	Montréal
	355-359, rue Ste-Catherine Ouest	Montréal

SECTEUR IMMOBILIER
FINANCEMENTS DE 5 M\$ ET PLUS
au 31 décembre 2014

EMPRUNTEURS	ADRESSES	LIEU
9180-6851 Québec Inc.	450, avenue St-Jean Baptiste; 1405-1475, 55e Avenue; 1540, rue Cyrille-Duquet; 1670, rue Sempie; 2100, rue Cyrille-Duquet; 2500, Jean-Perrin (Place Métrobec I); 2600, Jean-Perrin (Place Métrobec II); 2700, Jean-Perrin (Place Métrobec III); 50, route Président Kennedy; 500, avenue Saint-Jean-Baptiste; 9100, rue du Parcours; 955, avenue St-Jean-Baptiste; 4635, 1re Avenue; 1365-1371, chemin Ste-Foy; 1400, avenue Saint-Jean-Baptiste; 1730, 1750, 1790, avenue Newton; 1990, Jean-Talon Nord; 2006-2010, Lavoisier; 201-211, Laurier Est; 2022, Lavoisier; 2200, Cyrille-Duquet; 2385, Watt; 2760-2794, Jacques-Cartier Est; 2800, Joseph-Armand-Bombardier; 2800, avenue Saint-Jean-Baptiste; 2900-2976, Joseph-Armand Bombardier; 3175, chemin Quatre-Bourgeois; 625-673, avenue Godin; 9101-9175, boul. des Sciences	Dorval, Québec, Anjou, Lévis, Sainte-Foy, Montréal, Longueuil, Laval, Charlesbourg, Vanier
9222-1605 Québec Inc.	1187-1199, rue de Bleury	Montréal
9223-8062 Québec Inc.	1307, rue Ste-Catherine Ouest	Montréal
9224-2239 Québec Inc., Investissements Immobiliers CRDIX30 S.E.C., Société en commandite BB, Société en commandite Nouveau DIX30	9090-9200, boul. Leduc (Square Dix30)	Brossard
9227-1758 Québec Inc.	4745-4769, boul. Dagenais Ouest	Laval
9241-1842 Québec Inc.	2045-2053, rue Peel	Montréal
9256-0085 Québec Inc., Complexe L.L. Phase I, SEC	4805, boul. Lapinière	Brossard
926 Capital Corp.	926, 5th Avenue South West	Calgary
9275-2492 Québec Inc.	880, 930, chemin Sainte-Foy	Québec
9277-2052 Québec Inc., 9279-5129 Québec Inc., SEC Griffintown II Ilot 09 (Locatif)	rue Wellington (entre les rues Murray et Young)	Montréal
939 GP Inc.	939, Eglinton Avenue East	Toronto
ADG IMMOBILIER Inc.	1170, boul. Lebourgneuf; 100, 1re rue	Québec, Thetford Mines
Allied Properties Real Estate Investment Trust, CDM de Montréal Inc.	50-80, rue Queen; 700, rue Wellington; 87, rue Prince; 111, rue Duke	Montréal
Aménagement Westcliff Ltée.	40, rue Evangeline	Granby
Amexon Capital Corporation	1177-1183A, Finch Avenue West	Toronto
Amexon Properties Inc.	480, University Ave.	Toronto
Amexon Real Estate Investment Syndicate Inc.	1000, Finch Ave. West	Toronto
Amexon Realty Inc.	701, 703, Evans Avenue	Toronto
Artis Alpordeau Ltd.	833, 4th Avenue South West; 635, 6th Avenue South West; 521, 3rd Avenue South West	Calgary
Artis Four Valley Drive Ltd.	199, Four Valley Drive	Vaughan
Artis Meadowvale Gateway Ltd.	400-450, Matheson Blvd. East; 5100, Timberlea Blvd.; 6616, 6700, 6760, Campobello Road	Mississauga
Artis Quarry Park Ltd.	109, Quarry Park Blvd South East	Calgary
Aspen Landing Shopping Centre L.P.	1450, 85th Street SW	Calgary
Balmain Operators Inc.	26-36, Mercer Street	Toronto
Bankers Hall LP	319, 325, 329, 335, 8th Avenue South West	Calgary
Baxter Lancaster Nominee Inc.	2615, 2620-2650, Lancaster Road; 1050-1051, Baxter Road	Ottawa
Bayshore Shopping Centre Limited, Ivanhoé Cambridge II Inc., KingSett Canadian	100, Bayshore Drive	Ottawa

SECTEUR IMMOBILIER
FINANCEMENTS DE 5 M\$ ET PLUS
au 31 décembre 2014

EMPRUNTEURS	ADRESSES	LIEU
Birkmont Corporation	1240, Place Phillips	Montréal
Brentwood Towncentre Limited Partnership, Shape Properties (Brentwood) Corp.	4545, 4567, Lougheed Highway	Burnaby
Brookfield Office Properties Canada LP	333, Bay Street	Toronto
Burrard International Holdings Inc.	1030, West Georgia Street	Vancouver
Cal-Ed Jasper Holdings Ltd.	10405, Jasper Avenue North West	Edmonton
Cambridge Retirement Residence General Partnership, Cambridge Retirement Group Ltd.	208, Hespeler Road	Cambridge
Cameron Corporation, Canadian Property Holdings (Alberta) Inc.	10141, 13th Avenue North West	Edmonton
Canada-Les Halles Holdings ULC	7500, boul. des Galeries d'Anjou	Anjou
Canadian Property Holding Inc.	1185, West Georgia Street; 6080, Young Street	Vancouver, Halifax
Canadian Property Holdings (Alberta) Inc.	140, 144, 4th Avenue SW; 112, 4th Avenue	Calgary
Canadian Property Holdings (Nova Scotia) Inc., Canada Mortgage and Housing Corporation, Canada Mortgage and Housing Corporation Pension Fund, Canadian Real Estate Investment Trust	95, 99, Wyse Road	Dartmouth
Carrera Management Corporation, Clydco Holdings Ltd., Mews Holdings Ltd., North Bellevue Holdings Ltd.	1503-1507, Bellevue Ave; 1431, 1437, Clyde Ave	Vancouver
Catarauqui Holdings Inc.	945, Gardiners Road	Kingston
CBS Property Holdings Inc., Gestion Plaza Z-Corp. Ltée., Les Développements Plaza DM (2006) Inc., Sydney River Investments Ltd., TC Land Holdings Corp.	641, King Street East; 250, Airport Blvd; 1170, Kings Rd.; 2500, boul. des Promenades; 5490-5580, boul. Jean XXIII	Gananoque, Gander, Sydney River, Deux-Montagnes, Trois-Rivières
CDM Properties Ltd.	242, Powder Drive	Fort McMurray
Centre Commercial Cavendish Cie Ltée.	5800, boul. Cavendish	Côte-Saint-Luc
Centre Commercial Plaza LPC (2002) Inc.	100, rue du Terminus	Rouyn-Noranda
Charter Acquisition Corp.	2360, Parkedale Avenue; 75, 45th Street South; 24614, Adelaide Road	Brockville, Wasaga Beach, Strathroy
Cobourg Retirement Group Ltd.	255, Densmore Road	Cobourg
Cominar NB Real Estate Holdings Inc., Cominar NS Real Estate Holdings Inc.	65, Regent Street; 590, Queen Street; 699, Champlain Street; 520, Edinburgh Drive; 50-70, MacNaughton; 612, Windmill Rd; 1199, St-George Blvd; 1149, Smythe Rd; 115, 125, Whiting Road; 120-140, Commerce Street; 229-231, JD Gauthier Blvd; 420, 440, 749, Wilsey Road; 330-350 Elmwood Drive	Fredericton, Moncton, Dieppe, Dartmouth, Shippagan
Cominar ON Real Estate Holdings Inc., Cominar Real Estate Investment Trust	95, Moatfield Drive; 225, Duncan Road; 5500, North Service Road	Toronto, Burlington
Commercial Properties Ltd.	633, Main Street	Moncton
Complexe Jules Dallaire Inc., Société en commandite CJD	2820-2828, boul. Laurier	Québec
Complexe Pointe-Claire GM S.E.C.	5000, Autoroute Transcanadienne	Pointe-Claire
Concert Real Estate Corporation	7167, Progress Way	Delta
ConRes Property Income Fund III Managing GP Inc., Conundrum Residential Property Income Fund III	35, Tobermory Drive	Toronto
Conundrum Residential Property Income Fund III	2450-2460, Weston Road	Toronto
CR3 1500 Don Mills Inc.	1500, Don Mills Road	Toronto
Crombie Limited Partnership	1508, Upper James Street; 1894, 1990, 2000, Barrington Street; 2021, Brunswick Street; 5201, 5202, 5251, Duke Street	Hamilton, Halifax

SECTEUR IMMOBILIER
FINANCEMENTS DE 5 M\$ ET PLUS
au 31 décembre 2014

EMPRUNTEURS	ADRESSES	LIEU
Crombie Property Holdings II Ltd.	215, Park Avenue West	Chatham
Crombie Property Holdings Ltd.	124, Saskatchewan Avenue East; 400, Lansdowne Street East; 1100, 1110, 1120, 1140, 1150, 1160, Carp Road; 19, Riedel Street	Portage La Prairie, Peterborough, Stittsville (Ottawa), Fort McMurray
CSH-HCN (Avondale) Inc.	1238, Queen Street East	Toronto
DDP 320-326-330 Avenue Ltd., DDP 340-342 Avenue Ltd.	320, 326, 330, 340, 342, Avenue Road	Toronto
Développement Métro-Montréal Corporation	6348-6420, rue Sherbrooke Est	Montréal
Développement Trans-Edmond Inc.	16 750, route Transcanadienne	Kirkland
Développements Immobiliers Commerces Séville Inc., Société en commandite Les Commerces Le Séville	2153, 2163, 2173, 2183, rue Ste-Catherine	Montréal
Dream Office (GP)	2200, 2204, Walkley Road	Ottawa
Drewlo Holdings Inc.	635, Canterbury Street	Woodstock
Dundeal Canada West (GP) Inc., Dundeal Canada (West) Limited Partnership	5102, 5201, 50th Avenue; 4920, 52nd Street	Yellowknife
Dundee 2340 St-Laurent Inc., Dream Industrial LP	2340, boul. St-Laurent	Ottawa
Édifice 500 René-Lévesque Ouest Inc.	500, boul. René-Lévesque Ouest	Montréal
Édifice Les Façades Inc.	400, boul. Jean-Lesage	Québec
Édifice Sandvar Ltée.	502-510, rue Ste-Catherine Est	Montréal
Elements at McConachie II GP Inc.	260, 270, McConachie Blvd	Edmonton
Entreprise Promor Inc.	630, rue Sherbrooke Ouest	Montréal
Fiducie Immeubles Centre Lachenaie, Immeubles Centre Lachenaie Inc.	1115-1181, Montée des Pionniers	Terrebonne
Fiducie Résiduelle Stern, Olymbec Development Inc. à titre de prête-nom pour le compte de Olymbec Group Limited Partnership lequel agissant par son commandité Olymbec GP Inc.	6400, chemin Côte-de-Liesse; 131-141, Avenue Labrosse; 210-222, boulevard Brunswick; 230, rue King West; 3140-3260, Chanoine-Chamberland; 35, rue Robineault; 6300, Transcanada Highway; 7175, rue Marion	Saint-Laurent, Pointe-Claire, Sherbrooke, Trois-Rivières, Salaberry-de-Valleyfield
First Capital ProMed (Meadowlark) Inc.	8713, 156th Street North West	Edmonton
First Gulf King Street Inc., Sun Life Assurance Company of Canada (Toronto)	333, King Street East	Toronto
Fonds de placement immobilier Cominar	2000, rue Halpern; 5100, rue Sherbrooke Est; 4225, boul. des Forges	Montréal, Trois-Rivières
Fonds de placement immobilier Cominar, Homburg Trust (189)	3400, 3500, 4000, boul. de Maisonneuve Ouest; 1500, avenue Atwater; 4045-4049, rue Sainte-Catherine Ouest	Westmount
Fonds de placement immobilier Cominar, Ivanhoé Rive-Nord Inc.	100, boul. Brien	Repentigny
Front Street Equities Ltd.	87, Front Street; 8, 10-12, Market Street; 118, The Esplanade	Toronto
Gateway Commercial Limited Partnership, PCI Gateway Residential Limited Partnership	8440, Cambie Street	Vancouver
Germain Residences Ltd., Grenville-Germain Calgary Limited Partnership	899, Centre Street South West et 112, 9th ave South West	Calgary
Gestion 500 Place d'Armes Inc.	500, Place d'Armes	Montréal
Gestion Golden Square Mile Inc., Golden Trust, R.C.M. Hôtel Inc., Sherbrooke Canada Trust, The HIG Settlement, Torriani Property Trust	1228, 1279, 1290, rue Sherbrooke Ouest	Montréal
Gillin Engineering and Construction Ltd.	141, Laurier Avenue West	Ottawa
Glenwood Brant Holdings Inc.	1220, 1250, Brant Street	Burlington
GM Développement Inc., Le Hub Techno-culture Inc.	510-560, boul. Charest Est	Québec
Golden Gate Dixie Plaza Ltd.	14, Lisa Street	Brampton
Grace Management Inc.	55, Isabella Street	Toronto

SECTEUR IMMOBILIER
FINANCEMENTS DE 5 M\$ ET PLUS

au 31 décembre 2014

EMPRUNTEURS	ADRESSES	LIEU
Great-West Life Assurances Company, London Life Insurance Company	530, 8th Avenue South West	Calgary
Groupe Mercille Inc., François Mercille, Hélène Mercille, Louise Mercille	1111, rue St-Charles Ouest	Longueuil
Heritage York Holdings Inc.	1210-1220, Sheppard Avenue East	Toronto
Hillcrest Holdings Inc., Montez Hillcrest Inc.	9350, Yonge Street	Richmond Hill
Hon Towers Ltd.	411, 11th Avenue South East	Calgary
Hoopp Realty Inc.	3636, Research Road North West	Calgary
Hopewell (HDPH) Developments Inc.	6825, 68th Street South East	Calgary
Hopewell (Whitemud) Developments Inc.	34th Street and Whitemud	Edmonton
Hopewell Airport Road GP Corp., Hopewell Airport Road LP	12333, 12347, Airport Road	Caledon
Hopewell Development (Mahogany) Inc.	52nd Street South East	Calgary
HSBCB (BOPC) Inc., HSBCB Leasehold (BOPC) Inc.	70, York Street	Toronto
Immeubles Marché St-Joseph-du-Lac Inc.	3741-3773, ch. d'Oka	Saint-Joseph-du-Lac
Immeubles Marché St-Léonard Inc.	5915-5993, rue Bélanger	Saint-Léonard
Immo Côte-Vertu I Ltd.	395, 415, boul. Côte-Vertu; 1105, boul. Jules-Poitras; 370, boul. Thompson	Montréal
Immo Côte-Vertu II Ltd.	320, 325, 360, 365, boul. Côte-Vertu	Montréal
Ivanhoé Cambridge Inc., Ivanhoé Ste-Foy Inc.	2450-2490, 2580, boul. Laurier	Sainte-Foy
John Bernardi - Linmar	705, Kingston Road	Pickering
Kanco Mayfair Manor Ltd.	407, 5th Avenue South East	Medicine Hat
W9/PBI Realty Company, West/PBI Inc., Bonaventure Limited Partnership, 3102445 Nova Scotia Ltd.	800, de la Gauchetière Ouest	Montréal
Killam KFH (1355 Silver Spear Road) Inc.	1355, Silver Spear Road	Mississauga
Killam KFH (Kanata Lakes) Inc.	1175, Maritime Way	Kanata
KingSett Canadian Real Estate Income Fund LP	201, 1st Avenue South	Saskatoon
Lansdowne Mall Inc.	645, Lansdowne Street West	Peterborough
Larco Investments Ltd.	4295, Blackcomb Way	Whistler
Les Associés 630 René-Lévesque S.E.C., 630 René-Lévesque West Property Co., 630 René-Lévesque W. Real Estate Investment Trust, The Montreal Blue Trust	630, boul. René-Lévesque Ouest	Montréal
Les Galeries Montmagny (1988) Inc.	81-91, 101, boul. Tache Ouest	Montmagny
Les Immeubles BPK Lévis Inc.	63-65, rue Président-Kennedy	Lévis
London City Centre London Inc.	380, Wellington; 275, Dundas Street	London
Metrus Properties II Inc., Metrus (Terra) Properties Inc.	131, Caldari Road	Vaughan
Midnapore Property Investments Inc.	10404, Jasper Avenue North West	Edmonton
ML Matheson Realty Investments Inc.	115-135, Matheson Blvd. West	Mississauga
Montez Core Income Fund Limited Partnership, Place d'Orleans Holdings Inc., PRR Trust	110, Place d'Orleans; 3013, 3025, St-Joseph Blvd	Ottawa
Montez Retail Fund Inc., Montez Victoriaville Inc., Société Immobilière SYM Inc.	1071-1121, boul. Jutras Est	Victoriaville
Northern Property Limited Partnership	4810, 4905, 4915, 48th Street; 4901, 4911, 4921, 49th Street	Yellowknife
Northland Properties Corporation	1755, West Broadway	Vancouver
Old Oak Downtown Inc.	150, Dufferin Avenue	London
Old Oak Downtown Inc., Old Oak Properties Inc., Summit Properties Inc.	465, Richmond St; 140, 142, 148, Fullarton St	London

SECTEUR IMMOBILIER
FINANCEMENTS DE 5 M\$ ET PLUS
au 31 décembre 2014

EMPRUNTEURS	ADRESSES	LIEU
Old Oak Properties Inc.	885, Southdale Road West	London
Olymbec Development Inc.	15-135, 155-255, rue Montpellier; 2905-2925, chemin Côte-de-Liesse; 650, rue Hodge; 700, boul. Lebeau; 690-730, rue Deslauriers; 6767, boul. Léger; 3000, rue Cartier; 1955, chemin Côte-de-Liesse; 200, rue Stinson; 2700, rue Alphonse-Gariépy; 8505, 8515, chemin Devonshire; 1450-1470, boul. de Louvain Ouest; 1505-1525, rue Mazurette; 9445-9465, rue Charles-de-la-Tour; 4580, 4590, 4600, 4610, rue Hickmore; 5600-5620 rue Notre-Dame; 330, rue Dickson; 5623-5651, rue Ferrier; 8010-8050, rue Devonshire; 6355-6395, rue Sherbrooke Est; 6635-6667, chemin Côte-de-Liesse; 9450-9490, boul. de l'Acadie ; 1150-1180, rue Louvain Ouest; 10500, Colbert; 1900-1910, Norman; 1406-1410, rue St-Amour; 2225, 2231, boul. Hymus; 5700, rue Pare; 6749-6789, Place Pascal Gagnon; 8148-8190, chemin Devonshire; 8489-8491, Ernest Cornier; 100-190, 200-290, rue Voyageur; 2315, rue de la Province; 2365-2385, chemin Saint-Francois; 3540-3600, rue Griffith; 5580-5584, chemin Côte-de-Liesse; 585-599, rue Iberville; 889, Montée-de-Liesse	Saint-Laurent, Montréal-Nord, Saint-Hyacinthe, Lachine, Mont-Royal, Montréal, Dorval, Pointe-Claire, Longueuil, Repentigny
Olymbec Development Inc., Olymbec Group Limited Partnership	1616, Autoroute 440 Ouest; 555, boul. Ste-Adèle	Laval, Sainte-Adèle
Omers Realty Corporation	109 Street & Kingsway Avenue	Edmonton
Onni Development (Main Street) Corp., RPMG Holdings Ltd.	1618, Quebec Street; 1611, Main Street	Vancouver
Palicor Inc.	11025-11075, boul. L.H. Lafontaine; 7655-7675, rue Larrey	Anjou
Parallel Centre Ltd.	1040, 7th Avenue South West	Calgary
Park Avenue Furniture Corporation	5811, 46th Street South East	Calgary
Pensionfund Realty Ltd.	2929, Barnet Highway	Coquitlam
PIRET (Burlington) Holdings Inc., PIRET (Mississauga) Holdings Inc.	1020, Lorimar Drive; 1070, 1100, Midway Boulevard; 1219, Corporate Drive; 199, Traders Boulevard East; 3450, Harvester Road; 375-425, Britannia Road East; 7115, Tomken Road; 7600, Danbro Crescent	Mississauga, Burlington
PIRET (GTA North) Holdings Inc.	215, 231, 525, 625, 701, 750-770, 891, 911, 951, Rowntree Dairy Road; 20, 21, 33, Alex Avenue; 83, Strada Drive; 39, 75, 135, Haist Avenue	Vaughan
Place du Royaume Inc.	1401, boul. Talbot	Saguenay
Plains West Limited Partnership	Southwest corner of 101th Street and 31th Avenue South West	Leduc County, Edmonton
Plaza 1000 Ltd.	1000, 7th Avenue South West	Calgary
Propriétés Tzanet Odyssey Inc.	1110-1146, boul. Marcel-Laurin	Saint-Laurent
Queen's Quay (BOPC) Inc.	207, Queens Quay West	Toronto
Redbourne Erindale Properties III Limited Partnership, Redbourne Erindale Properties II Inc., Redbourne Erindale Properties II Limited Partnership, Redbourne Erindale Properties III Inc.	1270, 1290, 1300, Central Parkway West	Mississauga

SECTEUR IMMOBILIER
FINANCEMENTS DE 5 M\$ ET PLUS
au 31 décembre 2014

EMPRUNTEURS	ADRESSES	LIEU
Redbourne Redvest Inc., Redbourne Redvest S.E.C./LP	205, avenue Viger Ouest; 200-210, boul. Crémazie Ouest; 3500, 3510, boul. Saint-Laurent; 480, boul. Saint-Laurent; 740, rue Saint-Maurice; 8, Place du Commerce	Montréal, Verdun
Regina Assisted Group Ltd., Regina Assisted Living Limited Partnership	2400, Arens Road	Regina
Remington Development Corporation	101, Quarry Green South East	Calgary
Rescore Equities Inc., Timbercreek Canadian Direct LP #2	2387, Yonge Street	Toronto
Restier Limited Partnership	66, 80, Mooregate Crescent	Kitchener
Richcraft Bexley Ltd., Richcraft Gladwin Ltd., Richcraft Lancaster Ltd., Richcraft Leeds Ltd., Richcraft Matthews Ltd, Richcraft Michael Ltd.	1350-1372, Leeds Avenue; 1480, Michael Street; 200, Terence Matthews Crescent; 2239-2261, 2265-2287, Gladwin Crescent; 2495, Lancaster Road; 30, Stafford Road; 6, 14, 20, Bexley Place	Ottawa
RioKim Holdings (Ontario) Inc.	815-845, Eglinton Avenue East	Toronto
RioKim Holdings (PEI) Inc.	670, University Avenue	Charlottetown
RioKim Holdings (Quebec) Inc.	200, boul. d'Anjou	Châteauguay
RioTrin Properties (Vaughan 3) Inc.	7621, Weston Road	Vaughan
Rosbrand Investments Inc.	4405, boul. Métropolitain Est	Montréal
Royop (Southlands) Development Ltd.	1941, 1991, Strachan Road South East	Medicine Hat
Sifton Properties Ltd.	241, 255, Queens Avenue	London
Simcoe Wellington Residences Inc.	181, Wellington Street West	Toronto
Société en commandite Lombard	909-915, boul. Pierre-Bertrand	Québec
Société en commandite Kau et Associés	7979, Weston Road; 1501-1657, boul. Des Promenades	Vaughan, Saint-Hubert
Société en commandite Locoshop Angus	2600, rue William-Tremblay; 4101, rue Molson	Montréal
Société Immobilière Cagim SEC	6700, boul. Pierre-Bertrand	Québec
Société Immobilière GP Inc.	750, aenue. du Phare Ouest	Matane
Station Lands Ltd.	10423, 101st Street North West	Edmonton
Summit Holdings (2580 Dollard Avenue) Ltd., Summit Holdings (2695 Dollard Avenue) Ltd., Summit Holdings (300 Labrosse Avenue) Ltd., Summit Holdings (7290 Frederick-Banting) Ltd., Summit Industrial Income Operating Limited Partnership	2580, 2695, avenue Dollard; 300, avenue Labrosse; 7290, Frederick-Banting	Lasalle, Pointe-Claire, Montréal
T.H.M. Immobilier Inc.	700, 710, Place d'Youville	Québec
TC Core LP, TCR 2008 Equities Inc.	600, Kingston Road	Toronto
TCR 2008 Equities Inc., Timbercreek Opportunity Fund LP #2	25, Rambler Drive; 1867, Bloor Street	Brampton, Mississauga
TG 378 Gauvin Ltd.	378, 380, Gauvin Road	Dieppe
The Renaissance Resort Retirement Living Inc.	6676, 203rd Street	Langley
The Standard Life Assurance Company of Canada	903, 8th Avenue South West	Calgary
Tim Morton	1215-1255, McCowan Road	Toronto
TN Trossacks Ltd.	1549, 1550, 1554, 1558, 1562, 1566, Trossacks	London
Tour de la Bourse SPE Inc.	800, Place Victoria	Montréal
Tribal One Limited Partnership	283009, Logistics Parkway	Rocky View County
Vaughan West II Ltd.	500, Zenway Boulevard	Vaughan
Walton Duggan Ranch Development Corporation	Horse Hill (south of 195th Avenue North East, west of North Saskatchewan River, east of Fort Road and north of Horsehills Creek)	Edmonton

SECTEUR IMMOBILIER
FINANCEMENTS DE 5 M\$ ET PLUS
au 31 décembre 2014

EMPRUNTEURS	ADRESSES	LIEU
Walton Northpoint East Development Corporation	Cornerstone (south of Stoney Trail North East and east of Metis Trail North East)	Calgary
West Edmonton Mall Property Inc.	8882, 170 Street North West	Edmonton
Whiterock 1125 50th Avenue Montreal Inc., Whiterock 1125 50th Avenue LP	1125, 50th Avenue	Lachine
Whiterock 200 Ste-Foy Inc.	200, chemin Sainte-Foy	Québec
Whiterock Sussex Centre Mississauga Inc.	50, 90, Burnhamthorpe Road West	Mississauga
Windermere Commercial Lands Ltd.	5110, Windermere Boulevard North West	Edmonton
Woodbridge Sunnyside LP	15755, 28th Avenue North Grandview Heights	Surrey
Woodstock Retirement Group Ltd.	511, Finkle Street	Woodstock
York Bremner Developments Ltd.	75, Bremner Boulevard; 15, York Street	Toronto
IVANHOÉ CAMBRIDGE		
Oxford Properties Residential LP	200, Bay Street, Suite 900	Toronto
SEC 901 Square-Victoria	901, Square Victoria	Montréal
Placements à l'étranger - États-Unis		
Stonehenge Partners LLC	888, Seventh Avenue, 3rd floor	New York
GSG Residential Portfolio LP	1209, Orange Street	Wilmington
Placements à l'étranger - Autres		
Carvalho Holdings S.A.	Avenida das Americas, 7777	Rio de Janeiro, Brésil

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES
au 31 décembre 2014
(juste valeur - en millions de dollars)

Notes importantes pour la compréhension du tableau :

Ce tableau comprend les principaux investissements en actions et en obligations de sociétés cotées de la Caisse ainsi que ceux des investissements sous-jacents de ses filiales non-consolidées. Le contenu de ce tableau est assujéti aux normes de déclaration applicables à la liste annuelle de tels investissements. En plus de ces placements et selon les politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés, les gestionnaires ont recours à des instruments financiers dérivés qui procurent à la Caisse un rendement économique sur des titres d'actions, sans pour autant que ces titres soient la propriété de la Caisse.

La liste annuelle ne doit comporter aucune information susceptible de nuire aux opérations de la Caisse, à ses intérêts économiques ou à sa compétitivité, de révéler un projet de transaction, une transaction ou une série de transactions en cours, ou de causer un préjudice à une entreprise. En conséquence, il peut occasionnellement exister des variations entre les investissements présentés dans la liste annuelle et ceux qui sont inscrits aux registres de la Caisse au 31 décembre.

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
3i Group PLC		640 883	5,2				5,2
3M Co		2 188 072	416,4				416,4
407 International Inc					101,1		101,1
5N Plus Inc		5 419 300	13,4				13,4
A10 Networks Inc		775 000	3,9				3,9
AAC Technologies Holdings Inc		1 172 550	7,3				7,3
ABB Ltd		1 495 639	36,9				36,9
Abbott Laboratories		834 800	43,5				43,5
AbbVie Inc		976 080	74,0				74,0
ABC-Mart Inc		17 400	1,0				1,0
Abengoa Yield plc		150 000	4,7				4,7
Aberdeen Asset Management PLC		655 370	5,1				5,1
Abertis Infraestructuras SA		3 024 492	69,6				69,6
Aboitiz Equity Ventures Inc		4 982 512	6,8				6,8
Aboitiz Power Corp		3 794 120	4,2				4,2
Abril Educacao SA		3 107 200	15,4				15,4
Abu Dhabi Commercial Bank PJSC		2 927 943	6,5				6,5
ACC Ltd		285 176	7,3				7,3
Accenture PLC		372 100	38,5				38,5
Accor SA		113 796	6,0				6,0
Accuride Corp		263 959	1,3				1,3
Ace Hardware Indonesia Tbk PT		13 631 100	1,0				1,0
ACE Ltd		204 500	27,2				27,2
Acer Inc		758 785	0,6				0,6
Acom Co Ltd		263 100	0,9				0,9
ACS Actividades de Construccion y Servicios SA		148 635	6,0				6,0
Actavis plc		128 580	38,3				38,3
Actelion Ltd		67 713	9,1				9,1
Activision Blizzard Inc		265 000	6,2				6,2

Adani Enterprises Ltd		184 330	1,6		1,6
Adani Ports & Special Economic Zone Ltd		693 890	4,1		4,1
Adaro Energy Tbk PT		1 764 900	0,2		0,2
Adecco SA		112 153	9,0		9,0
Adidas AG		137 921	11,1		11,1
Aditya Birla Nuvo Ltd		114 702	3,6		3,6
ADM Galleus Fund		80 465	4,7		4,7
ADM Galleus Fund II		146 275	10,8		10,8
Admiral Group PLC		3 830 882	91,5		91,5
Adobe Systems Inc		229 900	19,4		19,4
ADT Corp, The		84 650	3,6		3,6
ADTRAN Inc		362 179	9,1		9,1
Advanced Info Service PCL		2 666 777	23,6		23,6
Advanced Micro Devices Inc		2 402 000	7,4		7,4
Advanced Semiconductor Engineering Inc		13 137 504	18,3		18,3
Advanced Technology & Materials Co Ltd		25 000	-		-
Advantech Co Ltd		809 269	7,0		7,0
Advantest Corp		105 276	1,5		1,5
Adventure Gold Inc		5 218 737	0,7		0,7
Aegon NV		1 202 470	10,5		10,5
Aeon Co Ltd		431 107	5,1		5,1
AEON Financial Service Co Ltd		75 377	1,7		1,7
Aeon Mall Co Ltd		75 110	1,6		1,6
Aerohive Networks Inc		800 000	4,4		4,4
Aéroports de Montréal				99,7	99,7
Aéroports de Paris		92 852	13,0		13,0
AES Corporation		358 603	5,7		5,7
AES Gener SA		6 593 306	4,1		4,1
AES Tiete SA		3 570	-		-
Aetna Inc		170 627	17,6		17,6
Affiliated Managers Group Inc		27 000	6,6		6,6
Aflac Inc		218 700	15,5		15,5
African Bank Investments Ltd		3 683 110	-		-
African Rainbow Minerals Ltd		283 538	3,4		3,4
Ageas		144 665	6,0		6,0
Aggreko PLC		190 436	5,2		5,2
Agilent Technologies Inc		336 800	16,0		16,0
AGL Energy Ltd		442 718	5,6		5,6
AGL Resources Inc		58 054	3,7		3,7
Agricultural Bank of China Ltd	classe A	1 229 585	0,9	0,9	
	classe H	34 242 300	20,0	20,0	20,9
Agrium Inc		3 837 338	422,1		422,1
Aguas Andinas SA		6 841 686	4,6		4,6
AIA Engineering Ltd		51 000	1,0		1,0

au 31 décembre 2014

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
AIA Group Ltd		7 940 399	51,2				51,2
AIM Quantitative Global SF II Ltd		50 000	60,2				60,2
Aimia Inc						34,4	34,4
Air China Ltd		2 986 139	2,8				2,8
Air Lease Corp		100 000	4,0				4,0
Air Liquide SA		233 668	33,7				33,7
Air Methods Corp		159 725	8,1				8,1
Air Products & Chemicals Inc		8 300	1,4				1,4
Air Water Inc		169 728	3,1				3,1
AirAsia BHD		3 228 581	2,9				2,9
Airbus Group NV		387 707	22,5				22,5
Airgas Inc		32 600	4,3				4,3
Airports of Thailand PCL		1 105 000	11,0				11,0
Aisin Seiki Co Ltd		126 241	5,3				5,3
Aisino Co Ltd		26 700	0,2				0,2
Ajinomoto Co Inc		372 756	8,1				8,1
Ajisen China Holdings Ltd		3 001 000	2,6				2,6
AK Transneft OAO		4 068	9,8				9,8
Akamai Technologies Inc		86 400	6,3				6,3
Akbank TAS		4 709 325	20,2				20,2
Akzo Nobel NV		159 946	12,9				12,9
Alcatel-Lucent		1 855 147	7,7				7,7
Alcoa Inc		572 000	10,5				10,5
Aldar Properties PJSC		8 228 373	6,9				6,9
Aleutian Fund Ltd		180 000	217,0				217,0
Alexandria Minerals Corporation		1 316 000	-				-
Alexion Pharmaceuticals Inc		96 200	20,6				20,6
Alfa Laval AB		207 388	4,6				4,6
Alfa SAB de CV		7 388 350	19,1				19,1
Alfresa Holdings Corp		116 220	1,6				1,6
Algonquin Power Co						4,2	4,2
Alionsce Shopping Centers SA		1 412 700	10,1				10,1
Alibaba Group Holding Ltd		4 100	0,5				0,5
Alibaba Health Information Technology Ltd		3 900 405	3,0				3,0
Alibaba Pictures Group Ltd		8 290 000	1,7				1,7
Alimentation Couche-Tard Inc		26 927 300	1 311,1			131,0	1 442,1
Alior Bank SA		118 941	3,0				3,0
ALL - America Latina Logistica SA		624 400	1,4				1,4

Allegheny Technologies Inc	52 500	2,1		2,1
Allergion PLC	46 400	3,0		3,0
Allergan Inc	493 400	121,5		121,5
ALLETE Inc	140 000	8,9		8,9
Alliance Boots Holdings Ltd			108,3	108,3
Alliance Data Systems Corp	407 900	135,1		135,1
Alliance Financial Group Bhd	2 793 839	4,3		4,3
Alliance Global Group Inc	6 496 927	3,8		3,8
Allianz SE	306 958	59,1		59,1
Allied Properties Real Estate Investment Trust	145 700	5,5		5,5
Allison Transmission Holdings Inc	225 000	8,8		8,8
Allstate Corp, The	246 500	20,1		20,1
Ally Financial Inc	213 324	5,8	45,7	51,5
Almacenes Exito SA	526 979	7,5		7,5
Alpha Bank AE	10 022 276	6,6		6,6
Alosa AO	4 817 200	6,0		6,0
ALS Ltd	262 239	1,3		1,3
Alstom SA	142 659	5,4		5,4
AltaGas Ltd	589 115	25,5	103,5	129,0
AltaLink LP			158,3	158,3
Altera Corp	147 900	6,3		6,3
Altice SA	57 157	5,2		5,2
Altria Group Inc	722 480	41,2		41,2
Alumina Ltd	1 664 951	2,8		2,8
Aluminum Corp of China Ltd	6 390 770	3,5		3,5
Amada Co Ltd	229 298	2,3		2,3
Amadeus IT Holding SA	280 306	13,0		13,0
Amara Raja Batteries Ltd	158 750	2,4		2,4
Amazon.com Inc	184 200	66,2		66,2
AMBEV SA	10 484 548	74,7	74,7	
	privilégiées	67 500	0,5	75,2
Ambrilia Biopharma Inc	1 232 719	-		-
Ambuja Cements Ltd	951 487	4,0		4,0
Amcor Ltd	795 482	10,2		10,2
Amec Foster Wheeler PLC	255 496	3,9		3,9
Ameren Corp	261 340	14,0		14,0
America Movil SAB de CV	89 246 376	119,9		119,9
American Axle & Manufacturing Holdings Inc	285 000	7,5		7,5
American Electric Power Co Inc	237 400	16,7		16,7
American Express Co	2 467 000	265,9		265,9
American Financial Group Inc	142 824	10,0		10,0
American International Group Inc	769 313	49,9		49,9
American Public Education Inc	73 815	3,2		3,2
American Tower Corp	192 400	22,0		22,0

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES (suite)
 au 31 décembre 2014
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
American Water Works Co Inc		579 528	35,8				35,8
Ameriprise Financial Inc		89 500	13,7				13,7
AmerisourceBergen Corp		100 800	10,5				10,5
AMETEK Inc		119 300	7,3				7,3
Amex Exploration Inc		4 086 000	0,3				0,3
Amgen Inc		381 013	70,3				70,3
AMMB Holdings Bhd		4 767 593	10,4				10,4
Amorepacific Corp		8 289	19,4				19,4
Amorepacific Group		7 199	7,6				7,6
AMP Ltd		1 949 827	10,2				10,2
Amphenol Corp		170 200	10,6				10,6
ANA Holdings Inc		765 399	2,2				2,2
Anadarko Petroleum Corp		945 700	90,4				90,4
Anadolu Efes Biracilik Ve Malt Sanayii AS		542 192	6,1				6,1
Analog Devices Inc		181 078	11,6				11,6
Andon Health Co Ltd		7 100	-				-
Andritz AG		47 992	3,1				3,1
Angang Steel Co Ltd		74 300	0,1				0,1
Angel Yeast Co Ltd		499 972	1,7				1,7
Anglo American Platinum Ltd		141 113	4,8				4,8
Anglo American PLC		920 690	20,0				20,0
AngloGold Ashanti Ltd		1 055 649	10,7				10,7
Anheuser-Busch InBev NV		675 500	88,6				88,6
Anhui Conch Cement Co Ltd		3 389 277	14,4				14,4
Anhui HeLi Co Ltd		5 212 139	15,2				15,2
Anhui Jianghuai Automobile Co Ltd		40 400	0,1				0,1
Anhui Zhongding Sealing Parts Co Ltd		24 300	0,1				0,1
ANTA Sports Products Ltd		1 589 121	3,3				3,3
Anthem Inc		130 982	19,1				19,1
Antofagasta PLC		259 962	3,5				3,5
Anxin Trust Co Ltd		14 200	0,1				0,1
Aon PLC		138 400	15,2				15,2
Aozora Bank Ltd		761 276	2,8				2,8
AP Moeller - Maersk AS	classe A	2 535	5,7			5,7	
	classe B	4 709	11,0			11,0	16,7
APA Group		4 048 985	28,6				28,6
Apache Corp		182 700	13,3				13,3
Apartment Investment & Management Co		70 900	3,1				3,1

Apeloa Pharmaceutical Co Ltd	30 400	-	-
Apollo Hospitals Enterprise Ltd	106 873	2,2	2,2
Apple Inc	3 127 045	399,8	399,8
Applied Materials Inc	121 200	3,5	3,5
Aptargroup Inc	2 670 500	206,7	206,7
Aqua America Inc	1 001 746	31,0	31,0
ARA Asset Management Ltd	2 190 000	3,3	3,3
Arabtec Holding PJSC	2 874 847	2,7	2,7
ARC Resources Ltd	8 946 064	225,1	225,1
Arca Continental SAB de CV	1 053 848	7,7	7,7
Arcelik AS	618 766	4,6	4,6
ArcelorMittal	658 725	8,4	8,4
Arch Capital Group Ltd	90 000	6,2	6,2
Archer Daniels Midland Company	312 400	18,8	18,8
ARES CLO Ltd			117,8
Argos Therapeutics Inc	388 395	4,5	4,5
Arkema SA	43 070	3,3	3,3
ARM Holdings PLC	1 153 338	20,7	20,7
Arrow Lakes Power			21,3
Arthur J Gallagher & Co	44 650	2,4	2,4
Aryzta AG	76 348	6,8	6,8
Asahi Glass Co Ltd	665 207	3,8	3,8
Asahi Group Holdings Ltd	254 986	9,2	9,2
Asahi Kasei Corp	832 547	8,9	8,9
Ascendas Real Estate Investment Trust	1 347 210	2,8	2,8
Asciano Ltd	643 003	3,7	3,7
Ashtead Group PLC	331 819	6,9	6,9
Asia Cement Corp	4 249 848	6,1	6,1
Asia Pacific Telecom Co Ltd	4 912 191	3,1	3,1
Asian Development Bank			8,3
Asian Paints Ltd	673 909	9,3	9,3
Asics Corp	105 447	2,9	2,9
ASM Pacific Technology Ltd	158 441	1,8	1,8
ASML Holding NV	281 352	35,3	35,3
Aspect Diversified Fund	1 234 676	171,2	171,2
Aspen Pharmacare Holdings Ltd	835 745	34,0	34,0
Assa Abloy AB	220 248	13,5	13,5
Assicurazioni Generali SpA	769 752	18,3	18,3
Associated British Foods PLC	234 853	13,4	13,4
Assore Ltd	91 313	1,4	1,4
Assurant Inc	34 100	2,7	2,7
Assured Guaranty Ltd	90 000	2,7	2,7
Astellas Pharma Inc	1 415 250	23,1	23,1
Astra Agro Lestari Tbk PT	594 989	1,3	1,3

au 31 décembre 2014

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Astra International Tbk PT		4 498 948	3,1				3,1
AstraZeneca PLC		1 008 958	83,0				83,0
Astro Malaysia Holdings Bhd		4 020 500	4,0				4,0
Asustek Computer Inc		584 612	7,4				7,4
ASX Ltd		127 624	4,4				4,4
AT&T Inc		2 700 960	105,1		104,7		209,8
Atlantia SpA		2 608 710	70,7				70,7
Atlas Copco AB	classe A	4 116 382	133,0			133,0	
	classe B	257 244	7,6			7,6	140,6
AtoS		53 245	4,9				4,9
AU Optronics Corp		13 830 293	8,2				8,2
Auckland International Airport Ltd		2 375 770	9,1				9,1
Aurizon Holdings Ltd		1 464 531	6,4				6,4
Aurobindo Pharma Ltd		183 183	3,8				3,8
AusNet Services		1 129 010	1,4				1,4
Australia & New Zealand Banking Group Ltd		1 817 235	55,3				55,3
Autodesk Inc		110 400	7,7				7,7
Automatic Data Processing Inc		261 950	25,3				25,3
AutoNation Inc		36 200	2,5				2,5
Autonomy Global Macro Fund		945 714	188,8				188,8
Autorité aéroportuaire du Grand Toronto					208,3		208,3
AutoZone Inc		681 200	488,5				488,5
Avago Technologies Ltd		122 700	14,3				14,3
AvalonBay Communities Inc		64 060	12,1				12,1
Avery Dennison Corp		44 200	2,7				2,7
AVIC Aero-Engine Controls Co Ltd		19 300	0,1				0,1
AVIC Aircraft Co Ltd		62 454	0,2				0,2
AVIC Aviation Engine Corp PLC		25 546	0,1				0,1
Avic Capital Co Ltd		315 040	1,1				1,1
Avic Heavy Machinery Co Ltd		23 300	0,1				0,1
AVIC Helicopter Co Ltd		7 100	-				-
AviChina Industry & Technology Co Ltd		3 371 380	2,4				2,4
Avigilon Corp		1 049 600	20,1				20,1
Aviva PLC		1 943 145	17,0				17,0
Avon Products Inc		210 900	2,3				2,3
AXA SA		1 197 351	32,2				32,2
Axel Springer SE		26 090	1,8				1,8
Axiata Group Bhd		5 324 486	12,4				12,4

Axis Bank Ltd		438 000	4,0		4,0
Ayala Corp		431 846	7,8		7,8
Ayala Land Inc		18 290 951	16,0		16,0
Azure Dynamics Corp		749 737	-		-
AZZ Inc		159 647	8,7		8,7
B2Gold Corp		207 059	0,4		0,4
B2W Cia Digital		173 778	1,7		1,7
Babcock International Group PLC		165 531	3,2		3,2
Badger Daylighting Ltd		2 385 400	63,1		63,1
BAE Systems PLC		2 857 543	24,4		24,4
Baidu Inc		30 000	7,9		7,9
Bajaj Auto Ltd		382 970	17,1		17,1
Baker Hughes Inc		460 044	29,9		29,9
Baldwin & Lyons Inc		123 421	3,7		3,7
Balkrishna Industries Ltd		171 200	1,9		1,9
Ball Corp		66 400	5,2		5,2
Balmoral Resources Ltd		190 182	0,2		0,2
Baloise Holding AG		31 313	4,7		4,7
Banca Monte dei Paschi di Siena SpA		2 867 012	1,9		1,9
Banco Bilbao Vizcaya Argentaria SA		3 913 335	43,1		43,1
Banco Bradesco SA		297 150	4,5		4,5
	privilégieés	4 807 657	73,4	73,4	77,9
Banco Comercial Portugues SA		23 222 375	2,1		2,1
Banco Davivienda SA		263 035	3,6		3,6
Banco de Chile		61 911 515	8,3		8,3
Banco de Credito e Inversiones		85 318	4,9		4,9
Banco de Sabadell SA		2 248 779	6,9		6,9
Banco do Brasil SA		1 306 094	13,5		13,5
Banco do Estado do Rio Grande do Sul SA		304 114	1,9		1,9
Banco Espirito Santo SA		1 667 275	-		-
Banco Popolare SC		238 759	3,4		3,4
Banco Popular Espanol SA		1 177 531	6,9		6,9
Banco Santander Brasil SA		635 100	3,7		3,7
Banco Santander Chile SA		172 560 519	10,0		10,0
Banco Santander SA		8 147 431	79,9		79,9
Bancolombia SA		1 123 740	15,7		15,7
Bandai Namco Holdings Inc		117 088	2,9		2,9
Bangkok Bank PCL		1 426 795	9,8		9,8
Bangkok Dusit Medical Services PCL		7 987 400	4,8		4,8
Bank Central Asia Tbk PT		11 760 598	14,4		14,4
Bank Danamon Indonesia Tbk PT		8 023 430	3,4		3,4
Bank Handlowy w Warszawie SA		85 461	3,0		3,0
Bank Hapoalim BM		696 512	3,8		3,8
Bank Leumi Le-Israel BM		874 267	3,5		3,5

au 31 décembre 2014

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Bank Mandiri Persero Tbk PT		7 823 474	7,9				7,9
Bank Millennium SA		1 110 854	3,0				3,0
Bank Nederlandse Gemeenten NV					281,7		281,7
Bank Negara Indonesia Persero Tbk PT		9 756 780	5,6				5,6
Bank of America Corp		12 587 068	260,8		205,9		466,7
Bank of Baroda		45 000	0,9				0,9
Bank of Beijing Co Ltd		276 000	0,6				0,6
Bank of China Ltd		126 726 142	82,8				82,8
Bank of Communications Co Ltd		14 852 430	16,2				16,2
Bank of East Asia Ltd		844 551	3,9				3,9
Bank of Ireland		18 134 591	8,0				8,0
Bank of Kyoto Ltd, The		225 311	2,2				2,2
Bank of Nanjing Co Ltd		85 400	0,2				0,2
Bank of New York Mellon Corp, The		621 300	29,2				29,2
Bank of Ningbo Co Ltd		51 200	0,2				0,2
Bank of Queensland Ltd		238 981	2,8				2,8
Bank of the Philippine Islands		795 900	1,9				1,9
Bank of Yokohama Limited , The		766 435	4,9				4,9
Bank Pekao SA		350 111	20,4				20,4
Bank Rakyat Indonesia Persero Tbk PT		17 219 572	18,8				18,8
Bank Zachodni WBK SA		91 616	11,2				11,2
Bankia SA		3 037 023	5,3				5,3
Bankinter SA		444 419	4,2				4,2
BankUnited Inc		33 618	1,1				1,1
Banpu PCL		2 662 530	2,3				2,3
Banque Canadienne Impériale de Commerce					291,7		291,7
Banque de développement du Canada					50,7		50,7
Banque de Montréal					388,1		388,1
Banque de Nouvelle-Écosse, La		5 387 285	357,2		761,7		1 118,9
Banque Laurentienne du Canada		2 609 322	130,4		104,5		234,9
Banque Nationale du Canada		8 936 643	441,8		180,3		622,1
Banque Royale du Canada					1 086,6		1 086,6
Banque Toronto-Dominion, La		19 824 082	1 100,4		573,8		1 674,2
Baoshan Iron & Steel Co Ltd		526 100	0,7				0,7
Baotou Beifang Chuangye Co Ltd		29 800	0,1				0,1
Baoye Group Co Ltd		4 770 000	3,2				3,2
Barclays Africa Group Ltd		887 185	16,2				16,2
Barclays PLC		10 825 841	47,6				47,6

Barloworld Ltd		574 409	5,5		5,5
Barry Callebaut AG		1 447	1,7		1,7
Barwa Real Estate Co		254 516	3,4		3,4
BASF SE		652 658	63,9		63,9
Batavia Investment Fund Ltd		7 754	-		-
Baxter International Inc		293 000	24,9		24,9
Bayer AG		545 148	86,3		86,3
Bayerische Motoren Werke AG		218 269	27,5	27,5	
	privilégées	35 770	3,4	3,4	30,9
BB Seguridade Participacoes SA		4 053 200	56,8		56,8
BB&T Corp		349 500	15,7		15,7
BBMG Corp	classe A	35 000	0,1	0,1	
	classe H	1 860 802	1,8	1,8	1,9
BCE Inc		161 340	8,6	10,1	18,7
BDO Unibank Inc		4 154 290	11,8		11,8
BEC World PCL		2 526 505	4,5		4,5
Becton Dickinson and Co		112 200	18,1		18,1
Bed Bath & Beyond Inc		113 500	10,0		10,0
Beiersdorf AG		66 450	6,3		6,3
Beijing Capital Co Ltd		42 500	0,1		0,1
Beijing Capital Development Co Ltd		48 800	0,1		0,1
Beijing Capital International Airport Co Ltd		7 748 557	7,2		7,2
Beijing Dabeinong Technology Group Co Ltd		35 600	0,1		0,1
Beijing Enterprises Holdings Ltd		817 387	7,4		7,4
Beijing Enterprises Water Group Ltd		6 893 655	5,4		5,4
Beijing Gehua CATV Network Co Ltd		28 200	0,1		0,1
Beijing Huaye Real Estate Co Ltd		46 500	0,1		0,1
Beijing Jingneng Power Co Ltd		55 800	0,1		0,1
Beijing New Building Material PLC		14 199	0,1		0,1
Beijing North Star Co Ltd		64 300	0,1		0,1
Beijing Orient Landscape Ecology Co Ltd		17 000	0,1		0,1
Beijing Oriental Yuhong Waterproof Technology Co Ltd		9 000	0,1		0,1
Beijing Originwater Technology Co Ltd		779 009	5,1		5,1
Beijing Shiji Information Technology Co Ltd		4 478	-		-
Beijing Shouhang Resources Saving Co Ltd		6 400	-		-
Beijing Shunxin Agriculture Co Ltd		12 400	-		-
Beijing SL Pharmaceutical Co Ltd		232 666	1,7		1,7
Beijing SPC Environmental Protection Tech Co Ltd		11 600	0,1		0,1
Beijing Teamsun Technology Co Ltd		26 800	0,1		0,1
Beijing Tiantan Biological Products Co		11 200	-		-
Beijing Tongrentang Co Ltd		31 000	0,1		0,1
Beijing Toread Outdoor Products Co Ltd		722 238	2,5		2,5
Beijing Urban Construction Investment & Development Co Ltd		26 500	0,1		0,1
Beijing Venustech Inc		11 000	-		-

au 31 décembre 2014

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Beijing Wangfujing Department Store Group Co Ltd		11 300	-				-
Beijing Yanjing Brewery Co Ltd		61 100	0,1				0,1
Beijing Zhongke Sanhuan High-Tech Co Ltd		33 500	0,1				0,1
Beingmate Baby & Child Food Co Ltd		27 200	0,1				0,1
Beiqi Foton Motor Co Ltd		61 100	0,1				0,1
Belgacom SA		100 276	4,2				4,2
Bell Aliant Regional Communications LP					7,5		7,5
Bell Canada					474,3		474,3
Bellatrix Exploration Ltd		2 000 000	8,5				8,5
Belle International Holdings Ltd		7 597 499	9,9				9,9
Bendigo and Adelaide Bank Ltd		295 656	3,6				3,6
Benesse Holdings Inc		43 939	1,5				1,5
Berjaya Sports Toto Bhd		1 741 581	2,0				2,0
Berkshire Hathaway Inc		4 662 770	810,9				810,9
Best Buy Co Inc		141 300	6,4				6,4
Beststone Holdings Co Ltd		10 200	-				-
BesTV New Media Co Ltd		29 141	0,2				0,2
Bezeq The Israeli Telecommunication Corp Ltd		1 263 331	2,6				2,6
BG Group PLC		10 745 757	167,9				167,9
BGP Holdings PLC		2 416 150	-				-
Bharat Forge Ltd		80 000	1,4				1,4
Bharat Heavy Electricals Ltd		820 446	4,0				4,0
Bharat Petroleum Corp Ltd		550 382	6,5				6,5
Bharti Airtel Ltd		2 828 673	18,3				18,3
BHP Billiton Ltd		2 193 900	61,1				61,1
BHP Billiton PLC		1 392 339	34,9				34,9
Bidvest Group Ltd, The		840 849	25,6				25,6
BIM Birllesik Magazalar AS		556 014	13,8				13,8
Biogen Idec Inc		123 678	48,6				48,6
Biosensors International Group Ltd		1 393 000	0,7				0,7
Black Diamond Relative Value Ltd		956 615	217,8				217,8
BlackRock Inc		75 315	31,2				31,2
Blue Mountain Credit Alternatives Fund Ltd		1 241 889	147,6				147,6
BM&FBovespa SA		4 407 984	18,9				18,9
BMO Capital Trust					17,5		17,5
BNP Paribas SA		698 306	48,2				48,2
BOC Hong Kong Holdings Ltd		2 439 500	9,5				9,5
BOE Technology Group Co Ltd		443 600	0,3				0,3

Boeing Company, The		71 700	10,8		10,8
Boer Power Holdings Ltd		916 000	0,9		0,9
Bohai Leasing Co Ltd		21 400	-		-
Boliden AB		180 307	3,3		3,3
Bolina Holding Co Ltd		2 306 000	1,1		1,1
Bollore SA		360 500	1,9		1,9
Bombardier Inc	classe A	5 774 400	23,8	45,9	69,7
	classe B	41 630 000	172,8		172,8
Boral Ltd		516 003	2,6		2,6
Borderfree Inc		320 000	3,3		3,3
BorgWarner Inc		110 300	7,0		7,0
Bosch Ltd		8 800	3,1		3,1
Boskalis Westminster NV		56 731	3,6		3,6
Boston Properties Inc		74 300	11,1		11,1
Boston Scientific Corp		643 600	9,9		9,9
Bouygues SA		110 676	4,7		4,7
Bowmore Exploration Ltd		3 393 348	0,2		0,2
BP PLC		12 144 692	90,1		90,1
BR Malls Participacoes SA		729 574	5,2		5,2
Bradespar SA		1 282 941	8,0		8,0
Brait SE		878 338	6,9		6,9
Brambles Ltd		1 030 690	10,4		10,4
Braskem SA		10 856	0,1		0,1
Brenntag AG		101 851	6,6		6,6
BRF SA		1 158 116	32,0		32,0
Bridgestone Corp		798 860	32,4		32,4
Bridgewater Pure Alpha Fund II Ltd		81 732	136,4		136,4
Bridgewater Pure Alpha Major markets II Ltd		40 360	69,0		69,0
Bright Dairy & Food Co Ltd		26 600	0,1		0,1
Brightcove Inc		803 111	7,2		7,2
Brilliance China Automotive Holdings Ltd		4 799 349	8,9		8,9
Bristol-Myers Squibb Co		804 900	55,0		55,0
British American Tobacco Malaysia Bhd		293 252	6,3		6,3
British American Tobacco PLC		1 396 572	88,3		88,3
British Columbia Ferry Services Inc				51,2	51,2
British Land Co PLC, The		636 766	8,9		8,9
British Sky Broadcasting Group PLC		680 651	11,1		11,1
Broadcom Corp		451 400	22,7		22,7
Brookfield Asset Management Inc				153,2	153,2
Brookfield Renewable Energy Partners ULC				86,3	86,3
Brother Industries Ltd		155 500	3,3		3,3
Brown & Brown Inc		260 773	9,9		9,9
Brown-Forman Corp		75 900	7,7		7,7
BRP Inc				146,3	146,3

au 31 décembre 2014

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Bruker Corp		275 000	6,2				6,2
BS Financial Group Inc		513 610	7,8				7,8
BT Group PLC		5 366 140	38,9				38,9
BTS Group Holdings PCL		15 050 700	5,1				5,1
Bumi Armada Bhd		4 537 116	1,6				1,6
Bumi Serpong Damai Tbk PT		7 945 600	1,3				1,3
Bumrungrad Hospital PCL		920 500	4,6				4,6
Bunzl PLC		220 393	7,0				7,0
Burberry Group PLC		292 618	8,6				8,6
Bureau Veritas SA		145 703	3,7				3,7
Byd Co Ltd		1 039 603	4,8				4,8
CA Inc		155 400	5,5				5,5
Cablevision Systems Corp		106 200	2,5				2,5
Cabot Oil & Gas Corp		350 400	12,0				12,0
Cadila Healthcare Ltd		79 500	2,3				2,3
CAE Inc		18 903 120	285,1		50,0		335,1
Cairn India Ltd		628 349	2,8				2,8
Caisse Centrale Desjardins du Québec					188,9		188,9
Caisse Francaise de Financement Local					270,6		270,6
CaixaBank SA		1 510 212	9,2				9,2
Calbee Inc		48 400	2,0				2,0
California Water Service Group		277 278	7,9				7,9
Calix Inc		487 700	5,7				5,7
Caltex Australia Ltd		88 996	2,9				2,9
Camden Property Trust		88 700	7,6				7,6
Cameco Corp		12 131 085	231,1				231,1
Camel Group Co Ltd		14 400	-				-
Cameron International Corp		95 839	5,5				5,5
Campbell Soup Co		86 900	4,4				4,4
Canada Strategic Metals Inc		5 042 000	0,3				0,3
Canadian Natural Resources Limited		14 105 908	506,7				506,7
Canadian Oil Sands Ltd					38,6		38,6
Canadian Utilities Ltd		2 972 176	121,6				121,6
Canadian Western Bank		5 828 290	190,9				190,9
Canon Inc		747 355	27,7				27,7
Cap Gemini SA		94 374	7,9				7,9
CAP SA		195 500	1,0				1,0
Capita Group Plc, The		435 791	8,5				8,5

CapitaCommercial Trust	1 355 000	2,1		2,1
Capital Desjardins Inc			235,0	235,0
Capital One Financial Corporation	316 300	30,2		30,2
CapitaLand Ltd	3 064 801	8,9		8,9
CapitaMall Trust	1 596 907	2,8		2,8
CARBO Ceramics Inc	67 243	3,1		3,1
Cardinal Health Inc	160 600	15,0		15,0
Cardtronics Inc	180 337	8,1		8,1
CareFusion Corporation	98 900	6,8		6,8
Carlsberg AS	70 519	6,4		6,4
Carlyle Global Market Strategies			86,9	86,9
Carlyle Global Market Strategies CLO 2014-3 Ltd			115,3	115,3
CarMax Inc	104 500	8,1		8,1
Carnival Corp	218 600	11,5		11,5
Carnival PLC	121 142	6,4		6,4
Carrefour SA	411 805	14,6		14,6
Carrizo Oil & Gas Inc	2 500	0,1		0,1
Cascades Inc	3 018 868	21,2		21,2
Casino Guichard Perrachon SA	37 281	4,0		4,0
Casio Computer Co Ltd	133 056	2,4		2,4
Catamaran Corp	3 258 370	195,9		195,9
Catcher Technology Co Ltd	332 307	3,0		3,0
Caterpillar Inc	293 700	31,1		31,1
Cathay Financial Holding Co Ltd	20 221 220	34,8		34,8
Cathay Pacific Airways Ltd	778 040	2,0		2,0
Cathay Real Estate Development Co Ltd	824 000	0,5		0,5
CBOE Holdings Inc	160 865	11,8		11,8
CBRE Group Inc	135 700	5,4		5,4
CBS Corp	1 201 329	77,0		77,0
CCC SA	60 279	2,6		2,6
CCR SA	5 298 122	35,6		35,6
CDP WTN Diversified Strategy Fund Limited	1 893 370	259,7		259,7
Celesio AG	33 492	1,3		1,3
Celgene Corp	387 600	50,2		50,2
Celltrion Inc	18 535	0,8		0,8
Cementos Argos SA	1 054 589	5,2		5,2
Cemex Latam Holdings SA	436 440	3,4		3,4
Cemex SAB de CV	8 060 000	95,1	95,1	
	unités de fonds	31 762 297	37,5	37,5
Cencosud SA	3 411 764	9,9		9,9
Cenovus Energy Inc	19 225 671	460,8		460,8
CenterPoint Energy Inc	208 600	5,7		5,7
Centrais Eletricas Brasileiras SA	412 920	1,0	1,0	
	privilégiées B	343 049	1,2	1,2

au 31 décembre 2014

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Central Japan Railway Co		95 100	16,7				16,7
Central Pattana PCL		3 471 100	5,6				5,6
Centrica PLC		4 294 569	21,6				21,6
CenturyLink Inc		421 697	19,3				19,3
Cerner Corp		147 480	11,0				11,0
CETIP SA - Mercados Organizados		727 482	10,2				10,2
CEZ AS		431 951	12,9				12,9
CF Industries Holdings Inc		24 135	7,6				7,6
CGN Power Co Ltd		8 487 875	4,3				4,3
CH Robinson Worldwide Inc		72 200	6,3				6,3
Chailease Holding Co Ltd		827 980	2,4				2,4
Chang Hwa Commercial Bank Ltd		12 226 370	8,1				8,1
Changchun High & New Technology Industries Inc		4 800	0,1				0,1
Changjiang Securities Co Ltd		136 298	0,4				0,4
Changyuan Group Ltd		35 300	0,1				0,1
Chaoda Modern Agriculture Holdings Ltd		4 197 195	-				-
Chaowei Power Holdings Ltd		992 000	0,5				0,5
Charles River Laboratories International Inc		124 074	9,1				9,1
Charles Schwab Corp, The		557 600	19,5				19,5
Charoen Pokphand Foods PCL		6 986 614	6,7				6,7
Charoen Pokphand Indonesia Tbk PT		19 023 805	6,7				6,7
CHC Healthcare Group		410 000	1,0				1,0
Cheil Industries Inc		8 500	1,4				1,4
Cheil Worldwide Inc		207 609	3,8				3,8
Chemed Corp		91 833	11,2				11,2
Chemin de fer Canadien Pacifique Limitée		23 540	5,3				5,3
Cheng Shin Rubber Industry Co Ltd		4 178 836	11,4				11,4
Chengdu B-Ray Media Co Ltd		34 400	0,1				0,1
Chengdu Santai Electronics Industry Co Ltd		11 700	-				-
Chengdu Xingrong Investment Co Ltd		86 600	0,1				0,1
Chengtun Mining Group Co Ltd		36 100	-				-
Cheniere Energy Inc		500 000	40,8				40,8
Chenzhou Mining Group Co Ltd		28 900	-				-
Chesapeake Energy Corp		251 700	5,7				5,7
Cheung Kong Holdings Ltd		915 979	17,8				17,8
Cheung Kong Infrastructure Holdings Ltd		402 000	3,4				3,4
Chevron Corp		956 000	124,2				124,2
Chiba Bank Ltd, The		490 409	3,8				3,8

Chicony Electronics Co Ltd		1 253 901	4,1		4,1
Chicony Power Technology Co Ltd		573 945	0,9		0,9
China Aerospace Times Electronics Co Ltd		40 900	0,1		0,1
China Agri-Industries Holdings Ltd		3 342 310	1,6		1,6
China Airlines Ltd		2 443 919	1,3		1,3
China Aviation Optical-Electrical Technology Co Ltd		8 900	-		-
China Avic Electronics Co Ltd		23 100	0,1		0,1
China Baoan Group Co Ltd		66 900	0,2		0,2
China CAMC Engineering Co Ltd		13 100	0,1		0,1
China Cinda Asset Management Co Ltd		8 349 581	4,7		4,7
China Citic Bank Corp Ltd		13 160 548	12,3		12,3
China CNR Corp Ltd		185 800	0,2		0,2
China Coal Energy Co Ltd		6 600 865	4,8		4,8
China Communications Construction Co Ltd		7 045 498	9,8		9,8
China Communications Services Corp Ltd		3 806 073	2,1		2,1
China Construction Bank Corp		115 254 384	109,8		109,8
China COSCO Holdings Co Ltd		4 227 419	2,5		2,5
China CSSC Holdings Ltd		21 591	0,1		0,1
China CYTS Tours Holding Co Ltd		891 948	2,7		2,7
China Development Financial Holding Corp		33 388 907	12,4		12,4
China Eastern Airlines Corp Ltd		102 500	0,1		0,1
China Enterprise Co Ltd		58 700	0,1		0,1
China Everbright Bank Co Ltd		4 372 065	2,8	2,8	
	classe A	728 300	0,7	0,7	3,5
China Everbright International Ltd		3 924 353	6,8		6,8
China Everbright Ltd		1 341 266	3,7		3,7
China First Heavy Industries Co Ltd		110 600	0,1		0,1
China Fortune Land Development Co Ltd		24 200	0,2		0,2
China Galaxy Securities Co Ltd		2 556 500	3,7		3,7
China Gas Holdings Ltd		5 025 000	9,2		9,2
China Gezhouba Group Co Ltd		89 100	0,2		0,2
China Greatwall Computer Shenzhen Co Ltd		28 700	-		-
China Hainan Rubber Industry Group Co Ltd		47 500	0,1		0,1
China Huishan Dairy Holdings Co Ltd		9 171 426	1,8		1,8
China International Marine Containers Group Co Ltd	classe A	42 100	0,2	0,2	
	classe H	796 695	2,0	2,0	2,2
China International Travel Service Corp Ltd		360 651	3,0		3,0
China Life Insurance Co Ltd		12 021 134	54,8		54,8
China Life Insurance Co Ltd, Taiwan		7 437 365	7,2		7,2
China Longyuan Power Group Corp		2 783 626	3,4		3,4
China Medical System Holdings Ltd		1 729 000	3,3		3,3
China Meheco Co Ltd		17 100	-		-
China Mengniu Dairy Co Ltd		2 539 279	12,1		12,1
China Merchants Bank Co Ltd		15 156 561	45,6		45,6

au 31 décembre 2014

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
China Merchants Energy Shipping Co Ltd		5 968 450	7,0				7,0
China Merchants Holdings International Co Ltd		1 822 932	7,1				7,1
China Merchants Property Development Co Ltd		54 300	0,3				0,3
China Merchants Securities Co Ltd		75 900	0,4				0,4
China Minmetals Rare Earth Co Ltd		21 300	0,1				0,1
China Minsheng Banking Corp Ltd	classe A	1 062 592	2,2			2,2	
	classe H	9 930 519	15,1			15,1	17,3
China Mobile Ltd		9 840 873	133,0				133,0
China Motor Corp		1 427 000	1,5				1,5
China National Accord Medicines Corp Ltd		5 200	-				-
China National Building Material Co Ltd		4 579 930	5,2				5,2
China National Chemical Engineering Co Ltd		71 600	0,1				0,1
China National Medicines Corp Ltd		12 700	0,1				0,1
China National Software & Service Co Ltd		10 700	0,1				0,1
China Nonferrous Metal Industry Foreign Engineering & Construction Co Ltd		28 600	0,1				0,1
China Northern Rare Earth Group High-Tech Co Ltd		951 041	4,6				4,6
China Oilfield Services Ltd		3 007 255	6,1				6,1
China Overseas Land & Investment Ltd		6 503 956	22,4				22,4
China Pacific Insurance Group Co Ltd	classe A	145 810	0,9			0,9	
	classe H	4 195 867	24,7			24,7	25,6
China Petroleum & Chemical Corp		41 375 616	38,7				38,7
China Railway Construction Corp Ltd		3 273 202	5,0				5,0
China Railway Erju Co Ltd		35 300	0,1				0,1
China Railway Group Ltd		6 629 016	6,5				6,5
China Railway Tielong Container Logistics Co Ltd		44 200	0,1				0,1
China Resources Cement Holdings Ltd		3 119 461	2,3				2,3
China Resources Double Crane Pharmaceutical Co Ltd		13 800	-				-
China Resources Enterprise Ltd		1 961 701	4,8				4,8
China Resources Gas Group Ltd		1 414 674	4,3				4,3
China Resources Land Ltd		3 248 783	9,9				9,9
China Resources Power Holdings Co Ltd		3 052 748	9,1				9,1
China Resources Sanjiu Medical & Pharmaceutical Co Ltd		18 900	0,1				0,1
China Scholars Group Co Ltd		32 100	0,1				0,1
China Shenhua Energy Co Ltd		5 342 969	18,3				18,3
China Shineway Pharmaceutical Group Ltd		892 000	1,6				1,6
China Shipbuilding Industry Co Ltd		3 450 000	5,9				5,9
China Shipping Container Lines Co Ltd		6 083 320	2,3				2,3
China Shipping Development Co Ltd		34 400	0,1				0,1

China South City Holdings Ltd		3 822 000	2,0		2,0
China South Publishing & Media Group Co Ltd		21 700	0,1		0,1
China Southern Airlines Co Ltd		118 800	0,1		0,1
China Spacesat Co Ltd		31 100	0,2		0,2
China Sports Industry Group Co Ltd		30 500	0,1		0,1
China State Construction Engineering Corp Ltd		927 200	1,3		1,3
China State Construction International Holdings Ltd		2 787 147	4,5		4,5
China Steel Corp		2 780 277	2,7		2,7
China Taiping Insurance Holdings Co Ltd		1 731 071	5,7		5,7
China Telecom Corp Ltd		22 857 928	15,5		15,5
China Unicom Hong Kong Ltd		9 963 162	15,5		15,5
China United Network Communications Ltd		16 002 581	14,8		14,8
China Vanke Co Ltd	classe A	19 656 606	51,0	51,0	
	classe H	1 092 570	2,8	2,8	53,8
China XD Electric Co Ltd		62 000	0,1		0,1
China Yangtze Power Co Ltd		215 600	0,4		0,4
China ZhengTong Auto Services Holdings Ltd		8 300 000	4,3		4,3
Chinasoft International Ltd		3 072 000	1,0		1,0
Chinese Universe Publishing and Media Co Ltd		18 000	-		-
Chipotle Mexican Grill Inc		15 000	11,9		11,9
Chiyoda Corp		103 000	1,0		1,0
Chocoladefabriken Lindt & Sprungli AG		692	8,1		8,1
Chongqing Brewery Co		10 500	-		-
Chongqing Changan Automobile Co Ltd	classe A	5 387 847	16,5	16,5	
	classe B	1 363 543	3,6	3,6	20,1
Chongqing Department Store		6 600	-		-
Chongqing Rural Commercial Bank Co Ltd		3 999 802	2,9		2,9
Chongqing Zongshen Power Machinery Co Ltd		30 400	-		-
Chow Sang Sang Holdings International Ltd		1 144 000	3,5		3,5
Chr Hansen Holding A/S		103 095	5,3		5,3
Christian Dior SA		35 940	7,2		7,2
Chubb Corp, The		114 400	13,7		13,7
Chubu Electric Power Co Inc		424 695	5,8		5,8
Chugai Pharmaceutical Co Ltd		147 611	4,2		4,2
Chugoku Bank Ltd, The		107 200	1,7		1,7
Chugoku Electric Power Co Inc, The		195 700	3,0		3,0
Chunghwa Telecom Co Ltd		2 432 715	8,4		8,4
Church & Dwight Co Inc		12 976	1,2		1,2
Chuying Agro-pastora Group Co Ltd		20 400	-		-
CI Financial Corp		3 280 000	105,9		105,9
Cia Brasileira de Distribuicao		219 463	9,4		9,4
Cia Cervecerias Unidas SA		386 691	4,2		4,2
Cia de Minas Buenaventura SAA		805 129	8,9		8,9
Cia de Saneamento Basico do Estado de Sao Paulo		31 309	0,2		0,2

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES (suite)
 au 31 décembre 2014
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Cia Energetica de Minas Gerais		4 270 573	24,5				24,5
Cia Energetica de Sao Paulo		2 920 119	34,1				34,1
Cia Paranaense de Energia		41 273	0,6				0,6
Cia Siderurgica Nacional SA		24 124	0,1				0,1
CIBC Capital Trust					27,9		27,9
Cielo SA		1 204 874	21,9				21,9
CIFC Funding Ltd					74,9		74,9
Cigna Corp		126 900	15,1				15,1
Cimarex Energy Co		42 300	5,2				5,2
CIMB Group Holdings Bhd		9 578 604	17,6				17,6
Cincinnati Financial Corp		71 400	4,3				4,3
Cintas Corp		47 100	4,3				4,3
Cipla Ltd		482 214	5,5				5,5
Cisco Systems Inc		4 630 367	149,2				149,2
CIT Group Inc					153,4		153,4
CITIC Guoan Information Industry Co Ltd		45 500	0,1				0,1
CITIC Ltd		3 566 167	7,0				7,0
CITIC Securities Co Ltd	classe A	6 300 296	39,9			39,9	
	classe H	1 687 687	7,4			7,4	47,3
Citigroup Inc		3 384 980	212,1		444,6		656,7
Citizen Holdings Co Ltd		174 197	1,6				1,6
Citrix Systems Inc		97 400	7,2				7,2
City Developments Ltd		269 792	2,4				2,4
Civeo Corp		300 000	1,4				1,4
CJ CheilJedang Corp		20 288	6,6				6,6
CJ Corp		37 457	6,2				6,2
CJ Korea Express Co Ltd		17 643	3,6				3,6
ClareGold Trust					21,1		21,1
Cleanaway Co Ltd		259 000	1,4				1,4
Cleco Corporation		2 277 640	143,9				143,9
Clevo Co		1 154 433	2,1				2,1
Clorox Company, The		62 800	7,6				7,6
CLP Holdings Ltd		1 249 319	12,5				12,5
CME Group Inc		222 410	22,8				22,8
CMS Energy Corp		133 500	5,4				5,4
CMST Development Co Ltd		45 000	0,1				0,1
CNH Industrial NV		624 509	5,9				5,9
CNinsure Inc		99 525	0,8				0,8

CNO Financial Group Inc	127 362	2,5		2,5
CNOOC Ltd	113 042 084	176,3		176,3
CNP Assurances	113 160	2,3		2,3
Coach Inc	1 451 100	63,1		63,1
Coal India Ltd	915 757	6,5		6,5
Cobalt International Energy Inc	87 940	0,9		0,9
Cobham PLC	750 582	4,4		4,4
Coca-Cola Amatil Ltd	377 536	3,3		3,3
Coca-Cola Co, The	3 362 900	164,5		164,5
Coca-Cola Enterprises Inc	194 400	10,0		10,0
Coca-Cola Femsa SAB de CV	1 135 820	11,3		11,3
Coca-Cola HBC AG	132 089	2,9		2,9
Coca-Cola Icecek AS	199 652	5,0		5,0
Cochlear Ltd	37 617	2,8		2,8
COFCO Property Group Co Ltd	43 800	0,1		0,1
Cogeco Câble Inc			86,9	86,9
Cogitore Resources Inc	8 275 401	0,1		0,1
Cognizant Technology Solutions Corp	533 400	32,5		32,5
Colbun SA	20 645 879	6,4		6,4
Colgate-Palmolive Co	6 768 200	542,4		542,4
Colopl Inc	32 600	0,9		0,9
Coloplast AS	73 240	7,2		7,2
Colruyt SA	46 328	2,5		2,5
Colt Resources Inc	1 733 500	0,3		0,3
Columbia Property Trust Inc	197 200	5,8		5,8
Comber Wind Financial Corp			58,7	58,7
Comcast Corp	800 100	53,8		53,8
Comerica Inc	87 304	4,7		4,7
ComfortDelGro Corp Ltd	1 339 000	3,0		3,0
Commercial Bank of Qatar QSC, The	194 218	4,2		4,2
Commercial International Bank Egypt SAE	2 257 244	18,0		18,0
Commerzbank AG	637 956	9,8		9,8
Commonwealth Bank of Australia	1 106 661	89,8		89,8
Compagnie de Financement Foncier SA			273,4	273,4
Compagnie de Saint-Gobain	299 538	14,8		14,8
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	20 368 235	1 629,9		1 629,9
Compagnie Financière Richemont SA	344 118	35,6		35,6
Compagnie Générale des Établissements Michelin	122 938	13,0		13,0
Compagnies Loblaw limitée, Les	8 189 360	509,1	182,0	691,1
Compal Electronics Inc	6 460 127	5,3		5,3
Compartamos SAB de CV	2 802 900	6,5		6,5
Compass Group PLC	1 342 412	26,7		26,7
Computer Sciences Corp	68 200	5,0		5,0
Computershare Ltd	311 665	3,5		3,5

au 31 décembre 2014

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
ConAgra Foods Inc		206 100	8,7				8,7
ConocoPhillips		645 130	51,6				51,6
CONSOL Energy Inc		111 665	4,4				4,4
Consolidated Edison Inc		142 100	10,9				10,9
Constellation Brands Inc		81 400	9,3				9,3
Constellation Software Inc		2 027	0,7				0,7
Contact Energy Ltd		241 709	1,4				1,4
Continental AG		72 517	17,8				17,8
Controladora Comercial Mexicana SAB de CV		1 155 800	4,7				4,7
Convenience Retail Asia Ltd		840 000	0,6				0,6
Core Laboratories NV		23 390	3,3				3,3
Corio NV		46 505	2,6				2,6
Cornerstone OnDemand Inc		360 000	14,7				14,7
Corning Inc		622 000	16,5				16,5
Coromandel International Ltd		75 000	0,4				0,4
Coronation Fund Managers Ltd		594 865	6,9				6,9
Corp Financiera Colombiana SA		212 601	4,1				4,1
Corpbanca SA		356 190 541	5,0				5,0
Corporate Executive Board Company , The		101 926	8,6				8,6
Corporation Aurifère Aurvista		2 505 500	0,1				0,1
Corporation Aurifère Monarques		4 595 717	0,5				0,5
Corporation émettrice Column Canada						41,8	41,8
Corporation Financière Power		2 966 466	107,3			50,2	157,5
Corporation Groupe Mercator Transport		2 500 000	-				-
Corporation Minière Cyprum		1 048 736	0,1				0,1
Corporation Minière NioGold		1 205 000	0,3				0,3
Corporation Systèmes DEQ		6 907 000	1,7				1,7
Corporation Tomagold		1 270 500	0,1				0,1
Corrections Corp of America		135 240	5,7				5,7
Corus Entertainment Inc						70,6	70,6
Cosan Logistica SA		205 900	0,3				0,3
Cosan Ltd		493 800	4,4				4,4
Cosan SA Industria e Comercio		691 721	8,7				8,7
COSCO Pacific Limited		2 807 446	4,6				4,6
Costco Wholesale Corp		240 300	39,5				39,5
Country Garden Holdings Co Ltd		8 097 022	3,7				3,7
Covidien PLC		1 392 700	165,0				165,0
Coway Co Ltd		139 183	12,3				12,3

CP ALL PCL		11 347 878	17,0		17,0
CPFL Energia SA		415 460	5,3		5,3
CPFL Energias Renovaveis SA		2 500 000	12,7		12,7
CPI Yuanda Environmental-Protection Group Co Ltd		9 800	-		-
CPT Technology Group Co Ltd		9 420	-		-
CR Bard Inc		37 900	7,3		7,3
Credicorp Ltd		529 972	98,3		98,3
Crédit Agricole SA		679 366	10,2		10,2
Credit Analysis & Research Ltd		95 000	2,6		2,6
Credit Saison Co Ltd		97 780	2,1		2,1
Credit Suisse Group AG		1 006 518	29,4		29,4
Crescent Point Energy Corp		248 479	6,7		6,7
Crestline CDP Opportunity Fund LP		1	89,0		89,0
CRH PLC		487 392	13,6		13,6
CRISIL Ltd		7 600	0,3		0,3
Criterion Capital Partners Ltd		497 716	162,7		162,7
Croda International PLC		89 511	4,3		4,3
Crown Castle International Corp		699 476	63,8		63,8
Crown Resorts Ltd		240 089	2,9		2,9
CSE Global Ltd		1 928 000	1,0		1,0
CSG Holding Co Ltd		54 000	0,1		0,1
CSL Ltd		312 862	25,7		25,7
CSPC Pharmaceutical Group Ltd		4 701 622	4,8		4,8
CSR Corp Ltd	classe A	6 567 900	7,8	7,8	
	classe H	3 210 274	5,0	5,0	12,8
CSX Corp		483 000	20,3		20,3
CTBC Financial Holding Co Ltd		35 920 391	27,1		27,1
CTCI Corp		1 546 000	2,9		2,9
Ctrip.com International Ltd		42 500	2,2		2,2
CU Inc				358,8	358,8
Cummins Inc		82 400	13,8		13,8
Cummins India Ltd		277 000	4,4		4,4
CVS Health Corp		2 392 000	266,8		266,8
Cyan Inc		1 000 000	2,9		2,9
Cyfrowy Polsat SA		501 972	3,8		3,8
Cypress Semiconductor Corp		440 000	7,3		7,3
Cyrela Brazil Realty SA Empreendimentos e Participacoes		14 771	0,1		0,1
Da An Gene Co Ltd Sun Yat-Sen University		15 900	0,1		0,1
Dabur India Ltd		735 878	3,2		3,2
Daelim Industrial Co Ltd		71 774	5,0		5,0
Daewoo Engineering & Construction Co Ltd		57 876	0,4		0,4
Daewoo International Corp		45 432	1,5		1,5
Daewoo Securities Co Ltd		463 242	4,8		4,8
Daewoo Shipbuilding & Marine Engineering Co Ltd		46 380	0,9		0,9

au 31 décembre 2014

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Dah Chong Hong Holdings Ltd		14 999 000	9,4				9,4
Dah Sing Financial Holdings Ltd		205 868	1,4				1,4
Dai Nippon Printing Co Ltd		369 436	3,9				3,9
Daicel Corp		180 505	2,5				2,5
Daihatsu Motor Co Ltd		721 700	11,0				11,0
Dai-ichi Life Insurance Co Limited, The		710 712	12,6				12,6
Daiichi Sankyo Co Ltd		420 647	6,9				6,9
Daikin Industries Ltd		154 554	11,7				11,7
Daimler AG		692 481	66,9				66,9
Dairy Farm International Holdings Ltd		100 700	1,0				1,0
Daito Trust Construction Co Ltd		47 798	6,3				6,3
Daiwa House Industry Co Ltd		391 829	8,7				8,7
Daiwa Securities Group Inc		1 095 851	10,0				10,0
Dalian Daxian Enterprises Holdings Co Ltd		46 000	0,1				0,1
Dana Holding Corp		100 000	2,5		96,2		98,7
Danaher Corp		1 335 458	132,6				132,6
Danone SA		391 306	29,9				29,9
Danske Bank AS		432 193	13,6				13,6
Daqin Railway Co Ltd		7 896 893	15,7				15,7
Darden Restaurants Inc		64 400	4,4				4,4
Dashang Group Co Ltd		11 400	0,1				0,1
Dassault Systèmes SA		84 290	6,0				6,0
Datang International Power Generation Co Ltd		18 371 950	11,4				11,4
Datang Telecom Technology Co Ltd		14 900	-				-
Datong Coal Industry Co Ltd		32 400	-				-
Daum Kakao Corp		10 620	1,4				1,4
DaVita HealthCare Partners Inc		83 400	7,3				7,3
Dazhong Transportation Group Co Ltd		35 300	0,1				0,1
DBS Group Holdings Ltd		1 137 664	20,5				20,5
DCT Industrial Trust Inc		157 825	6,5				6,5
DDR Corp		458 800	9,8				9,8
DE Shaw Oculus International Fund		1	162,3				162,3
Deere & Co		173 900	17,8				17,8
Delek Group Ltd		3 096	0,9				0,9
Delhaize Group SA		67 724	5,7				5,7
Delphi Automotive PLC		143 700	12,1				12,1
Delta Air Lines Inc		406 100	23,1				23,1
Delta Electronics Inc		4 662 626	32,2				32,2

Delta Electronics Thailand PCL		1 286 300	3,2		3,2
Delta Lloyd NV		131 405	3,3		3,3
Denbury Resources Inc		170 095	1,6		1,6
Denso Corp		379 497	20,7		20,7
DENTSPLY International Inc		68 700	4,2		4,2
Dentsu Inc		142 600	7,0		7,0
Deutsche Annington Immobilien SE		367 855	14,5		14,5
Deutsche Bank AG		909 257	31,8	29,7	61,5
Deutsche Boerse AG		127 231	10,6		10,6
Deutsche Lufthansa AG		151 977	2,9		2,9
Deutsche Post AG		697 831	26,5		26,5
Deutsche Telekom AG		2 468 596	45,8		45,8
Deutsche Wohnen AG		188 628	5,2		5,2
Devon Energy Corp		186 600	13,2		13,2
Dexus Property Group		596 944	3,9		3,9
DGAM CDP Unique Strategies Fund classe A		15 429	15,2		15,2
DGAM CDP Unique Strategies Fund classe C		54 891	1,6		1,6
DGB Financial Group Inc		345 598	4,1		4,1
DHC Software Co Ltd		39 700	0,1		0,1
Diageo PLC		17 951 262	599,3		599,3
Dialog Group BHD		8 876 056	4,4		4,4
Diamond Offshore Drilling Inc		32 400	1,4		1,4
DiGi.Com Bhd		7 023 742	14,4		14,4
Direcional Engenharia SA		1 833 000	6,5		6,5
Direct Line Insurance Group PLC		988 844	5,2		5,2
DIRECTV		243 700	24,5		24,5
Discover Financial Services		220 000	16,7		16,7
Discovery Communications Inc	classe A	72 039	2,9	2,9	
	classe C	132 639	5,2	5,2	8,1
Discovery Ltd		851 681	9,5		9,5
Distribuidora Internacional de Alimentacion SA		407 744	3,2		3,2
Divi's Laboratories Ltd		55 616	1,8		1,8
Dixons Carphone PLC		644 845	5,4		5,4
DLF Ltd		597 256	1,5		1,5
DMCI Holdings Inc		10 269 150	4,2		4,2
DMD Digital Health Connections Group Inc		819 593	-		-
DNB ASA		644 251	11,0		11,0
Doha Bank QSC		168 994	3,1		3,1
Dollar General Corp		147 200	12,1		12,1
Dollar Tree Inc		99 800	8,1		8,1
Dollarama Inc		6 340 000	376,6	15,3	391,9
Dominion Resources Inc		312 550	27,8		27,8
Don Quijote Holdings Co Ltd		38 800	3,1		3,1
Dongbu Insurance Co Ltd		109 516	6,3		6,3

au 31 décembre 2014

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Dongfang Electric Corp Ltd		32 200	0,1				0,1
DongFeng Automobile Co Ltd		38 700	-				-
Dongfeng Motor Group Co Ltd		4 317 929	7,1				7,1
Dongxu Optoelectronic Technology Co Ltd		32 800	-				-
Doosan Corp		18 846	2,1				2,1
Doosan Heavy Industries & Construction Co Ltd		150 526	3,8				3,8
Doosan Infracore Co Ltd		277 642	2,8				2,8
Dover Corp		92 900	7,7				7,7
Dow Chemical Company, The		609 110	32,2				32,2
DP World Ltd		434 304	10,6				10,6
DR Horton Inc		161 000	4,7				4,7
Dr Peng Telcom & Media Group Co Ltd		58 200	0,2				0,2
Dr Pepper Snapple Group Inc		94 200	7,8				7,8
Dr Reddy's Laboratories Ltd		241 484	14,4				14,4
Drake Global Opportunities Fund Ltd, The		427	0,5				0,5
Dryden 34 Senior Loan Fund					115,2		115,2
DSAM Long/Short Equity fund		1 000 000	116,9				116,9
DSV AS		116 684	4,1				4,1
DTE Energy Co		200 051	20,0				20,0
Dubai Financial Market		5 232 584	3,3				3,3
Dubai Islamic Bank PJSC		2 586 042	5,6				5,6
Duke Energy Corp		424 246	41,1				41,1
Dun & Bradstreet Corp, The		17 400	2,4				2,4
Duratex SA		1 036 854	3,6				3,6
E*TRADE Financial Corp		140 126	3,9				3,9
E.ON SE		1 319 117	26,2				26,2
E.Sun Financial Holding Co Ltd		8 941 432	6,4				6,4
East China Engineering Science and Technology Co Ltd		9 700	-				-
East Japan Railway Co		220 513	19,4				19,4
Eastern Communications Co Ltd		20 800	-				-
Eastman Chemical Co		72 000	6,3				6,3
easyJet PLC		104 646	3,2				3,2
Eaton Corp PLC		230 298	18,1				18,1
eBay Inc		621 805	40,4				40,4
Eclat Textile Co Ltd		436 865	5,1				5,1
Ecolab Inc		131 100	15,9				15,9
Ecopetrol SA		12 908 794	13,1				13,1
EcoRodovias Infraestrutura e Logistica SA		39 600	0,2				0,2

Edenred	135 755	4,4		4,4
Edison International	158 100	12,0		12,0
EDP - Energias de Portugal SA	1 526 646	6,9		6,9
EDP - Energias do Brasil SA	361 959	1,4		1,4
Edwards Lifesciences Corp	51 900	7,7		7,7
EI du Pont de Nemours & Co	472 650	40,5		40,5
Ei Towers SpA	77 451	4,5		4,5
Eicher Motors Ltd	11 800	3,3		3,3
Eisai Co Ltd	166 196	7,5		7,5
El Puerto de Liverpool SAB de CV	490 700	5,7		5,7
Eldorado Gold Corp	7 195 702	50,9		50,9
Elec-Tech International Co Ltd	37 100	-		-
Electric Power Development Co Ltd	76 859	3,0		3,0
Électricité de France SA	339 892	10,9	219,8	230,7
Electrolux AB	158 599	5,4		5,4
Electronic Arts Inc	150 900	8,2		8,2
Elekta AB	242 978	2,9		2,9
Element Financial Corp	1 500 000	21,2		21,2
Eli Lilly & Co	482 900	38,6		38,6
Elia System Operator SA	53 358	2,9		2,9
Elisa OYJ	93 765	3,0		3,0
Ellie Mae Inc	196 899	9,2		9,2
Emaar Properties PJSC	9 178 664	21,0		21,0
E-Mart Co Ltd	58 135	12,4		12,4
Embotelladora Andina SA	742 945	2,4		2,4
Embraer SA	1 455 841	16,7		16,7
EMC Corp	1 142 300	39,3		39,3
Emerson Electric Co	406 483	29,1		29,1
Emlak Konut Gayrimenkul Yatirim Ortakligi AS	4 970 954	6,8		6,8
Emperor Watch & Jewellery Ltd	20 083 000	1,2		1,2
Empire Life Insurance Co, The			18,3	18,3
Empresa Nacional de Electricidad SA	8 583 273	15,1		15,1
Empresas CMPC SA	3 270 365	9,5		9,5
Empresas COPEC SA	1 199 391	15,7		15,7
EMS-Chemie Holding AG	5 397	2,5		2,5
Enagas SA	1 075 297	39,5		39,5
Enbridge Gas Distribution Inc			56,4	56,4
Enbridge Inc	536 362	32,0	82,5	114,5
Enbridge Income Fund Holdings Inc	151 373	6,1	95,4	101,5
Enbridge Pipelines Inc			13,7	13,7
EnCana Corporation	24 453 450	395,4		395,4
Endeavour International Corp	426 000	-		-
Enea SA	577 471	2,9		2,9
Enel Green Power SpA	11 247 754	27,3		27,3

au 31 décembre 2014

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Enel SpA		4 339 277	22,5				22,5
EnerCare Solutions Inc					22,5		22,5
Energa SA		541 660	4,1				4,1
Energy Absolute PCL		2 884 800	2,5				2,5
Energy Development Corp		17 169 465	3,6				3,6
Enersis SA		51 402 307	20,0				20,0
Eni SpA		1 738 033	35,3				35,3
Enka Insaat ve Sanayi AS		1 224 425	3,2				3,2
ENN Energy Holdings Ltd		1 383 858	9,1				9,1
EnSCO PLC		113 700	3,9				3,9
ENTEL Chile SA		321 772	3,7				3,7
Entergy Corp		87 600	8,9				8,9
Entree Gold Inc		12 531 400	2,6				2,6
Entreprises Minières du Nouveau-Monde Inc		2 746 236	0,4				0,4
Entreprises minières Globex Inc		1 852 000	0,4				0,4
EOG Resources Inc		265 900	28,4				28,4
EPCOR Utilities Inc					113,3		113,3
Epistar Corp		2 358 207	5,4				5,4
EQT Corp		213 518	18,7				18,7
Equifax Inc		58 500	5,5				5,5
Equity Lifestyle Properties Inc		144 200	8,6				8,6
Equity Residential		175 800	14,6				14,6
ERAC Canada Finance Ltd					11,5		11,5
Eregli Demir ve Celik Fabrikalari TAS		3 662 807	8,1				8,1
Erste Group Bank AG		184 169	5,0				5,0
Essex Property Trust Inc		78 500	18,8				18,8
Essilor International SA		134 708	17,5				17,5
Estacio Participacoes SA		587 300	6,1				6,1
Estee Lauder Cos Inc, The		19 400	1,7				1,7
Eternal Asia Supply Chain Management Ltd		26 200	0,1				0,1
Eu Yan Sang International Ltd		1 521 000	1,0				1,0
Eurazeo SA		25 075	2,0				2,0
Eurobank Ergasias SA		21 164 053	5,5				5,5
Eurocash SA		217 527	2,7				2,7
EUROFIMA					121,2		121,2
Euronet Worldwide Inc		163 846	10,4				10,4
Eutelsat Communications SA		125 323	4,7				4,7
Eva Airways Corp		3 201 272	2,6				2,6

Even Construtora e Incorporadora SA	1 500 000	3,6		3,6
Everbright Securities Co Ltd	53 600	0,3		0,3
Evergrande Real Estate Group Ltd	9 385 492	4,4		4,4
Evergreen Marine Corp Taiwan Ltd	1 100 662	0,9		0,9
Exelon Corp	216 987	9,3		9,3
Exide Industries Ltd	1 339 406	4,4		4,4
ExlService Holdings Inc	160 000	5,3		5,3
Exor SpA	64 929	3,1		3,1
Expedia Inc	47 850	4,7		4,7
Expeditors International of Washington Inc	93 700	4,8		4,8
Experian PLC	833 830	16,4		16,4
Exploration Azimut Inc	2 184 803	0,5		0,5
Exploration Dios Inc	3 887 769	0,2		0,2
Exploration Khalkos Inc	2 586 513	0,3		0,3
Exploration Knick Inc	4 248 819	-		-
Exploration Midland Inc	3 065 106	2,0		2,0
Exploration NQ Inc	2 258 333	-		-
Exploration Puma Inc	6 967 510	1,1		1,1
Exploration Typhon Inc	1 967 500	0,1		0,1
Export-Import Bank of Korea			151,7	151,7
Express Scripts Holding Co	617 370	60,5		60,5
Exxaro Resources Ltd	374 774	3,9		3,9
Exxon Mobil Corp	6 373 945	682,5		682,5
F5 Networks Inc	37 800	5,7		5,7
Facebook Inc	1 139 500	103,0		103,0
Fairfax Financial Holdings Ltd			50,4	50,4
Fairwood Holdings Ltd	413 000	1,2		1,2
Family Dollar Stores Inc	46 600	4,3		4,3
FamilyMart Co Ltd	38 668	1,7		1,7
Fangda Carbon New Material Co Ltd	45 700	0,1		0,1
FANUC Corp	1 233 065	237,6		237,6
Far East Horizon Ltd	2 096 308	2,4		2,4
Far Eastern Department Stores Ltd	2 519 585	2,6		2,6
Far Eastern New Century Corp	7 269 825	8,4		8,4
Far EasTone Telecommunications Co Ltd	916 404	2,5		2,5
Farglory Land Development Co Ltd	1 076 855	1,5		1,5
Fast Retailing Co Ltd	34 918	14,9		14,9
Fastenal Co	132 300	7,3		7,3
FAW CAR Co Ltd	39 300	0,1		0,1
Federation Centres	941 143	2,6		2,6
FedEx Corp	127 800	25,7		25,7
Felda Global Ventures Holdings Bhd	2 802 800	2,0		2,0
Ferrovial SA	355 853	8,2		8,2
FF Group	87 578	3,2		3,2

au 31 décembre 2014

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Fiat Chrysler Automobiles NV		577 270	7,8				7,8
Fiberhome Telecommunication Technologies Co Ltd		2 021 056	5,8				5,8
Fibra Uno Administracion SA de CV		6 021 860	20,6				20,6
Fibria Celulose SA		3 770	-				-
Fidelity National Information Services Inc		137 800	9,9				9,9
Fiducie d'actifs BNC					24,1		24,1
Fiducie de capital Banque Scotia					49,7		49,7
Fifth Third Bancorp		399 800	9,4				9,4
Financial Street Holdings Co Ltd		119 200	0,3				0,3
Financière Sun Life du Canada, Inc					223,2		223,2
Finisar Corp		667 000	15,0				15,0
Finmeccanica SpA		266 794	2,9				2,9
Finning International Inc		550 000	13,9				13,9
First Asset Morningstar National Bank Québec Index ETF		1 506 061	24,6				24,6
First Financial Holding Co Ltd		17 459 180	11,9				11,9
First Gulf Bank PJSC		2 040 708	10,9				10,9
First Pacific Co Ltd		1 560 250	1,8				1,8
First Quantum Minerals Ltd		11 148 670	184,1				184,1
First Solar Inc		36 300	1,9				1,9
FirstEnergy Corp		204 200	9,2				9,2
Firstgroup PLC		4 162 325	8,0				8,0
FirstRand Ltd		8 139 144	41,2				41,2
Fiserv Inc		118 400	9,7				9,7
Fletcher Building Ltd		453 454	3,4				3,4
Flight Centre Travel Group Ltd		36 470	1,1				1,1
FLIR Systems Inc		68 400	2,6				2,6
Flowserve Corp		66 000	4,6				4,6
Flughafen Wien AG		17 217	1,9				1,9
Flughafen Zuerich AG		10 915	8,5				8,5
Fluor Corp		75 800	5,3				5,3
FMC Corp		64 700	4,3				4,3
FMC Technologies Inc		113 400	6,2				6,2
Fomento Economico Mexicano SAB de CV		5 151 240	53,0				53,0
Foncière des Régions		18 595	2,0				2,0
Fonds d'Arbitrage Améthyste		4 352 863	19,1				19,1
Fonds d'Arbitrage Améthyste Offshore		7 562	18,1				18,1
Fonds de placement immobilier Cominar		13 158 000	244,9				244,9
Fonds Stratégique à Rendement Absolu HRS SEC		701 833	66,4				66,4

Forage Orbit Garant Inc	2 828 700	4,0		4,0
Ford Credit Canada Ltd			212,1	212,1
Ford Motor Company	1 867 500	33,5		33,5
Ford Otomotiv Sanayi AS	183 617	3,0		3,0
Forest City Enterprises Inc	351 400	8,7		8,7
FormFactor Inc	1 052 350	10,5		10,5
Formosa Chemicals & Fibre Corp	8 385 682	20,6		20,6
Formosa International Hotels Corp	168 155	2,1		2,1
Formosa Petrochemical Corp	886 772	2,2		2,2
Formosa Plastics Corp	10 785 631	28,6		28,6
Formosa Taffeta Co Ltd	1 954 270	2,2		2,2
Fort Global Quebec LP	1	221,0		221,0
Fortescue Metals Group Ltd	1 026 353	2,7		2,7
Fortinet Inc	195 000	6,9		6,9
Fortis Inc	1 200 935	46,8		46,8
FortisAlberta Inc			45,6	45,6
Fortum OYJ	292 819	7,4		7,4
Foschini Group Limited, The	522 747	7,0		7,0
Foshan Electrical and Lighting Co Ltd	25 400	-		-
Foshan Haitian Flavouring & Food Co Ltd	997 871	7,4		7,4
Fossil Group Inc	21 800	2,8		2,8
Fosun International Ltd	2 754 262	4,2		4,2
Founder Securities Co Ltd	150 600	0,4		0,4
Founder Technology Group Corp	95 500	0,1		0,1
Fox Factory Holding Corp	174 510	3,3		3,3
Foxconn Technology Co Ltd	1 065 354	3,3		3,3
Franco-Nevada Corp	897 967	51,4		51,4
Franklin Resources Inc	190 200	12,2		12,2
Franshion Properties China Ltd	5 832 502	1,9		1,9
Fraport AG Frankfurt Airport Services Worldwide	199 313	13,4		13,4
Freeport-McMoRan Inc	504 200	13,6		13,6
Fresenius Medical Care AG & Co KGaA	143 078	12,4		12,4
Fresenius SE & Co KGaA	284 693	17,2		17,2
Fresnillo PLC	145 735	2,0		2,0
Friends Life Group Ltd	934 859	6,2		6,2
Frontier Communications Corp	486 193	3,8		3,8
Fubon Financial Holding Co Ltd	17 522 032	32,6		32,6
Fuchs Petrolub SE	45 816	2,1		2,1
Fuji Electric Co Ltd	368 808	1,7		1,7
Fuji Heavy Industries Ltd	387 100	16,1		16,1
Fujian Expressway Development Co Ltd	74 700	-		-
Fujian Longking Co Ltd	15 500	0,1		0,1
Fujian Newland Computer Co Ltd	16 800	0,1		0,1
Fujian Septwolves Industry Co Ltd	22 600	-		-

au 31 décembre 2014

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Fujian Sunner Development Co Ltd		17 600	-				-
FUJIFILM Holdings Corporation		305 361	10,9				10,9
Fujitsu Ltd		1 228 639	7,6				7,6
Fukuoka Financial Group Inc		509 612	3,1				3,1
Fushun Special Steel Co Ltd		12 500	0,1				0,1
Fuyao Glass Industry Group Co Ltd		6 652 570	15,1				15,1
G4S PLC		1 267 404	6,4				6,4
GAEC Educacao SA		44 500	0,7				0,7
GAIL India Ltd		1 474 996	12,0				12,0
Galaxy Entertainment Group Ltd		106 119	0,7				0,7
Galp Energia SGPS SA		254 189	3,0				3,0
GameStop Corp		52 652	2,1				2,1
Gamuda Bhd		4 492 946	7,5				7,5
Gannett Co Inc		109 600	4,1				4,1
Gansu Yasheng Industrial (Group) Co. Ltd		76 700	0,1				0,1
Gap Inc, The		49 500	2,4				2,4
Garmin Ltd		58 600	3,6				3,6
Gas Natural SDG SA		230 889	6,7				6,7
Gavea Fund Ltd		353 863	91,2				91,2
Gazprom OAO		30 645 571	77,1				77,1
GCL-Poly Energy Holdings Ltd		16 018 879	4,3				4,3
GD Power Development Co Ltd		360 200	0,3				0,3
GDF Suez		954 362	26,0				26,0
GE Capital Canada Funding Co					152,8		152,8
GEA Group AG		120 554	6,2				6,2
Geberit AG		24 918	9,8				9,8
Gecina SA		13 123 877	1 858,2				1 858,2
Geely Automobile Holdings Ltd		8 404 438	3,1				3,1
Gemalto NV		64 394	6,1				6,1
Gemdale Corp		198 700	0,4				0,4
Gem-Year Industrial Co Ltd		21 100	0,1				0,1
General Dynamics Corp		152 800	24,4				24,4
General Electric Co		6 415 146	187,8				187,8
General Growth Properties Inc		304 500	9,9				9,9
General Mills Inc		292 900	18,1				18,1
General Motors Co		875 900	35,4				35,4
General Motors Financial Co Inc					29,1		29,1
General Motors Financial of Canada Ltd					41,4		41,4

Genomma Lab Internacional SAB de CV	2 057 800	4,5		4,5
Gentherm Inc	30 000	1,3		1,3
Genting Bhd	3 944 941	11,6		11,6
Genting Malaysia Bhd	6 865 317	9,3		9,3
Genting Plantations Bhd	595 181	2,0		2,0
Genting Singapore PLC	4 036 400	3,8		3,8
Genuine Parts Co	2 553 300	315,2		315,2
Genworth Financial Inc	239 700	2,4		2,4
Geo-Jade Petroleum Corp	26 500	-		-
George Weston Limitée			22,9	22,9
GeoVenCap Inc	166 895	-		-
Gerdau SA	1 791 322	7,5		7,5
Gespeg Copper Resources Inc	3 560 000	0,1		0,1
Getin Noble Bank SA	3 120 097	2,2		2,2
Getinge AB	131 941	3,5		3,5
GF Securities Co Ltd	92 800	0,4		0,4
GFK Resources	437 000	0,1		0,1
Giant Manufacturing Co Ltd	725 067	7,5		7,5
Gilead Sciences Inc	32 000	3,5		3,5
Givaudan SA	6 087	12,7		12,7
Gjensidige Forsikring ASA	131 846	2,5		2,5
GKN PLC	1 082 064	6,7		6,7
Gladstone Investment Corp	415 874	3,4		3,4
Glarun Technology Co Ltd	5 500	-		-
GlaxoSmithKline Consumer Healthcare Ltd	14 097	1,5		1,5
GlaxoSmithKline PLC	18 673 202	464,0		464,0
Glencore PLC	6 998 853	37,8		37,8
Global Logistic Properties Ltd	3 538 966	7,7		7,7
Global Mediacom Tbk PT	16 375 331	2,2		2,2
Global Telecom Holding SAE	6 862 129	4,5		4,5
Globe Telecom Inc	85 538	3,8		3,8
Globus Medical Inc	248 922	6,9		6,9
Glodon Software Co Ltd	12 700	-		-
Glow Energy PCL	1 319 921	4,1		4,1
Go-Ahead Group PLC	86 582	3,8		3,8
Gobimin Inc	5 212 700	2,6		2,6
Godrej Consumer Products Ltd	166 421	3,0		3,0
GoerTek Inc	4 135 473	18,9		18,9
Gold Fields Ltd	2 028 434	10,6		10,6
Goldcorp Inc	7 611 902	163,7		163,7
Golden Agri-Resources Ltd	4 654 784	1,9		1,9
Goldman Sachs Group, Inc., The	750 500	168,5	296,1	464,6
GoldStar Minerals Inc	625 000	-		-
GOME Electrical Appliances Holding Ltd	16 192 103	2,8		2,8

au 31 décembre 2014

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Goodman Group		2 045 630	11,0				11,0
Goodyear Tire & Rubber Company, The		363 900	12,0				12,0
Google Inc	classe A	166 292	102,2			102,2	
	classe C	243 300	148,3			148,3	250,5
GoviEx Uranium Inc		2 490 500	1,2				1,2
GPT Group, The		1 111 105	4,6				4,6
Grand Canyon Education Inc		268 802	14,5				14,5
Great Wall Motor Co Ltd	classe A	21 100	0,2			0,2	
	classe H	1 672 904	11,0			11,0	11,2
GreatWall Information Industry Co Ltd		14 500	0,1				0,1
Great-West Lifeco Inc		524 367	17,6		152,5		170,1
Gree Electric Appliances Inc of Zhuhai		2 182 661	15,1				15,1
GRG Banking Equipment Co Ltd		579 393	2,4				2,4
Grifols SA		115 011	5,3				5,3
Groupe Bruxelles Lambert SA		53 186	5,3				5,3
Groupe Canam Inc		2 310 000	26,2				26,2
Groupe CGI Inc		58 174 038	2 576,5				2 576,5
Groupe Colabor Inc		1 987 000	6,7				6,7
Groupe Eurotunnel SA		308 190	4,6				4,6
Groupe HNZ Inc		500 000	10,3				10,3
Groupe SNC-Lavalin Inc		15 457 100	684,9				684,9
Groupe TMX Limitée		4 594 277	232,5				232,5
Groupe WSP Global Inc		15 515 461	540,9				540,9
Growthpoint Properties Ltd		5 679 087	15,6				15,6
Gruma SAB de CV		452 900	5,6				5,6
Grupa Azoty SA		129 762	2,7				2,7
Grupa Lotos SA		241 839	2,0				2,0
Grupo Aeroportuario del Pacifico SAB de CV		810 940	5,9				5,9
Grupo Aeroportuario del Sureste SAB de CV		543 600	8,3				8,3
Grupo Argos SA		766 563	7,7			7,7	
	privilégiées	312 183	3,0			3,0	10,7
Grupo Aval Acciones y Valores		8 689 362	5,4				5,4
Grupo Bimbo SAB de CV		4 351 488	13,9				13,9
Grupo Carso SAB de CV		1 497 731	8,5				8,5
Grupo Comercial Chedraui SA de CV		882 700	2,9				2,9
Grupo de Inversiones Suramericana SA		613 569	12,0			12,0	
	privilégiées	250 383	4,8			4,8	16,8
Grupo Financiero Banorte SAB de CV		6 584 859	42,0				42,0

Grupo Financiero Inbursa SAB de CV	6 105 022	18,3	18,3
Grupo Financiero Santander Mexico SAB de CV	5 270 400	17,5	17,5
Grupo Lala SAB de CV	1 618 500	3,6	3,6
Grupo Mexico SAB de CV	10 056 448	33,8	33,8
Grupo Televisa SAB	6 734 067	53,2	53,2
GS Engineering & Construction Corp	38 760	0,9	0,9
GS Holdings Corp	131 748	5,6	5,6
GS Retail Co Ltd	141 520	3,8	3,8
GST Telecommunications Inc	239 600	-	-
Guangdong Advertising Co Ltd	18 200	0,1	0,1
Guangdong Alpha Animation and Culture Co Ltd	9 100	-	-
Guangdong Baolihua New Energy Stock Co Ltd	58 400	0,1	0,1
Guangdong Electric Power Development Co Ltd	35 900	-	-
Guangdong Golden Dragon Development Inc	21 200	0,1	0,1
Guangdong Guangzhou Daily Media Co Ltd	13 200	-	-
Guangdong Guanhao High-Tech Co Ltd	28 800	0,1	0,1
Guangdong Haid Group Co Ltd	6 612 479	15,2	15,2
Guangdong HEC Technology Holding Co Ltd	16 000	-	-
Guangdong Investment Ltd	4 201 027	6,3	6,3
Guangdong Weihua Corp	11 800	-	-
Guangdong Yihua Timber Industry Co Ltd	53 730	0,1	0,1
Guanghui Energy Co Ltd	150 100	0,2	0,2
Guangshen Railway Co Ltd	150 300	0,1	0,1
Guangxi Liugong Machinery Co Ltd	3 447 079	8,1	8,1
Guangxi Wuzhou Zhongheng Group Co Ltd	45 600	0,1	0,1
Guangzhou Automobile Group Co Ltd	3 521 512	3,7	3,7
Guangzhou Baiyun International Airport Co Ltd	25 000	-	-
Guangzhou Baiyunshan Pharmaceutical Holdings Co Ltd	23 500	0,1	0,1
Guangzhou Development Group Inc	33 000	-	-
Guangzhou Haige Communications Group Inc Co	34 100	0,1	0,1
Guangzhou R&F Properties Co Ltd	1 615 636	2,3	2,3
Guangzhou Shipyard International Co Ltd	10 600	0,1	0,1
Gudang Garam Tbk PT	1 127 200	6,4	6,4
Guess? Inc	243 994	6,0	6,0
Guizhou Bailing Group Pharmaceutical Co Ltd	6 800	-	-
Guizhou Panjiang Refined Coal Co Ltd	22 500	-	-
Guizhou Xinbang Pharmaceutical Co Ltd	9 600	-	-
Guizhou Yibai Pharmaceutical Co Ltd	12 400	0,1	0,1
Gujarat Mineral Development Corp Ltd	670 000	1,6	1,6
Gujarat Pipavav Port Ltd	300 000	1,1	1,1
Gulf International Services QSC	121 553	3,8	3,8
Gulfport Energy Corp	150 000	7,3	7,3
GungHo Online Entertainment Inc	265 800	1,1	1,1
Gunma Bank Ltd, The	248 091	1,9	1,9

au 31 décembre 2014

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Guoyuan Securities Co Ltd		41 100	0,2				0,2
H&R Block Inc		11 521 500	449,5				449,5
H&R Real Estate Investment Trust		170 100	3,7				3,7
H2O Innovation Inc		2 405 774	3,5				3,5
Hachijuni Bank Ltd, The		270 000	2,0				2,0
Haci Omer Sabanci Holding AS		2 402 231	12,1				12,1
Haemonetics Corp		226 264	9,8				9,8
Hafnia Holding		399 000	-			-	-
	classe B	225 500	-			-	-
Haier Electronics Group Co Ltd		2 370 836	6,5				6,5
Hainan Airlines Co Ltd		279 200	0,2				0,2
Haining China Leather Market Co Ltd		797 920	2,4				2,4
Haitian International Holdings Ltd		1 016 000	2,5				2,5
Haitong Securities Co Ltd	classe A	3 619 343	16,3			16,3	
	classe H	137 503	0,4			0,4	16,7
Hakuhodo DY Holdings Inc		153 650	1,7				1,7
Halla Visteon Climate Control Corp		96 332	4,9				4,9
Halliburton Co		411 225	18,7				18,7
Hamamatsu Photonics KK		46 900	2,6				2,6
Hamburger Hafen und Logistik AG		94 695	2,3				2,3
Hammerson PLC		517 015	5,6				5,6
Hana Financial Group Inc		757 086	25,5				25,5
Hanergy Thin Film Power Group Ltd		19 868 343	8,3				8,3
Hang Lung Properties Ltd		1 478 587	4,8				4,8
Hang Seng Bank Ltd		504 160	9,7				9,7
Hang Zhou Great Star Industrial Co Ltd		17 100	-				-
Hangzhou Binjiang Real Estate Group Co Ltd		22 100	-				-
Hangzhou Hikvision Digital Technology Co Ltd		2 665 439	11,1				11,1
Hankook Tire Co Ltd		193 885	10,8				10,8
Hankyu Hanshin Holdings Inc		754 000	4,7				4,7
Hannover Rueck SE		39 751	4,2				4,2
Han's Laser Technology Industry Group Co Ltd		36 000	0,1				0,1
Hanwha Chemical Corp		271 370	3,4				3,4
Hanwha Life Insurance Co Ltd		559 782	4,9				4,9
Harbin Gloria Pharmaceuticals Co Ltd		11 430	-				-
Harbin Pharmaceutical Group Co Ltd		41 700	0,1				0,1
Harbinger Capital Partners Offshore Fund I Ltd		114 753	3,3				3,3
Hargreaves Lansdown PLC		156 342	2,9				2,9

Harley-Davidson Inc		104 000	7,9		7,9
Harman International Industries Inc		33 200	4,1		4,1
Harris Corp		50 700	4,2		4,2
Hartford Financial Services Group Inc, The		348 341	16,8		16,8
Harvest Natural Resources Inc		3 372 000	7,1		7,1
Harvey Norman Holdings Ltd		366 071	1,2		1,2
Hasbro Inc		54 897	3,5		3,5
Havells India Ltd		200 000	1,0		1,0
Hawaiian Electric Industries Inc		438 700	17,0		17,0
HCL Technologies Ltd		472 421	13,8		13,8
HCP Inc		459 600	23,4		23,4
HDFC Bank Ltd		397 402	7,2		7,2
Health Care REIT Inc		252 820	22,2		22,2
Healthscope Ltd		742 201	1,9		1,9
Hebei Chengde Lolo Co		1 009 256	4,1		4,1
Hebei Iron & Steel Co Ltd		179 700	0,1		0,1
Hebei Sailhero Environmental Protection High-tech Co Ltd		1 145 841	3,2		3,2
Hecla Mining Co		2 211 984	7,2		7,2
Hefei Meiya Optoelectronic Technology Inc		4 900	-		-
HeidelbergCement AG		92 910	7,7		7,7
Heilongjiang Interchina Water Treatment Co Ltd		59 800	0,1		0,1
Heineken Holding NV		822 331	59,9		59,9
Heineken NV		6 757 267	558,3		558,3
Hellenic Telecommunications Organization SA		641 188	8,2		8,2
Helmerich & Payne Inc		52 579	4,1		4,1
Henan Pinggao Electric Co Ltd		30 200	0,1		0,1
Henan Shenhua Coal & Power Co Ltd		50 500	0,1		0,1
Henan Shuanghui Investment & Development Co Ltd		1 660 456	9,8		9,8
Henan Zhongfu Industry Co Ltd		37 900	-		-
Henderson Land Development Co Ltd		692 454	5,6		5,6
Hengan International Group Co Ltd		19 533 790	236,5		236,5
Hengbao Co Ltd		22 400	-		-
Hengkang Medical Group Co Ltd		13 400	-		-
Hengtong Optic-electric Co Ltd		3 017 166	10,7		10,7
Henkel AG & Co KGaA		77 069	8,7	8,7	
	privilégées	117 450	14,7	14,7	23,4
Hennes & Mauritz AB		625 896	30,2		30,2
Henry Schein Inc		1 400	0,2		0,2
Herman Miller Inc		188 649	6,4		6,4
Hermes International		18 144	7,5		7,5
Hermes Microvision Inc		54 905	3,2		3,2
Hero MotoCorp Ltd		260 722	14,9		14,9
Héroux-Devtek Inc		4 807 395	54,5		54,5
Hershey Co, The		71 800	8,6		8,6

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES (suite)
 au 31 décembre 2014
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Hess Corp		123 300	10,5				10,5
Hewlett-Packard Co		905 600	42,1				42,1
Hexagon AB		168 247	6,0				6,0
HICL Infrastructure Co Ltd/Fund		3 158 394	8,7				8,7
Highwealth Construction Corp		1 504 442	3,5				3,5
Hikari Tsushin Inc		11 000	0,8				0,8
Hindalco Industries Ltd		2 561 294	7,4				7,4
Hindustan Unilever Ltd		1 057 426	14,7				14,7
Hino Motors Ltd		270 500	4,2				4,2
Hirose Electric Co Ltd		19 745	2,7				2,7
Hiroshima Bank Ltd, The		330 000	1,8				1,8
Hisamitsu Pharmaceutical Co Inc		37 600	1,4				1,4
Hisense Electric Co Ltd		38 000	0,1				0,1
Hitachi Chemical Co Ltd		68 698	1,4				1,4
Hitachi Construction Machinery Co Ltd		70 927	1,8				1,8
Hitachi High-Technologies Corp		40 828	1,4				1,4
Hitachi Ltd		3 186 859	27,7				27,7
Hitachi Metals Ltd		141 000	2,8				2,8
Hite Jinro Co Ltd		72 324	1,8				1,8
Hiwin Technologies Corp		327 421	3,2				3,2
HKT Trust & HKT Ltd		1 747 220	2,6				2,6
Hokuhoku Financial Group Inc		802 000	1,9				1,9
Hokuriku Electric Power Co		110 900	1,6				1,6
Holcim Ltd		190 277	15,8				15,8
Hollysys Automation Technologies Ltd		47 800	1,4				1,4
Home Depot Inc, The		889 400	108,1				108,1
Home Product Center PCL		9 535 722	2,8				2,8
Homeinns Hotel Group		42 304	1,5				1,5
Hon Hai Precision Industry Co Ltd		32 321 928	104,1				104,1
Honda Motor Co Ltd		1 074 762	36,6				36,6
Honeywell International Inc		397 500	46,0				46,0
Hong Kong & China Gas Co Ltd		4 158 862	11,0				11,0
Hong Kong Exchanges and Clearing Ltd		730 928	18,7				18,7
Hong Leong Bank Bhd		1 295 952	6,0				6,0
Hong Leong Financial Group Bhd		486 900	2,7				2,7
Hong Yuan Securities Co Ltd		92 000	0,5				0,5
Hongfa Technology Co Ltd		1 181 024	4,1				4,1
Hongkong Land Holdings Ltd		438 000	3,4				3,4

Hormel Foods Corp		65 200	3,9		3,9
Hortonworks Inc		50 000	1,6		1,6
Hospira Inc		82 100	5,8		5,8
Hospital Infrastructure Partners NOH Partnership				30,0	30,0
Host Hotels & Resorts Inc		367 500	10,1		10,1
Hotai Motor Co Ltd		633 756	11,0		11,0
Hotel Shilla Co Ltd		86 007	8,3		8,3
Housing Development Finance Corp Ltd		2 835 600	59,1		59,1
Howard Hughes Corp , The		24 745	3,7		3,7
Hoya Corporation		307 564	12,2		12,2
HSBC Bank Canada				43,3	43,3
HSBC Finance Corp				13,8	13,8
HSBC Holdings PLC		12 685 830	139,4	66,3	205,7
HTC Corp		77 397	0,4		0,4
Hua Nan Financial Holdings Co Ltd		15 631 091	10,2		10,2
Huadian Power International Corp Ltd	classe A	8 390 624	11,0	11,0	
	classe H	2 596 000	2,6	2,6	13,6
Huadong Medicine Co Ltd		862 272	8,5		8,5
Huagong Tech Co Ltd		25 800	0,1		0,1
Huaku Development Co Ltd		526 000	1,1		1,1
Hualan Biological Engineering Inc		14 040	0,1		0,1
Huaneng Power International Inc		22 820 025	35,7		35,7
Huapont-Nutrichem Co Ltd		466 594	1,5		1,5
Huatai Securities Co Ltd		117 100	0,5		0,5
Huawen Media Investment Group Corp		49 600	0,1		0,1
Huaxia Bank Co Ltd		162 900	0,4		0,4
Huaxin Cement Co Ltd		23 800	-		-
Huayu Automotive Systems Co Ltd		3 715 638	10,7		10,7
Hudson City Bancorp Inc		233 400	2,7		2,7
Hudson Pacific Properties Inc		213 300	7,4		7,4
Hugo Boss AG		30 146	4,3		4,3
Hulic Co Ltd		157 200	1,8		1,8
Hulic Reit Inc		1 525	2,7		2,7
Huludao Zinc Industry Co		37 400	-		-
Humana Inc		91 100	15,2		15,2
Humanwell Healthcare Group Co Ltd		19 200	0,1		0,1
Hunan Corun New Energy Co Ltd		15 900	0,1		0,1
Hunan Dakang Pasture Farming Co Ltd		27 900	-		-
Hunan TV & Broadcast Intermediary Co Ltd		37 200	0,1		0,1
Hundsun Technologies Inc		24 259	0,2		0,2
Huntington Bancshares Inc		394 400	4,8		4,8
Husky Energy Inc				87,0	87,0
Husqvarna AB		268 934	2,3		2,3
Hutchison Port Holdings Trust		3 733 000	3,0		3,0

au 31 décembre 2014

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Hutchison Whampoa Ltd		1 405 323	18,7				18,7
Hydro One Inc					296,2		296,2
Hyflux Ltd		2 775 000	2,0				2,0
Hyosung Corp		58 847	4,2				4,2
Hypermarcas SA		21 316	0,2				0,2
Hysan Development Co Ltd		421 000	2,2				2,2
Hyundai Department Store Co Ltd		39 217	5,1				5,1
Hyundai Development Co-Engineering & Construction		145 759	5,9				5,9
Hyundai Engineering & Construction Co Ltd		186 603	8,3				8,3
Hyundai Glovis Co Ltd		33 837	10,4				10,4
Hyundai Heavy Industries Co Ltd		108 552	13,2				13,2
Hyundai Marine & Fire Insurance Co Ltd		161 336	4,4				4,4
Hyundai Merchant Marine Co Ltd		49 728	0,5				0,5
Hyundai Mipo Dockyard Co Ltd		28 359	2,1				2,1
Hyundai Mobis Co Ltd		177 754	44,2				44,2
Hyundai Motor Co		418 137	74,5			74,5	
	privilégées	158 469	21,9			21,9	96,4
Hyundai Steel Co		180 284	12,1				12,1
Hyundai Wia Corp		42 066	7,8				7,8
IAC/InterActiveCorp		70 000	4,9				4,9
IAMGOLD Corp		2 136	-				-
Iberdrola SA		3 400 250	26,7				26,7
Ibiden Co Ltd		79 524	1,4				1,4
ICA Gruppen AB		51 025	2,3				2,3
Icade		72 869	6,8				6,8
ICAP PLC		363 280	3,0				3,0
ICICI Bank Ltd		3 486 455	22,7				22,7
Iconix Brand Group Inc		222 637	8,7				8,7
Idea Cellular Ltd		1 986 308	5,6				5,6
Idearc Inc		450 000	-				-
Idemitsu Kosan Co Ltd		58 000	1,1				1,1
IDEX Corp		75 844	6,8				6,8
Iflytek Co Ltd		27 244	0,1				0,1
IGM Financial Inc					105,6		105,6
IHH Healthcare Bhd		4 260 432	6,8				6,8
IHI Corp		917 609	5,5				5,5
Iida Group Holdings Co Ltd		106 716	1,5				1,5
IJM Corp Bhd		2 511 906	5,5				5,5

Iliad SA		17 229	4,8		4,8
Illinois Tool Works Inc		218 482	24,0		24,0
Iluka Resources Ltd		276 020	1,6		1,6
Imerys SA		22 616	1,9		1,9
IMI PLC		178 944	4,1		4,1
Immofinanz AG		632 603	1,9		1,9
Immunotec Inc		10 038 617	3,0		3,0
Impala Platinum Holdings Ltd		1 405 948	10,7		10,7
Impax Laboratories Inc		185 000	6,8		6,8
Imperial Holdings Ltd		489 336	9,1		9,1
Imperial Tobacco Group PLC		800 232	41,0		41,0
Incitec Pivot Ltd		1 091 023	3,3		3,3
Indian Hotels Co Ltd		3 911 644	9,0	1,9	10,9
Indian Oil Corp Ltd		1 083 072	6,6		6,6
Inditex SA		842 305	28,0		28,0
Indivior PLC		521 291	1,4		1,4
Indo Tambangraya Megah Tbk PT		1 019 600	1,5		1,5
Indocement Tunggul Prakarsa Tbk PT		1 296 196	3,0		3,0
Indofood CBP Sukses Makmur Tbk PT		2 006 600	2,5		2,5
Indofood Sukses Makmur Tbk PT		9 318 331	5,9		5,9
Indorama Ventures PCL		3 102 894	2,2		2,2
IndusInd Bank Ltd		384 337	5,7		5,7
Industrial & Commercial Bank of China Ltd	classe A	19 803 791	18,0	18,0	
	classe H	117 402 505	99,2	99,2	117,2
Industrial Bank Co Ltd		12 453 657	38,4		38,4
Industrial Bank of Korea		640 989	9,5		9,5
Industrial Securities Co Ltd		149 500	0,4		0,4
Industrias Penoles SAB de CV		363 967	8,3		8,3
Industrielle Alliance, Assurance et Services Financiers Inc		9 615 700	427,2	32,5	459,7
Industries Qatar QSC		395 714	21,1		21,1
Industrivarden AB		107 989	2,2		2,2
Infineon Technologies AG		743 406	9,2		9,2
Informatica Corp		325 000	14,4		14,4
Infosys Ltd		2 016 559	73,0		73,0
Infotmic Co Ltd		23 000	-		-
ING Groep NV		2 619 128	39,8		39,8
ING Vysya Bank Ltd		544 146	8,7		8,7
Ingenico		10 050	1,2		1,2
Ingenious Ene-Carbon New Materials Co Ltd		50 200	0,1		0,1
Ingersoll-Rand PLC		128 800	9,5		9,5
Inmarsat PLC		280 766	4,1		4,1
Inner Mongolia Jinyu Group Ltd		11 700	0,1		0,1
Inner Mongolia Junzheng Energy & Chemical Industry Co Ltd		29 700	0,1		0,1
Inner Mongolia MengDian HuaNeng Thermal Power Corp Ltd		98 300	0,1		0,1

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES (suite)
 au 31 décembre 2014
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
	Inner Mongolia Yili Industrial Group Co Ltd	8 965 981	47,9				47,9
	Inner Mongolia Yitai Coal Co Ltd	1 690 731	2,8				2,8
	Inner Mongolian Baotou Steel Union Co Ltd	418 300	0,3				0,3
	Innergex Energie Renouvelable Inc	10 610 461	120,5				120,5
	Innolux Corp	4 519 209	2,6				2,6
	Innovente Inc	5 868 182	0,2				0,2
	Inotera Memories Inc	5 895 267	10,8				10,8
	Inpex Corp	578 400	7,5				7,5
	Inspur Electronic Information Industry Co Ltd	11 600	0,1				0,1
	Insurance Australia Group Ltd	1 543 663	9,1				9,1
	Intact Financial Corp	5 029 746	421,7				421,7
	Integra Gold Corp	3 355 850	0,7				0,7
	Integrys Energy Group Inc	38 800	3,5				3,5
	Intel Corp	46 100	1,9				1,9
	Inter Pipeline Ltd				133,8		133,8
	Inter-American Development Bank				78,3		78,3
	Interconexion Electrica SA ESP	1 014 303	4,3				4,3
	Intercontinental Exchange Inc	54 721	13,9				13,9
	InterContinental Hotels Group PLC	155 655	7,3				7,3
	International Business Machines Corp	3 834 925	712,6				712,6
	International Consolidated Airlines Group SA	671 891	5,8				5,8
	International Container Terminal Services Inc	1 312 272	3,9				3,9
	International Flavors & Fragrances Inc	39 200	4,6				4,6
	International Hospitality Inc	4 099 831	-				-
	International Paper Co	205 600	12,8				12,8
	International Public Partnerships Ltd	1 733 184	4,2				4,2
	InterOil Corp	245 000	13,8				13,8
	Interpublic Group of Cos Inc, The	203 400	4,9				4,9
	Intertek Group PLC	3 132 874	132,1				132,1
	Interval Leisure Group Inc	433 753	10,5				10,5
	Intesa Sanpaolo SpA	8 286 751	27,8				27,8
	Intime Retail Group Co Ltd	1 954 352	1,6				1,6
	Intu Properties PLC	604 730	3,6				3,6
	Intuit Inc	1 834 400	195,9				195,9
	Intuitive Surgical Inc	19 900	12,2				12,2
	Inventec Corp	6 010 932	4,7				4,7
	Invesco Ltd	208 900	9,6				9,6
	Investec Ltd	635 462	6,2				6,2

Investec PLC	364 058	3,6	3,6
Investment AB Kinnevik	155 182	5,9	5,9
Investor AB	300 268	12,6	12,6
Investors Bancorp Inc	963 542	12,5	12,5
Invincible Investment Corp	7 359	3,6	3,6
Iochepe-Maxion SA	1 175 000	6,2	6,2
IOI Corp Bhd	6 498 219	10,3	10,3
IOI Properties Group Bhd	3 757 684	3,0	3,0
Ipsos	26 640	0,9	0,9
I-Pulse Inc	53 035	0,2	0,2
IRICO Display Devices Co Ltd	21 300	-	-
Iridium Communications Inc	759 994	8,6	8,6
Irish Bank Resolution Corp Ltd	302 266	-	-
Iron Mountain Inc	104 932	4,7	4,7
IRPC PCL	25 813 852	2,8	2,8
Isagen SA ESP	2 139 660	3,1	3,1
Isetan Mitsukoshi Holdings Ltd	221 240	3,2	3,2
iShares China Large-Cap ETF	11 789	0,6	0,6
iShares India 50 ETF	32 026	1,1	1,1
iShares MSCI Brazil Capped ETF	56 168	2,4	2,4
iShares MSCI Chile Capped ETF	5 600	0,3	0,3
iShares MSCI Emerging Markets ETF	7 807 726	355,3	355,3
iShares MSCI Malaysia ETF	1 000 000	15,6	15,6
iShares MSCI Mexico Capped ETF	7 651	0,5	0,5
iShares MSCI South Korea Capped ETF	3 100	0,2	0,2
iShares S&P/TSX 60 Index ETF	749 689	16,1	16,1
Israel Chemicals Ltd	293 126	2,5	2,5
Israel Corp Limited, The	1 776	1,0	1,0
ISS A/S	61 199	2,1	2,1
Isuzu Motors Ltd	1 146 500	16,4	16,4
Itau Unibanco Holding SA	5 392 794	81,3	81,3
Itausa - Investimentos Itau SA	6 098 738	25,0	25,0
ITC Ltd	3 784 205	25,6	25,6
ITOCHU Corp	992 537	12,4	12,4
Itochu Techno-Solutions Corp	15 819	0,7	0,7
ITV PLC	2 525 054	9,8	9,8
Ivanhoe Mines Ltd	8 486 533	8,7	8,7
Iyo Bank Limited, The	160 100	2,0	2,0
J Front Retailing Co Ltd	159 080	2,2	2,2
J Sainsbury PLC	819 779	3,7	3,7
Jacobs Engineering Group Inc	63 300	3,3	3,3
Jagran Prakashan Ltd	709 000	1,8	1,8
James Hardie Industries Plc	293 275	3,7	3,7
Japan Airlines Co Ltd	78 900	2,7	2,7

au 31 décembre 2014

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Japan Airport Terminal Co Ltd		214 300	9,9				9,9
Japan Display Inc		237 900	0,9				0,9
Japan Exchange Group Inc		171 900	4,7				4,7
Japan Prime Realty Investment Corp		517	2,1				2,1
Japan Real Estate Investment Corp		825	4,6				4,6
Japan Retail Fund Investment Corp		1 600	3,9				3,9
Japan Tobacco Inc		725 200	23,3				23,3
Jardine Cycle & Carriage Ltd		70 000	2,6				2,6
Jasa Marga Persero Tbk PT		4 919 224	3,2				3,2
JBS SA		1 431 257	7,0				7,0
JCDecaux SA		44 199	1,8				1,8
Jeronimo Martins SGPS SA		165 939	1,9				1,9
JFE Holdings Inc		324 061	8,4				8,4
JG Summit Holdings Inc		6 331 780	10,8				10,8
JGC Corp		136 543	3,3				3,3
JHSF Participacoes SA		540 400	0,6				0,6
Jiangling Motors Corp Ltd		7 500	-				-
Jiangsu Expressway Co Ltd		1 944 941	2,7				2,7
Jiangsu Hengrui Medicine Co Ltd		1 908 268	13,4				13,4
Jiangsu Kangde Xin Composite Material Co Ltd		29 600	0,2				0,2
Jiangsu Kanion Pharmaceutical Co Ltd		15 700	0,1				0,1
Jiangsu Phoenix Publishing & Media Corp Ltd		34 600	0,1				0,1
Jiangsu Yanghe Brewery Joint-Stock Co Ltd		10 600	0,2				0,2
Jiangsu Yueda Investment Co Ltd		30 900	0,1				0,1
Jiangsu Yuyue Medical Equipment & Supply Co Ltd		9 000	-				-
Jiangsu Zhongtian Technology Co Ltd		27 100	0,1				0,1
Jiangsu Zongyi Co Ltd		34 600	0,1				0,1
Jiangxi Copper Co Ltd		2 266 989	4,6				4,6
Jiangxi Ganyue Expressway Co Ltd		56 500	-				-
Jiangxi Hongdu Aviation Industry Corp Ltd		17 300	0,1				0,1
Jiaozuo Wanfang Aluminum Manufacturing Co Ltd		29 000	-				-
Jihua Group Corp Ltd		55 900	0,1				0,1
Jilin Aodong Medicine Industry Groups Co Ltd		35 100	0,2				0,2
Jilin Yatai Group Co Ltd		73 300	0,1				0,1
Jindal Steel & Power Ltd		511 132	1,4				1,4
Jinduicheng Molybdenum Co Ltd		39 000	0,1				0,1
Jinlin Ji En Nickel Industry Co Ltd		20 600	-				-
Jinxi Axle Co Ltd		19 400	0,1				0,1

Jishi Media Co Ltd	28 400	0,1		0,1
Jive Software Inc	840 000	5,9		5,9
Jizhong Energy Resources Co Ltd	32 900	-		-
JM Smucker Company, The	49 400	5,8		5,8
John Laing Infrastructure Fund Ltd	1 600 385	3,5		3,5
John Wiley & Sons Inc	152 918	10,5		10,5
Johnson & Johnson	7 250 180	878,1		878,1
Johnson Controls Inc	323 200	18,1		18,1
Johnson Health Tech Co Ltd	383 000	1,0		1,0
Johnson Matthey PLC	135 088	8,3		8,3
Joincare Pharmaceutical Group Industry Co Ltd	29 500	-		-
Jointown Pharmaceutical Group Co Ltd	17 500	0,1		0,1
Jollibee Foods Corp	992 559	5,5		5,5
Jonjee High-Tech Industrial And Commercial Holding Co Ltd	182 920	0,4		0,4
Joy Global Inc	47 600	2,6		2,6
Joyo Bank Ltd, The	431 205	2,5		2,5
JPMorgan Chase & Co	3 497 985	253,5	396,7	650,2
JSR Corp	117 650	2,4		2,4
JSW Steel Ltd	118 163	2,3		2,3
JTEKT Corp	135 300	2,7		2,7
Ju Teng International Holdings Ltd	2 505 000	1,4		1,4
Julius Baer Group Ltd	147 542	7,9		7,9
JUMBO SA	266 979	3,2		3,2
Jumei International Holding Ltd	72 800	1,1		1,1
Junex Inc	3 231 581	1,4		1,4
Juniper Networks Inc	186 800	4,8		4,8
JX Holdings Inc	1 480 610	6,7		6,7
K Wah International Holdings Ltd	3 004 000	1,8		1,8
K+S AG	113 559	3,6		3,6
Kabel Deutschland Holding AG	14 589	2,3		2,3
Kajima Corp	557 952	2,7		2,7
Kakaku.com Inc	95 900	1,6		1,6
Kalbe Farma Tbk PT	54 381 300	9,3		9,3
Kamigumi Co Ltd	153 566	1,6		1,6
Kaneka Corp	184 306	1,2		1,2
Kangmei Pharmaceutical Co Ltd	74 700	0,2		0,2
Kangwon Land Inc	303 354	9,7		9,7
Kansai Electric Power Co Inc, The	464 164	5,1		5,1
Kansai Paint Co Ltd	153 000	2,8		2,8
Kansas City Southern	53 500	7,6		7,6
Kao Corporation	340 120	15,6		15,6
Karur Vysya Bank Ltd, The	98 000	1,0		1,0
Kasikornbank PCL	4 689 172	37,8		37,8
Kaupthing Bank Hf			16,3	16,3

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES (suite)
 au 31 décembre 2014
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Kaveri Seed Co Ltd		54 000	0,8				0,8
Kawasaki Heavy Industries Ltd		936 532	5,0				5,0
KB Financial Group Inc		1 005 461	38,3				38,3
KBC Groep NV		165 083	10,8				10,8
KCC Corp		14 917	8,2				8,2
KDDI Corp		8 949 200	660,2				660,2
Keda Clean Energy Co Ltd		25 300	0,1				0,1
Keihan Electric Railway Co Ltd		336 000	2,1				2,1
Keihin Corp		165 000	2,9				2,9
Keikyu Corp		309 459	2,7				2,7
Keio Corp		381 769	3,2				3,2
Keisei Electric Railway Co Ltd		181 958	2,6				2,6
Kellogg Co		122 300	9,3				9,3
Kenedix Office Investment Corp		509	3,3				3,3
KEPCO Plant Service & Engineering Co Ltd		52 206	4,4				4,4
Keppel Corp Ltd		958 632	7,4				7,4
Keppel Land Ltd		458 796	1,4				1,4
Kering		49 929	11,2				11,2
Kerry Group PLC		104 300	8,3				8,3
Kerry Logistics Network Ltd		1 168 500	2,1				2,1
Kerry Properties Ltd		428 729	1,8				1,8
Keurig Green Mountain Inc		58 911	9,0				9,0
KeyCorp		420 400	6,8				6,8
Keyence Corp		30 013	15,6				15,6
KGHM Polska Miedz SA		373 665	13,3				13,3
Kia Motors Corp		1 042 518	57,5				57,5
Kikkoman Corp		97 235	2,8				2,8
Kildonan Castle Global Credit Opportunity Fund Ltd		61 043	79,5				79,5
Kimberly-Clark Corp		4 250 250	568,8				568,8
Kimberly-Clark de Mexico SAB de CV		4 018 070	10,1				10,1
Kimco Realty Corp		199 600	5,8				5,8
Kinder Morgan Inc		1 798 525	88,1				88,1
King Digital Entertainment Plc		170 000	3,0				3,0
Kingboard Chemical Holdings Ltd		1 060 880	2,1				2,1
Kingenta Ecological Engineering Group Co Ltd		1 449 764	7,3				7,3
Kingfa Sci & Tech Co Ltd		74 300	0,1				0,1
Kingfisher PLC		1 702 605	10,5				10,5
Kingmaker Footwear Holdings Ltd		4 608 000	0,9				0,9

Kingsoft Corp Ltd	1 035 725	2,4	2,4
Kinsus Interconnect Technology Corp	689 971	2,7	2,7
Kintetsu Corp	1 193 819	4,6	4,6
Kirin Holdings Co Ltd	540 685	7,8	7,8
Kite Realty Group Trust	258 425	8,6	8,6
Klabin SA	699 941	4,4	4,4
KLA-Tencor Corp	112 740	9,2	9,2
Klépierre	237 238	11,9	11,9
Kobe Steel Ltd	2 041 993	4,1	4,1
Kobenhavns Lufthavne	350	0,2	0,2
KOC Holding AS	1 658 662	10,2	10,2
Kohl's Corp	98 000	6,9	6,9
Koito Manufacturing Co Ltd	63 600	2,3	2,3
Komatsu Ltd	615 687	16,0	16,0
Komercni Banka AS	39 778	9,5	9,5
Konami Corp	66 268	1,4	1,4
Kone OYJ	206 230	10,9	10,9
Konica Minolta Inc	303 615	3,9	3,9
Koninklijke Ahold NV	589 597	12,2	12,2
Koninklijke DSM NV	113 621	8,1	8,1
Koninklijke KPN NV	2 111 307	7,8	7,8
Koninklijke Philips NV	630 656	21,3	21,3
Koninklijke Vopak NV	46 350	2,8	2,8
Korea Aerospace Industries Ltd	113 083	4,7	4,7
Korea Electric Power Corp	674 311	30,3	30,3
Korea Gas Corp	15 374	0,8	0,8
Korea Investment Holdings Co Ltd	100 566	5,1	5,1
Korea Zinc Co Ltd	21 891	9,3	9,3
Korean Air Lines Co Ltd	38 490	1,9	1,9
Kotak Mahindra Bank Ltd	199 000	4,6	4,6
KP Tissue Inc	857 486	14,5	14,5
Kraft Foods Group Inc	285 694	20,7	20,7
Kroger Company, The	238 300	17,7	17,7
Kroton Educacional SA	4 905 243	33,1	33,1
Kruger Products LP			18,8
Krung Thai Bank PCL	9 007 719	7,2	7,2
KT Corp	137 591	4,5	4,5
KT&G Corp	286 943	23,0	23,0
Kuala Lumpur Kepong Bhd	1 097 541	8,3	8,3
Kubota Corp	741 282	12,6	12,6
Kuehne + Nagel International AG	35 598	5,6	5,6
Kulicke & Soffa Industries Inc	72 200	1,2	1,2
Kumba Iron Ore Ltd	168 534	4,0	4,0
Kumho Petrochemical Co Ltd	35 347	3,0	3,0

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES (suite)
 au 31 décembre 2014
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Kunlun Energy Co Ltd		5 136 644	5,6				5,6
Kuraray Co Ltd		227 132	3,0				3,0
Kurita Water Industries Ltd		66 766	1,6				1,6
Kweichow Moutai Co Ltd		316 066	11,2				11,2
KWG Property Holding Ltd		2 998 000	2,4				2,4
Kyocera Corp		211 582	11,4				11,4
Kyowa Hakko Kirin Co Ltd		152 185	1,7				1,7
Kyushu Electric Power Co Inc		281 344	3,3				3,3
L Brands Inc		119 300	12,0				12,0
L-3 Communications Holdings Inc		41 300	6,0				6,0
Laboratory Corp of America Holdings		41 000	5,1				5,1
Lafarge Malaysia Bhd		1 095 370	3,5				3,5
Lafarge SA		123 136	10,0				10,0
Lagardere SCA		77 802	2,4				2,4
Lakeside Minerals Corp		434 231	-				-
Lam Research Corp		77 162	7,1				7,1
Lamêlée Minerais de Fer Ltée		4 006 500	0,1				0,1
Land Securities Group PLC		1 030 328	21,5				21,5
Landsbanki Islands HF					3,1		3,1
Lanxess AG		60 335	3,3				3,3
Largan Precision Co Ltd		159 558	14,0				14,0
Larsen & Toubro Ltd		707 793	19,4				19,4
Latam Airlines Group SA		856 404	11,6				11,6
Laurion Capital Ltd		39 308	149,1				149,1
Lawson Inc		42 951	3,0				3,0
Lee & Man Paper Manufacturing Ltd		2 231 532	1,4				1,4
Leeds Master Fund Ltd		55 258	0,5				0,5
Lee's Pharmaceutical Holdings Ltd		1 270 000	2,2				2,2
Legacy Oil + Gas Inc		5 000 000	10,8				10,8
Legal & General Group PLC		3 914 382	17,6				17,6
Legg Mason Inc		48 700	3,0				3,0
Leggett & Platt Inc		66 800	3,3				3,3
Legrand SA		174 558	10,7				10,7
Leighton Holdings Ltd		66 945	1,4				1,4
Lend Lease Group		361 654	5,6				5,6
Lennar Corp		86 600	4,5				4,5
Lenovo Group Ltd		3 442 862	5,2				5,2
Leoni AG		85 000	5,9				5,9

Lepu Medical Technology Beijing Co Ltd		1 396 861	6,2		6,2
Les entreprises Cabia Goldhills Inc		775 000	-		-
Les Métaux Canadiens Inc		840 000	-		-
Les mines Blue Note Inc		6 668 813	-		-
Les propriétés Genius Ltée		1 000 000	0,1		0,1
Les Ressources Threegold Inc		1 615 666	-		-
Les Ressources Yorbeau Inc		7 915 499	0,4		0,4
Leshi Internet Information & Technology Corp, Beijing		687 124	4,2		4,2
Leucadia National Corp		153 700	4,0		4,0
Level 3 Communications Inc		135 300	7,7		7,7
LG Chem Ltd		121 083	23,1	23,1	
	privilégiées	19 667	2,9	2,9	26,0
LG Corp		246 857	15,9		15,9
LG Display Co Ltd		603 558	21,4		21,4
LG Electronics Inc		157 169	9,8		9,8
LG Household & Health Care Ltd		24 410	16,0		16,0
LG Innotek Co Ltd		33 558	4,0		4,0
LG Uplus Corp		563 150	6,8		6,8
Li & Fung Ltd		3 858 586	4,2		4,2
Lianhe Chemical Technology Co Ltd		1 012 285	2,8		2,8
Liaoning Cheng Da Co Ltd		63 531	0,3		0,3
Liberty Holdings Ltd		299 516	3,7		3,7
LIC Housing Finance Ltd		387 670	3,1		3,1
Life Healthcare Group Holdings Ltd		2 454 052	10,5		10,5
Limelight Networks Inc		1 175 000	3,8		3,8
Lincoln National Corp		126 000	8,4		8,4
Linde AG		126 621	27,4		27,4
Linear Technology Corp		4 205 600	222,1		222,1
Link REIT, The		2 233 240	16,2		16,2
Linx SA		177 100	3,9		3,9
Lippo Karawaci Tbk PT		44 362 200	4,2		4,2
Liquefied Natural Gas Ltd		310 000	0,7		0,7
Lite-On Technology Corp		5 428 115	7,2		7,2
Livzon Pharmaceutical Group Inc		464 809	4,3		4,3
LIXIL Group Corp		175 373	4,3		4,3
Lloyds Banking Group PLC		37 641 316	51,5		51,5
Localiza Rent a Car SA		45 255	0,7		0,7
Lockheed Martin Corp		2 925 030	652,4		652,4
Loews Corp		145 200	7,1		7,1
Log-in Logistica Intermodal SA		1 166 000	1,7		1,7
Lojas Americanas SA		288 100	1,6	1,6	
	privilégiées	6 095	-	-	1,6
Lojas Renner SA		6 700	0,2		0,2
London Stock Exchange Group PLC		148 670	6,0		6,0

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES (suite)
 au 31 décembre 2014
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Longfor Properties Co Ltd		2 165 011	3,2				3,2
Lonza Group AG		46 556	6,1				6,1
L'Oréal SA		165 708	32,4				32,4
Lorillard Inc		288 630	21,0				21,0
Lotte Chemical Corp		19 764	3,3				3,3
Lotte Confectionery Co Ltd		1 832	3,4				3,4
Lotte Shopping Co Ltd		29 037	8,4				8,4
Lowe's Cos Inc		472 100	37,6				37,6
LPP SA		2 395	5,7				5,7
LPS Brasil Consultoria de Imoveis SA		666 600	1,9				1,9
LS Corp		45 658	2,6				2,6
LS Industrial Systems Co Ltd		38 671	2,4				2,4
Lukoil OAO		1 342 185	57,3				57,3
Lumenpulse Inc		300 000	4,9				4,9
Lundin Petroleum AB		143 547	2,4				2,4
Lung Yen Life Service Corp		464 000	1,6				1,6
Luthai Textile Co Ltd		21 700	-				-
Luxin Venture Capital Group Co Ltd		10 800	0,1				0,1
Luxottica Group SpA		110 887	7,1				7,1
Luxshare Precision Industry Co Ltd		12 090	0,1				0,1
Luzhou Laojiao Co Ltd		36 851	0,1				0,1
LVMH Moet Hennessy Louis Vuitton SE		211 863	39,3				39,3
LyondellBasell Industries NV		201 600	18,5				18,5
M Dias Branco SA		80 600	3,2				3,2
M&T Bank Corp		64 145	9,3				9,3
M3 Inc		127 900	2,5				2,5
Maanshan Iron & Steel Co Ltd		115 400	0,1				0,1
Mabuchi Motor Co Ltd		32 494	1,5				1,5
Macerich Company, The		68 300	6,6				6,6
Macquarie Group Ltd		190 572	10,5				10,5
Macy's Inc		167 500	12,8				12,8
Magna International Inc		5 916 356	744,8				744,8
Magnachip Semiconductor Corp		420 000	6,3				6,3
Magnit PJSC		682 470	35,9				35,9
Mahindra & Mahindra Financial Services Ltd		543 249	3,3				3,3
Mahindra & Mahindra Ltd		694 114	15,7				15,7
Major Drilling Group International Inc		3 092 100	17,7				17,7
Makita Corp		78 470	4,2				4,2

Malaga Inc	3 784 926	-	-
Malayan Banking Bhd	7 610 146	23,1	23,1
Malaysia Airports Holdings Bhd	561 713	1,3	1,3
Mallinckrodt PLC	56 436	6,5	6,5
MAN SE	23 234	3,0	3,0
Manac Inc	575 000	4,8	4,8
Manitoba Telecom Services Inc			17,5
Manufacturers Life Insurance Company , The			61,5
Manulife Finance Delaware LP			55,4
Mapfre SA	609 039	2,4	2,4
Mapletree Greater China Commercial Trust	4 075 000	3,4	3,4
Marathon Oil Corp	327 500	10,7	10,7
Marathon Overseas Fund Ltd	4 608	-	-
Marathon Petroleum Corp	1 351 950	141,3	141,3
Marico Ltd	613 695	3,7	3,7
Marin Software Inc	679 397	6,7	6,7
MarketAxess Holdings Inc	172 037	14,3	14,3
Marketo Inc	215 000	8,1	8,1
Marks & Spencer Group PLC	1 077 867	9,3	9,3
Marriott International Inc	53 100	4,8	4,8
Marsh & McLennan Cos Inc	345 500	22,9	22,9
Martin Marietta Materials Inc	30 000	3,8	3,8
Martinrea International Inc	1 200 000	12,4	12,4
Marubeni Corp	1 088 367	7,6	7,6
Marui Group Co Ltd	157 516	1,7	1,7
Maruichi Steel Tube Ltd	31 000	0,8	0,8
Marvell Technology Group Ltd	493 900	8,3	8,3
Masco Corp	172 900	5,0	5,0
Mason Graphite Inc	142 857	0,1	3,0
Masraf Al Rayan	961 487	13,5	13,5
Massmart Holdings Ltd	284 021	4,1	4,1
MasterCard Inc	2 496 100	249,1	249,1
Matahari Department Store Tbk PT	6 697 900	9,4	9,4
Matamec Explorations Inc	1 967 250	0,1	0,1
Mattel Inc	267 410	9,6	9,6
MAXIMUS Inc	200 378	12,7	12,7
Maxis Bhd	1 043 735	2,4	2,4
Mazda Motor Corp	355 900	10,1	10,1
mBank	38 649	6,3	6,3
McCormick & Co Inc	62 700	5,4	5,4
McDonald's Corp	3 407 780	369,8	369,8
McDonald's Holdings Co Japan Ltd	43 800	1,1	1,1
McGraw Hill Financial Inc	131 700	13,6	13,6
McKesson Corp	900 300	216,5	216,5

au 31 décembre 2014

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
MDN Inc		8 221 774	0,3				0,3
Mead Johnson Nutrition Co		98 000	11,4				11,4
MeadWestvaco Corp		80 900	4,2				4,2
Media Nusantara Citra Tbk PT		9 795 300	2,3				2,3
MediaTek Inc		1 200 111	20,3				20,3
Medibank Pvt Ltd		1 814 765	4,1				4,1
Medicines Company , The		125 000	4,0				4,0
Mediclinic International Ltd		1 021 873	10,3				10,3
Mediobanca SpA		397 550	3,8				3,8
Medipal Holdings Corp		88 699	1,2				1,2
Medtronic Inc		5 181 100	433,3				433,3
MEG Energy Corp		19 198 403	375,3				375,3
Mega Financial Holding Co Ltd		25 676 591	23,0				23,0
MegaFon OAO		243 315	3,9				3,9
Megaworld Corp		29 120 364	3,5				3,5
Meggitt PLC		531 111	5,0				5,0
Meidu Energy Corp		60 100	0,1				0,1
MeiHua Holdings Group Co		60 100	0,1				0,1
MEIJI Holdings Co Ltd		40 235	4,3				4,3
Melrose Industries PLC		706 536	3,4				3,4
Memorial Resource Development Corp		350 000	7,3				7,3
Merck & Co Inc		1 433 070	94,3				94,3
Merck KGaA		85 200	9,4				9,4
Merida Industry Co Ltd		540 044	4,2				4,2
Meridian Energy Ltd		827 605	1,3				1,3
Merlin Entertainments PLC		334 145	2,4				2,4
Merrill Lynch & Co Inc					101,4		101,4
Merrill Lynch Financial Assets Inc					36,2		36,2
Mesnac Co Ltd		26 900	0,1				0,1
Metallurgical Corp of China Ltd		213 200	0,2				0,2
Metalurgica Gerdau SA		737 977	3,6				3,6
Metcash Ltd		595 488	1,0				1,0
MetLife, Inc.		1 351 200	84,7				84,7
Metro AG		106 831	3,8				3,8
Metro Inc					52,3		52,3
Metro Pacific Investments Corp		30 212 300	3,6				3,6
Metropolitan Bank & Trust Co		707 634	1,5				1,5
Metso OYJ		74 335	2,6				2,6

Mexichem SAB de CV	2 472 430	8,7	8,7
MGIC Investment Corp	756 447	8,2	8,2
MGM China Holdings Ltd	626 400	1,8	1,8
Michael Kors Holdings Ltd	49 900	4,3	4,3
Microchip Technology Inc	156 350	8,2	8,2
Micron Technology Inc	520 900	21,1	21,1
Microsoft Corp	17 864 490	961,1	961,1
Midea Group Co Ltd	3 489 564	17,9	17,9
Midland Holdings Ltd	5 120 000	3,0	3,0
Mighty River Power Ltd	461 465	1,2	1,2
Millicom International Cellular SA	43 595	3,8	3,8
Mills Estruturas e Servicos de Engenharia SA	387 000	1,6	1,6
Mincom Capital Inc	745 167	-	-
Minebea Co Ltd	211 000	3,7	3,7
Minera Frisco SAB de CV	1 664 831	2,8	2,8
Mines Agnico-Eagle Limitée	68 676	2,0	2,0
Mines de la Vallée de l'or Ltée	668	-	-
Mines Indépendantes Chibougamau Inc	1 685 820	0,1	0,1
Mines Richmont Inc	3 781 634	14,0	14,0
Mines Virginia Inc	2 595 494	39,1	39,1
Minmetals Development Co Ltd	20 700	0,1	0,1
Minor International PCL	4 023 400	4,6	4,6
Miraca Holdings Inc	36 965	1,9	1,9
Mirae Asset Securities Co Ltd	62 370	2,8	2,8
Mirvac Group	2 437 300	4,1	4,1
MISC Bhd	2 492 000	6,0	6,0
Mitsuba Corp	271 700	5,7	5,7
Mitsubishi Chemical Holdings Corp	893 732	5,1	5,1
Mitsubishi Corp	910 014	19,5	19,5
Mitsubishi Electric Corp	1 274 252	17,8	17,8
Mitsubishi Estate Co Ltd	824 981	20,4	20,4
Mitsubishi Gas Chemical Co Inc	254 915	1,5	1,5
Mitsubishi Heavy Industries Ltd	2 001 195	12,9	12,9
Mitsubishi Logistics Corp	80 696	1,4	1,4
Mitsubishi Materials Corp	737 258	2,9	2,9
Mitsubishi Motors Corp	421 500	4,5	4,5
Mitsubishi Tanabe Pharma Corp	148 013	2,5	2,5
Mitsubishi UFJ Financial Group Inc	8 406 303	54,0	54,0
Mitsubishi UFJ Lease & Finance Co Ltd	324 800	1,8	1,8
Mitsui & Co Ltd	1 125 074	17,6	17,6
Mitsui Chemicals Inc	539 381	1,8	1,8
Mitsui Fudosan Co Ltd	989 817	31,1	31,1
Mitsui OSK Lines Ltd	715 783	2,5	2,5
Mixi Inc	24 728	1,1	1,1

au 31 décembre 2014

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Mizrahi Tefahot Bank Ltd		91 226	1,1				1,1
Mizuho Financial Group Inc		15 213 034	29,8				29,8
MMC Norilsk Nickel OJSC		144 906	22,6				22,6
MMI Holdings Ltd		2 669 592	8,0				8,0
Mobile Telesystems OJSC		1 365 835	11,4				11,4
MobileIron Inc		483 728	5,6				5,6
Moelis & Co		105 119	4,3				4,3
Mohawk Industries Inc		30 100	5,4				5,4
MOL Hungarian Oil & Gas PLC		109 380	5,6				5,6
Molson Coors Brewing Co		77 300	6,7				6,7
Mondelez International Inc		815 182	34,3				34,3
MonoGen, Inc.		18 574 045	-				-
Monsanto Co		184 200	25,5				25,5
Monster Beverage Corp		70 000	8,8				8,8
Moody's Corp		122 100	13,5				13,5
Morgan Stanley		740 800	33,3		162,9		196,2
Mosaic Company, The		803 127	42,5				42,5
Moscow Exchange MICEX-RTS OAO		3 576 950	4,1				4,1
Motherson Sumi Systems Ltd		295 589	2,5				2,5
Motorola Solutions Inc		102 800	8,0				8,0
Mr Price Group Ltd		624 312	14,7				14,7
MRV Engenharia e Participacoes SA		1 087 500	3,6				3,6
MS&AD Insurance Group Holdings Inc		333 995	9,3				9,3
MTN Group Ltd		4 392 198	97,4				97,4
MTR Corp Ltd		959 000	4,6				4,6
Muenchener Rueckversicherungs-Gesellschaft AG		143 239	33,3				33,3
Multiplan Empreendimentos Imobiliarios SA		284 471	5,9				5,9
Murata Manufacturing Co Ltd		133 658	17,1				17,1
Murphy Oil Corp		81 000	4,7				4,7
MW Eureka Fund		1 188 189	211,4				211,4
Mylan Inc		181 600	11,9				11,9
Nabors Industries Ltd		139 700	2,1				2,1
Nabtesco Corp		76 054	2,2				2,2
Nagoya Railroad Co Ltd		562 000	2,4				2,4
Nampak Ltd		1 558 260	6,8				6,8
Nan Ya Plastics Corp		12 373 480	29,7				29,7
NAPEC Inc		8 694 688	7,9				7,9
NARI Technology Development Co Ltd		1 541 903	4,2				4,2

NASDAQ OMX Group Inc, The		57 000	3,2		3,2
Naspers Ltd		1 035 979	157,1		157,1
National Australia Bank Ltd		1 559 586	49,7		49,7
National Bank of Abu Dhabi PJSC		1 610 836	7,1		7,1
National Bank of Greece SA		4 159 688	8,6		8,6
National Grid PLC		32 055 834	531,5		531,5
National Oilwell Varco Inc		208 900	15,9		15,9
Natixis		616 348	4,7		4,7
Natura Cosméticos SA		1 159 064	16,1		16,1
NAVER Corp		72 405	54,3		54,3
Navient Corp		199 000	5,0		5,0
NavInfo Co Ltd		21 700	0,1		0,1
Navistar International Corp		670 000	26,0		26,0
NCSOFT Corp		18 140	3,5		3,5
NEC Corp		1 717 065	5,9		5,9
Nedbank Group Ltd		522 482	13,0		13,0
Nemaska Lithium Inc		4 276 000	0,7		0,7
Neste Oil OYJ		84 514	2,4		2,4
Nestlé India Ltd		51 319	6,0		6,0
Nestlé SA		9 676 783	822,9		822,9
NetApp Inc		151 208	7,3		7,3
Netcare Ltd		2 513 846	9,6		9,6
Netflix Inc		29 200	11,6		11,6
Netscout Systems Inc		183 792	7,8		7,8
Neuberger Berman CLO Ltd				57,9	57,9
Neusoft Corp		32 600	0,1		0,1
NeuStar Inc		268 733	8,7		8,7
New China Life Insurance Co Ltd	classe A	21 800	0,2	0,2	
	classe H	1 152 023	6,7	6,7	6,9
New Gold Inc		7 715 000	38,4		38,4
New Hope Liuhe Co Ltd		25 200	0,1		0,1
New World China Land Ltd		4 294 614	3,0		3,0
New World Development Co Ltd		4 908 740	6,5		6,5
Newcrest Mining Ltd		505 306	5,2		5,2
Newell Rubbermaid Inc		1 626 500	71,8		71,8
Newfield Exploration Co		66 600	2,1		2,1
Newmont Mining Corp		242 000	5,3		5,3
Newport Mount Royal Opportunity Fund Ltd		125 133	126,7		126,7
News Corp		242 075	4,4		4,4
Nexon Co Ltd		84 900	0,9		0,9
Next PLC		101 111	12,5		12,5
NextEra Energy Inc		2 141 189	263,6		263,6
NextEra Energy Partners LP		255 000	10,0		10,0
NGK Insulators Ltd		173 093	4,2		4,2

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
NGK Spark Plug Co Ltd		357 886	12,7				12,7
NH Foods Ltd		114 501	2,9				2,9
NH Investment & Securities Co Ltd		362 714	3,9				3,9
NHK Spring Co Ltd		104 549	1,1				1,1
NICE-Systems Ltd		37 554	2,2				2,2
Nidec Corp		163 398	12,4				12,4
Nielsen NV		157 200	8,1				8,1
NIKE Inc		400 597	44,6				44,6
Nikon Corp		224 634	3,5				3,5
Nine Dragons Paper Holdings Ltd		2 599 884	2,6				2,6
Ningbo Port Co Ltd		92 800	0,1				0,1
Ningbo Yunsheng Group Co Ltd		14 900	-				-
Nintendo Co Ltd		70 084	8,5				8,5
Nippon Building Fund Inc		931	5,4				5,4
Nippon Electric Glass Co Ltd		262 764	1,4				1,4
Nippon Express Co Ltd		560 034	3,3				3,3
Nippon Paint Holdings Co Ltd		97 000	3,3				3,3
Nippon Prologis REIT Inc		965	2,4				2,4
Nippon Steel & Sumitomo Metal Corp		5 011 665	14,6				14,6
Nippon Telegraph & Telephone Corp		247 300	14,8				14,8
Nippon Yusen KK		1 064 972	3,5				3,5
NiSource Inc		153 200	7,5				7,5
Nissan Motor Co Ltd		1 639 130	16,7				16,7
Nisshin Seifun Group Inc		140 468	1,6				1,6
Nissin Foods Holdings Co Ltd		38 750	2,2				2,2
Nissin Kogyo Co Ltd		280 000	4,5				4,5
Nitori Holdings Co Ltd		45 242	2,8				2,8
Nitto Denko Corp		103 093	6,7				6,7
NN Group NV		80 756	2,8				2,8
Noble Corp plc		122 700	2,4				2,4
Noble Energy Inc		174 900	9,6				9,6
Noble Group Ltd		2 897 472	2,9				2,9
NOK Corp		62 789	1,9				1,9
Nokia OYJ		2 468 809	22,7				22,7
Nokian Renkaat OYJ		209 790	6,0				6,0
Nomura Holdings Inc		2 393 989	16,0				16,0
Nomura Real Estate Holdings Inc		81 800	1,6				1,6
Nomura Research Institute Ltd		74 136	2,7				2,7

Nomura TOPIX Banks Exchange Traded Fund	1 382 700	2,6		2,6
Nordea Bank AB	2 002 385	26,9		26,9
Nordstrom Inc	68 300	6,3		6,3
Norfolk Southern Corp	150 200	19,1		19,1
Norsk Hydro ASA	886 564	5,8		5,8
North Battleford Power LP			76,3	76,3
North China Pharmaceutical Co Ltd	39 400	-		-
North Huajin Chemical Industries Co Ltd	29 000	-		-
North Navigation Control Technology Co Ltd	18 000	0,1		0,1
North West Redwater Partnership / NWR Financing Co Ltd			30,1	30,1
Northeast Securities Co Ltd	46 300	0,2		0,2
Northeast Utilities	153 700	9,5		9,5
Northern Trust Corp	107 400	8,4		8,4
Northland Power Solar Finance One LP			38,1	38,1
Northrop Grumman Corp	98 000	16,7		16,7
NorthStar Asset Management Group Inc	122 911	3,2		3,2
NOVA Gas Transmission Limited			22,9	22,9
Novartis AG	8 812 651	948,7		948,7
Novatek Microelectronics Corp	1 326 112	8,7		8,7
Novatek OAO	235 261	21,4		21,4
Noveko International Inc	10 183 200	-		-
Novion Property Group	1 407 618	2,8		2,8
Novo Nordisk AS	3 832 446	187,8		187,8
Novozymes AS	237 464	11,6		11,6
NRG Energy Inc	164 080	5,1		5,1
NRW Bank			161,5	161,5
NSK Ltd	309 101	4,3		4,3
NTPC Ltd	5 365 931	14,2		14,2
NTT Data Corp	83 200	3,6		3,6
NTT DOCOMO Inc	23 552 800	402,3		402,3
NTT Urban Development Corp	75 900	0,9		0,9
Nucor Corp	154 800	8,8		8,8
Numericable-SFR	64 198	3,7		3,7
NuVista Energy Ltd	13 215 500	97,9		97,9
NVIDIA Corp	250 600	5,8		5,8
NWS Holdings Ltd	986 859	2,1		2,1
O2 Czech Republic AS	206 457	2,4		2,4
Obayashi Corp	427 919	3,2		3,2
Occidental Petroleum Corp	512 660	47,9		47,9
Oceanwide Holdings Co Ltd	55 100	0,1		0,1
OCI Co Ltd	8 040	0,7		0,7
OCI NV	55 563	2,2		2,2
O'Connor Global Fundamental Market Neutral Long Short Ltd	134 162	161,5		161,5
Odakyu Electric Railway Co Ltd	412 483	4,3		4,3

au 31 décembre 2014

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Odontoprev SA		93 200	0,4				0,4
Offshore Oil Engineering Co Ltd		92 889	0,2				0,2
OHL Mexico SAB de CV		2 039 400	4,4				4,4
Oi SA		500 000	2,0			2,0	
	privilégiées	434 739	1,6			1,6	3,6
Oil & Natural Gas Corp Ltd		2 041 031	12,8				12,8
Oil India Ltd		167 919	1,8				1,8
Oji Holdings Corp		526 426	2,2				2,2
Old Mutual PLC		3 233 941	11,1				11,1
Olympus Corp		158 117	6,5				6,5
Omicom Group Inc		120 400	10,8				10,8
Omron Corp		134 783	7,1				7,1
OMV AG		97 086	3,0				3,0
OneCapital Multi Advisor Offshore Fund		398	-				-
ONEOK Inc		101 050	5,8				5,8
Onex Corp		4 482 875	302,4				302,4
Ono Pharmaceutical Co Ltd		54 350	5,6				5,6
Ontario Electricity Financial Corp					7,9		7,9
Ooredoo QSC		209 513	8,3				8,3
OPAP SA		584 218	7,3				7,3
Open Text Corp		5 120 500	346,2				346,2
Opsens Inc		2 152 800	1,5				1,5
Oracle Corp		11 468 000	597,3				597,3
Oracle Corp Japan		25 135	1,2				1,2
Orange Polska SA		1 746 776	4,7				4,7
Orange SA		19 250 468	381,8				381,8
Orascom Hotels & Development		8	-				-
O'Reilly Automotive Inc		49 200	11,0				11,0
Org Packaging Co Ltd		13 300	-				-
Orica Ltd		6 879 323	123,6				123,6
Orient Group Inc		60 400	0,1				0,1
Oriental Land Co Ltd		32 949	8,8				8,8
Origin Energy Ltd		727 556	8,0				8,0
Orion Corp		13 063	14,0				14,0
Orion OYJ		65 847	2,4				2,4
ORIX Corp		872 630	12,8				12,8
Orix Jreit Inc		2 804	4,6				4,6
Orkla ASA		917 027	7,2				7,2

Osaka Gas Co Ltd	1 236 144	5,4		5,4
OSRAM Licht AG	58 662	2,7		2,7
OTP Bank PLC	586 049	9,9		9,9
Otsuka Corp	31 274	1,2		1,2
Otsuka Holdings Co Ltd	257 400	9,0		9,0
Oversea-Chinese Banking Corp Ltd	1 913 844	17,5		17,5
Ovivo Inc	7 827 974	18,3		18,3
Owens-Illinois Inc	80 000	2,5		2,5
OxAM Quant Fund Limited	38 565	139,3		139,3
OZ Overseas Fund II Ltd	1	11,0		11,0
PACCAR Inc	171 800	13,5		13,5
Pacific Radiance Ltd	1 894 000	1,3		1,3
Pacific Securities Co Ltd	110 700	0,3		0,3
Pall Corp	51 600	6,0		6,0
Palm Landscape Architecture Co Ltd	10 000	-		-
Panasonic Corp	1 455 385	20,1		20,1
Pandora A/S	76 012	7,2		7,2
Pandora Media Inc	205 000	4,2		4,2
Pang Da Automobile Trade Co Ltd	47 000	-		-
Pangang Group Vanadium Titanium & Resources Co Ltd	166 100	0,1		0,1
Paradise Co Ltd	117 228	2,9		2,9
Paramount Group Inc	180 200	3,9		3,9
Parex Resources Inc	6 174 000	46,8		46,8
Pargesa Holding SA	20 361	1,8		1,8
Park24 Co Ltd	65 000	1,1		1,1
Parker-Hannifin Corp	72 100	10,8		10,8
Partners Group Holding AG	11 441	3,9		3,9
Pason Systems Inc	7 166 000	156,9		156,9
Patterson Cos Inc	41 500	2,3		2,3
Paychex Inc	184 600	9,9		9,9
PCCW Ltd	2 682 000	2,1		2,1
PChome Online Inc	65 947	0,8		0,8
Pearson PLC	708 521	15,2		15,2
Pegatron Corp	723 512	1,9		1,9
Pembina Pipeline Corp	603 925	25,6	42,0	67,6
Pengxin International Mining Co Ltd	32 200	0,1		0,1
Pennon Group PLC	1 059 665	17,6		17,6
Pentair PLC	90 674	7,0		7,0
People.cn Co Ltd	8 000	0,1		0,1
People's Insurance Co Group of China Ltd	10 415 315	5,6		5,6
People's United Financial Inc	319 320	5,6		5,6
Pepco Holdings Inc	122 200	3,8		3,8
PepsiCo Inc	6 635 912	726,8		726,8
Perella Weinberg Partners Xerion Fund Ltd	8 624	9,3		9,3

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES (suite)
 au 31 décembre 2014
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
PerkinElmer Inc		54 800	2,8				2,8
Pernod Ricard SA		145 829	18,9				18,9
Perrigo Co Plc		94 500	18,3				18,3
Persimmon PLC		201 633	5,7				5,7
Perusahaan Gas Negara Persero Tbk PT		11 883 107	6,7				6,7
Petkim Petrokimya Holding AS		1 046 517	2,0				2,0
PetroChina Co Ltd		34 087 897	43,9				43,9
Petrofac Ltd		8 606 427	109,3				109,3
Petroleo Brasileiro SA		5 816 417	28,6			28,6	
	privilégiées	2 065 398	9,0			9,0	37,6
Pétrolia Inc		1 111 810	0,3				0,3
Petronas Chemicals Group Bhd		6 537 400	11,8				11,8
Petronas Dagangan BHD		562 291	3,2				3,2
Petronas Gas Bhd		1 575 470	11,6				11,6
Petronet LNG Ltd		2 720 901	10,4				10,4
PetSmart Inc		52 500	4,9				4,9
Peugeot SA		258 117	3,7				3,7
Pfizer Inc		5 274 238	190,3				190,3
Pfizer Ltd		49 577	2,0				2,0
PG&E Corp		230 500	14,2				14,2
PGE Polska Grupa Energetyczna SA		2 256 470	13,9				13,9
Philip Morris International Inc		1 052 850	99,3				99,3
Philippine Long Distance Telephone Co		172 873	12,9				12,9
Phillips 66		418 550	34,8				34,8
Phison Electronics Corp		358 672	2,9				2,9
Photronics Inc		511 254	4,9				4,9
PICC Property & Casualty Co Ltd		5 554 499	12,5				12,5
Pick n Pay Stores Ltd		637 489	3,4				3,4
Pidilite Industries Ltd		290 000	2,9				2,9
Ping An Bank Co Ltd		238 900	0,7				0,7
Ping An Insurance Group Co of China Ltd		10 375 977	135,2				135,2
Pingdingshan Tianan Coal Mining Co Ltd		51 400	0,1				0,1
Pinnacle Park CLO Ltd					86,6		86,6
Pinnacle West Capital Corp		53 600	4,2				4,2
Pioneer Natural Resources Co		72 200	12,4				12,4
Piraeus Bank SA		5 587 596	7,1				7,1
Piramal Enterprises Ltd		96 407	1,5				1,5
Pirelli & C. SpA		156 811	2,5				2,5

Pitney Bowes Inc	97 900	2,8		2,8
PKU Healthcare Corp Ltd	14 400	-		-
Plenary Health Care Partnerships Humber LP			11,2	11,2
Plum Creek Timber Co Inc	85 500	4,2		4,2
PNC Financial Services Group Inc, The	255 285	27,0		27,0
PNM Resources Inc	550 000	18,9		18,9
Polski Koncern Naftowy Orlen SA	839 259	13,4		13,4
Polskie Gornictwo Naftowe i Gazownictwo SA	4 630 836	6,7		6,7
Poly Real Estate Group Co Ltd	9 644 545	19,5		19,5
Polypore International Inc	165 871	9,0		9,0
Porsche Automobil Holding SE	100 944	9,5		9,5
Port of Tauranga Ltd	34 257	0,5		0,5
Porto Seguro SA	71 908	1,0		1,0
Portobello SA	3 186 900	6,7		6,7
POSCO	169 165	49,1		49,1
Potash Corporation of Saskatchewan Inc	142 000	5,8		5,8
Pou Chen Corp	5 313 832	7,5		7,5
Power Assets Holdings Ltd	914 497	10,3		10,3
Power Construction Corp of China Ltd	3 537 614	5,6		5,6
Power Corporation du Canada	11 551 396	366,9		366,9
Power Finance Corp Ltd	368 736	2,0		2,0
Power Grid Corp of India Ltd	609 149	1,5		1,5
PowerShares India Portfolio	693 100	16,9		16,9
Powershares WilderHill Clean Energy Portfolio	700 000	4,3		4,3
Powertech Technology Inc	708 011	1,4		1,4
Powszechna Kasa Oszczednosci Bank Polski SA	2 334 488	27,2		27,2
Powszechny Zaklad Ubezpieczen SA	150 083	23,8		23,8
PPB Group Bhd	1 065 445	5,0		5,0
PPC Ltd	1 425 465	3,9		3,9
PPG Industries Inc	66 596	17,8		17,8
PPL Corp	12 017 760	505,7		505,7
Praxair Inc	2 481 300	372,4		372,4
Precision Castparts Corp	81 100	22,6		22,6
President Chain Store Corp	1 496 144	13,4		13,4
Prestige Télécom Inc	970 420	-		-
Priceline Group Inc, The	25 400	33,5		33,5
Principal Financial Global Funding II LLC			83,6	83,6
Principal Financial Group Inc	132 500	8,0		8,0
Procter & Gamble Company, The	1 587 000	167,4		167,4
Progress Software Corp	260 391	8,1		8,1
Progressive Corp, The	259 800	8,1		8,1
Prologis Inc	462 900	23,1		23,1
Promet Bhd	127 000	-		-
Promotora y Operadora de Infraestructura SAB de CV	696 200	9,7		9,7

au 31 décembre 2014

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
ProSiebenSat.1 Media AG		144 237	7,0				7,0
Prudential Financial Inc		422 200	44,2				44,2
Prudential PLC		1 758 967	47,4				47,4
Prysmian SpA		134 392	2,9				2,9
PTC India Ltd		2 829 836	4,9				4,9
PTT Exploration & Production PCL		3 582 205	14,1				14,1
PTT Global Chemical PCL		4 300 958	7,8				7,8
PTT PCL		2 577 305	29,4				29,4
Public Bank Bhd		6 134 855	37,2				37,2
Public Power Corp SA		303 490	2,3				2,3
Public Service Enterprise Group Inc		245 500	11,8				11,8
Public Storage		70 400	15,1				15,1
Publicis Groupe SA		137 973	11,5				11,5
PulteGroup Inc		161 900	4,0				4,0
Punjab National Bank		600 000	2,4				2,4
PVH Corp		40 000	5,9				5,9
Qantas Airways Ltd		361 971	0,8				0,8
Qatar Electricity & Water Co		71 948	4,3				4,3
Qatar Islamic Bank SAQ		154 553	5,0				5,0
Qatar National Bank SAQ		457 674	31,0				31,0
QBE Insurance Group Ltd		884 659	9,4				9,4
QEP Resources Inc		80 000	1,9				1,9
QIAGEN NV		181 391	4,9				4,9
Qingdao Haier Co Ltd		79 213	0,3				0,3
Qinghai Salt Lake Industry Co Ltd		19 200	0,1				0,1
Qingling Motors Co Ltd		6 000 000	2,3				2,3
Qlik Technologies Inc		400 000	14,3				14,3
QMX Gold Corporation				0,3			0,3
Qualcomm Inc		6 040 675	520,1				520,1
Qualicorp SA		2 277 400	27,6				27,6
Quanta Computer Inc		2 164 760	6,3				6,3
Quanta Services Inc		105 600	3,5				3,5
Québecor Inc		621 130	19,6	265,8			285,4
Quest Diagnostics Inc		70 100	5,4				5,4
Radiant Opto-Electronics Corp		521 182	1,9				1,9
Raia Drogasil SA		649 600	7,2				7,2
Raiffeisen Bank International AG		77 256	1,0				1,0
Rakuten Inc		610 125	9,9				9,9

Rallis India Ltd		114 000	0,5		0,5
Rally Software Development Corp		633 500	8,3		8,3
Ralph Lauren Corp		31 100	6,7		6,7
Ramco Cements Ltd, The		199 000	1,3		1,3
Ramsay Health Care Ltd		86 592	4,7		4,7
Ranbaxy Laboratories Ltd		177 664	2,0		2,0
Rand Merchant Insurance Holdings Ltd		1 749 147	7,2		7,2
Randgold Resources Ltd		58 031	4,6		4,6
Randon Participacoes SA		836 300	1,7		1,7
Randstad Holding NV		83 113	4,7		4,7
Range Resources Corp		81 900	5,1		5,1
Raytheon Co		149 600	18,7		18,7
RB Energy Inc		1 500 000	0,1		0,1
RE/MAX Holdings Inc		182 613	7,2		7,2
REA Group Ltd		34 732	1,5		1,5
Realtek Semiconductor Corp		272 205	1,1		1,1
Reckitt Benckiser Group PLC		521 291	49,0		49,0
Recruit Holdings Co Ltd		94 600	3,1		3,1
Red Electrica Corp SA		71 339	7,3		7,3
Red Hat Inc		91 300	7,3		7,3
Redefine Properties Ltd		8 476 722	9,1		9,1
Redevances Aurifères Osisko Ltée		3 507 808	57,5		57,5
Reed Elsevier NV		461 093	12,8		12,8
Reed Elsevier PLC		814 664	16,2		16,2
Regal Entertainment Group		137 160	3,4		3,4
Regeneron Pharmaceuticals Inc		36 000	17,1		17,1
Regions Financial Corp		667 900	8,2		8,2
Reinsurance Group of America Inc		1 650 900	167,5		167,5
Reitmans Canada Ltée		90 600	0,6	0,6	
	classe A	1 800 000	13,9	13,9	14,5
Reliance Communications Ltd		1 174 346	1,7		1,7
Reliance Industries Ltd		1 806 702	29,5		29,5
Reliance Infrastructure Ltd		146 925	1,4		1,4
Reliance LP				41,6	41,6
Remgro Ltd		1 258 715	32,0		32,0
Remy Cointreau SA		15 979	1,2		1,2
Renault SA		156 717	13,3		13,3
Reno de Medici SpA		34 450 000	13,1		13,1
Repsol SA		667 604	14,5		14,5
Republic Services Inc		122 500	5,7		5,7
Réseau Ferré de France				227,3	227,3
Resilient Property Income Fund Ltd		641 570	5,4		5,4
ResMed Inc		149 911	1,0		1,0
Resona Holdings Inc		1 455 500	8,6		8,6

au 31 décembre 2014

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Ressources Appalaches Inc		6 053 000	-				-
Ressources Brionor Inc		2 955 555	-				-
Ressources Cartier Inc		5 525 149	0,4				0,4
Ressources Clifton Star Inc		735 300	0,1				0,1
Ressources Eastmain Inc		2 334 800	0,5				0,5
Ressources Explor Inc		241 000	-				-
Ressources Falco Ltée		677 366	0,3				0,3
Ressources Géoméga Inc		1 459 118	0,3				0,3
Ressources Métanor Inc		4 686 988	0,4				0,4
Ressources Minières Radisson Inc		3 950 000	0,4				0,4
Ressources Minières Vanstar Inc		1 063 000	-				-
Ressources Sirios Inc		4 222 066	0,3				0,3
Ressources Sphinx Ltée		1 886 042	0,2				0,2
Ressources Strateco Inc		1 096 745	0,1				0,1
Restoque Comercio e Confeccoes de Roupas SA		1 777 600	5,9				5,9
RetailMeNot Inc		265 000	4,5				4,5
Rexam PLC		464 143	3,8				3,8
Rexel SA		183 806	3,8				3,8
Reynolds American Inc		269 700	20,1				20,1
RHB Capital Bhd		959 267	2,4				2,4
Richtek Technology Corp		260 000	1,6				1,6
Richter Gedeon Nyrt		365 708	5,7				5,7
Ricoh Co Ltd		466 465	5,5				5,5
RingCentral Inc		440 000	7,6				7,6
Rinnai Corp		24 100	1,9				1,9
Rio Tinto Ltd		287 265	15,8				15,8
Rio Tinto PLC		889 418	48,2				48,2
RiseSun Real Estate Development Co Ltd		32 100	0,1				0,1
Rising Nonferrous Metals Share Co Ltd		5 700	0,1				0,1
Ritchie Bros Auctioneers Inc		9 104 800	284,3				284,3
Ritchie Capital Energie		1	-				-
Ritchie Multi-Strategy Global Ltd		3	-				-
Rite Aid Corp		4 000 000	34,8				34,8
Riverbed Technology Inc		200 000	4,7				4,7
Rizhao Port Co Ltd		59 500	-				-
RLI Corp		157 004	9,0				9,0
RMB Holdings Ltd		1 846 714	11,9				11,9
Robert Half International Inc		66 000	4,5				4,5

Robinson Department Store PCL		39 000	0,1		0,1
Robinsons Retail Holdings Inc		1 874 570	3,7		3,7
Roche Holding AG		2 376 090	747,5		747,5
Rock Creek CDPQ Fund Ltd		1	144,8		144,8
Rockwell Automation Inc		78 788	10,1		10,1
Rockwell Collins Inc		64 500	6,3		6,3
Rodobens Negocios Imobiliarios SA		799 500	3,4		3,4
Rogers Communications Inc	classe A	464 000	21,3	310,4	331,7
	classe B	58 560	2,6		2,6
Rohm Co Ltd		63 526	4,5		4,5
Rolls-Royce Holdings PLC		1 243 567	19,5		19,5
RONA Inc		18 231 600	252,5		252,5
Roper Industries Inc		48 600	8,8		8,8
Rosneft OAO		3 050 072	11,5		11,5
Ross Stores Inc		104 900	11,5		11,5
Rostelecom OJSC		2 095 025	3,5		3,5
Rotam Global Agrosociences Ltd		527 914	1,1		1,1
Royal Bank of Scotland Group PLC		1 666 839	11,9		11,9
Royal Bank of Scotland PLC, The				42,9	42,9
Royal Caribbean Cruises Ltd		81 000	7,7		7,7
Royal Dutch Shell PLC	classe A	12 993 813	575,0		575,0
	classe B	1 608 790	64,9		64,9
Royal Mail PLC		428 499	3,3		3,3
RR Donnelley & Sons Co		159 980	3,1		3,1
RSA Insurance Group PLC		668 553	5,3		5,3
RTL Group SA		25 510	2,8		2,8
Ruentex Development Co Ltd		1 719 993	3,2		3,2
Ruentex Industries Ltd		1 084 789	2,7		2,7
Rural Electrification Corp Ltd		413 751	2,5		2,5
RusHydro JSC		303 167 246	3,1		3,1
RWE AG		322 616	11,6		11,6
Ryanair Holdings PLC		23 673	2,0		2,0
Ryder System Inc		25 700	2,8		2,8
Ryman Healthcare Ltd		247 211	1,9		1,9
S1 Corporation		48 982	3,7		3,7
SA SA International Holdings Ltd		1 978 000	1,6		1,6
SABMiller PLC		637 555	38,7		38,7
SACI Falabella		2 561 148	19,9		19,9
Safeway Inc		111 768	4,5		4,5
Safran SA		178 697	12,8		12,8
Sage Group PLC, The		721 916	6,1		6,1
SAIC Motor Corp Ltd		1 076 320	4,3		4,3
Saipem SpA		174 551	2,1		2,1
Salesforce.com Inc		239 700	16,5		16,5

au 31 décembre 2014

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Sally Holdings LLC / Sally Capital Inc					80,0		80,0
Sampo Oyj		294 702	16,0				16,0
Samsonite International SA		521 900	1,8				1,8
Samsung C&T Corp		324 606	21,0				21,0
Samsung Card Co Ltd		89 607	4,2				4,2
Samsung Electro-Mechanics Co Ltd		154 052	8,9				8,9
Samsung Electronics Co Ltd		296 219	414,2			414,2	
	privilégiées	54 520	59,7			59,7	473,9
Samsung Engineering Co Ltd		22 186	0,9				0,9
Samsung Fire & Marine Insurance Co Ltd		87 104	25,9				25,9
Samsung Heavy Industries Co Ltd		287 520	6,0				6,0
Samsung Life Insurance Co Ltd		155 926	19,1				19,1
Samsung SDI Co Ltd		142 868	17,5				17,5
Samsung SDS Co Ltd		4 820	1,5				1,5
Samsung Securities Co Ltd		157 644	7,4				7,4
Sanan Optoelectronics Co Ltd		62 550	0,2				0,2
SanDisk Corp		107 100	12,2				12,2
Sands China Ltd		295 200	1,7				1,7
Sandvik AB		702 889	7,9				7,9
Sankyo Co Ltd		32 162	1,3				1,3
Sanlam Ltd		4 817 904	33,8				33,8
Sanofi SA		5 589 445	592,7				592,7
Sanrio Co Ltd		32 300	0,9				0,9
Santen Pharmaceutical Co Ltd		48 996	3,1				3,1
Santos Ltd		644 884	5,0				5,0
Sany Heavy Industry Co Ltd		159 200	0,3				0,3
SAP SE		619 189	50,6				50,6
Sappi Ltd		1 416 581	6,0				6,0
Sapurakencana Petroleum Bhd		7 265 900	5,6				5,6
Saputo Inc		7 333 232	256,1				256,1
Sasol Ltd		1 452 137	62,7				62,7
SBA Communications Corp		390 980	50,2				50,2
Sberbank of Russia		27 752 707	29,6			29,6	
	privilégiées	2 568 519	1,9			1,9	31,5
SBI Holdings Inc		133 230	1,7				1,7
SCANA Corp		69 200	4,8				4,8
Scentre Group		5 267 609	17,5				17,5
Schindler Holding AG		42 898	7,2				7,2

Schlumberger Ltd	1 044 359	103,3		103,3
Schneider Electric SE	2 044 424	173,7		173,7
Schooner Trust			20,2	20,2
Schroders PLC	81 950	4,0		4,0
ScinoPharm Taiwan Ltd	544 064	1,1		1,1
SCOR SE	228 537	8,1		8,1
Scotiabank Tier I Trust			21,5	21,5
Scripps Networks Interactive Inc	49 200	4,3		4,3
SDIC Power Holdings Co Ltd	6 569 049	14,0		14,0
SDIC Xinji Energy Co Ltd	43 800	-		-
SeaDrill Ltd	260 042	3,5		3,5
Seagate Technology PLC	206 250	15,9		15,9
Sealand Securities Co Ltd	27 900	0,1		0,1
Sealed Air Corp	102 400	5,0		5,0
Searainbow Holding Corp	35 216	0,2		0,2
SEB SA	1 327 896	114,6		114,6
Secom Co Ltd	149 666	10,0		10,0
Secure Energy Services Inc	8 918 452	151,3		151,3
Securitas AB	206 421	2,9		2,9
Seek Ltd	213 219	3,5		3,5
Sega Sammy Holdings Inc	122 869	1,8		1,8
Segro PLC	489 382	3,3		3,3
Seibu Holdings Inc	78 986	1,9		1,9
Seiko Epson Corp	85 582	4,2		4,2
Sekisui Chemical Co Ltd	281 000	3,9		3,9
Sekisui House Ltd	365 956	5,6		5,6
Sembcorp Industries Ltd	648 000	2,5		2,5
Sembcorp Marine Ltd	551 000	1,6		1,6
Semen Indonesia Persero Tbk PT	1 645 969	2,5		2,5
SemGroup Corp	430 000	34,1		34,1
Semiconductor Manufacturing International Corp	38 858 000	4,1		4,1
Sempra Energy	112 200	14,5		14,5
Seneca Park CLO Ltd			115,3	115,3
Sensata Technologies Holding NV	81 500	4,9		4,9
Sensato Asia Pacific Offshore Fund Ltd	25 000	32,8		32,8
ServiceSource International Inc	675 000	3,7		3,7
SES SA	8 701 806	362,4		362,4
Sesa Sterlite Ltd	1 656 286	6,5		6,5
Seven & I Holdings Co Ltd	496 752	20,9		20,9
Seven Bank Ltd	392 600	1,9		1,9
Seven Generations Energy Ltd	16 377 000	286,4		286,4
Severn Trent PLC	1 108 056	40,1		40,1
Severstal OAO	547 931	5,3		5,3
SGS SA	5 300	12,6		12,6

Shanghai Waigaoqiao Free Trade Zone Development Co Ltd	9 000	-	-
Shanghai Xinhua Media Co Ltd	22 700	-	-
Shanghai Yuyuan Tourist Mart Co Ltd	45 200	0,1	0,1
Shanghai Zhangjiang High-Tech Park Development Co Ltd	37 400	0,1	0,1
Shanghai Zhenhua Heavy Industries Co Ltd	73 600	0,1	0,1
Shanghai Zhixin Electric Co Ltd	33 912	0,1	0,1
Shangri-La Asia Ltd	708 833	1,1	1,1
Shanxi Coal International Energy Group Co Ltd	37 800	-	-
Shanxi Lanhua Sci-Tech Venture Co Ltd	30 400	0,1	0,1
Shanxi Lu'an Environmental Energy Development Co Ltd	38 900	0,1	0,1
Shanxi Securities Co Ltd	39 700	0,1	0,1
Shanxi Taigang Stainless Steel Co Ltd	96 400	0,1	0,1
Shanxi Xinghuacun Fen Wine Factory Co Ltd	12 600	-	-
Shanxi Xishan Coal & Electricity Power Co Ltd	68 600	0,1	0,1
Sharp Corp	1 009 629	2,6	2,6
Shaw Communications Inc	132 210	4,1	187,8
Shenergy Co Ltd	119 500	0,1	0,1
Shengyi Technology Co Ltd	11 833 298	17,6	17,6
Shenzhen Agricultural Products Co Ltd	41 000	0,1	0,1
Shenzhen Capchem Technology Co Ltd	354 000	1,9	1,9
Shenzhen Energy Group Co Ltd	38 300	0,1	0,1
Shenzhen Glory Medical Co Ltd	8 600	-	-
Shenzhen Grandland Decoration Group Co Ltd	9 900	-	-
Shenzhen Green Eco-manufacture Hi-Tech Co Ltd	22 300	-	-
Shenzhen Hepalink Pharmaceutical Co Ltd	9 600	-	-
Shenzhen Jinjia Color Printing Group Co Ltd	19 000	-	-
Shenzhen Kaifa Technology Co Ltd	32 000	-	-
Shenzhen Kingdom Sci-Tech Co Ltd	7 000	0,1	0,1
Shenzhen Laibao Hi-tech Co Ltd	22 200	-	-
Shenzhen MTC Co Ltd	30 500	-	-
Shenzhen O-film Tech Co Ltd	25 100	0,1	0,1
Shenzhen Overseas Chinese Town Co Ltd	5 180 965	8,0	8,0
Shenzhen Salubris Pharmaceuticals Co Ltd	7 900	-	-
Shenzhen Yantian Port Holding Co Ltd	32 900	0,1	0,1
Shenzhen Zhenye Group Co Ltd	36 700	-	-
Shenzhen Zhongjin Lingnan Nonfemet Co Ltd	70 400	0,1	0,1
Shenzhou International Group Holdings Ltd	890 627	3,4	3,4
Sherwin-Williams Co, The	39 600	12,1	12,1
Shijiazhuang Yiling Pharmaceutical Co Ltd	8 200	-	-
Shikoku Electric Power Co Inc	117 700	1,7	1,7
Shimadzu Corp	156 000	1,9	1,9
Shimamura Co Ltd	14 619	1,5	1,5
Shimano Inc	1 423 271	215,2	215,2
Shimao Property Holdings Ltd	2 210 051	5,7	5,7

au 31 décembre 2014

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Shimizu Corp		390 000	3,1				3,1
Shin Kong Financial Holding Co Ltd		12 711 132	4,2				4,2
Shin-Etsu Chemical Co Ltd		270 590	20,6				20,6
Shinhan Financial Group Co Ltd		1 111 847	52,1				52,1
Shinsegae Co Ltd		17 768	3,4				3,4
Shinsei Bank Ltd		1 088 280	2,2				2,2
Shinva Medical Instrument Co Ltd		11 500	0,1				0,1
Shionogi & Co Ltd		196 769	5,9				5,9
Shire PLC		388 657	31,8				31,8
Shiseido Co Ltd		237 294	3,9				3,9
Shizuoka Bank Ltd, The		350 457	3,7				3,7
Shoprite Holdings Ltd		1 336 305	22,5				22,5
Showa Corp		705 000	7,7				7,7
Showa Shell Sekiyu KK		124 241	1,4				1,4
Shree Cement Ltd		11 945	2,1				2,1
Shriram Transport Finance Co Ltd		205 991	4,2				4,2
Shuangliang Eco-Energy Systems Co Ltd		17 600	-				-
Shui On Land Ltd		5 730 166	1,6				1,6
Siam Cement PCL, The		1 051 899	16,7				16,7
Siam Commercial Bank PCL, The		4 025 233	25,8				25,8
Sichuan Changhong Electric Co Ltd		181 000	0,2				0,2
Sichuan Chengfei Integration Technology Corp		8 400	-				-
Sichuan Chuantou Energy Co Ltd		665 121	2,6				2,6
Sichuan Hongda Co Ltd		39 300	-				-
Sichuan Kelun Pharmaceutical Co Ltd		15 638	0,1				0,1
Sichuan Road & Bridge Co Ltd		43 800	-				-
Sichuan Western Resources Holding Co Ltd		18 600	-				-
Siemens AG		522 703	68,7				68,7
Siemens Ltd		99 478	1,7				1,7
Sieyuan Electric Co Ltd		20 100	-				-
Sigma-Aldrich Corp		57 800	9,2				9,2
Sihuan Pharmaceutical Holdings Group Ltd		6 597 117	5,1				5,1
Sika AG		1 418	4,9				4,9
Silicon Laboratories Inc		137 246	7,6				7,6
Siliconware Precision Industries Co Ltd		2 281 953	4,0				4,0
Sime Darby Bhd		6 866 979	20,9				20,9
Simon Property Group Inc		273 200	57,6				57,6
Simplo Technology Co Ltd		565 813	3,3				3,3

SINA Corp	15 600	0,7	0,7
Singapore Airlines Ltd	355 810	3,6	3,6
Singapore Exchange Ltd	529 751	3,6	3,6
Singapore Press Holdings Ltd	1 055 687	3,9	3,9
Singapore Telecommunications Ltd	5 254 870	17,9	17,9
Sino Biopharmaceutical Ltd	4 717 244	5,0	5,0
Sino Land Co Ltd	3 927 398	7,3	7,3
Sinochem International Corp	35 232	0,1	0,1
Sino-Forest Corp	82 200	-	-
Sinolink Securities Co Ltd	60 900	0,2	0,2
Sinoma International Engineering Co	21 100	-	-
Sino-Ocean Land Holdings Ltd	5 341 961	3,5	3,5
SinoPac Financial Holdings Co Ltd	19 284 466	9,2	9,2
Sinopec Engineering Group Co Ltd	1 859 802	1,5	1,5
Sinopec Shanghai Petrochemical Co Ltd	5 649 125	2,0	2,0
Sinopharm Group Co Ltd	1 927 563	7,9	7,9
Sinotrans Air Transportation Development Co Ltd	15 300	-	-
Sinotrans Ltd	2 901 000	2,2	2,2
Sistema JSFC	441 826	2,7	2,7
SJM Holdings Ltd	1 305 086	2,4	2,4
SK C&C Co Ltd	51 562	11,6	11,6
SK Holdings Co Ltd	66 589	11,5	11,5
SK Hynix Inc	1 252 576	63,0	63,0
SK Innovation Co Ltd	157 561	14,1	14,1
SK Networks Co Ltd	287 930	2,7	2,7
SK Telecom Co Ltd	27 681	4,9	4,9
Skandinaviska Enskilda Banken AB	1 001 378	14,7	14,7
Skanska AB	250 504	6,2	6,2
SKF AB	261 155	6,4	6,4
SKF India Ltd	42 000	1,0	1,0
SM Investments Corp	212 340	4,5	4,5
SM Prime Holdings Inc	17 100 926	7,5	7,5
SMC Corp	36 312	11,2	11,2
Smiles SA	276 800	5,6	5,6
Smith & Nephew PLC	804 955	20,4	20,4
Smiths Group PLC	260 037	5,2	5,2
Snam SpA	1 337 565	7,7	7,7
Snap-on Inc	28 200	4,5	4,5
Sobeys Inc			68,9
Sociedad Quimica y Minera de Chile SA	251 953	7,1	7,1
Societa Iniziative Autostradali e Servizi SpA	266 835	3,0	3,0
Société Asbestos Ltée	259 065	0,1	0,1
Société BIC SA	18 828	2,9	2,9
Société Canadian Tire Limitée, La			36,2

au 31 décembre 2014

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Société d'Exploration Minière Vior Inc		8 971 873	0,1				0,1
Société en commandite Gaz Métro					27,3		27,3
Société Financière Manuvie		19 948 046	442,4			442,4	
	reçus de souscription	23 786 870	526,6			526,6	969,0
Société financière Wells Fargo Canada					175,2		175,2
Société Générale SA		477 725	23,4				23,4
Société pour l'Expansion des Exportations					6,5		6,5
Sodexo SA		70 448	8,0				8,0
SoftBank Corp		633 194	44,1				44,1
SOHO China Ltd		2 895 880	2,4				2,4
S-Oil Corp		118 392	6,0				6,0
Solaise Systematique Fund Limited		1 208 634	155,3				155,3
Solutions Extenway Inc		11 492 308	0,6	2,4			3,0
Solvay SA		39 086	6,2				6,2
Sompo Japan Nipponkoa Holdings Inc		219 090	6,5				6,5
Sonic Healthcare Ltd		251 015	4,4				4,4
Sonova Holding AG		35 426	6,1				6,1
Sony Corp		691 238	16,5				16,5
Sony Financial Holdings Inc		114 700	2,0				2,0
SooChow Securities Co Ltd		63 500	0,3				0,3
Sotheby's		180 565	9,0				9,0
Sound Environmental Resources Co Ltd		22 305	0,1				0,1
Southern Company, The		4 920 350	279,9				279,9
Southern Copper Corp		1 355 499	44,3				44,3
SouthGobi Resources Ltd		2 167 700	1,1				1,1
Southwest Airlines Co		329 400	16,1				16,1
Southwest Securities Co Ltd		46 100	0,2				0,2
Southwestern Energy Co		171 400	5,4				5,4
Souza Cruz SA		590 540	5,0				5,0
Spar Group Limited, The		430 561	7,0				7,0
Spark New Zealand Ltd		1 205 421	3,4				3,4
SPDR S&P Regional Banking ETF		75 000	3,5				3,5
Spectra Energy Corp		916 461	38,5				38,5
Sports Direct International PLC		177 536	2,3				2,3
Ssangyong Motor Co		125 000	1,2				1,2
SSE PLC		914 547	26,8				26,8
St. Jude Medical Inc		163 800	12,3				12,3
Stagecoach Group PLC		775 374	5,2				5,2

Standard Bank Group Ltd	3 203 295	46,0		46,0
Standard Chartered PLC	1 664 298	28,9		28,9
Standard Foods Corp	835 938	2,1		2,1
Standard Graphite Corp	696 000	-		-
Standard Life PLC	1 576 470	11,4		11,4
Stanley Black & Decker Inc	2 056 597	228,9		228,9
Stanley Electric Co Ltd	94 040	2,4		2,4
Staples Inc	311 000	6,5		6,5
Starbucks Corp	363 100	34,5		34,5
StarHub Ltd	398 000	1,4		1,4
Starwood Hotels & Resorts Worldwide Inc	86 600	8,1		8,1
State Bank of India	3 289 378	19,0		19,0
State Street Corp	2 170 800	197,4		197,4
Statoil ASA	851 117	17,3		17,3
Steinhoff International Holdings Ltd	5 470 401	32,5		32,5
Stella International Holdings Ltd	405 500	1,2		1,2
Stericycle Inc	41 200	6,3		6,3
STMicroelectronics NV	420 187	3,7		3,7
Stockland	1 548 362	6,0		6,0
Stone Milliner Macro Fund LP	1	220,7		220,7
Stora Enso Oyj	362 845	3,8		3,8
Storm Resources Ltd	14 041 000	58,1		58,1
Stornoway Diamond Corporation	44 724 660	23,7		23,7
Strait Crossing Development Inc			8,9	8,9
Stratus Fund Ltd	104 121	230,3		230,3
Stria Capital Inc	726 667	0,1		0,1
Stryker Corp	179 100	19,6		19,6
Student Transportation Inc	7 997 018	57,7		57,7
Subsea 7 SA	185 530	2,2		2,2
Suez Environnement Co	195 876	4,0		4,0
Sul America SA	245 235	1,4		1,4
Sulzer AG	20 761	2,6		2,6
Sumitomo Chemical Co Ltd	981 799	4,5		4,5
Sumitomo Corp	741 972	8,9		8,9
Sumitomo Dainippon Pharma Co Ltd	104 950	1,2		1,2
Sumitomo Electric Industries Ltd	497 180	7,3		7,3
Sumitomo Heavy Industries Ltd	364 646	2,3		2,3
Sumitomo Metal Mining Co Ltd	345 316	6,0		6,0
Sumitomo Mitsui Financial Group Inc	838 940	35,5		35,5
Sumitomo Mitsui Trust Holdings Inc	2 187 528	9,8		9,8
Sumitomo Realty & Development Co Ltd	374 586	15,0		15,0
Sumitomo Rubber Industries Ltd	472 721	8,2		8,2
Sun Art Retail Group Ltd	9 242 000	10,6		10,6
Sun Hung Kai Properties Ltd	1 353 906	23,9		23,9

au 31 décembre 2014

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Sun Life Capital Trust					7,3		7,3
Sun Pharmaceutical Industries Ltd		1 506 437	22,8				22,8
Suncor Énergie Inc		19 891 980	734,0				734,0
Suncorp Group Ltd		848 165	11,3				11,3
Suning Commerce Group Co Ltd		193 000	0,3				0,3
Suning Universal Co Ltd		38 900	-				-
Sunshine City Group Co Ltd		20 100	-				-
Sunstone Hotel Investors Inc		669 000	12,8				12,8
Suntec Real Estate Investment Trust		1 564 000	2,7				2,7
Suntory Beverage & Food Ltd		5 541 300	223,2				223,2
SunTrust Banks Inc		401 400	19,5				19,5
Super Group Ltd (Singapore)		1 277 000	1,3				1,3
Surgutneftegas OAO		18 693 924	8,5			8,5	
	privilégiées	18 135 634	10,3			10,3	18,8
Suruga Bank Ltd		119 151	2,6				2,6
Surya Citra Media Tbk PT		11 308 600	3,7				3,7
Suzano Papel e Celulose SA		17 300	0,1				0,1
Suzhou Dongshan Precision Manufacturing Co Ltd		14 800	-				-
Suzhou Gold Mantis Construction Decoration Co Ltd		38 800	0,1				0,1
Suzuken Co Ltd		46 422	1,5				1,5
Suzuki Motor Corp		240 400	8,5				8,5
Svenska Cellulosa AB SCA		510 804	12,8				12,8
Svenska Handelsbanken AB		389 108	21,1				21,1
Swatch Group AG, The	classe B	25 967	13,4			13,4	
	classe R	32 710	3,3			3,3	16,7
Swedbank AB		597 001	17,3				17,3
Swedish Match AB		132 175	4,8				4,8
Swire Pacific Ltd		418 053	6,3				6,3
Swire Properties Ltd		771 200	2,6				2,6
Swiss Life Holding AG		21 149	5,8				5,8
Swiss Prime Site AG		37 891	3,2				3,2
Swiss Re AG		232 162	22,6				22,6
Swisscom AG		717 459	437,0				437,0
Sydney Airport		9 466 559	42,3				42,3
Symantec Corp		334 900	10,0				10,0
Symrise AG		81 297	5,7				5,7
Syngenta AG		63 510	23,7				23,7
Synnex Technology International Corp		3 275 492	5,5				5,5

Synthos SA		1 384 803	1,9		1,9
Sysco Corp		314 421	14,5		14,5
System Corp		169 300	8,8		8,8
T Rowe Price Group Inc		125 900	12,5		12,5
T&D Holdings Inc		381 872	5,4		5,4
T4F Entretenimento SA		840 200	1,1		1,1
Tabcorp Holdings Ltd		502 962	2,0		2,0
Tachi-S Co Ltd		310 000	5,0		5,0
Taiheiyo Cement Corp		775 000	2,8		2,8
Taiji Computer Corp Ltd		6 000	-		-
Taisei Corp		676 347	4,5		4,5
Taishin Financial Holdings Co Ltd		20 508 793	9,8		9,8
Taisho Pharmaceutical Holdings Co Ltd		20 800	1,5		1,5
Taiwan Business Bank		10 243 710	3,5		3,5
Taiwan Cement Corp		8 566 356	13,6		13,6
Taiwan Cooperative Financial Holding Co Ltd		15 157 050	9,1		9,1
Taiwan Fertilizer Co Ltd		2 021 556	4,1		4,1
Taiwan Glass Industry Corp		1 773 746	1,6		1,6
Taiwan Mobile Co Ltd		2 387 246	9,1		9,1
Taiwan Semiconductor Manufacturing Co Ltd		64 909 532	350,5		350,5
Taiyo Nippon Sanso Corp		99 974	1,3		1,3
Taiyuan Heavy Industry Co		76 200	0,1		0,1
Takashimaya Co Ltd		174 540	1,6		1,6
Takeda Pharmaceutical Co Ltd		520 630	25,1		25,1
Talaat Moustafa Group		2 699 441	4,3		4,3
Talisman Energy Inc		2 490 000	22,7		22,7
Tambang Batubara Bukit Asam Persero Tbk PT		1 188 992	1,4		1,4
Tangshan Jidong Cement Co Ltd		25 700	0,1		0,1
Tangshan Sanyou Chemical Industries Co Ltd		44 700	-		-
Target Corp		309 100	27,2		27,2
Tarpon Investimentos SA		2	215,0		215,0
Tasly Pharmaceutical Group Co Ltd		2 721 809	20,9		20,9
Tata Chemicals Ltd		608 658	4,9		4,9
Tata Consultancy Services Ltd		1 012 198	47,5		47,5
Tata Motors Ltd		1 178 751	10,9	10,9	
	classe A	587 000	3,6	3,6	14,5
Tata Power Co Ltd		1 548 778	2,3		2,3
Tata Steel Ltd		951 616	7,0		7,0
Tate & Lyle PLC		308 115	3,4		3,4
Tatneft OAO		3 705 057	16,2		16,2
Tatts Group Ltd		945 856	3,1		3,1
Tauron Polska Energia SA		2 802 165	4,6		4,6
TAV Havalimanlari Holding AS		427 702	4,0		4,0
TBEA Co Ltd		135 462	0,3		0,3

au 31 décembre 2014

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
TCF Financial Corp		440 420	8,1				8,1
TCL Corp		395 300	0,3				0,3
TD Ameritrade Holding Corp		2 415 800	100,1				100,1
TD Bank NA					90,6		90,6
TD Capital Trust IV					12,1		12,1
TDC AS		535 294	4,8				4,8
TDK Corp		81 133	5,6				5,6
TE Connectivity Ltd		197 300	14,5				14,5
Tech Mahindra Ltd		108 763	5,2				5,2
Technip SA		67 447	4,7				4,7
Technologies D-Box inc		19 108 882	3,6				3,6
Technologies Sensio Inc		16 224 393	3,1				3,1
Technologies Sonomax Inc		26 000 000	0,1				0,1
Technologies Urbanimmersive Inc		1 750 000	0,1	0,4			0,5
Technology Select Sector SPDR Fund		207 000	9,9				9,9
Techtronic Industries Co		1 624 481	6,1				6,1
Teck Resources Ltd	classe A	1 576 166	29,0			29,0	
	classe B	8 602 497	136,6			136,6	165,6
Teco Electric and Machinery Co Ltd		4 904 361	5,4				5,4
TECO Energy Inc		359 030	8,5				8,5
Teijin Ltd		616 740	1,9				1,9
Tele2 AB		210 388	3,0				3,0
Telecom Egypt Co		893 239	1,7				1,7
Telecom Italia SpA		10 632 929	12,1				12,1
Telefonaktiebolaget LM Ericsson		2 006 229	28,0				28,0
Telefonica Brasil SA		155 608	3,2				3,2
Telefonica Deutschland Holding AG		392 183	2,4				2,4
Telefonica SA		2 777 297	46,4				46,4
Telekom Malaysia Bhd		2 279 243	5,2				5,2
Telekomunikasi Indonesia Persero Tbk PT		108 554 705	29,1				29,1
Telenet Group Holding NV		34 591	2,3				2,3
Telenor ASA		494 902	11,6				11,6
TeliaSonera AB		1 569 985	11,7				11,7
Telkom SA SOC Ltd		613 135	4,3				4,3
Telstra Corp Ltd		4 023 453	22,8				22,8
TELUS Communications Inc					6,2		6,2
TELUS Corporation		8 196 822	343,4		310,9		654,3
Tempur Sealy International Inc		117 528	7,5				7,5

Tenaga Nasional Bhd		6 897 136	31,5		31,5
Tenaris SA		311 298	5,4		5,4
Tencent Holdings Ltd		8 670 121	145,7		145,7
Tenet Healthcare Corp		47 700	2,8		2,8
Tenneco Inc				61,8	61,8
Teradata Corp		149 400	7,6		7,6
Terna Rete Elettrica Nazionale SpA		7 593 088	40,0		40,0
Terumo Corp		232 596	6,2		6,2
Tesco PLC		5 354 912	18,3		18,3
Tesoro Corp		61 300	5,3		5,3
Teva Pharmaceutical Industries Ltd		116 700	7,8	7,8	
	classe A	564 888	37,3	37,3	45,1
Texas Instruments Inc		512 500	31,7		31,7
Thai Oil PCL		2 103 776	3,1		3,1
Thai Union Frozen Products PCL		1 183 500	3,8		3,8
Thales SA		61 356	3,9		3,9
Theratechnologies Inc		6 081 800	2,2		2,2
Thermo Fisher Scientific Inc		194 100	28,2		28,2
Thermon Group Holdings Inc		348 983	9,8		9,8
THK Co Ltd		74 964	2,1		2,1
Thor Industries Inc		137 578	8,9		8,9
ThyssenKrupp AG		430 185	12,8		12,8
Tian Di Science & Technology Co Ltd		23 100	-		-
Tianjin Capital Environmental Protection Group Co Ltd		20 700	-		-
Tianjin Jinbin Development Co		58 600	0,1		0,1
Tianjin Port Co Ltd		39 600	0,1		0,1
Tianjin Teda Co Ltd		46 400	0,1		0,1
Tianjin Zhonghuan Semiconductor Joint-Stock Co Ltd		18 800	0,1		0,1
Tianjin ZhongXin Pharmaceutical Group Corp Ltd		11 700	-		-
Tianma Microelectronics Co Ltd		14 500	-		-
Tianshui Huatian Technology Co Ltd		20 800	-		-
Tiffany & Co		54 600	6,8		6,8
Tiger Brands Ltd		426 728	15,7		15,7
Tim Hortons Inc				27,8	27,8
Tim Participacoes SA		7 849 008	40,3		40,3
Time Warner Cable Inc		136 100	24,0		24,0
Time Warner Inc		466 900	46,2		46,2
Tingyi Cayman Islands Holding Corp		3 168 400	8,4		8,4
Titan Cement Co SA		118 763	3,2		3,2
Titan Co Ltd		377 106	2,6		2,6
TJX Cos Inc, The		355 100	28,2		28,2
TMB Bank PCL		33 782 027	3,5		3,5
TNT Express NV		289 116	2,2		2,2
Tobu Railway Co Ltd		673 107	3,4		3,4

au 31 décembre 2014

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs Obligations convertibles	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant			
Tofas Turk Otomobil Fabrikasi AS		327 036	2,6			2,6
Toho Co Ltd		74 751	2,0			2,0
Toho Gas Co Ltd		270 000	1,5			1,5
Tohoku Electric Power Co Inc		298 353	4,1			4,1
Tokio Marine Holdings Inc		456 600	17,4			17,4
Tokyo Electric Power Co Inc		953 405	4,5			4,5
Tokyo Electron Ltd		113 127	10,1			10,1
Tokyo Gas Co Ltd		1 532 284	9,7			9,7
Tokyo Tatemono Co Ltd		271 000	2,3			2,3
Tokyu Corp		750 062	5,4			5,4
Tokyu Fudosan Holdings Corp		316 817	2,6			2,6
Toll Holdings Ltd		449 233	2,5			2,5
TonenGeneral Sekiyu KK		186 549	1,9			1,9
Tongfang Guoxin Electronics Co Ltd		10 300	-			-
Tonghua Dongbao Pharmaceutical Co Ltd		32 407	0,1			0,1
Tongling Nonferrous Metals Group Co Ltd		32 400	0,1			0,1
Toppan Printing Co Ltd		368 733	2,8			2,8
Toray Industries Inc		968 183	9,1			9,1
Torchmark Corp		2 600 800	163,2			163,2
Tornier NV		175 000	5,2			5,2
Torrent Pharmaceuticals Ltd		237 000	4,9			4,9
Toshiba Corp		2 654 019	13,1			13,1
Total Access Communication PCL		1 076 000	3,7			3,7
Total SA		8 322 067	495,9			495,9
Total System Services Inc		80 300	3,2			3,2
TOTO Ltd		186 638	2,5			2,5
Totvs SA		36 300	0,6			0,6
Tourmaline Oil Corp		4 592 000	177,7			177,7
Tower Bersama Infrastructure Tbk PT		1 376 303	1,2			1,2
Towngas China Co Ltd		4 408 000	5,2			5,2
Toyo Seikan Group Holdings Ltd		107 703	1,6			1,6
Toyo Suisan Kaisha Ltd		58 433	2,2			2,2
Toyoda Gosei Co Ltd		257 807	6,1			6,1
Toyota Industries Corp		107 432	6,4			6,4
Toyota Motor Corp		1 802 568	131,6			131,6
Toyota Tsusho Corp		140 070	3,8			3,8
TPG Telecom Ltd		183 156	1,2			1,2
TPG-Axon Partners (Offshore) Ltd		3 754	4,3			4,3

TPK Holding Co Ltd		210 089	1,5		1,5
Tractebel Energia SA		84 511	1,2		1,2
Tractor Supply Co		66 000	6,0		6,0
Transat AT Inc		1 000 000	8,8		8,8
TransCanada Corporation		1 386 542	79,2		79,2
TransCanada PipeLines Ltd				139,5	139,5
Transcend Information Inc		500 172	1,8		1,8
Transcontinental Inc				31,7	31,7
TransForce Inc		1 400 000	41,4		41,4
Transmissora Alianca de Energia Eletrica SA		42 000	0,3		0,3
Transocean Ltd		403 976	8,6		8,6
Transurban Finance Co Pty Ltd				52,2	52,2
Transurban Group		8 962 586	72,9		72,9
Travelers Cos Inc, The		160 800	19,7		19,7
Travis Perkins PLC		162 812	5,5		5,5
Treasury Wine Estates Ltd		429 216	1,9		1,9
Trend Micro Inc		69 351	2,2		2,2
Trican Well Service Ltd		12 400 000	69,1		69,1
Trient Global Macro Fund Ltd		1 473 717	162,2		162,2
Trinity Ltd		4 356 000	0,9		0,9
TripAdvisor Inc		54 050	4,7		4,7
Tronox Ltd		370 000	10,2		10,2
True Corp PCL		18 686 659	7,3		7,3
Truworths International Ltd		995 172	7,7		7,7
TRW Automotive Holdings Corp		81 500	9,7		9,7
Tryg AS		13 774	1,8		1,8
TS Tech Co Ltd		250 000	6,8		6,8
Tsinghua Tongfang Co Ltd		80 400	0,2		0,2
Tsingtao Brewery Co Ltd	classe A	13 500	0,1	0,1	
	classe H	574 496	4,5	4,5	4,6
TSO3 Inc		7 060 000	11,4		11,4
Tsogo Sun Holdings Ltd		1 237 784	3,6		3,6
TSRC Corp		1 489 632	1,9		1,9
TUI AG		298 051	5,7		5,7
Tullow Oil PLC		600 186	4,5		4,5
Tumi Holdings Inc		343 880	9,5		9,5
Tupras Turkiye Petrol Rafinerileri AS		327 585	9,0		9,0
Tupy SA		415 400	3,2		3,2
Turk Hava Yollari		1 444 193	6,9		6,9
Turk Telekomunikasyon AS		1 373 553	4,9		4,9
Turkcell Iletisim Hizmetleri AS		2 302 337	16,3		16,3
Turkiye Garanti Bankasi AS		6 043 634	28,2		28,2
Turkiye Halk Bankasi AS		1 635 182	11,3		11,3
Turkiye Is Bankasi		4 120 632	13,8		13,8

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES (suite)
 au 31 décembre 2014
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Türkiye Sise ve Cam Fabrikalari AS		1 556 693	2,8				2,8
Türkiye Vakıflar Bankasi Tao		1 962 219	4,7				4,7
Turquoise Hill Resources Ltd		22 497 504	80,8				80,8
Twenty-First Century Fox Inc	classe A	899 700	40,0			40,0	
	classe B	4 626 532	197,7			197,7	237,7
Tyco International Plc		203 000	10,3				10,3
Tyson Foods Inc		142 200	6,6				6,6
UBS Group AG		2 407 463	48,0				48,0
UCB SA		83 345	7,4				7,4
UEM Sunrise Bhd		4 094 253	1,9				1,9
Ulker Biskuvi Sanayi AS		402 647	3,7				3,7
Ultrapar Participacoes SA		549 516	12,3				12,3
Ultratech Cement Ltd		132 816	6,5				6,5
Umicore SA		71 197	3,3				3,3
U-Ming Marine Transport Corp		1 105 781	2,0				2,0
UMW Holdings Bhd		1 338 978	4,9				4,9
Under Armour Inc		80 900	6,4				6,4
Unibail-Rodamco SE		79 015	23,6				23,6
Unicharm Corp		245 600	6,9				6,9
UniCredit SpA		2 898 958	21,7				21,7
Unilever Indonesia Tbk PT		3 768 858	11,4				11,4
Unilever NV		1 538 651	70,2				70,2
Unilever PLC		8 403 545	398,8				398,8
Unimicron Technology Corp		2 473 488	2,2				2,2
Union Bank of India		421 000	1,8				1,8
Union Gas Ltd					68,1		68,1
Union Pacific Corp		611 400	84,4				84,4
Unione di Banche Italiane SCPA		564 736	4,7				4,7
UnipolSai SpA		600 065	1,9				1,9
Uni-President China Holdings Ltd		5 259 100	5,6				5,6
Uni-President Enterprises Corp		12 128 413	22,3				22,3
UNITE Group PLC, The		628 633	5,3				5,3
United Breweries Ltd		92 322	1,4				1,4
United Internet AG		81 085	4,3				4,3
United Microelectronics Corp		25 120 255	13,6				13,6
United Overseas Bank Ltd		851 636	18,3				18,3
United Parcel Service Inc		297 200	38,3				38,3
United Rentals Inc		48 400	5,7				5,7

United Spirits Ltd		60 893	3,1		3,1
United Technologies Corp		1 636 000	217,9		217,9
United Tractors Tbk PT		2 827 404	4,6		4,6
United Urban Investment Corp		1 656	3,0		3,0
United Utilities Group PLC		2 766 415	45,8		45,8
UnitedHealth Group Inc		3 190 516	373,6		373,6
Universal Health Services Inc		129 527	16,7		16,7
Universal Robina Corp		2 578 900	13,1		13,1
Unum Group		122 300	4,9		4,9
UOL Group Ltd		311 611	1,9		1,9
UPM-Kymmene Oyj		350 809	6,7		6,7
Uralkali PJSC		3 456 662	8,5		8,5
Urban Outfitters Inc		48 533	2,0		2,0
US Bancorp		2 665 200	138,8		138,8
US Silica Holdings Inc		217 511	6,5		6,5
Usinas Siderurgicas de Minas Gerais SA		4 414	-		-
USS Co Ltd		144 570	2,6		2,6
V V Food & Beverage Co Ltd		41 000	-		-
Vale SA		2 621 914	25,0	-	25,0
	privilégiées A	4 469 957	37,5		37,5
Valeant Pharmaceuticals International Inc		4 205 823	699,6		699,6
Valeo SA		49 765	7,2		7,2
Valero Energy Corp		252 900	14,5		14,5
Validus Holdings Ltd		50 000	2,4		2,4
Vallourec SA		72 104	2,3		2,3
Value Partners Group Ltd		1 113 000	1,1		1,1
Vanguard International Semiconductor Corp		2 113 000	4,1		4,1
Vard Holdings Ltd		1 934 000	1,0		1,0
Varian Medical Systems Inc		48 500	4,9		4,9
VCG Special Opportunities Fund Ltd Offshore		25 000	-		-
Ventas Inc		142 800	11,9		11,9
Veolia Environnement SA		278 014	5,7		5,7
VeriSign Inc		52 900	3,5		3,5
Verizon Communications Inc		2 145 882	116,3	94,6	210,9
Vertex Pharmaceuticals Inc		116 700	16,1		16,1
Vestas Wind Systems AS		147 716	6,3		6,3
Vêtements de Sport Gildan Inc, Les		11 138 502	731,8		731,8
VF Corp		199 600	17,3		17,3
Via Varejo SA		1 641 966	14,9		14,9
Viacom Inc		223 300	19,5		19,5
Vidéotron Ltée				56,1	56,1
Vienna Insurance Group AG Wiener Versicherung Gruppe		25 314	1,3		1,3
Vina Concha y Toro SA		1 172 631	2,7		2,7
Vinci SA		420 494	26,8		26,8

au 31 décembre 2014

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Visa Inc		2 000	0,6				0,6
Vivendi SA		942 119	27,3				27,3
Vodacom Group Ltd		973 230	12,5				12,5
Vodafone Group PLC		19 460 224	78,3				78,3
Vodafone Qatar QSC		884 725	4,6				4,6
Voestalpine AG		73 894	3,4				3,4
Volkswagen AG		19 453	4,9			4,9	
	privilégiées	107 159	27,7			27,7	32,6
Voltas Ltd		2 127 591	9,5				9,5
Volvo AB		1 010 881	12,7				12,7
Vornado Realty Trust		84 700	11,5				11,5
Voya Financial Inc		122 000	6,0				6,0
VTB Bank OJSC		13 389 568 341	17,3				17,3
Vulcan Materials Co		63 900	4,9				4,9
Walgreens Boots Alliance Inc		3 682 100	325,0				325,0
Wal-Mart de Mexico SAB de CV		5 373 170	13,4				13,4
Wal-Mart Stores Inc		868 300	86,4				86,4
Walsin Lihwa Corp		8 297 590	3,0				3,0
Walt Disney Co, The		201 881	22,0				22,0
Wanhua Chemical Group Co Ltd		5 271 625	21,4				21,4
Want Want China Holdings Ltd		12 211 036	18,6				18,6
Wanxiang Qianchao Co Ltd		50 220	0,1				0,1
Wartsila Oyj Abp		97 520	5,1				5,1
Waste Management Inc		9 768 760	580,7				580,7
Waters Corp		40 400	5,3				5,3
WEG SA		266 710	3,6				3,6
Weichai Power Co Ltd	classe A	906 372	4,6			4,6	
	classe H	773 161	3,8			3,8	8,4
Weifu High-Technology Group Co Ltd		33 192	0,2				0,2
Weir Group Plc, The		140 663	4,7				4,7
Wells Fargo & Company		2 482 750	157,6			157,6	
	privilégiées	7	-			-	157,6
Wendel SA		20 896	2,7				2,7
Wesfarmers Ltd		740 641	29,3				29,3
West Fraser Timber Co Ltd		716 000	47,6				47,6
West Japan Railway Co		108 600	6,0				6,0
Westaim Corp, The		1 672 200	5,1				5,1
Western Digital Corp		105 900	13,6				13,6

Western Mining Co Ltd	81 400	0,1	0,1
Western Refining Inc	100 000	4,4	4,4
Western Securities Co Ltd	14 500	0,1	0,1
Western Union Co, The	253 600	5,3	5,3
Westfield Corp	1 931 840	16,5	16,5
Westpac Banking Corp	2 150 715	67,6	67,6
Weyerhaeuser Co	29 422	1,2	1,2
WH Group Ltd	2 413 950	1,6	1,6
Wharf Holdings Ltd, The	998 373	8,4	8,4
Wheelock & Co Ltd	603 000	3,3	3,3
Whirlpool Corp	37 800	8,5	8,5
Whitbread PLC	119 632	10,3	10,3
Whole Foods Market Inc	174 400	10,2	10,2
William Demant Holding AS	14 941	1,3	1,3
William Hill PLC	576 866	3,8	3,8
Williams Cos Inc, The	926 400	48,2	48,2
Wilmar International Ltd	1 265 900	3,6	3,6
Windstream Holdings Inc	292 453	2,8	2,8
Winnipeg Airports Authority Inc			26,0
Wintime Energy Co Ltd	94 000	0,1	0,1
Wipro Ltd	872 350	8,9	8,9
Wisconsin Energy Corp	8 870 379	541,9	541,9
Wistron Corp	3 546 014	3,7	3,7
WM Morrison Supermarkets PLC	2 255 757	7,5	7,5
WNS Holdings Ltd	345 000	8,3	8,3
Wolong Electric Group Co Ltd	26 800	-	-
Wolseley PLC	175 715	11,7	11,7
Wolters Kluwer NV	277 839	9,9	9,9
Woodside Petroleum Ltd	488 831	17,6	17,6
Woolworths Holdings Ltd	2 433 146	18,8	18,8
Woolworths Ltd	830 556	24,2	24,2
Woori Bank	795 221	8,4	8,4
WorleyParsons Ltd	138 319	1,3	1,3
WPG Holdings Ltd	3 629 360	4,9	4,9
WPP PLC	921 952	22,4	22,4
Wright Medical Group Inc	375 000	11,7	11,7
Wuhan Guide Infrared Co Ltd	9 800	-	-
Wuhan Iron & Steel Co Ltd	170 800	0,1	0,1
Wuhan Kaidi Electric Power Co Ltd	33 400	0,1	0,1
Wuliangye Yibin Co Ltd	89 300	0,4	0,4
WW Grainger Inc	35 200	10,4	10,4
Wyndham Worldwide Corp	59 800	5,9	5,9
Wynn Macau Ltd	1 027 600	3,4	3,4
Wynn Resorts Ltd	139 300	24,0	24,0

au 31 décembre 2014

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Xcel Energy Inc		245 400	10,2				10,2
XCMG Construction Machinery Co Ltd		39 900	0,1				0,1
Xenon Pharmaceuticals Inc		22 479	0,5				0,5
Xerox Corp		520 672	8,4				8,4
Xiamen C & D Inc		81 900	0,2				0,2
Xiamen ITG Group Corp Ltd		61 200	0,1				0,1
Xiamen King Long Motor Group Co Ltd		974 538	2,2				2,2
Xiamen Tungsten Co Ltd		17 000	0,1				0,1
Xi'An Longi Silicon Materials Co Ltd		13 000	-				-
Xi'An Shaangu Power Co Ltd		26 800	-				-
Xilinx Inc		152 800	7,7				7,7
Xinhu Zhongbao Co Ltd		90 800	0,1				0,1
Xinjiang Goldwind Science & Technology Co Ltd		1 527 073	4,0				4,0
Xinjiang Zhongtai Chemical Co Ltd		40 300	0,1				0,1
Xinxing Ductile Iron Pipes		88 100	0,1				0,1
Xizang Haisco Pharmaceutical Group Co Ltd		11 800	-				-
XJ Electric Co Ltd		755 993	2,9				2,9
XL Axiata Tbk PT		7 139 504	3,2				3,2
XL Group Plc		125 200	5,0				5,0
Xylem Inc		88 200	3,9				3,9
Yahoo Japan Corp		1 154 297	4,9				4,9
Yahoo! Inc		497 500	29,1				29,1
Yakult Honsha Co Ltd		58 017	3,6				3,6
Yamada Denki Co Ltd		573 420	2,2				2,2
Yamaguchi Financial Group Inc		139 000	1,7				1,7
Yamaha Corp		110 547	1,9				1,9
Yamaha Motor Co Ltd		172 980	4,1				4,1
Yamato Holdings Co Ltd		239 809	5,5				5,5
Yamato Kogyo Co Ltd		25 300	0,8				0,8
Yamazaki Baking Co Ltd		72 750	1,0				1,0
Yandex NV		84 365	1,8				1,8
Yang Ming Marine Transport Corp		1 104 376	0,7				0,7
Yang Quan Coal Industry Group Co Ltd		52 300	0,1				0,1
Yangzijiang Shipbuilding Holdings Ltd		1 265 000	1,3				1,3
Yantai Changyu Pioneer Wine Co Ltd		6 200	-				-
Yantai Jereh Oilfield Services Group Co Ltd		22 546	0,1				0,1
Yanzhou Coal Mining Co Ltd		2 960 158	2,9				2,9
Yapi ve Kredi Bankasi AS		2 274 631	5,5				5,5

Yara International ASA	195 893	10,1	10,1
Yaskawa Electric Corp	149 683	2,2	2,2
Yes Bank Ltd	584 000	8,3	8,3
YGSOFT Inc	14 500	-	-
Yingkou Port Liability Co Ltd	78 200	0,1	0,1
Yintai Resources Co Ltd	18 400	-	-
Yokogawa Electric Corp	141 691	1,8	1,8
Yokohama Rubber Co Limited , The	246 000	2,6	2,6
Yonghui Superstores Co Ltd	6 450 800	10,5	10,5
Yonyou Network Technology Co Ltd	28 200	0,1	0,1
Youku Tudou Inc	828 600	17,1	17,1
Youngor Group Co Ltd	70 200	0,2	0,2
YTL Corp Bhd	8 654 331	4,6	4,6
YTL Power International Bhd	3 700 687	1,8	1,8
Yuan Longping High-tech Agriculture Co Ltd	28 882	0,1	0,1
Yuanta Financial Holding Co Ltd	22 222 775	12,5	12,5
Yue Yuen Industrial Holdings Ltd	489 000	2,0	2,0
Yuexiu Property Co Ltd	10 853 354	2,4	2,4
Yuhan Corp	20 127	3,6	3,6
Yulon Motor Co Ltd	1 530 058	2,6	2,6
Yum! Brands Inc	2 598 200	219,2	219,2
Yunnan Baiyao Group Co Ltd	2 127 244	25,1	25,1
Yunnan Chihong Zinc & Germanium Co Ltd	40 315	0,1	0,1
Yunnan Copper Industry Co Ltd	30 800	0,1	0,1
Yunnan Lincang Xinyuan Germanium Industrial Co Ltd	15 800	-	-
Yunnan Tin Co Ltd	22 300	0,1	0,1
Yunnan Yuntianhua Co Ltd	18 400	-	-
Zardoya Otis SA	114 698	1,5	1,5
Zee Entertainment Enterprises Ltd	737 794	5,2	5,2
Zhangzhou Pientzehuang Pharmaceutical Co Ltd	2 700	-	-
Zhangzidao Group Co Ltd	13 500	-	-
Zhe Jiang Daily Media Group Co Ltd	22 900	0,1	0,1
Zhefu Holding Group Co Ltd	47 800	0,1	0,1
Zhejiang China Commodities City Group Co Ltd	57 200	0,1	0,1
Zhejiang Chint Electrics Co Ltd	773 100	4,4	4,4
Zhejiang Conba Pharmaceutical Co Ltd	19 600	0,1	0,1
Zhejiang Dahua Technology Co Ltd	25 800	0,1	0,1
Zhejiang Dun'An Artificial Environment Co Ltd	20 700	-	-
Zhejiang Expressway Co Ltd	2 430 019	3,3	3,3
Zhejiang Hailiang Co Ltd	18 700	-	-
Zhejiang Hisun Pharmaceutical Co Ltd	21 000	0,1	0,1
Zhejiang Huace Film & TV Co Ltd	888 272	4,2	4,2
Zhejiang Huahai Pharmaceutical Co Ltd	20 900	0,1	0,1
Zhejiang Juhua Co Ltd	39 400	-	-

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES (suite)
 au 31 décembre 2014
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Zhejiang Longsheng Group Co Ltd		56 022	0,2				0,2
Zhejiang Medicine Co Ltd		27 200	0,1				0,1
Zhejiang NHU Co Ltd		1 923 651	5,4				5,4
Zhejiang Runtu Co Ltd		16 700	0,1				0,1
Zhejiang Yankon Group Co Ltd		23 400	-				-
Zhejiang Yasha Decoration Co Ltd		17 200	0,1				0,1
Zhen Ding Technology Holding Ltd		651 673	2,0				2,0
Zhengzhou Coal Mining Machinery Group Co Ltd		36 600	-				-
Zhengzhou Yutong Bus Co Ltd		3 793 362	15,8				15,8
Zhongfu Straits Pingtan Development Co Ltd		24 500	0,1				0,1
Zhonghong Holding Co Ltd		46 400	-				-
Zhongjin Gold Co Ltd		2 697 239	5,3				5,3
Zhongli Science and Technology Group Co Ltd		12 300	-				-
Zhongsheng Group Holdings Ltd		3 443 000	3,6				3,6
Zhongtian Urban Development Group Co Ltd		31 100	0,1				0,1
Zhongyuan Union Cell & Gene Engineering Corp Ltd		11 800	0,1				0,1
Zhuzhou CSR Times Electric Co Ltd		824 078	5,6				5,6
Zhuzhou Times New Material Technology Co Ltd		21 600	-				-
Zijin Mining Group Co Ltd		9 669 979	3,3				3,3
Zimmer Holdings Inc		97 012	12,7				12,7
Zions Bancorporation		98 511	3,3				3,3
Zodiac Aerospace		122 582	4,8				4,8
Zoetis Inc		243 258	12,1				12,1
Zoomlion Heavy Industry Science and Technology Co Ltd		196 800	0,3				0,3
ZTE Corp		1 090 144	2,8				2,8
Zurich Insurance Group AG		98 515	35,8				35,8

Notes importantes pour la compréhension du tableau :

Ce tableau comprend les principaux investissements en actions et en obligations de sociétés cotées de la Caisse ainsi que ceux des investissements sous-jacents de ses filiales non-consolidées. Le contenu de ce tableau est assujéti aux normes de déclaration applicables à la liste annuelle de tels investissements. En plus de ces placements et selon les politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés, les gestionnaires ont recours à des instruments financiers dérivés qui procurent à la Caisse un rendement économique sur des titres d'actions, sans pour autant que ces titres soient la propriété de la Caisse.

La liste annuelle ne doit comporter aucune information susceptible de nuire aux opérations de la Caisse, à ses intérêts économiques ou à sa compétitivité, de révéler un projet de transaction, une transaction ou une série de transactions en cours, ou de causer un préjudice à une entreprise. En conséquence, il peut occasionnellement exister des variations entre les investissements présentés dans la liste annuelle et ceux qui sont inscrits aux registres de la Caisse au 31 décembre.

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS FERMÉES
au 31 décembre 2014
(juste valeur - en millions de dollars)

Valeur des investissements:

 A = de 0 à 5 M\$ C = de 10 à 30 M\$ E = de 50 à 75 M\$ G = de 100 à 150 M\$ I = de 300 à 500 M\$
 B = de 5 à 10 M\$ D = de 30 à 50 M\$ F = de 75 à 100 M\$ H = de 150 à 300 M\$ J = 500 M\$ et plus

Notes importantes à la compréhension du tableau :

Ce tableau comprend les principaux investissements en actions et en obligations de sociétés fermées de la Caisse ainsi que ceux des investissements sous-jacents de ses filiales non-consolidées. Le contenu de ce tableau est assujéti aux normes de déclaration applicables à la liste annuelle de tels investissements.

La liste annuelle ne doit comporter aucune information susceptible de nuire aux opérations de la Caisse, à ses intérêts économiques ou à sa compétitivité, de révéler un projet de transaction, une transaction ou une série de transactions en cours, ou de causer un préjudice à une entreprise. En conséquence, il peut occasionnellement exister des variations entre les investissements présentés dans la liste annuelle et ceux qui sont inscrits aux registres de la Caisse au 31 décembre.

Conformément aux ententes intervenues, n'est pas incluse dans la liste la valeur spécifique des investissements effectués dans toute société fermée (selon la définition de la Loi sur les valeurs mobilières du Québec) si elle n'a pas donné son accord à la divulgation.

SOCIÉTÉS	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations	Valeur des investissements
Immobilier ¹					
Ancar Administradora de Shopping Centres Ltda		X			F
Blackstone Property Partners	X				C
Blackstone Real Estate Partners Asia, LP	X				G
Blackstone Real Estate Partners Europe IV LP	X				F
Blackstone Real Estate Partners III, LP	X				A
Blackstone Real Estate Partners VI, LP	X				I
Blackstone Real Estate Partners VII, LP	X				J
CDP Real Estate Advisory India Private Limited		X			A
Cerberus CDP IC Partners, LP	X				I
Cherokee Investment Partners II, LP	X				A
CIM Fund III, LP	X				I
CIM Fund VIII, LP	X				F
Colyzeo Investors II, LP	X				D
Colyzeo Investors, LP	X				A
Creedence RE Investment AIV SUB I, LP	X				I
daVinci Japan Real Estate Partners IV, LP	X				A
Fonds de Résidences Maestro II, SEC	X				A
Fonds de Résidences Maestro III, SEC	X				A
Fonds de Résidences Maestro IV, SEC	X				A
Fonds de Résidences Maestro V, SEC	X				A
Fonds de Résidences Maestro, SEC	X				A

Fonds de Résidences pour étudiants Maestro I, SEC	X		A
Fonds Warburg Pincus Real Estate I, LP	X		E
Golden Well Harvest Corp		X	C
Gresham Real Estate Fund II LP	X		A
Greystar Equity VIII	X		C
India Property fund LP	X		F
Kimex Retail Land and Development Fund I, LP	X		C
KingSett High Yield Fund	X		C
KingSett Real Estate Growth LP No.1	X		A
KingSett Real Estate Growth LP No.2	X		A
KingSett Real Estate Growth LP No.3	X		C
KingSett Real Estate Growth LP No.4	X		C
KingSett Real Estate Growth LP No.5	X		E
Landon Butler & Company, LP	X		A
Lone Star Fund III (Bermuda) LP	X		A
Lone Star Fund IV (Bermuda) LP	X		C
Lone Star Fund V (Bermuda) LP	X		H
Lone Star Fund VI (Bermuda) LP	X		I
Lone Star Fund VIII LP	X		H
Lone Star Real Estate Fund LP	X		G
LS Real Estate Fund III	X		E
Manhattan Valley Fund LP	X		A
MCAP Commercial LP	X		I
New York Metro Fund, LP	X		A
NYC Residential Fund GP, LLC	X		A
One Newark Center GP LLC	X		A
PenReal Property Trust II	X		A
PenRetail III LP	X		A
Praedium Fund V, LP, The	X		A
Praedium Fund VI, LP, The	X		C
Praedium Fund VII, LP, The	X		H
Rockpoint Real Estate Fund IV, LP	X		F
RP NYC CIP Investors, LP	X		A
Société en commandite Maestro		X	A
TPG Point RE Investment AIV SUB I, LP (P3 Logistic Parks)	X		I
TPG Real Estate Finance Trust Inc		X	G
TPG Real Estate Partners II (E1) LP	X		F
Utrecht AIV I, LP	X		F
Versa LP	X		E
Williams Opportunity Partner Fund, LLC	X		A
WPRE Red Star LP	X		G
Placements privés et Infrastructures ²			
3AB Optique Développement SAS		X	G
4411871 Canada Inc		X	A

au 31 décembre 2014

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations	Valeur des investissements
7764863 Canada Inc		X		X	C
7790724 Canada Inc		X			A
9256-9771 Québec Inc		X	X		A
9272-8328 Québec Inc				X	A
ACON Sequitur Investor Holdings LLC	X			X	D
Acquisition Glacier II Inc		X			E
Affinity Asia Pacific Fund IV LP	X				D
Airport Holding Kft	X				A
Airport Hungary Tanácsadó Korlátolt Felelősségű Társaság Kft				X	G
Anges Québec Capital SEC	X				A
Apollo Credit Opportunity Fund (Offshore) III, LP	X				D
Aquiline Financial Services Fund (Offshore) LP	X				D
ARC Energy Venture Fund 3 Canadian LP	X				A
ARC Energy Venture Fund 4 Canadian LP	X				A
ArcLight Energy Partners Fund I LP	X				A
ArcLight Energy Partners Fund II LP	X				A
ArcLight Energy Partners Fund III LP	X				C
ArcLight Energy Partners Fund IV LP	X				C
ArcLight Energy Partners Fund V LP	X				E
Ares Corporate Opportunities Fund II LP	X				C
Ares Corporate Opportunities Fund III LP	X				E
Ares Corporate Opportunities Fund IV LP	X				F
Ares SSF Riopelle LP	X				F
ASF Galaxy Co-Invest LP	X				E
ASF V Messenger Acquisition LP	X				D
ASF V-B Park Co-Investment LP	X				G
ASF VI CDPQ CO-Invest LP	X				D
ASF VI LP	X				G
Auriga Ventures I	X				A
Auriga Ventures II	X				B
Avenue Asia Special Situations Fund IV LP	X				C
Avenue Special Situations Fund V LP	X				A
Avenue-CDP Global Opportunities Fund LP	X				D
Averna Technologies Inc ³		X		X	B
AviAlliance Capital		X		X	H
AWC Investments, Inc		X			B
AXA Capital Asia II LP	X				G
AXA Capital Asia LP	X				H

AXA CDP Co-Investment Fund FCPR	X					F	
AXA Early Secondary Fund III LP	X					D	
AXA Expansion Fund II FCPR	X					C	
AXA LBO Fund III A	X					A	
AXA LBO Fund IV FCPR	X					E	
AXA LBO Fund IV Supplementary FCPR	X					D	
AXA LBO Fund V LP	X					F	
AXA LBO Fund V Supplementary	X					A	
AXA Mezzanine 1 SICAR	X					B	
AXA Primary Fund America III LP	X					F	
AXA Primary Fund America IV LP	X					G	
AXA Primary Fund Europe III LP	X					F	
AXA Primary Fund Europe IV LP	X					G	
AXA Private Equity Fund	X					A	
AXA Private Equity Fund II	X					A	
AXA Secondary Fund II LP	X					A	
AXA Secondary Fund III-1 LP	X					B	
AXA Secondary Fund IV LP	X					H	
AXA Secondary Fund LP	X					A	
AXA Secondary Fund V LP	X					H	
AXA VENTURE Fund IV	X					A	
Bandsintown Group, Inc		X		X		B	
Bariatric Nutrition Inc		X				B	
Baring Vostok Fund IV Supplemental Fund LP	X					C	
Baring Vostok Private Equity Fund III LP	X					E	
Baring Vostok Private Equity Fund IV LP	X					E	
Baring Vostok Private Equity Fund V LP	X					C	
Baring Vostok Private Equity LP 1	X					C	
BC European Capital IX	X					F	
BC European Capital VII	X					A	
BC European Capital VIII	X					E	
BCP V Co-Investors LP	X					F	
Beaudier Ciment Inc				X		X	D
BioMarin Delivery Canada Inc		X					A
Blackstone Firestone Principal Transaction Partners (Cayman) LP	X						I
Blackstone Health Commitment Partners LP	X						A
Brightspark Ventures II LP	X						B
Bronco Midstream Partners LP	X						D
Brookfield Capital Partners Fund III LP	X						G
Brookfield Special Situations II LP	X						D
BVP Management Ltd				X			A
Callisto Capital Fund IV LP	X						A
Camille Fontaine et Fils Inc						X	B
Camoplast Solideal Inc ³		X					H

au 31 décembre 2014

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations	Valeur des investissements
Canadian Regional Aircraft Finance Transaction no1 Limited		X			A
Capital Croissance PME II SEC	X				D
Capital Croissance PME SEC	X				E
Capital St-Laurent SEC	X				A
Capital Z Financial Services Fund II LP	X				A
Caravelle Investment Fund LLC	X				A
Care Capital Investments III LP	X				C
Carlyle/Riverstone Global Energy & Power Fund III LP	X				D
Catalina Holdings (Bermuda) Ltd		X			G
CD&R B&M Co-Investor, LP	X				H
CD&R EMSC Co-Investor LP	X				H
CD&R Univar Co-Investor II LP	X				G
CDP Investissements Associés II SENC	X				E
CDP Investissements Associés SENC	X				D
CDR USF Co-Investor NO 2 LP	X				H
Cequel Communications Holdings I, LLC (Suddenlink)	X				F
Cerberus CDP IC Partners, LP	X				I
Cerberus Institutional Partners LP (Series Four)	X				I
Cevian Capital II Co-Investment Fund LP	X				H
Cevian Capital II Ltd	X				I
CG Investment Group LLC	X				B
Citicorp Mezzanine III LP	X				A
Clarus Lifesciences I LP	X				C
Clarus Lifesciences II LP	X				C
Clayax Acquisition Luxembourg 1 Sarl	X				I
Clayton Dubilier & Rice Fund IX LP	X				G
Clayton Dubilier & Rice Fund VII (Co-Investment) LP	X				E
Clayton Dubilier & Rice Fund VII LP	X				C
Clayton Dubilier & Rice Fund VIII LP	X				G
Colonial Pipeline Company		X			J
Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque, La		X			G
Corex Resources Ltd		X			H
Corporation Canadian Malartic			X		D
Corporation de développement Nautilus Inc		X			A
Corporation Développement Knowlton Inc		X			D
Corsair III Financial Services Capital Partners LP	X				D
Court Square Capital Partners (Offshore) II LP	X				E
Court Square Capital Partners III LP	X				D

Crown Global Secondaries III PLC	X				C
CVI Global Value Fund LP	X				H
CVI Global Value Fund LP - Top Off	X				G
Cytheris SA		X			A
Denver Partners LLC	X				A
Deshors International SA ³		X			A
Distech Contrôles inc		X			C
EGS Private Healthcare Partnership II LP	X				A
Emballage St-Jean Ltée		X			A
Emerald Cleantech Fund II LP	X				B
Emerald Energy Fund I LP	X				A
EnerVest Energy Institutional Fund XIII LP	X				G
Englobe Corp		X		X	D
Entreprises Railquip Inc, Les		X			C
ePak Holdings Limited		X	X		A
EQT Mid Market Fund	X				F
EQT VI FML	X				G
Essex Woodlands Health Ventures Fund VII LP	X				D
Essex Woodlands Health Ventures Fund VIII LP	X				C
Euro Wagon LP	X				D
European Directories SA		X	X	X	A
Explorer Acquisition Corp				X	F
Explorer Holdings, Inc		X			D
Exxel Capital Partners 5.5 LP	X				A
Exxel Capital Partners V LP	X				A
Ezeflow Inc		X			A
Ezeflow International Inc		X			A
Fairfield Energy Limited		X			C
FGP Topco Limited (HAH)		X			J
Fiera Axium Infrastructure Canada SEC	X				D
Finloc 2000 inc				X	A
Fluxys		X			J
Fonds AlterInvest II SEC	X				C
Fonds AlterInvest SEC	X				A
Fonds CDP (SEW), SEC	X				H
Fonds CTI Sciences de la Vie SEC	X				C
Fonds CTI Sciences de la Vie SEC II	X				A
Fonds Cycle Capital I SEC	X				A
Fonds d'investissement iNovia II SEC	X				C
Fonds d'investissement AlterInvest Inc		X			A
FONDS ID SEC	X				C
Fonds Manufacturier Québécois SEC	X				D
Fonds Propulsion III SEC	X				A
Fonds Tandem Expansion I SEC	X				C

au 31 décembre 2014

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations	Valeur des investissements
Fortress Coinvestment Fund V LP	X				C
Fortress Investment Fund V LP	X				F
Genesis Partners II LDC	X				A
Genesis Partners III LP	X				C
Genstar Capital Partners III LP	X				A
Genstar Capital Partners IV LP	X				C
Genstar Capital Partners V LP	X				E
Genstar Capital Partners VI LP	X				D
Gestion Grand Lys Inc		X			A
Gestion Sijeri Inc		X			A
Gestion T2C2/BIO SEC	X				A
Global Agriculture AIV LLC	X				G
Global Agriculture II AIV LLC	X				A
Global Timber Resources LLC	X				D
GO Capital SEC	X				A
Gravity Energy Corp		X			A
Greenfield Specialty Alcohols Inc		X			C
Greenpac Holding LLC	X			X	G
Groupe Crevier Inc				X	B
Groupe Graham International Inc		X		X	B
Groupe Holiday Inc		X		X	A
Groupe Keolis SAS		X			J
Groupe Novatech Inc		X		X	C
Groupe Optimum Inc		X			C
Groupe Stageline Inc		X			A
Groupe Tornatech Inc		X			B
Groupe V Média Inc			X		B
GSO Churchill Partners II LP	X				C
GSO Churchill Partners LP	X				H
Harlan Laboratories Corp		X			A
HEF HoldCo II, Inc		X		X	I
HM/Latimer Coinvestors LP	X				B
HM/Latimer Investments No 1 LP	X				A
HMY International		X	X		A
HydroSolution Ltée		X			A
HydroSolution SEC	X				D
iCON Infrastructure Partners LP	X				A
ILM Investments LP	X				I

Image Networks Holdings Pty Ltd		X	X		F
Innisfree PFI Continuation Fund	X				F
Inotek Pharmaceuticals Corp		X	X		A
Interconnector UK Ltd		X			I
Intransit BC Limited Partnership	X				F
Intransit British Columbia GP Ltd		X			A
Invénergie Vert II SEC	X				D
Invenergie Vert SEC	X				F
Invenergy Canada Wind 4 Limited		X			A
Invenergy Canada Wind Green II Limited		X			A
Invenergy Canada Wind Green Limited		X			A
Invenergy Des Moulins GP Limited		X			A
Invenergy Raleigh Green Limited		X			A
Invenergy US Wind Holdings LLC				X	J
Invenergy Wind LLC	X				J
Investissements BSA Inc		X			C
Investissements Novacap inc		X			A
IPE Tank and Rail Investment 2 SCA		X			A
J L Albright III Venture Fund	X				A
JitneyTrade Inc				X	A
KERN Cobalt Co-Invest Partners AP LP	X				E
KERN Energy Partners I LP	X				B
KERN Energy Partners II LP	X				E
KERN Energy Partners III LP	X				F
KERN Energy Partners IV LP	X				A
KKR-CDP Partners LP	X				H
Kodiak Funding LP	X				A
Laureate Co-Investors V Limited Partnership	X				C
LB Firth Sidecar LLC	X				E
Lightyear NIB LP	X				D
Lion Capital Fund I LP	X				A
Lion Capital Fund II LP	X				G
Lion Capital Fund III LP	X				G
London Array Ltd, London Array Unincorporated JV	X	X			J
Lone Star Fund III (Bermuda) LP	X				A
Lumira Capital Corp		X			A
Macquarie European Infrastructure Fund LP	X				C
Maetta Sciences Inc		X	X	X	A
Manzoni International SA ³		X			A
Marietta Holding Corporation		X			A
MCC Hold Trust	X				B
Mines Coulon Inc		X			A
MMV Financial Inc		X	X		A
Montreal Maine & Atlantic Corporation		X			A

au 31 décembre 2014

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations	Valeur des investissements
Morgan Schaffer Inc		X		X	C
Nanoledge		X			A
Nautilus Plus Inc				X	A
NB Co-Investment Partners LP	X				E
New Asurion Corporation		X			H
Newbridge Asia III LP	X				A
Newbridge Asia IV LP	X				C
NewStar Credit Opportunities Fund Ltd		X			C
NGEN Enabling Technologies Fund LP	X				A
Northleaf 1608 Secondary Holdings LP	X				A
Novacap II Société en commandite	X				C
Novacap Industries III SEC	X				E
Novacap Industries IV SEC	X				B
Novacap Technologies III SEC	X				C
Novacap TMT IV SEC	X				A
Nth Power Technology Fund II-A LP	X				A
OCM Asia Principal Opportunities Fund LP	X				C
OCM Opportunities Fund VII (Cayman) Ltd	X				E
OCM Opportunities Fund VIIb LP	X				E
OCM Principal Opportunities Fund IV (Cayman) Ltd	X				E
OHA - CDP ESCF, LP	X				E
Oncap II LP	X				C
Oncap III (Canada) LP	X				C
Onex Partners II LP	X				D
Onex Partners III LP	X				G
Onex Partners IV LP	X				B
Onex Partners LP	X				C
OrbiMed Private Investments III LP	X				C
Osum Oil Sands Corp		X			D
OTYC Holdings Inc		X			A
Park Square Capital Partners LP	X				G
Partenaires Médias Remstar SEC	X				A
Partenaires Persistence Capital LP	X				B
Partenaires Persistence Capital II, SEC	X				A
PCUT No 1 Pty Ltd				X	D
Pinofaun Ltd		X		X	A
Plastrec Inc		X			A
Plenary Conventions Holdings Pty Ltd		X			A

Plenary Health Holdings (CCC) Pty Ltd		X			A
Plenary Health Holdings Unit Trust	X				A
Plenary Holdings No 7 Pty Ltd		X			B
Plenary Living (LEAP 1) Unit Trust	X				A
Plenary Living (LEAP 2) Holdings Pty Ltd		X		X	F
Plenary Research Pty Ltd				X	C
Plenary Research Unit Trust	X				A
Pool Acquisition SA		X	X		A
PPP Holdings No 1 Pty Ltd		X		X	C
PPP Holdings No 2 Pty Ltd		X		X	C
ProQuest Investments IV LP	X				D
PulsePoint Inc		X			A
QPH Hold Trust, Hold Co PTY Limited (Port de Brisbane)	X	X			J
Quantum Energy Partners IV LP	X				D
Québecor Média Inc		X			J
RAD Technologies Inc ³		X			A
Relay Ventures Fund	X				C
Ressorts Liberté Inc				X	A
Révision Militaire Inc				X	A
Rho Canada Ventures LP	X				C
Riopelle Century LLC	X				A
Ripley Cable Holdings I LP	X				G
Riverbank Power Corporation		X	X	X	A
Riverstone Global Energy & Power Fund V LP	X				H
Sagard FCPR	X				A
Sagard II A FCPR	X				D
Saints Capital V LP	X				B
Saints Capital VI LP	X				D
Sanderling Venture Partners IV LP	X				A
Sanderling Venture Partners V LP	X				C
Sanderling Venture Partners VI Co-Investment Fund LP	X				C
Sanderling Venture Partners VI LP	X				C
Sentient Global Resources Fund I LP	X				D
Sentient Global Resources Fund II LP	X				C
Sentient Global Resources Fund III LP	X				E
Sentient Global Resources Fund IV LP	X				E
Sentient Group Limited, The		X			A
Services de santé Medisys SEC				X	C
Services Intégrés Lemay & Associés Inc				X	B
SGU Holdings GP Corporation		X			A
SGU Holdings LP	X				H
Silver Lake Partners II LP	X				B
Silver Lake Partners III LP	X				H
Silver Lake Partners IV LP	X				F

au 31 décembre 2014

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations	Valeur des investissements
Slap Shot Holdings Corp		X			A
SLP Denali Co-Invest LP	X				F
Société d'investissement ALT Canada SEC	X				B
Société en commandite Agechem	X				B
Société en commandite Zarkiris	X				B
Somerset Group, Inc		X			A
Sports Authority Inc, The				X	D
SSQ, Société d'Assurance-Vie Inc				X	E
Structured Credit Holdings Public Limited Company		X	X		A
SW Energy Capital LP	X				E
SW Resources Partnership	X				E
Sweeteners Holdings Inc		X			A
TAD Canco Inc				X	H
Technologie Silanis Inc		X			A
Technologies HumanWare Inc		X			A
Télécon Inc		X		X	C
Tenaska Power Fund II LP	X				D
Tenaska Power Fund LP	X				C
Teralys Capital Fonds de Fonds, SEC	X				A
TeraXion Inc		X			A
Thomas McNerney & Partners II LP	X				D
TIAA-CREF Global Agriculture II LLC	X				C
TIAA-CREF Global Agriculture LLC	X				G
TMC Mezz Cap Investor LLC	X				A
Tornatech Inc		X			A
Tour de Mons SAS, La		X		X	C
TPG Asia V LP	X				D
TPG Asia VI LP	X				D
TPG Charley ORRI Co-Invest LP	X				D
TPG Charley Pref Co-Invest LP	X				H
TPG LBV Co-Invest LLC	X				A
TPG Partners V LP	X				G
TPG Partners VI LP	X				G
TPG VI Wolverine Co-Invest, LP	X				H
Trencap SEC (Gaz Métro)	X				J
Triad Liquidating Company, LLC	X				A
Trident III LP	X				C
Trident IV LP	X				G

Trident V LP	X			F
Trident VI LP	X			C
Triton Electronique Inc		X		A
Tropos Networks Inc			X	A
Tyrol Acquisition 1, sarl		X		D
Univita Health Inc			X	D
VantagePoint CDP Partners LP	X			H
VantagePoint Communications Partners LP	X			A
VantagePoint Venture Partners 2006 (Q) LP	X			E
VantagePoint Venture Partners III (Q) LP	X			A
VantagePoint Venture Partners IV (Q) LP	X			A
Ventures West 8 LP	X			B
Viandes Seficlo Inc		X	X	B
Vintage Investment Partners VI (Cayman), LP	X			C
Vintage Venture Partners III (Cayman) LP	X			C
Vista Equity Partners Fund V-A LP	X			D
Vista Equity Partners V Co-Invest 1-A LP	X			E
WCP III Québec co-Invest, LP	X			C
Wengen Alberta Limited Partnership	X			E
Wynnchurch Capital Partners II LP	X			C
X2 Resources Partners LP Inc	X			C
Zone3 Inc		X	X	B

Revenu Fixe

Aramark Services Inc			X	A
Boreas (Investment) Limited			X	J
CDR Bounty Holdco 4 Limited			X	E
Collectif Santé Montréal S.E.C. (CHUM)			X	J
Fraser Transportation Group			X	C
Gestion Premier Lion Inc			X	A
Gestions Varekai Inc			X	B
Groupe Moreau			X	A
Groupe Optimum Inc			X	B
HCA Inc			X	C
Hydro Bromptonville Inc			X	A
Industries Sanimax Inc			X	C
Lièvre Power Financing Corp			X	D
MEIF II CP Holdings 3 Ltd			X	C
Minto Developments Inc			X	C
Plenary Health Hamilton LP			X	C
Plenary Health Kelowna LP			X	C
SNC-Lavalin Innisfree McGill Financement Inc			X	G
Société de cogénération de St-Félicien			X	B
Société en Commandite H2O Énergie			X	H
Sydney Airport Finance Co Pty Ltd			X	I

au 31 décembre 2014

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations	Valeur des investissements
Tornatech Inc				X	A
Windsor Essex Mobility Group GP				X	E
Women's College Partnership				X	D
BTAA					
BTAA					
Véhicule d'actifs cadres I (VAC 1)				X	J
Véhicule d'actifs cadres II (VAC 2)				X	H
Véhicule d'actifs cadres III (VAC 3)				X	G
BTAA exclus de l'entente de restructuration					
Apex Trust				X	C
Great North Trust				X	H
Superior Trust				X	I
White Knight Investment Trust				X	H

Notes importantes à la compréhension du tableau :

Ce tableau comprend les principaux investissements en actions et en obligations de sociétés fermées de la Caisse ainsi que ceux des investissements sous-jacents de ses filiales non-consolidées. Le contenu de ce tableau est assujéti aux normes de déclaration applicables à la liste annuelle de tels investissements.

La liste annuelle ne doit comporter aucune information susceptible de nuire aux opérations de la Caisse, à ses intérêts économiques ou à sa compétitivité, de révéler un projet de transaction, une transaction ou une série de transactions en cours, ou de causer un préjudice à une entreprise. En conséquence, il peut occasionnellement exister des variations entre les investissements présentés dans la liste annuelle et ceux qui sont inscrits aux registres de la Caisse au 31 décembre.

Conformément aux ententes intervenues, n'est pas incluse dans la liste la valeur spécifique des investissements effectués dans toute société fermée (selon la définition de la Loi sur les valeurs mobilières du Québec) si elle n'a pas donné son accord à la divulgation.

¹ Placements sous-jacents des filiales non-consolidées du Groupe Ivanhoé Cambridge et d'Otéra Capital.

² Placement effectué ou détenu par la Caisse ou une filiale créée en vertu de l'article 37.1 de la Loi sur la Caisse.

³ Placement effectué ou détenu par la Caisse ou une filiale en vertu du dernier alinéa de l'article 37.1 de la Loi sur la Caisse.

Lieu	Terrains et immeubles	Lieu	Terrains et immeubles	Lieu	Terrains et immeubles
IVANHOÉ CAMBRIDGE					
Canada					
Beauport	Terrain - Joseph-Casavant et Clémenceau	Rocky View	261055 CrossIron Boul.	Sao Bernardo do	
Burlington	900 Maple Avenue	Rocky View	Terrain - Plan 0716149 - Block 2 - Lot 3	Campo	Avenida Kennedy, 700
Burnaby	4710, 4720, 4730, 4880 Kingsway	Rosemère	Terrain - 201-257, boul. Labelle	São Paulo	Avenida Interlagos, 2255
Calgary	33 Heritage Meadows Way SE	Sainte-Agathe	Terrain - Chemin Palomino		
Calgary	333 7 th Avenue SW	Sainte-Foy	Chemin Quatre Bourgeois	Chine	
Calgary	3625 Shaganappi Trail NW	Sherbrooke	3050, boul. Portland	Changsha	188 Huangxing Zhong Road, Furong District
Calgary	516, 525 8 th Avenue SW	Surrey	2695 Guildford Town Centre		
Calgary	715 3 rd Street SW	Toronto	1800 Sheppard Avenue E	Wuxi	99 Zhenghe Avenue, Huishan District
Calgary	Terrain - 20 Heritage Meadows Way SE	Toronto	65 Skyway		
Calgary	Terrain - Deerfoot Trail et	Toronto	Terrain - 45 et 141 Bay Street	Espagne	
	Beddington Road	Tsawwassen	Terrain - Highway 17 & 52 nd Street	Madrid	Autovia A-5 Margen Izquierdo, Arroyomolinos
Dartmouth	21 Micmac Boul.	Vancouver	1040 Pender Street W		
Edmonton	5015 111 Street NW	Vancouver	1055 Dunsmuir Street	États-Unis	
Kelowna	Terrain - 2340 Harrey Avenue (Highway 97 N)	Vancouver	505, 555, 595 Burrard Street	Alexandria	300 Yoakum Parkway
		Vancouver	540 Thurlow Street	Bellevue	10885 4 th Street NE
Mercier	Terrain - boul. St-Jean-Baptiste	Vancouver	650 41 st Avenue W	Bellevue	12920 38 th Street SE
Montréal	1 à 5, Place Ville Marie	Vancouver	1075 Georgia Street W	Bellevue	3605, 3625 132 nd Avenue SE
Montréal	1000, Place Jean-Paul Riopelle	Vaughan	1 Bass Tro Mills Drive	Bellevue	3617, 3650, 3655 131 st Avenue SE
Montréal	1000, rue de La Gauchetière Ouest	Victoria	3147 Douglas Street	Boca Raton	6925 Town Harbour Boul.
Montréal	1500, Avenue McGill College	Waterloo	550 King Street N	Boston	201 Washington Street
Montréal	249, 415, 455, rue St-Antoine Ouest	Winnipeg	Boul. Kenaston et Sterling Lyon Parkway	Boynton Beach	1206 Stonehege Circle
Montréal	4300, 4700, rue de la Savane			Boynton Beach	220 Savannah Lakes Drive
Montréal	4815, rue Buchan	Placements à l'étranger		Chicago	10, 120 Riverside S
Montréal	4858, chemin de la Côte-des-Neiges	Allemagne		Chicago	444 Lake Street W
Montréal	4901, 7330, rue Jean-Talon Ouest	Berlin	Wilmerdorfer Strasse 46	Concord	1555 Galindo Street
Montréal	5010, rue Paré	Düsseldorf	Friedrichstrasse 129-133	Culver City	Terrain - 8770 Washington Boul. W
Montréal	677, 685, 705, Sainte-Catherine Ouest	Francfort	Wilhelm- Fay- Strasse 31-37	Cupertino	20200 Lucille Avenue
Montréal	747, 901, Square Victoria	Leipzig	Paunsdorfer Allee 1	Davie	2750 73 rd Way SW
Montréal	7500, rue Victoria	Zwickau	Innere Plauensche Strasse14	Denver	4750 Cherry Creek S
Montréal	7999, boul. Les Galeries D'Anjou	Brésil		Denver	755 Dexter Street S
Montréal	900, boul. René-Lévesque Ouest	Brasilia	Setor De Diversoes Norte	Denver	950 17 th Street
Montréal	Terrain - 4325, 4505, rue Jean-Talon Est	Campinas	Avenida John Boyd Dunlop, 3900	Denver	1200 17 th Street et terrain
Montréal	Terrain - 500 et 900, boul. De	Cuiabá	Avenida Historiador Rubens de Mendonça, 3300	Fairfax	11842 Federalist Way
	Maisonneuve Ouest			Fairfax	4106 Brickell Dr.
Montréal	Terrain - Anjou	Fortaleza	Avenida Lineu de Paula Machado, 419	Hackensack	300 Prospect Avenue
Montréal	Terrain - Jean-Talon et Provencher	Fortaleza	Avenida Washington Soares, 4335	Herndon	13000 Wikes Way
Montréal	Terrain - rue Jean-Talon Ouest	Fortaleza	Avenida Bezerra de Menezes, 2450	Herndon	508 Pride Avenue
Nanaimo	6631 Island Highway N	Maracanaú	Avenida Senador Jereissati, 100	Lakewood	3505 Nelson Circle S
Niagara on the Lake	Avenue Glendale et Queen Elizabeth Way	Natal	Avenida Senador Salgado Filho, 2234	Miami	950 Miami Avenue S
Niagara on the Lake	300 Taylor Road	Porto Alegre	Avenida Joao Wallig, 1800	New York	10 Downing Street
Oshawa	419 King Street W	Porto Velho	Avenida Rio Madeira, 3288	New York	108 15 th Street W
Ottawa	100 Bayshore Drive	Recife	Terrain - Avenida Recife	New York	1143 2 nd Avenue
Pointe-Claire	6801, route Transcanadienne	Rio de Janeiro	Avenida das Américas, 500	New York	120-160 97 th Street W
Pointe-Claire	Terrain - Autoroute 40 et Boul. Brunswick	Rio de Janeiro	Avenida Pastor Martin Luther King Jr, 126	New York	1211 Avenue of the Americas
Québec	1, rue des Carrières			New York	135 96 th Street W
Québec	2452, 2700, boul. Laurier	Rio de Janeiro	Terrain - Avenida Abilio	New York	141 33 rd Street E
Québec	65, rue Ste-Anne	Rio de Janeiro	Praia De Botafogo, 400	New York	1411, 1745 Broadway
Québec	690-700, boul. René-Lévesque Est	San Jose Dos	Rua Barao de Sao Francisco, 236	New York	167 82 nd Street E
Richmond	1400, 6551 Road No 3	Campous	Avenida Deputado Benedito Matarazzo, 9403	New York	20, 41 Park Avenue
				New York	210 89 th Street W
				New York	235-237 48 th Street W
				New York	330 Hudson Street

Lieu	Terrains et immeubles	Lieu	Terrains et immeubles	Lieu	Terrains et immeubles
New York	347-351 58 th Street E				
New York	360 65 th Street E				
New York	364 18 th Street W				
New York	555 6 th Avenue				
New York	753 Amsterdam Avenue				
New York	8 Gramercy Park S				
Oviedo	2980 Grandeville Circle				
Pasadena	El Molino et Walnut/Hudson et Walnut				
Phoenix	1100 Osborn Road E				
Phoenix	13625 48 th Street S				
Phoenix	15815 Lakewood Parkway S				
Phoenix	5010, Cheyenne Dr.				
Phoenix	7810 14 th Pl. N				
Pleasant Hill	225 Coggins Dr.				
Pleasanton	3992 Stoneridge Drive				
Reston	12032 Waterside View				
Sacramento	801 K Street				
San Francisco	2023 Folsom				
San Francisco	140 Duboce				
San Francisco	3035 Baker				
San Francisco	720 Baker				
San Francisco	1064 Dolores				
San Francisco	726 Bush				
San Francisco	1030 Polk				
San Francisco	737 Pine Street				
San Francisco	795 Pine Street				
San Francisco	Lombard Place				
San Francisco	610 Clipper				
San Francisco	825 Pine Street				
San Francisco	1819 Golden Gate				
San Francisco	3605 20 th Street				
San Francisco	3440 20 th Street				
San Francisco	2198 Market Street				
San Francisco	735 Taylor				
San Francisco	295 Castro				
San Francisco	925 Pierce				
San Francisco	2385 Folsom				
San Francisco	1117 Ocean				
San José	1500 Cottle Road				
San José	355 Kiely boul.				
San José	881 Winchester boul. S				
San José	935 Willowleaf Drive				
Seattle	1 st Avenue West and Thomas				
Seattle	1100 Second Avenue				
Seattle	1111 Third Avenue				
Seattle	1420 5 th Avenue				
Seattle	999 3 rd Avenue				
Stevenson Ranch	25399 The Old Road				
Sunnyvale	1180 Lochinvar Avenue				
Tempe	3255 Dorsey Lane S				
Valencia	24640 Town Center Drive				
Washington	82 Eye Street				
Westminster	10305 Dover Street				
		France			
		Boulogne Billancourt	58, Avenue Emile Zola		
		Courbevoie	1, 2, place Samuel De Champlain		
		Paris	75, Avenue de la Grande Armée		
		Toulouse	Terrain - Inter. rue Des Chênes et Route D82		
		Mexique			
		Mexico City	Cuajimalpa		
		Royaume-Uni			
		Londres	1 Stonecutter Street		
		Londres	1-5 Molyneux Street		
		Londres	1-11 Pond Palace		
		Londres	11-13 Young Street		
		Londres	13 Park Walk		
		Londres	117-167 Fulham Road		
		Londres	143 Park Road		
		Londres	2 Roland Gardens		
		Londres	21-22 Prince of Wales Terrace		
		Londres	39-41 Nottingham Place		
		Londres	4 Eccleston Street		
		Londres	57 Farrington Street		
		Londres	79-81-85 Lexham Gardens		
		Londres	86-92 Kensington Gardens Square		
		Londres	Kew Bridge Court, Chiswick High Road		

Lieu	Adresse
Canada	
Toronto	100 Front Street W
Vancouver	900 Georgia Street W
Belleville	390 Front Street N
Windsor	3100 Howard Avenue
Placements à l'étranger – États-Unis	
Atlanta	255 Courtland Street NE
Seattle	411 University Street
Bellevue	320 108th Avenue NE
Bellevue	355 110th Avenue NE
Bellevue	10885 NE 4th street
New York	330 63rd Street

BUREAUX INTERNATIONAUX

NEW YORK

CDPQ US (NEW YORK)

1211 Avenue of the Americas
Bureau 3001
New York, NY 10036
États-Unis

Tél. : 212 596-6300
Télééc. : 212 730-2356

WASHINGTON

CDPQ US (WASHINGTON)

1775 Pennsylvania Avenue NW
Bureau 200
Washington, DC 20006
États-Unis

Tél. : 202 730-8010
Télééc. : 202 730-8014

PARIS

CDPQ PARIS

30 avenue Georges V
9^e étage
75008 Paris
France

Tél. : 011.33.1.56.69.25.37

SINGAPOUR

CDPQ SINGAPORE

1 Raffles Quay
21-01 North Tower
One Raffles Quay
Singapour 048583

BEIJING

CDPQ BEIJING

Bureau 903, Office Tower E1
Oriental Plaza
1, Avenue Chang'an Est
District de Dongcheng
Beijing, Chine, 100738

Tél : 86-10 6408 8718
Télééc : 86-10 6408 8719

Sauf indication contraire, tous les chiffres sont exprimés en dollars canadiens.
De plus, les symboles M et G désignent respectivement les millions et les milliards.

Ce document, de même que le Rapport annuel 2014, sont accessibles sur notre site : www.lacaisse.com.

Renseignements : 514 842-3261
info@lacaisse.com

This publication, as well as the 2014 Annual Report, are available in English on our website at www.lacaisse.com.

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2015



Entièrement recyclable –
le choix responsable

BUREAU D'AFFAIRES

Centre CDP Capital
1000, place Jean-Paul-Riopelle
Montréal (Québec) H2Z 2B3
Téléphone : 514 842-3261
Télécopieur : 514 842-4833

SIÈGE SOCIAL

Édifce Price
65, rue Sainte-Anne, 14^e étage
Québec (Québec) G1R 3X5
Téléphone : 418 684-2334
Télécopieur : 418 684-2335



Malentendants
514 847-2190

www.lacaisse.com